

# 1. Rapport de Présentation

*Approbation – 04 décembre 2017*

## Plan Local d'Urbanisme de BUELLAS



Vu pour être annexé à notre délibération en  
date de ce jour  
LE MAIRE,

Approuvé le : 04 décembre 2017



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>1. INTRODUCTION : le PLU .....</b>	<b>7</b>
1.1 Du Plan d'Occupation des Sols au Plan Local d'Urbanisme .....	7
1.2 Le développement durable : un fondement du PLU .....	11
1.3 Historique de la procédure d'élaboration du PLU de Buellas .....	11
1.4 La compatibilité du PLU au regard des dispositions législatives et des documents supra-communaux .....	13
1.5 L'évaluation environnementale .....	23
1.6 La composition du dossier de PLU .....	25
1.7 Le bilan .....	33
<b>DIAGNOSTIC .....</b>	<b>34</b>
<b>1. Une position favorable .....</b>	<b>35</b>
1.1 Situation générale .....	35
1.2 Contexte administratif .....	36
<b>2. Démographie et population .....</b>	<b>41</b>
2.1 Démographie.....	41
2.2 Caractéristiques de la population et des ménages .....	42
<b>3. Habitat .....</b>	<b>45</b>
3.1 L'évolution du nombre de logements .....	45
3.2 La structure du parc : une forte proportion de grands logements.....	48
3.3 La fonction locative .....	48
<b>4. Déplacements et accès .....</b>	<b>49</b>
4.1 Le réseau routier .....	49
4.2 Les déplacements domicile-travail.....	51
4.3 Les déplacements automobiles.....	55
4.4 Les transports collectifs.....	57
4.5 Les mobilités douces.....	61
4.6 Les capacités de stationnement.....	65
<b>5. Economie et emploi.....</b>	<b>68</b>
5.1 La population active .....	68
5.2 Les activités économiques .....	70
<b>6. Equipements et services .....</b>	<b>100</b>
6.1 Enseignement .....	100
6.2 Equipements sociaux .....	100
6.3 Equipements culturels.....	101
6.4 Equipements sportifs.....	101
6.5 Vie associative .....	102
<b>7. Servitudes .....</b>	<b>103</b>

<b>ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>104</b>
<b>1. Milieu physique.....</b>	<b>105</b>
1.1 Géologie.....	105
1.2 Relief.....	106
1.3 Hydrographie.....	107
<b>2. Sols et sous-sols .....</b>	<b>109</b>
2.1 Sites et sols pollués .....	109
2.2 L'activité de carrière .....	109
<b>3. Occupation du sol et consommation foncière.....</b>	<b>114</b>
3.1 Territoires artificialisés .....	114
3.2 Milieux agricoles.....	126
3.3 Espaces forestiers.....	128
3.4 Surfaces en eau .....	131
<b>4. Milieux naturels et biodiversité.....</b>	<b>132</b>
4.1 Réglementation en vigueur pour la protection des milieux remarquables .....	132
4.2 Inventaires patrimoniaux .....	137
4.3 La faune et la flore .....	158
4.4 Protection des espaces naturels : la trame verte et bleue et les continuités écologiques.....	162
4.5 Synthèse sur les espaces et milieux naturels les plus « vulnérables » .....	180
<b>5. Cadre de vie, paysage et patrimoine .....</b>	<b>181</b>
5.1 Paysage et patrimoine naturel .....	181
5.2 Architecture et patrimoine bâti .....	187
5.3 Urbanisme .....	192
<b>6. La ressource en eau .....</b>	<b>203</b>
6.1 Plans et outils de gestion de l'eau .....	203
6.2 Caractéristiques et état de la ressource en eau .....	220
6.3 Alimentation en eau potable.....	243
6.4 Assainissement .....	246
6.5 Gestion des eaux pluviales .....	250
<b>7. Risques.....</b>	<b>251</b>
7.1 Risques naturels .....	252
7.2 Risques technologiques .....	274
<b>8. Nuisances et déchets .....</b>	<b>281</b>
8.1 Bruit.....	281
8.2 Retombées de poussières .....	287
8.3 Déchets .....	291
<b>9. Air, énergie, climat.....</b>	<b>302</b>
9.1 Qualité de l'air .....	302
9.2 Energies .....	303
9.3 Climat .....	306
<b>PROJETS DU PLU, CARACTERISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE PAR CEUX-CI .....</b>	<b>307</b>

## **ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES .....318**

<b>1. Incidences sur les écosystèmes, milieux, sites et paysages naturels ou urbains</b>	<b>320</b>
1.1 Incidences sur les sites Natura 2000, inventaires patrimoniaux et zones humides .....	320
1.2 Incidences sur les milieux naturels et espaces agricoles .....	324
1.3 Incidences sur les trames vertes et bleues .....	330
1.4 Incidences sur les paysages et entrées de ville.....	330
<b>2. Incidences sur la ressource en eau.....</b>	<b>331</b>
2.1 Incidences sur les ressources en eau souterraines et superficielles .....	331
2.2 Incidences sur le réseau d'assainissement collectif .....	335
<b>3. Incidences en termes de risques, pollutions et nuisances.....</b>	<b>336</b>
3.1 Les incidences en termes de risques.....	336
3.2 Les incidences en termes de pollutions et nuisances.....	339
<b>4. Synthèse concernant le projet d'extension de carrière .....</b>	<b>344</b>
4.1 Choix du scénario de remise en état .....	344
4.2 Mesures et traduction réglementaire des incidences notables .....	344

## **JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD, LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET LE REGLEMENT .....346**

<b>1. La recherche d'équité sociale .....</b>	<b>347</b>
1.1 Poursuivre un développement urbain maîtrisé et cohérent .....	347
1.2 Accroître et diversifier l'offre en logements .....	349
1.3 Développer les pôles urbains du bourg de Buellas et du hameau de Corgenon .....	352
1.4 Equipements : conforter l'offre de services .....	369
<b>2. L'ambition d'efficacité économique .....</b>	<b>371</b>
2.1 Conforter la zone artisanale .....	371
2.2 Protéger l'activité agricole .....	373
2.3 Développer l'attractivité touristique .....	376
2.4 Anticiper l'extension de la gravière .....	377
<b>3. Le souci de qualité environnementale .....</b>	<b>379</b>
3.1 Déplacements et circulations .....	379
3.2 Environnement : promouvoir une ville éco-responsable.....	381
3.3 La compatibilité du PLU avec le SDAGE et le SRCE .....	385
<b>4. Synthèse : un zonage plus respectueux de l'environnement et du paysage ...</b>	<b>387</b>

## **INDICATEURS POUR L'EVALUATION DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN .....390**

<b>1. Indicateurs de suivi de la satisfaction des besoins en logements.....</b>	<b>392</b>
1.1 Evaluation des résultats de l'application des objectifs .....	392
1.2 Indicateurs à suivre .....	392
1.3 Conclusion du bilan.....	393
<b>2. Indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale.....</b>	<b>394</b>

## **RESUME NON TECHNIQUE .....396**

# INTRODUCTION

# 1. INTRODUCTION : LE PLU

---

## 1.1 Du Plan d'Occupation des Sols au Plan Local d'Urbanisme

**La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000**, (loi SRU), est porteuse d'un projet global pour une meilleure qualité de vie en ville.

L'objectif de la loi est d'assurer un développement et un renouvellement urbains cohérents, globalisant pour la première fois les questions d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, et d'environnement, de façon plus durable, à l'intérieur du périmètre de solidarité que doit être l'agglomération.

Par son volet « logement et urbanisme » elle garantit un meilleur respect du droit au logement et de la mixité sociale, elle engage le renouvellement urbain des quartiers qui en ont besoin, au service d'un développement durable et solidaire des territoires. Le volet « déplacement » conduit à un nouveau partage de la voirie, à la valorisation des modes de déplacements doux et des transports en commun.

**La loi S.R.U. a instauré de profonds changements dans le code de l'urbanisme et réformé les documents d'urbanisme** à travers leur finalité, leur élaboration et leur contenu. Ainsi, le Plan Local d'urbanisme (PLU) succède au Plan d'Occupation des Sols (POS).

Comme le POS, le PLU continuera à définir le droit des sols à la parcelle ; toutefois, par la réforme de son contenu il va permettre de remédier aux insuffisances du POS.

Désormais, le PLU est basé sur un véritable projet urbain, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), définissant les orientations en matière d'aménagement et d'urbanisme de la commune.

Le PLU doit couvrir l'ensemble du territoire communal, y compris les secteurs inclus dans les Zones d'aménagement concerté (ZAC) dont les plans d'aménagement de zone disparaissent pour être intégrés au règlement du PLU.

Enfin le PLU permet de réglementer l'espace et les équipements publics, ce qui n'était pas le cas des POS.

La loi SRU a été modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, notamment les dispositions relatives à l'urbanisme de manière générale et au PLU (le régime juridique du PADD et la procédure de révision d'urgence).

Les lois Grenelle et suivantes ont plus récemment modifié certaines dispositions du code de l'urbanisme ; ce sont notamment :

- la loi n°2010-788, du 12 juillet 2010, Portant Engagement National pour l'Environnement

- la loi n°2010-874, du 27 juillet 2010, de modernisation de l'agriculture et de la pêche, et leurs décrets d'application ont récemment modifié certaines dispositions du code de l'urbanisme
- la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR).

**La loi Grenelle 2** complète les dispositions spécifiques des documents d'urbanisme relatives à la prise en compte de l'environnement et plus largement du développement durable dans les objectifs communaux. Elle précise ou complète les objectifs de la planification : lutte contre le réchauffement climatique et réduction des émissions de gaz à effet de serre, lutte contre l'étalement urbain et modération de la consommation d'espace et des ressources, préservation et restauration des continuités écologiques, protection de la biodiversité, amélioration de la performance énergétique, développement des énergies renouvelables, diminution des déplacements et prise en compte des transports dans l'aménagement du territoire.

Cette loi a également modifié le régime de l'enquête publique pour lui assurer une efficacité maximale.

La **loi ALUR**, quant à elle, s'organise autour de 4 titres :

- favoriser l'accès de tous à un logement digne et abordable,
- lutter contre l'habitat indigne et les copropriétés dégradées,
- améliorer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement,
- moderniser l'urbanisme.

Certaines dispositions sont d'application immédiate.

Concernant la **planification territoriale**, l'article L.123-6 du code de l'urbanisme (recodifié en partie à l'article L.153-8), modifié par la loi ALUR indique que le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) lorsqu'il est doté de la compétence en matière de PLU, en collaboration avec les communes membres. C'est la notion de plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

L'exercice de la compétence est optionnel pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération, mais obligatoire pour les communautés urbaines. Les modalités de ce transfert sont expliquées à l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

Dans les autres cas, le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune, le cas échéant en collaboration avec l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre.

En outre, il existe un renforcement du dispositif d'évaluation des PLU/PLUi (article L.123-12-1) recodifié au sein des articles L. 153-27 à L. 153-30).

Pour la **lutte contre l'étalement urbain**, la loi ALUR renforce l'encadrement de l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU en prévoyant que le PLU devra faire l'objet, pour l'ouverture à l'urbanisation d'une zone :

- d'une modification avec délibération motivée
- d'une révision pour les zones de plus de 9 ans.

Par ailleurs, en application de l'article L.123-1-2 modifié (recodifié à l'article L. 151-4), le rapport de présentation du PLU analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

La loi articule toutefois deux niveaux de planification sur le sujet (SCoT et PLU). Lorsque le territoire est couvert par un SCoT, c'est celui-ci qui identifie les secteurs où une approche qualitative du territoire par le paysage et l'architecture démontre le potentiel et l'intérêt d'une densification et/ou d'une mutation du tissu existant, permettant aux PLU de concentrer les études plus fines de capacité sur ces secteurs.

Le rapport de présentation doit établir un inventaire des capacités de stationnement ouvertes au public et des possibilités de mutualisation de ces espaces.

Enfin, la loi ALUR précise la durée sur laquelle doit porter l'analyse de la consommation d'espace passée (10 années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme). De plus, le PADD doit désormais fixer un objectif chiffré de modération de la consommation d'espace.

Concernant **l'occupation des sols**, il faut retenir la caducité des Plans d'occupation des sols, ainsi que la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) et de la superficie minimale des terrains constructibles (application immédiate).

En terme de **droit de l'urbanisme**, la loi ALUR modifie notamment l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme (recodifié en partie au sein des articles L. 151-11 à 13, voir aussi ci-dessous loi Macron) pour y insérer de nouvelles dispositions relatives à la constructibilité en zones agricoles, naturelles et forestières. En zones agricoles (zones A) et naturelles (zones N) des plans locaux d'urbanisme ne peuvent en effet être autorisées que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole (et forestière pour les zones N), à des équipements collectifs ou à des services publics (CINASPIC).

Deux exceptions étaient prévues avant la loi Alur :

- Dans ces zones A et N pouvaient être délimités des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités (STECAL) destinés à d'autres constructions que celles énumérées ci-dessus. En pratique, cependant, cette disposition s'est avérée être source de dérives, notamment en ce qui concerne le nombre et la taille des pastilles, souvent coûteuses en termes d'équipements, de services publics et de réseaux, consommatrice de terres cultivables, préjudiciables à la qualité des paysages, et sources de difficultés pour l'économie agricole de par la proximité qu'elles impliquent entre exploitations agricoles et non agricoles. Par ailleurs, dans près de la moitié des départements où les communes ont eu recours à la technique du pastillage, a été constaté un pastillage sur des parcelles non bâties, facteur supplémentaire de mitage des espaces agricoles ou naturels.
- De plus, dans les zones A, le règlement pouvait désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, pouvaient faire l'objet d'un changement de

destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole. Cette possibilité n'était pas ouverte aux zones N.

Ces deux exceptions sont complétées par la loi Alur.

La loi ALUR a prescrit que les STECAL ne pouvaient plus être délimitées qu'à titre exceptionnel.

Les possibilités d'évolution des constructions situées hors STECAL et en zones A et N de la commune ont également été précisées.

Sur le thème du **paysage** dans les documents d'urbanisme, la loi ALUR vient renforcer la prise en compte des paysages dans les documents d'urbanisme, consolidant ainsi la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage, en particulier à travers les objectifs de qualité paysagère qu'elle introduit. Pour les PLU, des orientations générales en matière de paysage dans le PADD du PLU doivent être définies. La faculté est également donnée aux auteurs du PLU de développer une approche paysagère selon différents niveaux de prescriptions.

Enfin, sur le thème de la **biodiversité** dans les PLU, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques. Cette évolution trouve une traduction dans le règlement du PLU en modernisant et en complétant les outils mobilisables pour établir des prescriptions au service des enjeux de la trame verte et bleue.

La **loi Macron** comporte des dispositions en matière d'urbanisme, au sens large, dans l'objectif de faciliter, d'une manière générale, les projets de construction et d'aménagement.

Parmi ces dispositions, il est important de citer **l'assouplissement des règles en matière de constructions d'annexes et extensions des logements en zones agricoles ou naturelles** (article 80 de la loi).

Cet article complète la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF), qui avait déjà assoupli le dispositif. Désormais, le PLU autorise, en plus des extensions, les constructions d'annexes aux logements existants dans l'ensemble des zones agricoles ou naturelles.

Cet article modifie le dernier alinéa du 6° du II de l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme :

*« Dans les zones agricoles ou naturelles et en dehors des secteurs mentionnés au présent 6° , les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement prévues au présent alinéa sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »*

A noter que seul l'avis simple de la CDPENAF est requis.

Cet article a été recodifié au sein de l'article L. 151-12 du Code de l'urbanisme.

Nous renvoyons également aux articles L. 151-11 et L. 151-13, relatifs aux possibilités de constructions en zone A et N, au changement de destination des bâtiments et aux STECAL.

## 1.2 Le développement durable : un fondement du PLU

Le PLU doit être compatible avec les lois d'urbanisme et d'aménagement et permettre la mise en œuvre des principes généraux d'aménagement énoncés par les articles L.101-1 à L. 101-3 du Code de l'urbanisme avec notamment comme exigences :

- une utilisation économe de l'espace et la limitation de l'étalement urbain par le renouvellement urbain ;
- l'équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels ;
- la mixité urbaine : mixité sociale, mixité des fonctions.

Le PLU intègre ainsi un **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** (PADD) qui présente le projet communal et définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour la commune.

Le PADD constitue l'épine dorsale du PLU dans le sens où il assure la cohérence entre toutes les pièces qui le composent. Le PADD assure aussi la cohérence entre l'ensemble des actions que la commune entend mener.

Enfin, le PADD sert de référent pour la gestion future du PLU dans le choix des procédures : la modification, devenue la règle générale, ou la révision, s'il est porté atteinte à l'économie générale du projet exprimé dans le PADD, ou si un Espace Boisé Classé doit être touché.

## 1.3 Historique de la procédure d'élaboration du PLU de Buellas

Le Plan d'occupation des Sols de Buellas, dont la dernière révision générale datait de la fin des années 1990 et la dernière modification de 2007, régissait l'urbanisme communal.

Le conseil municipal de Buellas avait engagé sa procédure d'élaboration du PLU (transformation du POS en PLU) en date du 26/01/2009, et avait approuvé son PLU le 12 mars 2012.

L'élaboration d'un premier PLU était rendue nécessaire, au regard des importantes évolutions du contexte communal et réglementaire (approbation du SCOT).

La commune avait engagé, par la suite, une procédure de révision générale le 20 janvier 2014.

Elle trouvait une légitimité dans l'évolution du contexte législatif et réglementaire (notamment la loi ENE précisée dans la délibération de prescription).

Par ailleurs, la **société VICAT**, qui exploite une gravière sur la commune, souhaite une extension de celle-ci, au motif que la réserve en granulats s'avère faible (5 à 6 ans) et que les obligations légales d'agrandissement sont de longue durée. Il est à souligner que l'essentiel de la production actuelle est acheminée vers l'agglomération de Bourg-en-Bresse. Ce projet est donc durable, compte tenu du faible éloignement entre les lieux de production et de livraison. Néanmoins, il n'était pas compatible,

en l'état, avec le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU. Notons que la mairie n'a été informée de ce projet qu'en aval de l'approbation du premier PLU en 2012.

Deux réunions publiques avaient permis de rendre compte de l'avancement des études à la population (présentation du PADD le 02/07/2014, et point d'étape le 13/06/2015).

Une demande d'examen au cas par cas avait été formulée à l'autorité environnementale (reçue par l'AE le 25/07/2014). La décision avait été rendue le 14/09/2014, soumettant à évaluation environnementale la procédure d'élaboration de PLU.

La décision est consultable à l'adresse suivante :

[http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20140914\\_DEC\\_cle7da482.pdf](http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20140914_DEC_cle7da482.pdf)

Le PLU a été annulé par le tribunal administratif (jugement du 18/12/2014), remettant en vigueur l'ancien Plan d'Occupation des Sols (POS).

La procédure de révision du POS (élaboration du PLU, engagée en 2009) a été reprise (délibération du 11/07/2016).

Les objectifs poursuivis au travers de la révision du PLU, outre l'intégration du nouveau cadre législatif, restent, en bref, ceux du premier PADD, avec, en sus, la volonté de pouvoir anticiper le projet d'extension de carrière, d'assurer la compatibilité du PLU avec le SCoT et prendre en compte le SRCE.

Le PADD a été retravaillé sur la base de celui présenté en 2014 ; ce projet a été présenté au public le 16/11/2016.

Le PADD a été débattu le 21 novembre 2016 au conseil municipal et a été transmis à l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas. L'autorité environnementale a rendu sa décision en date du 10 février 2017. Celle-ci ne soumet pas le PLU à évaluation environnementale.

La révision du SCoT BBR a été approuvée le 14/12/2016. Le PLU se doit donc d'être compatible avec ce document de rang supérieur.

Le POS reste applicable jusqu'au 27/03/2017, date à laquelle la commune de Buellas souhaite arrêter son projet de PLU.

## 1.4 La compatibilité du PLU au regard des dispositions législatives et des documents supra-communaux

### 1.4.1 Dispositions législatives supérieures

Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés par les articles L.101-1 à L. 101-3 du Code de l'urbanisme.

L'article **L. 101-2** indique que :

*Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

*1° L'équilibre entre :*

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

*3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

*4° La sécurité et la salubrité publiques ;*

*5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*

*6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*

*7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.*

## 1.4.2 Rapport de compatibilité et de prise en compte des documents de rang supérieur

### \* Le Schéma de Cohérence Territoriale

#### ■ Principes généraux :

Au titre des articles L.131-1 à L. 131-3 du code de l'urbanisme:

« **Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :**

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L. 172-1 ;
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;
- 3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;
- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;
- 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;
- 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;
- 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les **schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux** prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;
- 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;
- 10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ;
- 11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement ;
- 12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L. 112-4. I) ».

« **Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :**

- 1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Les **schémas régionaux de cohérence écologique** prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;
- 3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- 4° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;

5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement. »

« Lorsqu'un des documents énumérés aux 1° et 3° à 11° de l'article L. 131-1 ainsi qu'aux 2° à 5° de l'article L. 131-2 est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma de secteur, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible avec ce document ou prendre en compte ce dernier dans un délai de trois ans, et pour le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, lors de la première révision du schéma de cohérence territoriale qui suit son approbation. »

Et, au titre des articles L.131-4 à L. 131-7 du code de l'urbanisme :

**« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :**

1° **Les schémas de cohérence territoriale** prévus à l'article L. 141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ; 4° **Les programmes locaux de l'habitat** prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ; 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4. »

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement. »

**« Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :**

1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ;

2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un schéma de mise en valeur de la mer ou d'un plan de déplacements urbains ;

3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient. »

**« En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L. 131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2.**

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans. »

Pour rappel, les Schémas de Cohérence Territoriale sont des documents de planification stratégique intervenant à l'échelle du bassin de vie et permettant de mettre en cohérence les politiques sectorielles, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux.

Le SCoT ne définit que les grandes orientations et laisse aux communes la liberté dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme.

Le SCoT respecte les principes énoncés aux articles L.101-1 à L. 101-3 du code de l'urbanisme. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et un document d'orientation et d'objectifs (DOO).

### ■ **Le SCOT Bourg-Bresse-Revermont**

La commune de BUELLAS fait partie du **SCoT Bourg-Bresse-Revermont** approuvé par le comité syndical le 14 décembre 2007, puis révisé le 14/12/2016, et géré par le syndicat mixte Bourg-Bresse-Revermont, constitué par arrêté préfectoral le 20 décembre 2002.

Au regard de l'article L.131-1 à 7, le PLU n'est pas tenu spécifiquement de montrer sa compatibilité ou la prise en compte des documents cadres cités précédemment, puisqu'il est inclus dans un SCoT.

#### ➤ **Rappel de l'historique du SCOT BBR :**

Le 20 décembre 2002, le syndicat mixte Bourg-Bresse-Revermont (BBR) est créé.

L'élaboration du SCoT BBR est prescrite le 14/11/2003. Le SCoT a été approuvé le 14/12/2007 et est devenu exécutoire le 25/03/2008. Le 06/07/2012, la modification du SCOT est approuvée puis partiellement annulée le 24/05/2013 afin de lever le déféré préfectoral portant sur cette modification.

Le 24/05/2013, la révision du SCoT est lancée.

Le 23/10/2014, le périmètre du SCoT est modifié (intégration de la communauté de communes du canton de St Trivier de Courtes et départ de 3 communes isolées de Chalaronne-Centre).

Le périmètre du SCoT Bourg-Bresse-Revermont comprend en 2014 :

- une communauté d'agglomération, sept communautés de communes, et trois communes isolées :
  - la communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse Agglomération,
  - la communauté de communes de Bords de Veyle,
  - la communauté de communes de Bresse-Dombes-Sud Revermont,
  - la communauté de communes du Canton de Coligny,
  - trois communes isolées de la communauté de communes de Chalaronne-Centre,
  - la communauté de communes de La Vallière,
  - la communauté de communes de Montrevel-en-Bresse,
  - la communauté de communes de Treffort-en-Revermont.
  - la communauté de communes de Saint-Trivier-de-Courtes.
- soit 86 communes et une population de 142 912 habitants (INSEE 2013).

La révision du SCoT Bourg-Bresse-Revermont a été approuvée le 14 décembre 2016.

Le PLU de Buellas doit donc être compatible avec la révision du SCoT approuvée.

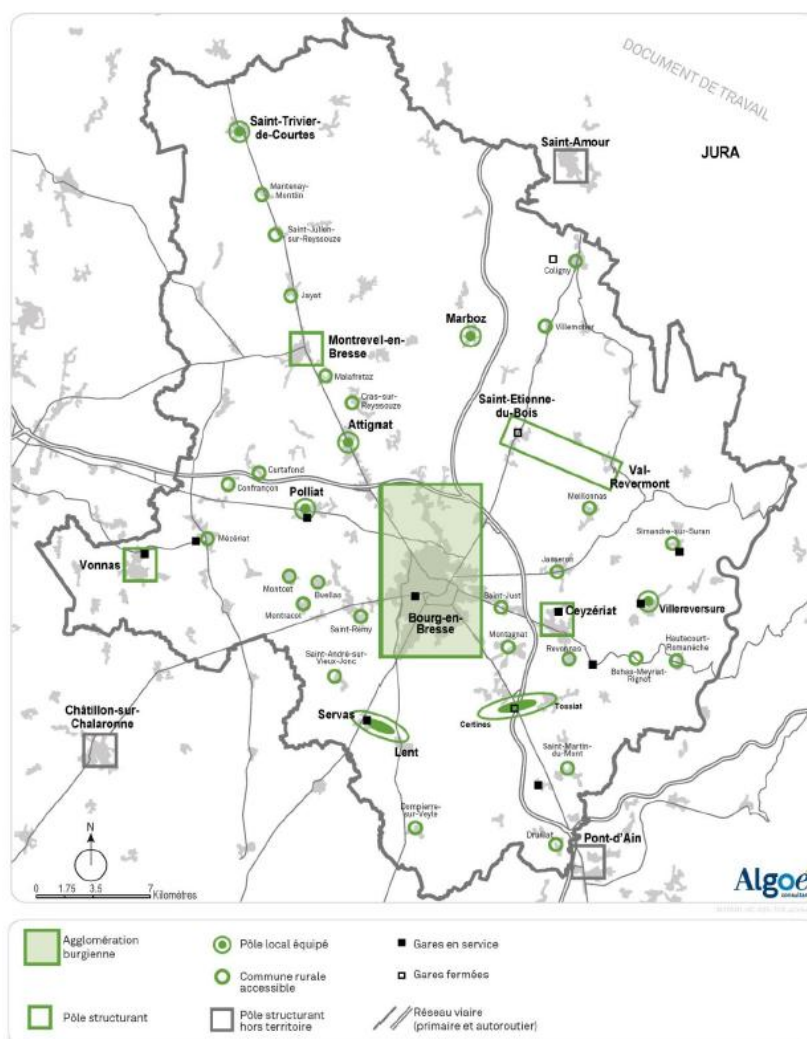
➤ **Les orientations et prescriptions de la révision du SCOT BBR (14/12/2016) :**

Le SCoT BBR définit une **structuration du territoire autour d'une armature territoriale définie pour les 20 prochaines années**. Elle se compose de plusieurs niveaux : les communes rurales, les pôles locaux équipés et desservis en transports publics, les pôles structurants, l'agglomération bourgienne.

**La commune de Buellas est définie au sein du SCOT comme « une commune rurale ».**

Il s'agit de communes résidentielles (exception faite de quelques commerces et services de base). Dans le cadre du SCoT, il s'agit de maîtriser et organiser leur croissance pour enrayer la consommation d'espaces agricoles et naturels et l'accroissement des déplacements qu'elle génère. Le SCoT projette une croissance pour les vingt prochaines années à la hauteur de la moyenne du territoire et qui garantisse une agriculture vivante et des paysages de qualité.

Plusieurs communes rurales sont identifiées « **communes rurales accessibles** », c'est-à-dire proches de l'agglomération bourgienne (accès en voiture inférieur à 15 minutes) et desservies en transports en commun (au moins 2 aller/retour par jour), leur conférant une meilleure allocation d'extension de l'espace. C'est le cas de la commune de Buellas.



**Carte de l'armature territoriale du SCoT BBR – PADD du SCoT 2016>2035 – 14/12/2016**

La commune de Buellas est concernée par un certain nombre d'orientations du Schéma de Cohérence Territoriale de Bourg-Bresse-Revermont.

### **Orientations en terme d'habitat :**

Le SCoT demande de :

- favoriser l'amélioration et la réhabilitation du bâti ancien et privé ;
- prévoir les conditions permettant une **diversité des formes urbaines** à l'échelle communale mais aussi à l'échelle des opérations ;
- prioriser le **développement en renouvellement urbain** (prioriser l'urbanisation des dents creuses et le renouvellement urbain) ;
- favoriser la densification du tissu urbain : objectif de densité moyenne minimale pour le développement résidentiel de **13 logements par hectare pour les communes rurales** ;
- limiter la consommation foncière :
  - **limiter les extensions urbaines** au droit de 2 pôles à développer par commune : le **Bourg et Corgenon** pour la commune de Buellas
  - autoriser pour les 20 prochaines années, les extensions urbaines selon une répartition communale : **18 ha maximum** (entre 2008 et 2035) ; *Buellas est identifiée comme commune rurale accessible (desservie par une ligne de TC et/ou proche de l'agglomération burgienne, disposant de commerces, d'industries ou d'emplois de service, implantés en ZAE ou en centre-bourg).*
- prévoir un **phasage de l'urbanisation** : l'allocation de l'extension est déblocable en 4 tranches d'urbanisation ;
- créer une **Orientations d'aménagement et de programmation** sur toutes les futures zones à urbaniser, ainsi que sur les dents creuses et les tènements urbanisables immédiatement, considérés comme stratégiques pour le développement de la commune
- créer une **diversité de formes urbaines**, de modes d'habitat et des modes de financement dans les programmes (accession à la propriété, locatif privé et social...) ;
- produire des logements locatifs sociaux : viser à l'horizon 2035, **15% de logements locatifs sociaux** pour tous les pôles locaux équipés, ainsi que pour les communes rurales de plus de 1 000 habitants (cas de Buellas) ;
- améliorer la **qualité urbaine** ;
- traiter des **entrées de villes**.

### **Orientations en terme économiques :**

Le SCoT prévoit :

- les **extensions des zones d'activités locales** à raison de 117 ha pour Bourg-en-Bresse agglomération ; Le SCoT demande l'établissement d'un **schéma d'aménagement économique pour la répartition par commune des objectifs fonciers**. Tout projet d'extension de zone d'activités est notamment conditionné à la réalisation d'une étude de densité de la zone existante (développement au sein du tissu urbain, en réhabilitation ou en densification) ;
- de **dynamiser l'économie touristique** (développer l'offre d'hébergement touristique comme les gîtes ruraux ; création de nouveaux projets compatibles avec le développement urbain et la

préservation des milieux naturels et agricoles : le projet de zone de loisirs dans les gravières de St Denis les Bourg/Buellas sera examiné dans ce sens) ;

**- de répondre aux besoins des activités d'extraction et d'exploitation**

- autoriser la création de nouvelles carrières et les extensions des carrières existantes dans le respect des prescriptions liées à la trame agro-environnementale, à l'agriculture, à la qualité paysagère, aux enjeux d'évolutions des circulations des masses d'eaux superficielles et souterraines et sous réserve des possibilités de développement d'accès adaptés aux flux de camions supplémentaires > répondre aux besoins en matériaux de constructions (**gravières de Buellas mentionnées**) ;
- respecter le principe de proximité ;
- le développement des carrières devra appliquer les objectifs et les orientations du futur Schéma Régional des carrières ;

**- de garantir le maintien de l'agriculture**

- **évaluer les impacts** sur l'activité agricole pour tout projet consommant au moins 1 ha de zone agricole exploitée, pour tout projet impactant une production sous signe de la qualité (AOC/AOP, IGP, label rouge, spécialités traditionnelles garanties, agriculture biologique...) et de l'origine ;
- inscrire en zone agricole stricte les parcelles proches des bâtiments d'exploitation ;
- autoriser les activités touristiques en lien avec l'exploitation dans le volume du bâti existant, les ateliers de vente et l'activité artisanale sur le site d'exploitation (activités complémentaires et accessoires avec l'activité agricole et en lien avec l'exploitation) ;
- garantir la libre circulation des engins agricoles et des troupeaux ;
- limiter le nombre de logement à un seul par exploitation (intégré ou contiguë avec le bâtiment d'exploitation et ne pas dépasser 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher, ou 2 logements en cas de structure sociétaire) ;
- permettre le développement des unités de méthanisation agricoles ;
- préserver le **potentiel de production sous signe officiel de qualité** ;
- **étudier le changement de destination** des anciens bâtiments d'exploitation en habitation au cas par cas ;
- **préserver les terres agricoles** et garantir leur bon fonctionnement.

**Concernant les services, commerces, artisanat et équipements :**

Le SCoT vise à organiser une ville des proximités, en rapprochant les services, les équipements et les habitants, afin de réduire les déplacements motorisés et de conforter toutes les parties du territoire.

Si l'offre de proximité est aujourd'hui globalement satisfaisante, le SCoT vise à la renforcer au travers des objectifs suivants :

- Conforter les centralités existantes au sens de l'armature territoriale : pour les communes autre que l'agglomération burgienne et les pôles structurants et équipés, le SCoT prévoit que, selon leur taille, elles apportent les services du quotidien ;
- Garantir la mixité fonctionnelle ;
- Répondre aux futurs besoins induits par la croissance démographique ;
- Offrir des services et équipements de qualité, accessibles en modes doux.

	Equipements de formation	Equipements sanitaires	Equipements petite enfance	Equipements de loisirs et tourisme	de sme
<b>Communes rurales</b>	Maternelle et primaire, en privilégiant les regroupements inter communes	Maisons de retraite dans des situations démontrées de besoin	Relais d'assistantes maternelles, regroupant plusieurs communes	Terrain de jeux, gymnase, salle polyvalente de petite taille (regroupant plusieurs communes)	

Tableau indicatif de répartition des services, équipements pour les communes rurales,  
PADD du SCoT.

Le DOO du SCoT demande en outre de permettre les travaux d'accès pour le passage d'une couverture Très Haut Débit pour l'ensemble des zones d'activités du territoire et de prévoir des fourreaux pour l'installation de la fibre optique lors de tous travaux et tranchées desservant les zones d'activités et zones urbaines.

### **Concernant les transports et déplacements :**

Le SCoT prévoit une articulation de l'urbanisation et l'offre de transports.

Il prévoit d'encourager l'utilisation des modes doux :

- Offrir une accessibilité modes doux à tous les services, équipements, pôles d'emplois, zones résidentielles significatives, pôles de tourisme (en prévoyant des liaisons piétonnes et cyclistes lors d'aménagements, s'appuyer sur la mise en place d'une urbanisation de proximité)
- Organiser les déplacements à l'échelle communale (plan de hiérarchisation de la voirie, proscrire les voies en impasse pour tout projet d'urbanisation et prévoir la perméabilité des cheminements piétons et vélos entre quartiers.

### **Concernant la protection de la biodiversité, la valorisation des paysages, la protection des ressources :**

Le SCoT s'attache à :

- la protection de la trame agri-environnementale fonctionnelle (défini des types d'espaces naturels et corridors) ; *Buellas est concernée par deux ZNIEFF de type I, un corridor biologique et une continuité aquatique au niveau de La Veyle, des zones humides.*
- la protection des grands réservoirs de biodiversité et corridors écologiques ;

- la préservation du rôle des espaces de nature ordinaire dans le fonctionnement des continuités écologiques ;
- la valorisation de la qualité des paysages (conforter la mosaïque, soigner les lisières et renforcer la charpente d'éléments linéaires qui structurent le paysage : lisibilité des cours d'eau notamment) ;
- la maîtrise des consommations énergétiques et l'utilisation favorisée des énergies renouvelables (bois énergie, méthanisation, solaire/éolien/photovoltaïque hors surfaces agricoles productives...) ;
- l'amélioration de la qualité des eaux et la sécurisation de la distribution en eau potable (notamment améliorer la performance des stations d'épuration aux rejets encore non conformes, protéger les espaces de fonctionnalité des cours d'eau en les laissant libres de toute construction et autres artificialisation qui n'auraient pas vocation à maîtriser les risques d'inondation ; mais aussi subordonner le développement urbain à ses capacités d'assainissement et d'alimentation en eau potable ; prendre en compte la préservation des zones humides) ;
- l'optimisation des déchets (notamment organisation le recyclage de la part valorisable des déchets inertes) ;
- la prise en compte et la réduction des risques (veiller à ce que les aménagements et modes de gestion de l'espace n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux ; maîtriser le ruissellement pluvial urbain en rétablissant les écoulements naturels à ciel ouvert, en favorisant la récupération ou l'infiltration sur site des eaux pluviales...) ;
- la maîtrise des nuisances sonores (intégrer le volet bruit dans les documents d'urbanisme sur lesquelles sont inventoriées des sources de bruit telles que des carrières).

#### \* Le Plan Local de l'habitat (PLH)

Selon l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, le PLU doit, s'il y a lieu être compatible avec les dispositions du **plan de déplacements urbains** (PDU) et du **programme local de l'habitat** (PLH).

Buellas n'est pas concernée par un PDU.

Le PLU de Buellas est en revanche tenu de respecter les objectifs définis par le **Programme Local de l'Habitat** (PLH), établi à l'échelle de l'agglomération burgienne pour la période 2008-2016, adopté en février 2008 et qui sera très prochainement révisé.

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le PLH ; la loi Engagement National pour le Logement a institué, pour les communes dotées d'un PLU, l'obligation d'**évaluer, tous les 3 ans**, l'application du PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements.

Le PLH est l'outil de définition et de pilotage de la politique locale de l'habitat.

Élaboré en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux, il définit pour une période de 8 ans (2008-2016) les orientations et objectifs de la collectivité pour répondre quantitativement et qualitativement aux besoins en logements, et les moyens pour y parvenir.

Définis par les élus, en concertation avec les partenaires locaux, ces orientations et objectifs se déclinent dans les pistes d'actions qui serviront de support pour l'élaboration du programme d'action.

Le Programme d'actions, dernière étape de l'élaboration du PLH, précise les modalités de mise en œuvre des actions retenues. Il traduit les engagements concrets de la collectivité et de ses partenaires.

Les principaux objectifs seront de :

- respecter la fourchette de production de logements
- garantir la réalisation des objectifs de production de logements locatifs sociaux.

*Un objectif de 600 logements, par an, est acté, sur la totalité de l'agglomération, pour la période 2008-2016.*

*Celui-ci propose une fourchette de production de logements de 48 et 71 unités pour Buellas entre 2008 et 2016 et une estimation des ménages en 2016 (637).*

*Il propose également de renforcer l'offre en logements locatifs sociaux sur la commune, car elle reste faible. Buellas doit ainsi produire :*

- *au minimum 16 logements locatifs sociaux publics sur la durée du PLH, dont 2 en PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).*
- *27% de logements locatifs sociaux publics parmi les nouveaux logements*

*La commune n'est toutefois pas soumise à l'obligation de production de logements locatifs sociaux publics au titre de l'article 55 de la loi SRU.*

#### **\* Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**

La commune est concernée par le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée, qui est entré en vigueur le 21 décembre 2015 pour les années 2016 à 2021.

Ces dispositions sont détaillées dans l'état initial de l'environnement.

#### **\* Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)**

La commune est concernée par le SRCE de la Région Rhône-Alpes adopté le 19/06/2014.

Ces dispositions sont détaillées dans l'état initial de l'environnement.

## 1.5 L'évaluation environnementale

### ➤ Objectifs et principes de l'évaluation environnementale

*Voir également l'historique de la procédure d'élaboration du PLU*

La procédure d'élaboration du PLU de BUELLAS ne donne pas lieu à la réalisation systématique d'une évaluation environnementale. En effet, le territoire communal ne comprend pas de site Natura 2000.

En revanche, la procédure fait l'objet d'une **demande d'examen au cas par cas, par l'autorité environnementale**, lorsque le PADD est débattu, en application de l'article **R. 121-14-1 du code de l'urbanisme**.

Ainsi, une demande d'examen au cas par cas a été reçue par l'autorité environnementale le **13 décembre 2016**.

La décision motivée de l'autorité environnementale a été rendue le **10 février 2017**. L'avis est consultable à l'adresse suivante :

[http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20170210\\_decision\\_signe-2.pdf](http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/20170210_decision_signe-2.pdf)

**La décision rendue est que la procédure de révision du PLU de la commune de Buellas n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

**Comme le dossier de PLU avait été monté entre 2014 et mai 2016 sur la base de la première décision de l'autorité environnementale, selon le contenu de l'évaluation environnementale, la commune a décidé de maintenir la présentation du rapport de présentation sous la forme de l'évaluation environnementale. En effet, cette forme intègre notamment les études concernant l'extension de la carrière.**

Une **évaluation environnementale** a pour objectifs de faciliter la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent et à améliorer la qualité des projets avant la prise de décision.

Il s'agit d'une démarche lancée en amont des choix et non une justification à posteriori de la planification. L'évaluation environnementale se prépare dès le début de la conception du projet et contribue à le faire évoluer vers un projet ayant un moindre impact sur l'environnement (éviter > réduire > compenser).

Un autre point fondamental est l'analyse proportionnée des enjeux.

La justification des choix consiste à expliquer comment le projet a été conçu, en prenant en compte les enjeux environnementaux.

La procédure d'évaluation environnementale prévoit trois étapes :

- la rédaction d'un rapport environnemental
- la rédaction d'un avis de l'autorité environnementale sur ce rapport
- la consultation du public.

Les thématiques de l'évaluation environnementale sont abordées par l'article L.101-2 du code de l'urbanisme cité précédemment.

L'autorité environnementale (DREAL Rhône-Alpes) propose une grille d'analyse pour l'élaboration des PLU. Celle-ci évoque les thèmes suivants :

- consommation foncière
- milieux naturels et biodiversité
- ressource en eau
- sols et sous-sols
- cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et culturel
- risques
- nuisances
- déchets
- air, énergie, climat

➤ **La concertation avec le public mise en place lors de la révision du PLU de Buellas**

La révision générale du PLU de Buellas a été prescrite pour plusieurs motifs dont le principal est la prise en compte anticipée du projet d'extension de la carrière exploitée par Granulats VICAT.

Pour cette raison, la commune a choisi de consulter le public via la mise en place d'une **Commission consultative**.

Composée de 6 membres hors conseil municipal<sup>1</sup> aux profils variés, cette démocratie élargie ainsi mise en place a pour objectifs :

- de réfléchir à la problématique du projet ;
- d'être à l'écoute de la population ;
- d'apporter aux élus de nombreux éléments de réflexion et de la consistance à leurs décisions.

La Commission consultative s'est ainsi réunie à 14 reprises entre le 23 avril 2014 et le 5 janvier 2015, dont 2 fois en réunions publiques.

Ce mode de fonctionnement a permis de prendre en compte de façon permanente les observations, interrogations et inquiétudes du public – et en particulier des riverains du projet - vis-à-vis d'un projet susceptible :

- d'incidences positives et négatives sur les espaces et milieux naturels ;
- d'incidences économiques positives et négatives (sur l'emploi notamment) ;
- de nuisances « quotidiennes » supplémentaires.

Des réponses ont pu être apportées au fil du temps et des résultats des études menées par la société Granulats VICAT, qui seront détaillées dans la suite du rapport.

---

<sup>1</sup> Jean Claude Baduel, Pierre Debourg, Daniel Dufour, Alain Mange, Roger Mathieu, André Michel

## 1.6 La composition du dossier de PLU

L'article **R.123-1** du code de l'urbanisme définit le contenu du PLU :

- un rapport de présentation,
- un projet d'aménagement et de développement durables,
- des orientations d'aménagement et de programmation,
- un règlement,
- le cas échéant un ou plusieurs plans de secteurs (dans le cas de l'élaboration d'un PLUi par l'EPCI).

Chacun de ces documents peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

S'il y a lieu le PLU comprend l'étude L.111-6 et 8 et les études prévues en zone de montagne (ce n'est pas le cas à Buellas).

Enfin, le PLU est accompagné d'annexes.

L'ensemble des pièces composant le PLU doivent être cohérentes entre elles.

### 1.6.1 Le rapport de présentation

Le rapport de présentation est un document d'information qui fait état de la situation existante et des perspectives d'évolution de la commune. Il n'a pas de valeur normative, c'est à dire qu'il n'est pas opposable aux tiers.

Il est défini par l'article **L.151-4°** du code de l'urbanisme :

*« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.*

*Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de*

consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

*Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »*

L'article R.123-2 du code de l'urbanisme précise le contenu générique du rapport de présentation. En outre, le contenu du Rapport de présentation lorsque le PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale est enrichi ; il est exposé par l'article **R.123-2-1°** :

- *Voir à ce sujet, l'historique de la procédure et les rappels concernant l'évaluation environnementale.*

*Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :*

*1° Expose le **diagnostic** prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;*

*2° Analyse **l'état initial de l'environnement** et les **perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;*

*3° **Analyse les incidences notables prévisibles** de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;*

*4° **Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables**, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;*

*5° Présente **les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser**, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;*

*6° Définit **les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats** de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;*

7° Comprend **un résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est **proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.**

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R. 123-23-1, R. 123-23-2, R. 123-23-3 et R. 123-23-4, du plan local d'urbanisme, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

NOTA :

Décret n° 2012-995 du 23 août 2012 JORF du 25 août 2012, art. 11 : Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er février 2013.

Toutefois, pour les procédures qui sont soumises à évaluation environnementale du fait des dispositions nouvelles des articles R. 121-14 et R. 121-16 du code de l'urbanisme, elles s'appliqueront :

1° A la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un plan local d'urbanisme et procédant, le cas échéant, aux adaptations nécessaires d'un règlement ou d'une servitude mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme, lorsque la réunion conjointe des personnes publiques associées n'a pas encore eu lieu à la date d'entrée en vigueur du présent décret ;

2° A l'élaboration ou à la révision d'un plan local d'urbanisme, lorsque le débat portant sur le projet d'aménagement et de développement durables n'a pas encore eu lieu à la date d'entrée en vigueur du présent décret ;

3° A l'élaboration ou à la révision d'une carte communale, lorsque l'enquête publique n'a pas encore eu lieu à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

## 1.6.2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le PADD présente le projet communal pour les années à venir. C'est un document simple, accessible à tous les citoyens, qui permet un débat clair au conseil municipal.

Il est défini par l'article **L.151-5°** du code de l'urbanisme :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage,

*de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*

*2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

*Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. [...]»*

### 1.6.3 Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement et de programmation sont définies par l'article **L.151-6 et 7°** du code de l'urbanisme :

*Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.*

*En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles L. 141-16 et L. 141-17.*

*Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :*

*1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;*

*2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;*

*3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;*

*4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;*

*5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;*

*6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36. »*

D'après l'article R.123-3-1, elles peuvent, le cas échéant par quartier ou par secteur, prévoir les actions et opérations d'aménagement prévues par ces dispositions.

En outre, l'article L. 152-1 du même code, précise :

*« L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan sont [...] en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation. »*

Les orientations d'aménagement et de programmation doivent être cohérentes avec le PADD. Elles s'imposent aux constructeurs en termes de compatibilité. En ce sens elles sont moins strictes que le règlement auquel les demandes d'autorisation de construire et de lotir, doivent être conformes.

#### 1.6.4 Le règlement écrit et graphique (zonage)

Le zonage comprend 4 types de zones.

Selon l'article R.123-11 :

*« Les zones U, AU, A et N sont délimitées sur un ou plusieurs documents graphiques.*

*Les documents graphiques du règlement font, en outre, apparaître s'il y a lieu :*

- a) Les espaces boisés classés définis à l'article L. 130-1 ;*
- b) Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols ;*
- c) Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ;*
- d) Les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;*
- e) Les secteurs dans lesquels, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, la reconstruction sur place ou l'aménagement de bâtiments existants peut être imposé ou autorisé avec une densité au plus égale à celle qui existait antérieurement, nonobstant le ou les coefficients d'occupation du sol fixés pour la zone ou le secteur ;*
- f) Les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée ;*

- g) Les périmètres, tels que délimités par le plan de déplacements urbains en application de l'article L. 1214-4 du code des transports, à l'intérieur desquels les conditions de desserte par les transports publics réguliers permettent de réduire ou de supprimer les obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement, notamment lors de la construction d'immeubles de bureaux, ou à l'intérieur desquels le plan local d'urbanisme fixe un nombre maximum d'aires de stationnement à réaliser lors de la construction de bâtiments à usage autre que d'habitation ;
- h) Les éléments de paysage, les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique, et notamment les secteurs dans lesquels la démolition des immeubles est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir ;
- i) Les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue ;
- j) Les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.

Les documents graphiques peuvent également faire apparaître des règles d'implantation des constructions dans les conditions prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article R.\* 123-9.

Lorsque le plan local d'urbanisme comporte des plans de secteurs, le document graphique délimite ces secteurs. »

Selon l'article R.123-12 :

« Les documents graphiques prévus à l'article R.\* 123-11 font également apparaître, s'il y a lieu :

1° Dans les zones U, les terrains cultivés à protéger et inconstructibles délimités en application du 9° de l'article L. 123-1-5 ;

2° Dans les zones A, les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ;

3° Dans les zones N :

Les secteurs protégés en raison de la qualité de leur paysage où est applicable le transfert des possibilités de construction prévu à l'article L. 123-4 ;

4° Dans les zones U et AU :

a) (Supprimé) ;

b) Les secteurs délimités en application du a de l'article L. 123-2 en précisant à partir de quelle surface les constructions ou installations sont interdites et la date à laquelle la servitude sera levée ;

c) Les emplacements réservés en application du b de l'article L. 123-2 en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements en précisant la nature de ces programmes ;

d) Les terrains concernés par la localisation des équipements mentionnés au c de l'article L. 123-2 ;

e) Les secteurs où les programmes de logements doivent, en application du 15° de l'article L. 123-1-5, comporter une proportion de logements d'une taille minimale, en précisant cette taille minimale ;

f) Les secteurs où, en application du 16° de l'article L. 123-1-5, un pourcentage des programmes de logements doit être affecté à des catégories de logement en précisant ce pourcentage et les catégories prévues ;

5° Dans les zones U, AU, dans les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées délimités en application de l'article L. 123-1-5, ainsi que dans les zones où un transfert de coefficient d'occupation

*des sols a été décidé en application de l'article L. 123-4, le règlement peut définir des secteurs de plan masse côté en trois dimensions ;*

*6° Les secteurs où, en application du 14° de l'article L. 123-1-5, des performances énergétiques et environnementales renforcées doivent être respectées ;*

*7° Les secteurs où, en application du 14° de l'article L. 123-1-5, des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques doivent être respectés. »*

L'article **L.151-8°** du code de l'urbanisme donne une définition du règlement.

*« Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3. »*

L'ensemble des règles que peut fixer le règlement sont détaillées dans les articles L. 151-9 à L. 151-42, regroupés en trois chapitres :

- Affectation des sols et destination des constructions,
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère,
- Equipements, réseaux et emplacements réservés.

L'article R.123-4 indique que le règlement délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues à l'article R. 123-9. Il peut délimiter, dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés, des secteurs dans lesquels une densité minimale de construction est imposée.

En fonction de la situation locale ou des secteurs, le règlement peut :

- favoriser la diversité commerciale, la diversification de l'occupation du sol, la mixité sociale, la multifonctionnalité
- privilégier la préservation de l'architecture, du paysage et/ou de l'environnement (notamment les continuités écologiques)
- exiger une densité minimale des constructions près des transports collectifs
- renforcer les performances énergétiques et environnementales des constructions
- imposer une voirie particulière, des réseaux de communications électroniques spécifiques ou des conditions de desserte par les voies et réseaux
- fixer les emplacements réservés.

En outre, l'article L. 152-1 du même code, précise :

*« L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan sont conformes au règlement et à ses documents graphiques. »*

### 1.6.5 Les annexes

Intégrées au PLU à titre d'information, les annexes constituent cependant une pièce obligatoire du dossier.

Leur utilité est triple : elles servent de complément au rapport de présentation, d'aide à la réalisation des projets et de complément aux dispositions réglementaires du PLU.

Le contenu est défini dans les articles L.151-43 et R.123-13 et 14 du code de l'urbanisme.

Ces annexes se composent de (non exhaustif) :

- les périmètres institués indépendamment du PLU : périmètres de ZAC, du droit de préemption urbain, etc.
- les servitudes d'utilité publique communiquées par le Préfet dans un but d'intérêt général,
- les éléments techniques tels que les annexes sanitaires (eau, assainissement, élimination des déchets), et autres documents distincts du PLU mais qui peuvent indirectement avoir des incidences sur le droit des sols...

Ces documents sont mis à disposition du public dans le PLU, dans la mesure où le règlement y fait référence.

## 1.7 Le bilan

L'article **L.153-27** du code de l'urbanisme indique :

*« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.*

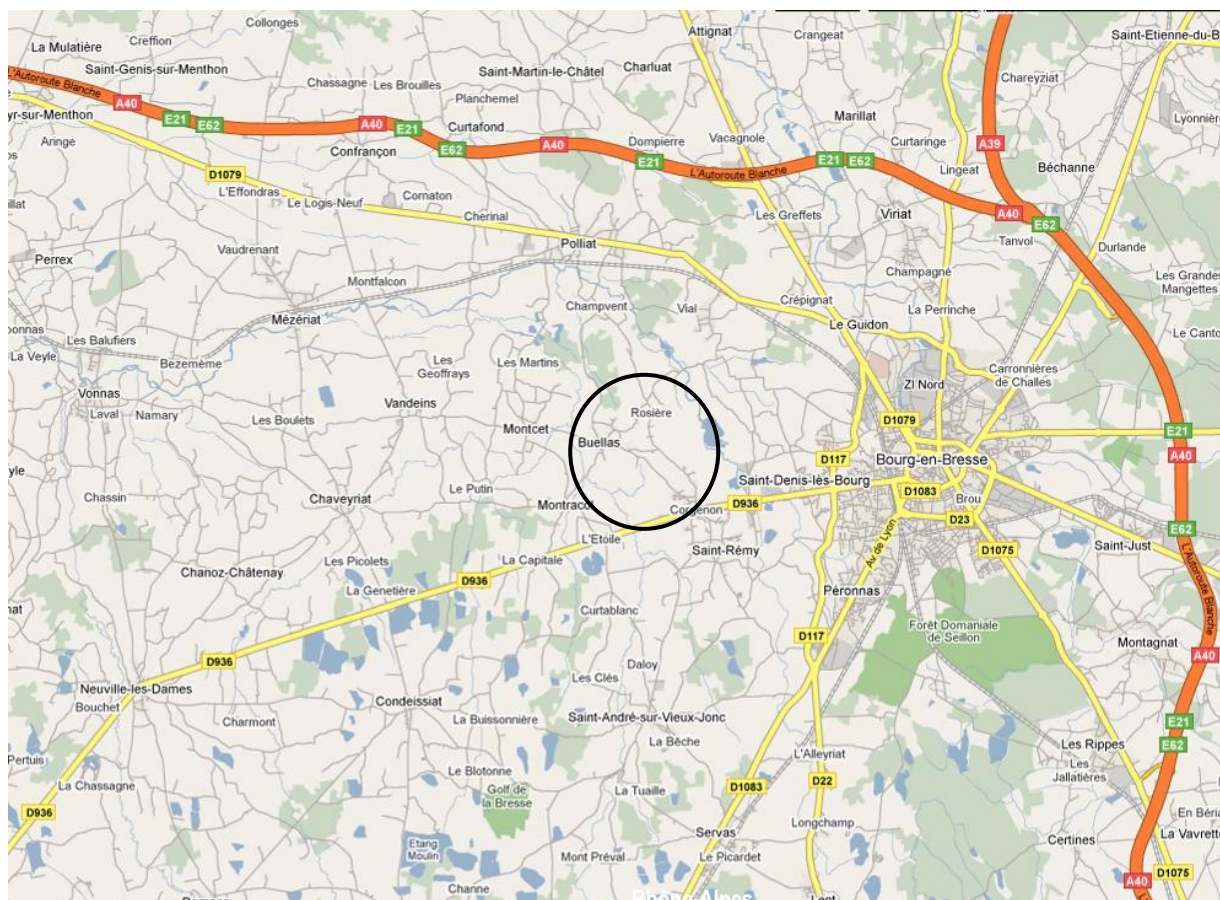
*L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »*

## DIAGNOSTIC

# 1. UNE POSITION FAVORABLE

## 1.1 Situation générale

Buellas s'étend sur 1 000 hectares, dans le département de l'Ain. Elle est implantée au Sud-Ouest de Bourg-en-Bresse et est traversée par la RD 936 (axe Bourg-en-Bresse – Villefranche-sur-Saône) qui lui confère une excellente accessibilité.



**Situation – BLC 2009**

Commune de la 2<sup>ème</sup> couronne de l'agglomération burgienne, Buellas est limitrophe de :

- Polliat,
- Saint-Denis-Les-Bourg,
- Saint-Rémy,
- Montracol,
- Montcet.

## 1.2 Contexte administratif

Buellas fait partie de la **Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse** (Bourg-Bresse-Agglomération), créée le 28 novembre 2000. Elle regroupe, depuis le 28 janvier 2001, 15 communes et près de 72.000 habitants (71.826 habitants en 2012 selon le recensement de l'Insee).

Notons qu'à compter du 01/01/2017, Bourg-en-Bresse Agglomération et les communautés de communes de Montrevel-en-Bresse, du canton de Saint-Trivier-de-Courtes, du Canton de Coligny, de Treffort-en-Revermont, de la Vallière, de Bresse-Dombes-Sud-Revermont, ainsi que Cap3B fusionnent en une seule entité : la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse.



**Le territoire de l'agglomération – BLC 2009**

La Communauté d'Agglomération exerce les compétences suivantes (délibération du conseil de la communauté du 20/06/2011) :

COMPETENCES STATUTAIRES	DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE
COMPETENCES OBLIGATOIRES	
<p><b>1. Développement économique :</b> (article 9.1 des statuts)</p> <p>1.1. création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire</p> <p>1.2. actions de développement économique d'intérêt communautaire</p>	<p>Sont reconnues d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les zones d'activité économique existantes : Norélan Bourg, Norélan Viriat, Bruyères, Chambière, Calidon ;</li> <li>▪ les nouvelles zones d'activité économique : Grande Chambière, Servas, extension de la zone Norélan Bourg ;</li> <li>▪ la requalification de la zone d'activité économique CENORD ;</li> <li>▪ les carrefours d'accès aux zones d'activité économique futures à partir des pénétrantes de l'agglomération ou de la rocade de contournement de Bourg-en-Bresse, et dont l'aménagement sera réalisé par Bourg-en-Bresse Agglomération ou un tiers public ou privé.</li> </ul> <p>Sont reconnues d'intérêt communautaire, les actions de développement économique suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la prospection, la communication et l'accueil des entreprises ;</li> <li>▪ la promotion et l'animation économique territoriale ;</li> <li>▪ la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'immobilier d'entreprise et de services communs aux entreprises : bâtiments-relais, pépinières,... ;</li> <li>▪ le soutien aux organismes aidant à la création ou à la reprise d'entreprise ;</li> <li>▪ la définition, la mise en place et l'animation de dispositifs d'appui au développement des entreprises ;</li> <li>▪ la définition, la mise en place et l'animation de dispositifs et réseaux organisant une réponse structurée aux besoins de recrutement des entreprises ;</li> <li>▪ le soutien au développement des filières économiques du territoire (agroalimentaire, mécanique-métallurgie-carrosserie industrielle,...) et au développement de nouvelles filières ;</li> <li>▪ la promotion, la coordination et l'animation du Technopôle ALIMENTEC conjointement avec d'autres partenaires ;</li> <li>▪ l'aménagement, la construction et la gestion du Foireil de la Chambière.</li> </ul>

<p>1.3. actions de développement touristique d'intérêt communautaire</p>	<p>Sont reconnues d'intérêt communautaire les actions de développement touristique suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'élaboration, la révision, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du schéma de développement touristique communautaire et de son programme d'actions ;</li> <li>▪ la mise en place, la gestion, et le suivi d'un Office de Tourisme et des Congrès communautaire dont les missions sont définies en lien avec le schéma de développement touristique.</li> </ul>
<p><b>2. Aménagement de l'espace communautaire :</b> (article 9.2 des statuts) 2.1. création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire</p>	<p>Est reconnue d'intérêt communautaire, la zone d'aménagement concerté suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ZAC de La Cambuse (zone d'activité économique NORELAN Viriat).</li> </ul>
<p><b>3. Equilibre social de l'habitat :</b> (article 9.3 des statuts) 3.1. programme local de l'habitat</p> <p>3.2. politique du logement d'intérêt communautaire</p> <p>3.3. actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire</p> <p>3.4. réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat</p>	<p>Révision, mise en œuvre, animation, suivi et évaluation du Programme Local de l'Habitat (PLH).</p> <p>Sont reconnues d'intérêt communautaire, les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la gestion ou la participation à la gestion d'un observatoire de l'habitat afin de suivre la situation du logement sur le territoire communautaire, analyser l'évolution des marchés et évaluer la mise en œuvre du PLH ;</li> <li>▪ l'apport d'ingénierie ou d'aides financières pour accompagner les communes dans leurs projets d'habitat, au regard des objectifs du PLH ;</li> <li>▪ les aides financières en faveur du logement locatif social via le fonds de soutien au logement social, y compris le logement spécifique : hébergement temporaire, logements pour personnes âgées, pour personnes handicapées, logements pour étudiants...</li> <li>▪ le soutien à l'accession sociale : subventions autour du PASS Foncier et du PSLA ;</li> <li>▪ la réalisation d'une étude pour identifier les besoins en réhabilitation du parc locatif social et la mise en place d'aides financières pour soutenir la réhabilitation et requalification de ce parc ;</li> <li>▪ la réalisation d'une étude foncière et la mise en place d'un fonds foncier pour la constitution de réserves foncières destinées à la réalisation de logements sociaux et opérations mixtes d'habitat ;</li> </ul>

<p>3.5. action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées</p> <p>3.6. amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les interventions en faveur du logement des personnes défavorisées par le soutien ou le pilotage de dispositifs et d'actions d'accompagnement spécifiques : bourse aux logements, dispositif actif' toit, dispositif d'accompagnement social au logement des ménages bénéficiant de PLAI, fonds de solidarité logement, subventions aux opérateurs et associations ;</li> <li>▪ OPAH : aides financières pour les opérations d'amélioration, de requalification et d'adaptation de l'habitat privé ancien, subventions et financement de l'ingénierie ;</li> <li>▪ le lancement d'une étude pour la définition d'un nouvel outil opérationnel en faveur de la requalification du parc existant.</li> </ul>
<p><b>4. Politique de la Ville dans la Communauté :</b> (article 9.4 des statuts)</p> <p>4.1. dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire</p> <p>4.2. dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance</p>	<p>Sont reconnus d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'élaboration ou la révision, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du contrat urbain de cohésion sociale ;</li> <li>▪ le pilotage, l'animation et la coordination du contrat urbain de cohésion sociale ;</li> <li>▪ les interventions en qualité de co-financeur des actions éligibles à la politique de la ville ;</li> <li>▪ la conduite d'actions de formation diverses et d'ingénierie de projets interpartenariaux ;</li> </ul> </li> <li>- la participation à l'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale pour ce qui concerne la mise en oeuvre des compétences de la Communauté d'Agglomération ;</li> <li>- les actions de coordination sur le volet emploi-insertion dans le cadre de l'opération ANRU sur le quartier de la Reyssouze à Bourg-en-Bresse.</li> <li>- dans le cadre des dispositifs locaux de prévention de la délinquance : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la contribution à la définition, à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de prévention de la délinquance sur le territoire de la Communauté d'Agglomération en relation avec les Communes et les partenaires concernés ;</li> <li>▪ le soutien des actions en direction des victimes.</li> </ul> </li> </ul>

<b>COMPETENCES OPTIONNELLES</b>	
<p><b>5. Voirie - stationnement :</b> (<i>article 10.1 des statuts</i>)</p> <p>5.1. création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire</p> <p>5.2. création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire</p>	<p>Sont reconnues d'intérêt communautaire en matière de voirie et de stationnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'élaboration, la révision, la mise en œuvre et le suivi du schéma cyclable communautaire et de la charte des aménagements cyclables communautaires (les infrastructures comprenant notamment le stationnement vélos ainsi que le jalonnement des itinéraires) ;</li> <li>▪ la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement des points d'arrêt de transports publics urbains inscrits au schéma directeur d'accessibilité du réseau de transports publics urbains ;</li> <li>▪ la maîtrise d'ouvrage des aménagements de sites propres réservés aux véhicules de transports publics urbains inscrits au programme d'actions de la Politique Globale de Déplacements de l'agglomération ;</li> <li>▪ la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la rocade sud-est ;</li> <li>▪ la maîtrise d'ouvrage du pôle d'échanges multimodal en gare de Bourg-en-Bresse ;</li> <li>▪ la création, l'aménagement et la gestion de parcs-relais soit inscrits au Programme d'actions de la Politique Globale des Déplacements de l'agglomération, soit sur délibération du Conseil de Communauté.</li> </ul>
<p><b>6. Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie</b> (<i>article 10.2 des statuts</i>)</p>	Néant
<p><b>7. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire :</b> (<i>article 10.3 des statuts</i>)</p>	<p>Sont reconnus d'intérêt communautaire, les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les équipements culturels : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le Conservatoire à Rayonnement Départemental</li> </ul> </li> <li>- pour les équipements sportifs existants : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le centre nautique Carré d'Eau ;</li> <li>▪ la piscine Plein Soleil ;</li> <li>▪ les dispositifs d'accueil du public des forêts domaniales de Seillon et de La Rena, notamment ceux inscrits au schéma directeur pour l'accueil du public ;</li> <li>▪ sentiers pédestres : aménagement et entretien de la signalétique.</li> </ul> </li> <li>- pour les équipements sportifs futurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ un boulodrome</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>8. Action sociale d'intérêt communautaire :</b> (<i>article 10.4 des statuts</i>)</p>	<p>Sont reconnus d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le dispositif des points info-emploi (PIE) pour l'accueil de proximité des demandeurs d'emploi.</li> </ul>

## 2. DEMOGRAPHIE ET POPULATION

Les données du diagnostic sont établies en 2010 ; certaines (population, logements) utilisées pour l'établissement des perspectives de croissance du PADD sont mises à jour.

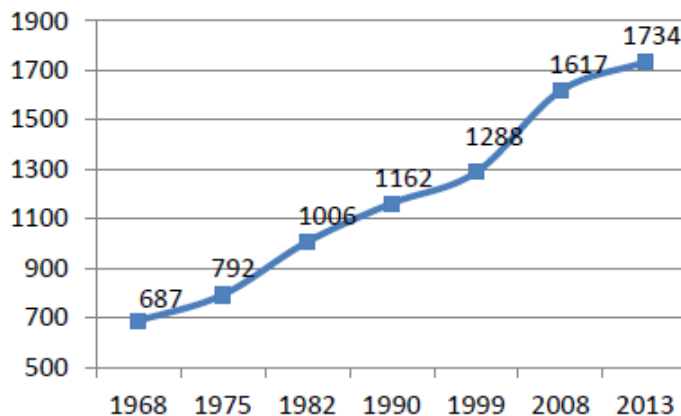
### 2.1 Démographie

D'après les données INSEE, Buellas a connu une forte croissance démographique sur la dernière période intercensitaire (2008 – 2013), avec un taux de croissance annuel moyen de 1,4% du au solde migratoire mais aussi au solde naturel, qui a toujours été positif à Buellas. Elle atteint une population municipale de **1734 habitants, en 2013**.

Ce taux est relativement soutenu, mais bien inférieur au taux enregistré sur la période précédente (2,6% entre 1999 et 2008), où la part due au solde migratoire était particulièrement forte.

Cela signifie que la commune est indéniablement attrayante.

La localisation de Buellas, en 2<sup>ème</sup> couronne de l'agglomération Burgienne, l'excellente desserte routière, et la qualité du cadre de vie, sont autant d'atouts qui participent à l'attractivité de la commune.



Evolution de la population entre 1968 et 2013 - Source : données INSEE

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	+2,1	+3,5	+1,8	+1,1	+2,6	+1,4
due au solde naturel en %	+0,9	+0,4	+0,7	+0,2	+0,6	+0,5
due au solde apparent des entrées sorties en %	+1,1	+3,1	+1,1	+0,9	+1,9	+0,8
Taux de natalité (‰)	19,2	12,8	12,2	8,8	12,0	10,2
Taux de mortalité (‰)	9,8	8,7	4,9	6,7	5,7	4,6

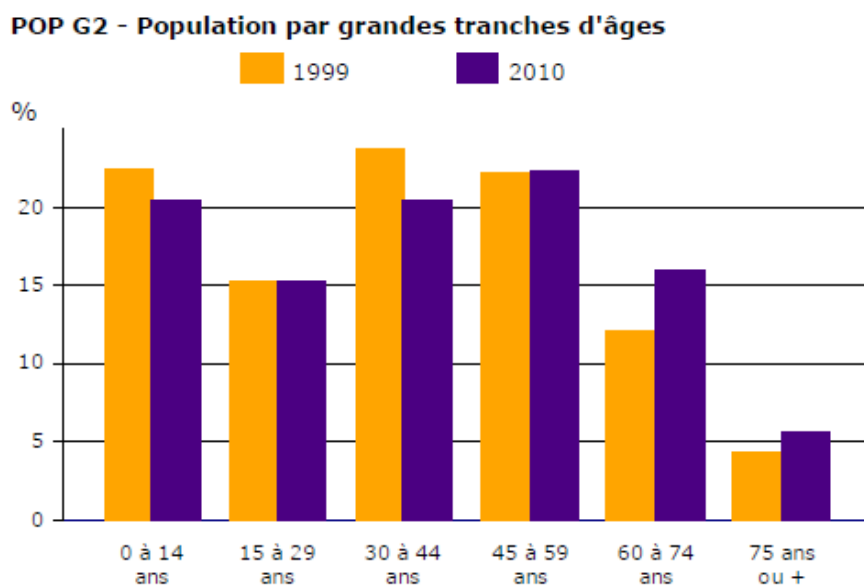
## Variation annuelle moyenne de la population - Source : données INSEE

## 2.2 Caractéristiques de la population et des ménages

### 2.2.1 Une population diversifiée

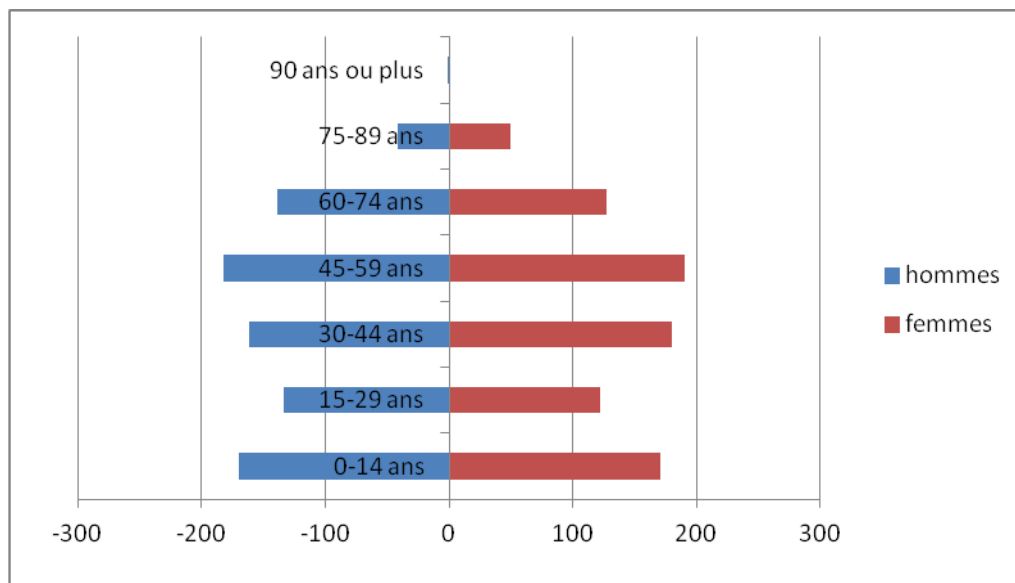
La population de Buellas comporte 20,4% de moins de 15 ans en 2010, soit une proportion similaire au taux du département (20,5%)

La part des 45-59 ans est stable entre 1999 et 2010, alors que la proportion des seniors (60 ans et plus) a augmenté, entre les deux dernières périodes intercensitaires.



Source : Insee, RP1999 et RP2010 exploitations principales.

Fruit du vieillissement des enfants issus du « baby boom », la commune possède une morphologie démographique atypique.



**Pyramide des âges**  
Source : INSEE - RGP

En effet, l'analyse de la pyramide des âges en 2010 illustre une grande diversité de la population : familles avec enfants, jeunes et quinquagénaires se partagent le territoire communal.

La répartition hommes-femmes ne montre pas de signe de déséquilibre.

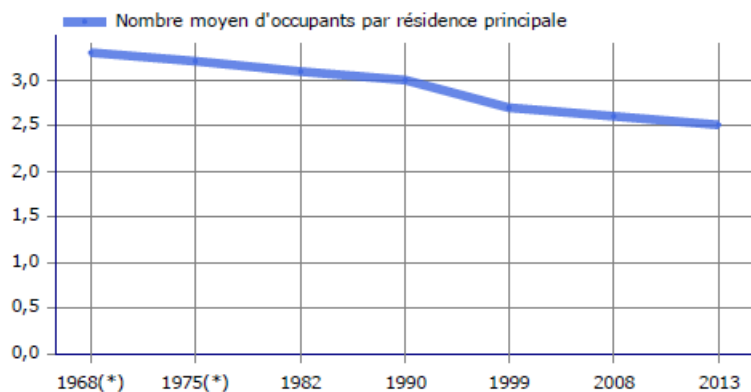
Toutefois, un **léger vieillissement de la population** est à craindre : la part des 45-59 ans (+ 22% e 2010) étant supérieure à celle des 0-14 ans.

Ce phénomène de mixité des âges s'explique par la forte attractivité de Buellas, et laisse présager, si la commune parvient à fixer une population jeune, une augmentation du solde naturel sur les années à venir.

## 2.2.2 Des ménages majoritairement composés de familles avec enfants

En 2013, la population des ménages est identique à la population municipale (selon l'exploitation principale de l'Insee).

Comme précisé en supra, cette population atteint **1734 habitants**.



### Evolution de la taille des ménages

Source : Données INSEE

Malgré une diminution constante, depuis les années 1968, le nombre de personnes par ménage moyen atteint 2,5 en 2013 qui reste un taux relativement important, qui montre l'attractivité de la commune, qui accueille un bon nombre de famille avec enfants.

Cependant, il est à prévoir que le nombre moyen de personnes par ménage tendra, à terme, à diminuer.

#### Enjeux identifiés :

- Enjeu de « fixer » les nouveaux arrivants « jeunes » et « jeunes couples » face à un relatif vieillissement de la population
- Enjeu de réponse à de nouveaux besoins en logements (ménages plus petits)

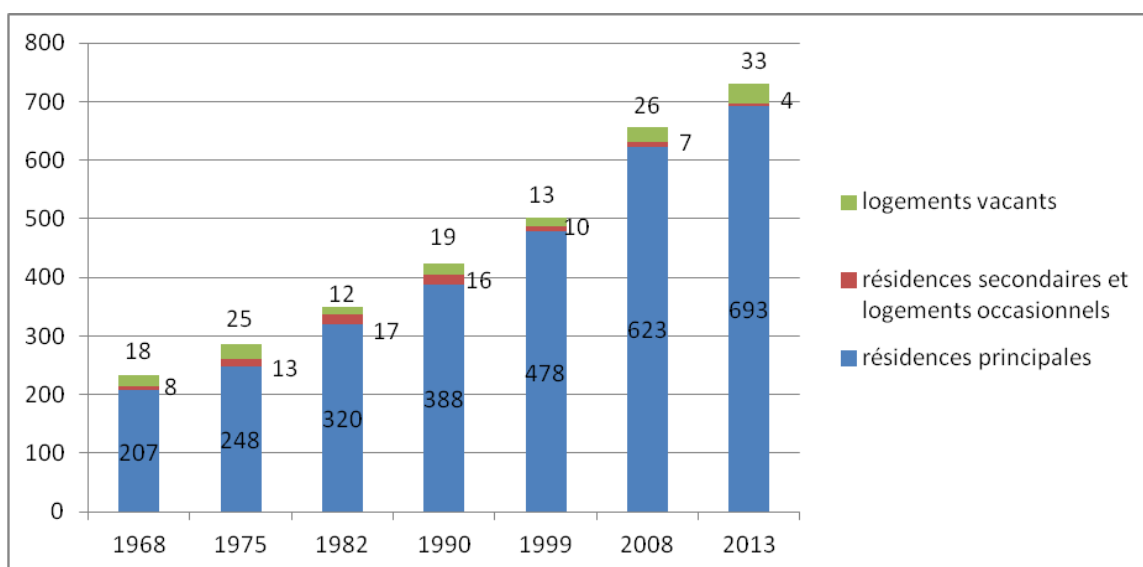
### 3. HABITAT

Selon les données du Recensement de Population de 2013, Buellas possède un parc de **730 logements**.

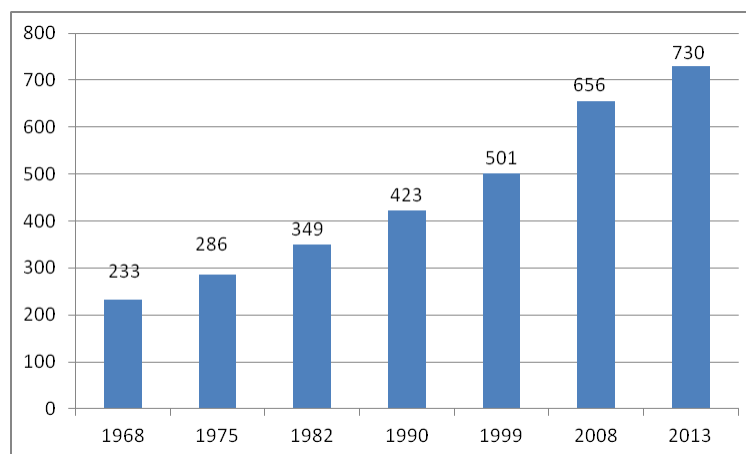
Ces logements sont répartis au sein de différentes catégories : résidences principales, résidences secondaires et logements vacants.

#### 3.1 L'évolution du nombre de logements

Entre 1999 et 2013, le parc de la commune a gagné 229 logements soit une croissance moyenne de l'ordre de 16 logements par an, toutes catégories confondues.



Evolution du parc de logements par catégorie - Source : données INSEE



Evolution du parc de logements (ensemble) - Source : données INSEE

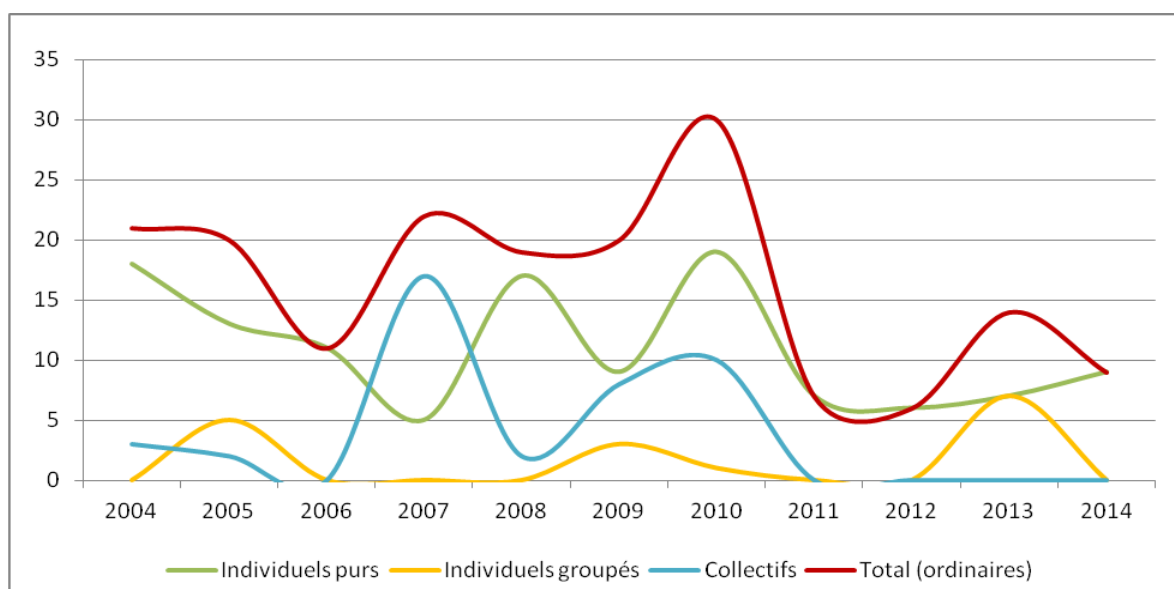
Si les logements vacants constituaient 2,6% du parc des logements en 1999, cette part est de 4.5% en 2013 (33 unités), mais cette évolution n'a qu'un impact très marginal sur la part des résidences principales, qui composent encore près de 95% du parc en 2013 (95,4% en 1999).

Ainsi, le parc de logement est donc bien mobilisé sur la commune ; il atteint un seuil de logements vacants, et de résidences secondaires quasiment incompressibles.

**De 2004 à 2014 ce sont 179 logements neufs qui ont été engagés sur la commune, principalement en individuel pur (11 logements en moyenne par an) et en collectif (4 logements en moyenne par an), avec un « période haute » de construction de 2004 à 2010.**

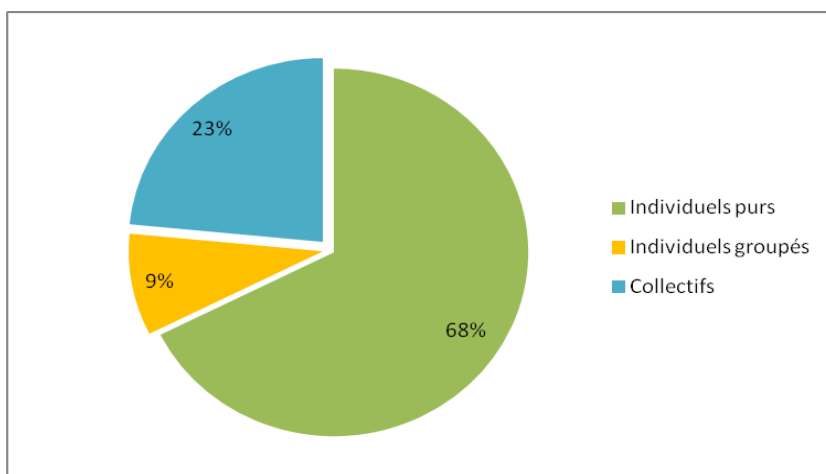
**Sur la période plus récente de 2010 à 2014**, ce sont 66 logements qui ont été engagés, un chiffre concomitant avec le registre des permis de construire (65 nouveaux logements).

La production en individuel pur a reculé mais reste sur une moyenne de 13 logements en moyenne par an. On n'observe après 2010 aucun nouveau logement collectif, tandis que l'individuel groupé se développe (7 logements en 2013), témoignant d'une diversification de l'habitat vers des formes plus densifiées.



#### Evolution du nombre de logements mis en chantier entre 2004 et 2014

Source SITADEL (données 2004 à 2012 en date réelle, 2013 et 2014 en date de prise en compte)

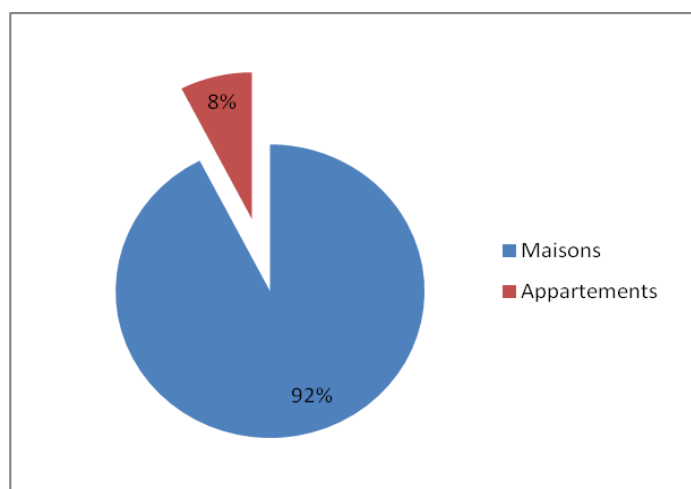
**Répartition des logements mis en chantier entre 2004 et 2014**

Source SITADEL (données 2004 à 2012 en date réelle, 2013 et 2014 en date de prise en compte)

En 2010, 92% des logements de la commune sont des maisons, contre 8% seulement d'appartements.

En 1999, la répartition était de 96% de maison pour 4% d'appartements.

Malgré les efforts entrepris sur la décennie, en matière de mixité des formes d'habitat, l'habitat individuel reste le plus prisé par les habitants de Buellas.

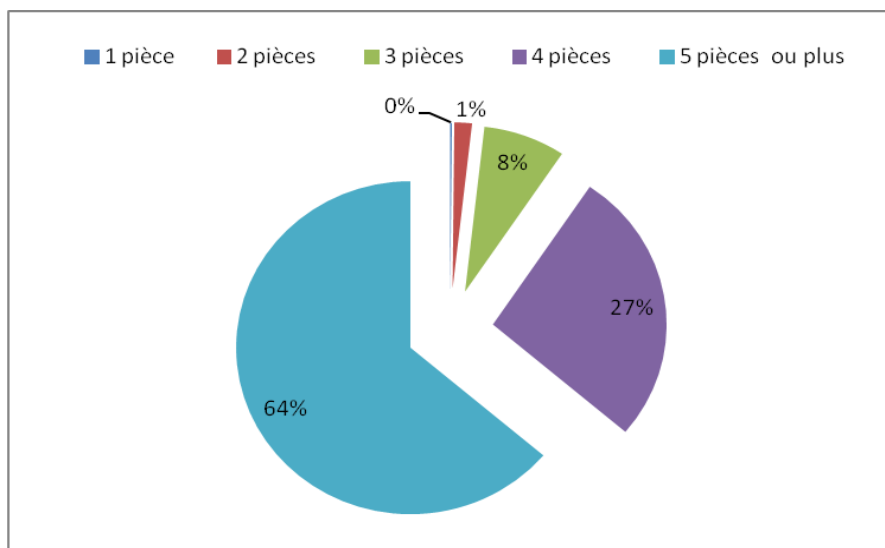
**Répartition des logements par type en 2010**

Source INSEE

### 3.2 La structure du parc : une forte proportion de grands logements

Une **forte représentativité des résidences principales de type « T4 et plus »**, est observée dans le parc : 582 unités en 2010, soit 91%.

C'est davantage qu'en 1999 où leur nombre s'élevait à 417, soit 87% des résidences principales.



**Répartition des logements par taille en 2010**

Source INSEE

En 2010, l'INSEE ne recensait qu'un logement de type studio.

La prédominance des grands logements s'explique par la présence de familles avec enfants sur le territoire communal et le nombre moyen relativement élevé d'occupants par logement en 2010.

Dans ce cadre, le nombre moyen de pièces des résidences principales est également en légère augmentation, passant de 4,9 pièces en 1999 à 5,1 en 2010. Cette augmentation concerne en premier lieu les logements individuels.

### 3.3 La fonction locative

En 2010, 17,5% des résidences principales de Buellas sont occupées par des locataires. Cette proportion connaît une tendance à la baisse entre les deux derniers recensements (18,6% en 1999), la construction neuve étant principalement portée vers l'accession à la propriété.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, selon les données RPLS (Répertoire du parc locatif social des bailleurs sociaux publics), le parc de logements sociaux publics de Buellas est composé de 84 logements dont :

- 1 seul vacant
- 30 collectifs (soit 36%) et 54 individuels (soit 64%)

- 32 logements T3, 39 logements T4 et 5 logements T5, soit plus de 50 % de grands logements (T4-T5)
- 65 construits après 2000 (soit 77%), dont 28 après 2010.

Sur la base de ces chiffres, nous pouvons dire que :

- au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le parc de logements locatifs sociaux publics représente, à titre indicatif, près de 12% du parc de résidences principales<sup>2</sup> ;
- l'objectif du PLH, de production de 16 logements locatifs sociaux publics sur la période 2008-2016 est atteint.

Il existe également l'objectif du SCoT BBR (2016-2035), qui est de viser à l'horizon 2035, 15% de logements sociaux pour les communes rurales de plus de 1000 habitants (voir les justifications).

#### **Enjeux identifiés concernant le développement de l'habitat :**

- Enjeu de diversification des formes de logements (formes d'individuel groupé)
- Enjeu de diversification des types de logements en réponse à des ménages plus petits
- Enjeu de diversification des statuts d'occupation (et donc des budgets) en réponse à des « nouveaux arrivants » jeunes, des familles, et à la progression des petits ménages (vieillessement).

## **4. DEPLACEMENTS ET ACCES**

Buellas, implantée au Nord de l'axe Bourg-en-Bresse – Villefranche-sur-Saône, est desservie par un maillage de voies d'accès hiérarchisées, favorisant sa desserte.

### **4.1 Le réseau routier**

La Route Départementale 936, traverse le Sud de la commune, et le hameau de Corgenon, d'Ouest en Est. Cet axe Bourg-en-Bresse/Villefranche-sur-Saône concentre d'importants flux de circulation ; la problématique des transports et des déplacements demande donc une attention particulière.

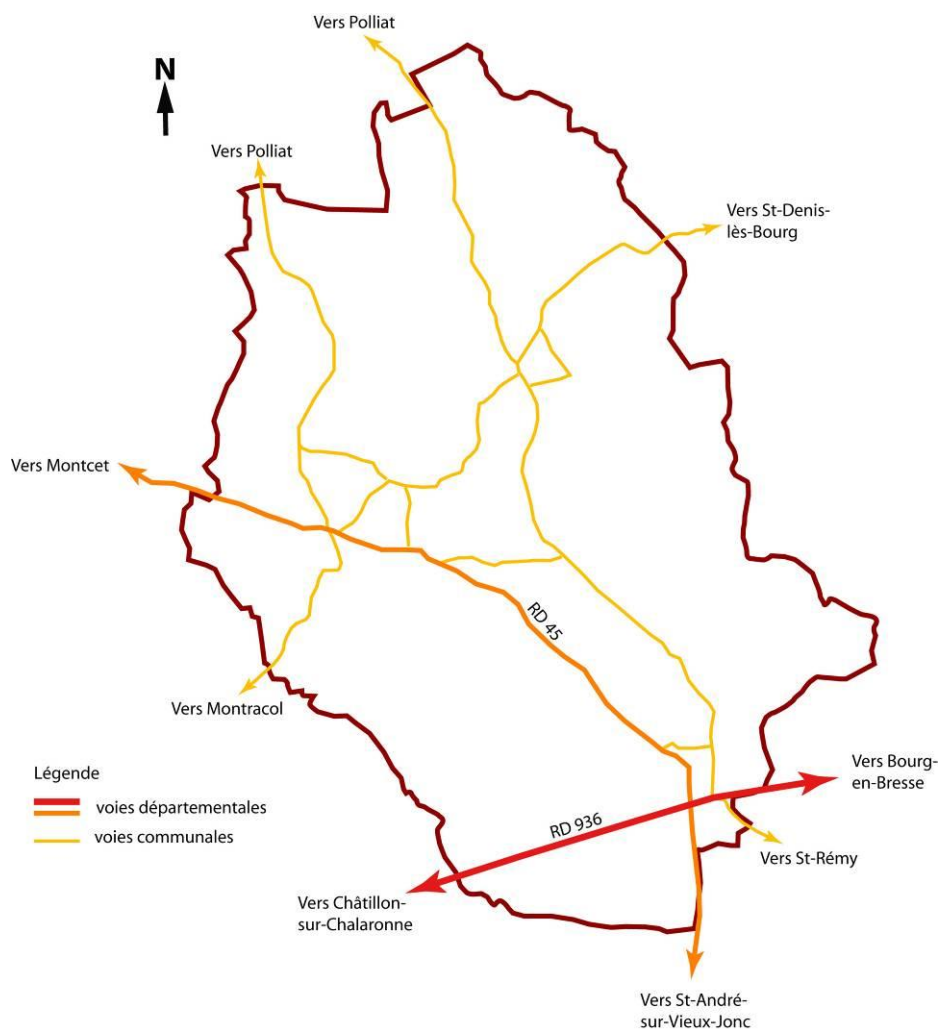
La présence de cet axe entraîne un certain nombre de risques (transport de matières dangereuses) et de nuisances (bruit, traversée du hameau de Corgenon) avec lesquels Buellas doit composer.

<sup>2</sup> Rapport des 84 logements sociaux publics sur le parc de résidences principales de la commune en 2012 selon l'Insee (695 résidences principales) augmenté du nombre de logements commencés sur l'année 2013 et 2014 selon les données Sitedel (23 logements). Soit :  $84 / 718 = 11,7\%$ .

La RD 45 (axes Nord-est – Sud-ouest), supporte des trafics de transit local et touristiques importants. Elle relie Corgenon et la RD 936 au Bourg de Buellas.

Le réseau routier est complété par un maillage de voies communales.

Le territoire n'est traversé par aucune voie classée à grande circulation.



**Réseau routier – BLC - 2010**

## 4.2 Les déplacements domicile-travail

Selon les données de l'observatoire de l'Ain, la commune enregistre une **distance moyenne des trajets domicile-travail de 13.3 km**. C'est plus que la moyenne de l'agglomération (9.3 km), mais comparable à la moyenne départementale (13.8 km).

La commune de Buellas présente un **ratio de personnes travaillant hors de la commune/personnes travaillant dans la commune de 7.5 en 2010**. Bien qu'il ait légèrement diminué depuis 1999 (7.9%), ce taux relativement élevé montre la tendance de la commune à être pôle d'habitat. Cette situation est comparable aux communes voisines de Buellas.

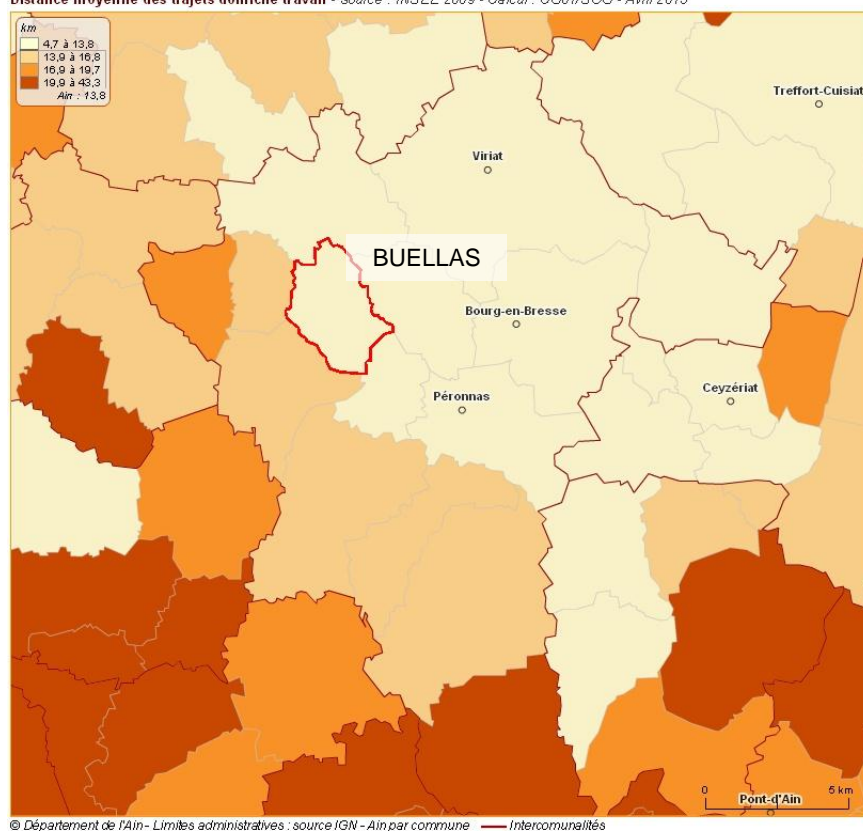
La part modale de la voiture dans les déplacements domicile-travail est de 92.3% en 2009, pour la commune de Buellas, ce qui reste élevé à l'échelle de l'agglomération.

La part de la marche à pied est de 0.6% et celle des deux roues de 1.7%. Même si ces parts apparaissent relativement faibles, la commune de Buellas privilégie le transport en commun (3.3%).

Cette situation est comparable à la commune voisine de Montcet.

Le taux de motorisation des ménages de Buellas est de 96.8%.

Distance moyenne des trajets domicile travail - source : INSEE 2009 - Calcul : CG01/SOG - Avril 2013



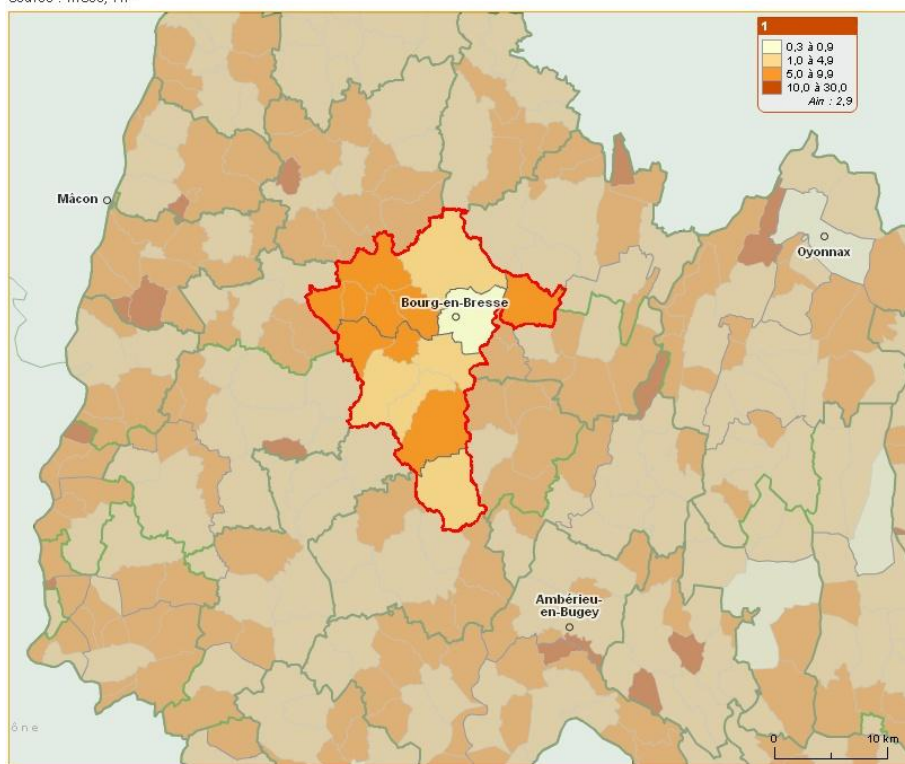
Distance moyenne des trajets domicile travail

Source : INSEE 2009 - Calcul : CG01/SOG - Avril 2013

C'est la somme des km parcourus par l'ensemble des travailleurs habitant sur la commune pour se rendre à leur travail (remarque : un trajet OD dans la même commune a été considéré comme égale à 0) divisé par le nombre de trajets.

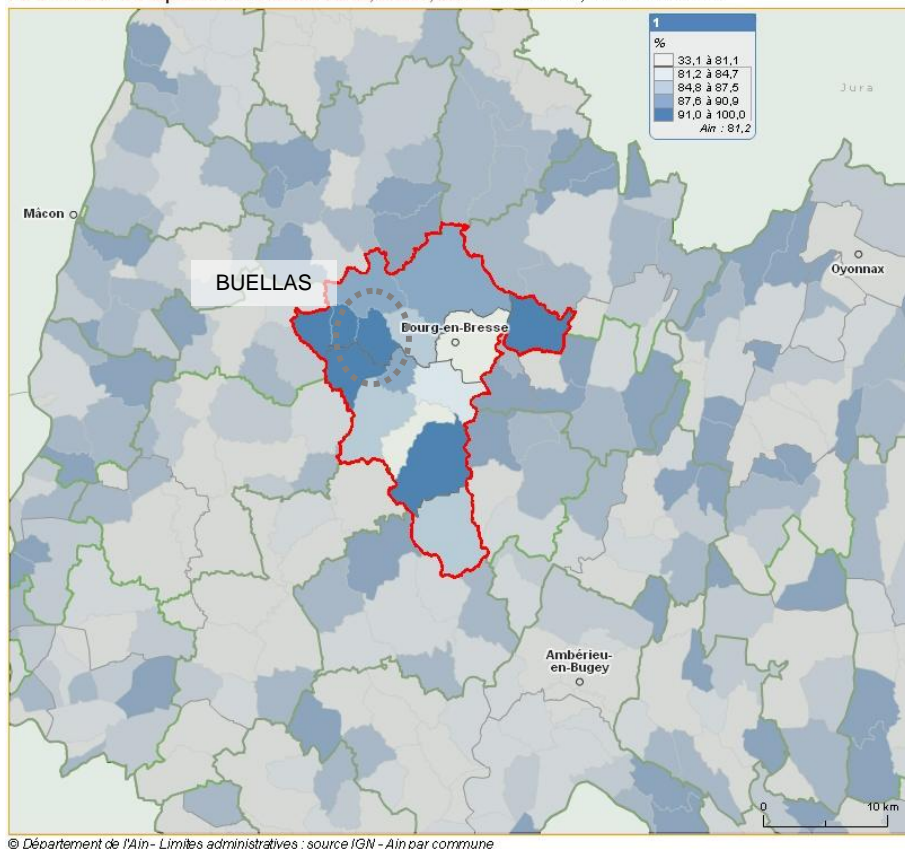
**Distance moyenne des trajets domicile travail à l'échelle de la communauté de communes –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

Ratio Personne travaillant hors de la commune de résidence / Personne travaillant dans la commune de résidence, 2010 -  
source : Insee, RP



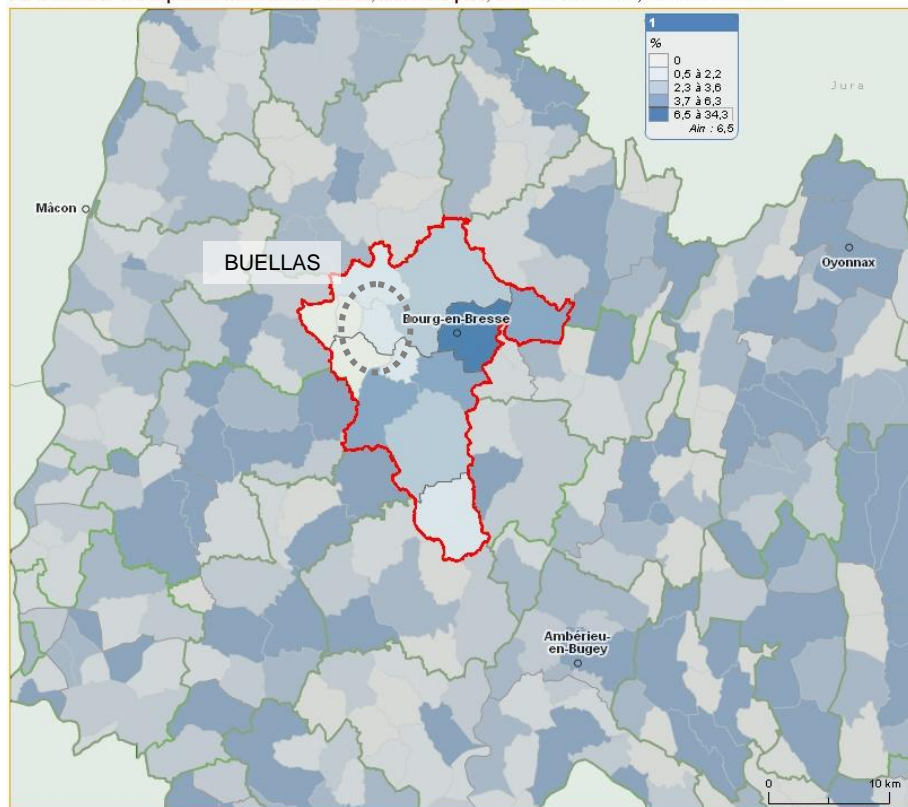
**Ratio Personne travaillant hors de la commune de résidence / Personne travaillant dans la commune de résidence –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

Parts modales des déplacements domicile-travail, voiture, 2009 - source : Insee, Recensement 2009



**Part modale des déplacements domicile-travail en 2009 : voiture –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

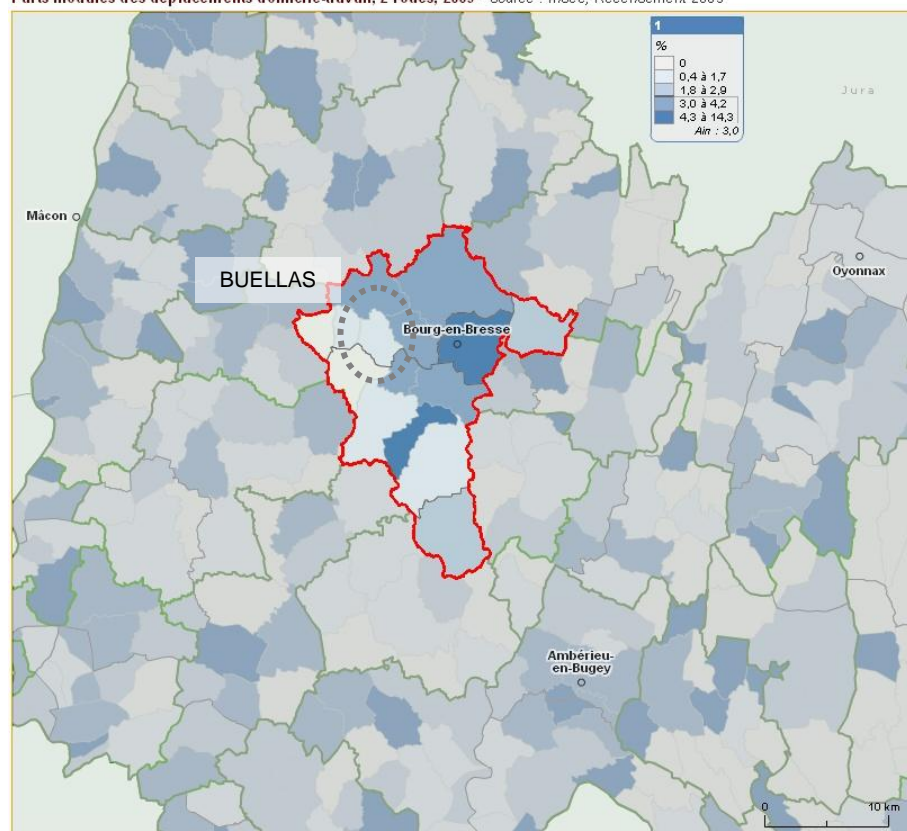
Parts modales des déplacements domicile-travail, marche à pied, 2009 - source : Insee, Recensement 2009



© Département de l'Ain - Limites administratives : source IGN - Ain par commune

**Part modale des déplacements domicile-travail en 2009 : marche à pieds –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

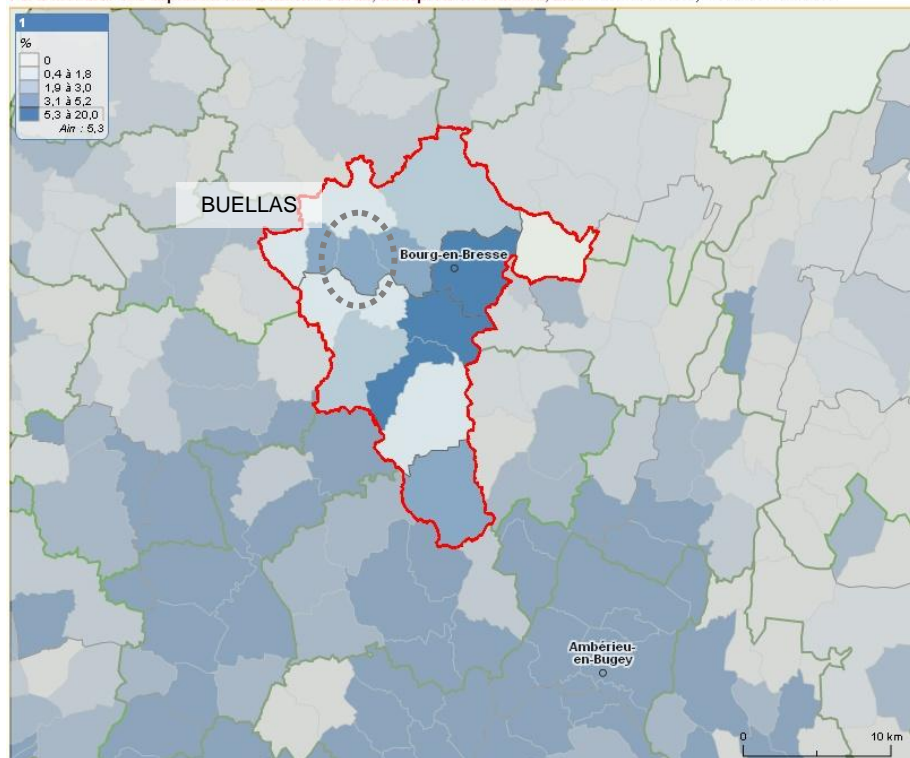
Parts modales des déplacements domicile-travail, 2 roues, 2009 - source : Insee, Recensement 2009



© Département de l'Ain - Limites administratives : source IGN - Ain par commune

**Part modale des déplacements domicile-travail en 2009 : deux roues –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

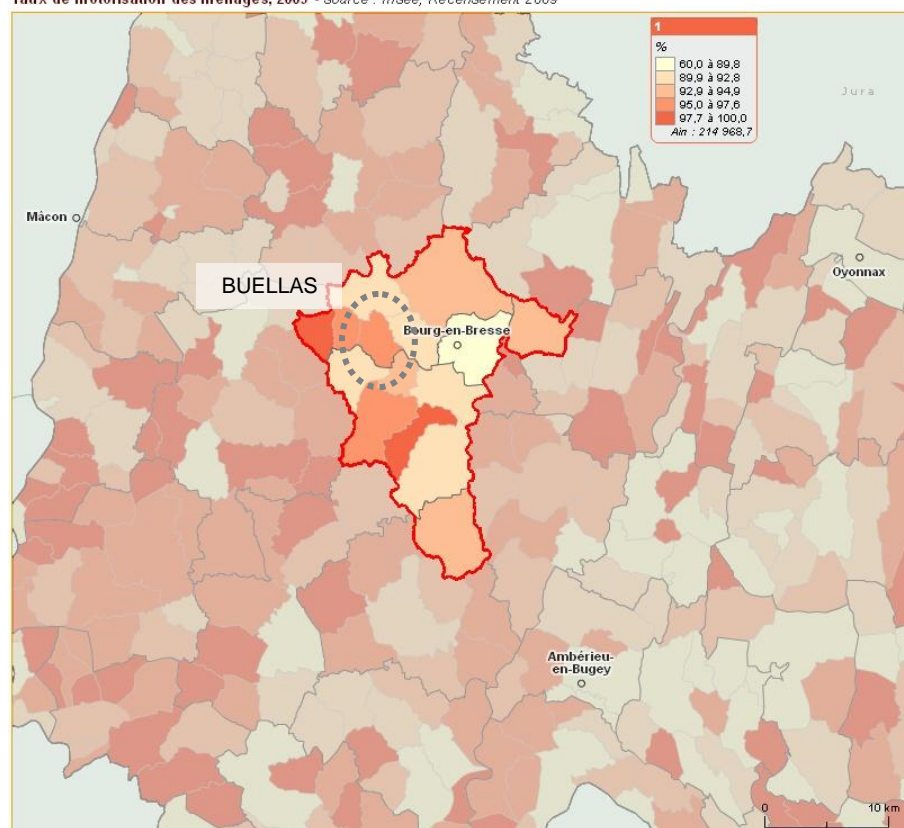
Parts modales des déplacements domicile-travail, transports en commun, 2009 - source : Insee, Recensement 2009



© Département de l'Ain - Limites administratives : source IGN - Ain par commune

**Part modale des déplacements domicile-travail en 2009 : transports en commun –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

Taux de motorisation des ménages, 2009 - source : Insee, Recensement 2009



© Département de l'Ain - Limites administratives : source IGN - Ain par commune

**Taux de motorisation des ménages en 2009 –**  
Source : observatoire des territoires de l'Ain

### 4.3 Les déplacements automobiles

En 2008, la RD 936 supportait un trafic journalier de plus de 8000 véhicules, dont 380 poids lourds.

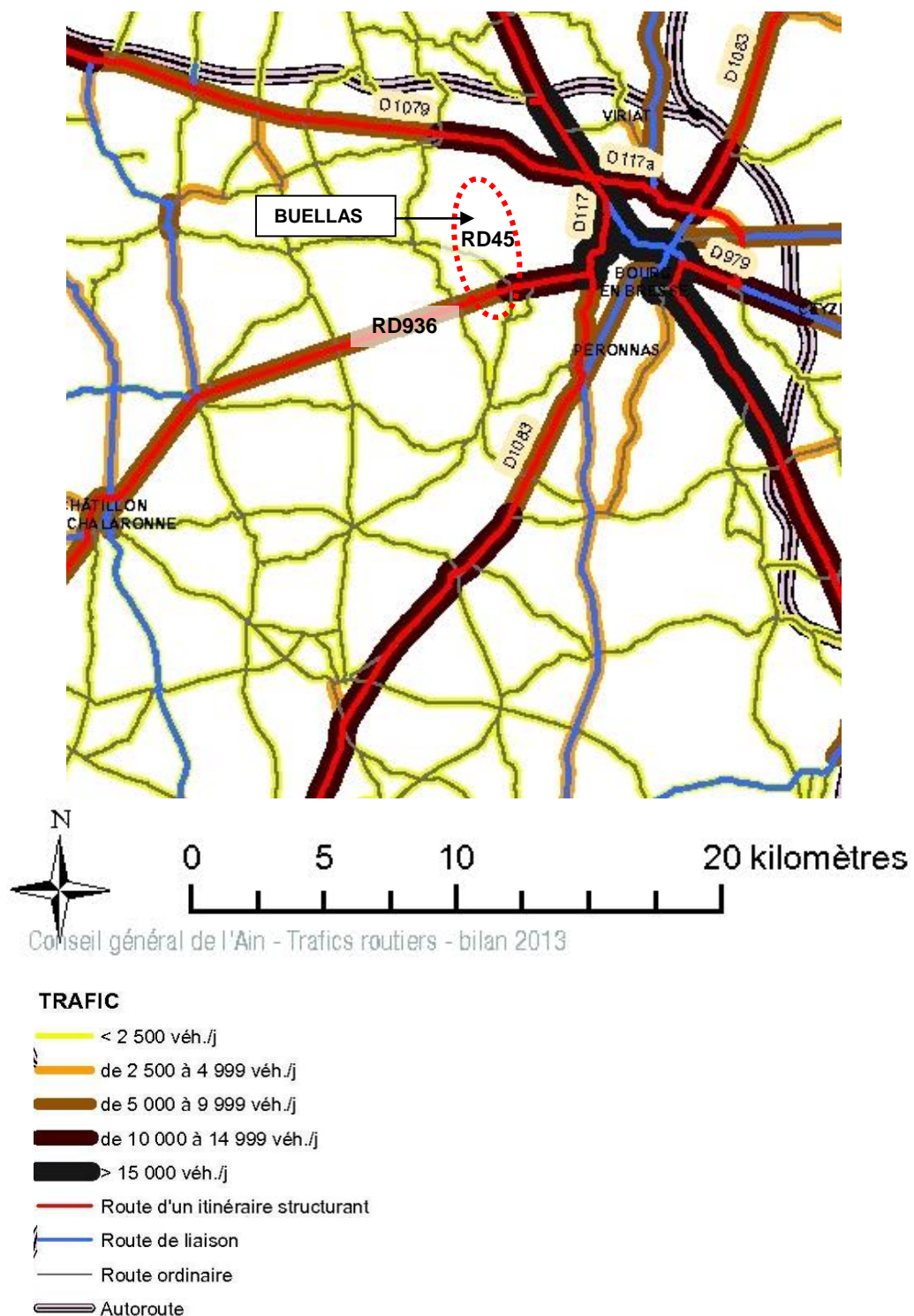
En 2011, le bilan du trafic routier établi par le CG, à Corgenon, indique que la moyenne journalière annuelle s'élève à 7967 véhicules (tous véhicules - comptage de 2013) dont 435 PL sur la RD936.

**Le trafic s'est donc d'une manière générale stabilisé, avec toutefois une augmentation du trafic de PL.**

En outre, au niveau de St-Denis-les-Bourg, le trafic y est plus important avec 12760 véhicules par jour en moyenne dont 500 PL, en 2010.

En 2011, le bilan du trafic routier établi par le CG sur la RD45, indique que la moyenne journalière annuelle s'élève à 2444 véhicules (tous véhicules - comptage de 2013) et 74 PL (comptage de 2003).

La RD45 draine donc une bonne partie des véhicules en provenance de la RD936.



**Carte du trafic routier de l'Ain – extrait entre Bourg-en-Bresse et Buellas**  
CG de l'Ain – trafics routiers bilan 2013

## **Accidentologie**

De 2010 à 2014, 3 accidents de la route ont eu lieu sur la commune de Buellas sur la RD936, faisant 4 blessés.

Source : annexes du PAC

## **4.4 Les transports collectifs**

**Buellas est desservie par le réseau de transport collectif de l'agglomération** (tub extra urbain « Buellas, Montcet, Montracol, Vandeins »), **la reliant à Bourg-en-Bresse**. Initialement à vocation scolaire, il est aujourd'hui ouvert à tous.

Le Tub Extra Urbain est constitué de 13 lignes régulières extra urbaines. Ce réseau de transport collectif urbain propose une offre kilométrique annuelle de 1 653 098 km en 2013 (AOTU de l'Ain). Il enregistre une fréquentation annuelle de plus de 3 000 000 de voyages par an en 2013.

Les lignes régulières 43, 44 et 45 assurent une liaison de la totalité du territoire communal de Buellas, avec « St-Denis-collège et Bourg Lycées ». En effet, la commune compte 12 arrêts.

La ligne 41 relie, quant à elle, Corgenon à Carriat et Victoire Gare.

**Le service permet donc de relier la gare SNCF de Bourg-en-Bresse en 15-20 minutes, la Place Carriat (centre névralgique de l'agglomération), en 20 minutes et les lycées de Bourg entre une vingtaine et une trentaine de minutes.**

Ces lignes circulent en période scolaire du lundi au vendredi, matin et soir, ainsi que le mercredi midi.

Le « Tub » propose un **transport à la demande** (sur réservation).

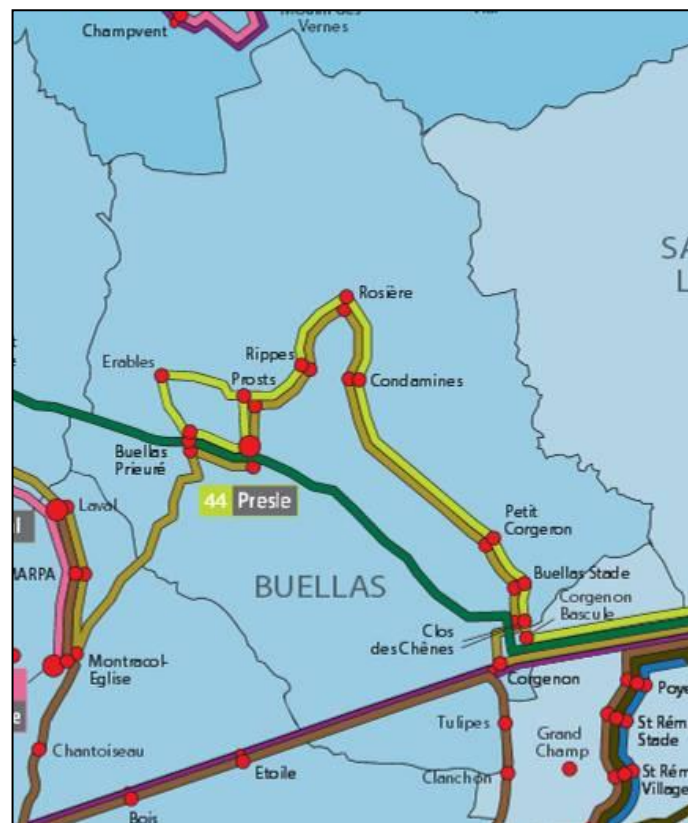
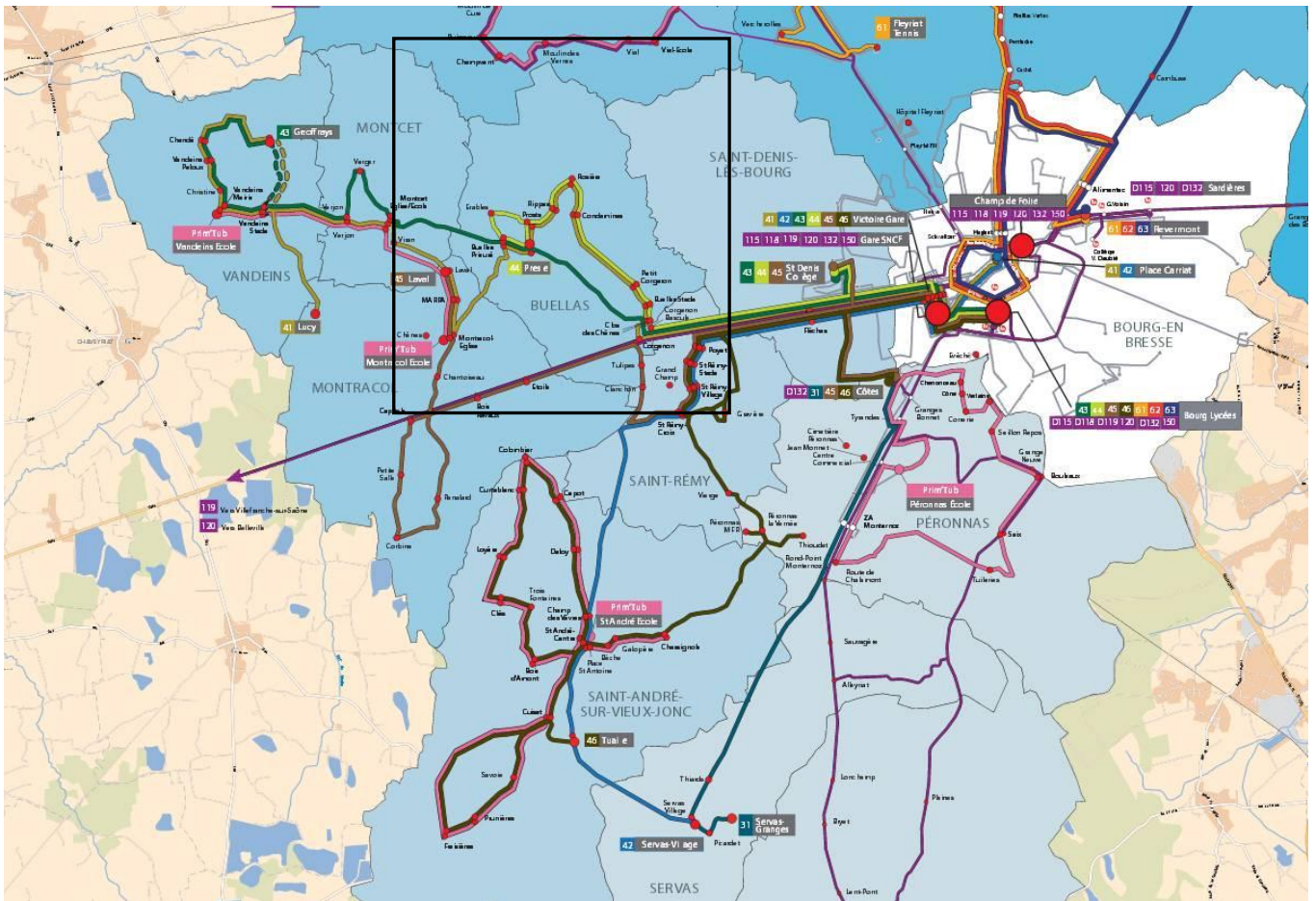
Le Résa'Tub est un service qui fonctionne du lundi au samedi en journée toute l'année, selon des horaires fixe. Il permet de se rendre et revenir de la Gare de Bourg-en-Bresse, la Place Carriat, l'Hôpital Fleury, Flèches (St-Denis-lès-Bourg). C'est un service accessible à tous et à tous les titres y compris les scolaires pour les horaires de cours décalés et les activités extra-scolaires les mercredis, samedis et vacances.

Le Dim'Tub propose un service le dimanche et jours fériés, sur réservation, pour les déplacements dans les 15 communes de BBA.

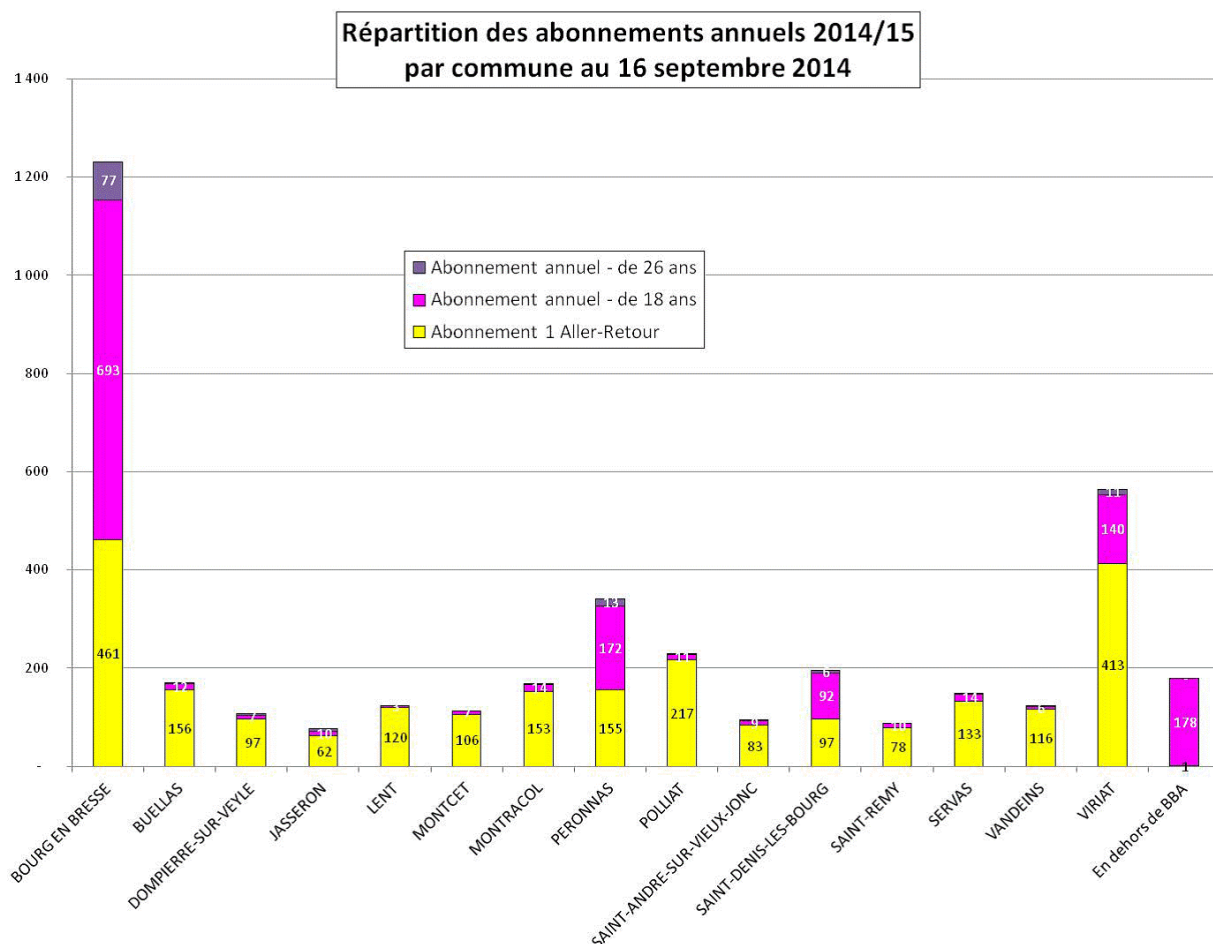
Les lignes départementales 119 (du lundi au dimanche) et 120 (du lundi au vendredi) passent à Corgenon pour rejoindre la gare SNCF et le centre-ville.

**En terme de fréquentation, on identifie 180 habitants de Buellas qui empruntent régulièrement les transports en commun depuis septembre 2014**, et qui se sont abonnés au mois ou à l'année (données BBA, article du bulletin municipal octobre 2014).

Le graphique suivant présente la répartition des abonnements annuels des jeunes au 16/09/2014.



Extraits du plan 2013 du réseau TUB et zoom sur les arrêts à Buellas – [www.tub-bourg.fr](http://www.tub-bourg.fr)



**Répartition des abonnements annuels des jeunes par commune de BBA au 16/09/2014 –  
Donnée : Direction Transports et Mobilité de Bourg-en-Bresse Agglomération**

En outre, **le réseau Car Ain**, du Conseil général assure une liaison quotidienne entre la Gare SNCF de Bourg-en-Bresse et les villes de :

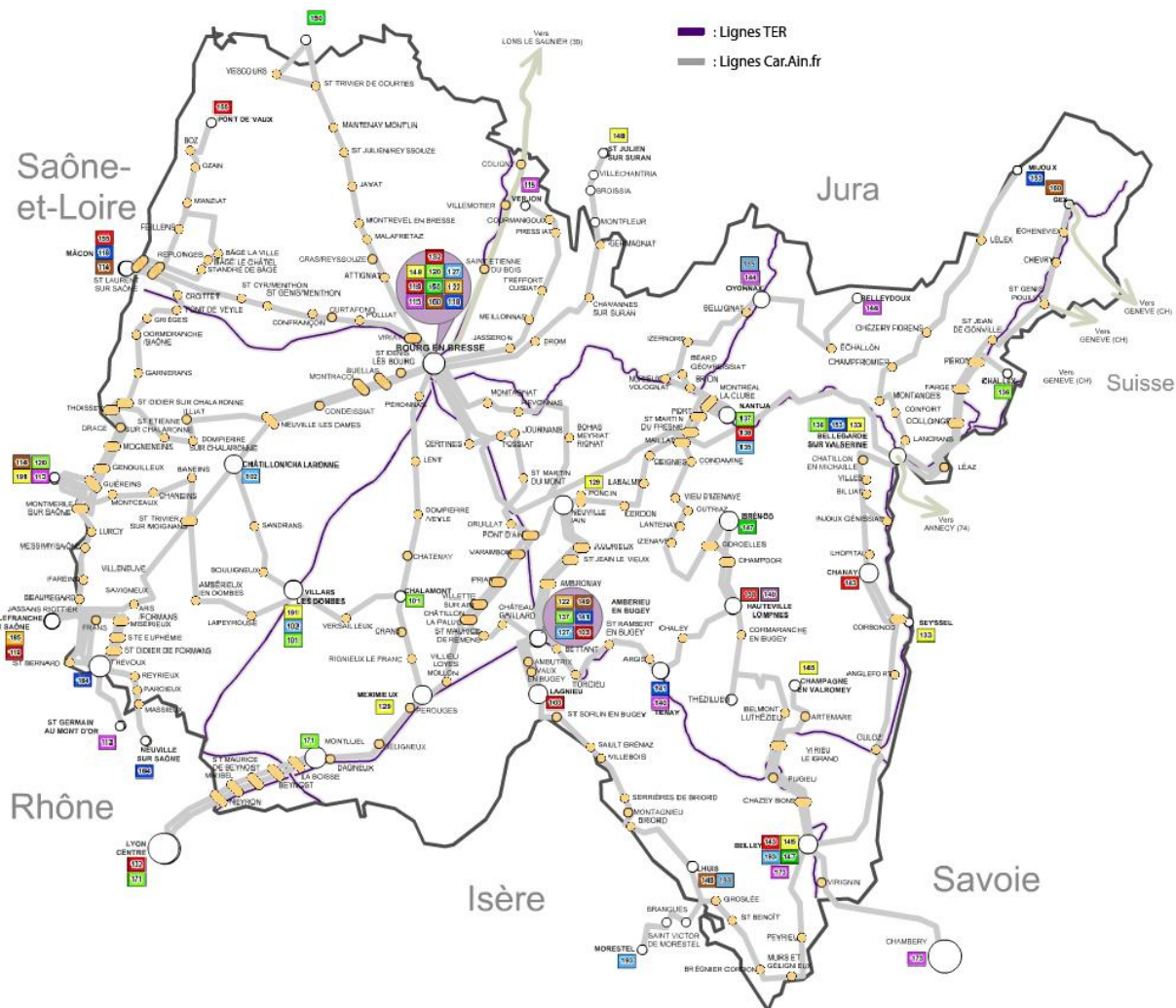
- Mâcon (ligne 118)
- Villefranche-sur-Saône (ligne 119) avec un arrêt pour la commune de Buellas sur la RD936, à Corgenon ;
- Belleville (ligne 120) avec un arrêt pour la commune de Buellas sur la RD936 à Corgenon ;
- Ambérieu-en-Bugey (127)
- Lyon (132)

Cette offre est complétée par le réseau de Trains Express Régionaux (TER) avec les lignes 30 (Mâcon-Bourg-Ambérieu), 31 (Saint-Claude-Oyonnax-Bourg) et 32 (Bourg-en-Bresse-Lyon).

Les gares les plus proches de Buellas sont :

- halte ferroviaire de Polliat avec parking voitures, et consignes individuelles vélos en libre accès (9 min)
- gare de Bourg-en-Bresse avec guichet, 48 places vélos et parking voitures (14 mn).

Enfin, un parking relais ou de covoiturage est à définir avec l'agglomération sur le secteur de Corgenon.



Carte du réseau de transport départemental - [http://www.ain.fr/jcms/int\\_60339/carainfr](http://www.ain.fr/jcms/int_60339/carainfr)

## 4.5 Les mobilités douces

Les modes doux constituent une alternative à la voiture.

Dans le cadre de la Politique Globale des Déplacements (PGD) et du Plan Climat Energie Territorial (PCET), Bourg-en-Bresse Agglomération s'est engagée dans une véritable politique cyclable communautaire qui se traduit par le développement d'aménagements et de services autour du vélo, notamment :

- la création d'aménagements cyclables sur les principaux axes du territoire
- l'installation de parcs de stationnements vélos (arceaux)
- la création d'une vélostation en gare de Bourg-en-Bresse (location de vélos, informations...) en 2014
- la réflexion sur la voie verte Bourg-en-Bresse/Montrevel
- le soutien à l'achat de vélos à assistance électrique
- la mise en place d'une signalisation spécifique des itinéraires cyclables par le plan jalonnement cyclable.

Sur ce dernier point, la communauté d'agglomération propose une **carte des itinéraires cyclables** conseillés sur tout le territoire de l'agglomération.

Des panneaux de signalisation spécifiques ont été installés le long des voies comportant des aménagements cyclables ou à faible circulation routière. Ils ont pour intérêt de guider le cycliste dans ses déplacements et de lui indiquer des itinéraires continus et sécurisés.

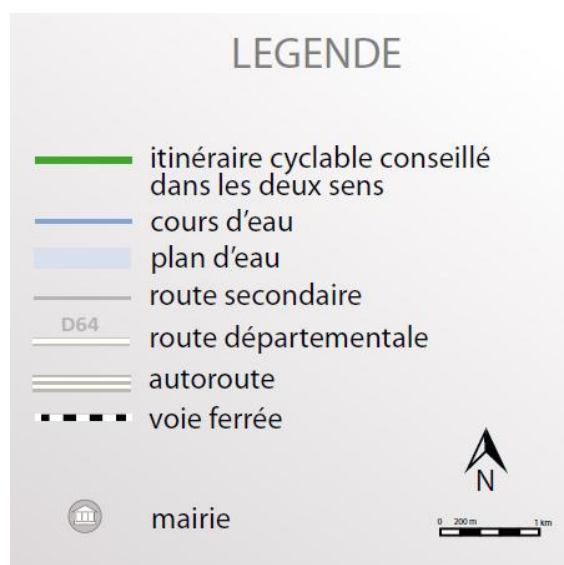
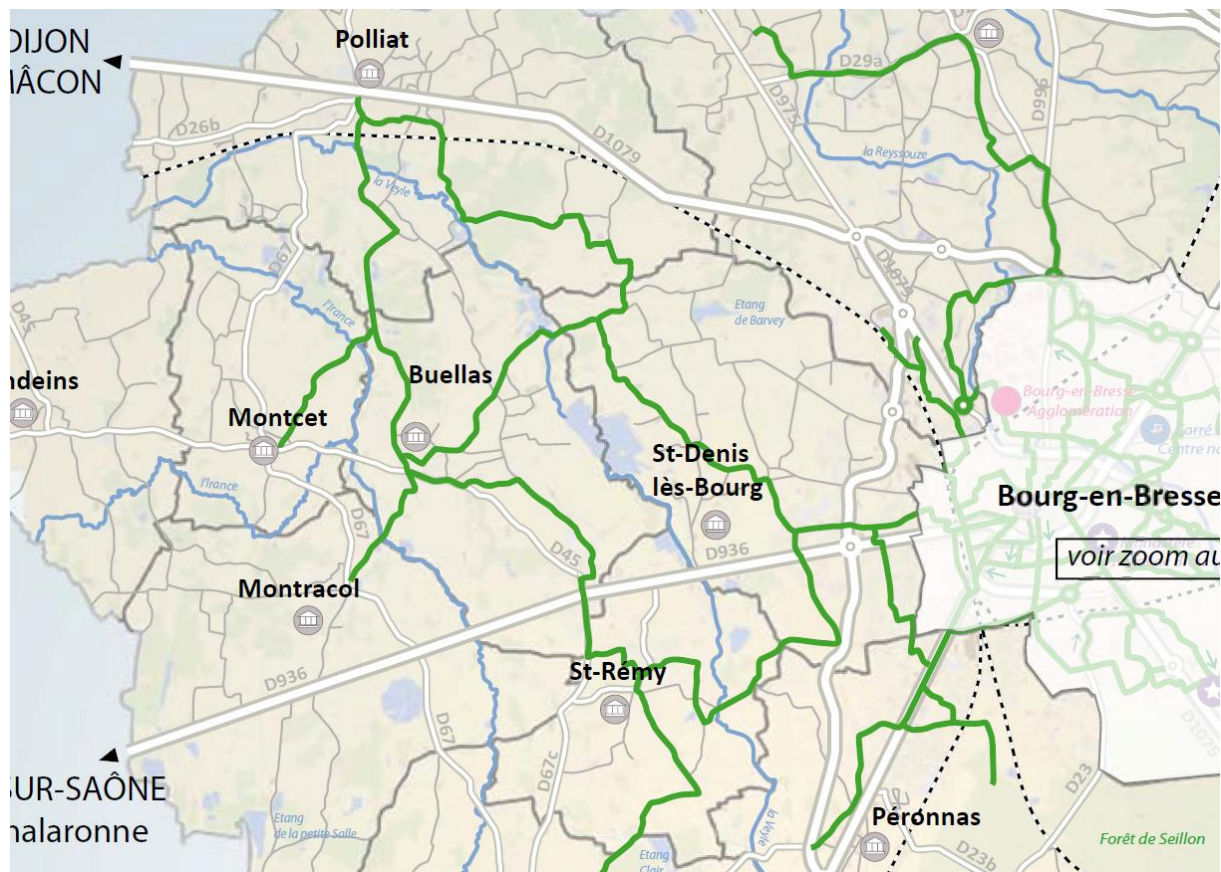
La carte représente les itinéraires jalonnés.

**Ils assurent un maillage du territoire de Buellas en direction de la ville centre et des communes voisines :**

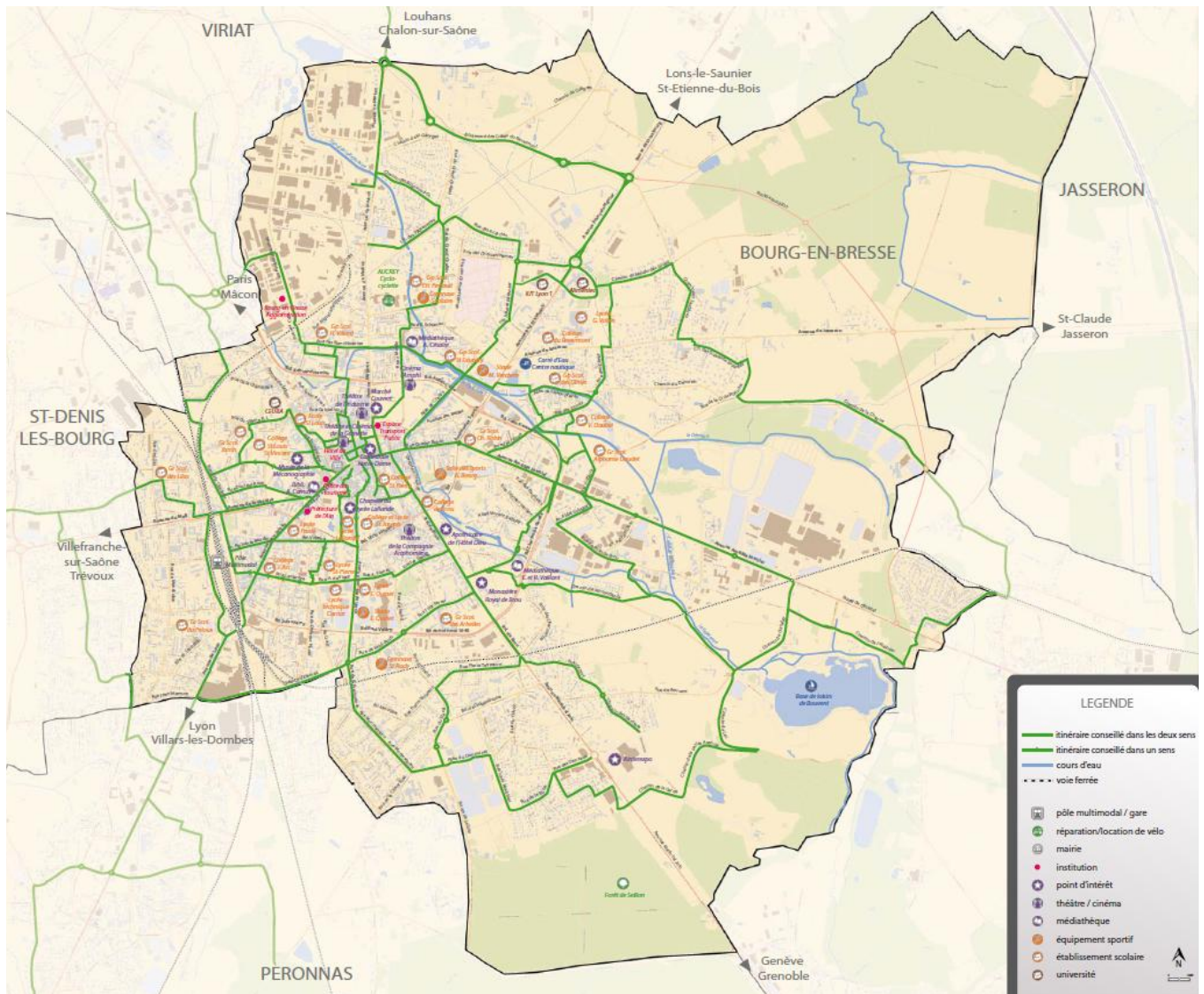
- Polliat ; l'itinéraire emprunte le chemin de la Poudrerie puis le le chemin de Jouffroy, le chemin de Champvent pour joindre la rue de l'Eglise à Polliat ;
- Montcet ; l'itinéraire emprunte le chemin de la Poudrerie puis le chemin de l'Illon et le chemin de la Passerelle pour joindre le cœur du village de Montcet ;
- Montracol ; l'itinéraire emprunte le chemin du Pré Bérard pour rejoindre le village de Montracol ;
- St-Rémy ; l'itinéraire emprunte pour partie la RD45 au niveau du village de Buellas, puis l'allée des Condamines, le chemin du Petit Corgenon et de nouveau la RD45 par la rue de la Poste au niveau de Corgenon, jusqu'à St Rémy ;
- St-Denis-lès-Bourg ; l'itinéraire emprunte la montée des Cerisiers, puis le chemin des Rippes, le chemin de Chamambard, pour se diriger vers St-Denis par le chemin de Viocet.

En bref, le chemin conseillé pour rejoindre le centre de Bourg-en-Bresse depuis le village de Buellas, par St-Denis-lès-Bourg correspond à une distance de moins de 10 km.

Ce plan identifie également les points d'intérêt sur les communes de l'agglomération (plans d'eau, cours d'eau, mairie) ainsi que sur la commune-centre (pôle multimodal/gare, réparation/location de vélo, équipements sportifs, scolaires et culturels).



**Extrait de la carte des itinéraires conseillés pour le mode cyclable –**  
 Direction transports et mobilités (BBA) – 09/2013



**Zooms sur Bourg-en-Bresse - Itinéraires conseillés pour le mode cyclable –**  
 Direction transports et mobilités (BBA) – 09/2013

Des cheminements doux (piétons) ont, d'ores et déjà, été aménagés le long de la RD 45, afin de relier, en toute sécurité, les entités urbaines aux principaux équipements publics (groupe scolaire, terrain de sport...). Ils constituent un plus paysager, à proximité des zones urbanisées.

**La commune envisage de poursuivre la sécurisation des abords de la RD 45**, pour permettre les déplacements doux entre le bourg (pôle administratif de la commune) et Corgenon (pôle commercial).

Le PLU devra également, au travers notamment des **orientations d'aménagement**, veiller à ménager des liaisons douces inter-quartiers, permettant de joindre tant les équipements communaux, les commerces et les éventuels points de desserte des transports collectifs, que les itinéraires récréatifs (accès aux chemins de randonnées, aux gravières ...).

**Cheminement piéton mettant en relation les hameaux aux équipements publics (groupe scolaire, terrain de sport...)**



## 4.6 Les capacités de stationnement

Conformément à l'article L.151-4, le rapport de présentation établit un **inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités**.

Il s'agit de calibrer les exigences du PLU en matière de stationnement par rapport à la capacité existante pour ne pas induire des consommations d'espaces excessives pour cet usage au détriment des possibilités de construction.

La commune de Buellas dispose de stationnements ouverts au public, pour les véhicules motorisés légers :

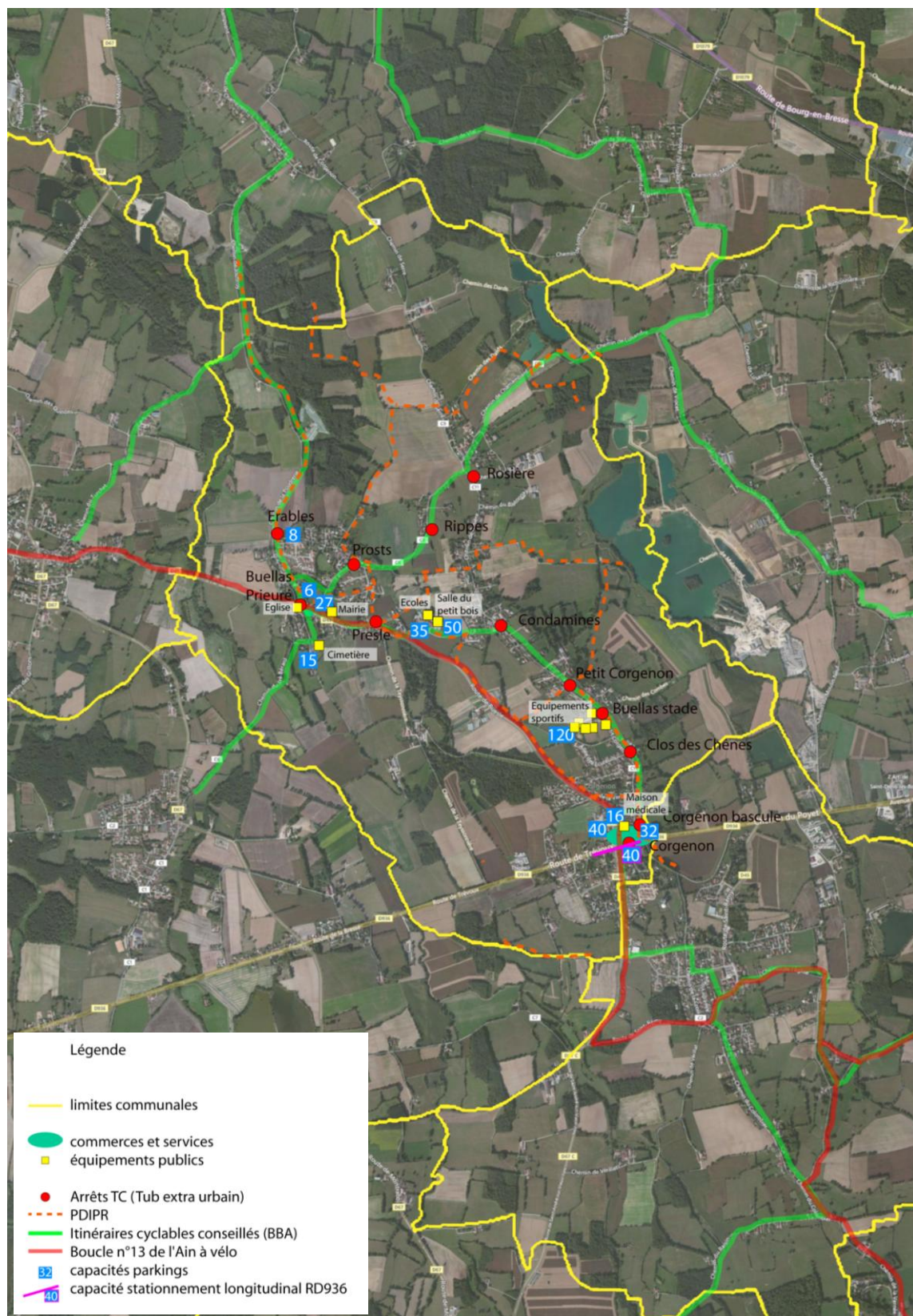
- dans le centre-bourg de Buellas à proximité de l'Eglise et du restaurant (6 places), de la mairie (27 places dont 16 rue de la Mairie et 11 au chemin de Bonafou) en stationnement longitudinal, et à proximité du cimetière (15 places environ) ;
- dans le pôle de Corgenon autour de la maison médicale (16 places), autour des commerces et services au chemin Neuf (40 places) et de la RD9336, derrière la boucherie/pharmacie (32 places), et le long de la RD936 (40 places environ).
- A proximité de l'école (35 places environ) et de la salle du petit bois (50 places environ).
- A proximité des équipements sportifs (120 places environ).

En outre, les arrêts de bus pour les plus stratégiques à proximité des commerces, services et équipements (Buellas Prieuré, Presle, Corgenon, Buellas stade) disposent de places de stationnement calibrées de manière satisfaisante. Les autres arrêts de bus, essentiellement localisés dans des secteurs d'habitat (Condamines, Petit Corgenon, Clos des Chênes, Rippes, Prosts...) ne présentent pas forcément de stationnements mais, les voies qui les supportent sont identifiées par BBA pour les itinéraires cyclables conseillés.

### Enjeux identifiés :

- Enjeu de promouvoir les modes alternatifs à l'automobile
  - pour les déplacements internes à la commune ou à proximité : promouvoir les modes doux, développer des stationnements-vélos
  - pour les déplacements externes au bourg : promouvoir l'usage des différents réseaux existants, le covoiturage avec des aires adaptées.

## Synthèse



**Schéma des arrêts TC, voies « douces » et capacités de stationnement de Buellas**  
BLC 2014

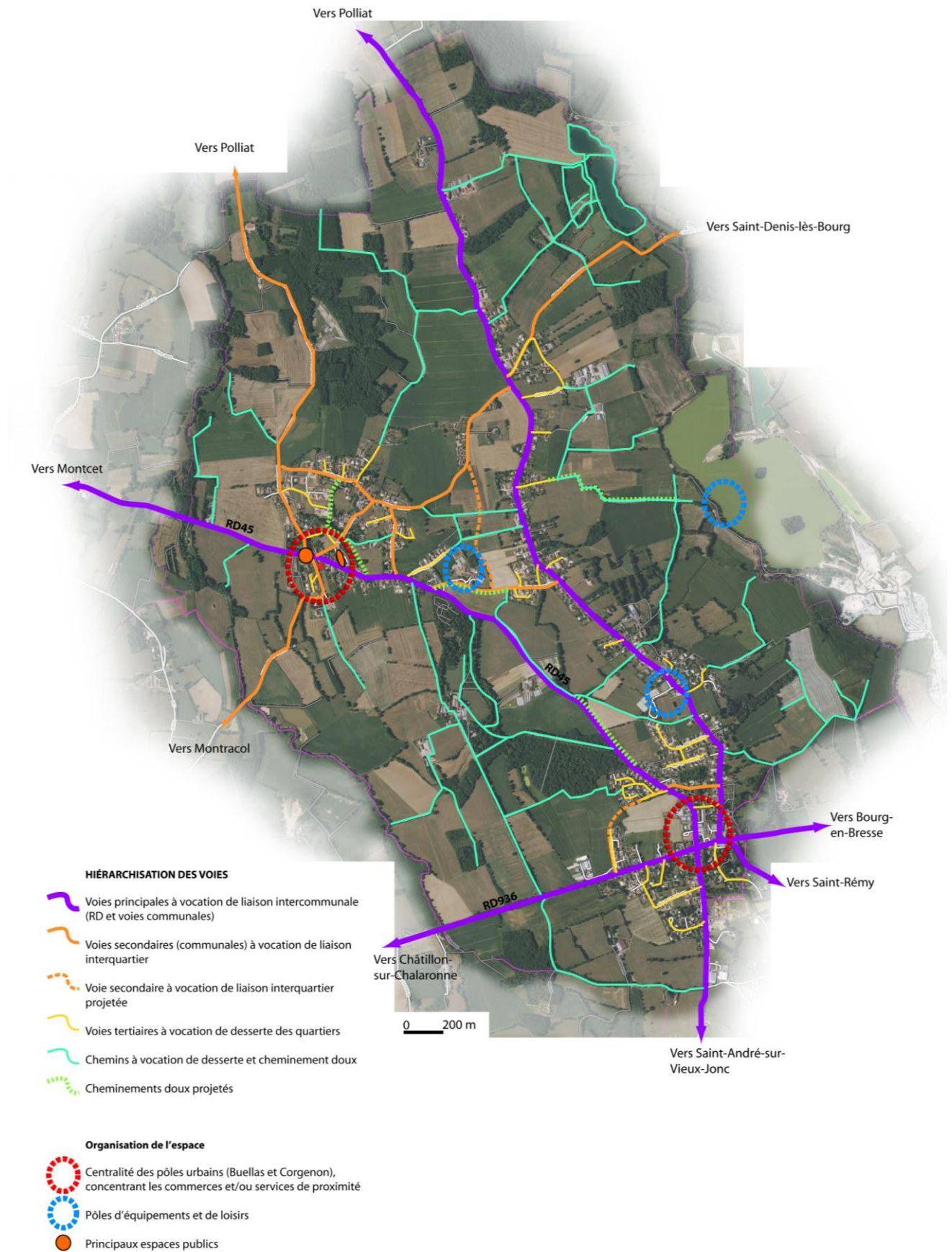


Schéma d'analyse de la hiérarchisation des voies - BLC 2011, actualisé 12/2017

## 5. ECONOMIE ET EMPLOI

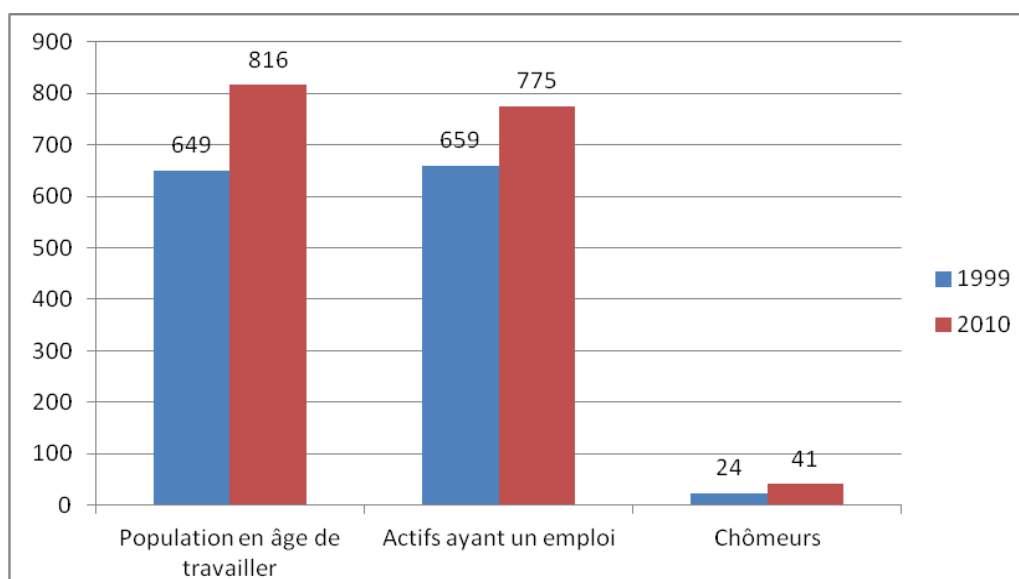
Le passage de la RD 936 au Sud de la commune, a permis le développement d'activités artisanales, de services et de commerces qui, bien qu'ils soient déconnectés du centre administratif de Buellas, constituent autant de points d'appui à la dynamique communale.

### 5.1 La population active

**Une commune qui gagne des actifs, mais dont la part d'actifs occupés est en légère baisse.**

Entre 1999 et 2010, la population active, c'est-à-dire la population en âge de travailler, a gagné environ 252 personnes.

Cependant, la part d'actifs a diminué de 2,3 points sur la même période, portant le taux d'emploi de la population active à environ 70%.



**Evolution des 15-64 ans par type d'activités**

Source : INSEE - RGP

Cette diminution du nombre d'actifs occupés est due, pour partie, à une hausse légère du nombre de chômeurs : ils constituaient 2,8% de la population âgée de 15 à 64 ans en 1999, et 3,7% en 2010. Ce pourcentage reste toutefois largement inférieur, au taux du département qui s'élève à 6,6% en 2010.

Le second facteur est lié à la hausse du nombre de retraités et pré-retraités sur la période intercensitaire. Ils représentent en 2010, 12,7% de la population des 15-64 ans et marquent l'amorce

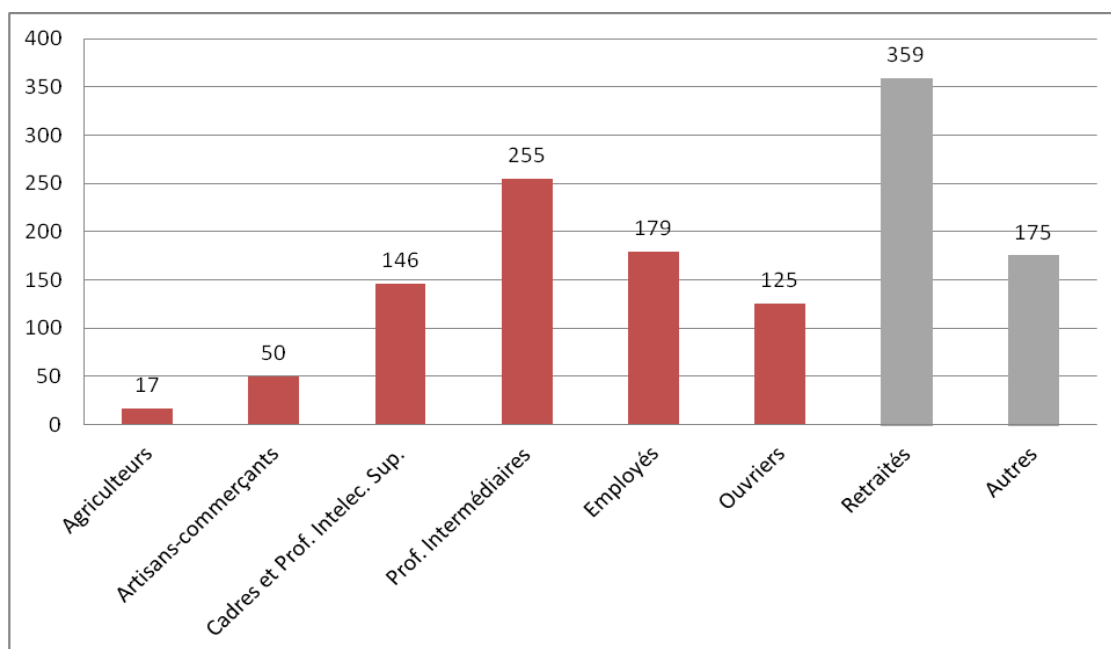
du vieillissement de la population (ils en représentaient 8,7% en 1999). En effet, à l'échelle du département, le pourcentage de la population retraités ou pré-retraités en 2010 s'élève à 8,4%.

Suivant la tendance nationale, la population active s'est féminisée. Les femmes occupent toutefois toujours relativement plus d'emplois à temps partiels (35% des 352 femmes salariées de 15 à 64 ans en 20) que les hommes (3,8% des 326 salariés).

### Un profil socioprofessionnel plutôt marqué par la présence de professions intermédiaires et employés

Professions intermédiaires et employés sont les plus représentés sur la commune.

En effet, en 2010, la population de 15 ans ou plus de la commune, en-dehors des retraités, était dominée à hauteur de 19% par les professions intermédiaires, 14% par les employés, auxquels s'ajoutent les cadres (11%).



#### Population de 15 ans ou plus par catégorie socio-professionnelle

Source : INSEE – RGP 2010

Les artisans-commerçants en 2010 représentent 4% de la population de 15 ans ou plus.

Les agriculteurs, au nombre de 17 en 2010, n'en représentent que 1%.

#### Enjeux identifiés :

- Enjeu de fixer une population de « classes moyennes à supérieures »
- Enjeu de réponses à leurs besoins et à ceux des retraités, très présents sur la commune

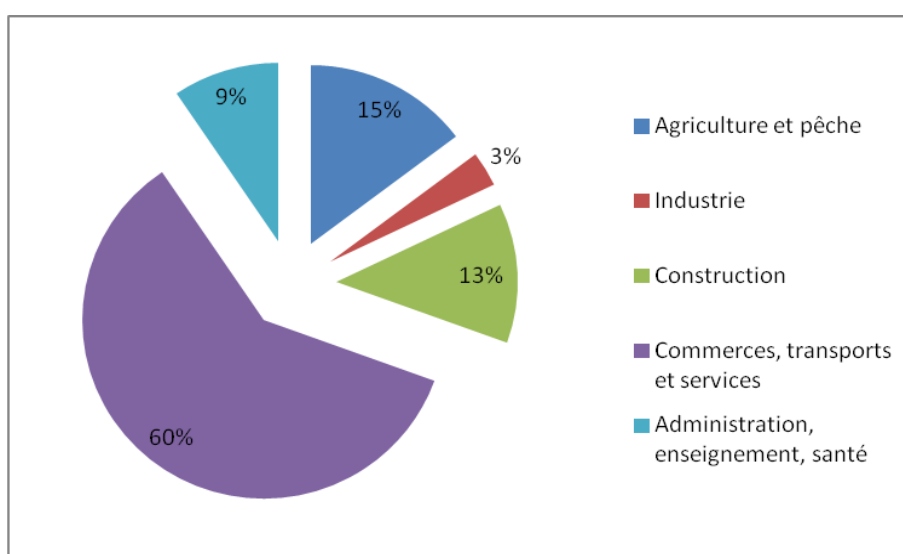
## 5.2 Les activités économiques

**Buellas compte, au 31 décembre 2011, d'après les statiques de l'INSEE, 95 entreprises** (sièges sociaux actifs) et 99 établissements (unités de production dépendantes juridiquement des entreprises).

La CCI en comptabilise 47 (d'après l'Annuaire des entreprises de France – 2016).

Ces sièges sont répartis par secteur d'activité selon le graphique suivant : 60% (57 entreprises) exercent une activité de commerce, transport ou service.

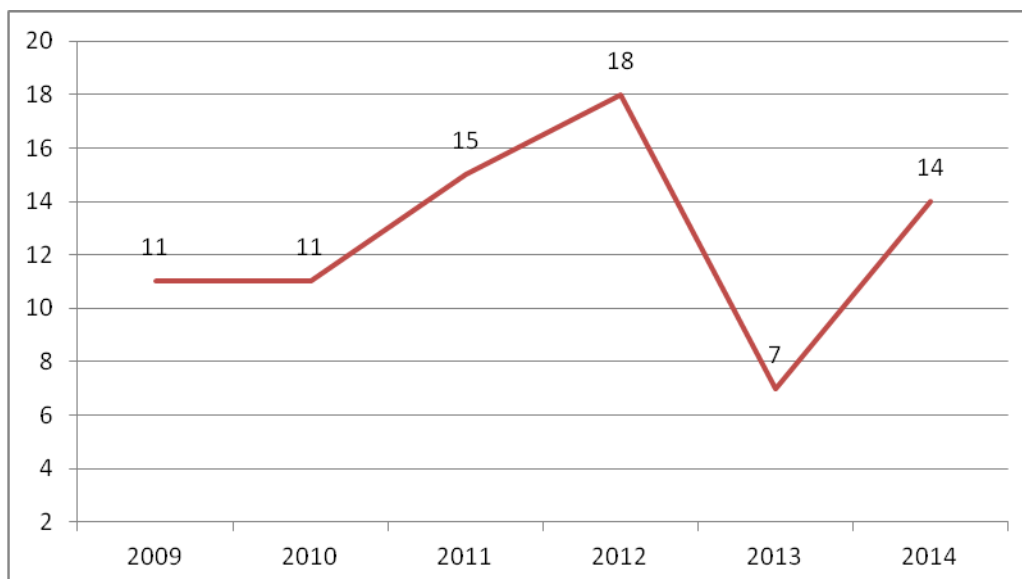
Suivent les entreprises du secteur agricole (15), de la construction (13%) et de l'administration (9%). L'industrie est très faiblement représentée.



**Répartition des entreprises (sièges sociaux actifs) par secteur d'activité au 31 décembre 2011**

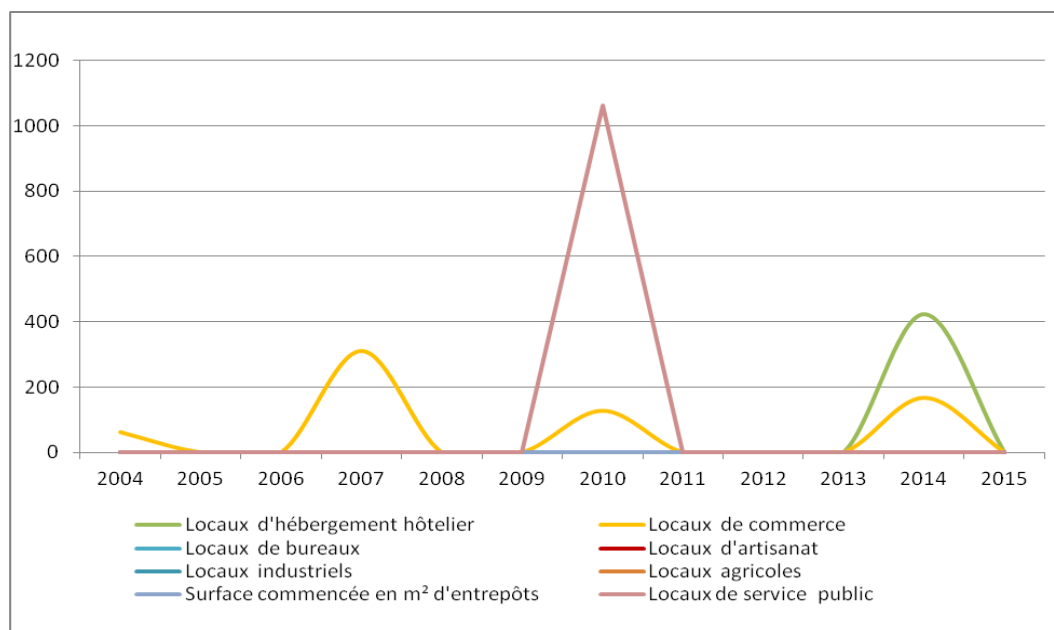
Source : INSEE, CLAP

Il s'agit essentiellement de **Très petites entreprises** sans salarié (71 établissements soit 72% d'entre eux) ou comptant 1 à 9 salariés (26 établissements soit 26% d'entre eux).

**Evolution des créations d'établissements de 2009 à 2014**

Source : INSEE, base Sirene

Plus de 10 établissements se sont créés par an à Buellas entre 2009 et 2014, sauf en 2013 où leur nombre a chuté à 7, suite à une dynamique de croissance sur les trois années précédentes.

**Evolution de la surface de locaux commencés (m² SDP) par type entre 2004 et 2015**

Source SITADEL (données 2004 à 2012 en date réelle, 2013 et 2015 en date de prise en compte)

**Sur la période 2004-2015, selon les données Sitadel disponibles, 2.157 m² SDP de surfaces de locaux ont été engagées à Buellas, soit 180 m² SDP/an sur les typologies suivantes :**

- locaux commerciaux : 84 m² SDP en moyenne par an
- locaux de service public : 133 m² SDP (exclusivement sur 2010 – grand équipement ?)
- locaux d'hébergement hôtelier : 53 m² SDP (exclusivement sur 2014)

Aucune construction de locaux d'artisanat, de bureaux, agricoles, d'entrepôts ou industriels n'est comptabilisée.

**Enjeux identifiés :**

- Enjeu du maintien de la dynamique de développement des commerces / services
- Enjeu de développement des petites entreprises artisanales et industrielles (qui participera au maintien de la dynamique commerciale)

## 5.2.1 Les commerces et services

### ■ Les documents-cadres

#### ➤ Le Schéma de Développement commercial de l'Ain de 2004

Le schéma de développement commercial de l'Ain a été approuvé par l'observatoire départemental d'équipement commercial, le **17 mai 2004**.

Il rassemble les informations disponibles sur l'activité commerciale et son environnement économique. **Il comporte une analyse prospective qui indique les orientations en matière de développement commercial et les secteurs d'activités commerciales à privilégier.**

Il doit être compatible avec SCoT, les schémas de secteurs ainsi qu'avec les schémas de développement commercial des départements voisins.

**Le diagnostic et l'analyse prospective à horizon 2010**, établis en 2004 ont permis de définir, à échelle départementale, plusieurs orientations générales, notamment sur :

- Le renforcement des centres villes ou les centres d'activités très affaiblis où serait reconnue la nécessité de préserver ou de favoriser la réimplantation de commerces
- Le renforcement des liens entre commerces de centre villes et de périphéries
- L'examen des créations de nouvelles surfaces commerciales raisonnables au regard de la zone de chalandise, en veillant à leur implantation en zone commerciale définie et à leur inscription en continuité urbaine

Il comporte par ailleurs **étude plus fine sur plusieurs secteurs dont celui de Bourg-en-Bresse** et y définit les orientations spécifiques suivantes :

- Prendre en compte l'impact, selon les secteurs d'activités, sur les pôles commerciaux secondaires alentour, des projets commerciaux prévus sur l'agglomération de Bourg-en-Bresse tout en veillant à contenir l'évasion sur les départements limitrophes.
- Eviter la juxtaposition, au sein d'une même zone, d'activités artisanales, industrielles et commerciales (notamment à l'occasion de la requalification de zones d'activités vieillissantes).
- Veiller à une bonne intégration paysagère et à une bonne organisation des zones commerciales situées en entrée de ville.
- Veiller à la qualité architecturale des projets, à la bonne organisation des accès dans les zones commerciales.
- Renforcer les liaisons entre commerces de centre-ville et commerces de périphérie

En tant que commune rurale périphérique de Bourg-en-Bresse, Buellas n'est que peu concernée par ce schéma. On peut toutefois retenir que le **maintien et le développement de commerces en centre-bourg** permet de maintenir une certaine vitalité et de limiter certains déplacements automobiles en offrant un accès aux « biens de première nécessité ».

#### ➤ Le SCoT Bourg-Bresse-Revermont

Pour rappel, sur la question commerciale, les préconisations du SCoT concernent essentiellement les ZAE et surfaces au sein de l'unité urbaine et des pôles structurants du territoire.

Il préconise par ailleurs, sur l'ensemble du territoire, de **favoriser les commerces en rez-de-chaussée d'immeuble**, afin de garantir une mixité des fonctions.

### ■ Le tissu commercial de Buellas

Le tissu commercial de Buellas est concentré aux abords de la RD 936, sur le hameau de Corgenon. Ces commerces de proximité sont très usités des habitants de Buellas et des communes voisines

La Chambre de Commerce et d'Industrie recense en 2010, une dizaine de commerces majoritairement localisés à Corgenon.

On dénombre en effet :

- 1 magasin de vêtements,
- 2 cafés, restaurants,
- 1 boucherie,
- 1 boulangerie,
- 1 magasin de mobilier et décoration,
- 1 pizzeria,
- 1 magasin d'articles de collections,
- 1 pharmacie,
- 1 magasin de matériel informatique.

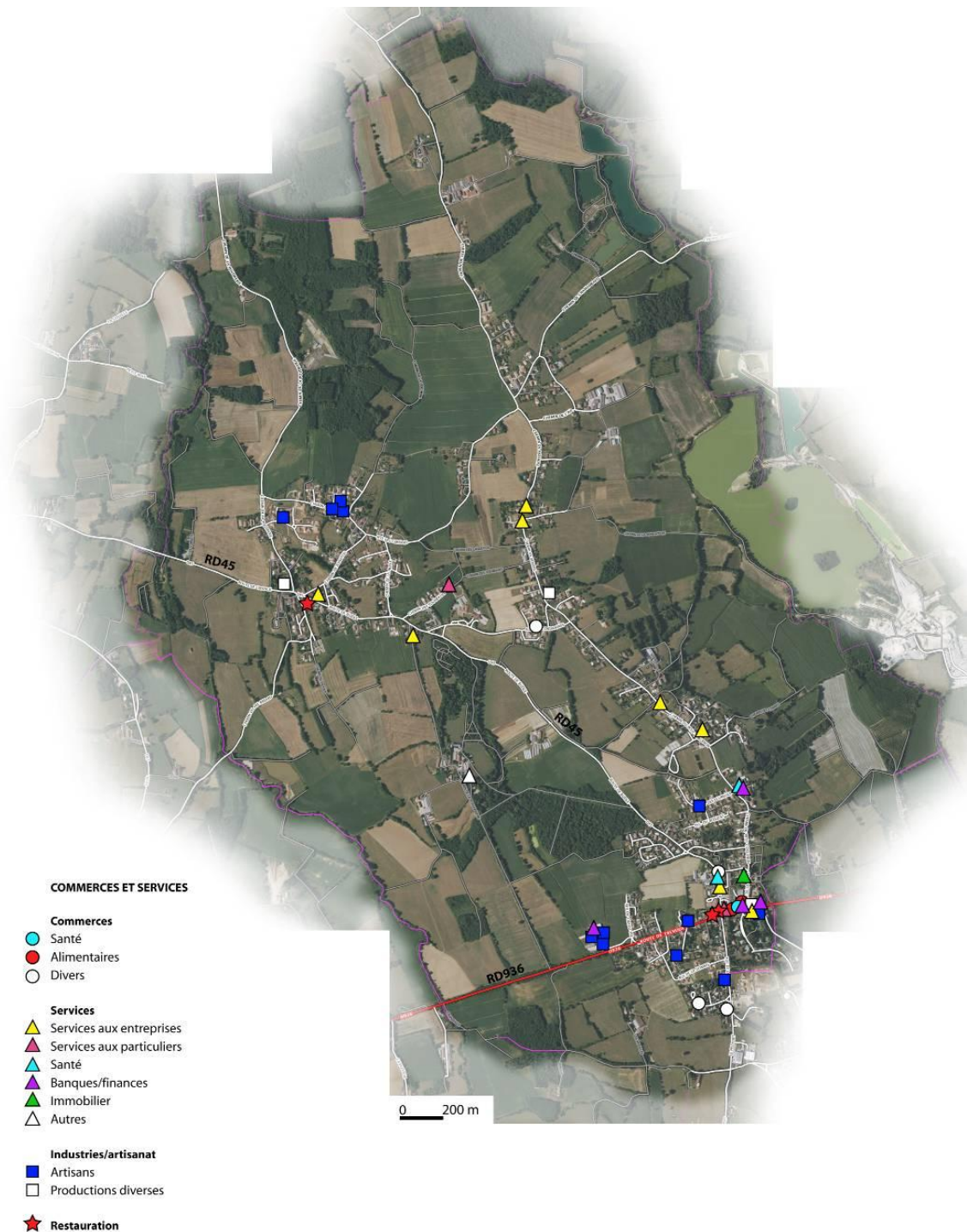


**Commerces et services le long de la RD 936**

Photo : BLC 2009

En termes de services médicaux, Buellas dispose enfin :

- d'un cabinet médical
- d'un cabinet d'orthophonie
- d'infirmiers
- de 2 kinésithérapeutes



### Localisation des commerces et services et activités sur le territoire communal

Source : AEF CCI – Cartographie BLC 2011

### 5.2.2 L'industrie et l'artisanat

La commune possède également un certain nombre d'activités artisanales et de services qui ont pu s'implanter notamment sur la zone artisanale des Thions et ailleurs sur la commune (cf carte ci-dessus).

D'une **surface de 1,5 ha, la zone artisanale des Thions** a notamment pu accueillir :

- Carrosserie Clair
- RMG (réparation automobile)
- MTM C. Thiry (menuiserie métallique et serrurerie)



**La ZA des Thions, le long de la RD**

Photo : BLC 2009

**La zone n'offre actuellement plus de possibilités d'extension.**

- *Voir également à ce sujet les orientations de la révision approuvée du SCoT Bourg-Bresse-Revermont.*

Afin de maintenir sa dynamique locale notamment commerciale et accueillir davantage de petites industries et entreprises artisanales, Buellas envisage d'étendre la ZA des Thions sur une surface cohérente avec les besoins.

#### **Enjeux identifiés :**

- **Enjeu de maintien et de développement :**
  - du tissu des petites entreprises industrielles et artisanales sur la commune, notamment par extension de la ZA des Thions, en tenant compte des projets « concurrents » sur les autres ZA du territoire du SCoT
  - du tissu des commerces et services, notamment en centre-bourg (Corgenon) et en rez-de-chaussée d'opérations en collectif

### 5.2.3 L'activité extractive Granulats Vicat

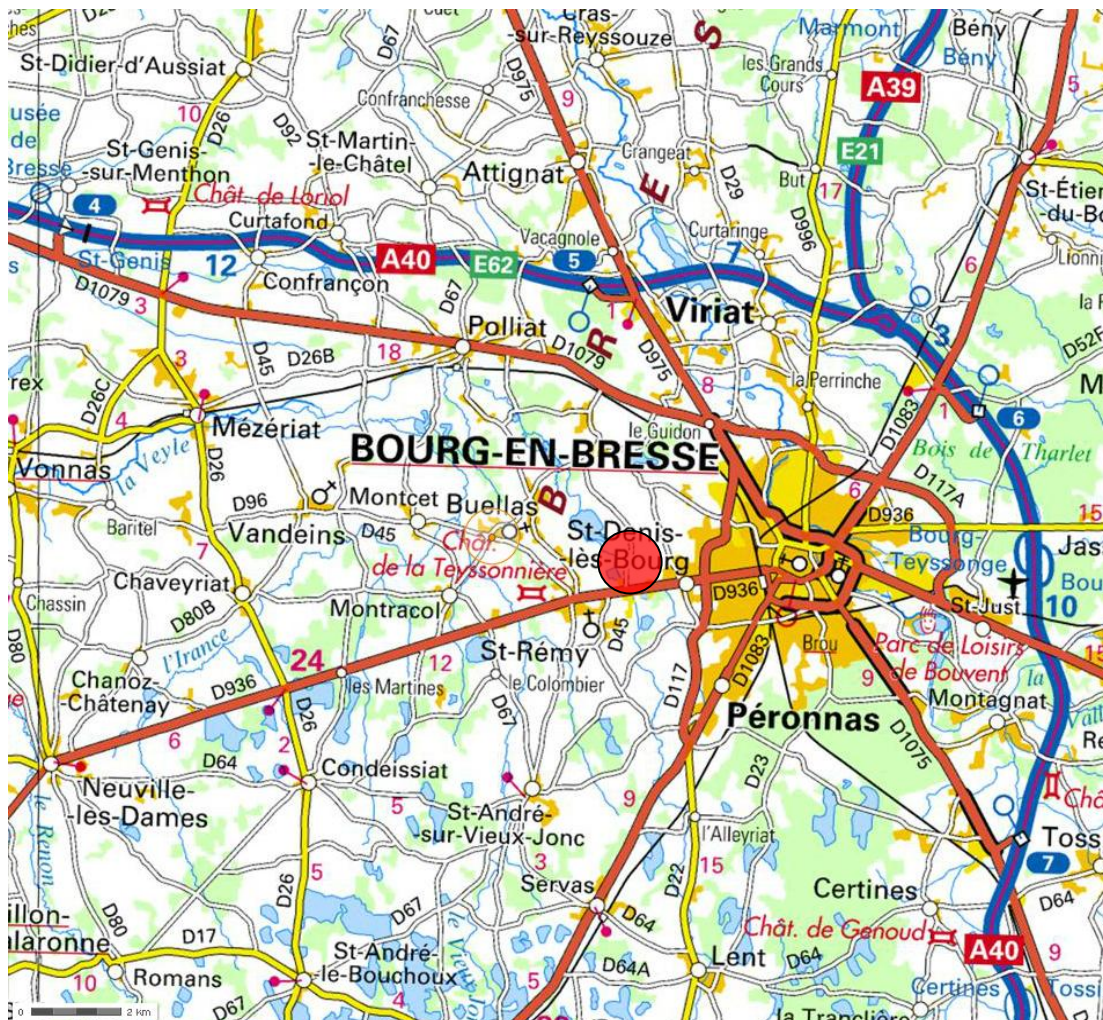
## ■ Présentation de l'activité

**La société GRANULATS VICAT exploite depuis 1969 (premières extractions) un gisement alluvionnaire de sables et graviers de qualité pour la production de granulats.**

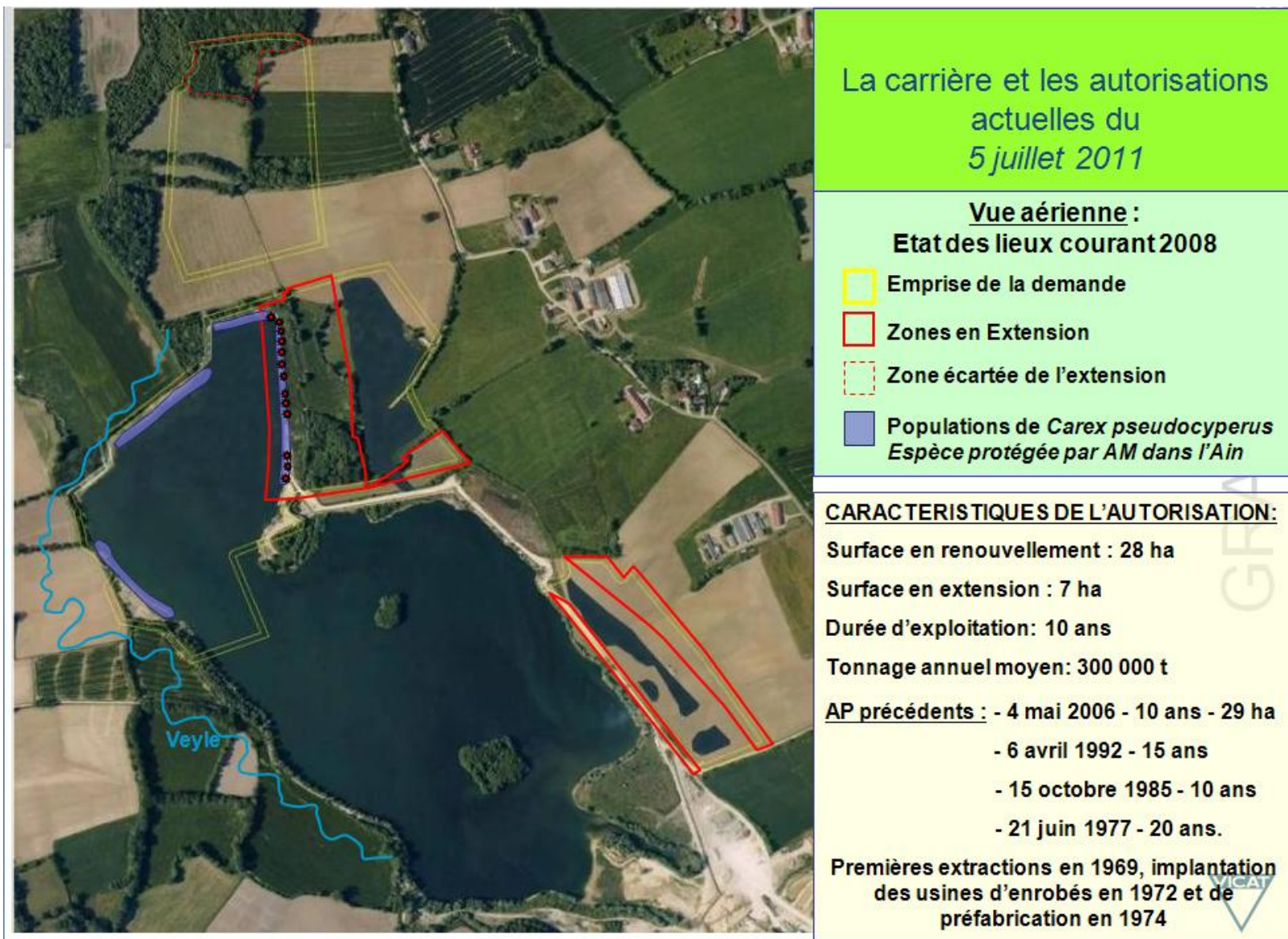
L'exploitation est actuellement autorisée, sur les communes de Saint-Denis-les-Bourg et Buellas, par l'arrêté préfectoral du 05/07/2011, pour une superficie de 28 ha en renouvellement et 7 ha en extension, aux lieux dits "Les Grands Prés" et "Les Prelys".

L'accès se fait par la RD936 sur la commune de Saint-Denis-les-Bourg.

Les usines d'enrobés et de préfabrication ont été respectivement implantées en 1972 et en 1974. Vicat dispose également d'une activité complémentaire (roches massive calcaire).



### Localisation de la gravière Granulats VICAT de Saint-Denis-les-Bourg – Fond IGN



Carte des autorisations actuelles du 05 juillet 2011 (renouvellement et extension) – Granulats Vicat



Carte des installations existantes – Granulats VICAT 2010

➤ **Principes de la méthode d'exploitation de la gravière**

L'exploitation du gisement alluvionnaire s'organise en 5 étapes :

- Décapage des terrains de couverture impropre à l'exploitation
- Extraction des matériaux sous eau à l'aide d'une dragline ou de tout autre moyen d'extraction en eau



Extraction - carrière GRANULATS VICAT de St Denis-lès-Bourg et de Buellas.

- Transfert des matériaux par convoyeurs à bande



Convoyeurs à bande - carrière GRANULATS VICAT de St Denis-lès-Bourg et de Buellas.

- Traitement des matériaux (concassage, criblage, lavage)



Installation de traitement des matériaux – carrière de St Denis-lès-Bourg et de Buellas.

- Remise en état.

#### ➤ **Production actuelle**

Le site de Saint Denis les Bourg est actuellement autorisé pour une production moyenne de **300 000t/an** et une production maximale de 450 000t/an par arrêté préfectoral.

Les matériaux extraits sur la carrière sont ainsi répartie :

- GEA (Groupement des enrobés de l'AIN) : 46% des matériaux extraits valorisés en produits nobles routiers à destination de l'ensemble des routes de l'agglomération.
- ALKERN : 18% des matériaux extraits valorisés en blocs d'agglomérés à destination de la construction locale ou collective.
- le reste, en totalité produit fini, est utilisé par les sociétés locales du bâtiment (constructeurs, maçons, carreleurs...), de la voirie et réseaux divers (eaux, électricité, téléphone...), les artisans et les particuliers

**La production génère 35 emplois directs** répartis comme suit :

- 15 pour la gravière
- 5 pour la centrale d'enrobés
- 15 pour l'usine de préfabrication

Notons que la carrière dispose d'une **activité de recyclage** qui traite environ 30 000 Tonnes/an à destination des chantiers immédiats du BTP (souvent double fret).

**L'entreprise vend la quasi totalité de ses produits à moins de 20 km de la zone d'extraction.** Seule une part de 2% est vendue à une distance plus importante, en raison de la qualité du produit.

Vicat estime que 37.5% des besoins de l'agglomération seraient satisfaits par la carrière de Saint Denis les Bourg-Buellas.

La capacité restante de l'actuel périmètre autorisé sur la commune de Saint-Denis-les-Bourg (autorisation établie sur 28 ha, depuis le 05 juillet 2011 et jusqu'en 2021) n'assurerait une poursuite de l'exploitation que pour les 3 à 4 années à venir.

La société GRANULATS VICAT souhaite donc anticiper l'extension de la gravière.

## ■ Les besoins futurs en granulats

### ➤ Les « documents cadres »

Il existe des documents « cadre » qui définissent les orientations durables en matière d'activité de carrières, sur un large territoire :

- le cadre régional « matériaux et carrières » élaboré à l'échelle de la région en mars 2013,
- le schéma départemental des carrières de l'Ain adopté en mai 2004,
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), qui sera abordé dans l'Etat initial de l'environnement

Il convient de s'attacher au cadre régional « matériaux et carrières » élaboré à l'échelle de la région, en mars 2013, plus récent que le schéma départemental adopté en mai 2004 et qui en fait d'ailleurs un bilan d'application.

*Remarque : Les schémas départementaux vont être remplacés à terme par des schémas régionaux co-élaborés entre l'État et la Région et "pris en compte" par les PLU. Ils doivent être adoptés d'ici à 2020.*

Le cadre régional évalue l'activité des carrières dans l'Ain en 2008. **Le département ne connaît pas de baisse de production malgré un nombre de sites qui diminue entre 2000 et 2008.** La production de matériaux non alluvionnaires progresse depuis plusieurs années.

Les usages des matériaux extraits correspondent principalement aux activités du bâtiment (57%) et des travaux publics (37%).

Il met en exergue que **les besoins ne seraient plus assurés dès 2020, le nombre de carrières autorisées étant alors réduit de moitié.**

L'utilisation de transports alternatifs compte pour 14% des tonnages produits (voie d'eau, voie ferrée, bandes transporteuses).

L'utilisation de produits recyclés compte pour 8 % de la production des matériaux.

L'évaluation du schéma départemental indique que la seule remarque importante concerne l'objectif de substitution des matériaux alluvionnaires par les matériaux de roches massives qui n'est pas atteint. Les autres orientations du schéma n'entraînant pas de difficultés particulières pour l'instruction des dossiers d'ouverture ou d'extension de carrières.

**Il est important de remarquer que le département de l'Ain compte de très nombreuses carrières alluvionnaires, de gisements très importants, qui sont exploités depuis de très nombreuses**

**années.** A contrario, les gisements de roches massives sont historiquement plus rares, souvent mal desservis par les infrastructures de transport comparés aux carrières alluvionnaires.

**Le cadre régional propose la définition d'orientations pour la gestion durable des granulats et des matériaux de carrières :**

- Assurer un approvisionnement sur le long terme des bassins régionaux de consommation par la planification locale et la préservation des capacités d'exploitation des gisements existants
- Veiller à la préservation et à l'accessibilité des gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional
- Maximiser l'emploi des matériaux recyclés, notamment par la valorisation des déchets du BTP, y compris en favorisant la mise en place de nouvelles filières pouvant émerger notamment pour l'utilisation dans les bétons
- Garantir un principe de proximité dans l'approvisionnement en matériaux
- Réduire l'exploitation des carrières en eau
- Garantir les capacités d'exploitation des carrières de roches massives et privilégier leur développement en substitution aux carrières alluvionnaires.
- Intensifier l'usage des modes alternatifs à la route dans le cadre d'une logistique d'ensemble de l'approvisionnement des bassins de consommation
- Orienter l'exploitation des gisements en matériaux vers les secteurs de moindres enjeux environnementaux et privilégier dans la mesure du possible l'extension des carrières sur les sites existants
- Orienter l'exploitation des carrières et leur remise en état pour préserver les espaces agricoles à enjeux et privilégier l'exploitation des carrières sur des zones non agricoles ou de faible valeur agronomique
- Garantir une exploitation préservant la qualité de l'environnement et respectant les équilibres écologiques
- Favoriser un réaménagement équilibré des carrières en respectant la vocation des territoires.

➤ **Les études « économiques » concernant les besoins en granulats et leur satisfaction à différentes échelles**

**Etude du service économique Rhône-Alpes (09/2010)**

Une étude sur le marché des granulats de la région Rhône-Alpes a été établie par le Service économique Rhône-Alpes en septembre 2010 pour le cadrage régional des carrières.

Celle-ci met en évidence une croissance démographique depuis 1999 supérieure à la moyenne nationale (données 1999-2006).

➤ **La demande**

La région Rhône Alpes représente une demande de 47.5 millions de tonnes de produits (hors ballasts et enrochements). Le département de l'Ain pèse pour 14 %, avec un besoin de 6 790 000 Tonnes, ce qui représente un besoin de 11.9 tonnes par habitant.

La demande par arrondissement a également été établie. Pour Bourg-en-Bresse, elle s'établit à 3 550 000 tonnes, soit 7% de la demande de la région, ce qui représente un besoin de 10.9 tonnes par habitant. Ce taux reste supérieur à la moyenne régionale (7.9 tonnes par habitant et par an).

➤ La production

Le département de l'Ain assure une large production de granulats dans la région Rhône-Alpes avec 7 400 000 tonnes, soit 16% de la production régionale.

Il assure également un recyclage à hauteur de 15% de la production (soit 540 000 tonnes).

Bourg-en-Bresse produit 2 960 000 tonnes, soit 6% de la production régionale.

La production régionale s'établit à plus de 47 millions de tonnes, hors ballast et enrochement (65% de roches meubles, 28% de roches massives et 7% de granulats recyclés sur plateformes), ce qui est égal à la demande.

➤ Les excédents et déficits

**En 2008, le département de l'Ain est en excédent. En revanche, l'arrondissement de Bourg-en-Bresse est en déficit (solde production-consommation).**

➤ La situation de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse

En 2008, l'approvisionnement en granulats naturels de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse se caractérise par une production de 2 100 000 tonnes dans un rayon de 20 km autour du chef lieu.

Cette production est majoritairement d'origine alluvionnaire (9 des 13 sites soit 75% de la production du rayon). Ces carrières de roches meubles sont localisées au nord ouest et au sud ouest de Bourg-en-Bresse. L'est de l'arrondissement concentre 4 carrières de roches calcaires, représentant un total de 530 000 tonnes extraites en 2008 (soit 25% de la production).

Néanmoins, un approvisionnement sur ce périmètre ne peut satisfaire que 59% de la demande de l'arrondissement (qui est de 3 550 000 tonnes en 2008).

Un approvisionnement dans un rayon (20, 40km) accroît les quantités de granulats disponibles : 2 740 000 tonnes supplémentaires, majoritairement alluvionnaires (84%), produites par des carrières de plus faible échelle (120 000 tonnes en moyenne), localisées au sud est du territoire sur les arrondissements de Nantua et Belley.

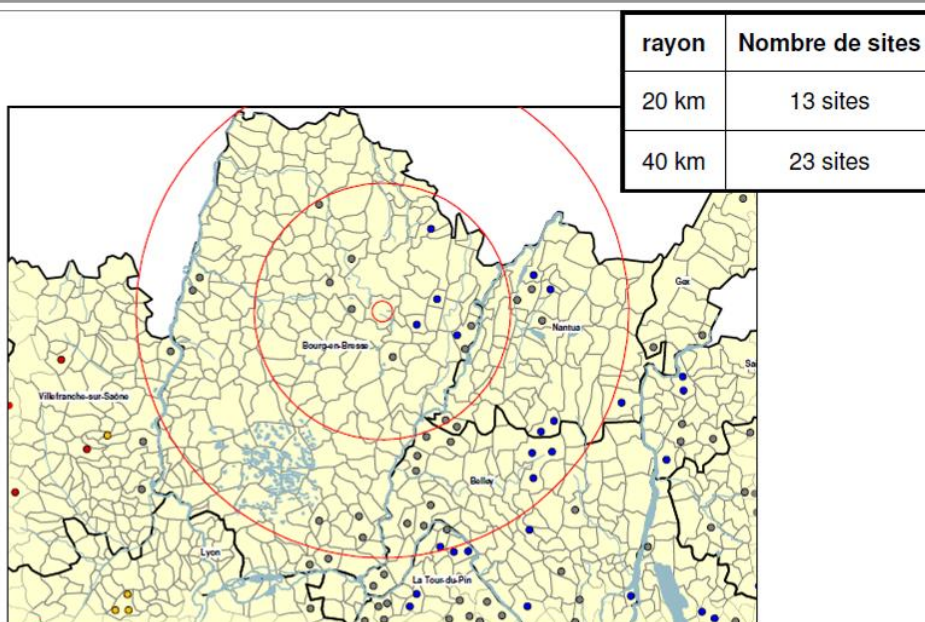
**En 2015, un non renouvellement des autorisations d'extraction impacterait principalement le rayon (0 ; 20 km), où de nombreuses carrières de roches meubles disparaissent.**

Toutefois, l'approvisionnement dans un rayon de 40 km autour de Bourg-en-Bresse ne serait plus suffisant pour satisfaire la demande de l'arrondissement.

En 2020, dans ce même rayon, la production de granulats (2 600 000 tonnes) satisferait encore plus de 70% de la demande du territoire ; si celle-ci restait bien-sûr inchangée...

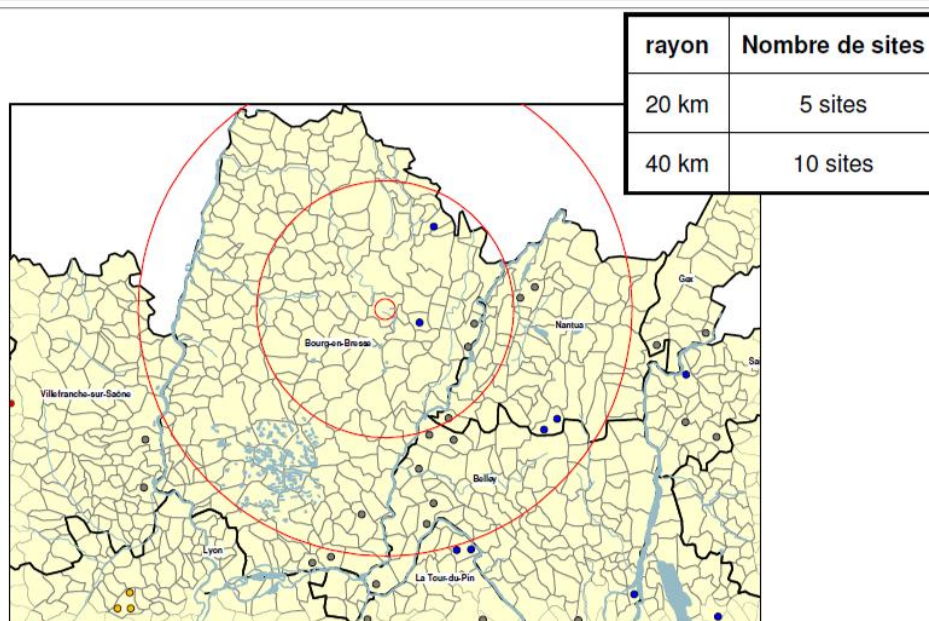
## AR de Bourg-en-Bresse : situation 2008

65



## AR de Bourg-en-Bresse : situation 2020

68



Extraits de l'étude du service économique RA – 09/2010

En conclusion, Granulats Vicat, sur la base de 10.9T/hab citée ci-dessus, estime le besoin pour l'agglomération de Bourg-en-Bresse à **800 000 tonnes par an**, dont la répartition est schématiquement de 40% pour le terrassement et le routier, 40% pour la construction et 20% pour le divers.

**L'étude d'opportunité économique, sociale et environnementale de Bourg-Bresse-Agglomération (Atelier du triangle 2015) s'appuie également sur le cadre régional précité.**

**Enjeux identifiés du projet d'extension :**

- Enjeu économique pour l'agglomération burgienne, actuellement en déficit de granulats et avec un risque accru si les renouvellements d'autorisation ne sont pas autorisés dans un avenir proche
- Enjeux sociaux et environnementaux (incidences potentielles sur les populations et écosystèmes).

## ■ Le projet d'extension de Granulats Vicat

**Le projet d'extension consiste en un déplacement de l'activité d'extraction.** Le transfert de tout-venant extrait sera réalisé par convoyeurs à bandes, et en aucun cas par camions. Les installations de traitement existantes seraient conservées à leur emplacement actuel.

### ➤ Etudes menées par la société

Dans le cadre de l'autorisation actuelle, plusieurs études nous ont été transmises :

- résumé non technique de l'étude d'impact établie pour l'autorisation actuelle menée par Vicat (septembre 2010)
- rapport de mesurage des niveaux sonores mené par la société SATMA (groupe VICAT, mai et août 2012, septembre 2014) et étude acoustique environnementale menée par AD ingénierie, partie extraction et partie installation (11/05/2016)
- étude sur les retombées de poussières menée par IGTA Prysm (janvier-février 2015)
- suivi écologique de la carrière de St-Denis-les-Bourg menée par Acer Campestre – bilan 2014 (février 2015).

La société est en cours de rédaction d'une **étude d'impact** (SATMA groupe VICAT) pour une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

Le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prévoit que les installations industrielles et agricoles d'une certaine importance doivent, dans un souci de protection de l'environnement, préalablement à leur mise en service, faire l'objet d'une autorisation prise sous la forme d'un arrêté préfectoral qui fixe les dispositions que l'exploitant devra respecter pour assurer cette protection. Cette demande d'autorisation est constituée sous l'entière responsabilité du demandeur auquel il appartient de démontrer la conformité de son projet avec la réglementation en vigueur, sa compatibilité avec la sensibilité de l'environnement, et la protection de la santé et de la sécurité publiques.

**Dans ce cadre, la société Granulats VICAT a réalisé plusieurs études spécifiques :**

- étude milieux naturels par Acer Campestre (24/04/2014 et mise à jour 30/06/2016),
- étude hydrogéologique par CPGF-HORIZON Centre Est (septembre 2014, complément mars 2015 et mise à jour en août 2016)
- étude hydraulique (dont espace de mobilité) par HTV (octobre 2014, complément mars 2015 et synthèse établie en juillet 2016)
- étude d'impact agricole par la Chambre d'agriculture (décembre 2014),
- étude acoustique menée par AD Ingénierie (juin 2015), et étude d'impact sonore du projet sur la commune, AD ingénierie (13/07/2016)
- inventaire des zones humides dans le cadre du projet d'extension par Acer Campestre (01/06/2015 et mise à jour le 17/02/2016)
- étude de projet et de stabilité par Equaterre (juillet 2015).

**Le PLU a été élaboré avec les premières études précitées, puis mis à jour avec les études plus récentes, lorsqu'elles existent. Seules les données les plus récentes sont présentées dans le présent rapport aux différentes rubriques (état initial de l'environnement, analyse des incidences du plan sur l'environnement, justification des choix retenus).**

### ➤ **Périmètre(s) d'étude**

La société Granulats VICAT envisage de poursuivre et de déplacer son activité sur une trentaine d'hectares au Sud de la gravière (*voir carte ci-dessous « zone d'étude »*), soit sur les lieux-dits « Grand Prely », « Prely » et « Les Combes ».

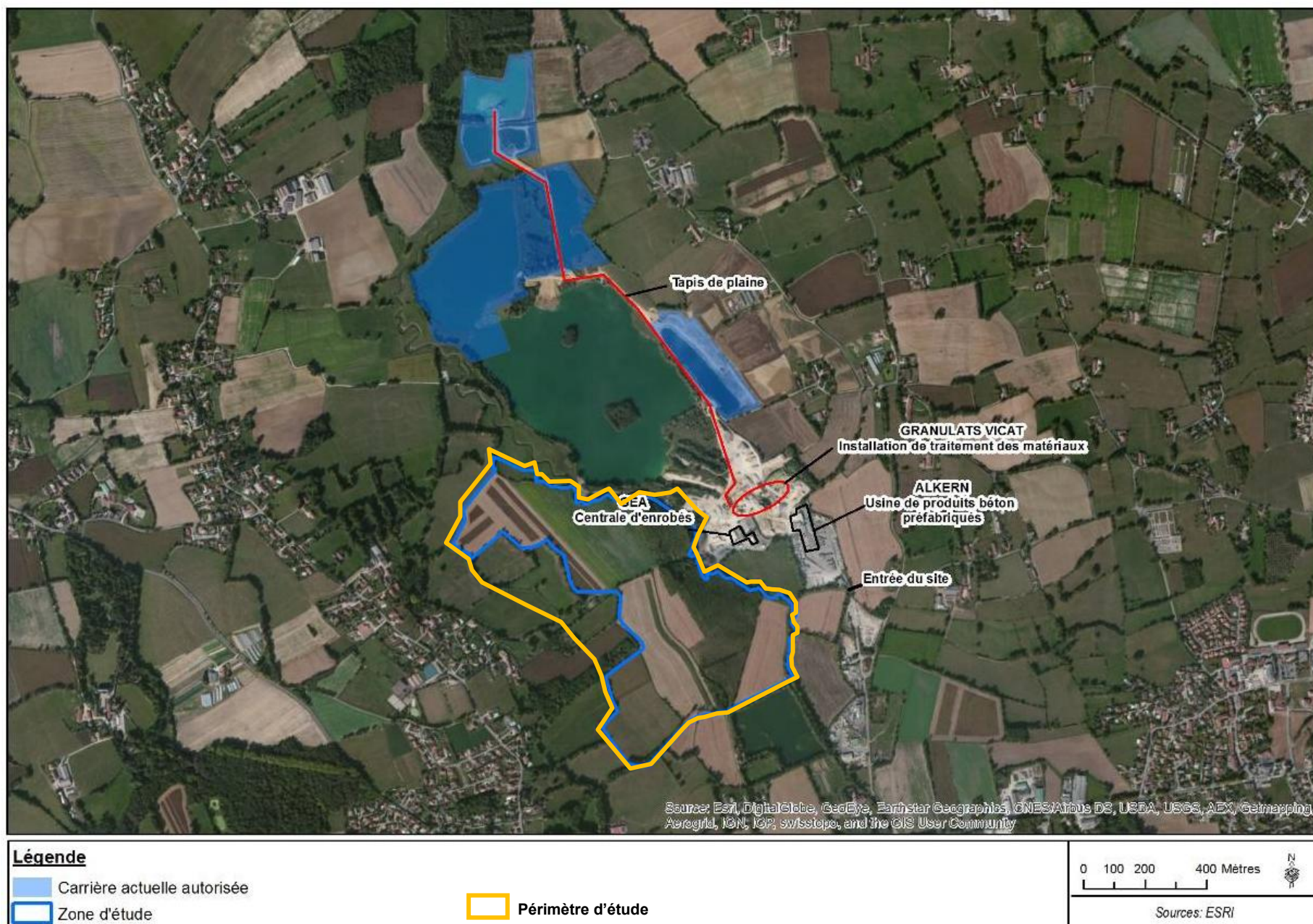
A noter qu'en réalité, seule une vingtaine d'hectares seront exploités sur la trentaine d'hectares pour lesquels Granulats Vicat sollicite une demande d'autorisation d'extraction.

Toutes les études précitées portent, a minima, sur ce périmètre envisagé pour le déplacement de l'activité (*voir carte ci-dessous « zone d'étude »*).

La plupart d'entre elles portent sur un périmètre élargi à l'ouest, sur le pied de coteau du Petit Corgenon (*voir carte ci-dessous « périmètre d'étude »*).

En introduction de chaque étude présentée dans la suite du rapport, le périmètre d'étude est rappelé.

*A noter qu'une petite partie de ce périmètre d'étude se situe sur la commune de St-Denis-les-Bourg.*



**Carte des installations existantes et de la zone du projet d'extension – Granulats VICAT 2016 – et périmètre d'étude – BLC, 2016**

## 5.2.4 L'agriculture

Avec l'activité de carrière, l'agriculture est une composante économique et paysagère forte de Buellas et un atout pour l'agglomération burgienne.

Après un rappel du cadre régional stratégique pour une agriculture durable, nous présenterons les principales caractéristiques de l'agriculture buellassienne.

### ■ Le cadre régional : le Plan Régional de l'Agriculture durable (PRAD) de la région Rhône-Alpes

Le PRAD a été approuvé par arrêté préfectoral, le 24 février 2012.

Créé par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, le PRAD fixe les orientations stratégiques de l'État pour l'agriculture et l'agroalimentaire, et les traduit en projets opérationnels, et ce afin de répondre à un triple défi : le défi alimentaire, le défi territorial et le défi environnemental, dans un contexte socio-économique en changement.

Le PRAD Rhône-Alpes cible trois ambitions majeures :

- Améliorer le revenu et les conditions de travail des exploitations agricoles rhônalpines
- Contribuer à un développement durable des territoires, intégrant les enjeux environnementaux, économiques et sociaux
- Consolider la nouvelle gouvernance des politiques agricoles et agroalimentaires de l'État.

Il comprend 4 enjeux principaux :

- Intégrer et développer les activités agricoles et agroalimentaires dans les territoires rhônalpins ;
- Améliorer la performance économique des exploitations agricoles dans le respect des milieux naturels ;
- Garantir et promouvoir une alimentation sûre, de qualité, source de valeur ajoutée et de revenu pour les agriculteurs et les transformateurs rhônalpins ;
- Faciliter l'adaptation de l'agriculture rhônalpine aux changements et accompagner ses évolutions.

Il se décline en 20 objectifs et 52 actions parmi lesquelles on peut citer :

- Mobiliser et engager les élus dans un objectif de **réduction de l'artificialisation des terres agricoles**
- Promouvoir les économies d'eau dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires
- Favoriser la structuration des filières, au niveau régional et au niveau des bassins de production
- **Soutenir les investissements** en faveur de la modernisation des bâtiments à usage agricole, du matériel de culture (toutes filières), et des industries agroalimentaires dans une logique de développement durable

## ■ Les données issues du Recensement général agricole de 2010 sur la commune de Buellas

**En 2010**, date du dernier recensement général agricole, **10 exploitations professionnelles étaient recensées**, un chiffre en recul par rapport au RGA de 2000 (15 exploitations).

Le volume de travail équivalait à 25 unités de travail annuel, un chiffre équivalent à l'année 2000.

La superficie de la surface agricole utilisée atteignait 974 ha en 2010, soit en moyenne 97ha par exploitation.

L'orientation technico-économique des exploitations reste **la polyculture et le polyélevage**.

Les données concernant les surfaces ne sont pas comparables.

## ■ Les données issues des rencontres avec les exploitants agricoles

### ➤ Présentation générale de 10 exploitants de la commune

**En 2015, 10 exploitations professionnelles ont également été repérées sur la commune**, localisées sur la carte ci-dessous.

Les chefs d'exploitation ont été rencontrés et questionnés le 17 février 2015 ; les principaux résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Par ailleurs, on note que 3 exploitants cultivant des terres sur Buellas ont leur siège d'exploitation sur une autre commune (exploitations Etienne MERCIER, Pierre GONNET et EARL de Verillat).



**Cartographie des sièges d'exploitations agricoles**  
BLC – 2016

N° localisation	Exploitation	Régime	SAU	Activités	Projets
1	<b>GAEC de la petite serre</b> <b>(Gerbet Raoul et Favre Ludovic)</b>	ICPE soumise à déclaration	135,90 ha (à Buellas) 167,8 ha	veaux de lait lait vente directe	bâtiments vaches laitières
2	<b>Loisy Jean-Yves</b>	RSD	74 ha	lait	maintien de la production
3	<b>EARL Brevet</b> <b>(Brevet Michel)</b>	ICPE	162 ha (total ?)	céréales	-
4	<b>Chanel Michel</b>	-	50 dont 40 ha à Buellas	polyculture	retraité
5	<b>Bereziat Gilles</b>	?	?	?	?
6	<b>Blanc Jean-Claude</b>	ICPE soumise à déclaration	142 ha terres labourables 94 ha herbe	laitières	-
7	<b>GAEC du Petit Corgenon</b> <b>Clerc Christian</b>	ICPE - 100 mètres	80 ha terres labourables 50 ha herbe 82 ha à Buellas ?	laitières	développement envisagé vers l'Est parcelle 73 ; bâtiment à raser et reconstruction éventuelle stockage
8	<b>GAEC de la Combe de Rosière</b> <b>Curt Didier</b>	ICPE soumise à autorisation	220 ha dont 100 ha à Buellas	laitier taurillon Terres labourables 200 ha cultures pérennes 20 ha	aucun
9	<b>Desmaris Yves</b>	-	49 ha dont 42,5 ha terres labourables	céréales n'a plus d'animaux (arrêt en 2008)	aucun
10	<b>GAEC de la Cressonnière de la Leschère</b> <b>Brevet Philippe</b>	-	1,49 ha	cresson	aucun projet, dans la continuité

A partir des résultats, on relève :

- que **5 exploitations relèvent du régime des ICPE, une du RSD** (voir à ce sujet la partie de l'évaluation environnementale qui concerne les nuisances)
- que la SAU moyenne par exploitation est de 130 ha (dont environ 100 ha sur la commune) avec des différences importantes entre exploitations
- l'orientation des exploitations, effectivement tournées principalement sur **l'élevage laitier et la culture céréalière**
- deux exploitations avec projet.

La moyenne d'âge se situe autour de 53 ans.

Par ailleurs, la quasi-totalité des exploitants nous ont fait part d'investissements réalisés pour améliorer la qualité des sols. Ceux-ci ont essentiellement concerné le drainage des sols et leur irrigation.

Deux exploitants ont également déclaré cultiver des produits présentant des signes de qualité officiels (agriculture biologique, Charte des bonnes pratiques, Charte de qualité montbéliarde).

Mais aucun n'a déclaré relever de productions des différentes AOC et IGP dans lesquelles Buellas est comprise, à savoir :

- AOC – AOP “Volaille de Bresse” ou “Poulet de Bresse”, “Poularde de Bresse”, “Chapon de Bresse” (Décret n°2009-1601 du 18 décembre 2009 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Volaille de Bresse » ou « Poulet de Bresse », « Poularde de Bresse », « Chapon de Bresse »)
- AOC “Beurre de Bresse” (Décret n°2012-756 du 9 mai 2012 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Beurre de Bresse »).
- AOC “Crème de Bresse” (Décret n°2012-825 du 26 juin 2012 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Crème de Bresse »)
- IGP Coteaux de l'Ain mousseux de qualité rosé
- IGP Coteaux de l'Ain mousseux de qualité blanc
- IGP Coteaux de l'Ain mousseux de qualité rouge
- IGP Coteaux de l'Ain primeur ou nouveau blanc
- IGP Coteaux de l'Ain primeur ou nouveau rosé
- IGP Coteaux de l'Ain primeur ou nouveau rouge
- IGP Emmental français Est-Central (IG/54/94),
- IGP Gruyère,
- IGP Volailles de l'Ain (IG/01/94).

### ➤ **Focus sur les 3 exploitants concernés par la zone d'étude de Granulats VICAT**

**L'étude d'impact agricole** menée par la Chambre d'Agriculture en décembre 2014 pour le compte de Granulats VICAT s'intéresse tout particulièrement aux 3 exploitations directement concernées par le périmètre d'extension de la carrière.

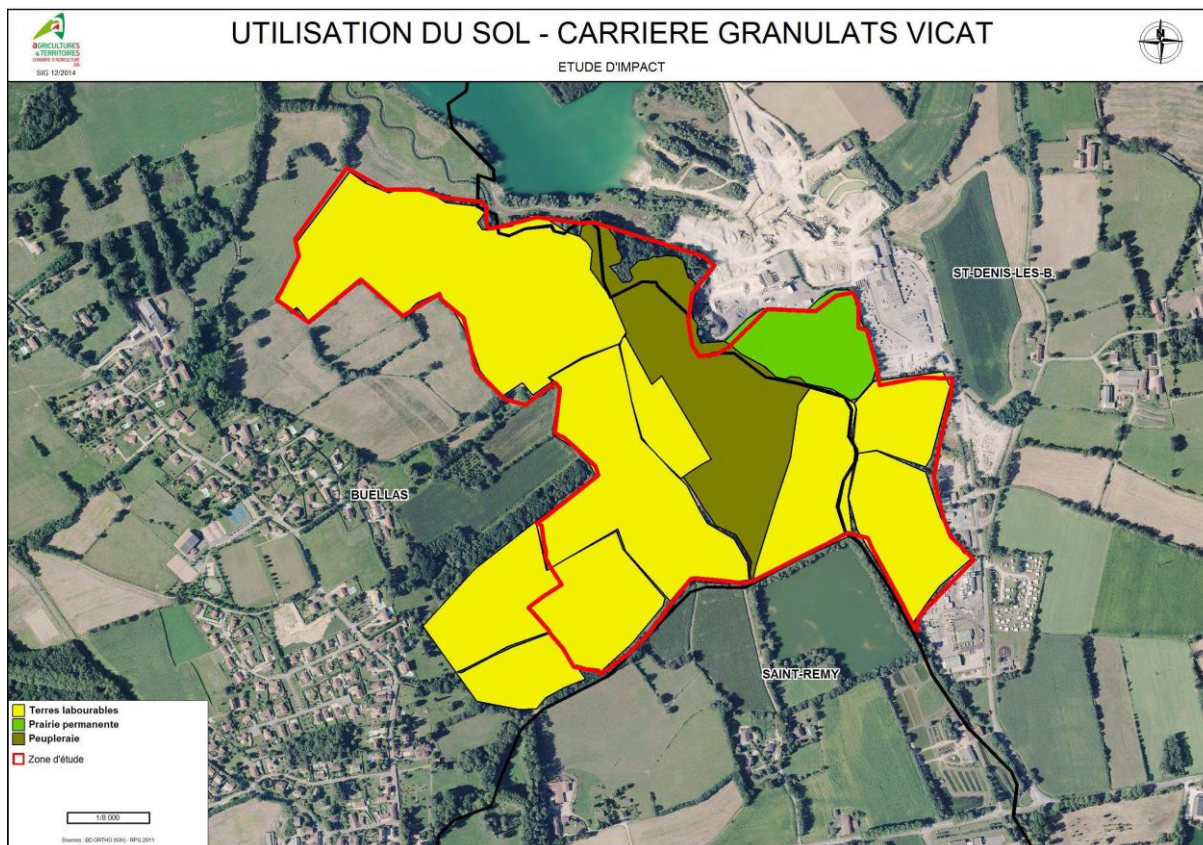
Les objectifs de l'étude sont les suivants :

- *intégrer les impacts agricoles, comme le prévoit la loi d'Avenir Agricole du 13/10/2014 (Art 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime)*
- *une description du projet*
- *une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné*

- l'étude des effets du projet sur celle-ci
- les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet et les mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire

Dans cette partie, nous ne nous intéressons qu'à l'analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné.

L'étude a été menée sur le périmètre d'étude suivant (en rouge) :



**Zone d'étude et composition des espaces agricoles de la zone - Etude d'impact agricole du projet d'extension de la carrière – Chambre d'Agriculture de l'Ain 12/2014**

- L'EARL BREVET –

Cette EARL compte 2 exploitants à temps plein.

Les terrains sont dispersés sur les communes de Buellas, St André sur Vieux Jonc, St Rémy, Montracol, St Denis les Bourg, Péronnas et Dommartin.

Ils exploitent 200 ha au total, répartis majoritairement en céréales et maïs.

La peupleraie présente sur le site de l'extension appartient également à cette exploitation. C'est une exploitation dont le développement est stabilisé.

Elle a son siège principal à Buellas et un site secondaire à St André sur Vieux Jonc. Certaines parcelles de cette exploitation ont connu des investissements importants, elles sont irriguées et/ou drainées.

- L'EARL DE VERILLAT

Cette EARL compte un seul exploitant à temps plein.

Il exploite 103 ha au total, répartis majoritairement en céréales, maïs ensilage et prairies.

C'est une exploitation laitière dont le développement est stabilisé.

Cette exploitation a son siège principal à St Rémy.

Elle dispose de terrains en propriété.

Elle livre son lait à la fromagerie de Servas et les surfaces en céréales servent uniquement à assurer l'alimentation du bétail.

- EXPLOITATION PIERRE GONNET

Il s'agit d'une exploitation individuelle qui compte un exploitant à temps plein.

Il exploite 60 ha au total, répartis majoritairement en maïs et prairies. C'est une exploitation dont le développement est stabilisé. Cette exploitation a son siège principal à St Rémy, elle ne dispose pas de terrains en propriété.

Parmi ces 3 sièges d'exploitation directement concernés par le périmètre d'extension de la carrière :

- **aucun ne se situe ou n'a de bâtiments agricoles dans le périmètre d'étude mais 2 sont à proximité ;**
- **les 3 on en revanche des parcelles impactées par le projet d'extension**, ce qui sera abordé dans l'étude des incidences.

#### Enjeux identifiés relatifs à l'activité agricole à Buellas :

- Enjeux économique, environnemental et paysager de préservation de l'activité agricole
- Trois exploitations sont proches des milieux urbains :
  - EARL Brevet (Michel Brevet) : 14 Chemin Neuf à Corgenon (en tissu urbain)
  - Gaec du Petit Corgenon (Christian Clerc) : 397 chemin du Petit Corgenon
  - Gaec de la Combe de Rosière (Didier Curt) : 227 chemin de l'Ail sur le hameau de Rosière
- Impact de la carrière sur 3 exploitations à étudier (dont EARL Brevet)

La commune de Buellas ne possède pas de réglementation des boisements qui lui soit propre.

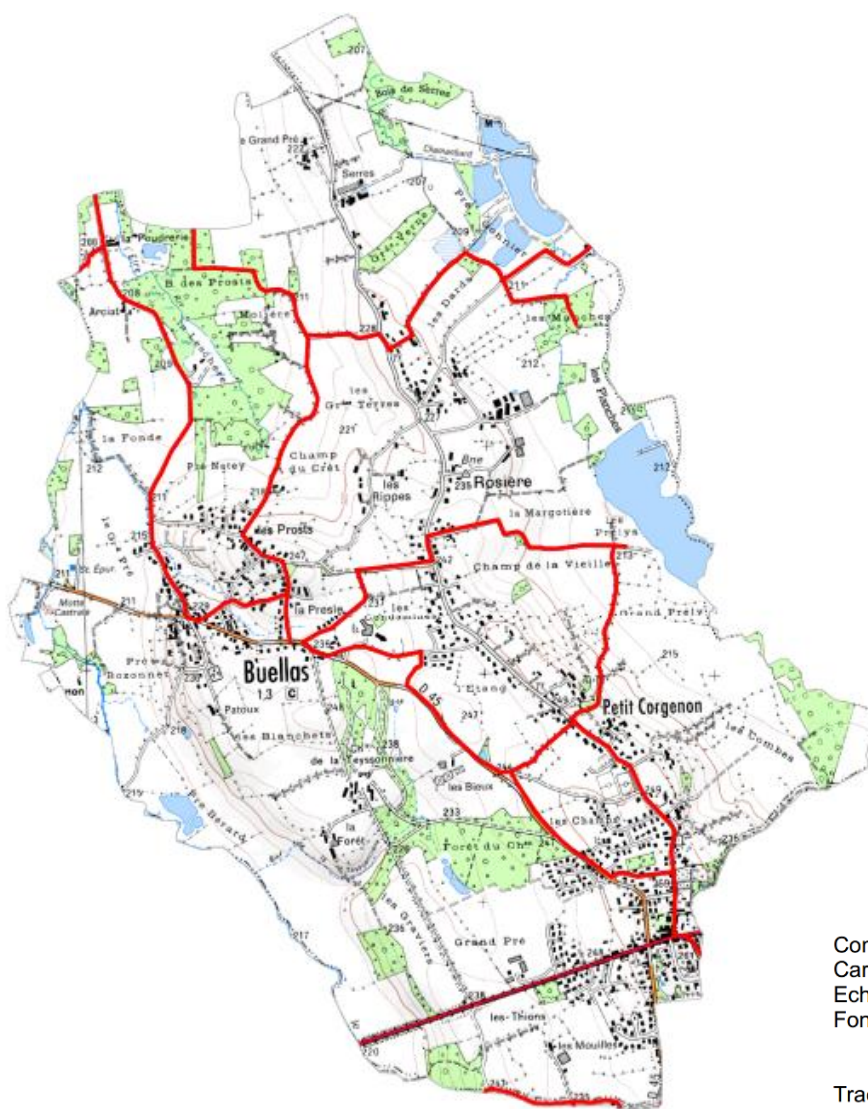
Elle est soumise à la délibération du conseil général du 12 février 2007, [précédemment, arrêté préfectoral du 9 septembre 2002], relatif à la réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières.

## 5.2.5 Le tourisme

### ➤ Itinéraires pédestres et cyclistes

La commune est sillonnée par plusieurs **sentiers de randonnée** qui se superposent, souvent, aux anciens chemins ruraux.

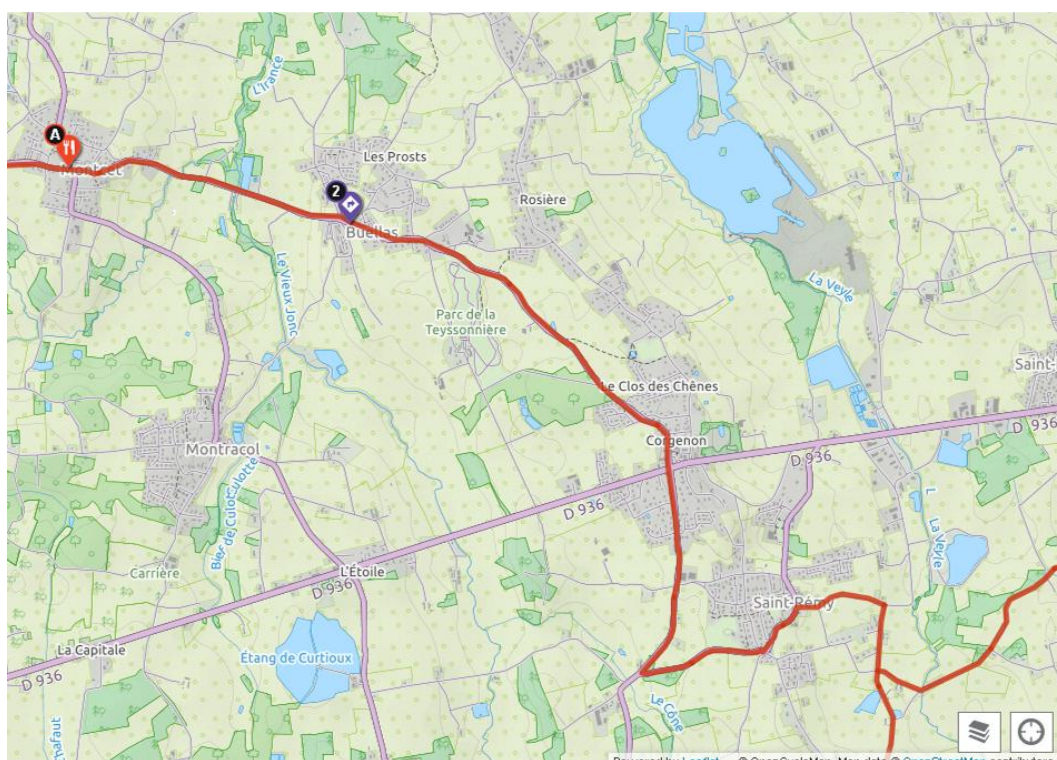
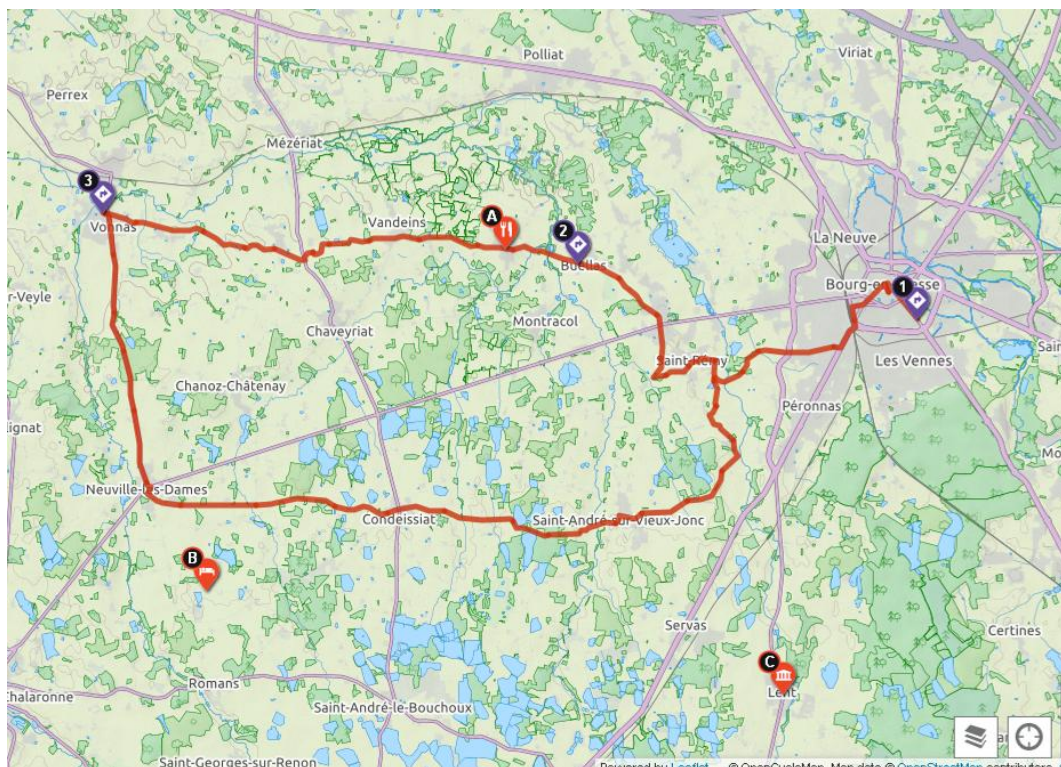
Ils sont inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée Pédestre (PDIPRP).



Commune de BUELLAS  
Carte éditée le 04/05/2015  
Echelle 1/25000  
Fond scan 25 de l'IGN© IGN-Scan 25®

Tracés rouges: tronçons inscrits au PDIPR

L'itinéraire balisé n° 13 des « Boucles de l'Ain à vélo » traverse également la commune par le Chemin Neuf sur Corgenon puis se poursuit sur la route de la Buesle avant de faire étape au parc de la Teyssonière et de repartir sur Montcet. Sa longueur totale est de 48,8 km.



**Cartes de l'itinéraire n°13 des Boucles de l'Ain à vélo – sans échelle**  
[www.ain-rando.com](http://www.ain-rando.com)

➤ **Capacité d'accueil touristique**

Buellas dispose d'un hôtel-restaurant au bourg (Place du Prieuré), l'Auberge bressane, composée de :

- 2 restaurants (L'intimiste et l'Auberge bressane)
- 1 hôtel de 11 chambres (3 étoiles en cours d'attribution).

Un gîte labellisé Gîte de France est également proposé sur la commune : le gîte de la Poudrerie, d'une capacité de 6 personnes.

La commune n'offre pas de camping.

## 6. EQUIPEMENTS ET SERVICES

---

### 6.1 Enseignement

*Source : site web de la commune*

L'école des Condamines regroupe **7 classes** (2 maternelles et 5 élémentaires) et **173 élèves** répartis comme suit :

- TPS, PS et MS - Mme Richard: 27 élèves
- MS, GS - S. Decrock / Mr Maiellaro: 26 élèves
- GS/CP - Mme Dufour/ Mme Prudhon: 23 élèves
- CP/CE1 - Mme Dupuy : 26 élèves
- CE2 - Mme Papeil et MmeBonne: 22 élèves
- CM1 - Mme Minacori: 23élèves
- CM2 - M.Cordier et Mme Berger : 26 élèves

Elle compte 11 enseignants et ATSEM (Agents territoriaux spécialisés école maternelle).

Géré par la Mairie, son restaurant scolaire fonctionne tous les jours de classe sauf le samedi. La surveillance est assurée par le personnel communal.

Une garderie péri-scolaire est également à disposition.

### 6.2 Equipements sociaux

#### 6.2.1 L'enfance et la petite enfance

**Le Centre de Loisirs** fonctionne dans les salles communales du Petit Bois voisines de l'école. Il est ouvert tous les jours de classe, sauf le samedi. La surveillance est assurée par le personnel communal.

#### 6.2.2 Séniors

La commune ne recense pas d'équipement pour les séniors.

#### 6.2.3 Développement social, solidarité et services à la personne

**La commune dispose d'un C.C.A.S.** (Centre Communal d'Action Sociale) qui intervient dans plusieurs domaines, dont les principaux sont :

- l'examen des dossiers d'aides sociales,
- les aides financières ponctuelles aux familles,
- les aides aux vacances,
- organisation du repas des aînés,
- le portage des repas.

## 6.3 Equipements culturels

**La bibliothèque municipale** est ouverte au public tous les mercredis de 14 h30 à 18 h30 et à partir du 2 Mars 2016, le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois de 14h30 à 17h30.

16 bénévoles assurent son fonctionnement.

Elle possède environ 5000 ouvrages. 1000 livres et 50 CD sont aussi déposés 2 fois par an par la Direction de la Lecture Publique, donc la Bibliothèque est un relai.

Elle est fréquentée par environ 70 familles de la commune, ce qui représente 190 lecteurs de tous âges.

La fréquentation dans une année civile varie entre 1030 et 1050 visiteurs. A ceux-là, s'ajoute la fréquentation des scolaires. Les locaux de la bibliothèque étant à proximité des écoles maternelles et primaires, tous les enfants scolarisés, qui ont au moins 5 ans, viennent une fois par semaine avec leurs enseignants (soit 150 lecteurs) emprunter un ouvrage.

Deux salles communales sont disponibles dans le complexe polyvalent.

## 6.4 Equipements sportifs

La commune dispose d'un stade et de terrains de sports.



## 6.5 Vie associative

### **Buellas bénéficie d'une vie associative riche et éclectique.**

Elle compte notamment les associations suivantes :

- Amicale Boules Corgenon - Buellas - Montracol - Saint-Rémy
- Amicale Cyclo de Buellas
- Amicale des Donneurs de sang
- Amicale des Sapeurs-Pompiers de Buellas / Saint-Rémy
- Amitié Buellas – Catalina
- Bibliothèque Municipale
- Chasse - Les Chasseurs de Buellas
- Club des Aînés
- Comité de Fleurissement
- Comité des 4 Clochers
- Comité des Fêtes
- Conscrits de BUELLAS
- Eveil Rural
- Football Club Bressans
- Fous du Volant Buellassien - club de Badminton
- Gymnastique Volontaire
- Les Amis de la Veyle
- Les Amis du Solex
- Musiscope
- Patrimoine de Buellas –
- Pêche - La Rousse du Vieux Jonc
- Sou des Ecoles
- Tennis Club de Buellas Saint Denis

#### **Enjeux identifiés :**

- Enjeu de maintien de ses équipements en tant que « pôle local » de l'armature territoriale définie par le SCoT BBR
- Dans ce cadre, enjeu de réponse à d'éventuels besoins futurs en hébergements pour personnes âgées (en commune avec d'autres communes de même « rang »)

## 7. SERVITUDES

---

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Le territoire communal est concerné par 3 servitudes d'utilité publique dont le plan et la liste seront annexés au PLU conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Elles sont de types :

- AC1 et MH AC1 : servitudes de protection des Monuments Historiques (monuments inscrits à l'inventaire)
  - Cette servitude concerne l'église de Buellas, et son périmètre de protection de 500 m  
*Voir à ce sujet la partie de l'Etat initial de l'environnement qui concerne le patrimoine*  
*Une procédure de définition d'un périmètre délimité des abords (PDA) est menée en parallèle de la révision de PLU.*
- I3 : servitudes relative à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz
  - Cette servitude concerne la canalisation Bourg-en-Bresse – Crèche-sur-Saône  
*Voir à ce sujet la partie de l'Etat initial de l'environnement qui concerne les risques*
- I4 : servitudes relatives au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine
  - Cette servitude concerne la ligne aérienne 63kV FLEYRIAT – POLIAT 1  
*Voir à ce sujet la partie de l'Etat initial de l'environnement qui concerne les risques*
- PT3 : servitudes attachées aux réseaux de télécommunications  
*Selon le porter à connaissance, sur le territoire communal, la présence éventuelle de servitudes PT3 n'est pas établie en raison de la difficulté que représente le recensement du nombre d'opérateurs potentiels suite à la perte de l'exclusivité du service par le gestionnaire historique France Telecom.*
- Servitude EL7 relative à l'alignement des voies publiques

## ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

# 1. MILIEU PHYSIQUE

---

La commune est implantée à la rencontre de deux entités géomorphologiques : La Dombes et La Bresse.

## 1.1 Géologie

La Bresse est composée de formations quaternaires et tertiaires. C'est avec les formations en place que commence l'histoire fluviatile de la Bresse, et que s'organise son premier réseau hydrographique, par phases distinctes : ravinement, dépôts fluviatiles, dépôts lacustres et fluvio-lacustres.

*Ravinement* – La Saône arase les marnes de Bresse selon un chenal à très faible déclivité longitudinale qui se poursuit sur une grande distance. L'absence de pente est compensée par des ravinements de détail très accentués.

*Dépôts fluviatiles* – le chenal créé par ravinement se comble par des matériaux fluviatiles grossiers (galets, graviers, sables) et acquiert ainsi sa géométrie définitive. L'alluvionnement qui s'y dépose est caractérisé par l'abondance de sables siliceux qui lui confère une grande perméabilité. Ce cycle fluviatile d'alluvionnement est cependant soudainement stoppé, certainement à cause d'une action glaciaire.

*Dépôts lacustres et fluvio-lacustres* – Les sédiments lacustres de l'ensemble du bassin présentent une certaine homogénéité d'aspect. Ils sont composés de silts carbonatés ou non, de marnes, et d'argiles, issus de la sédimentation. Quelques intercalations locales sableuses ou sablo-graveleuses sont repérées.

La Dombes quant à elle se retrouve sous la glace à l'ère quaternaire ; le glacier charrie ainsi plusieurs séries de moraines. Entre chaque glaciation, une fine pellicule de loess (argile très riche) se dépose.

Sur la commune, les sols sont très variés, et sont composés :

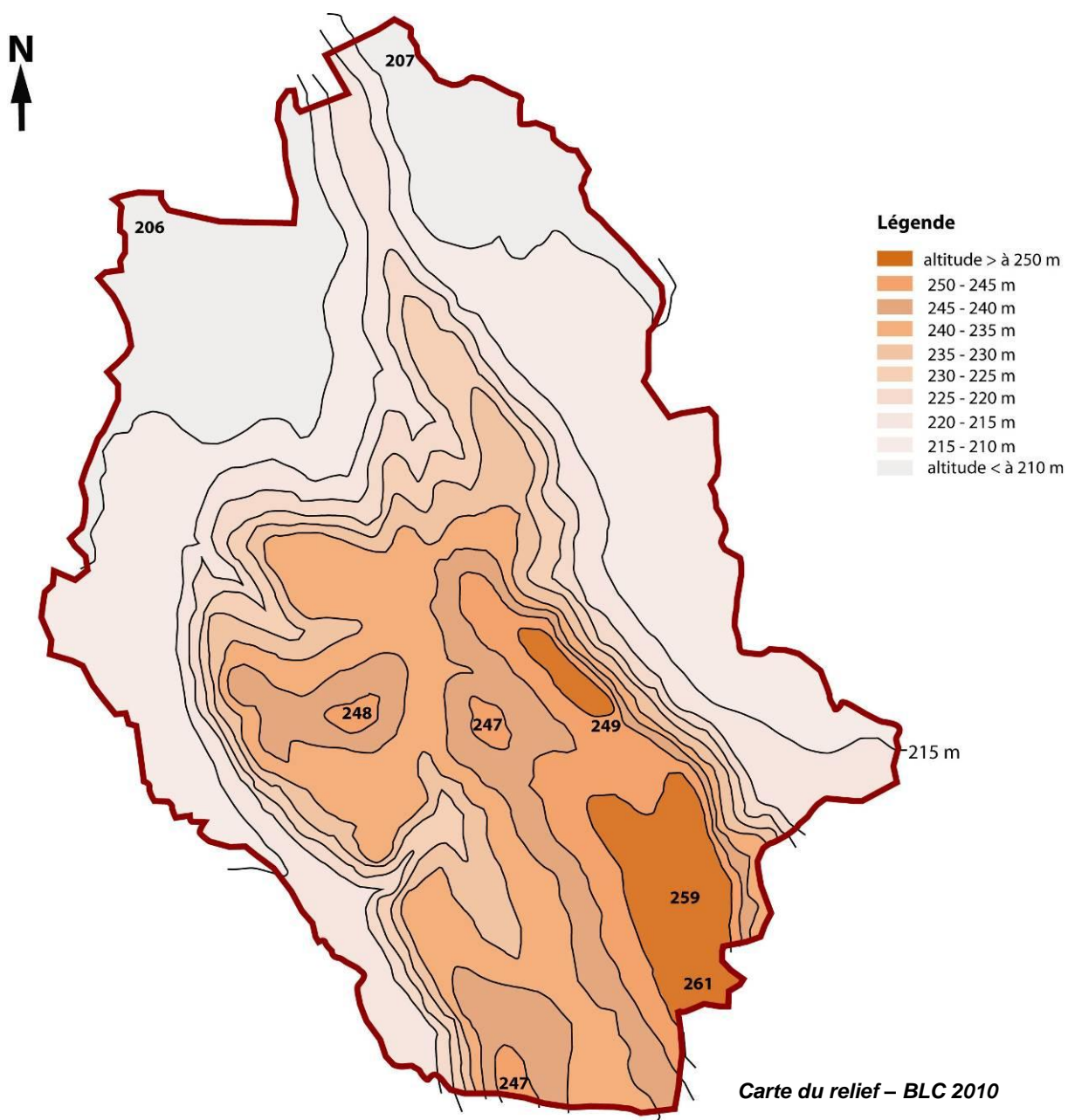
- au Sud, en continuité du plateau Dombiste, de cailloux issus de moraines glaciaires ;
- au centre, de limons et d'un vestige d'étang ;
- au Nord, de marnes hétérogènes du lac jurassique ;

A l'Est et à l'Ouest, les vallées alluviales de la Veyle et de l'Irance forment les limites communales.

## 1.2 Relief

Le relief est celui d'un plateau « mollement » vallonné, bombé au centre et au Sud de la commune, bordé à l'Est et à l'Ouest par les vallées alluviales de la Veyle, du Vieux Jonc et de l'Irance.

L'altitude varie entre 206 et 261 mètres NGF, le point haut étant situé en limite Sud de la commune.



## 1.3 Hydrographie

**La Veyle**, affluent de la rive gauche de la Saône, a un bassin versant de 671 km<sup>2</sup> d'orientation Sud-est / Nord-ouest. Elle prend sa source dans le département de l'Ain sur la commune de Chalamont et poursuit son cours sur 66,9 km avant de confluer avec la Saône sur la commune de Grièges.

La couverture du bassin est caractérisée par deux entités géomorphologiques et naturelles distinctes : la Dombes et la Bresse.

La pente du lit de la Veyle est de 140 mètres. Rivière de Plaine son débit est lent.

Le débit moyen interannuel (ou module) de la Veyle a été calculé durant une période de 10 ans à Biziat. Il se monte à 6,81 m<sup>3</sup> par seconde pour une surface de bassin de 490 km<sup>2</sup>, soit plus de 90 % de la totalité du bassin.

La rivière présente des fluctuations saisonnières de débit typiques du bassin de la Saône, avec des hautes eaux d'automne-hiver-printemps portant le débit mensuel moyen au niveau de 9,14 à 10,8 m<sup>3</sup>/s de novembre à début avril inclus (avec deux maxima, l'un en novembre et l'autre en janvier), suivies d'une baisse progressive, aboutissant à l'étiage d'été, de juin à début septembre, entraînant une baisse du débit moyen mensuel jusqu'à un minimum de 1,47 m<sup>3</sup>/s au mois d'août.

À l'étiage, le débit minimal peut chuter jusque 0,66 m<sup>3</sup>/s (soit 660 litres), en cas de période quinquennale sèche, ce qui n'est pas trop sévère pour la région.

Quant aux crues, elles peuvent être relativement importantes.

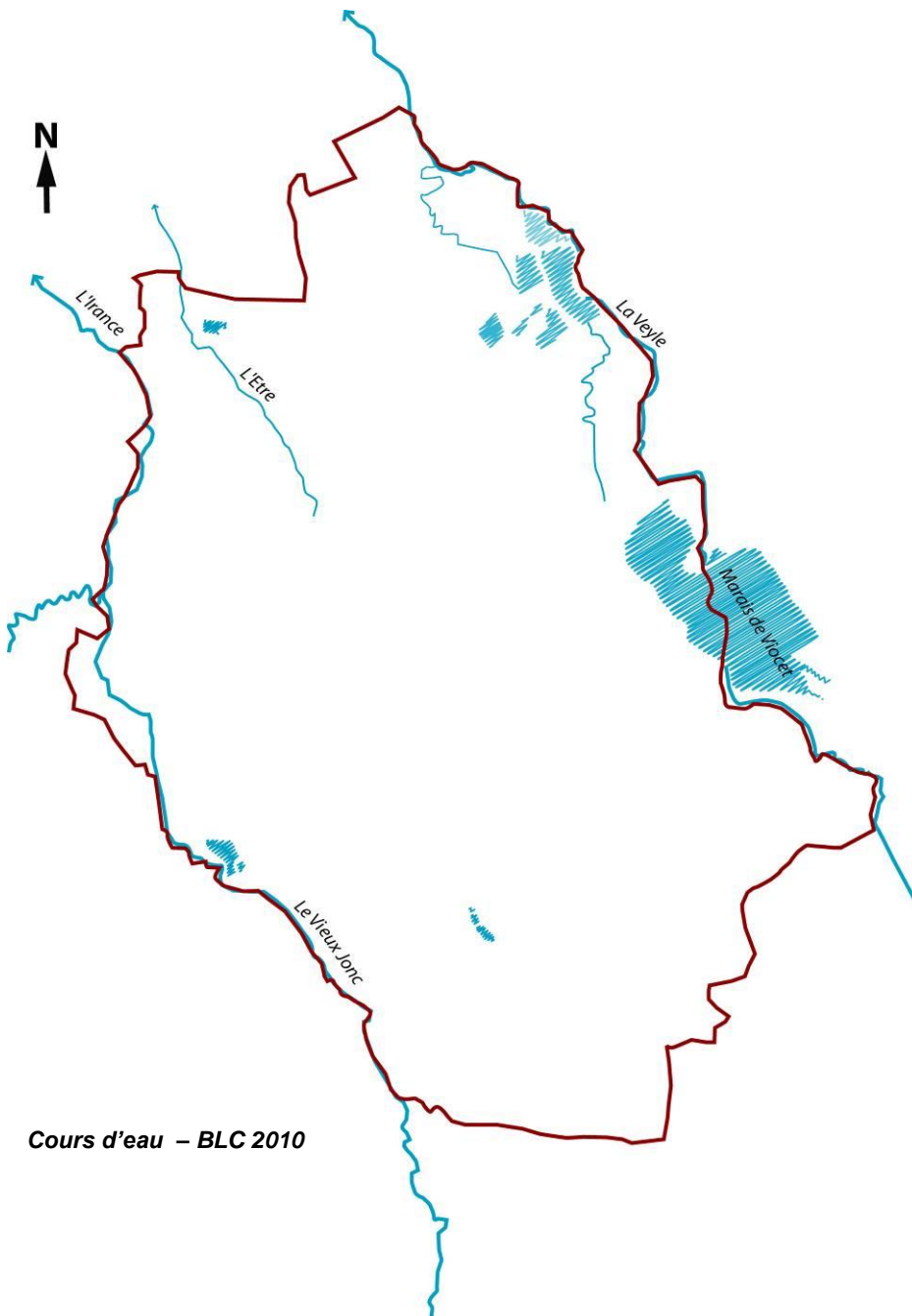
### La Veyle à Buellas

Photo BLC 2009



La lame d'eau écoulee dans le bassin versant de la rivière est de 438 millimètres annuellement, ce qui est élevé pour un cours d'eau de plaine et résulte des précipitations abondantes sur toute l'étendue de son bassin. Le débit spécifique (Qsp) se monte ainsi à 13,9 litres par seconde et par kilomètre carré de bassin.

**L'Irance** naît sur la commune de Saint-André-le-Bouchoux. Elle s'écoule vers le Nord en direction de la Veyle, qu'elle rejoint à Mézériat après 30 km de cours.



Cours d'eau – BLC 2010

Le **Vieux-Jonc** est une rivière des Dombes et l'affluent principal de l'Irance et, de ce fait, sous-affluent de la Veyre.

Le Vieux-Jonc naît dans l'étang du Grand Marais sur la commune Dompierre-sur-Veyre. Il adopte ensuite la direction Nord, traverse Saint-Paul-de-Varax et Saint-André-sur-Vieux-Jonc et conflue à Montracol dans l'Irance, après 27,6 km de cours.

**L'Etre** est un petit affluent de l'Irance, prenant sa source au Nord-Ouest de la commune, dans le Bois des Prosts.

Soulignons que l'ensemble des cours d'eau du secteur sont règlementés par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE, adopté par le comité de Bassin le 20 novembre 2009.

#### Enjeux identifiés :

- Voir les parties de l'état initial de l'environnement qui concernent les Milieux naturels et la Ressource en eau.

## 2. SOLS ET SOUS-SOLS

---

### 2.1 Sites et sols pollués

Le site Basias n'identifie aucun site industriel et activité de service.

Le site Basol n'identifie aucun site ou sol pollué.

### 2.2 L'activité de carrière

L'activité actuelle de la société Granulats VICAT sur la commune de Buellas ayant déjà été présentée dans le diagnostic économique, nous nous attachons ici à présenter la remise en état du site prévue par la société.

Toute société de carrière se doit d'effectuer une remise en état du site, au fur et à mesure de l'extraction (arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières). Les travaux de remise en état sont prévus dans l'étude d'impact réalisée par l'exploitant et requise pour la délivrance d'une autorisation d'extraction.

#### ■ Remise en état du site prévue dans le cadre de l'autorisation

Les éléments sont fournis par le résumé non technique de l'étude d'impact établie en septembre 2010, dans le cadre de la demande de renouvellement d'autorisation de la carrière (28 ha 31 a 81 ca) sur les communes de Buellas et Saint-Denis-les-Bourg et d'extension de la carrière sur les mêmes communes (7 ha 32 a 54 ca).

#### ➤ **Projet global de réaménagement**

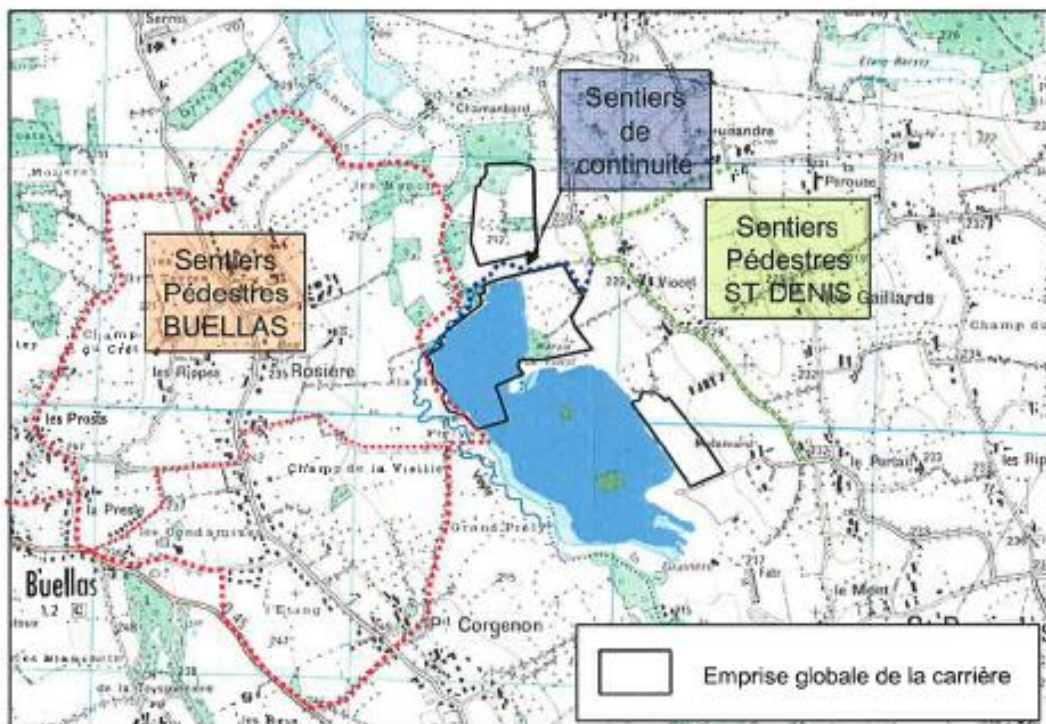
Le projet de réaménagement de la gravière GRANULATS VICAT a été bâti en concertation avec les mairies de Buellas et Saint-Denis-les-Bourg et se base sur plusieurs études du milieu naturel.

Il s'inscrit en continuité de celui faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de 2006 et est directement lié aux travaux de détournement de la Veyle. Cette opération a été autorisée par l'arrêté Préfectoral du 09 mars 2009. Un arrêté préfectoral complémentaire de remise en état a été signé le 25/07/2016.

En fin d'exploitation (en 2021), la gravière présentera deux plans d'eau, à destination séparée :

- le secteur Sud du plan d'eau principal destiné aux activités de loisirs et de promenade ;
- le secteur Nord du plan d'eau principal (zone d'exploitation n°1) à vocation de pêche. Le secteur Nord du plan d'eau principal est séparé physiquement du secteur Sud par le haut-fond qui joue un rôle de frayère et de niche ornithologique ;
- le plan d'eau situé au Nord (zone d'exploitation n°3) à vocation exclusivement écologique et environnementale, axé sur le thème des zones humides (une attention est portée au confinement de cette zone).

110



Pour valoriser les éléments du patrimoine rural local (ancien ouvrage d'empellement de la Veyle) et favoriser l'information du public sur l'extraction en carrière alluvionnaire et sur le patrimoine naturel (faune local), la Société Granulats Vicat a proposé de réaliser un accès en bordure du site pour le public avant la fin de l'exploitation de la carrière.

Dès la fin de la remise en état de la zone 3, et après le déplacement du convoyeur à bande, la Société souhaite créer une zone de passage entre le bassin n°3 et le plan d'eau majeur, afin de créer une continuité des sentiers de Buellas et Saint-Denis-les-Bourg.

*Actuellement, le plan d'eau Nord a fini d'être exploité. Il est réaménagé.*

*Le sentier qui relie les communes de Buellas et Saint-Denis existe, mais il est actuellement interdit d'accès au public, car une partie du site est encore en exploitation.*

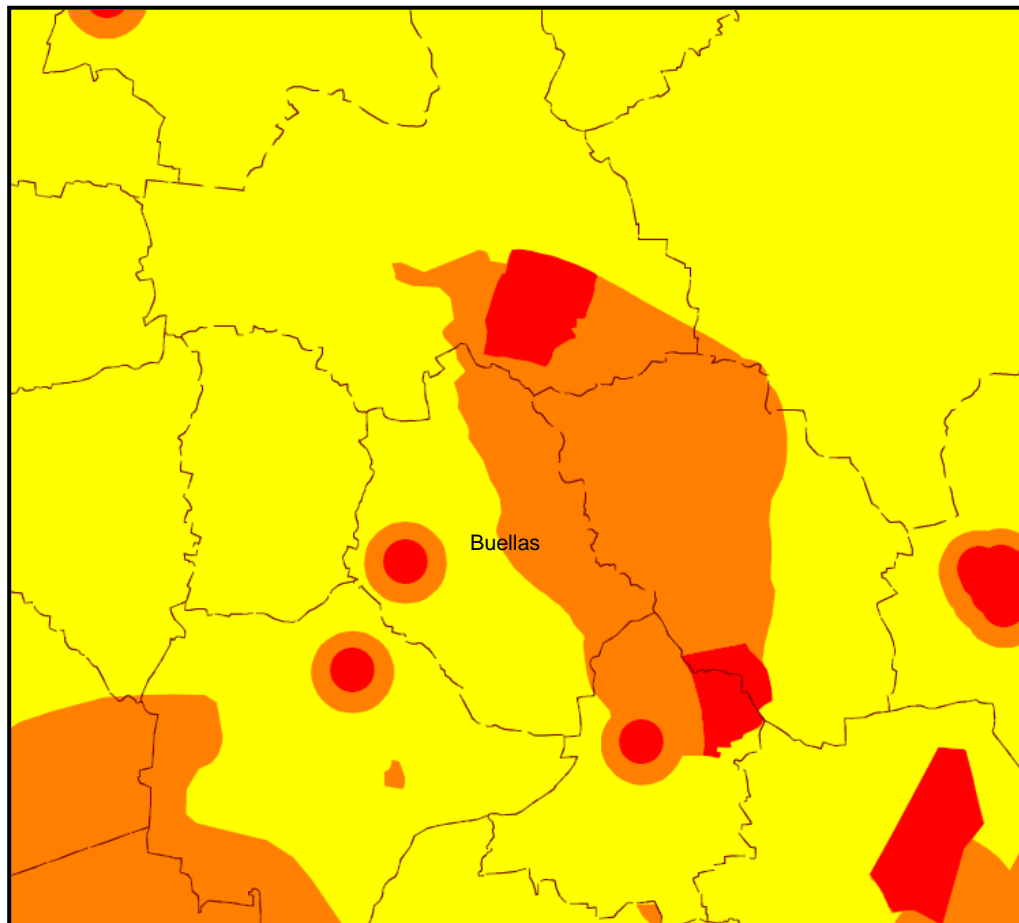
### ■ Les contraintes identifiées dans le schéma départemental des carrières de l'Ain (2004)

*Rappel : les schémas départementaux des carrières s'imposent aux "autorisations et enregistrements d'exploitation de carrières". En conséquence, une autorisation d'exploitation de carrière ne peut être délivrée par le Préfet que si le projet est compatible avec les objectifs du schéma départemental des carrières.*




Le schéma départemental des carrières en 2004 fait une analyse des contraintes environnementales sur les différents sites et établit une **typologie des « zones à enjeux environnementaux à protéger » en 3 classes** que sont :

- les **espaces à interdiction réglementaire directe et indirecte (Classe 1)** : espaces bénéficiant d'une protection juridique forte interdisant l'exploitation des carrières.

- les **espaces d'intérêt majeur (Classe 2)** : espaces à intérêt majeur du point de vue environnemental, couverts par des mesures de protection, des inventaires scientifiques ou autres procédures destinées à en signaler leur valeur. Dans ces espaces, l'ouverture de carrières doit rester « l'exception ». Les carrières ne pourront y être autorisées que si l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien l'intérêt du site, sans exclure la demande de prescriptions particulières très strictes, si cela s'avérait nécessaire
- les **espaces sensibles inventoriés ou étudiés (Classe 3)** : espaces concernés par des dispositions pouvant être assimilées à un inventaire signalant l'existence de particularités environnementales. Dans cet espace, les prescriptions liées aux autorisations de carrières sont fixées en fonction du degré d'intérêt et de fragilité du site.



### LEGENDE

	Classe 1 : Espaces à interdiction réglementaire
	Classe 2 : Espaces d'intérêt majeur
	Classe 3 : Espaces sensibles inventoriés ou étudiés

**Extrait de la carte générale des contraintes** – Schéma départemental des carrières de l'Ain - 2004

A ces 3 classes correspondent différentes contraintes et enjeux environnementaux que sont, pour Buellas :

- Classe 1 : **abords des monuments historiques** (rayon de 500 m autour de l'église)
- Classe 2 : périmètres de protection éloignée des captages d'eau potable (non cartographié ici) et **nappe souterraine à préserver prioritairement pour une exploitation future** (*définition groupe de travail « MISE » - voir aussi la partie de l'état initial de l'environnement qui concerne la ressource en eau*), ZNIEFF de type I.
- nappes à valeur patrimoniale identifiées par le SDAGE et la MISE (*voir aussi la partie de l'état initial de l'environnement qui concerne la ressource en eau*) et zones AOC.

#### ■ Le projet d'extension de Granulats Vicat : rappel des études

Dans le cadre de l'étude d'impact en cours de rédaction par SATMA groupe VICAT en vue d'obtenir une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter, la société Granulats VICAT a réalisé plusieurs études spécifiques que l'on rappelle (cf. partie 5.3.2) :

- étude milieux naturels par Acer Campestre (24/04/2014 et mise à jour 30/06/2016),
- étude hydrogéologique par CPGF-HORIZON Centre Est (septembre 2014, complément mars 2015 et mise à jour en août 2016)
- étude hydraulique (dont espace de mobilité) par HTV (octobre 2014, complément mars 2015 et synthèse établie en juillet 2016)
- étude d'impact agricole par la Chambre d'agriculture (décembre 2014),
- étude acoustique menée par AD Ingénierie (juin 2015), et étude d'impact sonore du projet sur la commune, AD ingénierie (13/07/2016)
- inventaire des zones humides dans le cadre du projet d'extension par Acer Campestre (01/06/2015 et mise à jour le 17/02/2016)
- étude de projet et de stabilité par Equaterre (juillet 2015).

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, seules les données les plus récentes ont été utilisées pour réaliser l'évaluation environnementale. Leurs éléments seront donc repris dans l'état initial de l'environnement, l'analyse des incidences du plan sur l'environnement et la justification des choix retenus.

#### Enjeux identifiés :

- Enjeux sociaux et environnementaux (incidences sur les populations et écosystèmes, notamment ressource en eau) du projet de déplacement de l'exploitation et de la remise en état (selon scénario : création d'un plan d'eau supplémentaire ? remblai ?)

### 3. OCCUPATION DU SOL ET CONSOMMATION FONCIERE

---

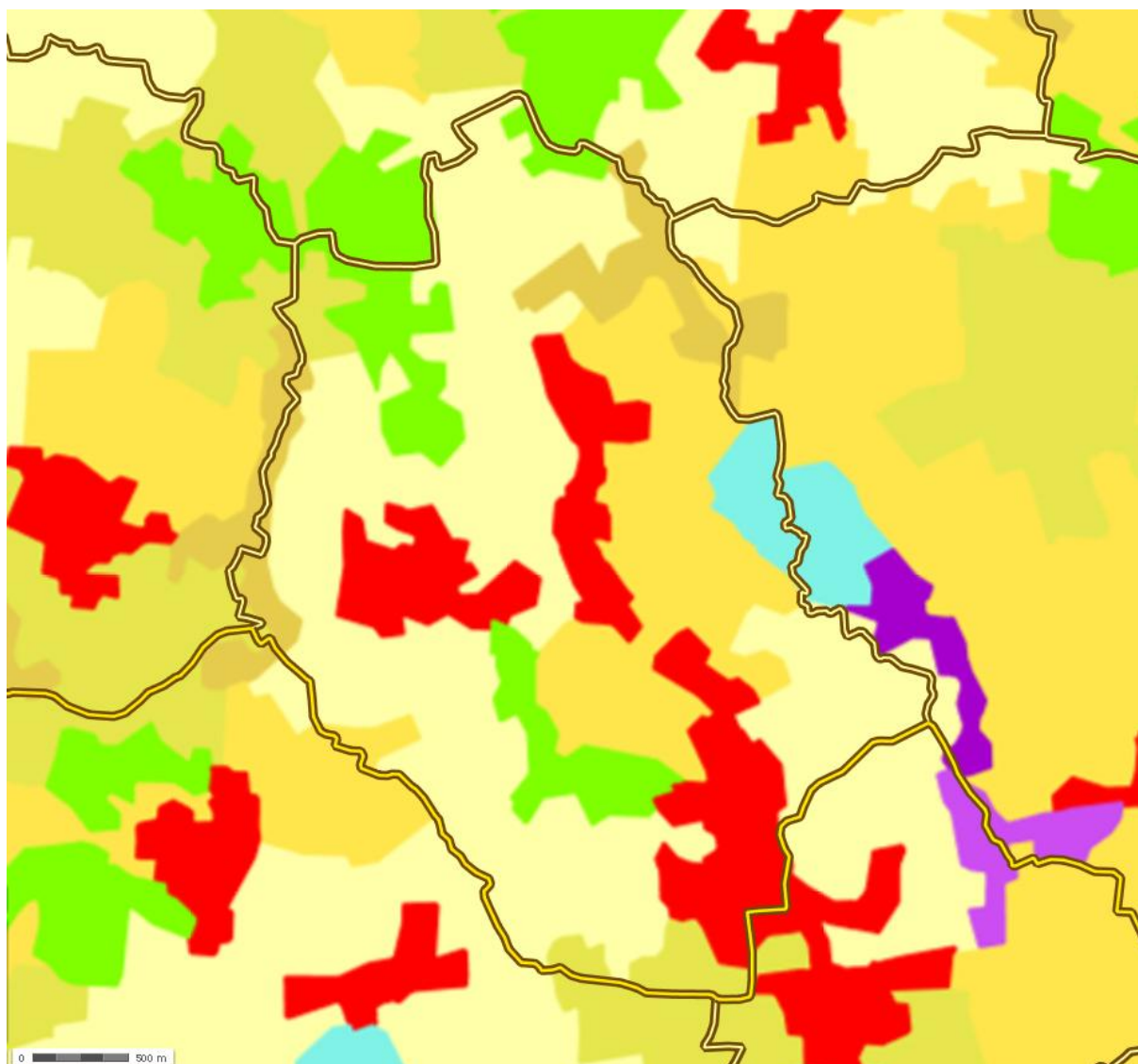
#### 3.1 Territoires artificialisés

##### ■ Le tissu urbain

Au regard de l'outil Corine Land Cover 2006 qui permet de visualiser l'occupation du sol, le tissu urbain de Buellas est considéré comme un **tissu urbain discontinu**. Il correspond à des espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes coexistent avec des surfaces végétalisées et du sol nu, qui occupent de manière discontinue des surfaces non négligeables.

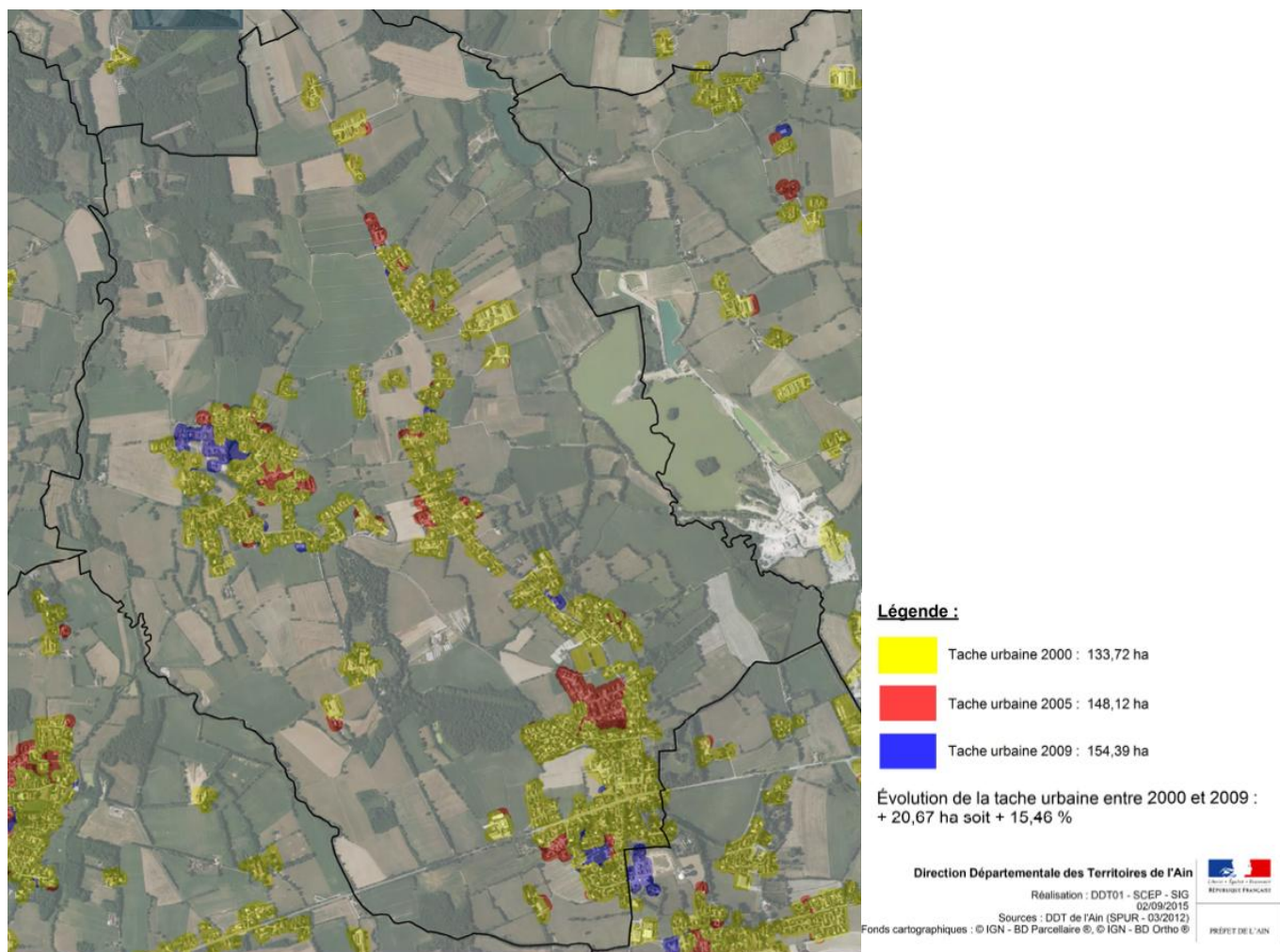
Le tissu urbain occupe les coteaux de la Veyle pour les hameaux de Corgenon et Rosière, et de l'Irance et du Vieux Jonc, autour d'un cours d'eau temporaire pour le village de Buellas.

## Carte de l'occupation du sol – Corine Land Cover 2006 (géoportail)



- Tissu urbain discontinu
- Terres arables
- Zones agricoles hétérogènes : systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Zones agricoles hétérogènes : surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- Prairies
- Forêts
- Plans d'eau
- Zones industrielles ou commerciales
- Extraction de matériaux

La DDT de l'Ain a réalisé une carte matérialisant l'évolution de la tache urbaine de Buellas entre 2000 et 2009. En 2009, la tache urbaine représente une surface de 154,9 ha, soit 20,67 ha de plus qu'en 2000.



#### Evolution de la tache urbain de Buellas de 2000 à 2009 – DDT de l'Ain – 09/2015

La surface de la tache urbaine a été évaluée par le SCoT en 2008 :

- les pôles principaux représentent une surface de 80.5 ha, dont 13 ha de dents creuses (dont 7 sur le bourg et 1.50 sur Corgenon pour les pôles principaux ; dont 3.25 ha sur le Petit Corgenon et 1.25 ha sur Rosière pour les hameaux)
- les équipements représentent une surface de 7.5 ha
- les hameaux représentent une surface de 40.5 ha
- les constructions isolées représentent une surface de 18.0 ha
- les activités économiques représentent une surface de 1.25 ha

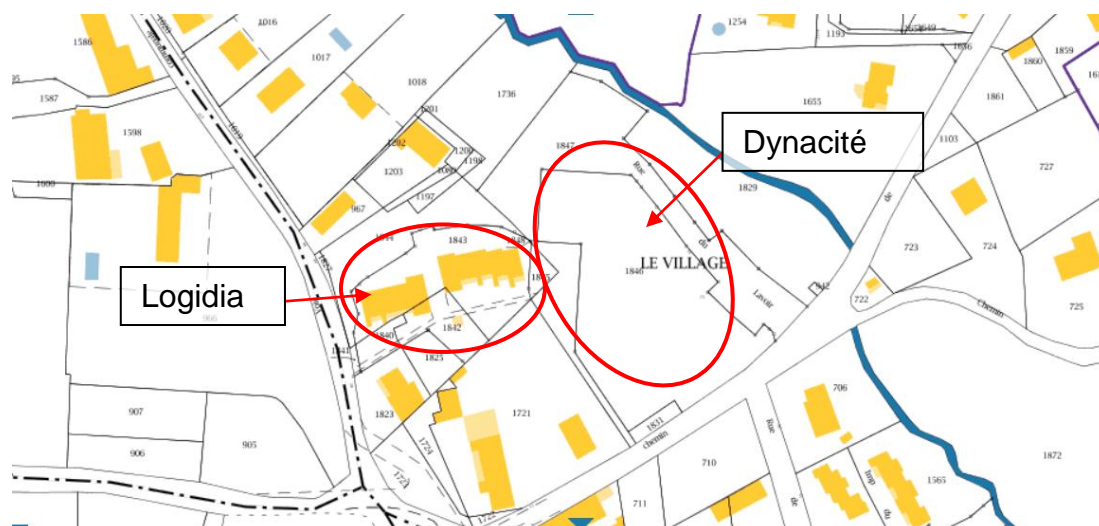
La surface totale urbanisée est donc de 147.75 ha.

Une mise à jour des nouvelles constructions entre 2008 et le 01/09/2016 a été réalisée par BLC. Les surfaces consommées depuis 2008 sont évaluées à :

- 3.51 ha en tache urbaine ou dents creuses de Buellas
- 1.57 ha en tache urbaine ou dents creuses sur Corgenon
- 2.46 ha en tache urbaine ou dents creuses des hameaux
- 2.47 ha en extension de la tache urbaine (due essentiellement au retour à l'ancien Plan d'Occupation des Sols suite à une décision du Tribunal Administratif en 2015).

En outre, un permis d'aménager a été accepté au secteur de la Presle.

Notons que les parcelles 1829, 1831 et 1844-1847 sont construites (voir photographies ci-après) et font partie d'un ensemble de 27 logements des bailleurs sociaux Logidia et Dynacité (éco-quartier), localisé au chemin de la Poudrerie (voir plan masse pour Dynacité, dont les bâtiments n'apparaissent pas au cadastre, à titre indicatif ci-après).



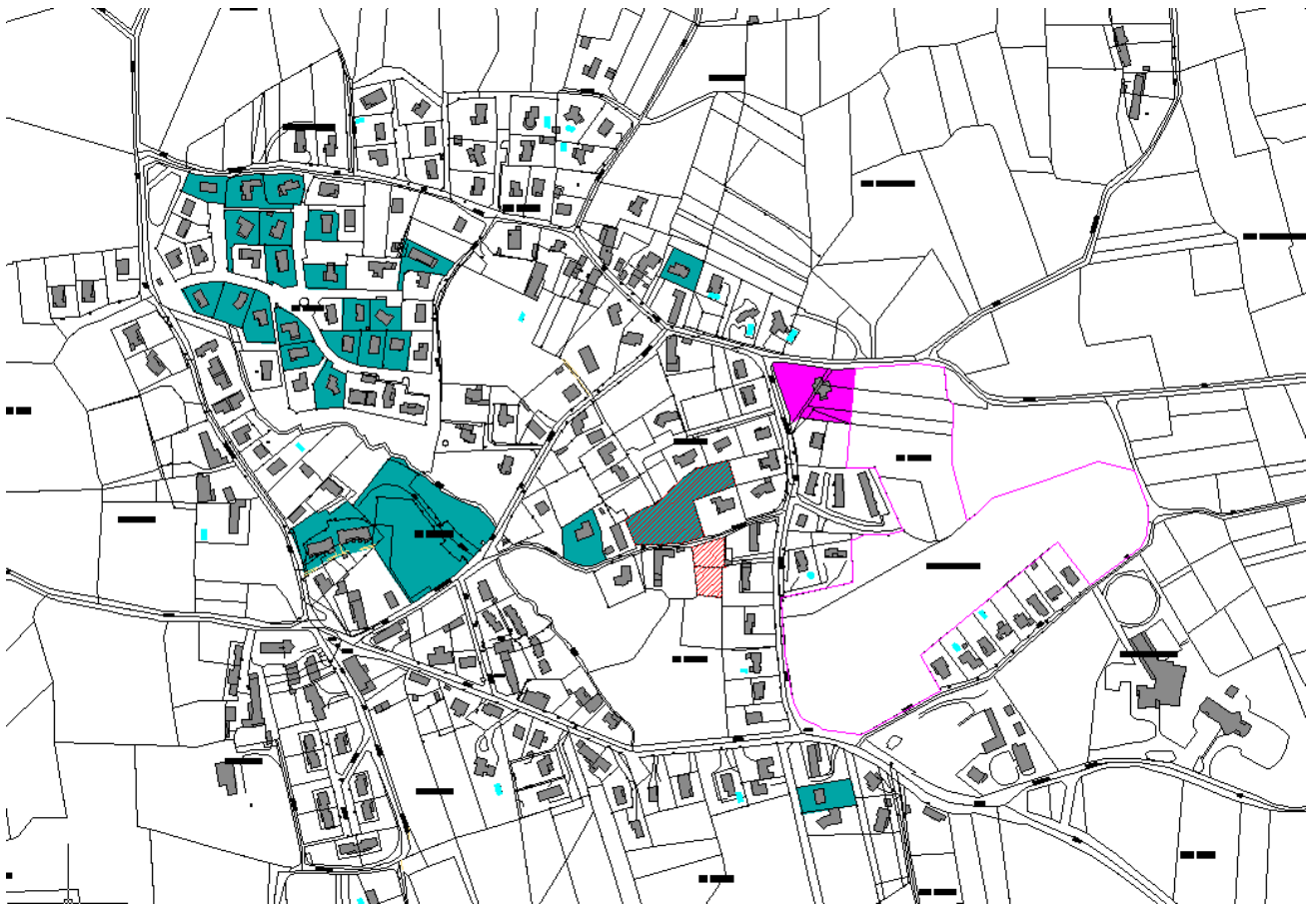
Localisation de l'écoquartier – fond cadastral – sans échelle – BLC 11/2017



Photographies sur l'écoquartier – depuis le chemin de Bonnafou – BLC 11/2017

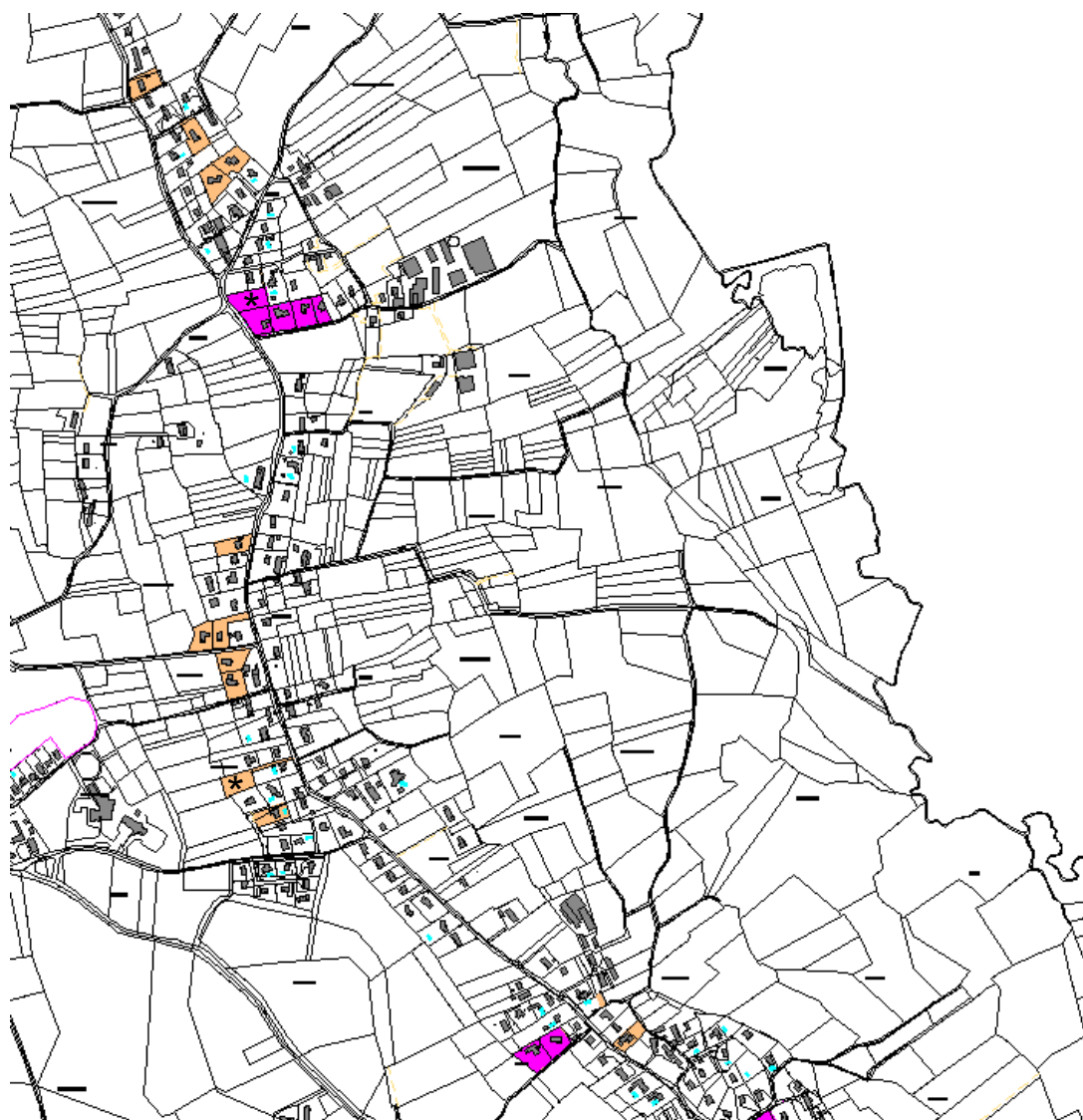


Plan masse du projet Dynacité – Dynacité 11/2015



- constructions dans la tache urbaine des pôles principaux
- constructions dans la tache urbaine des hameaux
- constructions en extension
- CUB délivrés positivement

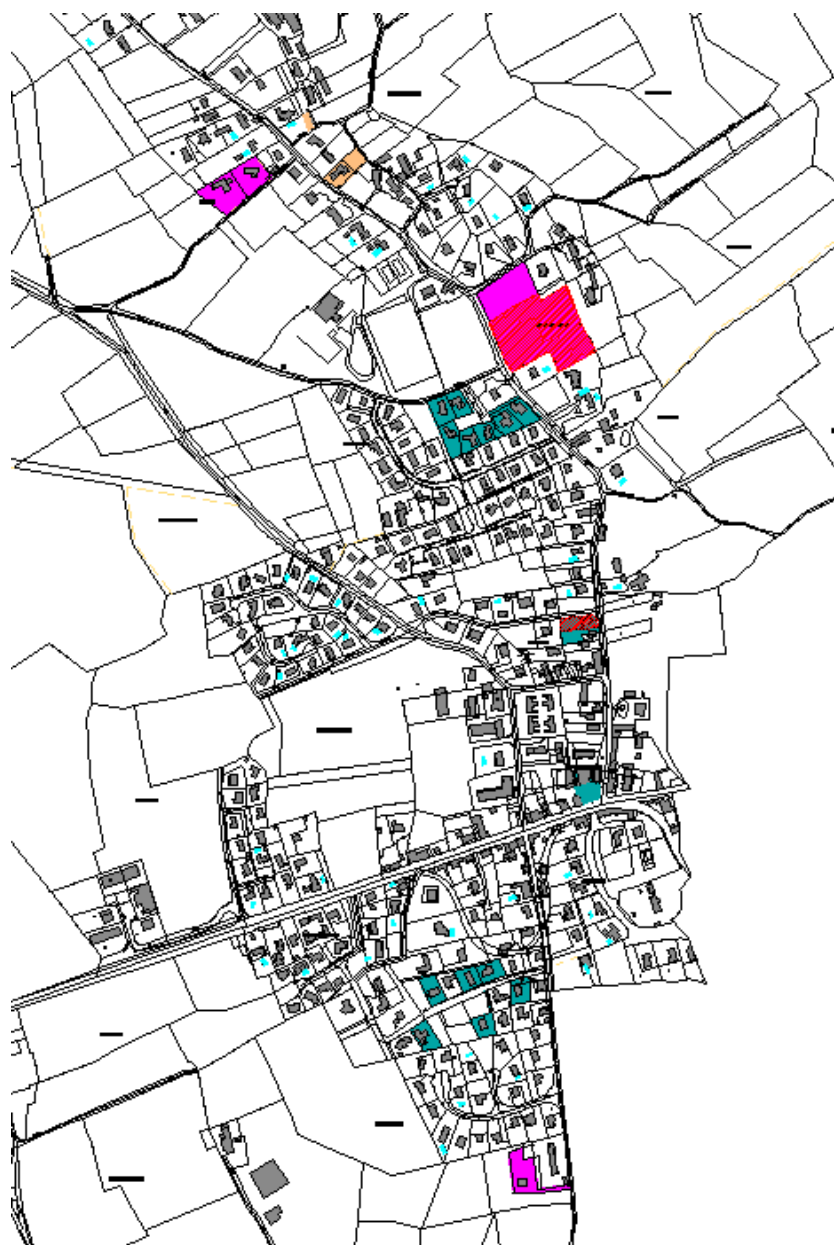
**Constructions entre 2008 et le 01/09/2016, secteur du village de Buellas – BLC 11/2016**  
exploitation de données mairie (registre des autorisations) –sans échelle



- constructions dans la tache urbaine des pôles principaux
- constructions dans la tache urbaine des hameaux
- constructions en extension
- CUB délivrés positivement

**Constructions entre 2008 et le 01/09/2016, secteur de Rosière** – BLC 11/2016 exploitation de données mairie (registre des autorisations) –sans échelle

\*Notons que les parcelles A 1221 et A 1375 sont construites.



- constructions dans la tache urbaine des pôles principaux
- constructions dans la tache urbaine des hameaux
- constructions en extension
- CUB délivrés positivement

**Constructions entre 2008 et le 01/09/2016, secteur de Corgenon** – BLC 11/2016 exploitation de données mairie (registre des autorisations) –sans échelle

Depuis 2000 et jusqu'en 2014, la consommation foncière a été évaluée d'après deux photographies aériennes par BLC.

Ce sont surtout les surfaces agricoles de la commune qui ont été impactées.

La surface consommée est de l'ordre de 44,3 ha dont :

- 22.7 ha pour la fonction d'habitat
- 12,9 ha pour la fonction activités, dont 1.0 ha pour les activités agricoles et artisanales et 11,9 ha pour la gravière (sur Buellas) – voir ci-dessous
- 0.9 ha pour les équipements
- 7.8 ha pour les travaux de dérivation de la Veyle



- consommation d'espace à vocation d'habitat
- consommation d'espace à vocation d'activités
- consommation d'espace à vocation d'équipements
- consommation d'espace pour les travaux de dérivation de la Veyre

**Consommation d'espace à Buellas, secteur du village de Buellas entre 2000 et 2014 –**  
BLC – sans échelle



- consommation d'espace à vocation d'habitat
- consommation d'espace à vocation d'activités
- consommation d'espace à vocation d'équipements
- consommation d'espace pour les travaux de dérivation de la Veyre

**Consommation d'espace à Buellas, secteur des Crêtes entre 2000 et 2014 – BLC – sans échelle**



- consommation d'espace à vocation d'habitat
- consommation d'espace à vocation d'activités
- consommation d'espace à vocation d'équipements
- consommation d'espace pour les travaux de dérivation de la Veyre

**Consommation d'espace à Buellas, secteur de Corgenon entre 2000 et 2014 – BLC –**  
sans échelle

**Une estimation de la densité entre 2003 et 2014**, sur la base de ces données du foncier et du nombre de logements construits (données « logements commencés » de la base Sitadel) peut être faite. Elle s'établit aux alentours de **9.77 logements/ha en moyenne** (172 logements pour 17.8 ha consommés théoriques), et est donc compatible avec le SCoT en vigueur ayant pris effet le 01/01/2008, qui fixe un minimum de 10 logements/ha sur le pôle local de Buellas (en tissu urbain et en extension).

### ■ L'activité de carrière

L'activité de carrières qui concerne communes de Buellas et de Saint-Denis les Bourg depuis 1969 (exploitation en eau des alluvions de la Veyle) a artificialisé les terres (notamment sur la commune de Saint-Denis les Bourg qui concentre les installations) et a créé des plans d'eau (sur les deux communes).

**Depuis 2000 et jusqu'en 2014**, la consommation foncière pour l'activité de carrière (non compris St Denis les Bourg) a été évaluée d'après photographies aériennes. Elle s'élève à **11.9 ha**.

## 3.2 Milieux agricoles

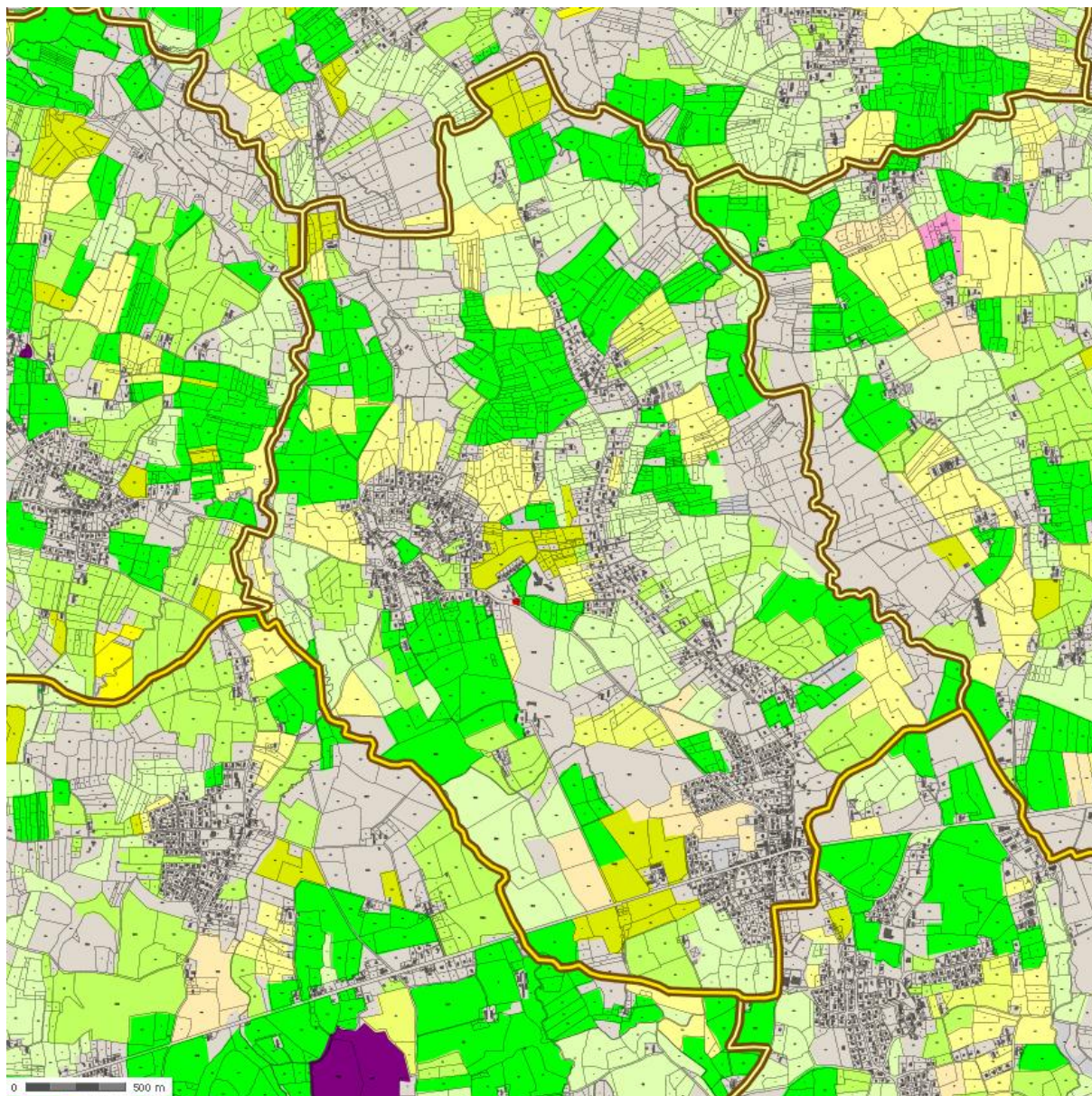
Les terres à vocation agricole trouvent place dans les vallées (Irance, Veyle, Vieux Jonc) et sur les coteaux non habités notamment du Vieux Jonc. D'après le Registre Parcellaire Graphique (RPG) 2012, elles correspondent le plus souvent à des terres labourées et prairies temporaires présentant généralement des grands tènements, ainsi que quelques prairies permanentes présentant des tènements plus restreints avec des haies encore bien préservées, notamment en direction de la Veyle à Rosière et Corgenon, ou en direction du Vieux Jonc, en entrée Ouest du village de Buellas (Pré Bozonet).

Le bocage constitué des prairies permanentes et de haies peut être considéré comme des habitats intéressants à préserver d'une manière générale.

Les espaces agricoles sont les espaces qui ont le plus souffert de la consommation foncière pour l'extension du tissu urbain et pour l'implantation des activités directes ou indirectes. En effet, les travaux de dérivation de la Veyle correspondent à une compensation de l'activité de carrière. Ceux-ci ont réduit la surface agricole de 7.8 ha.

Au total, la surface agricole consommée entre 2000 et 2014 est évaluée à 44.3 ha (comparaison de deux photographies aériennes). La fonction d'habitat est la plus consommatrice puisqu'elle représente à elle seule plus de 50% de la consommation totale d'espace, avec un rythme de consommation de l'ordre de 1.62 ha par an.

## Carte du registre parcellaire graphique (RPG) 2012 - géoportail



	Blé tendre
	Maïs grain et ensilage
	Orge
	Autres céréales
	Colza
	Tournesol
	Autre oléagineux
	Protéagineux
	Plantes à fibres
	Semences
	Gel (Surfaces gelées sans production)
	Gel industriel
	Autres gels
	Riz
	Légumineuses à grains

	Fourrage
	Estives landes
	Prairies permanentes
	Prairies temporaires
	Vergers
	Vignes
	Fruit à coque
	Pluvier
	Autres cultures industrielles
	Légumes-fleurs
	Canne à sucre
	Arboriculture
	Divers
	Non disponible

### 3.3 Espaces forestiers

En corrélation avec ses caractéristiques géomorphologiques, le territoire communal se trouve à la charnière de deux régions forestières : la Bresse et la Dombes.

D'une manière générale, la Dombes est un pays de grandes exploitations en polyculture intensive, laissant peu de place à la forêt. Les surfaces forestières ont d'ailleurs vu une régression pour la mise en culture. Les forêts se présentent sous forme de parcelles de forme carrée, éparses au milieu des labours et des étangs. Elle joue un rôle important pour le gibier. Les forêts sont constituées en général par des taillis-sous-futaie de chêne pédonculé, avec taillis de charme, aulne glutineux, bouleau, tremble, coudrier, châtaignier. Les peuplements sont soit en voie de dégradation (transformation en taillis de bouleau et tremble) soit plus rarement enrichis (plantation de chêne rouge et/ou robinier. A ces essences, sont associés de façon constante ou fréquente : chèvrefeuille, germandrée, fougère aigle, bourdaine, voire molinie.

La Bresse contrairement à la Dombes, est un pays de propriété très morcelée. Les forêts sont essentiellement des bois de ferme et de petits boqueteaux reliés par un réseau de haies de saules, aulne glutineux, robinier et charme ; dans les bas-fonds on trouve des plantations de peupliers. Le type le plus fréquent est le taillis-sous-futaie à réserve en chêne pédonculé (parfois rouvre) et taillis de charme avec présence constante et souvent abondante de bouleau et tremble. Certains massifs sont enrichis par plantation de pin Weymouth (ou sylvestre) et de chêne rouge. Les plantes associées de façon quasi constante à ces peuplements sont la fougère aigle, la molinie, la bourdaine, le saule à oreillettes et le genêt des teinturiers. Sur les sols mieux drainés, on rencontre : viorne obier, chèvrefeuille, ronce, sceau de Salomon, muguet et germandrée.

**A l'échelle de la commune, intégralement de propriétés privées, les boisements se localisent principalement dans les vallées.** Ils correspondent à des feuillus purs en îlots et autres feuillus purs, voire à des peupleraies cultivées (Veyle).

En outre, les forêts alluviales (**ripisylves**) établies en étroits cordons linéaires sur les rives des cours d'eau, sont surtout caractérisées par des peuplements d'aulnes et frênes.

Des haies et bosquets où domine le chêne sessile forment, avec les prairies, le bocage.

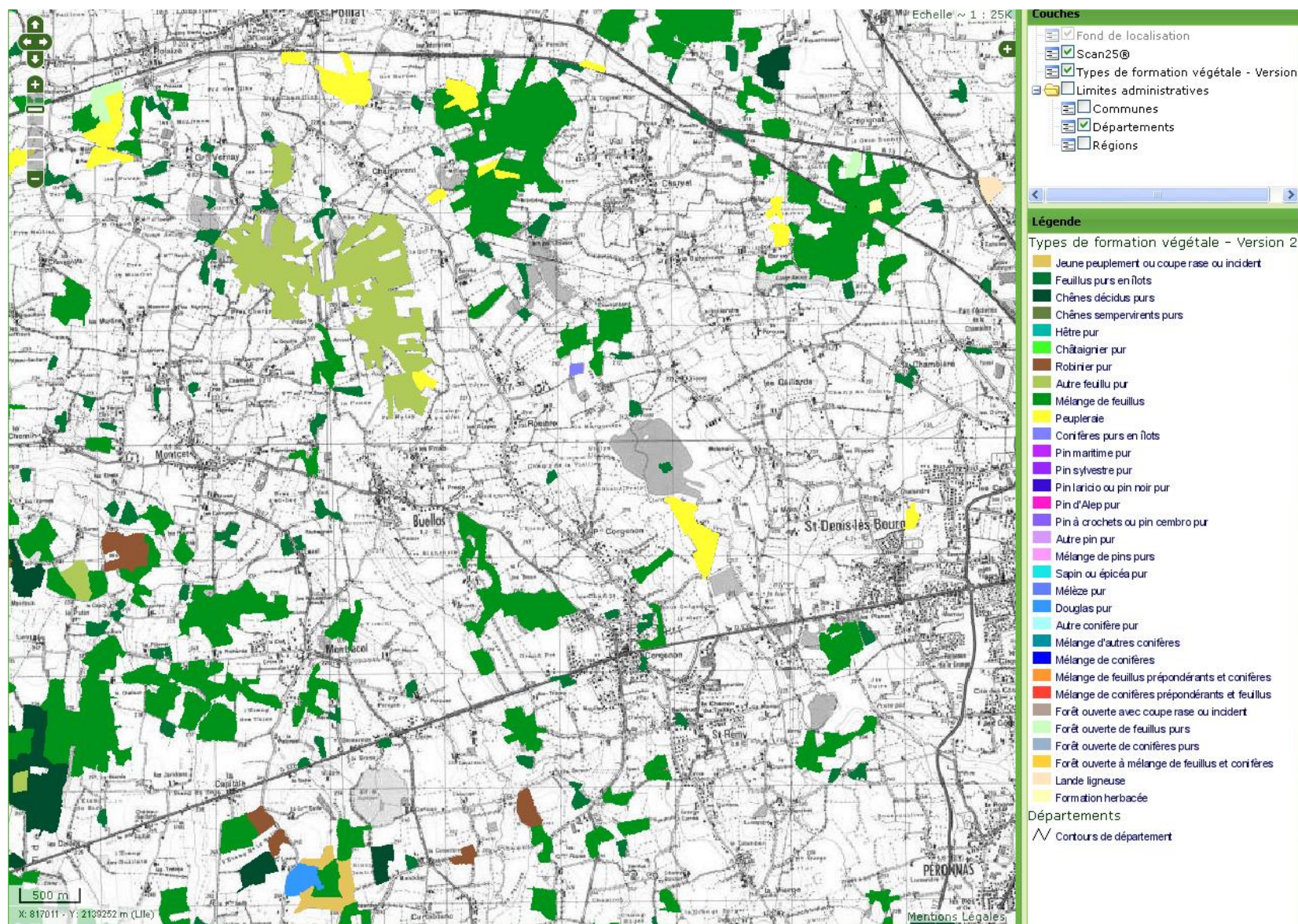


**Ripisylve et prairie humide en bord de Veyle**

Photo BLC 2009



## Carte de l'inventaire forestier national



### 3.4 Surfaces en eau

Le territoire communal présente un important réseau hydrographique (voir à ce sujet la partie Hydrographie de l'Etat initial de l'environnement).

En outre, il compte plusieurs plans d'eau dans le lit de la Veyle, issus de l'exploitation de la gravière (voir à ce sujet la partie sur les Sols et sous-sols et la Ressource en eau de l'Etat initial de l'environnement).

#### **Enjeux identifiés :**

- Enjeu de préserver le foncier agricole (espaces bocagers) de l'urbanisation pour l'habitat et de l'exploitation de carrières
- Enjeu de préserver les coupures d'urbanisation d'une commune au tissu urbain discontinu et de respect des objectifs du SCoT (nombre de logements, densité et consommation foncière)

## 4. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

---

### 4.1 Réglementation en vigueur pour la protection des milieux remarquables

#### 4.1.1 Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 comprend deux types de zones règlementaires : d'une part les Zones de Protection Spéciale (ZPS) désignées à partir de l'inventaire des ZICO, et d'autre part les Sites d'Intérêt Communautaires (SIC) définis par la directive européenne du 21/05/1992 sur la conservation des habitats naturels.

Il concerne donc les habitats des espèces menacées de disparition (vulnérables à certaines modifications de leurs habitats), considérées comme rares (populations faibles ou répartition locale restreinte), ou nécessitant une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat. Mais aussi les milieux terrestres ou aquatiques utilisés par les espèces migratrices dont la venue est régulière.

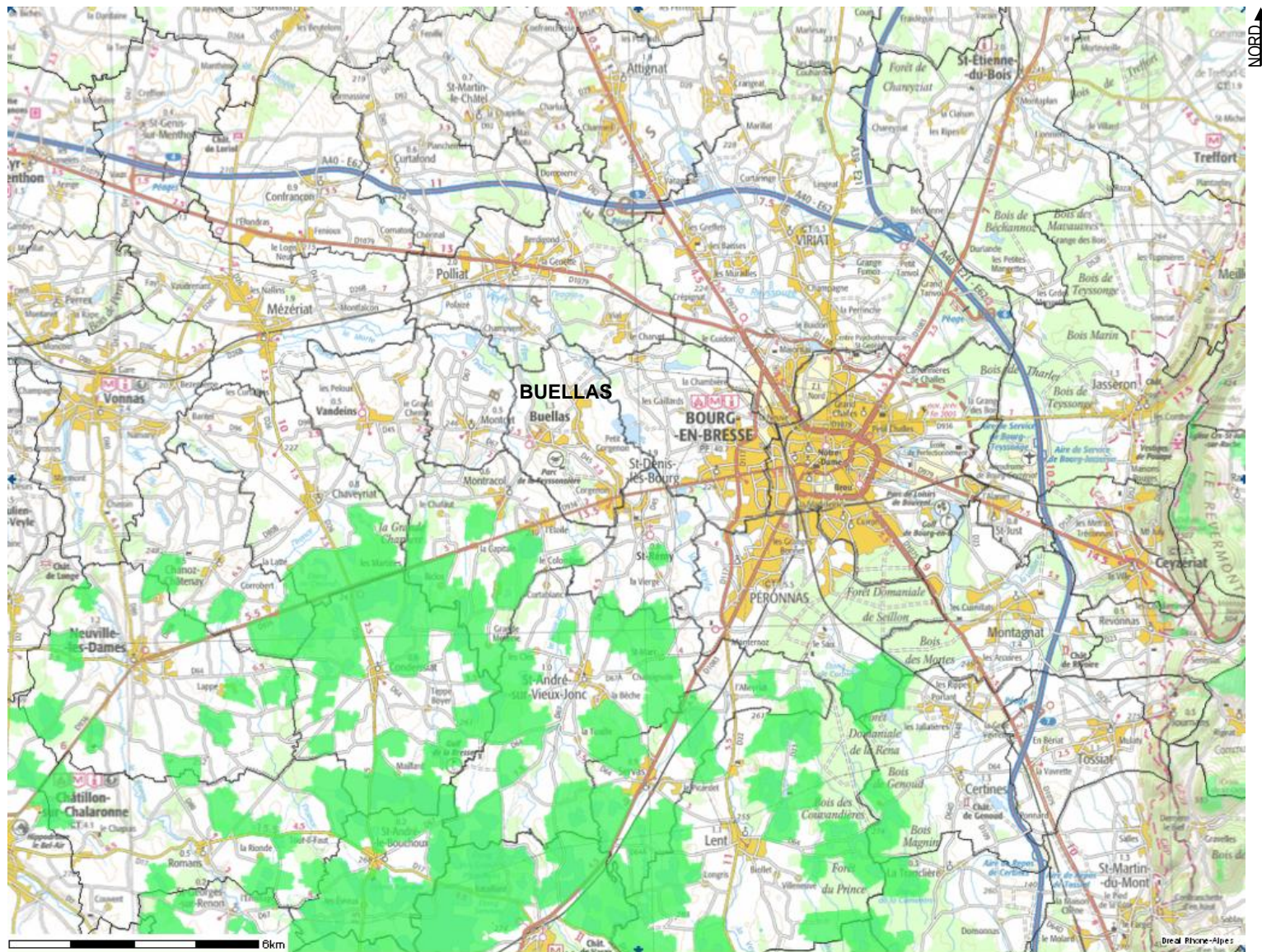
Pour l'application des directives Oiseaux et Habitats, la France a mis en avant le choix concerté des moyens de gestion au niveau de chaque site et s'est engagée à produire pour chaque site un document d'objectifs. Réalisé par un opérateur technique, désigné au sein d'un comité de pilotage qui rassemble les divers acteurs locaux, ce document dresse un état des lieux des habitats et des espèces, définit les objectifs et les mesures de gestions nécessaires et estime leur coût. Une fois validé, le document d'objectifs est approuvé par le préfet.

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000.

En revanche, les communes voisines de Montracol et Saint-Rémy sont concernées par :

- le Site d'Importance Communautaire (SIC) FR8201635 « La Dombes »
- la Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR8212016 « La Dombes »

Le Document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000 a été validé en juillet 2004.

**Sites Natura 2000 - DREAL RA – sans échelle**

## Mammifères visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

		POPULATION						EVALUATION				
Code	Nom :	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	Qualité	Population	Conservation	Isolement	Globale	Fiche espèce
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Résidence			Individus	Présente		2% $\geq$ p>0%	Moyenne	Non-isolée	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>

## Amphibiens visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

		POPULATION						EVALUATION				
Code	Nom :	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	Qualité	Population	Conservation	Isolement	Globale	Fiche espèce
1166	<i>Triturus cristatus</i>	Résidence			Individus	Présente		2% $\geq$ p>0%	Moyenne	Marginale	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>

## Invertébrés visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

		POPULATION						EVALUATION				
Code	Nom :	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	???natura.list.especes.qualite???	Population	Conservation	Isolement	Globale	Fiche espèce
1042	<i>Leucorrhinia pectoralis</i>	Résidence			Individus	Présente		15% $\geq$ p>2%	Bonne	Non-isolée	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>
1060	<i>Lycaena dispar</i>	Résidence			Individus	Présente		2% $\geq$ p>0%	Bonne	Non-isolée	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>

## Plantes visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil

		POPULATION						EVALUATION				
Code	Nom :	Statut	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	???natura.list.especes.qualite???	Population	Conservation	Isolement	Globale	Fiche espèce
1831	<i>Luronium natans</i>	Résidence			Individus	Présente		2% $\geq$ p>0%	Moyenne	Non-isolée	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>
1428	<i>Marsilea quadrifolia</i>	Résidence			Individus	Présente		2% $\geq$ p>0%	Moyenne	Non-isolée	Moyenne	<a href="#">Fiche</a>

Exporter les données: [CSV](#) | [Excel](#) | [XML](#)

## Autres espèces importantes de faune et de flore

Groupe	Nom :	Taille Min	Taille Max	Unité	Abondance	Motivation	Fiche espèce
Plante	<i>Damasonium alisma</i>			Individus	Présente	- Autre raison	<a href="#">Fiche</a>
	<i>Gratiola officinalis</i>			Individus	Présente	- Autre raison	<a href="#">Fiche</a>
	<i>Lindernia procumbens</i>			Individus	Présente	- Espèce de l'annexe IV (directive "Habitat") - Espèce de l'annexe V (directive "Habitat") - Autre raison	<a href="#">Fiche</a>
	<i>Pilularia globulifera</i>			Individus	Présente	- Autre raison	<a href="#">Fiche</a>
	<i>Pulicaria vulgaris</i>			Individus	Présente	- Autre raison	<a href="#">Fiche</a>
	<i>Typha minima</i>			Individus	Présente	- Espèce relevant d'une convention internationale	<a href="#">Fiche</a>

## Liste des espèces de faune et flore du SIC La Dombes –

Source : Données du Muséum national d'Histoire naturelle ; Inventaire National du Patrimoine Naturel

### **Caractéristiques du site**

La Dombes est un plateau marqué par une multitude d'étangs alimentés par les précipitations.

Les étangs sont de création artificielle dont la plus ancienne remonte au XIII<sup>e</sup> siècle.

Il y a actuellement environ 1100 étangs répartis sur 67 communes du département de l'Ain. Ces étangs sont alimentés par les eaux de ruissellement et les pluies. Pour compléter leur remplissage, il s'est établi au fil du temps un système de chaîne d'étangs dont le fonctionnement dépend de l'accord de tous les propriétaires.

Les sites Natura 2000 sont attachés aux étangs, localisés à l'extérieur du territoire communal, et qui font également l'objet d'inventaires de milieux remarquables, notamment des ZNIEFF de type 1. A noter qu'ont été proposés à l'inscription au réseau Natura 2000 tous les étangs de la Dombes, ainsi qu'une bande d'environ 200 mètres au pourtour de chaque étang, permettant de prendre ainsi en compte les milieux périphériques essentiels au maintien en bon état de conservation de ces étangs.

### **Qualité et importance des sites**

Les habitats d'intérêt communautaire identifiés sur les étangs de la Dombes sont tous menacés et en constante régression à l'échelle européenne : la responsabilité de la Dombes, comme l'une des principales zones d'étangs de la France, est donc majeure pour ces habitats.

Il en va de même pour les plantes aquatiques inféodées à ces milieux, ainsi que pour la libellule : Leucorrhine à gros thorax, qui présente l'une des populations les plus importantes d'Europe.

L'exploitation traditionnelle des étangs faisant alterner deux phases : l'évolage (phase de mise en eau des étangs) et l'assec (avec en général mise en culture) a favorisé l'extension de milieux de grèves riches en plantes rares en région Rhône-Alpes.

Les habitats naturels d'intérêt communautaire recensés sur le site correspondent à trois principales catégories :

- les eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-nanojuncetea (Code Natura 2000 : 3130)
- les eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp. (Code Natura 2000 3140).
- les lacs eutrophes naturels avec végétation de type Magnopotamion ou Hydrocharition (Code Natura 2000 : 3150)

Les deux premiers habitats ne couvrent qu'une très faible surface de ce très vaste site (respectivement 1% pour l'habitat 3130 et 0,1 % pour l'habitat 3140).

### **Vulnérabilité des sites**

Le territoire de la Dombes est confronté à :

- un risque de disparition du cycle traditionnel de gestion des étangs avec une année d'assec pour 2 à 3 ans de mise en eau : la pisciculture extensive favorise ce système mais sa pérennité est mise à mal, notamment du fait de la prédation des oiseaux piscivores, principalement le Grand Cormoran.
- une diminution importante des prairies de fauche en bordure des étangs au profit de cultures, entraînant la disparition de zones de nidifications de plusieurs espèces d'oiseaux (canards de surface).
- une pression péri-urbaine importante

Le DOCOB Natura 2000 établi des préconisations pour les documents d'urbanisme en s'adressant surtout au PLU :

- définir des zonages permettant le maintien de la vocation naturelle et/ou agricole des étangs et de leurs abords :

- \* les sites abritant des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire devront être classés en zone N (« zone à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique » art. R. 123-18) ;

- \* les parcelles riveraines des étangs devront prioritairement être classées en zones A. Certaines bordant des sites à enjeux actuellement en zone NC pourront évoluer vers des zones ND lorsqu'elles n'abritent pas de siège d'exploitation : la vocation agricole de ces terrains pourrait donc être conservée en garantissant toutefois l'absence de constructions ;

- \* les boisements remarquables, qui servent notamment de sites de nidification, devraient quant à eux être en Espaces Boisés Classés

- de limiter le taux d'artificialisation lié à l'implantation de zones à vocation d'urbanisation : on privilégiera une densification de l'existant (la loi SRU va en ce sens) plutôt que le mitage ou l'étirement linéaire le long des axes (ce qui se justifie également en matière d'équipement, notamment pour les réseaux) ;

- de limiter l'implantation d'activités susceptibles d'engendrer des nuisances : pollution de l'air, de l'eau, des sols, bruit, interdiction d'installations classées à proximité de sites à enjeux, ...

## 4.2 Inventaires patrimoniaux

### 4.2.1 Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les objectifs des ZNIEFF sont la connaissance permanente aussi exhaustive que possible des espaces naturels, dont l'intérêt repose soit sur la présence d'espèces rares et menacées (type I), soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème en question (type II).

En effet, les zones de type I correspondent à des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable (présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares ou remarquables). Celles-ci sont donc particulièrement sensibles à toutes interventions (équipement, aménagement ou transformation), même d'ampleur limitée.

Les zones de type II coïncident quant à elles, à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. Elles nécessitent donc le respect des grands équilibres biologiques, notamment en tenant compte du domaine vital de la faune sédentaire, ou migratrice.

Ainsi, bien que les ZNIEFF ne correspondent pas en soit à une protection réglementaire, leur présence est néanmoins révélatrice d'un intérêt biologique certain.

**Buellas fait partie :**

- **d'une ZNIEFF de type II : n°0109 Ensemble formé par la Dombes des Etangs et sa bordure orientale forestière ;**
- **de deux ZNIEFF de type I : n°01000060 ruisseau de l'Etre et n° 01000085 Marais de Vial**

La Dombes correspond à d'une zone humide d'importance majeure, identifiée par ailleurs en Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). De même, elle est mentionnée dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse parmi les zones humides remarquables à l'échelle du bassin.

Au sein de la région Rhône-Alpes, c'est en outre l'ensemble naturel caractérisé par la plus forte « originalité » en ce qui concerne le peuplement d'oiseaux. Il est également connu pour son intérêt en matière de libellules, avec notamment la présence d'une population importante de Leucorrhine à gros thorax, une libellule très rare.

La flore des étangs est également d'une grande originalité et compte de nombreuses espèces rares (Plantain d'eau graminé, Etoile d'eau, Elatine verticillée, Elatine à trois étamines, Pilulaire à globules, Limoselle aquatique, Lindernie couchée, Marsillée à quatre feuilles, Cicendie fluette...).

Le patrimoine biologique exceptionnel des étangs ainsi que de certains marais ou boisements périphériques justifie leur classement intégral en ZNIEFF de type I.

L'enveloppe plus large délimitée par la ZNIEFF de type II traduit quant à elle l'intérêt fonctionnel majeur, dans la conservation du patrimoine biologique de ce remarquable réseau d'étangs, des espaces périphériques agricoles ou forestiers, ainsi que des réseaux hydrauliques parcourant le bassin versant.

En effet, le maintien en bon état de conservation écologique des étangs est tributaire du mode d'occupation de leur bassin versant : la régression continue des surfaces en herbe (notamment en périphérie des étangs), l'effacement progressif du maillage de haies et de boqueteaux (plus ou moins accentué selon les secteurs du plateau), l'étalement urbain, la multiplication des infrastructures ou les pollutions diffuses font désormais courir le risque d'une banalisation rapide de cette région d'exception.

L'intérêt fonctionnel de cette zone est tout d'abord d'ordre hydraulique (ralentissement du ruissellement, auto-épuration des eaux...).

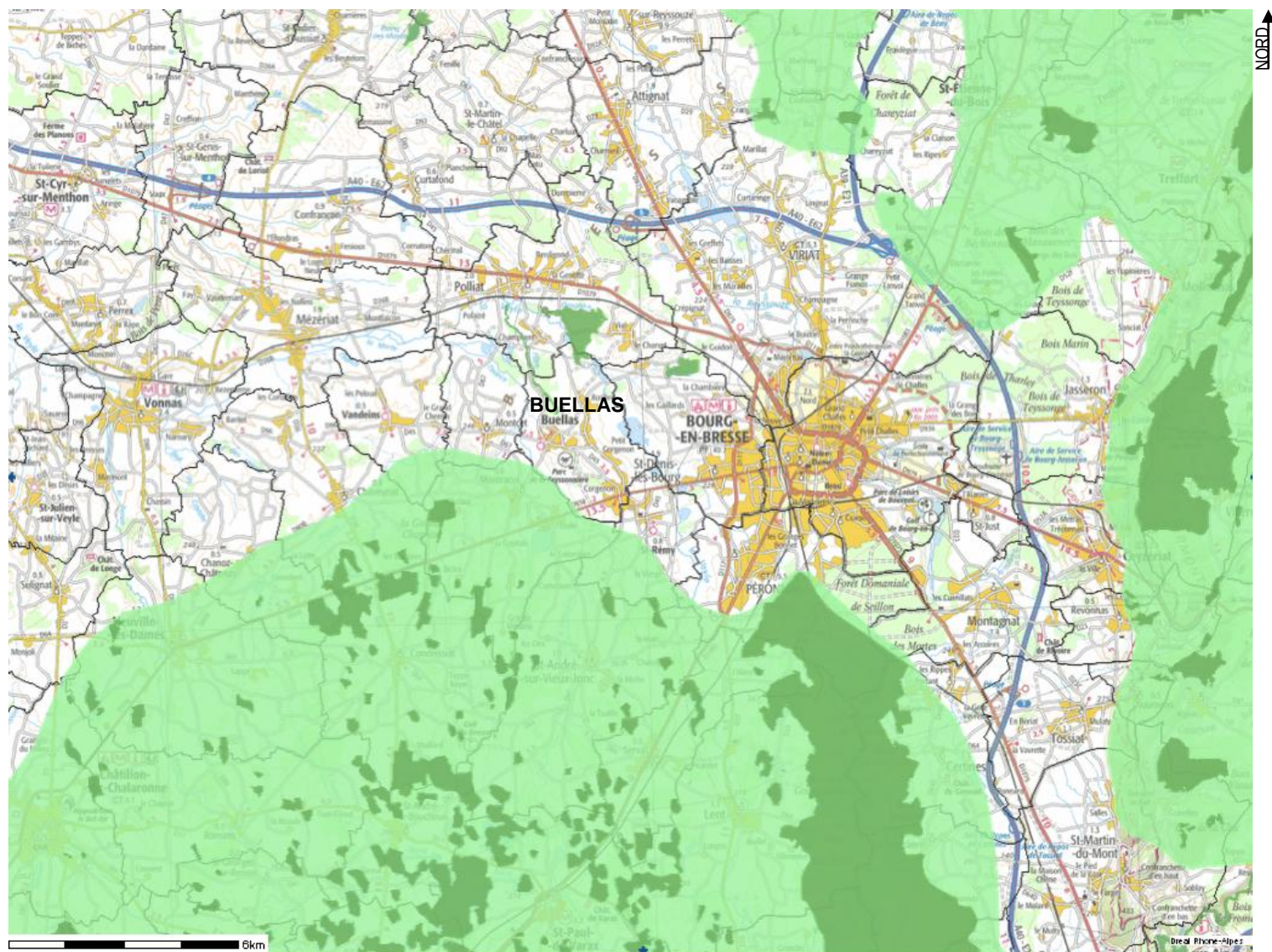
Il se traduit également bien sûr, en ce qui concerne la conservation des populations animales ou végétales, comme zone de passages, zone d'échanges et étape migratoire, zones de stationnement ou de dortoirs (essentiellement pour l'avifaune migratrice), ainsi que comme zone d'alimentation ou liée à la reproduction de nombreuses espèces remarquables, notamment en ce qui concerne l'avifaune nicheuse (neuf espèces d'ardéidés, Cigogne blanche, anatidés -dont le Canard chipeau, la Sarcelle d'été, la Nette rousse-, Busard des roseaux, Echasse blanche, Guifette moustac, Grèbe à cou noir, fauvettes paludicoles dont le Phragmite des joncs, et beaucoup d'autres en zone d'étangs, mais aussi Pics mar et cendré dans la frange forestière...).

Doit également être évoqué ici l'intérêt paysager de la Dombes, mais aussi géomorphologique (relief lié au retrait glaciaire), historique et ethnologique compte-tenu de l'originalité des modes de faire-valoir locaux, voire scientifique et pédagogique, du fait de la situation de cet espace de nature à proximité immédiate de l'agglomération lyonnaise.

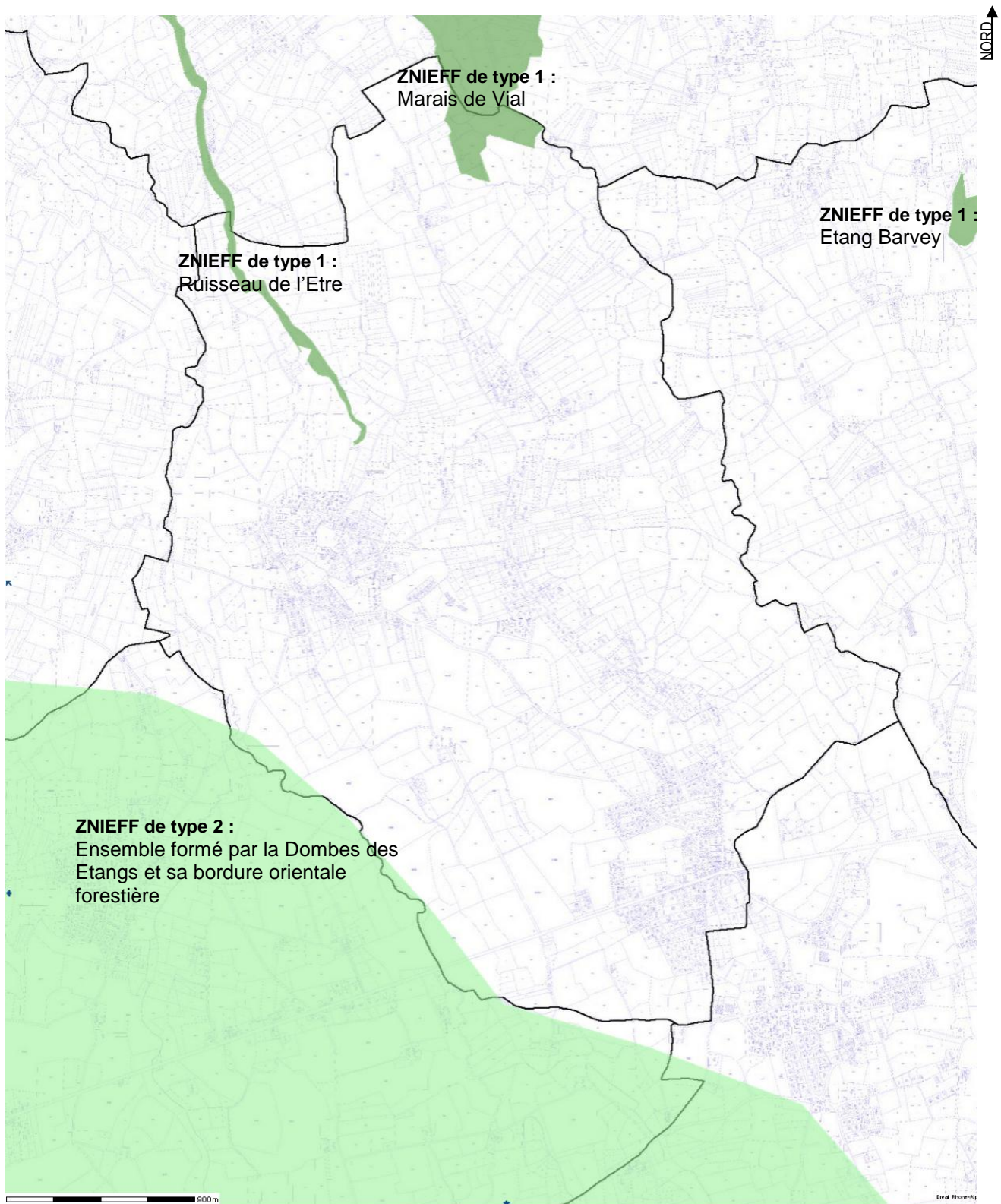
**Le ruisseau de l'Etre** est fréquenté par la seule lamproie française vivant en permanence dans des eaux douces: la Lamproie de Planer. Les jeunes lamproies se nourrissent en filtrant dans la vase des organismes microscopiques. Une fois atteint l'âge adulte, elles ne se nourrissent plus jusqu'à leur mort.

**Le marais de Vial** est une vaste zone marécageuse, marquée d'une alternance de prairies humides pâturées ou abandonnées (et alors colonisées par l'aulnaie) et de boisements typiques des milieux humides. Il conserve une belle mosaïque de milieux naturels en dépit de l'extension de plantations de peupliers et de cultures. Présentant avant tout un attrait botanique, notamment caractérisé par la présence de deux plantes rares, l'Orchis à fleurs lâches et de l'Hydrocotyle vulgaire, ce secteur d'apparence relativement sauvage accueille aussi un dortoir hivernal de Busard Saint-Martin. La reproduction du Bihoreau gris y est aussi soupçonnée de longue date mais n'a pu être établie avec certitude au regard de la difficulté d'accès des lieux et du souci d'éviter tout dérangement.

**L'étang Barvey**, localisé sur la commune de Saint-Denis-les-Bourg, est situé au sud de la Bresse mais en périphérie immédiate de la Dombes. Cet étang doit au profil particulièrement doux de ses pentes et à un environnement immédiat marqué par la coexistence d'une vieille chênaie et de prés encore pâturés d'accueillir une avifaune diversifiée, parfois remarquable (Héron pourpré, Martin-pêcheur d'Europe, Faucon hobereau...). La flore est typique des étangs de la Bresse, marquée en particulier par la présence de la Châtaigne d'eau. Bien représentée dans la Bresse, cette espèce reste beaucoup plus rare à l'échelle de la région, voire même du département de l'Ain.



Inventaires ZNIEFF – DREAL RA



Inventaires ZNIEFF - DREAL RA

## Milieux naturels

3731	PRAIRIES A MOLINIE ET COMMUNAUTES ASSOCIEES
443	AULNAIES-FRENAIES DES FLEUVES MEDIO-EUROPÉENS
44911	BOIS D'AULNES MARECAGEUX MESOEUTROPHES
533	VEGETATION A CLADIUMMARISCUS

## Faune vertébrée

### Oiseaux

Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>

## Flore

Ail des ours	<i>Allium ursinum</i> L.
Laîche distique	<i>Carex disticha</i> Hudson
Laîche pure	<i>Carex pulicaris</i> L.
Laîche des renards	<i>Carex vulpina</i> L.
Epipactis des marais	<i>Epipactis palustris</i> (L.) Crantz
Gaudinie fragile	<i>Gaudinia fragilis</i> (L.) P. Beauv.
Ecuelle d'eau	<i>Hydrocotyle vulgaris</i> L.
Orchis à fleurs lâches	<i>Orchis laxiflora</i> Lam.
Groseille rouge	<i>Ribes rubrum</i> L.
Scorzonère peu élevée	<i>Scorzonera humilis</i> L.
Séneçon aquatique	<i>Senecio aquaticus</i> Hill
Curmin des prés (Fenouil des chevaux)	<i>Silaum silaus</i>
Fougère des marais	<i>Thelypteris palustris</i> Schott

## Faune invertébrée

Pas de données disponibles

## Caractéristiques de la ZNIEFF de type 1 Marais de Vial – DREAL RA

Circus cyaneus et Alcedo atthis sont des espèces à statut réglementé (Directive 79/409/CEE : Directive européenne dite Directive Oiseau et Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection).

#### 4.2.2 Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Les ZICO sont définies à partir de la directive européenne n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages, qui s'applique à tous les états membres de l'union européenne. Cette directive préconise de prendre « *toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen* ».

Les ZICO sont donc des sites d'intérêt majeur, qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne, et doivent être prise en compte dans le processus d'élaboration du document d'urbanisme, de façon à éviter toute destruction d'habitat d'oiseaux supplémentaire, en tenant compte des secteurs et des milieux les plus sensibles pour les espèces à protéger.

Buellas fait partie **de la ZICO : RA01 La Dombes** en extrême limite Sud de la commune

La ZICO La Dombes est composée de milieux divers : étangs d'eau douce, marais, prairies humides, forêts de feuillus (Chêne pédonculé, Bouleau), landes et cultures.

Elle héberge de nombreuses espèces ornithologiques d'« intérêt » :

Butor étoilé (1-3 c.), Blongios nain (20 c., R), Bihoreau gris (70-150 c.), Crabier chevelu (1-5 c.), Aigrette garzette (10-50 c.), Héron cendré (600 c., R), Héron pourpré (80-100 c., R), Cigogne blanche (3-5 c.), Busard des roseaux (15-20c.). Echasse blanche (10c.) et Guifette moustac (200-1100 c.) sont les espèces nicheuses les plus remarquables.

Nette rousse (80-120 c.), Canard chipeau (500-600 c.), Fuligule milouin (1500 c.), Grèbe castagneux (200-250 c.). Grèbe huppé (1000-1500 c.) et Grèbe à cou noir (200-400 c.) témoignent également de l'importance internationale du site en période de nidification.

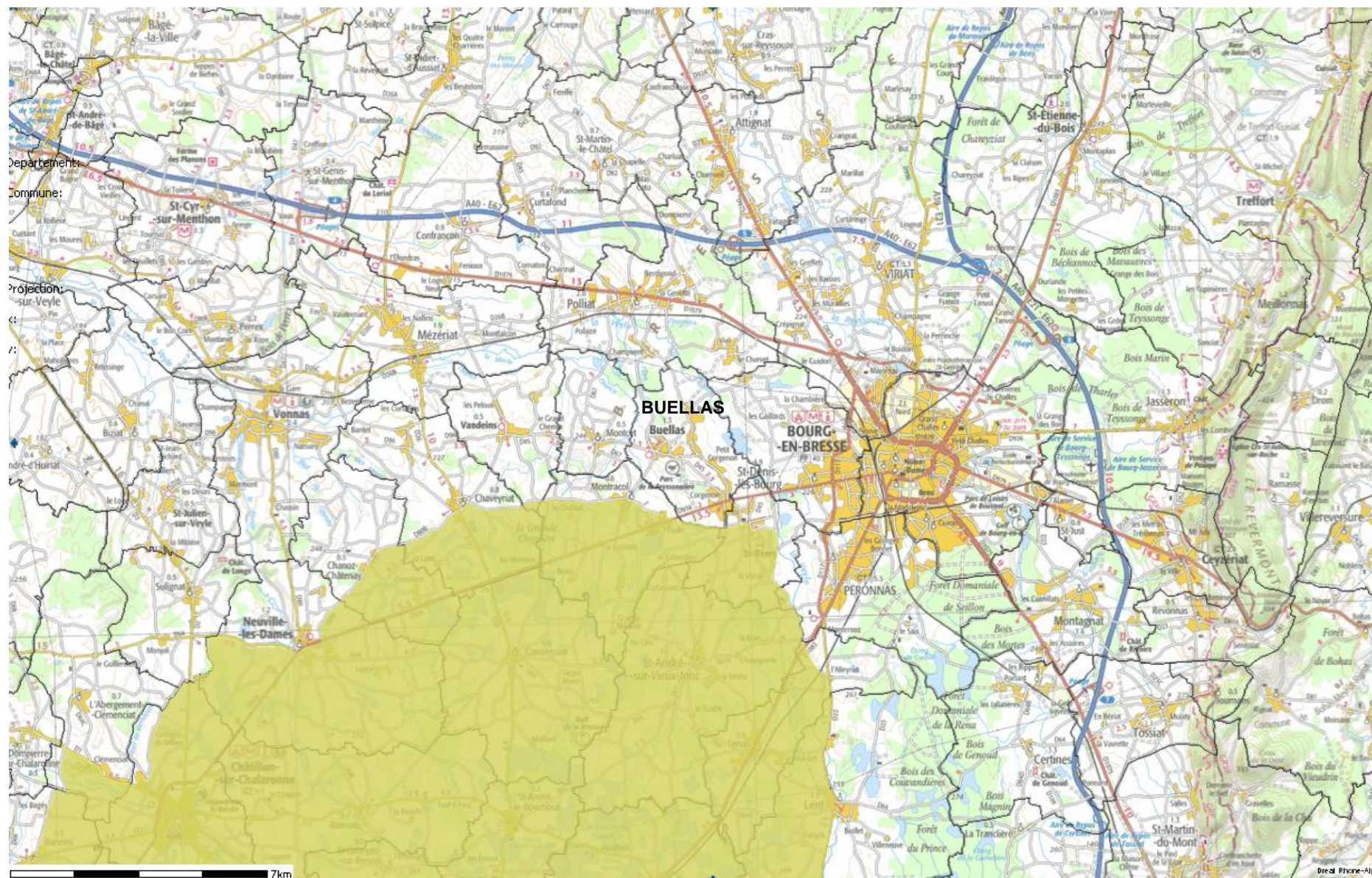
Site d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau (>20 000, R) : Grand Cormoran (600-2000, R), Canard chipeau (90-200), Sarcelle d'hiver (570-1000), Canard colvert (2000-18000), Canard souchet (250), Fuligule milouin (0-2700), Garrot à oeil d'or (10-25), Foulque macroule (2300), Pygargue à queue blanche (0-1), Aigle criard (0-1), Faucon émerillon (1-2), Faucon pèlerin (1-5) et Vanneau huppé (4300) sont les principaux hivernants.

Cigogne noire (5-15), Spatule blanche (1-3), Canard chipeau (max. 1100, R), Canard pilet (max. 600), Sarcelle d'été (max. 500), Canard souchet (max. 800), Nette rousse (max. 300), Fuligule milouin (max. 6000), Fuligule morillon (max. 6000), Grue cendrée (1-50), Balbuzard pêcheur (50), Guifette noire (20-50), Guifette moustac (100-300), Chevalier arlequin (100-500, R) et nombreuses espèces de limicoles observés au passage.

Source : DIREN Rhône-Alpes

##### Enjeux identifiés :

- Enjeu d'éventuels liens fonctionnels entre les zones Natura 2000 proches et les zones d'intérêt écologique de Buellas (ZNIEFF et ZICO en particulier – présence d'espèces similaires)



Zone importante pour la conservation des oiseaux – DREAL RA

### 4.2.3 Les zones humides

La loi sur l'eau de 1992 définit la zone humide par « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

La connaissance et la préservation des zones humides constituent un point fort des objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée Corse.

Ces infrastructures naturelles assurent selon leur état de conservation tout ou partie des fonctionnalités suivantes : la régulation des régimes hydrologiques en retardant le ruissellement des eaux de pluie, l'auto-épuration et la protection de la qualité des eaux souterraines et superficielles et constituent un réservoir biologique.

#### ■ Les zones humides dans le SDAGE (2010-2015)

*Voir aussi au sujet du SDAGE la partie Ressource en eau*

Dans la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques (Orientation fondamentale OF-2), le SDGAE 2010-2015 attache une attention particulière aux zones humides, qui ont tendance à reculer et à subir des dégradations.

Il en fait également mention dans l'Orientation fondamentale OF-6 : Préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques.

Le SDAGE préconise, d'une manière générale :

- D'inventorier ces zones, les caractériser (cf ci-dessous)
- De maintenir la surface des zones humides
- De ne pas dégrader ces zones (mesure des impacts / incidences), sinon mettre en place une réduction d'impacts ou des mesures compensatoires

Il précise que **les mesures compensatoires consistent « soit en la création de zone humide équivalente sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit en la remise en état d'une surface de zone humide existante, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200% de la surface perdue ».**

Et plus spécifiquement, il préconise que les mesures précitées doivent être respectées :

- Dans le cadre des études d'impacts prévue dans le cadre de la procédure carrière
- Dans le cadre des PLU : évaluation environnementales, règlement adapté (classement en N, espace boisé classé)

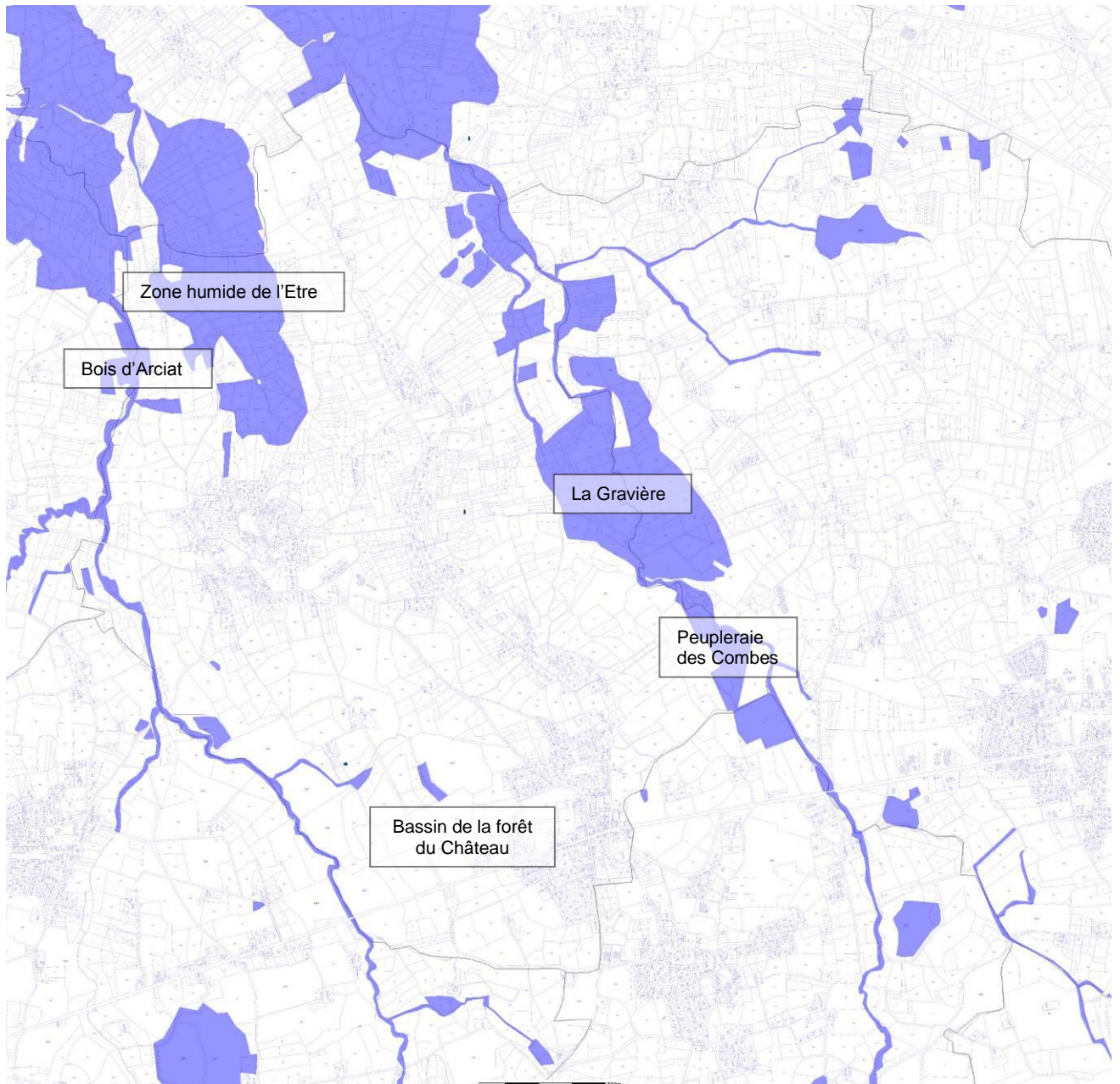
#### ■ L'inventaire départemental des zones humides

La commune est concernée par l'inventaire départemental des zones humides réalisé par le Conseil Général de l'Ain en 2011 et validé en 2013. Il remplace le précédent établi en 2006.

La surface minimale de caractérisation des zones humides est de 1000 m<sup>2</sup> ; les critères d'identification sont la végétation et la pédologie (sol).

La commune est ainsi concernée par les zones humides suivantes :

- Zone humide de l'Etre
- La gravière
- Peupleraie des Combes
- Bois d'Arciat
- Bassin de la forêt du Château



**Inventaire des zones humides – DREAL RA**

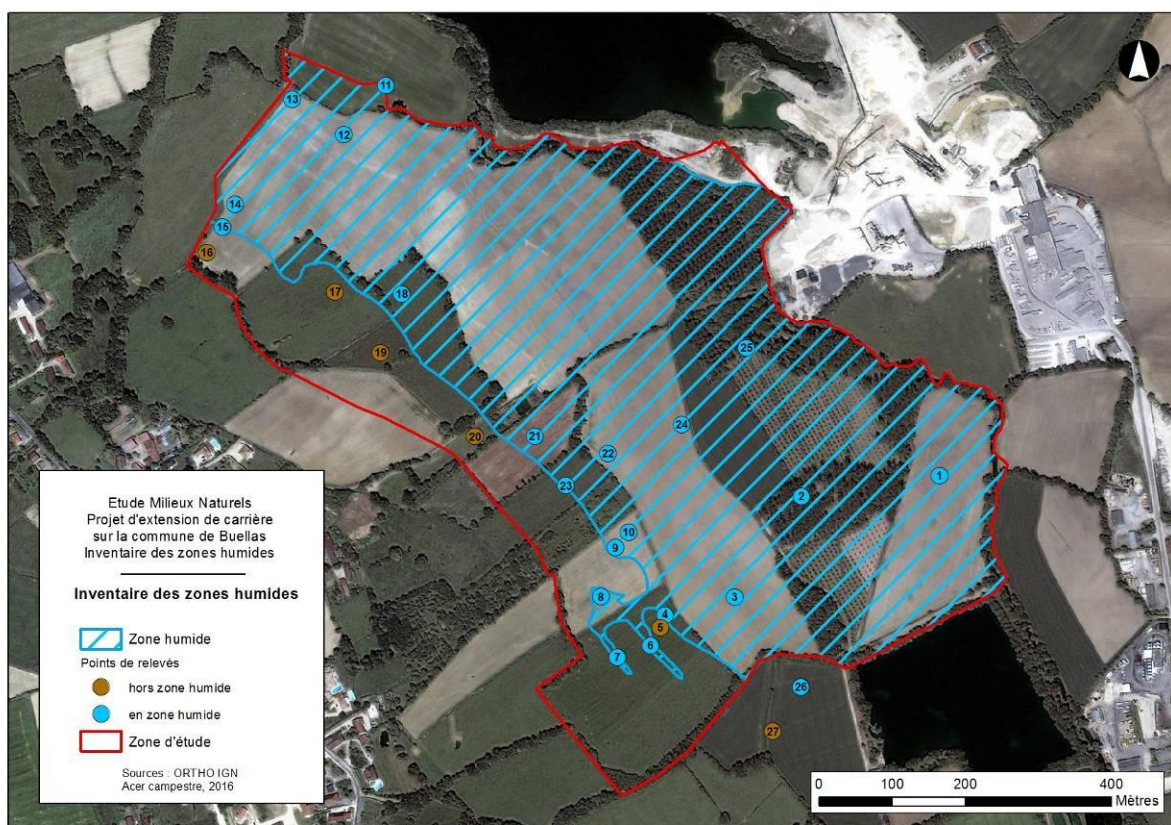
## ■ L'inventaire des zones humides lié au développement de la carrière

Au regard des enjeux liés au développement de la carrière existante sur Buellas et Saint Denis les Bourg, un inventaire des zones humides a été réalisé par le bureau d'études Acer Campestre dont le rapport date du 17/02/2016.

Il s'est appuyé sur l'inventaire précité et en a fait une analyse plus fine (sondages pédologiques en plus des analyses faune/flore existantes) sur une zone d'étude préalablement définie, plus large que la surface d'exploitation projetée par Granulats VICAT (cf. périmètre en rouge sur la carte ci-dessous).

Dans le cadre du présent état initial de l'environnement du PLU, nous ne nous intéresserons qu'à la première partie du rapport qui établit le diagnostic des zones humides qui concernent la commune et plus particulièrement la zone d'extension potentielle de la carrière.

**D'après les 27 sondages pédologiques établis, la surface en zone humide sur l'ensemble de la zone d'étude est de 44,3 ha.**



**Enjeux identifiés :**

Les zones humides ainsi inventoriées sur la commune de Buellas, et en particulier sur la zone d'extension potentielle de la carrière, présentent plusieurs enjeux :

- enjeu pour la régulation des régimes hydrologiques (stockage des eaux)
- enjeu de préservation de la qualité des eaux souterraines et superficielles qui alimentent ces zones humides (voir à ce sujet la partie qui concerne la ressource en eau)
- enjeu de préservation de la biodiversité (espèces et milieux naturels riches)
- enjeu de maintien des continuités écologiques (connexions entre zones humides, zones humides comme connexions entre espaces d'intérêt écologique etc – voir à ce sujet la partie qui concerne les Continuités écologiques)

#### 4.2.4 Autres inventaires (synthèse)

##### ■ L'étude milieux naturels réalisée dans le cadre du projet d'extension de la carrière Granulats Vicat (04/2014)

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une étude des milieux naturels. Elle a été menée par ACER CAMPESTRE et a été rendue le 30/06/2016.

Les objectifs sont de :

- *connaître les enjeux liés à la présence d'espèces ou d'habitats protégés : habitats naturels, flore et faune (oiseaux, reptiles, insectes, amphibiens, mammifères, chiroptères, faune aquatique)*
- *évaluer les impacts du projet sur les milieux naturels*
- *définir les mesures à mettre en œuvre afin de le rendre acceptable d'un point de vue écologique (stratégie d'évitement et de réduction d'impacts).*

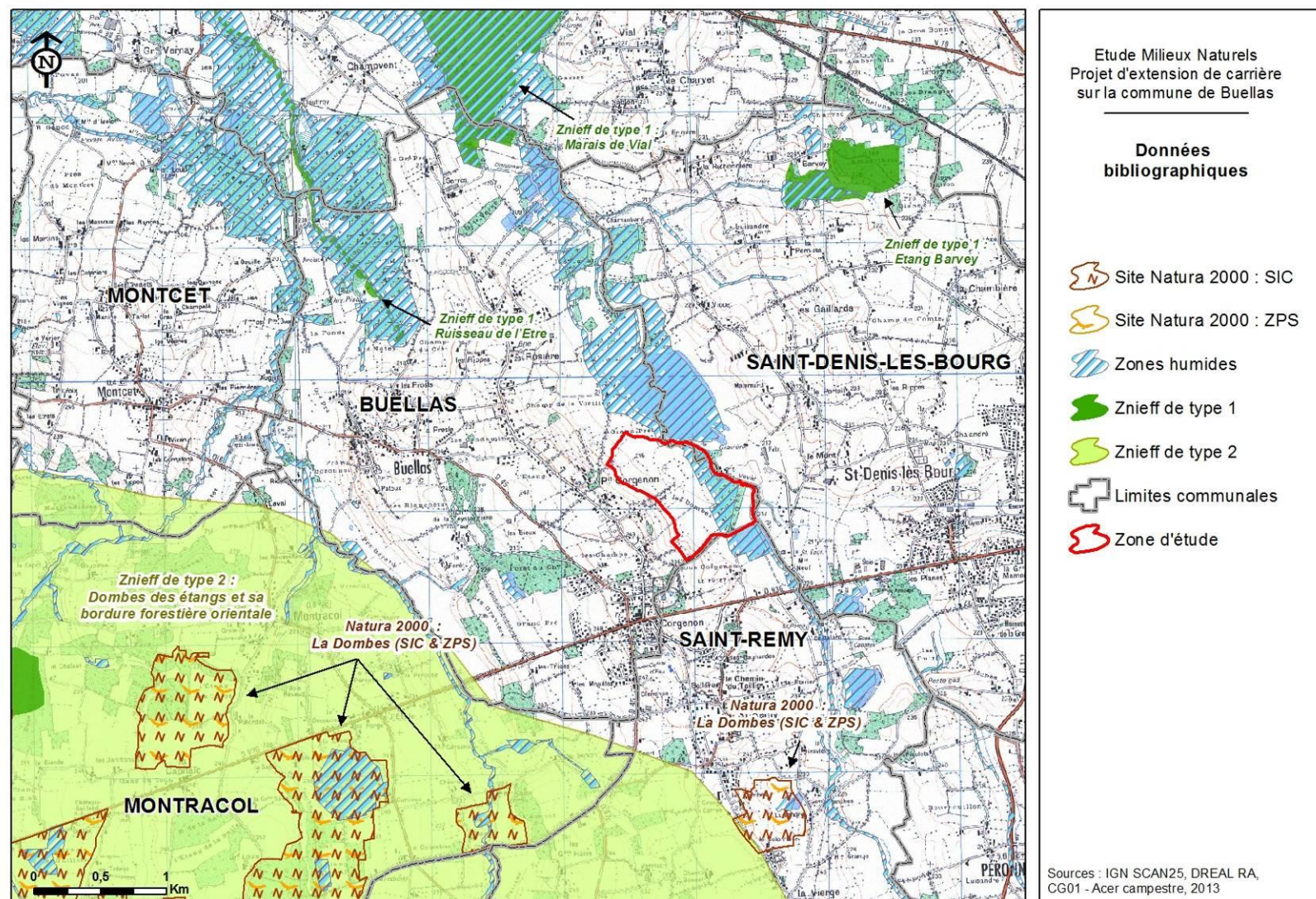
Dans le cadre du présent état initial de l'environnement du PLU, nous ne nous intéresserons qu'à la première partie du rapport qui présente les enjeux en terme d'habitats et d'espèces du secteur étudié.

L'étude s'est appuyée sur des expertises antérieures :

- Expertise faune-flore – Vallet 2004 (dans le cadre de la réalisation d'un dossier de demande d'extension sur la carrière de St-Denis-les-Bourg)
- Expertise flore – amphibiens – reptiles – Acer campestre 2010
- Suivi des réaménagements écologiques de la carrière, dans le cadre de l'autorisation de destruction d'espèces protégées (étude commencée en 2012)
- Données associatives en ligne (faune-ain.org)
- Données des organismes ressources (Pôle Information Flore Habitats, acteurs locaux<sup>1</sup>)

Le périmètre d'études est reporté sur la cartographie suivante, où sont localisés les sites faisant l'objet d'un protection réglementaire ou figurant parmi les inventaires patrimoniaux nationaux ou locaux.

<sup>1</sup> LPO Ain/FRAPNA Ain/Conservatoire National Alpin/Syndicat Veyle vivante/Bourg Nature Environnement (P. Roncin)



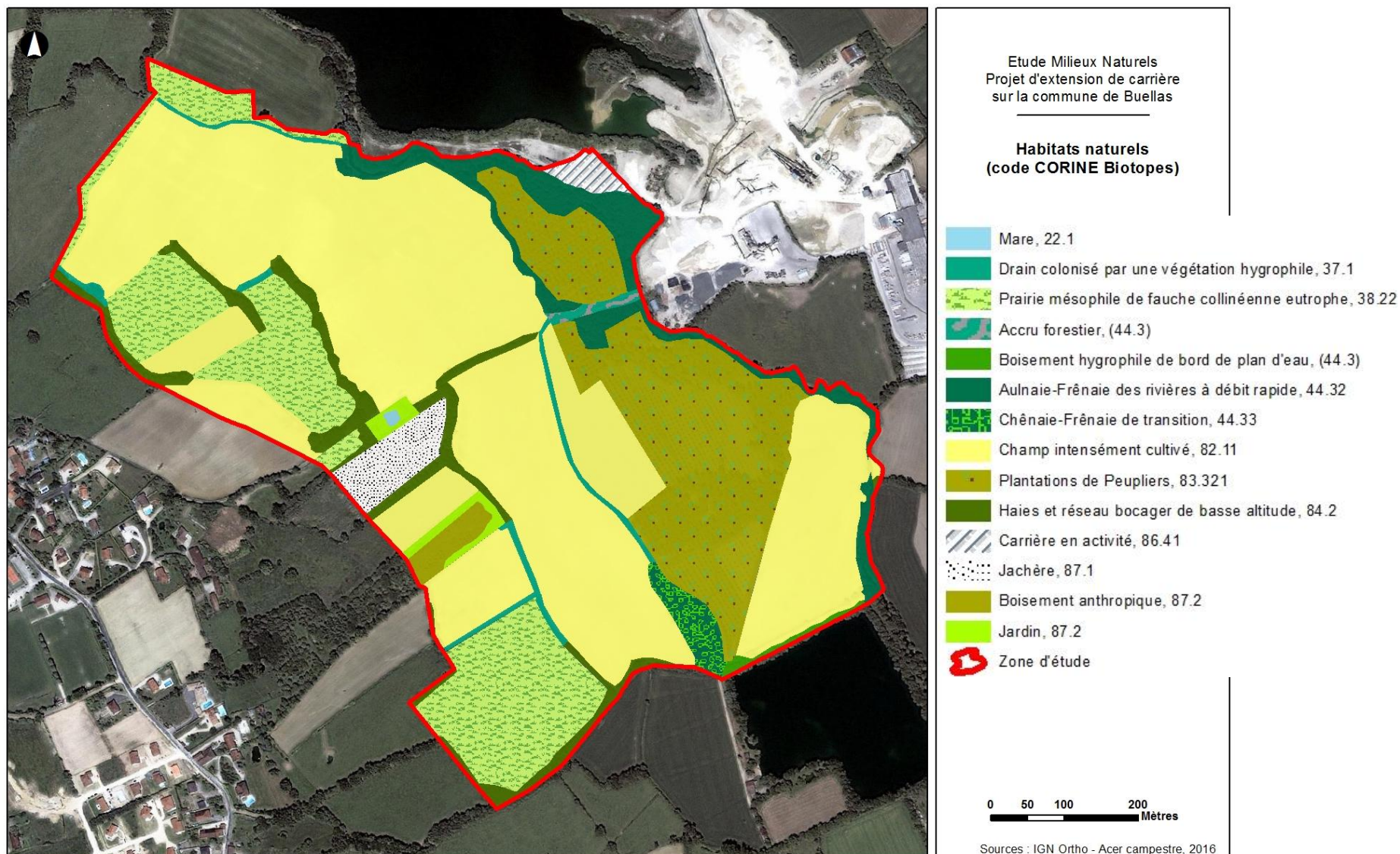
Données bibliographiques et zone d'étude - Etude des milieux naturels – Acer Campestre – 30/06/2016

La nouvelle étude a porté sur des investigations faune-flore réalisées entre janvier et novembre 2013 et mises à jour au printemps et à l'été 2015, c'est-à-dire sur un cycle biologique complet.

Elle a permis la production de diverses conclusions, qui sont synthétisées par BLC dans le tableau suivant :

Travaux de l'étude	Synthèses des conclusions
habitats  <i>voir détail sur carte et tableaux ci-dessous</i>	présence de quelques habitats intéressants : un linéaire de ripisylve d'aulne et frêne, un lambeau de chênaie-frênaie de transition ; le petit bocage (association de haies champêtres et prairies de fauche)
flore	aucune des 117 espèces recensées sur la zone d'étude ne présente un statut de protection ou est inscrite en liste rouge régionale
avifaune	intérêt modéré de la zone pour l'avifaune ; mise à profit de la zone par bon nombre d'espèces (Pie-grièche écorcheur, Fauvette grisette) en période de nidification, surtout sur les espaces boisés ou bocagers (au nord-ouest et sur l'ensemble de la zone d'étude) ; aucun enjeu particulier de conservation en période migration post-nuptiale ou en période hivernale
amphibiens	intérêt batrachologique des zones inventoriées faible ; enjeu modéré pour la Grenouille agile (sa reproduction dans les mares de la zone d'étude n'est pas prouvée)
reptiles	deux espèces observées fréquentant les milieux ouverts (lisières de boisements ou de haies) ; peu représentées dans la zone d'étude mais connues localement (Lézard des murailles, lézard vert)
mammifères terrestres	présence de quatre espèces : -écureuil roux (espèce protégée) -lièvre (population probablement abondante sur la zone, notamment vers La Veyle et la peupleraie) -chevreuil et sanglier, très présents au niveau de certains linéaires de haies et certaines lisières = corridors biologiques à préserver
chiroptères	présence d'espèces protégées de chauve-souris, secteurs les plus fréquentés : linéaires de haies, les lisières et les abords du petit étang privé ; toutefois, mise en évidence d'une activité globale relativement faible
insectes  - odonates	  diversité intéressante de libellule au regard des

<ul style="list-style-type: none"> <li>- lépidoptères rhopalocères</li> <li>- orthoptères</li> <li>- coléoptères saproxyliques</li> </ul>	<p>zones restreintes favorables à ce groupe sur la zone étudiée (dont 2 espèces « quasi menacées » sur les listes rouges européennes)</p> <p>diversité intéressante de papillons au vu des milieux en présence ; la plupart dépendant des friches agricoles et prairies fleuries, quelques une des ripisylves et boisements frais)</p> <p>cortège dominé par les espèces ubiquistes des friches agricoles et des prairies fleuries, mais aussi par quelques espèces liées aux milieux plus frais (végétation hygrophile des bords de cours d'eau) et d'autres inféodées aux espaces arbustifs ou buissonnants</p> <p>trois espèces observées dont une patrimoniale, sur la zone d'étude (arbres champêtres) : le Grand Capricorne, « quasi menacé » sur la liste rouge européenne</p>
<p>Faune aquatique : enjeux piscicoles et hydrobiologiques (deux stations)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- peuplements assez communs sur les 2 stations, plutôt tolérants vis-à-vis des conditions de milieu, en relation avec les contraintes qu'elles subissent</li> <li>- la station amont, située au droit de l'entreprise VICAT est aujourd'hui discriminée par la présence de la STEP de St-Denis-lès-Bourg et de la pisciculture Dannancier moins de 1 km en amont ; les peuplements</li> <li>- la station aval, située dans un secteur totalement recréé et reméandré il y a un peu plus de 3 ans, est discriminée par son <b>substratum à dominante argileux, peu biogène</b>, en dépit de la présence de nombreux herbiers de macrophytes</li> </ul> <p>→ ces deux paramètres influent sur les peuplements aquatiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- poissons sur le secteur amont</li> <li>- invertébrés sur le secteur aval (peuplements non encore stabilisés car secteur récemment renaturé)</li> </ul>



Carte des habitats naturels - Etude des milieux naturels – Acer Campestre – 30/06/2016

Les habitats naturels répertoriés dans l'étude et le niveau d'enjeux qu'ils représentent sont détaillés dans le tableau suivant.

Intitulé de l'habitat	Code Corine Biotope et N2000	Descriptif	Enjeu local de conservation
Mare	22.1	Plusieurs petites mares en état de conservation moyen sont présentes dans ou à proximité de la zone d'étude. La lecture des photos aériennes anciennes permet également de voir qu'une mare a été comblée hors zone d'étude.	faible
Drain colonisé par une végétation hygrophile	37.1	Un réseau de drains a été mis en place dans l'ensemble de parcelles utilisées pour la maïsiculture. La végétation hygrophile y trouve refuge mais son espace d'expression reste limité.	modéré
Prairie mésophile de fauche collinéenne eutrophe	38.22 / 6510	Il s'agit des prairies de fauche des sols mésophiles neutroclines eutrophes exploitées par la fauche. Le niveau d'intensification est ici assez élevé. Ces prairies sont installées dans la zone d'étude à partir de la rupture de pente, et présentent, sur leur partie plate une physionomie fraîche à humide. En début d'année 2013, la présence d'eau était marquée. Ces prairies peuvent être rattachées à l'habitat Natura 2000 6510, mais elles correspondent à un état de conservation moyen de l'habitat ici.	modéré
Aulnaie-Frênaie des rivières à débit rapide	44.32 / 91E0	On trouve encore au sein de la zone d'étude un lambeau de ripisylve d'Aulne et de Frêne associé à la Veyle. Elle est ici très restreinte en largeur, consommée en grande partie par les plantations de peupliers qui ont été installées parfois en bordure directe de la rivière. Le sous-bois est quasi inexistant. Cette ripisylve peut être rattachée à l'habitat Natura 2000 91E0, mais elle correspond ici à un état de conservation mauvais de l'habitat.	fort
Chênaie-Frênaie de transition	44.33 / 91E0	Cette Chênaie-Frênaie présente un sous-bois d'Aubépine et de Houblon. Il s'agit du seul boisement de la zone d'étude non converti en peupleraie. Situé sur une terrasse un peu plus élevée, ce boisement marque l'évolution de l'Aulnaie-Frênaie vers un boisement à bois dur. Il est probable qu'ils témoignent du type de boisement présent avant le drainage de la zone et la reconversion en peupleraie. L'habitat peut être rattaché au code Natura 2000 91E0, avec un état de conservation mauvais.	fort
Boisement hygrophile de bord de plan d'eau	(44.3)	Il s'agit de variantes des boisements humides précédents, fortement influencées par les activités humaines et très dégradées.	modéré
Accru forestier	(44.3)		modéré
Champ intensément cultivé	82.11	L'essentiel de la zone d'étude est recouvert par la culture de maïs et les plantations de Peupliers. Le système de drainage mis en place en parallèle de ces plantations explique le mauvais état des boisements humides relictuels.	faible
Plantations de Peupliers	83.321		faible
Haies et réseau bocager de basse altitude	84.2	Un petit réseau bocager est encore présent à l'ouest, en association avec les prairies. Sur la partie basse, en limite des espaces de maïs, les haies sont doublées par les drains. Ces haies sont riches en Chênes, avec la présence de très beaux spécimens. Si le niveau d'enjeu floristique est limité, elles ont un rôle indéniable dans l'accueil de la faune.	fort
Jachère	87.1	Une parcelle ceinturée de haies est aujourd'hui en attente de culture. Elle est dominée par l'Oseille et le Jonc. L'enjeu floristique y est limité mais elle constitue un refuge pour la faune.	faible

Intitulé de l'habitat	Code Corine Biotope et N2000	Descriptif	Enjeu local de conservation
Jardin	87.2	Plusieurs espaces dédiés aux loisirs sont présents au cœur de la zone d'étude ou à proximité directe (étang de pêche). Le pourtour du boisement est intensivement pâturé et la mare présente un profil peu intéressant dans une parcelle largement entretenue.	modéré
Boisement anthropique	87.2		modéré

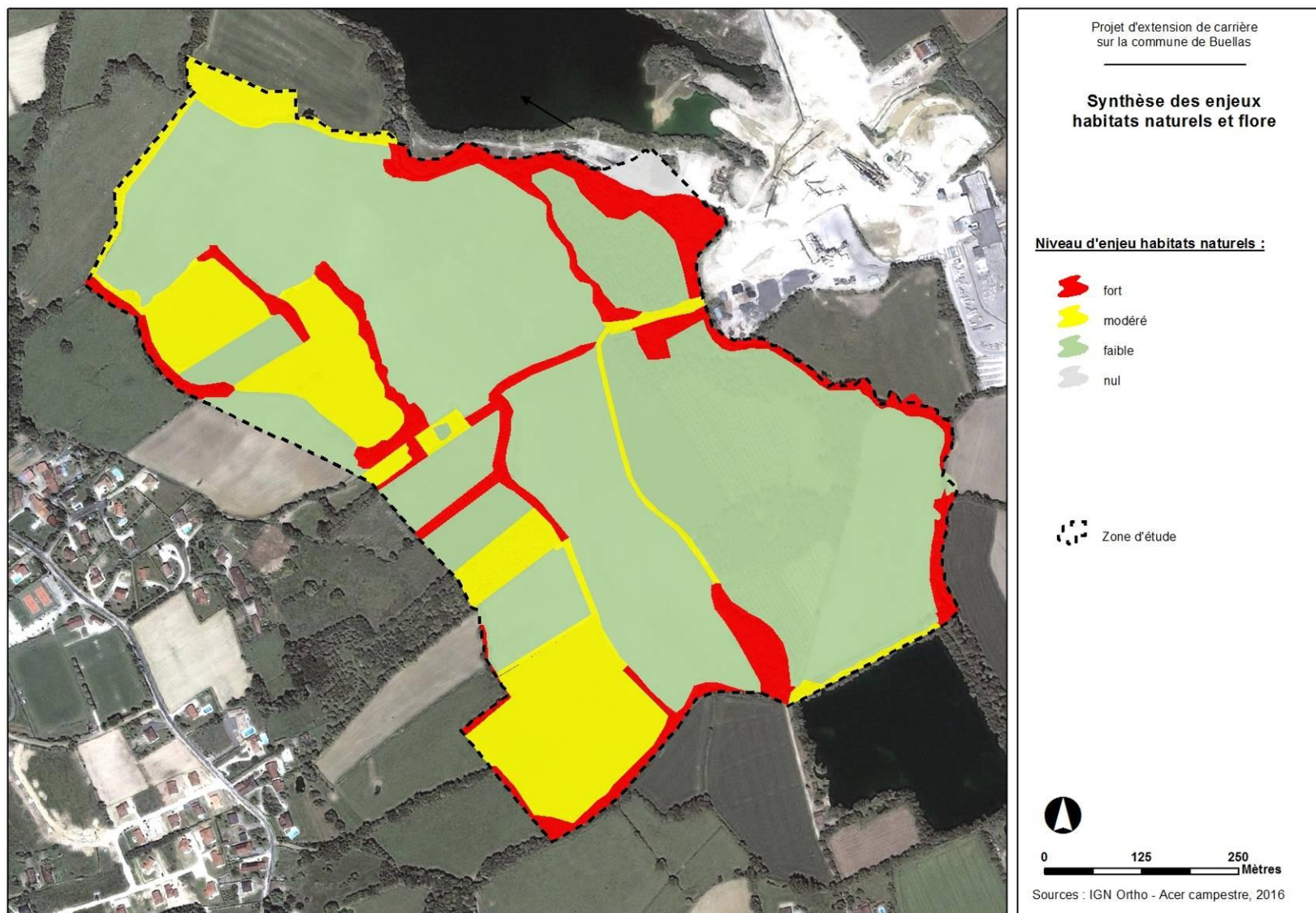
La Zone d'étude est composée essentiellement de **milieux agricoles intensifs** (partie plate), accompagnés de drains, favorisant la culture de maïs Elle est aussi marquée par les cultures de peupliers. Ces deux habitats représentent 67% de la surface de la zone étudiée.

Au-delà de cet espace « dominant », il reste le long de la Veyle, quelques vestiges d'une **ripisylve d'Aulne et de Frêne** et un lambeau de Chênaie-Frênaie de transition. Elles constituent les expressions floristiques les plus visibles mais leur état de conservation est jugé mauvais. La ripisylve a subi une diminution par plantations de peupliers.

Le coteau en direction de Corgenon est utilisé par l'agriculture de façon plus extensive : **les prairies bordées de haies forment un bocage traditionnel intéressant, surtout pour la faune.**

Chaque espèce floristique ou faunistique observée fait également l'objet d'un niveau d' « enjeu local de conservation » négligeable, faible, modéré ou fort.

La carte suivante synthétise l'ensemble des enjeux déterminés pour les habitats et espèces, faisant ressortir les milieux potentiellement les plus vulnérables au projet d'extension de carrière.



Synthèse des enjeux habitats naturels et flore - Etude des milieux naturels – Acer Campestre – 30/06/2016

*Acer Campestre a également mené en 2014 un suivi écologique de la carrière de Saint-Denis-les-Bourg. Le rapport de suivi écologique a été réalisé en février 2015. Il est consultable parmi les documents joints au PLU.*

#### ■ Etudes liées au contournement de la Veyle

Il existe deux études permettant d'établir un état actuel du fonctionnement de la Nouvelle Veyle. Voir à ce propos la partie « la continuité de la Veyle » dans la rubrique concernant les continuités écologiques.

Elles apportent des informations concernant les habitats naturels et/ou les espèces.

### 4.3 La faune et la flore

A ce propos, voir également la synthèse des études liées à l'état actuel de la Nouvelle Veyre, dans la rubrique concernant les continuités écologiques ainsi que l'étude faune-flore présentée précédemment, réalisée dans le cadre du projet d'extension de la carrière Granulats VICAT.

Remarque : aucune des sources de données citées ci-dessous ne précise la localisation des observations.

#### **Données de l'INPN :**

La commune compte 224 taxons terminaux (espèces et infra-espèces) selon les données de l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel), dont 28 animaux et 196 plantes.

Plusieurs espèces protégées sont recensées postérieurement à 1950 :

Nom valide	Nom vernaculaire	Habitat
<i>Cottus gobio</i> Linnaeus, 1758	Chabot, Chabot commun	Information indisponible
<i>Carex pseudocyperus</i> , 1753	Laîche faux-souchet	Cariçaies, saussaies marécageuses
<i>Cottus gobio</i> Linnaeus, 1758	Osmonde royale, fougère fleurie	Forêts galerie, aulnaies
<i>Alburnoides bipunctatus</i> (Bloch, 1782)	Spirlin	Information indisponible
<i>Capreolus capreolus</i> (Linnaeus, 1758)	Chevreuril européen, Chevreuril	Information indisponible
<i>Erinaceus europaeus</i> Linnaeus, 1758	Hérisson d'Europe	Information indisponible
<i>Leucaspis delineatus</i> (Heckel, 1843)	L'Able de Heckel	Information indisponible
<i>Silurus glanis</i> Linnaeus, 1758	Silure glane	Information indisponible
<i>Anguilla anguilla</i> (Linnaeus, 1758)	Anguille européenne	Information indisponible
<i>Sus scrofa</i> Linnaeus, 1758	Sanglier	Information indisponible
<i>Esox lucius</i> Linnaeus, 1758	Brochet	Information indisponible
<i>Leuciscus idus</i> (Linnaeus, 1758)	Gardon rouge, Ide mélanote	Information indisponible
<i>Leuciscus leuciscus</i> (Linnaeus, 1758)	Vandoise	Information indisponible
<i>Salmo trutta fario</i> Linnaeus, 1758	Truite de rivière	Information indisponible
<i>Ilex aquifolium</i> , 1753	Houx	Bois, hêtraies, chênaies
<i>Narcissus pseudonarcissus</i> , 1753	Jonquille des bois	Chênaies, charmaies
<i>Viscum album</i> , 1753	Gui de feuillus	Information indisponible

27 espèces menacées sont recensées par l'INPN ; elles figurent sur les listes rouges nationale, européenne et mondiale :

Brème commune, spirlin, ablette, poisson-chat, anguille européenne, loche franche, brème bordelière, chevreuril européen, chabot commun, hérisson d'Europe, brochet, goujon, perche soleil, able de

Heckel, ide mélanote, vandoise, truite arc-en-ciel, écrevisse américaine, perche, vairon, pseudorasbora, gardon, rotengle, silure glane, chevaine, sanglier, tanche.



Jonquille des bois



Gui de feuillus



Laïche faux-souchet



Fougère fleurie



Sanglier



Hérisson d'Europe



Chevreuril européen



Houx



Chabot commun



Tanche



Pseudorasbora



Loche franche



Brochet



Goujon



Ecrevisse américaine



Truite de rivière

**Donnée du Pôle Flore Habitats (observatoire de la biodiversité en Rhône-Alpes) :**

Le Pôle Flore Habitats propose les plantes observées sur le territoire communal de Buellas. Ainsi, 237 plantes sont observées sur la commune (voir tableau page suivante), dont 14 patrimoniales.

La commune présente également plusieurs plantes protégées, dont la liste est établie ci-dessous. Elles correspondent pour la plupart à des espèces déterminantes pour la désignation des ZNIEFF en Rhône-Alpes.

Taxon	Nom français	Statut réglementaire	Statut non réglementaire	Liste rouge Rhône-Alpes	Indigénat	Nb observations	Dernière observation
<a href="#">Agrimonia procera Wallr., 1840</a>	Aigremoine élevée		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Alopecurus geniculatus L., 1753</a>	Vulpin genouillé		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Carex acuta L., 1753</a>	Laïche aiguë		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Carex pseudocyperus L., 1753</a>	Laïche faux-souchet	Protection départementale Haute-Savoie, Protection départementale Ain	ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Carex riparia Curtis, 1783</a>	Laïche des rives		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	1959
<a href="#">Cyperus michelianus (L.) Link, 1827</a>	Souchet de Michel	Protection régionale Rhône-Alpes	ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes)	EN	indigène (ou natif)	1	1889
<a href="#">Helosciadium nodiflorum (L.) W.D.J.Koch, 1824</a>	Ache nodiflore		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2012
<a href="#">Hypericum pulchrum L., 1753</a>	Millepertuis élégant		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Lactuca viminea subsp. chondrilliflora (Boreau) Bonnier, 1923</a>	Laitue		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Myosotis discolor Pers., 1797</a>	Myosotis bicolore		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine)	LC	indigène (ou natif)	1	2007
<a href="#">Osmunda regalis L., 1753</a>	Osmonde royale	Protection départementale Ain	ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes)	NT	indigène (ou natif)	4	2012
<a href="#">Ranunculus sardous Crantz, 1763</a>	Renoncule sarde		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères)	LC	indigène (ou natif)	2	2007
<a href="#">Ribes rubrum L., 1753</a>	Groseillier rouge		ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes avec critères)	LC	indigène (ou natif)	2	2012
<a href="#">Thelypteris palustris Schott, 1834</a>	Fougère des marais	Protection régionale Rhône-Alpes	ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone méditerranéenne), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone continentale), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes, zone alpine), ZNIEFF Rhône-Alpes (espèces déterminantes)	NT	indigène (ou natif)	5	2012

## 4.4 Protection des espaces naturels : la trame verte et bleue et les continuités écologiques

### 4.4.1 Une définition à l'échelle « régionale »

#### ■ Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

La Loi ENE N°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement « Grenelle 2 » s'emploie, par vocation, à la préservation des milieux.

L'article L371-3 prévoit notamment l'élaboration conjointe par les Conseils régionaux et l'Etat de documents cadre intitulés « Schéma Régional de Cohérence Ecologique » (SRCE). Outre l'analyse des enjeux régionaux et la liste des mesures permettant de préserver et de restaurer les continuités écologiques, ces schémas devront comporter l'identification des éléments composant la trame verte et bleue, traduite sous forme cartographique.

La Cartographie des Réseaux Ecologiques de Rhône Alpes réalisée par la Région en 2009 préfigurait le volet du SRCE.

Le SRCE de Rhône Alpes est élaboré conjointement par l'Etat (DREAL) et la Région, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme de Rhône-Alpes (URBA3). L'assemblée plénière du conseil régional, réunie le 19/06/2014 a adopté le SRCE.

Le PLU de Buellas doit prendre en compte les orientations du SRCE, essentiellement fondées sur la préservation de la trame verte et bleue définie au niveau régional (éviter, réduire et le cas échéant, compenser les atteintes aux continuités écologiques de la trame).

La Trame Verte et Bleue a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique. La Trame Verte et Bleue se veut également un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle 1. Cette approche amorce une profonde mutation dans le regard porté sur les territoires. Il ne s'agit plus d'opposer conservation de la nature et développement des territoires, mais de les penser ensemble. Ce changement traduit la prise de conscience récente des services rendus par les écosystèmes pour le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations.

Le SRCE détermine les composantes de la TVB régionale (la méthode d'élaboration n'est pas imposée au niveau national) et définit un plan d'actions pour la préserver et la restaurer composé de 7 orientations :

1. Prendre en compte la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme et les projets
2. Améliorer la transparence des infrastructures et ouvrages vis-à-vis de la Trame verte et bleue
3. Préserver et améliorer la perméabilité des espaces agricoles et forestiers
4. Accompagner la mise en œuvre du SRCE

5. Améliorer la connaissance
6. Mettre en synergie et favoriser la cohérence des politiques publiques
7. Conforter et faire émerger des territoires de projets en faveur de la Trame verte et bleue

Le SRCE sera révisé dans 6 ans au vu des résultats de son évaluation.

La cartographie du SRCE (planches B03 et 04 ci-après) met en exergue la présence sur le territoire communal :

- de réservoirs de biodiversité dont l'objectif est la préservation ou la remise en bon état ; ce sont les espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée et où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie. Ils correspondent aux zonages existants (espaces protégés ou zonages de connaissance de type ZNIEFF, Natura 2000...).
- d'espaces perméables (terrestres et liés aux milieux aquatiques) ; ils permettent d'assurer la cohérence de la Trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Ils constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité. L'enjeu pour le SRCE est d'assurer dans la durée le maintien de leur fonctionnalité.
- de grands espaces agricoles ; ils sont un support essentiel de la qualité et de la structuration de la Trame verte et bleue de Rhône-Alpes sur le long terme. Ils participent de la fonctionnalité écologique du territoire de Rhône-Alpes notamment en pouvant être support de corridors.
- d'un fuseau correspondant à un corridor d'importance régionale à remettre en bon état au Sud-Est du territoire le long de la Veyle (représenté en zone rose hachurée pages suivantes) ; les corridors d'importance régionale assurent les connexions entre réservoirs de biodiversité et/ou espaces perméables, en offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les fuseaux relèvent d'un principe de connexion global, regroupant plusieurs zones de passage potentiel, à contrario des axes qui traduisent des enjeux de connexion précisément localisés et plus contraints et vulnérables (absents sur le territoire de Buellas).
- des cours d'eau à préserver (l'Irancel) ou à remettre en bon état (la Veyle, le ruisseau de l'Être, le bief de Chamambard) et des zones humides (à préserver ou à remettre en bon état), reconnus pour la Trame bleue.

## Légende du SRCE

**Réservoirs de biodiversité :**

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

**Corridors d'importance régionale :**

Objectif associé :

- à préserver

- à remettre en bon état

**La Trame bleue :**

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver



- Objectif associé : à remettre en bon état

**Grands lacs naturels**

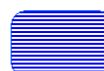
- Objectif associé : à remettre en bon état

*Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru*

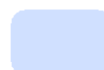
- Objectif associé : à préserver

*Lac d'Annecy*

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

**Zones humides - Inventaires départementaux**

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

*Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées*

Espaces perméables terrestres \* : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité



Perméabilité forte



Perméabilité moyenne



Espaces perméables liés aux milieux aquatiques \*

\* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)



Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

*La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser*

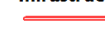
Principaux secteurs urbanisés et artificialisés, localisés à titre indicatif (Corine Land cover, 2006)



Plans d'eau



Cours d'eau permanents et intermittents, canaux

**Infrastructures routières**

Type autoroutier



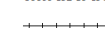
Routes principales



Routes secondaires



Tunnels

**Infrastructures ferroviaires**

Voies ferrées principales et LGV



Tunnels

Inventaire des points et des zones de conflits (non exhaustif) :

★ Points de conflits (écrasements, obstacles...)

Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade ...)

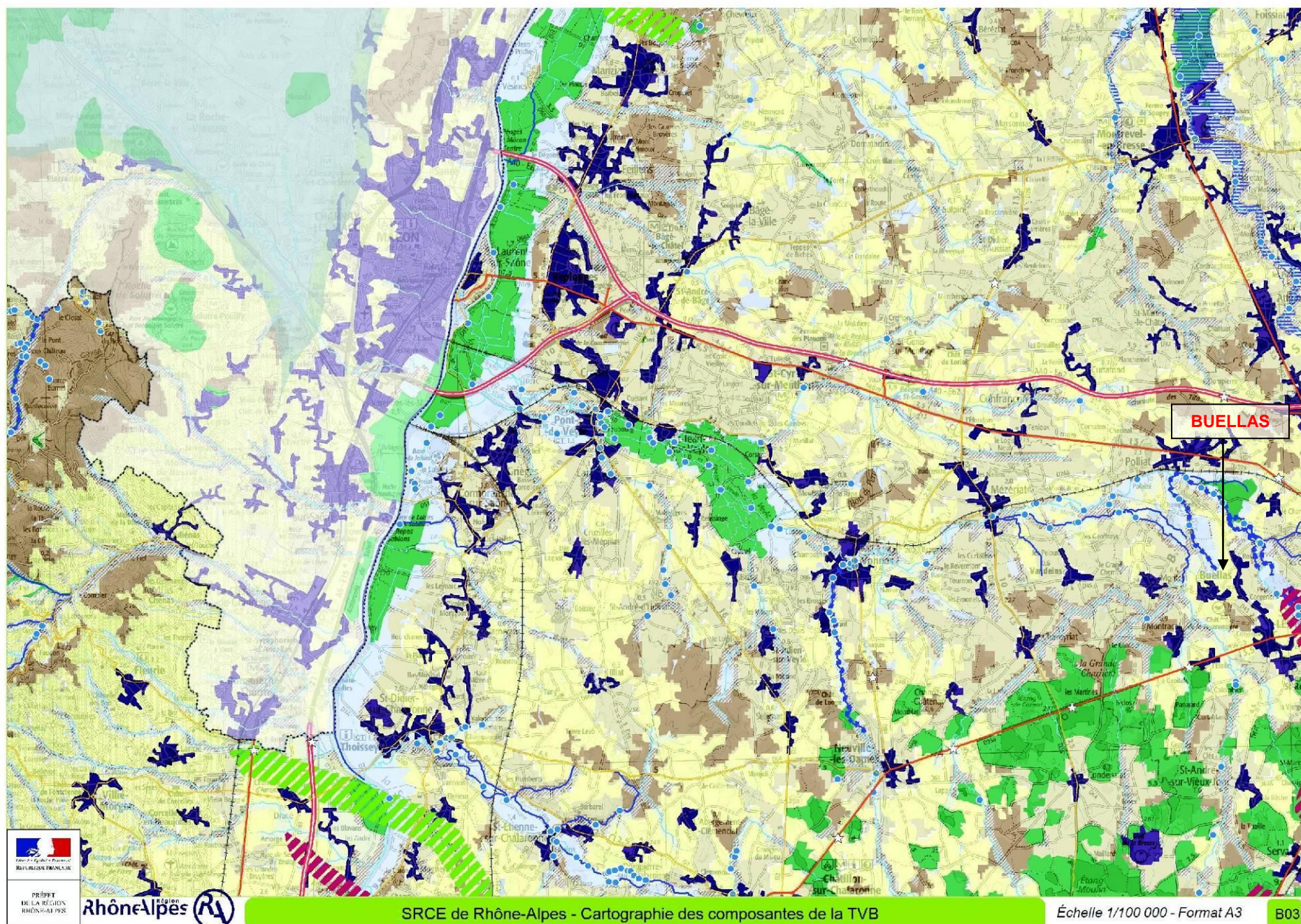
● Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

**Projets d'infrastructures linéaires**

Routes, autoroutes

Voies ferrées

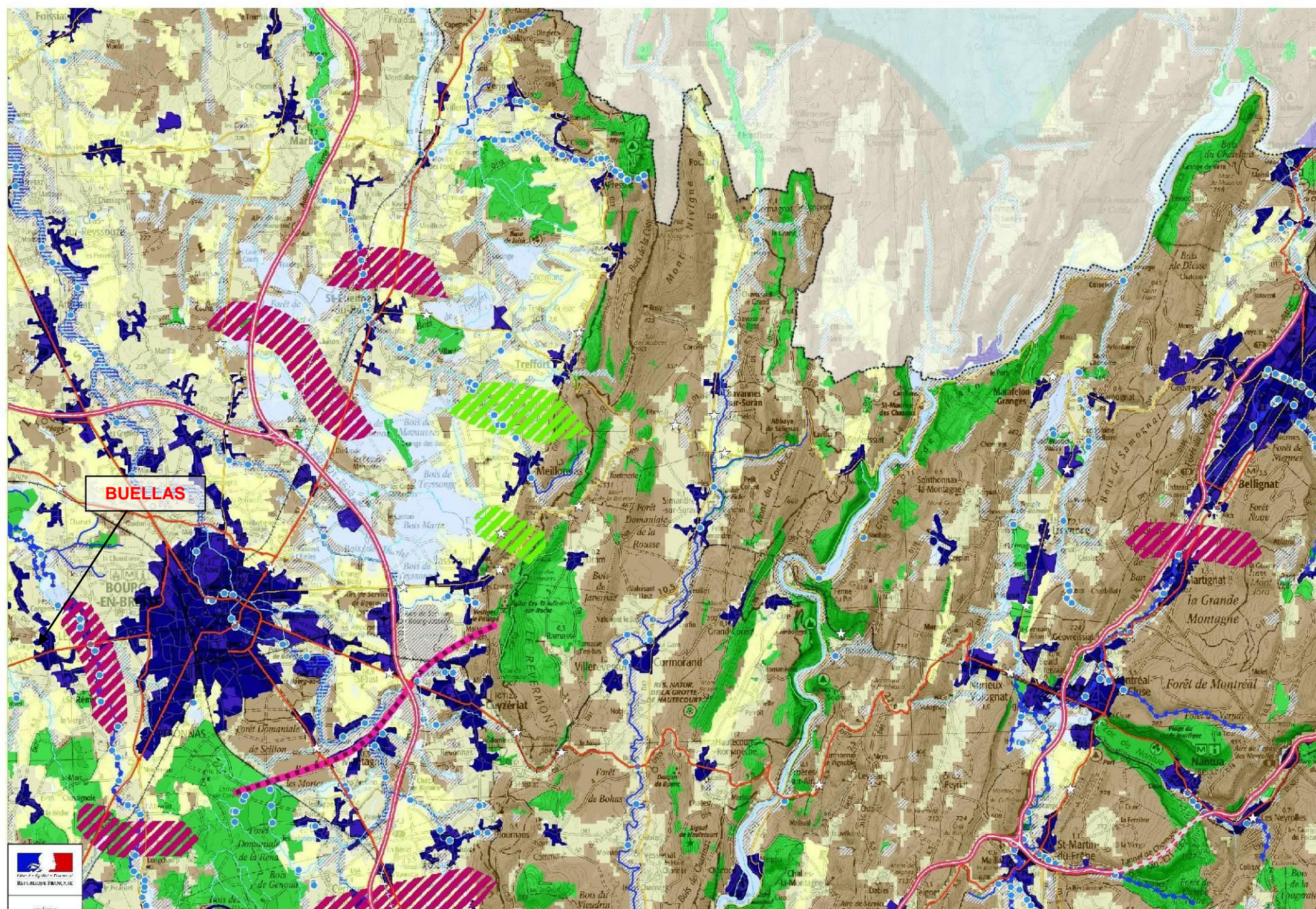
*Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées (Données non exhaustives)*



Les cartes sont exploitables au 1/100 000 et ne doivent pas faire l'objet de zooms pour leur interprétation



PROJET  
DE LA RÉGION  
RHÔNE-ALPES



Les cartes sont exploitables au 1/100 000 et ne doivent pas faire l'objet de zooms pour leur interprétation

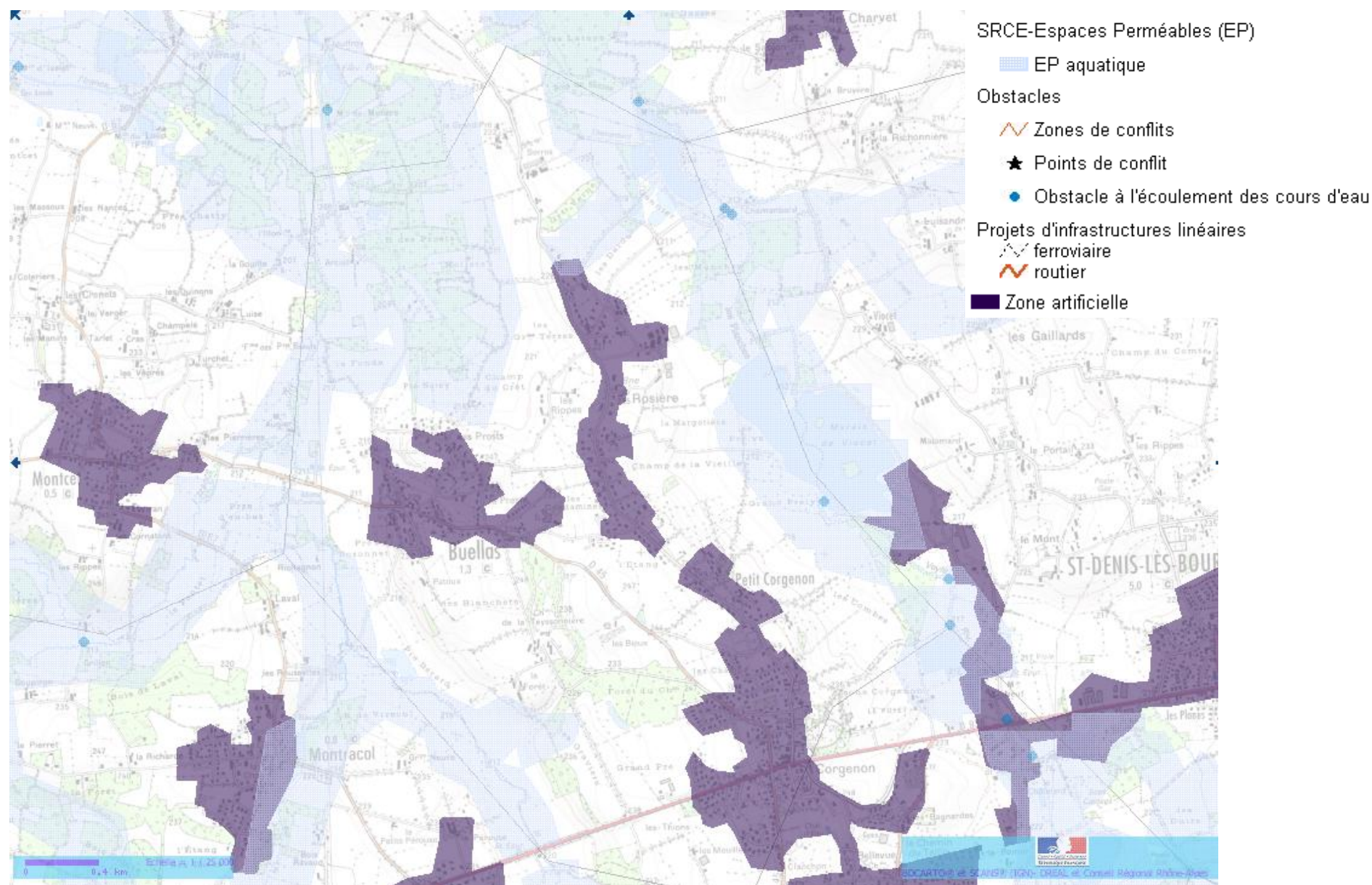


Rhône-Alpes

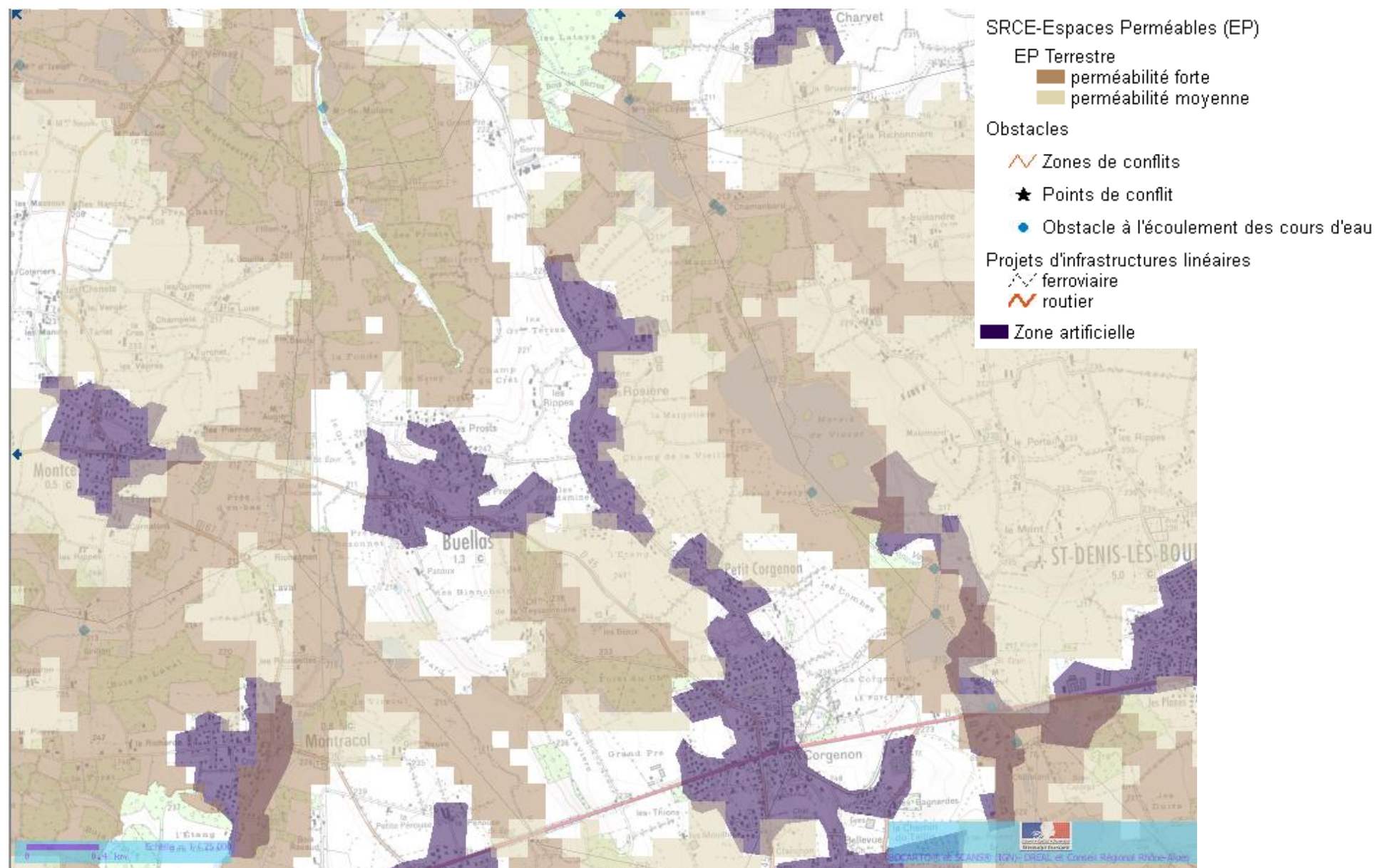
SRCE de Rhône-Alpes - Cartographie des composantes de la TVB

Échelle 1/100 000 - Format A3

B04



Espaces perméables aquatiques du SRCE RA – cartographie dynamique – sans échelle



Espaces perméables terrestres du SRCE RA – cartographie dynamique – sans échelle

## SRCE-Corridors

Corridors fuseaux

■ à préserver

■ à remettre en bon état

Corridors axes

■ à préserver

■ à remettre en bon état

■ SRCE-Réservoirs de biodiversité

## SRCE-Trame bleue

Trame Bleue

■ Grands lacs

■ Espace de mobilité

■ Espace de bon fonctionnement

Cours d'eau

■ à préserver

■ à remettre en bon état

■ Zones humides

## Obstacles

■ Zones de conflits

★ Points de conflit

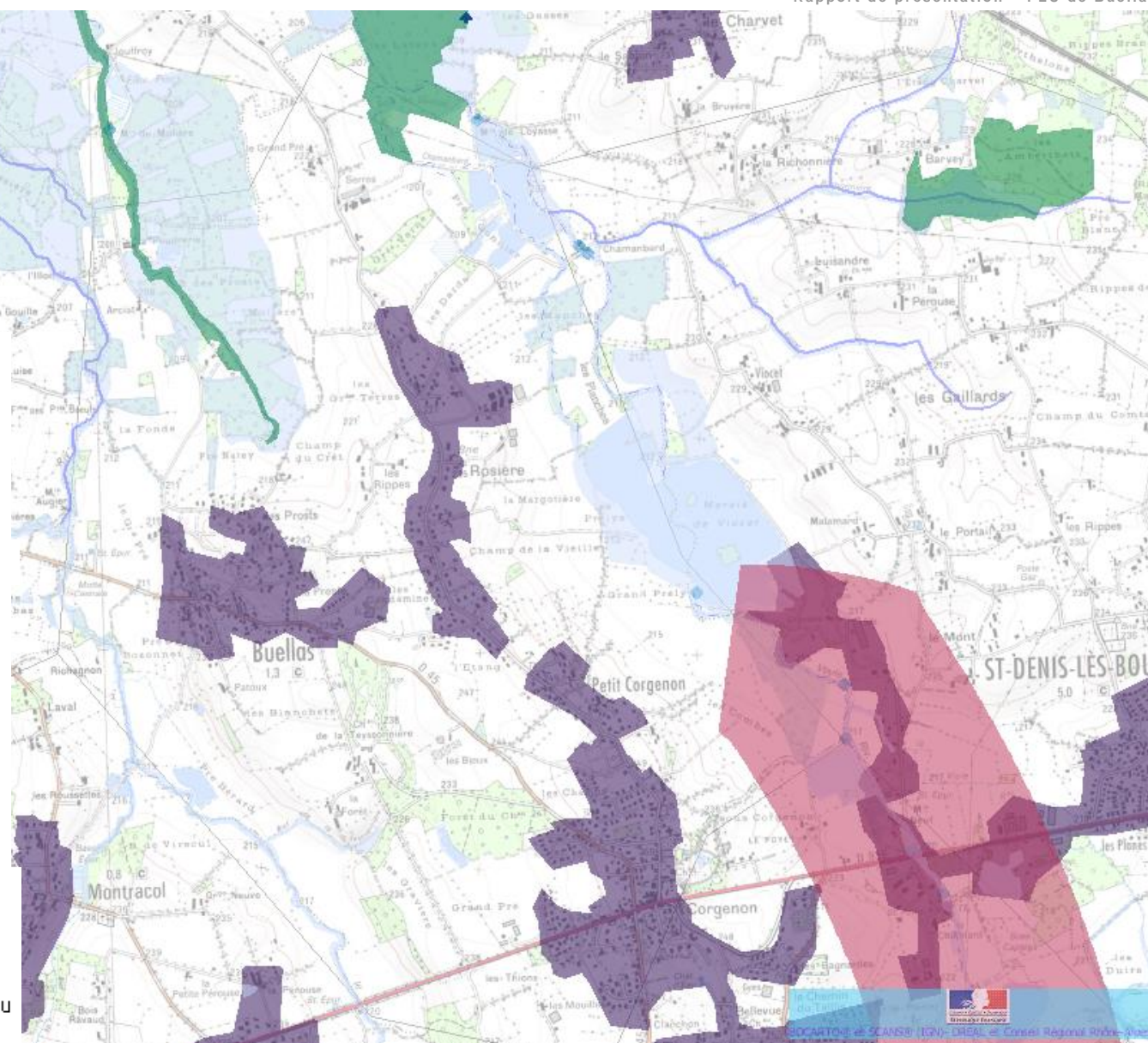
● Obstacle à l'écoulement des cours d'eau

## Projets d'infrastructures linéaires

■ ferroviaire

■ routier

■ Zone artificielle



Composantes de la trame verte et bleue du SRCE RA – cartographie dynamique – sans échelle

## 4.5.2 Une définition à l'échelle locale

### ■ **Éléments de définition et localisation des espaces naturels à protéger sur Buellas**

A l'échelle du territoire communal, les continuités écologiques peuvent être déclinées. La méthodologie de définition des continuités écologiques est fondée sur les définitions suivantes :

- Le terme de **continuité écologique** représente l'ensemble des éléments qui composent le réseau (corridors, réservoirs et cours d'eau)

- **Réservoirs de biodiversité** : zone de haute valeur écologique, qui permet le fonctionnement des habitats et l'accomplissement par les espèces de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos...).

A l'échelle du territoire communal, il n'existe pas de site Natura 2000 mais seulement des inventaires (ZNIEFF et ZICO) mettant en évidence l'importance écologique du ruisseau de l'Etre, celle du marais de Vial et les grands équilibres écologiques liés à la Dombes des Etangs notamment pour l'avifaune. Il existe, en outre, des sites Natura 2000 sur les communes voisines (St Rémy et Montracol) correspondant aux protections édictées sur les habitats de la Dombes notamment les étangs et leurs milieux périphériques.

Nous pouvons estimer que les nombreuses zones humides du territoire de Buellas (zones humides associées aux cours d'eau, gravière, étangs, marais...) constituent des habitats dont la préservation est un enjeu à l'échelle du grand territoire pour la protection des fonctionnalités biologiques de l'entité du plateau de la Dombes.

Par ailleurs, des réservoirs de biodiversité peuvent aussi être identifiés d'après les données IGN, photographie aérienne et Inventaire Forestier National ; il s'agit des boisements les plus conséquents de peuplements riches (notamment de feuillus) ainsi que les cours d'eau et leurs ripisylves...

- **Corridor biologique** : liaison fonctionnelle entre les habitats, voie de déplacement des espèces :

- Structure linéaire : haie, ripisylve...

- Corridor discontinu : mare, bosquet... Un corridor peut être restauré pour restituer une continuité entre deux réservoirs de biodiversité

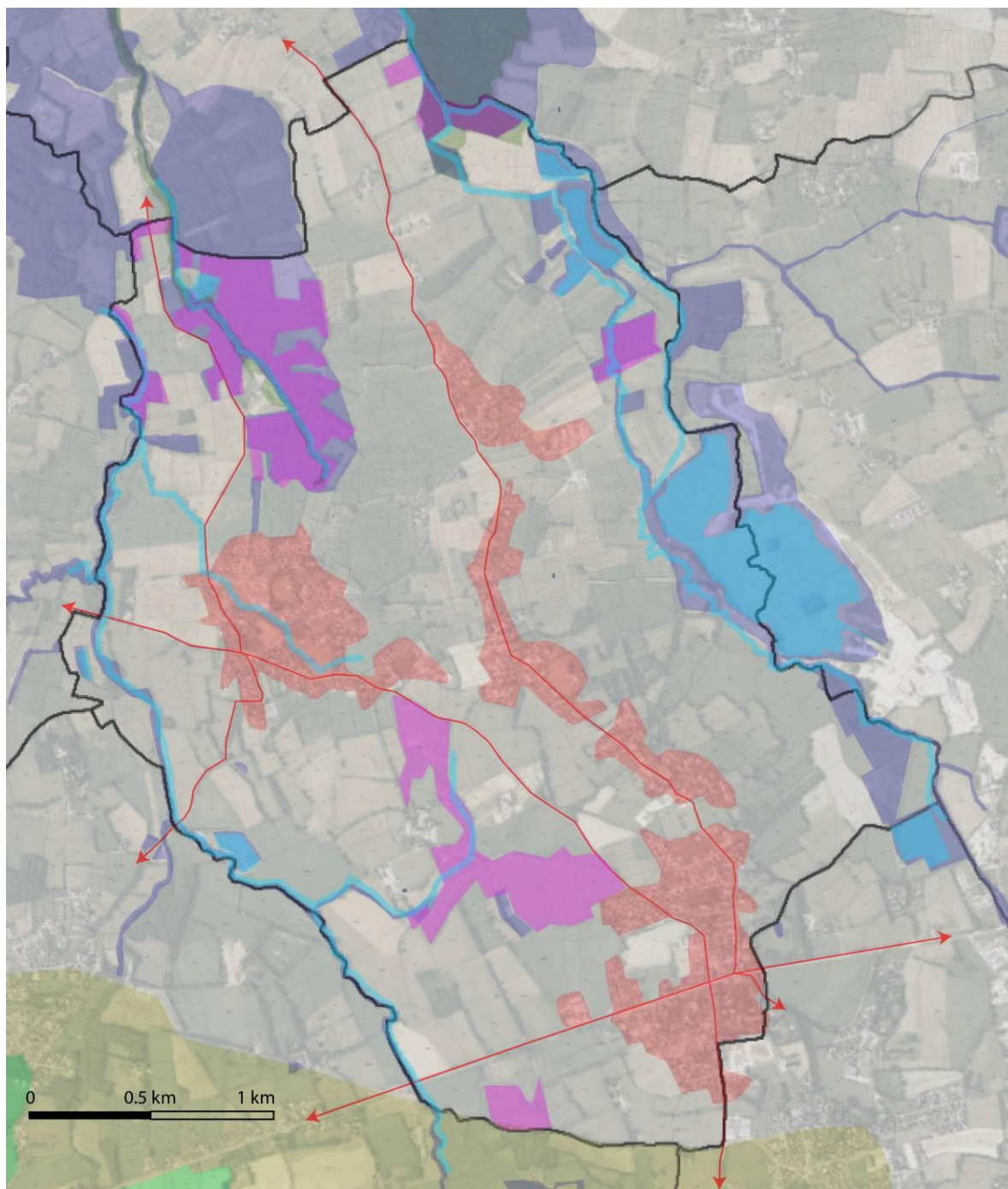
Les corridors biologiques à préserver sont :

- les haies, petits boisements et mares localisées entre les zones humides, et entre les grands boisements (assurant la fonctionnalité des habitats) ;
- les différents cours d'eau et leur ripisylve : l'Etre, l'Irance, la Veyle, le Vieux Jonc et les cours d'eau temporaires.

- **Cours d'eau** : désignés en tant qu'habitats et corridors

Des ruptures existent sur le territoire et notamment les routes départementales et le milieu urbain continu. Par ailleurs, la gravière peut dans une certaine mesure être considérée comme une rupture dans le milieu ouvert.

Il conviendra de ne pas amplifier ces ruptures. L'autre enjeu principal est de choisir les sites de développement en cohérence avec la prise en compte des continuités écologiques.



### Légende

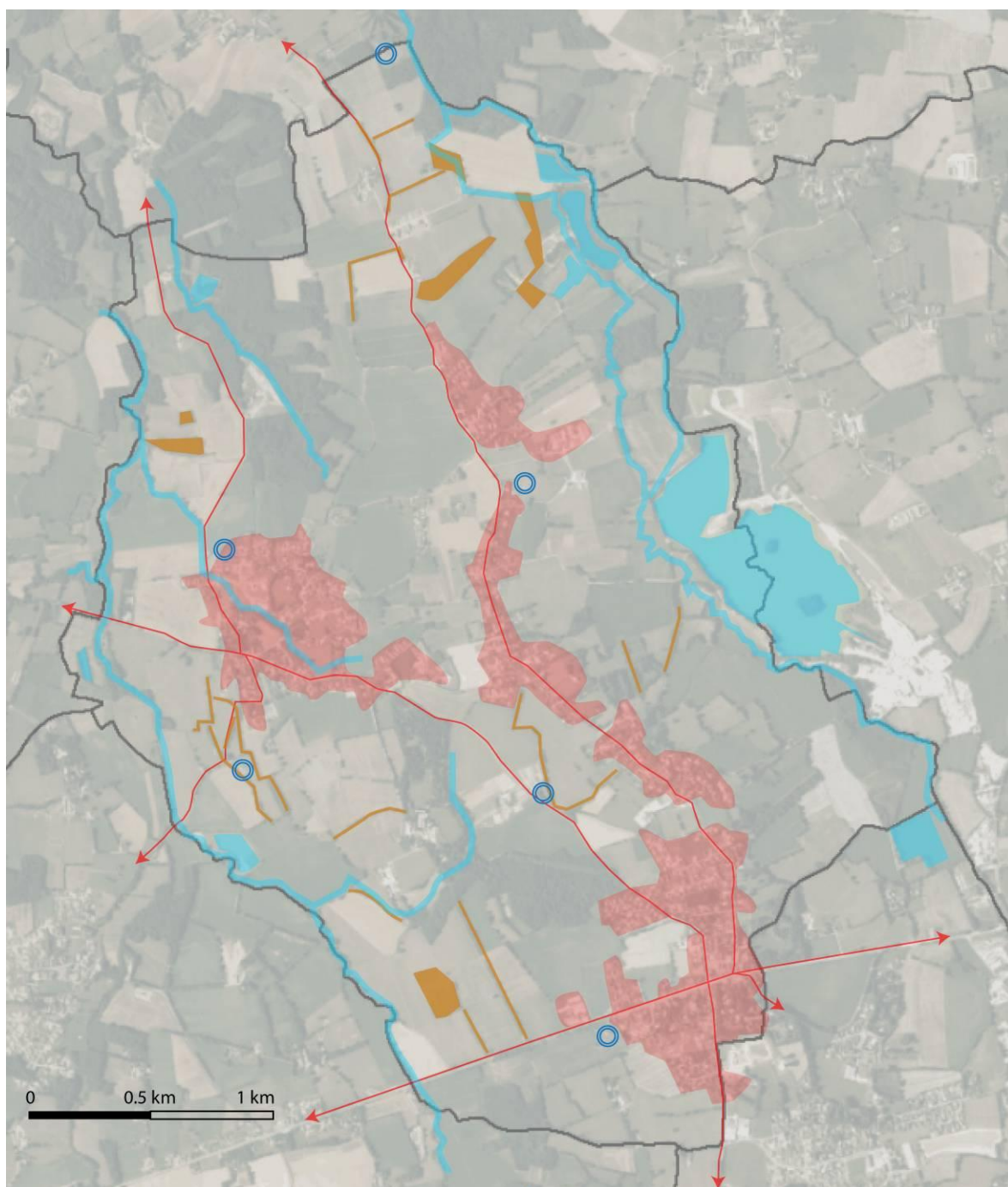
**Réservoirs de biodiversité :**

- cours d'eau et leur ripisylve
- surfaces en eau (étangs, marais)
- zones humides
- espaces boisés peu fragmentés
- ZNIEFF de type 1
- ZICO
- Natura 2000 (hors du territoire)




**Principaux obstacles :**


- ↔ linéaire
- milieu urbain dense

**Carte des réservoirs de biodiversité – BLC 2014 - exploitation de données IGN, DREAL, IFN**

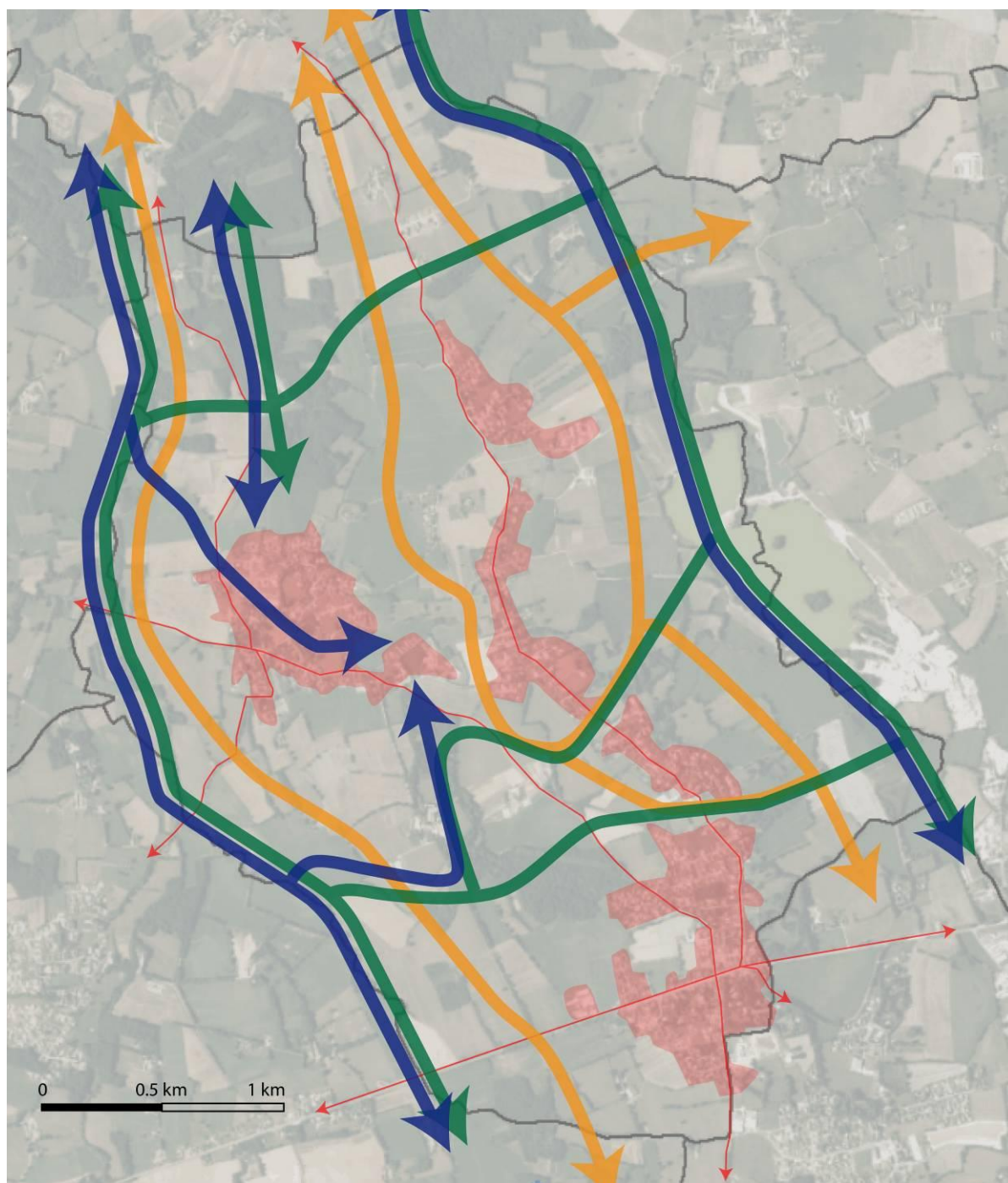


### Légende




**Corridors biologiques :**  
 mares  
 petits boisements et haies  
 cours d'eau et ripisylves

**Principaux obstacles :**  
 linéaire  
 milieu urbain dense

**Carte des corridors biologiques – BLC 2014 – exploitation de données IGN, DREAL et IFN**



### Légende

- Principes des continuités à préserver :**
-  continuités des milieux humides
  -  continuités des milieux ouverts et semi-ouverts
  -  continuités des milieux boisés

- Principaux obstacles :**
-  linéaire
  -  milieu urbain dense

**Carte des continuités écologiques – BLC 2014 – exploitation de données IGN, DREAL et IFN**

## ■ Focus sur la continuité écologique que constitue la Veyle, dont le tracé a été modifié

*Suite au constat des différents problèmes engendrés par la création de la gravière de Saint-Denis qui a « noyé » le lit de la Veyle sur 1 km de cours, générant de nombreux problèmes hydrauliques et écologiques <sup>1</sup>, il a été décidé de créer un contournement de cette gravière et de redonner à la Veyle une physionomie et un fonctionnement naturels. Cette opération a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 09 mars 2009.*

*Il a donc été créé un nouveau lit à la Veyle calqué sur son tracé historique. Ce nouveau lit a été mis en eau le 06 novembre 2009.*

Pour permettre de tirer le maximum d'enseignements sur cette opération, l'ONEMA s'est engagé dans les **suivis post-travaux** à travers différentes interventions :

- 1/ la description sommaire des faciès d'écoulement et de la granulométrie du fond ainsi qu'un jaugeage des débits immédiatement après la mise en eau ;
- 2/ la réalisation de plusieurs pêches électriques au cours de l'année 2010, permettant d'une part un suivi fin de la recolonisation par les poissons et l'évolution à long terme du peuplement et d'autre part une comparaison avec l'état avant travaux pour les stations amont et aval ;
- 3/ la description des caractéristiques hydro-morphologiques sur cinq stations (amont, 3 dans la section restaurée et aval) selon le protocole « CarHyCe » (CARactérisation HYdromorphologiques des Cours d'Eau), récemment mis en œuvre dans le cadre des réseaux DCE pour une description hydro-morphologique à l'échelle de la station.

Un rapport de l'ONEMA décrit le premier volet de ces trois interventions.

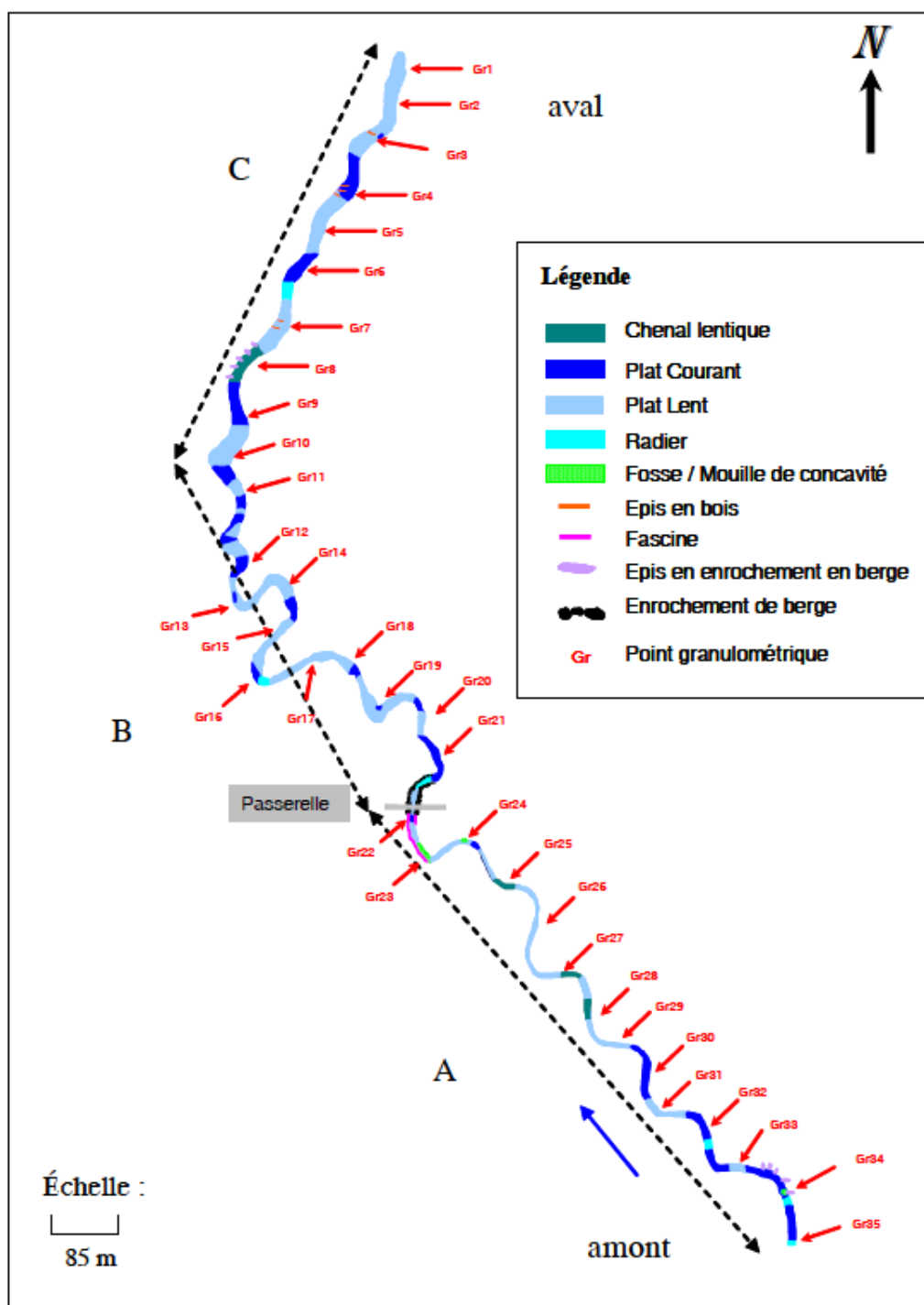
L'étude conclut que quelques semaines après la mise en eau, le Veyle présente une morphologie caractérisée principalement par la dominance de faciès de type « lentique » associés à une granulométrie dominée par les fractions moyennes de type « cailloux fins-graviers grossiers », même si on observe un colmatage superficiel par des fines assez généralisé.

Au-delà de la tendance générale assez nette, on décèle dans le détail une certaine hétérogénéité des écoulements qui devraient s'accroître rapidement. En effet, les crues morphogènes futures devraient contribuer à la diversification des habitats, réduire le colmatage et augmenter la reprise et le transport de sédiments grossiers.

Pour l'instant, la quasi-absence de végétation en berge et la grande rareté d'abris constituent probablement les facteurs les plus limitants.

---

<sup>1</sup> réchauffement de l'eau affectant les populations piscicoles et benthique, rupture du transport solide provoquant une aggravation des phénomènes d'érosion en aval et vulnérabilité accrue de la nappe d'accompagnement de la Veyle, le plan d'eau étant par sa profondeur en contact direct avec celle-ci



**Cartographie des faciès d'écoulement et autres points remarquables : vue d'ensemble –**  
Résultats de l'étude ONEMA sur le nouveau lit de contournement de la sablière, novembre 2010

Par ailleurs, une deuxième étude réalisée, en février 2011, par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse permet la caractérisation hydromorphologique de la Veyle suite aux travaux de contournement de Saint-Denis-les-Bourg sur la commune de Buellas.

L'objectif de cette étude est de constituer un « **état zéro** » de cette Veyle « **nouvelle** » sur différents aspects : hydromorphologie, hydrobiologie et biologie rivulaire (terrain, analyse).

Le tracé du nouveau lit de la Veyle se découpe en trois tronçons distincts :

- le premier présente un tracé sinueux peu élaboré et des aménagements de berge légers ; les caractéristiques de ce secteur permettent d'espérer que l'évolution naturelle du cours d'eau permettra seule l'apparition d'un milieu aquatique fonctionnel ;
- le second présente un lit beaucoup plus enfoncé (jusqu'à 3 mètres de profondeur) et traverse un substrat argileux peu susceptible de modifications au cours des années à venir. Des méandres importants et des aménagements plus poussés permettent de créer un milieu fonctionnel.
- le troisième tronçon étant comme le premier potentiellement dynamique, il présente à nouveau des aménagements plus légers.

Les caractéristiques de la Veyle Nouvelle ont été calculées pour être proches de ce qu'elles étaient dans les années 50, avant les grands travaux de redressement et de recalibrage dont ont fait l'objet les cours d'eau du département, à savoir :

- une largeur moyenne de 4 m ;
- une pente moyenne de 1‰.

L'étude conclut que la Veyle Nouvelle est un cours d'eau de faible puissance spécifique, d'une part du fait du débit entrant assez faible et d'autre part du fait de la pente générale qui reste inférieure à 1‰.

Elle s'apparente sur la plupart de son parcours à un chenal à lit unique, à fond plutôt plat, au tracé sinueux, avec des méandres très encaissés qui semblent relativement figés. On observe ainsi un certain étalement de la lame d'eau qui s'écoule lentement et rend le cours d'eau peu réactif à des variations de débit. Au vu de sa topographie actuelle, le cours d'eau présente une activité géodynamique modeste.

Toutefois, on observe d'ores et déjà des évolutions topographiques dans ces méandres : méandres recoupés, creusement du lit...

L'étude met en évidence l'absence des classes granulométriques type bloc, roche ou dalle. Les sédiments fins type vases et sable fin prédominent. L'envasement de la Veyle Nouvelle est important et est à relier à l'absence de ripisylve et la prédominance de faciès lenticulaires. Ceci entraîne un colmatage des sédiments qui peut avoir plusieurs conséquences négatives pour le milieu : dégradation des habitats du fond du lit et impact sur le processus d'érosion en limitant, voire en

empêchant la mobilisation des alluvions grossières lors des crues (déjà peu présentes ou cachées par le colmatage). Le cours d'eau ne fonctionne donc pas pour le moment en équilibre dynamique avec une oscillation régulière entre érosion et dépôt.

Le tronçon créé (Veyle Nouvelle) présente toutes les caractéristiques d'un cours d'eau « neuf » tant pour les paramètres physico-morphologiques que biologiques : fortes pentes de berges, absence de ripisylve, méandres encore peu travaillés...

Au niveau biologique, les résultats montrent qu'il existe une pollution organique sur l'amont. Il semblait primordial d'améliorer la qualité des eaux amont (station d'épuration en particulier) pour une Veyle Nouvelle moins eutrophe.

L'étude effectue une analyse des bénéfices actuels liés à la création de la Veyle par rapport aux objectifs initiaux :

<b>Raisons initiales de la renaturation de la Veyle</b>	<b>Réponses apportées par la création du nouveau tronçon</b>
Les sédiments sont piégés dans la gravière ce qui occasionne une incision du lit à l'aval	Arrêt de l'incision prévu. Difficile à observer sur une année pour l'instant.
Le ralentissement des écoulements dans le plan d'eau génère une hausse de la température de l'eau comprise entre 3 et 5 °C.	Cette température devrait diminuer sur le tronçon neuf bien que l'absence de ripisylve conduise pour l'instant à un réchauffement localisé des eaux. Les écoulements restent toutefois lents.
Le plan d'eau est colmaté par les sédiments fins s'accumulant du fait de la perte d'énergie du cours d'eau ; ceci a tendance à augmenter le risque de pollution de la nappe et du captage en eau potable situé en aval	Arrêt prévisible du colmatage par les sédiments fins dans le plan d'eau mais colmatage actuel du tronçon renaturé avec une décantation des pollutions venant de l'amont.
Manque de diversité des habitats et espèces ; rupture dans la continuité écologique du cours d'eau.	Restauration de la continuité de la Veyle ; Mise en place d'une ripisylve peu développée pour l'instant ; Habitats potentiellement intéressants mais en attente de l'évolution morphologique du tronçon créé.
Diminution du rôle épurateur de la végétation du bord de la Veyle (prairies, ripisylves, hélophytes)	Recréation d'un système auto-épurateur de proximité vis à vis des apports du bassin versant sur le tronçon nouvellement créé.
Diminution de la surface de zone d'expansion des crues et de la zone de mobilité du cours d'eau (impact des crues morphogènes).	Cours d'eau présentant pour l'instant un lit majeur peu distinguable du lit mineur ; faible potentiel énergétique mais évolutions déjà perceptibles de la structure du lit dans les zones les plus dynamiques.

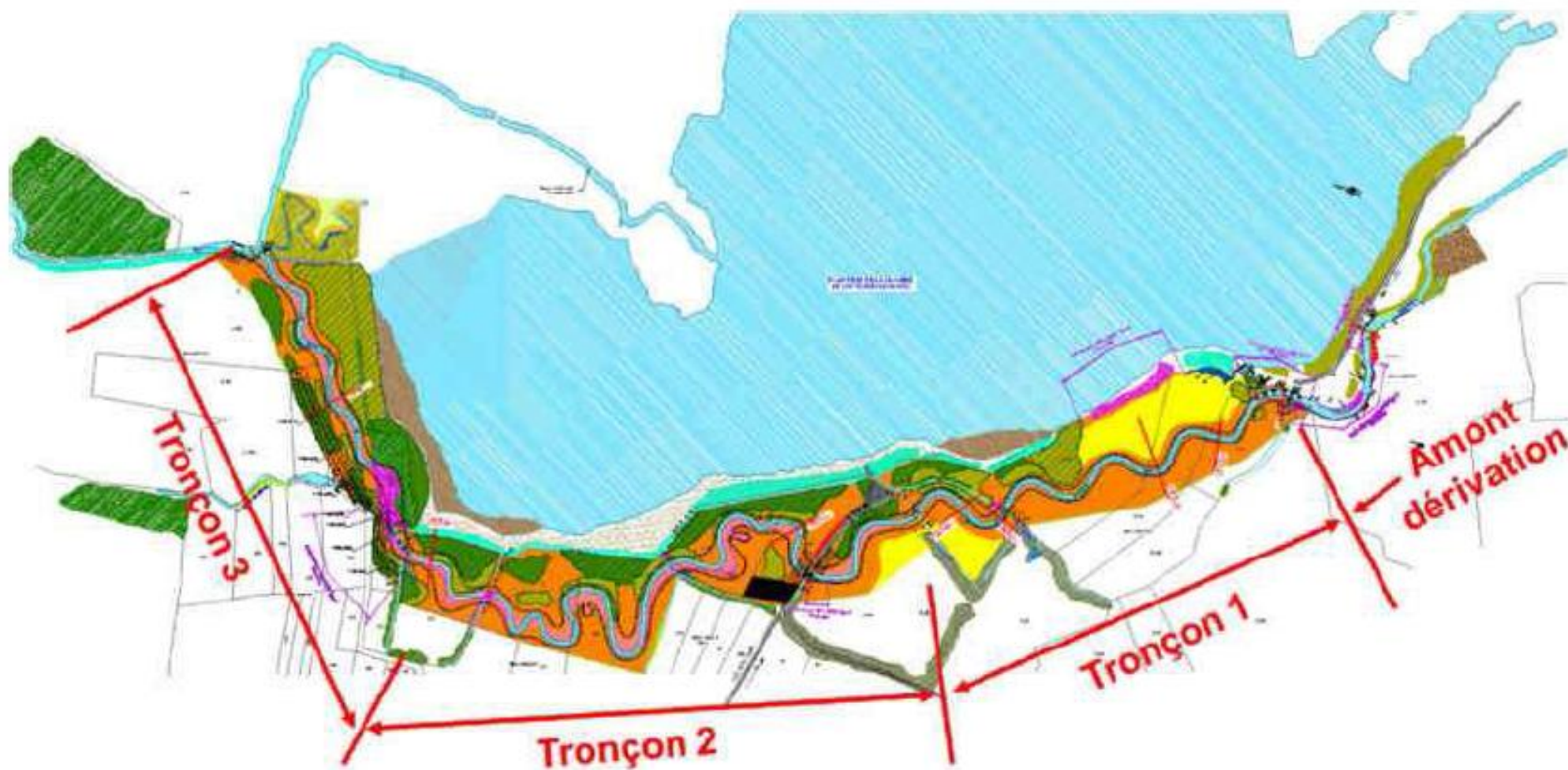


Figure 3 : Plan général des travaux et délimitation des tronçons (crédit : Syndicat de la Veyre Vivante)

Extrait de l'étude de caractérisation hydromorphologique et biologique de la Veyre suite aux travaux de contournement de la gravière –  
Agence de l'Eau RMC

## 4.5 Synthèse sur les espaces et milieux naturels les plus « vulnérables »

Buellas n'est pas concernée par un site Natura 2000 mais ses communes limitrophes le sont (St Rémy et Montracol).

Toutefois, on note :

- que la commune renferme potentiellement certaines espèces de la faune et de la flore identifiées dans la SIC de La Dombes (espèces similaires entre le SIC et la ZNIEFF du Marais de Vial)
- que les zones humides et autres « espaces perméables » de Buellas constituent des enjeux forts en termes de préservation d'une biodiversité riche et de continuités écologiques linéaires entre les autres milieux environnants, dont les sites Natura 2000 et étangs de La Dombes d'une manière générale.

**En résumé, l'enjeu est la préservation des continuités écologiques (trame verte et bleue) que sont :**

- **les milieux humides des cours d'eau et de leurs abords** (zones humides, zones tampons) : l'Irance, l'Etre et surtout la Veyle dont le contournement contribue à une certaine remise en état de ses fonctionnalités telles qu'elles existaient avant exploitation de la carrière et création de la gravière. L'enjeu est qu'elle continue à assurer ses fonctionnalités avec le projet d'extension de la carrière
- **le corridor biologique de la Veyle**
- **les milieux ouverts et semi-ouverts, naturels et agricoles et les espaces boisés peu fragmentés** qui participent du maintien d'une biodiversité riche et de la circulation des espèces
- **les espaces perméables**
- **les haies et boisements**, caractéristiques du paysage bocager de Buellas et assurant une fonction de corridor biologique.

## 5. CADRE DE VIE, PAYSAGE ET PATRIMOINE

---

### 5.1 Paysage et patrimoine naturel

#### 5.1.1 Le paysage à petite échelle

Le territoire communal de Buellas s'insère au carrefour de plusieurs grandes unités paysagères, que sont au Nord, la plaine de la Bresse, au Sud-Est, le plateau de la Dombes des Etangs et à l'Est, l'agglomération de Bourg-en-Bresse.

La vallée de la Veyle se caractérise par des pâturages et cultures de céréales, haies, peupleraies, bosquets, ripisylve et petits chemins agricoles. Le territoire est ponctué de fermes bressanes et de moulins. Entre Mâcon et Bourg en Bresse, trois axes structurent l'urbanisation (A40, RN79 et la ligne SNCF). Les principaux enjeux sont de préserver cette vallée aux multiples attraits, notamment d'une urbanisation diffuse et désordonnée et d'une agriculture intensive.

#### 5.1.2 Le paysage à grande échelle : un paysage en deux actes

- Acte 1 : un paysage semi-bocager

Le paysage conserve un caractère rural, partagé entre cultures, prairies et boisements, avec le maintien d'une activité agricole occupant 10 exploitants, et couvrant 970 ha environ de SAU (voir partie agricole du diagnostic économique).

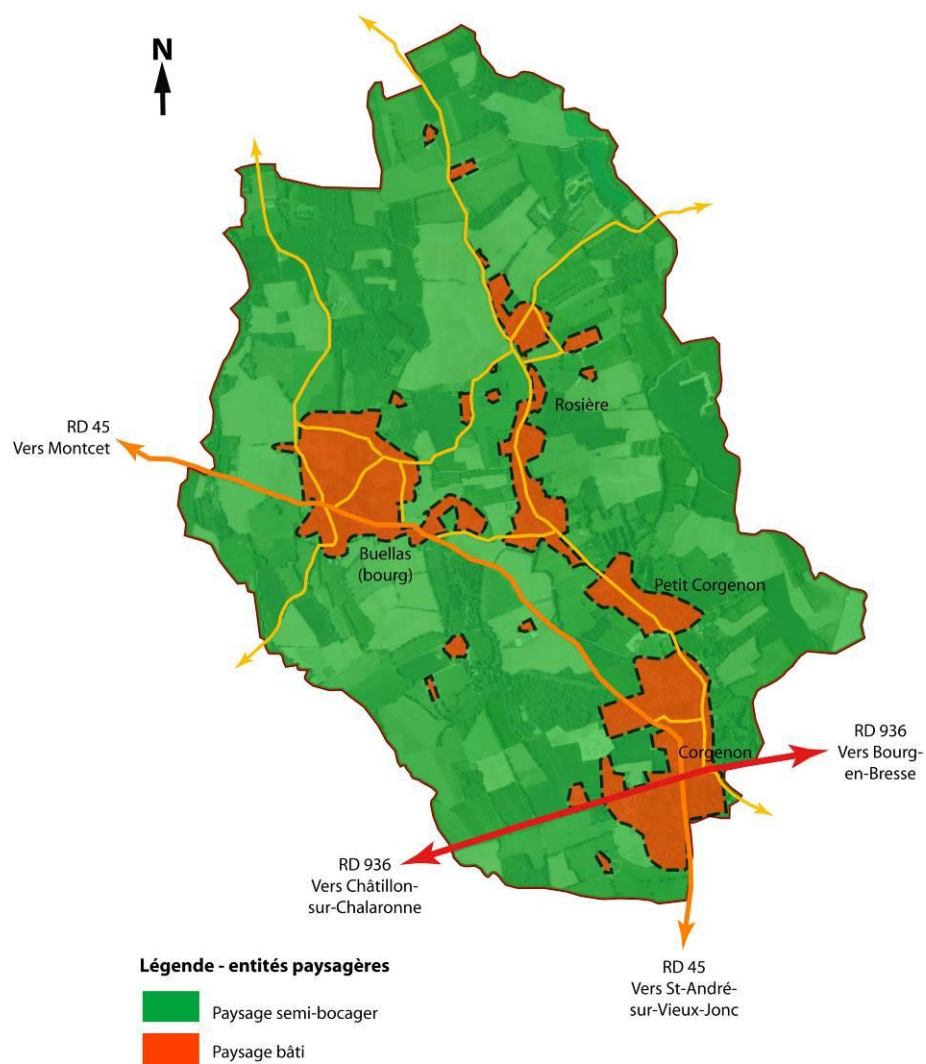
De type semi-bocager, il apparaît assez homogène sur l'ensemble de la commune et présente les caractéristiques de la région naturelle de la Bresse, dans lequel il s'insère.

- Acte 2 : un paysage bâti

Le paysage bâti est très présent sur le territoire communal de Buellas.

De par sa localisation en deuxième couronne de l'agglomération burgienne, la commune de Buellas, est devenue, au fil du 20ème siècle, particulièrement attractive, sur le plan résidentiel.

Le paysage bâti est amené à évoluer. Le SCOT Bourg-Bresse-Revermont identifie la commune de Buellas comme un « pôle local équipé », qui peut recevoir une extension du tissu urbain de 15 ha et un renforcement de son pôle artisanal sur 3 ha.



**Carte des entités paysagères – BLC 2010**

### ➤ Focus sur le paysage semi-bocager

#### • Les composantes

Le paysage semi-bocager est structuré par un maillage de haies champêtres et de boisements épars.

Les haies vives se présentent, le plus souvent, sous la forme de rideaux d'arbres de grand développement (frêne, charme, noisetier ou chêne selon la nature et l'humidité du sol). Quelques parcelles sont bordées de haies basses. Certaines haies conservent, également, des arbres taillés en têtards\*.

Quelques arbres isolés ou en groupe dans les parcelles en prairie témoignent d'un découpage bocager antérieur.

Tout autant que les haies, les masses boisées et la ripisylve contribuent à animer le paysage, par la création d'arrière-plans qui se détachent à l'horizon.



\* : Technique de taille et d'exploitation de l'arbre qui consiste à couper périodiquement les branches aux mêmes points de coupe et à une certaine hauteur du tronc. Les arbres têtards se rencontrent souvent dans les paysages de bocage.

- Les tendances actuelles d'évolution

Bien que possédant un intérêt environnemental et culturel, le paysage bocager bressan, tend, aujourd'hui, à s'ouvrir davantage et à se banaliser, suite aux modernisations agricoles successives du 20ème siècle. Ainsi, le maillage de haies s'est nettement déstructuré, pour devenir discontinu et plus lâche, voire disparaître dans certains secteurs de la commune.



**Une attention particulière devra être portée aux haies champêtres** qui constituent un patrimoine naturel et paysager intéressant, notamment, pour les différentes raisons suivantes :

- Favoriser la biodiversité des espèces (faune et flore).
- Limiter l'érosion des sols à vocation agricole.
- Préserver l'identité paysagère de la Bresse.
- Eviter la banalisation du cadre de vie rural de la commune de Buellas.

### 5.1.3 Autres patrimoines paysagers

- Le parc de la Teyssonnière

Outre les haies champêtres et les boisements répartis sur l'ensemble du territoire et participant à sa qualité paysagère, la commune de Buellas recense un site remarquable : le parc d'agrément du château de la Teyssonnière.

Créé au XIX<sup>ème</sup> siècle, abandonné en 1944, le château et le parc ont progressivement été remis en état depuis son rachat en 1958. Il est ouvert à la visite depuis 1980.

Jardin à la Française, jardin romantique, jardin anglais, labyrinthe, sous-bois se succèdent et accueillent, aujourd'hui, une importante collection de plantes de terre de bruyère, reconnue à l'échelle de la région Rhône-Alpes.



*Différentes ambiances offertes dans le parc de la Teyssonnière*

- Arbres isolés, alignements routiers, arbres associés à du petit patrimoine (calvaire)

Ce patrimoine arboré, même modeste, est intéressant à conserver ou à préserver dans les futures opérations d'aménagements.



*Arbres encadrant un calvaire*



*Arbres isolés dans un pré*

- Arbres remarquables



1

Chemin de la Poudrerie



3

A la Presle, à proximité du cours d'eau



0 200 m



2

Chemin de la Poudrerie



4

Au Petit Corgenon

**Cartographie des arbres remarquables – BLC 2011**

## 5.2 Architecture et patrimoine bâti

### 5.2.1 Historique et patrimoine

La région est occupée depuis longtemps, comme en témoignent les vestiges retrouvés sur la commune de Buellas.

La **poype** dite des Fées est une reconstitution historique (l'originale ayant été détruite en 1786) d'un tertre artificiel construit avant l'époque féodale.

Au sommet de cette motte castrale, on trouve une tour ceinturée d'une palissade. Une passerelle permettait de traverser le fossé pour accéder à une seconde enceinte protégeant les villageois et leurs animaux. L'ensemble appelé la basse-cour était également entouré d'un fossé.

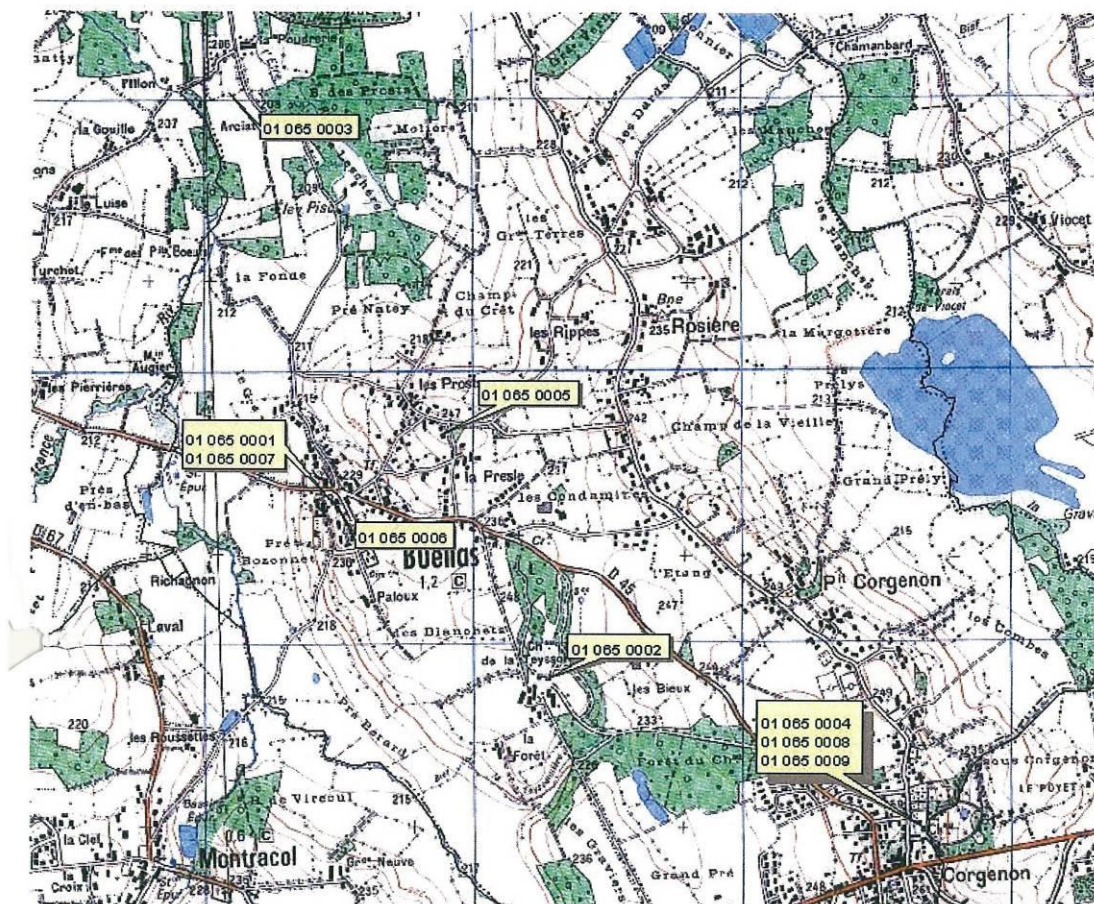


La reconstitution du poype des Fées – Photos BLC 2009

En matière d'archéologie préventive, la conservation et la transmission des vestiges est un enjeu patrimonial et culturel.

Dans ce cadre, le service régional d'archéologie (SRA) a recensé en 2009, 9 sites (voir carte ci-dessous).

Buellas (Ain)  
révision du P.L.U.  
sites archéologiques recensés  
état mars 2009



Service régional de l'archéologie – carte archéologique. Source : PAC

### 5.2.2 Le patrimoine remarquable

#### ■ L'église de Buellas, inscrite aux monuments historiques

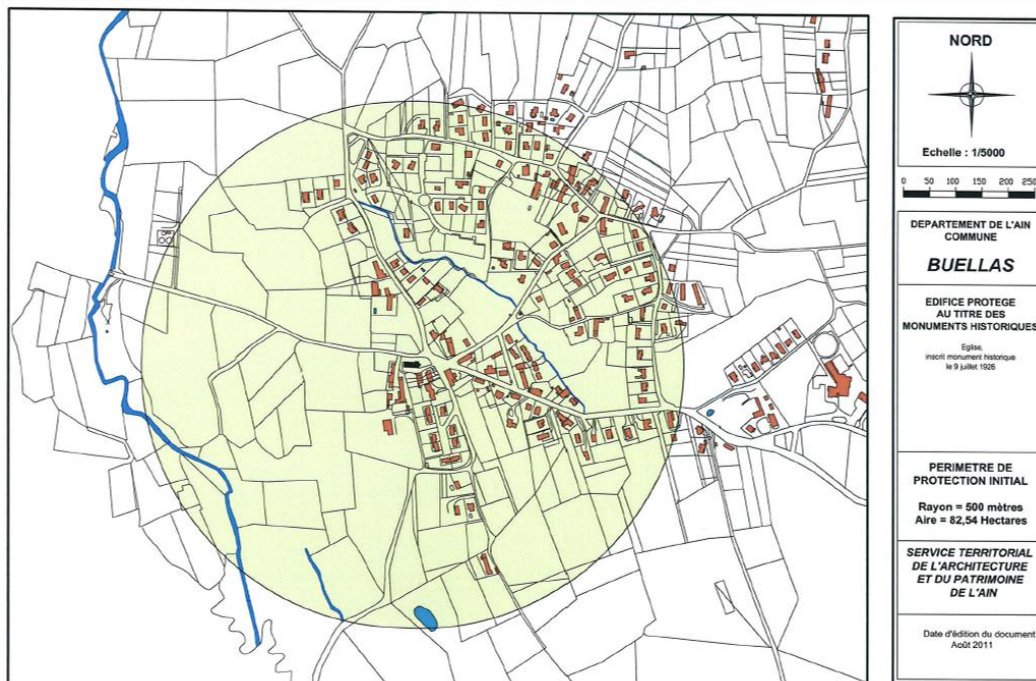
L'église de Buellas, patrimoine remarquable de la commune, surmontée d'un clocher du XII<sup>ème</sup> siècle, est inscrite aux monuments historiques par arrêté du 09 juillet 1926.



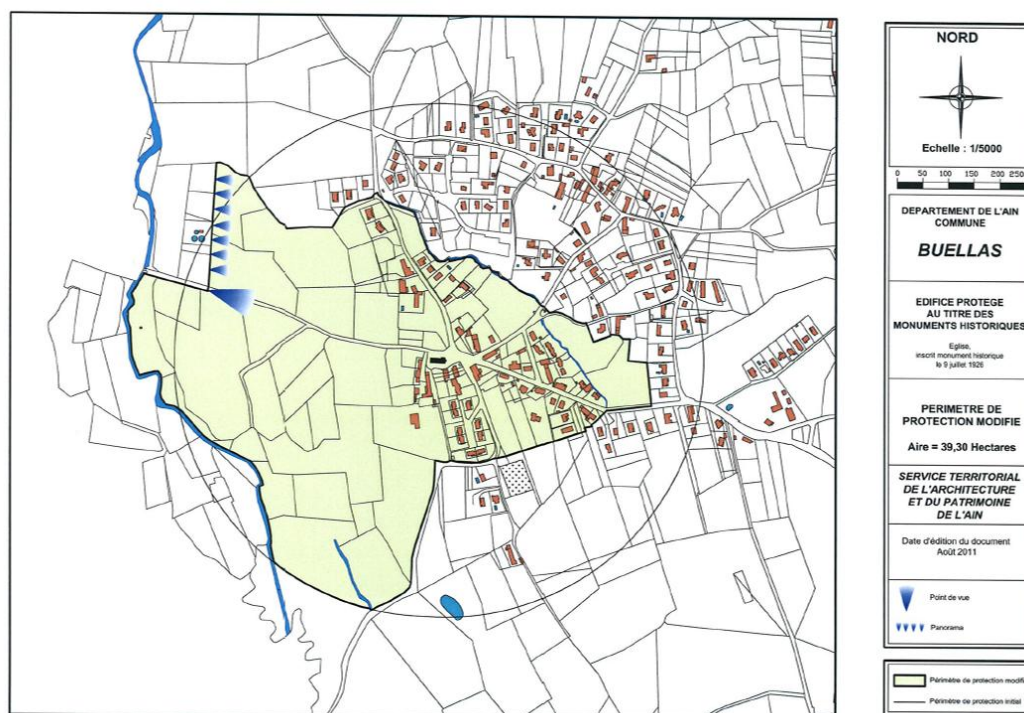
**Eglise de Buellas, son clocher et son porche – Photos BLC 2009**

Elle fait donc l'objet d'une servitude de protection en tant que monument historique et génère en conséquence un périmètre de protection de 500 mètres autour d'elle, à l'intérieur duquel le service territorial de l'architecture et du patrimoine est consulté pour toute intervention.

Le 9 juin 2015 le service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de l'Ain (nouvellement Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, UDAP) a proposé par courrier à la commune de revoir le périmètre de protection comme suit.



**Périmètre de protection de 500 mètres au titre du classement de l'église comme monument historique – document joint au courrier du STAP (UDAP) en date du 9 juin 2015**



**Nouveau périmètre de protection proposé (PDA) –**  
document joint au courrier du STAP (UDAP) en date du 9 juin 2015

Cette modification de périmètre pourra être réalisée à l'occasion de la révision du PLU selon la procédure prévue par le code du patrimoine par arrêté préfectoral après enquête publique unique. Notons que la loi LCAP du 07/07/2016 précisée par décret du 29/03/2017 a modifié la procédure pour la délimitation des abords de monument historique. Aussi, la procédure associée à la révision du PLU est désormais une procédure de définition d'un périmètre délimité des abords (PDA).

### ■ Autres éléments du patrimoine bâti remarquable

Dans le même courrier, le STAP (UDAP) liste aussi d'autres éléments bâtis présentant un intérêt patrimonial « signalés ou connus » par le service :

- Ancien presbytère
- Château de la Teysonnière
- Château de Corgenon
- Ferme à pans de bois
- Mairie

La commune a complété l'inventaire de son patrimoine :

- la poype
- le château du village
- le calvaire de l'église
- le lavoir à Buellas
- le calvaire du cimetière
- le calvaire du village
- le calvaire des condamines

- une autre ferme remarquable
- la ferme du Petit Corgenon
- le château du Parc
- la bascule
- la ferme de la Teyssonnière

L'UDAP demande également la protection du parc de la Teyssonnière et des abords de la poype ; aussi ces secteurs bénéficient d'une protection réglementaire définie pour la protection des sites au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme interdisant toute construction dans le règlement associé (article 1 des zones N et Np).

### 5.2.3 Architecture traditionnelle

Sur le territoire communal, il est possible de voir encore quelques fermes traditionnelles construites, soit en pisé, soit à ossature de bois remplie d'un mélange de torchis ou de brique.

L'avancée des toitures est davantage mise en évidence par la présence de structures porteuses en bois, qui confèrent à ces bâtiments un charme tout particulier.





Ferme traditionnelle au cœur du Bourg de Buellas - Photo BLC 2009

## 5.3 Urbanisme

En règle générale et, excepté les constructions utilisant la force motrice de l'eau (moulin de Chamanbard...), établies à proximité des cours d'eau, l'urbanisation s'est faite sur les points hauts de la commune, à l'écart des zones inondables.

La présence de nombreux points d'eau a favorisé une **urbanisation dispersée**.

Traditionnellement, l'habitat se répartissait sur le territoire, entre :

- un centre bourg ancien (le bourg de Buellas),
- des hameaux (Corgenon, le Petit Corgenon, Rosière, hameau des Prosts...),
- quelques écarts bâtis.

### 5.3.1 Le centre-bourg

Le bourg de Buellas s'est développé aux abords de l'église et d'une place centrale située à la croisée de plusieurs rues. Peu étendu, il est encore en partie composé de fermes traditionnelles.



Place de l'église - Photo BLC 2009

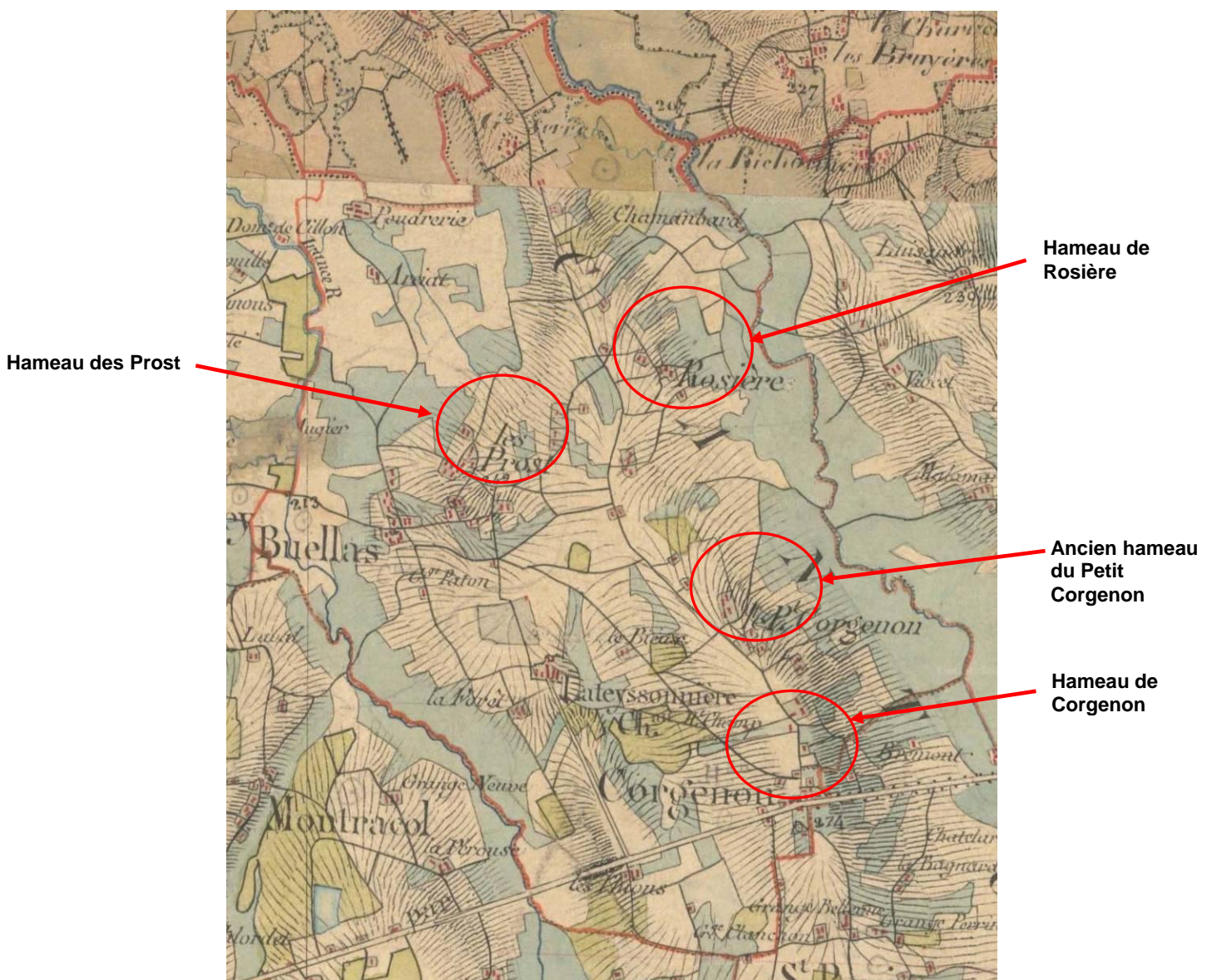
### 5.3.2 Les hameaux et les écarts bâtis

La commune recense plusieurs hameaux anciens : hameau des Prosts, Petit Corgenon, Corgenon, Rosière.

Le principal hameau est Corgenon ; il s'est développé, linéairement, le long de la route menant de Bourg-en-Bresse à Villefranche-sur-Saône, qui constitue l'artère principale.

Il a profité de l'essor des déplacements et concentre les commerces et services.

Les constructions y sont édifiées en ordre continu, soit à l'alignement, soit en retrait de la voie. Pour le bâti implanté en retrait de la rue, la continuité de l'alignement est donnée par les murs de clôture. La commune recense plusieurs hameaux anciens : hameau des Prost, Petit Corgenon, Corgenon, Rosière.



Extrait carte d'état major 19<sup>e</sup> siècle, (source : Géoportail)



Les murs de clôture et les constructions à l'alignement cadrent l'espace de la rue.

### 5.3.3 Les extensions récentes

Les extensions récentes se composent :

- de constructions individuelles et de quelques opérations collectives,
- d'équipements publics,
- d'une zone d'activités.

Elles se sont développées depuis les années 1960, aux abords du bourg de Buellas et du hameau de Corgenon, ainsi que linéairement, le long des principales routes entre Corgenon et le hameau de Rosière, englobant progressivement les constructions anciennes.

Le centre-bourg a également su profiter de l'attractivité de son cadre de vie, pour développer plusieurs opérations urbaines.



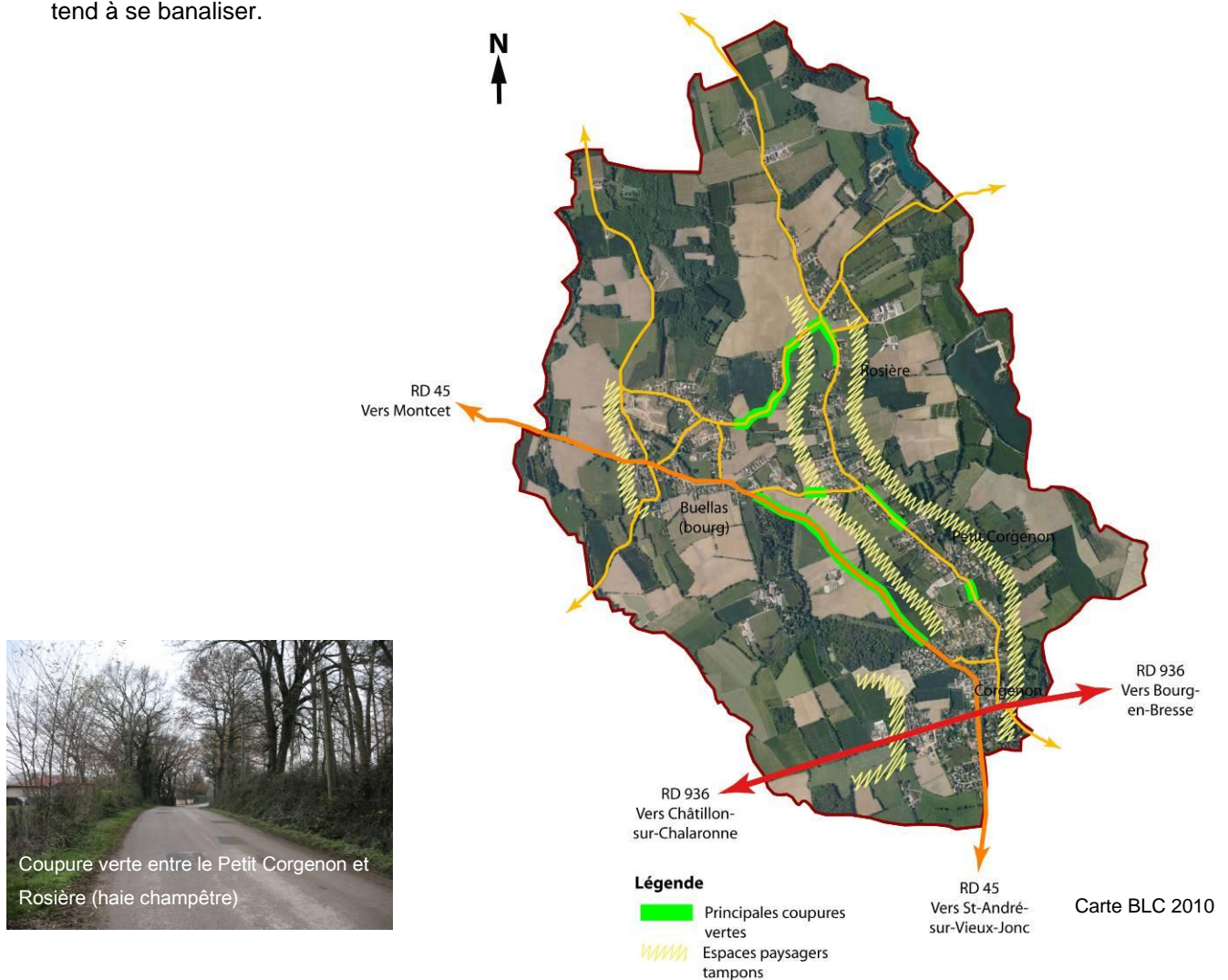
### 5.3.4 Les coupures vertes et les espaces paysagers tampons entre les hameaux

La conséquence d'une répartition de l'habitat en hameaux dispersés est la formation de coupures vertes et d'espaces tampons venant s'insérer dans les zones urbaines.

Ces dernières constituent de véritables transitions paysagères, isolant et individualisant chaque entité bâtie.

L'urbanisation linéaire de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, a comblé progressivement ces espaces agricoles interstitiels.

Néanmoins, quelques coupures vertes perdurent et rompent la monotonie d'un paysage urbain qui tend à se banaliser.



### 5.3.5 Les tendances d'évolution du paysage bâti

#### ■ Evolutions liées à l'urbanisation diffuse

En termes de paysage, l'urbanisation diffuse, a plusieurs répercussions :

- la formation de dents creuses s'intercalant au sein des secteurs construits,
- la formation d'un paysage périurbain émergent\* et banalisé, se caractérisant à Buellas, par une forte proportion d'habitat individuel pavillonnaire, occupant des parcelles de grandes superficies,
- le mitage des parcelles agricoles entre les différents hameaux contribuent à réduire les coupures vertes.



Constructions récentes mal intégrées dans le paysage

Afin **d'éviter la standardisation du paysage bâti**, une attention particulière devra être portée, notamment :

- Dans le choix des secteurs à ouvrir à l'urbanisation, en privilégiant en priorité, le comblement des dents creuses.
- Dans l'aménagement proprement-dit des zones d'urbanisation future, au travers d'orientations d'aménagement fixant des contraintes en matière de prise en compte du paysage (cheminement piéton, lisière plantée, clôture végétale, espace de convivialité....).

\*Terme issu de l'atlas régional des paysages (Diren), évoquant les paysages urbains en pleine mutation. Dans l'atlas, l'intégralité de la commune de Buellas est classée sous cette entité paysagère.

## ■ Evolutions potentielles liées à l'activité de carrière et son extension

L'activité de carrière a profondément modifié le paysage puisqu'elle a eu et a pour conséquence, au fur et à mesure de l'extraction et de la remise en état du site la formation de plans d'eau. (voir à ce sujet la partie Sols et sous-sols).

Les infrastructures d'exploitation implantées à St-Denis-les-Bourg n'ont qu'un impact limité sur le paysage bocager caractéristique de la vallée de la Veyle.

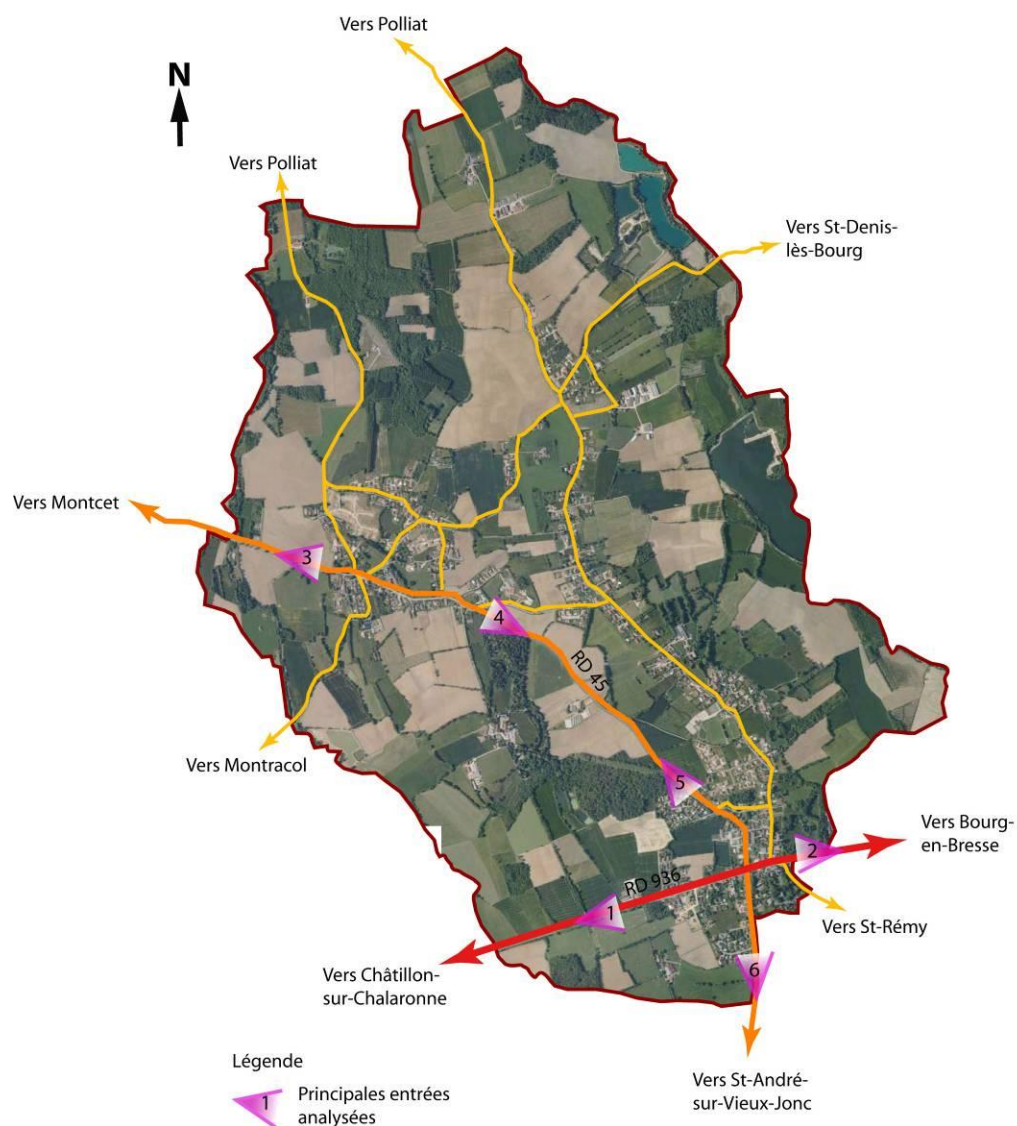
*Source : Etude d'opportunité économique, sociale et environnementale – Bourg-en-Bresse Agglomération (Atelier du Triangle, 2015).*

- **L'enjeu paysager du projet d'extension reste posé**, en particulier en partie Nord où le paysage est plus ouvert (depuis le chemin des Combes) et depuis les hauteurs des noyaux de Corgenon et de Rosière, d'où la nécessité de protéger les haies et boisements existants tout autour et sur le futur site d'exploitation.

### 5.3.6 Analyse de la perception des entrées de bourg

La commune de Buellas, implantée au Nord de l'axe Bourg-en-Bresse – Villefranche-sur-Saône, est desservie par un maillage de voies d'accès hiérarchisées.

L'analyse de la perception des entrées du bourg a été réalisée à partir des RD 936 et 45 qui constituent les axes principaux de desserte de la commune.



## ■ Depuis la RD 936

Depuis la RD 936, qui constitue une artère principale de circulation entre Bourg-en-Bresse et Châtillon-sur-Chalaronne, l'entrée s'effectue dans le hameau de Corgenon :

- En venant de Châtillon-sur-Chalaronne (1), l'entrée est soulignée par la présence des alignements routiers de platanes, cadrant la route.  
En rive Nord et à l'écart de la route, se détache très nettement la zone d'activités, d'implantation assez ancienne et n'ayant pas fait l'objet d'une insertion paysagère. Une fois la séquence plantée franchie, les vues s'ouvrent sur l'urbanisation continue de Corgenon qui épouse le léger dénivelé.



- En venant de Bourg-en-Bresse (2), l'entrée reste préservée. La route est bordée de courts tronçons plantés (platanes), bien en amont du panneau d'agglomération. L'entrée est marquée par des boisements qui soulignent le relief, ici, bien prononcé. Les constructions, mêlées à un filtre végétal, sont implantées en ligne de crête et restent discrètes.



## ■ Depuis la RD 45

La perception des entrées dans le bourg depuis la RD 45 diffère selon le sens de circulation :

- Le bourg de Buellas : en venant de Montcet (3), l'entrée est cadrée par les boisements soulignant le léger dénivelé du terrain.

L'église qui se détache en hauteur, constitue un point de repère fort, émergeant de son écrin arboré. Cette entrée présente une qualité paysagère à préserver impérativement de toute urbanisation. Les boisements, en avant plan du bourg, sont à protéger.

En arrivant de Corgenon (4), l'entrée est préservée : la route est bordée à l'Ouest, par les boisements du parc de la Teyssonnière.



(3) Arrivée à Buellas, depuis Montcet



(4) Arrivée à Buellas, depuis Corgenon



- Le hameau de Corgenon : depuis Buellas (5), l'entrée conserve un caractère rural (près bordé de haies, jardins et vergers).

En arrivant de Saint-Rémy (6), l'entrée est arborée et marquée par les haies champêtres à l'Ouest de la route; tandis qu'à l'Est, elle possède un caractère plus urbain, du au développement de la zone d'activités artisanales et au lotissement récent de la commune de Saint-Rémy.



(5) Arrivée à Corgenon, depuis Buellas



(6) En arrivant de Saint-Rémy



Lotissement et ZA implantés sur la commune de Saint-Rémy

## 6. LA RESSOURCE EN EAU

---

### 6.1 Plans et outils de gestion de l'eau

#### 6.1.1 Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

##### ■ Généralités du SDAGE Rhône-Méditerranée

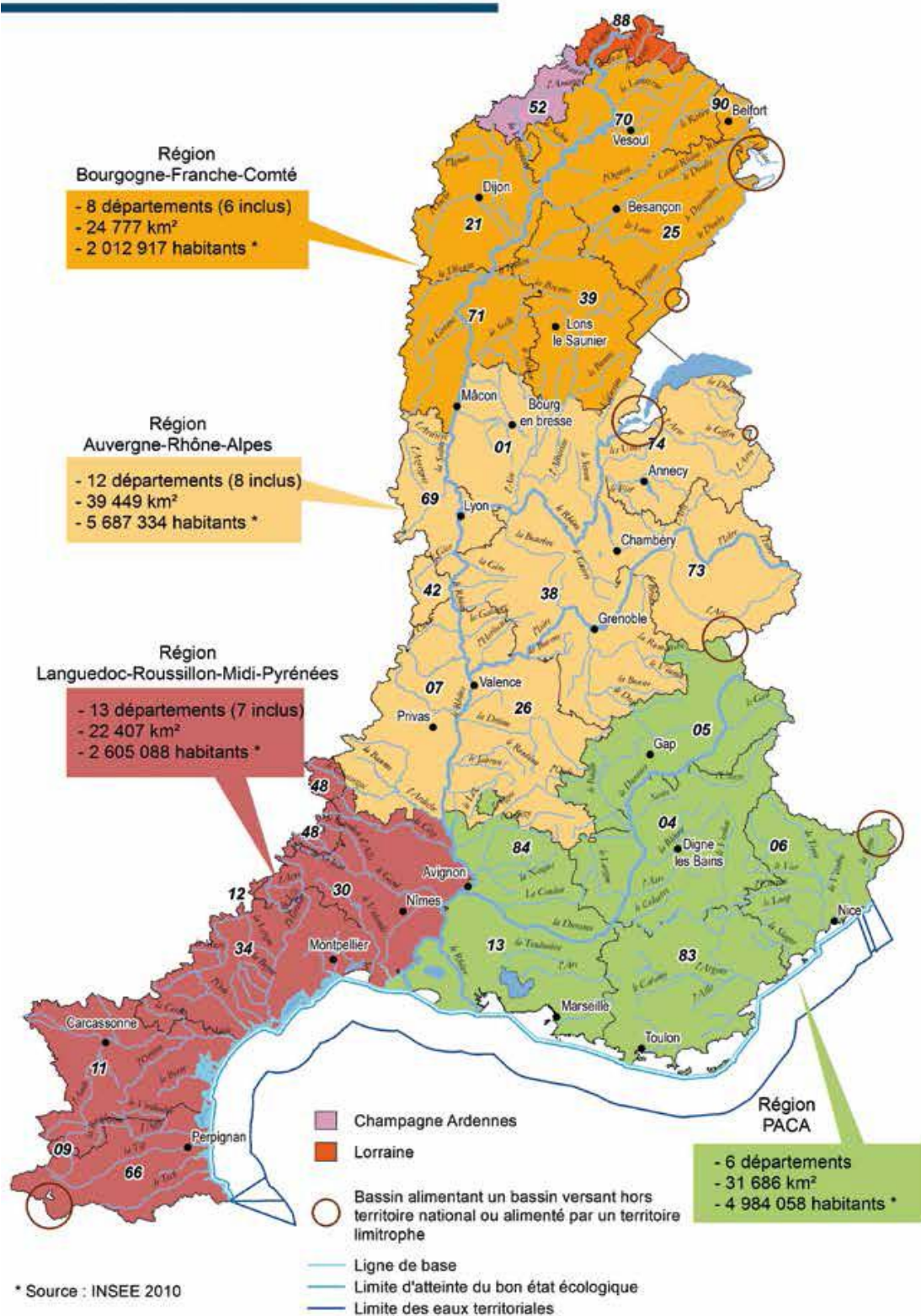
La commune de Buellas est concernée par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 21 décembre 2015, pour les années 2016 à 2021.

La directive cadre du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, impose à tous les Etats membres de maintenir ou recouvrer le bon état des milieux aquatiques d'ici à 2015.

Un report de délai est autorisé aux Etats membres pour l'atteinte de l'objectif général du bon état des eaux.

L'article L.131-1 du code de l'urbanisme établit que les SCOT doivent être compatibles avec le SDAGE ; les PLU et cartes communales doivent être compatibles avec le SCoT (L.131-4 du code de l'urbanisme) ; et en en l'absence de SCoT, les PLU et cartes communales, doivent être compatibles avec le SDAGE (L.131-7).

## Caractéristiques générales du bassin Rhône-Méditerranée



Carte du bassin Rhône-Méditerranée – Source : SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021

Il importe que l'application des documents d'urbanisme ne compromette pas l'atteinte des objectifs de bon état des eaux assignés aux différentes masses d'eau et permette d'assurer la non dégradation de l'état des eaux.

Le SDAGE 2016-2021 compte 9 orientations fondamentales, dont 8 actualisées du précédent SDAGE, et une nouvelle (OF 0) :

- OF 0 : s'adapter aux effets du changement climatique
- OF 1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 2 : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- OF 3 : prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- OF 4 : renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- OF 5 Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- OF 6 : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- OF 7 : atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF 8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le territoire communal est situé dans le sous-bassin versant de la Veyle (SA 04-06 dans le SDAGE). Il comporte plusieurs masses d'eau auxquelles le SDAGE assigne plusieurs objectifs et mesures associées.

Buellas est ainsi concernée par :

- les masses d'eau superficielles suivantes, qui la traversent :
  - FRDR 2010 : la Veyle du plan d'eau de St Denis lès Bourg à l'Etre inclus
  - FRDR 584c : le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence
  - FRDR 584d : l'Irance à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc
  - FRDR 587b : la Veyle de Lent au plan d'eau St Denis les Bourg
  - FRDL41 : gravière de Saint-Denis-les-Bourg
- les masses d'eau souterraines suivantes :
  - FRDG135 - Formations plioquaternaires Dombes – sud
  - FRDG212 - Miocène de Bresse
  - FRDG342 - Alluvions fluvio-glaciaires Couloir de Certines

## ■ Dispositions-cadres à l'activité de carrière

Au sein du SDAGE, trois dispositions ciblent l'activité de carrière :

- Disposition 5E-05 : cette disposition stipule que **les schémas départementaux des carrières doivent prendre en compte les aires d'alimentation et les périmètres de protection des captages, et les ressources à préserver en vue de leur utilisation dans le futur** pour des captages destinés à la consommation humaine ainsi que les enjeux qui leur sont attachés dans l'établissement des scénarios de développement et des zonages.
- Disposition 6A-01 : les services en charge de la police des carrières s'assurent que les études d'impact et documents d'incidences prévus dans le cadre de la procédure eau ou de la

procédure carrière identifient et caractérisent les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, justifient de la cohérence de la solution retenue, et proposent des **mesures de réduction d'impact et des mesures compensatoires** nécessaires à leur préservation de ces espaces.

• **Disposition 6A-10** : en premier lieu, cette disposition précise que **l'extraction de matériaux est interdite dans le lit mineur**, hormis pour les situations qui nécessitent des interventions pour la protection des personnes, des ouvrages, et pour assurer la navigation. Ces opérations d'entretien sont alors conduites dans le cadre des plans de gestion mentionnés (disposition 6A-05).

Par ailleurs, cette disposition précise que dans le cadre des procédures d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation les extractions de matériaux en lit majeur, relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les services suivant la procédure d'instruction doivent s'assurer que celles-ci prennent en compte les objectifs assignés aux masses d'eau superficielle et souterraine que le projet est susceptible d'impacter.

Cet article précise, par ailleurs, que les schémas départementaux des carrières doivent être compatibles avec le SDAGE et qu'ils doivent notamment s'attacher à :

- préserver les milieux aquatiques fragiles ou particulièrement riches au plan écologique ;
- réduire, lorsque la substitution est possible et sans risque d'impact plus important pour l'environnement, les extractions alluvionnaires en eau susceptibles d'avoir un impact négatif sur les objectifs environnementaux du SDAGE ;
- définir les conditions propres à favoriser la substitution de ces sites par d'autres situés sur des terrasses ou en roches massives. Cette substitution pourra être mesurée au travers d'indicateurs à définir en fonction des enjeux de chaque département.

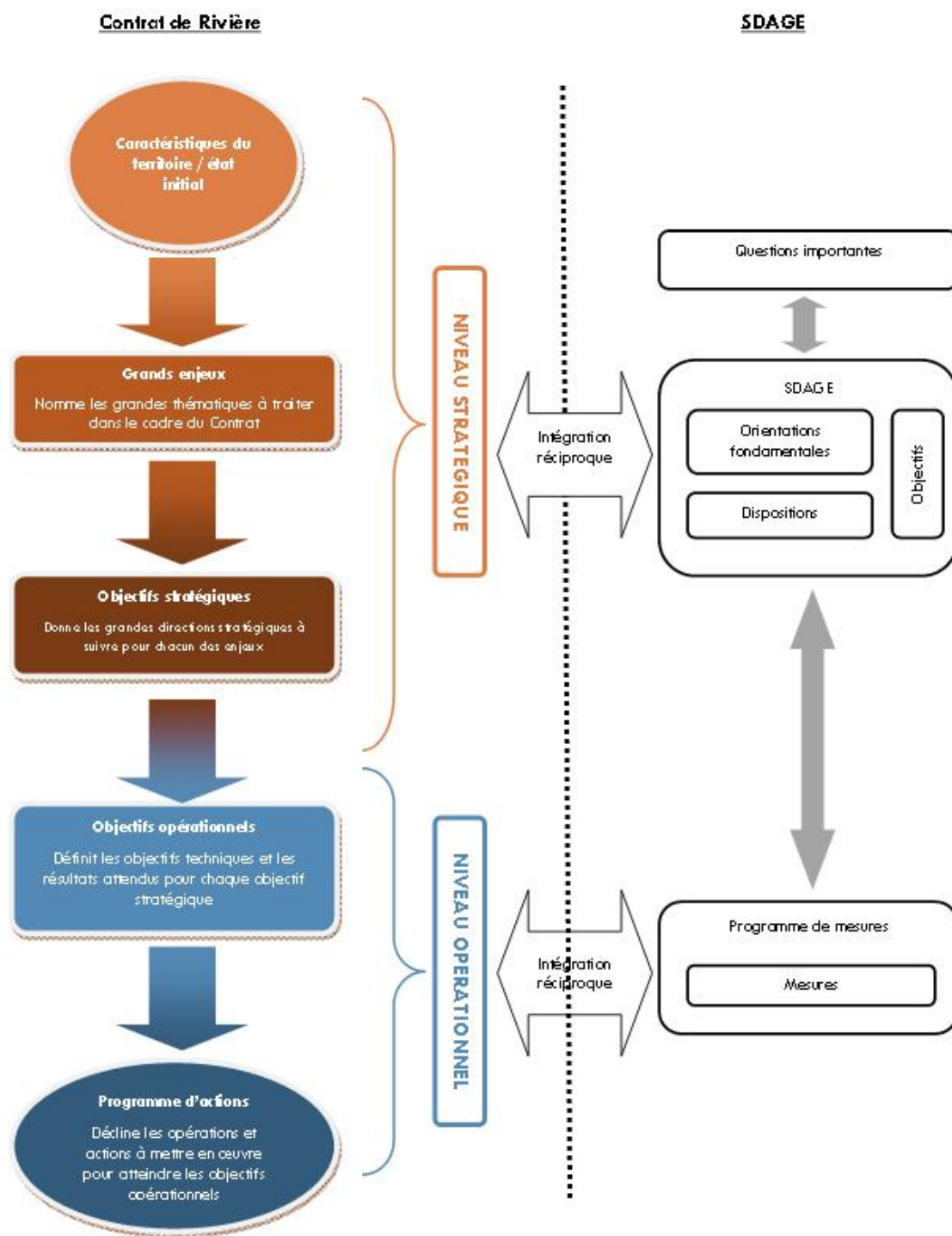
Les schémas départementaux des carrières sont aussi soumis aux dispositions du SDAGE relatives à la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques (Orientation fondamentale n°2), à la préservation de la fonction naturelle des bassins et des milieux aquatiques (Orientation fondamentale n°6) ainsi qu'aux risques d'inondation (orientation fondamentale n°8).

### 6.1.2 Le contrat de rivière de la Veyle

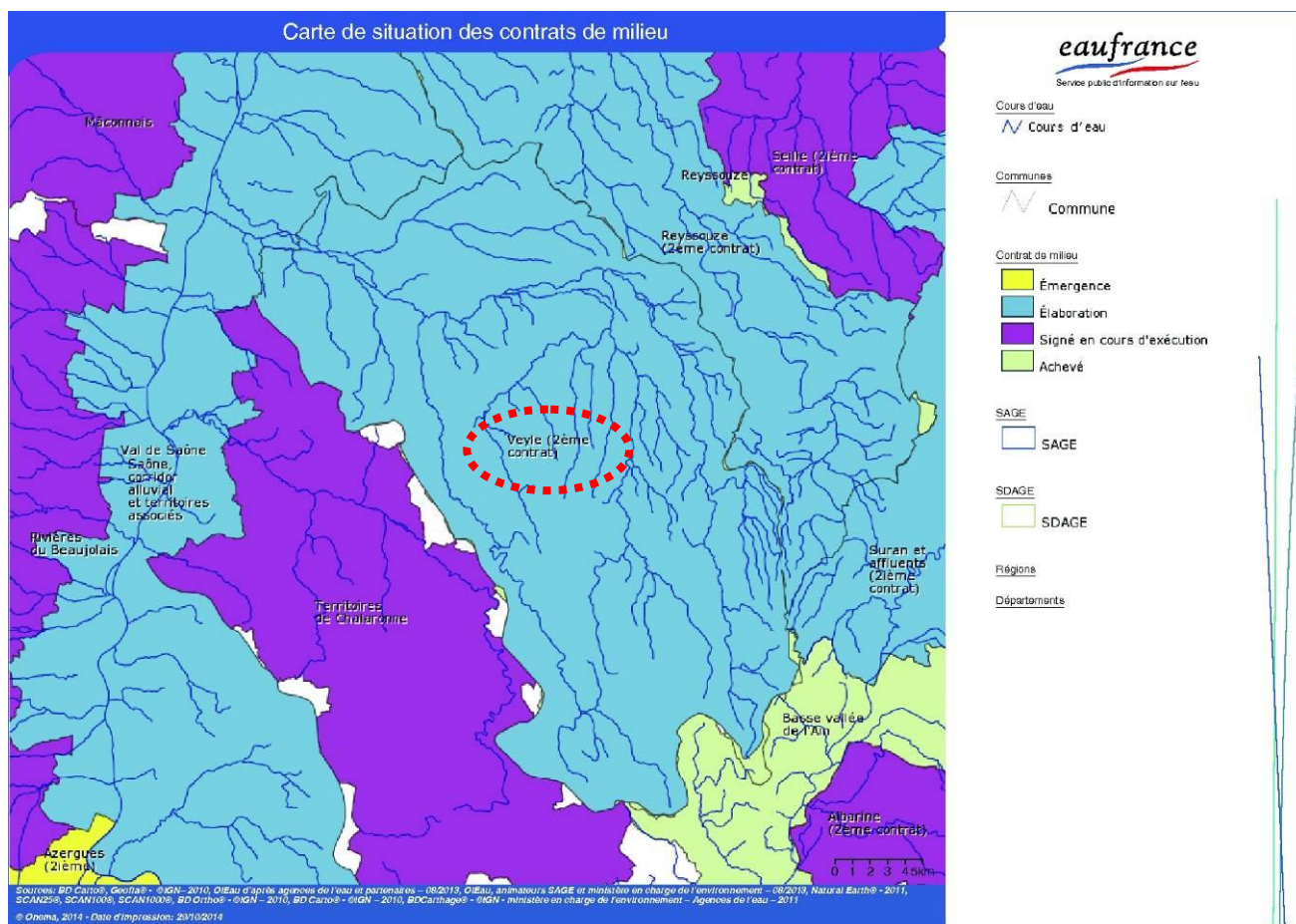
Le territoire est concerné par le contrat de rivière de la Veyle porté par le Syndicat mixte Veyle vivante à Vonnas.

Signé en 2004, il s'est achevé en 2011 et a récemment fait l'objet d'un bilan-prospective à la fin de l'année 2012.

En outre, un nouveau contrat de rivière est en cours d'élaboration. Le Syndicat Mixte Veyle Vivante a consacré l'essentiel de l'année 2013 à la construction politique et stratégique du nouveau contrat. Le Comité de Rivière de la Veyle s'est réuni le 09/09/2014 afin de valider l'avant-projet de Contrat de Rivière Veyle (2015-2020) pour une mise en œuvre opérationnelle du nouveau programme d'actions est prévue pour l'année 2015.



**Structuration du contrat de rivière – Contrat de rivière Veyre 2015-2020 – 2015 - Syndicat mixte Veyre vivante**



Carte de situation du contrat de rivière – eaufrance.fr

Le bassin se localise exclusivement dans le département de l'Ain, sur 49 communes, et couvre une superficie de 671 km<sup>2</sup>. Le réseau hydrographique « naturel » atteint un linéaire cumulé de l'ordre de 600 kms. Le réseau hydrographique artificiel, lié aux dérivations de moulins ou destiné à l'irrigation, atteint environ 60 kms, principalement localisé sur la partie aval.

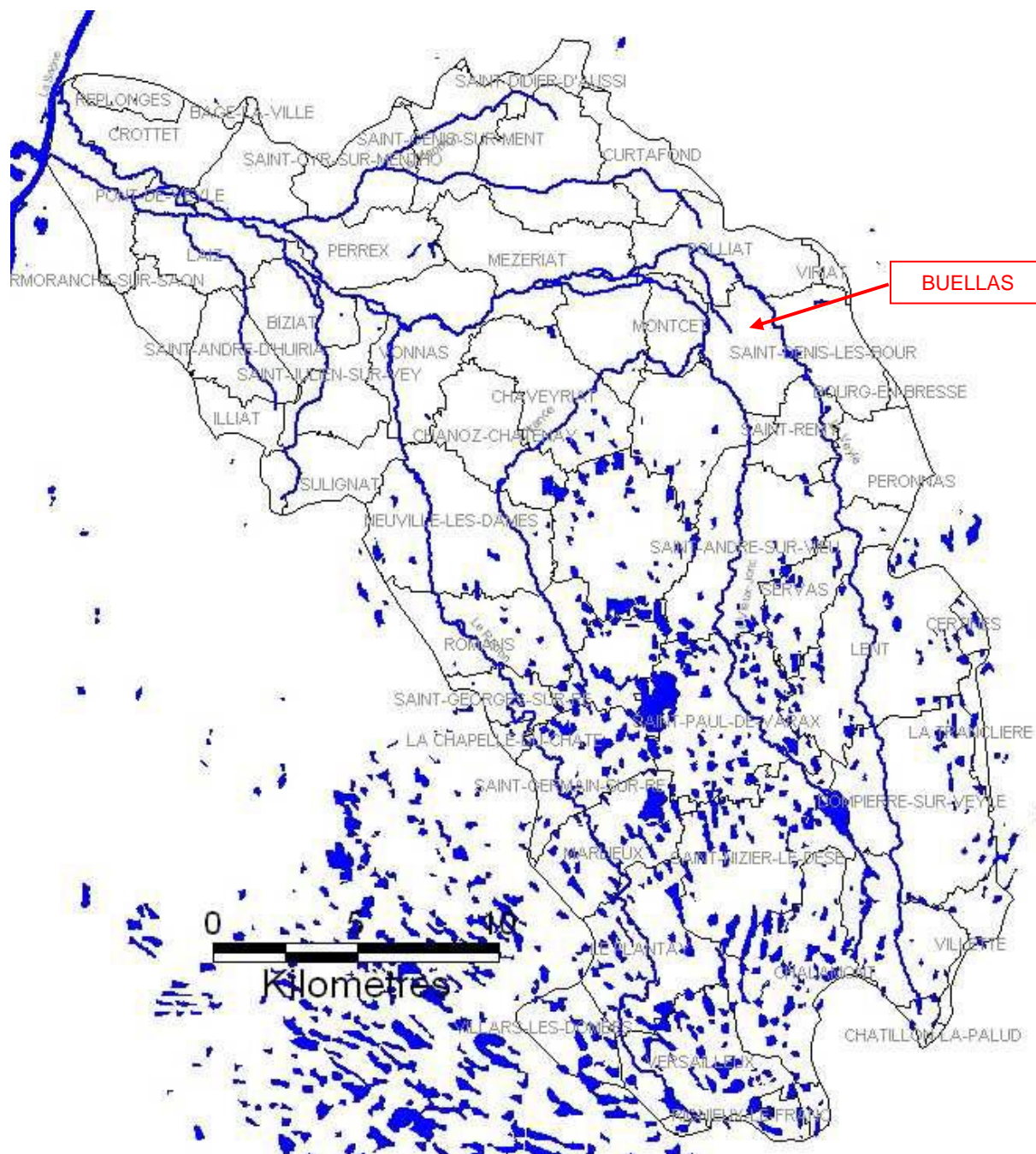
Le bassin de la Veyle se partage entre deux territoires naturels et historiques à très forte identité : la Dombes au Sud et la Bresse au Nord.

La Veyle est un affluent rive gauche de la Saône, qui prend sa source en sortie de l'étang Magnenet, sur la commune de Châtenay dans le territoire de la Dombes. Elle conflue avec la Saône en deux embouchures sur les communes de Grièges et de Saint-Laurent-sur-Saône, avec un parcours de 80 km à travers la Dombes puis le sud de la Bresse.

Le bassin de la Veyle se situe au carrefour de l'influence de trois agglomérations (Lyon, Bourg-en-Bresse et Mâcon) et est traversé par trois grands axes de communication parallèles : la RD1079 Mâcon-Bourg-en-Bresse, l'A40 Mâcon-Bourg-en-Bresse-Genève et la voie ferrée Mâcon-Bourg-en-Bresse.

Le bassin versant de la Veyle a connu une anthropisation très forte (maïsiculture, gestion hydraulique,...) ayant conduit à une dégradation généralisée de l'écosystème. Les aménagements et activités exercées sur l'ensemble de l'aire contributive de la Veyle sont à l'origine de discontinuités

spatiales aux conséquences écologiques majeures. Dans ce contexte, les zones humides sont particulièrement touchées.



**Communes et réseau hydrographique principal du bassin versant de la Veyre –  
Contrat de rivière Veyre 2015-2020 – 2015 - Syndicat mixte Veyre vivante**

Les principaux enjeux du Contrat de Rivière 2004-2011 étaient :

- Préservation des zones humides majeures, cumulant les enjeux : AEP, soutien d'étiage, dilution des polluants, présence de milieux naturels aquatiques remarquables ;
- Préservation et restauration de la qualité des ressources en eau potable déjà atteintes par des pollutions diffuses agricoles ;
- Reconquête de la qualité des eaux superficielles et notamment la réduction du phénomène d'eutrophisation, qui passe par le traitement des rejets de phosphore des industries agro-alimentaires, la diminution des pollutions domestiques et des pollutions diffuses, notamment d'origine agricole ;
- Non-aggravation du risque d'inondation et la protection des biens et des personnes, qui passe par une meilleure maîtrise de l'occupation du sol ;
- Préservation et restauration du fonctionnement physique et biologique des corridors fluviaux ;
- Nécessité d'un travail de fond en contact direct avec les usagers des milieux aquatiques (agriculteurs et industriels notamment) pour les sensibiliser à leur protection et faire comprendre les actions du syndicat.

Un programme d'action d'un montant total de 20,4 M€ a été établi dans le cadre de ces enjeux, les trois quarts de cette somme étant consacrés aux opérations d'assainissement communal.

Le tableau suivant présente le bilan financier après réalisation.

<b>Volet du Contrat</b>	<b>Montant prévu</b>	<b>Montant réalisé</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Taux de subvention</b>
<b>Volet A : amélioration de la qualité de l'eau</b>				
Volet AI All : assainissement communal	15 138 323 €	16 903 708 €	112%	45 %
Volet AIII : pollutions diffuses	150 000 €	617 248 €	409%	99 %
<b>Volet B : Restauration et mise en valeur des milieux aquatiques</b>				
Volet BI-1 BI-2 : restauration milieux aquatiques	3 595 460 €	1 667 948 €	46%	84 %
Volet BI-3 : valorisation et aménagement	554 500 €	537 951 €	97%	58 %
Volet BII : inondations	193 100 €	19 600 €	10%	0 %
<b>Volet C : Personnel et communication</b>				
Volet CI : personnel	610 260 €	1 173 409 €	192%	68 %
Volet CII : communication	114 572 €	135 751 €	118%	60 %
Volet CIII : observatoire et suivi	51 700 €	142 126 €	275%	62 %
<b>TOTAL</b>	<b>20 407 915 €</b>	<b>21 162 336 €</b>	<b>104%</b>	<b>52 %</b>

TABLEAU 5 : BILAN FINANCIER DU CONTRAT DE RIVIERE VEYLE APRES REALISATION

**Bilan financier après réalisation –  
Contrat de rivière Veyle 2015-2020 – 2015 - Syndicat mixte Veyle vivante**

Points positifs	Points négatifs
<b>Qualité de l'eau</b>	
Une qualité de l'eau en sensible amélioration sur la partie aval grâce à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la forte implication des communes et des partenaires financiers sur l'assainissement communal</li> <li>- Les engagements tenus des industriels</li> </ul>	Persistance des pollutions diffuses aux pesticides  Persistance de pollution par matière organique sur l'amont du territoire, avec impact saisonnier des vidanges d'étangs
<b>Milieux aquatiques et rivière</b>	
Actions innovantes et ambitieuses menées à bien, dont le bilan écologique présente un impact positif  Plan de gestion de la ripisylve globalement bien reçu, et ayant permis de bien identifier le syndicat  Impact globalement positif des actions de restauration d'annexe hydraulique, bien que variable en fonction des sites considérés  Dispositifs de protection réglementaire mis en place sur les principales zones humides du territoire	Petits aménagements à vocation uniquement piscicole (épis déflecteurs, banquettes végétalisées...) peu ou mal perçus, et d'une efficacité très limitée   D'importantes actions non réalisées, comme les acquisitions foncières des espaces de mobilités ou les démantèlements d'ouvrages prévus de façon systématique, car mal adaptées au contexte local
<b>Procédure et gouvernance</b>	
Un bilan financier très profitable au territoire...   Une bonne image du syndicat auprès des partenaires techniques et financiers...	...mais profondément déséquilibré entre Bresse et Dombes   ...mais une communication auprès des communes et une gouvernance à revoir en profondeur

TABLEAU 6 : SYNTHESE DU BILAN QUALITATIF DU CONTRAT DE RIVIERE VEYLE 2004-2011

**Synthèse du bilan qualitatif du contrat de rivière Veyle 2004-2011**  
**Contrat de rivière Veyle 2015-2020 - 2015 - Syndicat mixte Veyle vivante**

Les grands enjeux du territoire ont été définis sur la base du bilan du contrat de rivière 2004-2011 et du programme de mesure du SDAGE.

Ces enjeux sont les suivants :

- Des pollutions dispersées (en particulier domestiques) encore présentes localement, malgré des progrès notables ;
- Des pollutions diffuses présentes en eaux superficielles et en eaux souterraines ;
- La restauration de la continuité écologique des milieux aquatiques à concilier avec la préservation des zones humides du lit majeur ;
- La gestion quantitative, la gestion du réseau hydrographique secondaire et la nécessaire prise en compte des spécificités du milieu dombiste ;
- La mise en œuvre d'une gouvernance efficace et d'une communication globale et cohérente
- L'animation et le suivi de la démarche

**Enjeux du nouveau contrat de rivière**  
**Contrat de rivière Veyle 2015-2020 - 2015 - Syndicat mixte Veyle vivante**

Sur la base de ces enjeux, des objectifs stratégiques du contrat de rivière sont définis.

Le contrat de rivière propose **une stratégie de bassin versant permettant de pointer les milieux récepteurs prioritaires pour lesquels le bon fonctionnement des installations d'assainissement attenantes constitue une priorité** :

- **la zone de réservoir biologique de la Veyle moyenne** (masse d'eau 2010 : voir carte de situation dans la présentation SDAGE) : il s'agit du seul tronçon de la Veyle présentant un fonctionnement hydromorphologique satisfaisant, et un bon état physique et il s'agit de la seule masse d'eau en rivière dont l'objectif d'atteinte du bon état a été maintenu en 2015 ; d'importants investissements ont été réalisés dans le cadre du premier contrat de rivière pour renaturer l'amont de cette masse d'eau (opération de détournement de la Veyle au droit de la gravière), et d'importantes opérations de restauration de la continuité écologique sont inscrites au présent contrat. Ce secteur est cependant **fortement impacté par les effluents domestiques** issus des communes urbaines du secteur (Péronnas et surtout Saint-Denis-Les-Bourg), mais également par les grosses communes plus en amont, sur certaines desquelles fonctionnent des **industries agro-alimentaires** (Lent, Servas, Saint-André-Sur-Vieux-Jonc) ;
- **le Vieux Jonc à l'aval de Saint-Paul-De-Varax** (masses d'eau 584b et une partie de 584c : voir carte de situation dans la présentation SDAGE) **et le bief de Croix** (masse d'eau 10925) : les étiages très sévères du Vieux Jonc font de ces **masses d'eau les plus dégradées** du bassin du point de vue des paramètres physico-chimiques, malgré un progrès constaté suite au Contrat de Rivière 2004-2011. Ces masses d'eau constituent par ailleurs l'amont de la masse d'eau 584d (voir carte de situation dans la présentation SDAGE), une section de l'Irance classée en réservoir biologique et présentant l'hydromorphologie la plus active du bassin versant, et dont il est important d'assurer l'alimentation en eau de bonne qualité.

**Concernant les pollutions diffuses par les produits phytosanitaires**, les mêmes masses d'eau peuvent être considérées comme vulnérables pour les mêmes raisons : les zones de réservoir biologique (Irance aval et Veyle moyenne) et le Vieux Jonc amont (sévérité des étiages).

En outre, concernant les nitrates, les enjeux concernent la qualité des eaux souterraines (principale menace de dégradation).

Le captage de Péronnas fait partie de la liste des 500 « captages Grenelle », désignés comme les plus menacés par les pollutions diffuses.

En outre, d'autres zones de captages situées sur le bassin versant de la Veyle présentent des enjeux liés à la pollution diffuse par les nitrates ou une vulnérabilité importante de la ressource.

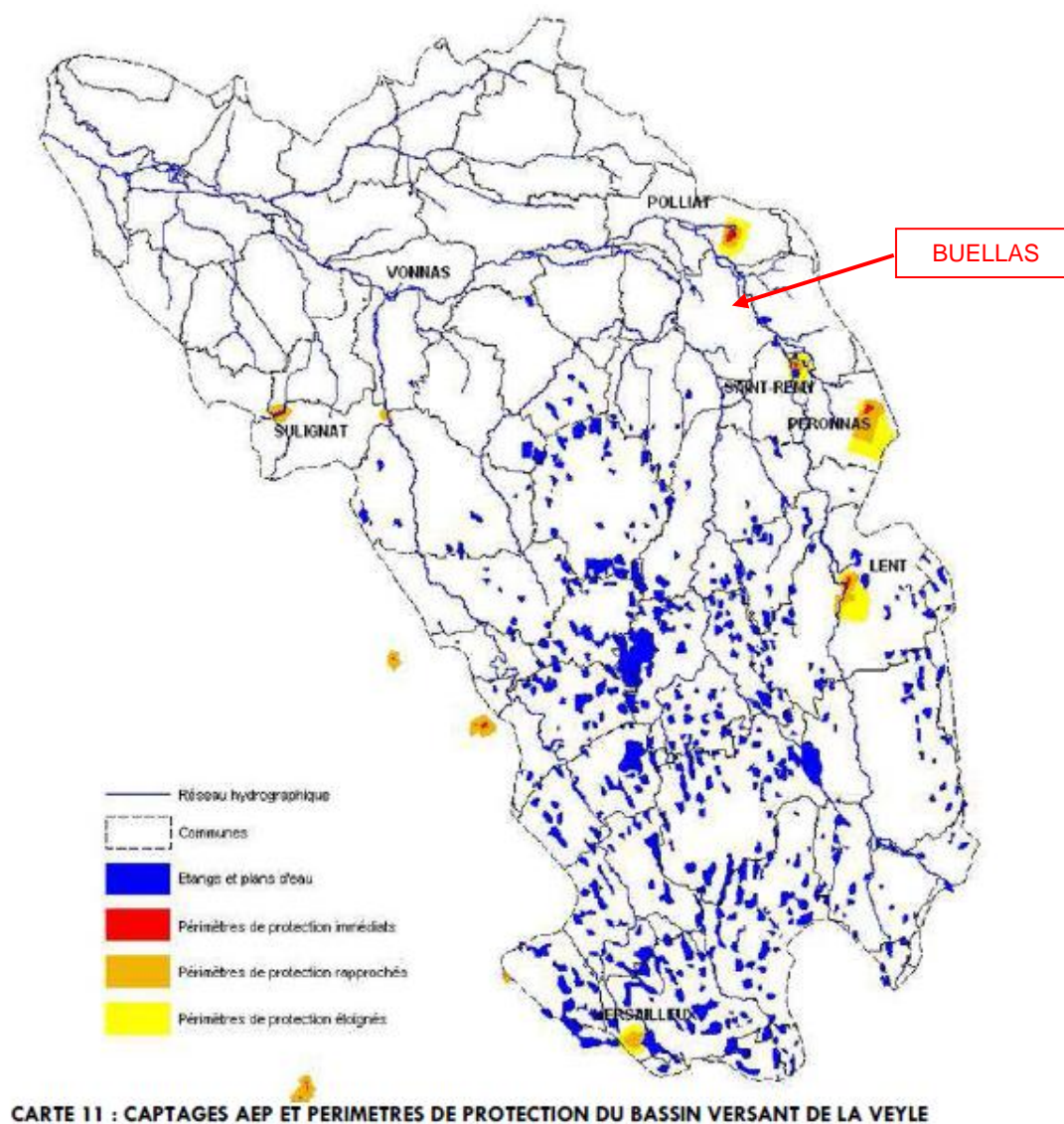
Deux se localisent à proximité de Buellas : celui de Polliat et celui de St Rémy.

**Le captage de Saint-Rémy** est implanté dans la nappe alluviale de la Veyle et présente également des risques de pollutions de par son implantation :

- Au sein d'une zone d'activités
- Au bord de la RD936 très fréquentées par les camions
- Dans une nappe par définition sensible aux pollutions du bassin versant.

**Le captage de Vial à Polliat** a fait l'objet d'une étude hydrogéologique poussée en 2001-2002 par le bureau d'étude Horizons Centre Est pour le compte du Syndicat des eaux Veyle Reyssouze Vieux-Jonc, suite à des problèmes de pollution par les nitrates et les solvants chlorés.

Par ailleurs, l'étude hydrogéologique commandée par l'Agglomération de Bourg-en-Bresse au cours des années 2000 a établi que les eaux captées sur les captages de Polliat proviennent du secteur sud-est et donc du Couloir de Certines, en transitant au sein des formations plio-quaternaires du versant oriental de la vallée de la Veyle. Donc le bassin d'alimentation de ce captage se situe en toute hypothèse en dehors du bassin versant de la Veyle, même si des relations avec l'aquifère alimentant le captage de Péronnas ne sont pas à exclure.



*Captages AEP et périmètres de protection du bassin versant de la Veyle -  
 Contrat de rivière Veyle 2015-2020 - 2015 - Syndicat mixte Veyle vivante*

**Concernant les continuités écologiques**, le bilan du premier contrat a permis de recenser les secteurs à préserver et/ou à améliorer de façon prioritaire, dont entre autres :

- le Renon Aval (masse d'eau 582) n'impacte pas la commune de Buellas ;
- la Veyle en amont de Polliat (masse d'eau R2010) : la section en aval de la gravière de Saint-Denis-Les-Bourg présente une qualité physique relativement bonne, la présence

d'obstacle en lit mineur étant la seule cause de classement en qualité moyenne. Par ailleurs ce secteur se situe dans la continuité aval des travaux de restauration au droit de la gravière menés lors du Contrat 2004-2011. Il est répertorié en tant que **réservoir biologique** et cumule les classements en liste 1 et liste 2 au titre du SDAGE<sup>1</sup>. La restauration physique de ce secteur, en particulier du point de vue de la restauration de la continuité écologique, constitue donc un enjeu de tout premier ordre ;

- l'Irance aval (masse d'eau R584d) : tronçon de bonne voire excellente qualité physique, l'un des seuls présentant une activité hydrodynamique marquée sur le bassin versant. L'enjeu sur ce secteur est surtout conservatoire, dans la continuité du Contrat 2004-2011.

Buellas est donc concernée par l'action B-1-2 du contrat : « restauration de la continuité écologique de la Veyle moyenne de la gravière au moulin de Cure » ; toutefois, il faut noter que les ouvrages concernés ne sont pas localisés sur Buellas (Barrage de Chamambard, Barrage du Moulin de Loyasse, Barrage du moulin des Vernes).

Cette action devrait être réalisée en 2017-2018 sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte Veyle vivante.

### **Le contrat de rivière vise également la restauration de la connectivité latérale et la préservation des zones humides du lit majeur de la Veyle aval.**

**Les marais de la Veyle moyenne** (marais de Vial et marais des Molières), issus des zones de résurgence de la nappe des cailloutis de la Dombes au niveau de la transition entre le plateau dombiste et la plaine de Bresse, ne font pas l'objet d'une gestion spécifique à l'exception de quelques parcelles du marais de Vial à Polliat (plan de gestion mis en œuvre par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels).

Le contrat de rivière se bornera à proposer deux types d'intervention :

- un plan de gestion accompagné d'un suivi écologique des quelques surfaces encore ouvertes sur ces zones de marais, en collaboration avec le CREN
- le réaménagement du réseau de fossés contigu aux zones de marais, visant à éviter le drainage de ces zones et à protéger les zones de résurgences phréatiques (comme le ruisseau l'Être par exemple) des effluents charriés par ces fossés.

Le document indique que la prise en compte de ces milieux dans les documents du SCOT Bourg-Bresse-Revermont devrait par ailleurs garantir leur protection.

Buellas est concernée par l'action B-1-7 du contrat : « Restauration de la veyle et aménagement de zone humide à Buellas ».

Cette action devrait être réalisée en 2019 sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte Veyle vivante.

En outre, le contrat propose un programme d'intervention sur le réseau hydrographique intégrant :

- L'amélioration de la qualité de l'eau, les fossés étant des vecteurs préférentiels de transfert des pollutions d'origine diffuse vers les cours d'eau ;
- Les usages économiques du système hydraulique dombiste : alimentation des étangs piscicoles et drainage des terres agricoles ;

<sup>1</sup> Voir article L214-7 du Code de l'Environnement :

Liste 1 : cours d'eau identifiés comme réservoirs biologiques du SDAGE, cours d'eau en très bon état écologique et cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins concourant à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques et sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.

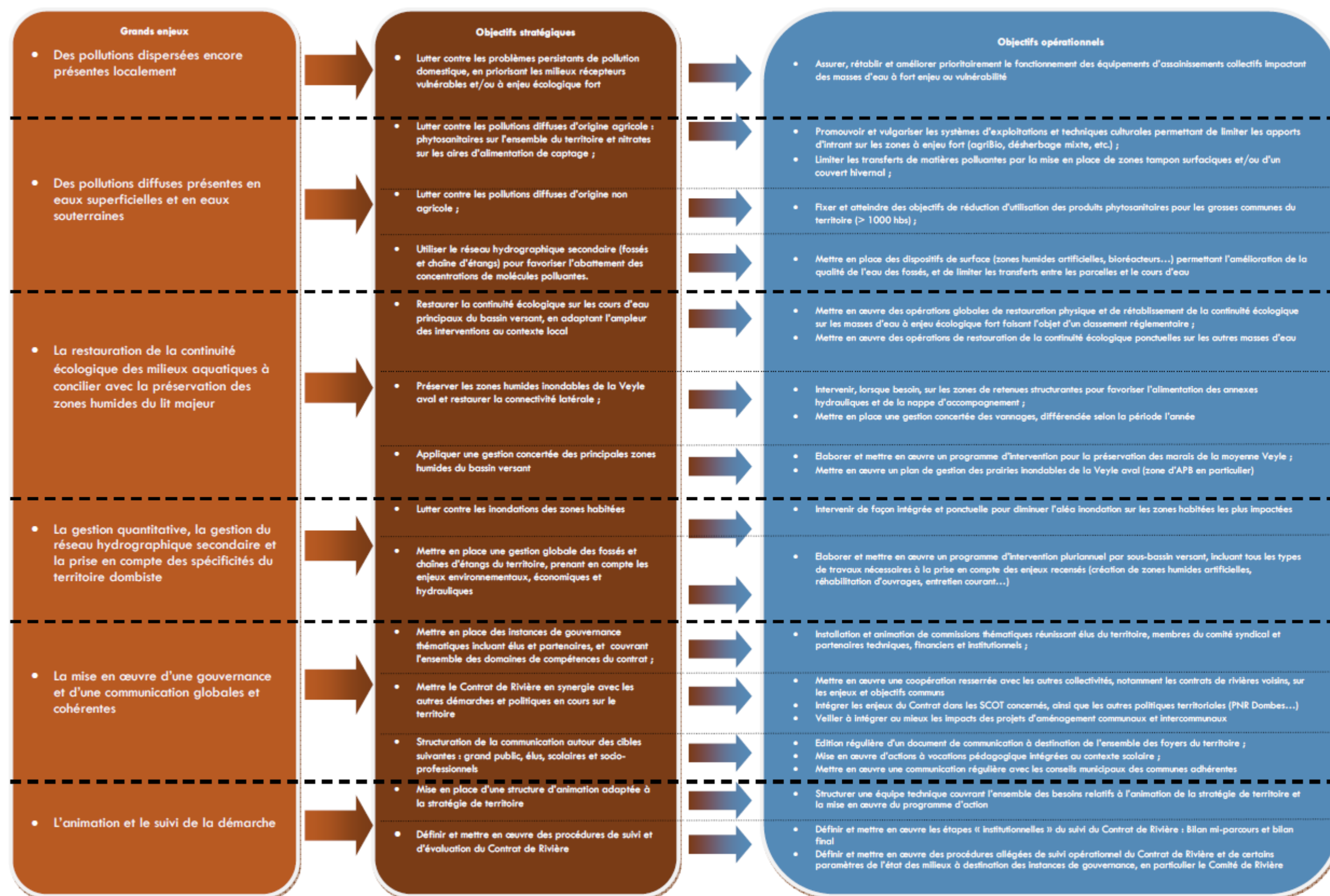
Liste 2 : cours d'eau dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs pour restaurer la continuité écologique. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant.

- La gestion quantitative des écoulements, et en particulier des crues.

Enfin, un entretien avec le syndicat de rivière a permis de définir les enjeux sur le territoire communal. Il s'agit des travaux sur l'amont du Moulin de Chamambard (voir pour une réserve d'espace de part et d'autre) et des travaux hydrauliques sur le marais de Molière.

**Enjeux identifiés dans le SDAGE et contrat de rivière :**

- Enjeu de poursuivre la lutte contre les pollutions diverses des eaux superficielles et souterraines (rejets domestiques, activités agricoles...) en particulier le réservoir biologique qu'est la Veyle
- Enjeu de préservation des continuités écologiques (réservoirs biologiques) que sont les rivières et leurs abords, dont zones humides, en particulier la Veyle, en lien avec l'activité d'extraction alluvionnaire



**Synthèse des grands enjeux, objectifs stratégiques et opérationnels -  
Contrat de rivière Veyle 2015-2020 – 2015 - Syndicat mixte Veyle vivante**

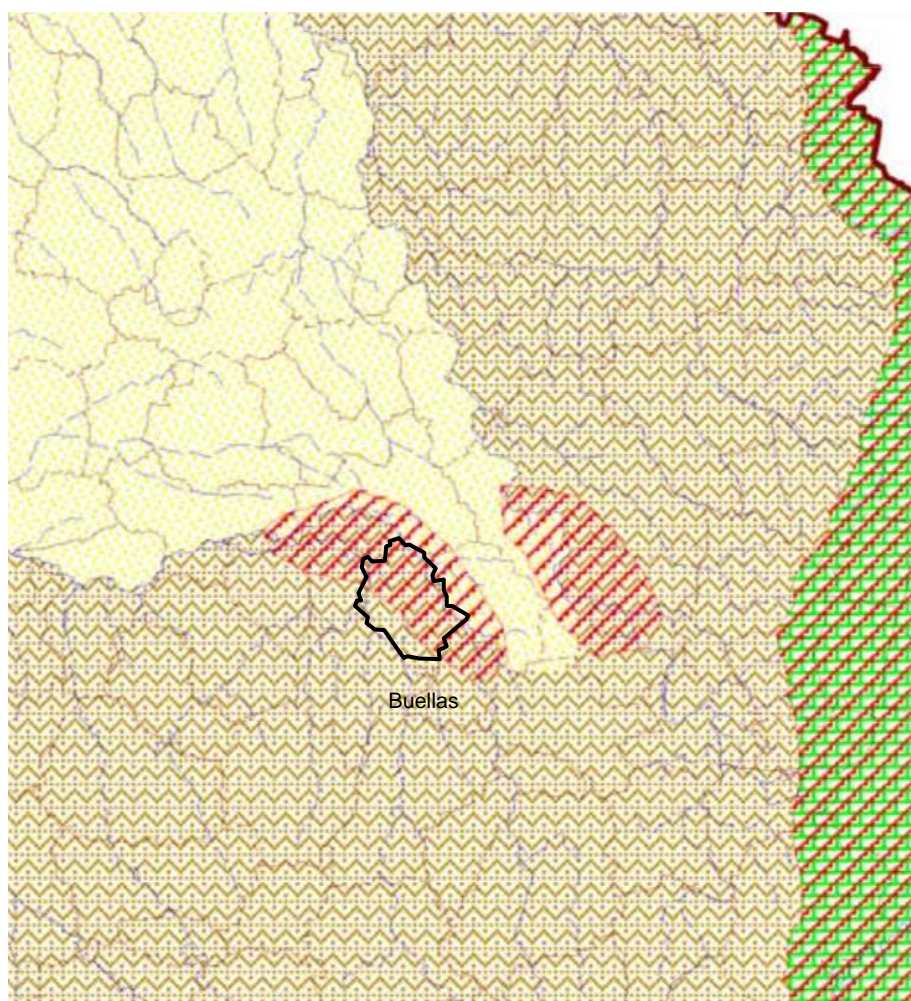
### 6.1.3 Le schéma départemental des carrières

**Le schéma départemental de carrière de 2004** consacre, parmi ses orientations tournées sur la préservation de l'environnement, une **orientation propre sur la protection des cours d'eau et ressources en eau souterraine**.

Cette orientation contient notamment les mesures suivantes :

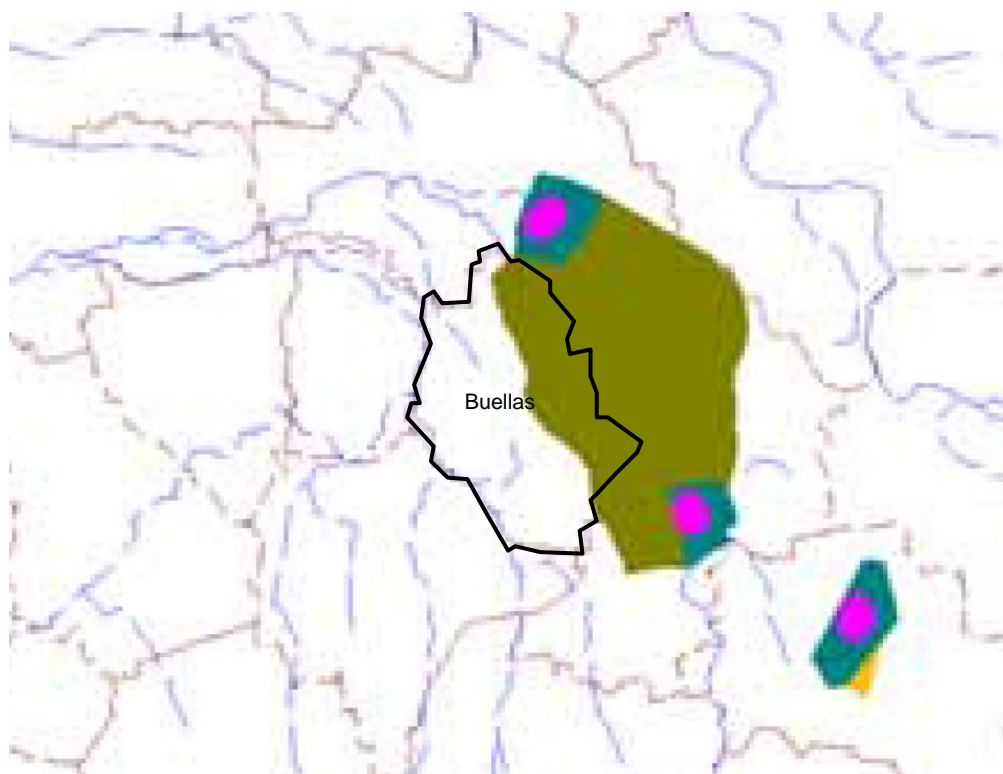
- **Pour l'ensemble des nappes alluviales :**
  - le contexte hydrogéologique sera bien pris en compte par l'étude d'impact
  - deux nappes voisines, mais distinctes ne seront pas mises en communication,
  - les exploitations ne seront comblées, lorsque cela est nécessaire, que par des matériaux dont l'inertie est contrôlée, afin d'éviter tout risque de pollution.
- **Pour les secteurs de nappes alluviales à fort intérêt pour l'eau potable** (nappes alluviales à valeur patrimoniale du SDAGE de l'époque) :
  - l'autorisation d'exploiter des matériaux ne pourra être accordée que si elle garantit la préservation des gisements d'eau souterraine en quantité et en qualité,
  - un dispositif de surveillance du niveau et de la qualité de la nappe sera mis en place et suivi pendant toute la phase d'exploitation et si possible préalablement à la demande, pendant au moins une année hydrologique. Lors de la cessation de l'activité extractive, ces dispositifs seront laissés équipés.
  - des précautions strictes seront prises pendant toute la durée de l'exploitation afin de préserver la nappe de tous risques de pollution accidentelle
  - des dispositions rigoureuses et précises en matière de réaménagement devront être développées dans l'étude d'impact.
- **Pour les secteurs de nappe alluviale identifiés comme prioritaires pour le développement potentiel futur de l'AEP** (identifiés par la DIREN et le MISE) :
  - l'exploitation des alluvions sous le niveau de la nappe est interdite
  - une épaisseur minimale de 2 mètres sera conservée entre la cote la plus basse des exploitations et le niveau des plus hautes eaux de la nappe (situation décennale)
  - après la remise en état en fin de l'exploitation, il sera proposé une vocation au site de l'après carrière compatible avec la protection de la ressource en eau pour l'usage eau potable.
  - le renouvellement et l'extension des carrières en activité ne pourront être autorisés aux conditions initiales d'exploitation que si l'étude d'impact démontre que les conditions d'exploitation sont compatibles avec la préservation de la ressource en eau.

Buellas est concernée par ces dispositions (voir cartes ci-dessous).

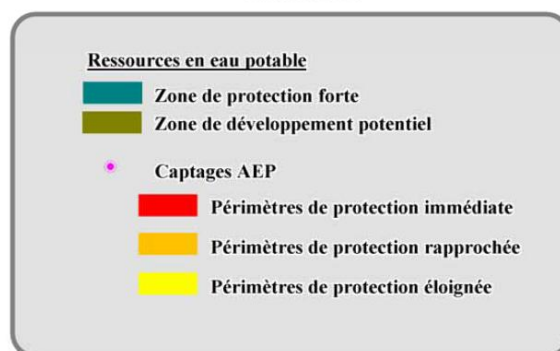


**Extrait de la carte 5 du schéma départemental des carrières – 2003 – sans échelle**

Buellas se situe au niveau de la nappe alluviale de la Veyre, identifiée comme « à valeur patrimoniale » par le SDAGE.



#### LEGENDE



#### Extrait de la carte 7 du schéma départemental des carrières – 2004 – sans échelle

Buellas se situe au niveau de la zone de développement potentiel pour l'adduction future en eau potable, entre les captages de St-Rémy et Polliat. Toutefois, elle ne se situe ni dans leurs périmètres de protection, ni dans leur aire d'alimentation (*voir aussi, à ce sujet, l'étude hydrogéologique réalisée par CPGF Horizon dans le cadre du projet d'extension de la carrière, dans la partie suivante*).

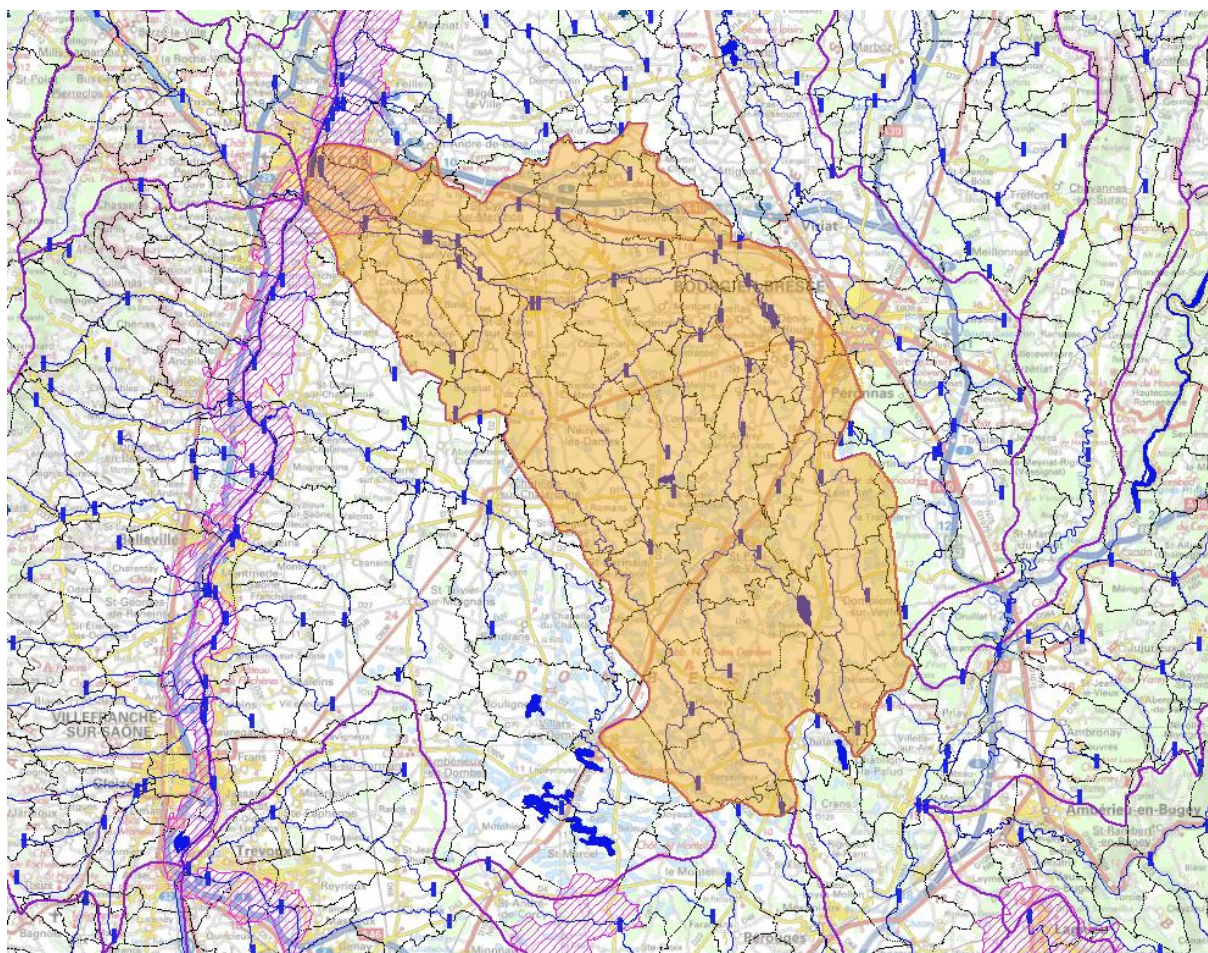
#### Enjeux identifiés dans le Schéma départemental de carrière :

- A Buellas l'enjeu est surtout la préservation de la ressource en eau potable, notamment dans le cadre d'un élargissement futur des captages (*voir la suite du rapport sur les nappes souterraines*)







## 6.2 Caractéristiques et état de la ressource en eau

### 6.2.1 Les masses d'eau superficielles (rivières)

La commune appartient au bassin de la Saône et au sous-bassin versant de la Veyle.



Limites hydrographiques

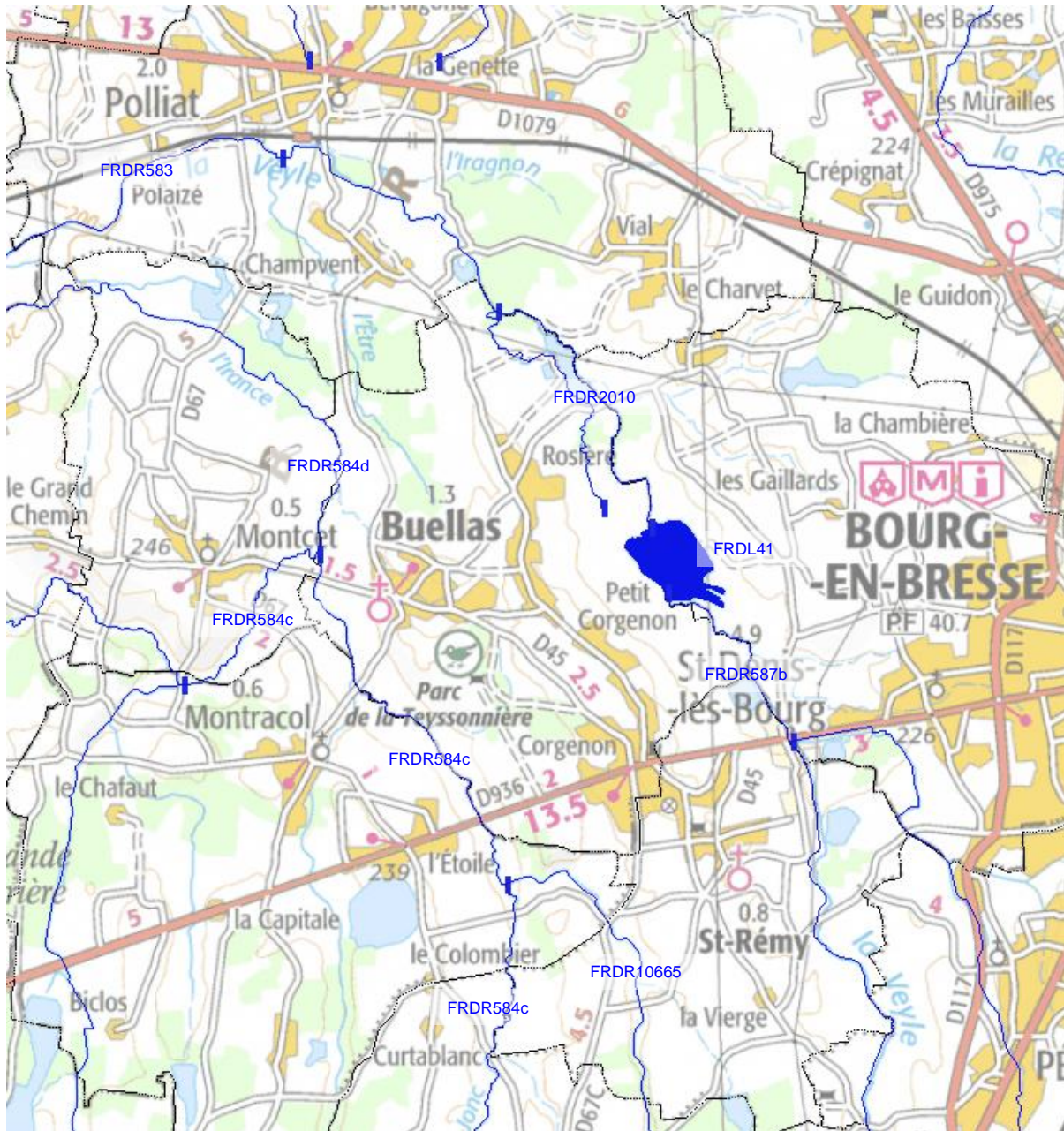
-   **Cours d'eau principaux**
-   **Périmètre Rhône Saône**
-   **Sous bassin versant**

**Cartographie du sous-bassin versant de la Veyle – source : [sierm.eaurmc.fr](http://sierm.eaurmc.fr) (carmen) – sans échelle**

Au sein du sous-bassin de la Veyle, le territoire communal est concerné par (voir carte et tableau ci-dessous) :

- les portions de la Veyle suivantes :
  - du plan d'eau de St Denis les Bourg à l'Etre inclus (FRDR2010) qui présente un état écologique moyen en 2009 et un état chimique indéterminé, avec des objectifs d'atteinte du bon état maintenus en 2015.
  - de Lent au plan d'eau de St Denis les Bourg (FRDR587b) qui présente un état écologique médiocre en 2009 (avec un objectif de bon état reporté en 2021) et un état chimique indéterminé (avec un objectif maintenu en 2015).
- la portion de l'Irance suivante : à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc (FRDR584d) qui présente un état écologique médiocre en 2009 (avec un objectif de bon état reporté en 2021) et un bon état chimique (avec un maintien de l'objectif en 2015).
- la portion du Vieux Jonc suivante : de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence (FRDR584c) qui présente un état écologique moyen en 2009 (avec un report de l'objectif en 2021) et un état chimique indéterminé (avec un objectif maintenu en 2015).

En outre, la station de mesure de la qualité des eaux du Bief de Chamambard (code station : 06048670) fait état de la qualité de l'eau en amont de la confluence avec la Veyle. Elle présente plusieurs données physico-chimiques.



### Masses d'eau superficielles

-   Masse d'eau cours d'eau
-   Limites Masses d'eau Cours d'eau
-   Masse d'eau plan d'eau
-   Masse d'eau de transition
-   Masse d'eau côtière

**Cartographie des masses d'eau superficielles –  
source : [sierm.eaurmc.fr](http://sierm.eaurmc.fr) (carmen) – sans échelle**

## Caractéristiques des masses d'eau, cours d'eau du sous bassin

MASSES D'EAU			ÉTAT ÉCOLOGIQUE						ÉTAT CHIMIQUE				
N°	NOM	STATUT	2009			OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①	
			ÉTAT ①	NC ①	NR NQE ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES
<a href="#">FRDR580</a>	La Petite Veyle	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR581</a>	La Veyle du Renon à la Saône	MEN	MED	1		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	BE	1	2015		
<a href="#">FRDR582</a>	Le Renon	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR583</a>	La Veyle de l'Etre au Renon	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR584a</a>	Le Vieux Jonc de sa source à St Paul de Varax	MEN	MED	2		2015			?		2015		
<a href="#">FRDR584b</a>	Le Vieux Jonc de St Paul de Varax à St André	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR584c</a>	Le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence	MEN	MOY	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR584d</a>	L'Irance à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	BE	1	2015		
<a href="#">FRDR587a</a>	La Veyle de sa source à l'amont de Lent	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR587b</a>	La Veyle de Lent au plan d'eau de St Denis lès Bourg	MEN	MED	2		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR2010</a>	La Veyle du plan d'eau de St Denis lès Bourg à l'Etre inclus	MEN	MOY	1		2015			?		2015		
<a href="#">FRDR10037</a>	ruisseau des poches	MEN	MOY	1		2021	FTr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR10051</a>	bief des guillets	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR10343</a>	rivière le menthon	MEN	MOY	1		2021	FTr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR10345</a>	bief de malivert	MEN	MOY	1		2021	FTr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR10665</a>	ruisseau le cône	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR10665</a>	ruisseau le cône	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR10672</a>	bief de rabat	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR10870</a>	rivière la petite veyle	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR10925</a>	bief de croix	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim.	?		2015		
<a href="#">FRDR11083</a>	bief de pommier	MEN	MOY	1		2021	FTr	param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		
<a href="#">FRDR11378</a>	bief de le voux	MEN	MOY	1		2021	FTr/CDr	cond. morpholog./ichtyofaune /param. génér. qual. phys-chim./flore aquatique	?		2015		

## État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MALV	État mauvais
?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
	Absence ou insuffisance de données

## État chimique

BE	Bon état
MALV	État mauvais
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence ou insuffisance de données

## Statut

MEN	Masse d'eau naturelle (non MEFM)
MEFM	Masses d'eau fortement modifiées au sens de l'art. 4.3 de la DCE
MEA	Masse d'eau artificielle

## Niveau de confiance de l'état évalué

1	Faible
2	Moyen
3	Fort
	Indéterminé

## Causes du motif du report

FTr	Faisabilité technique (report d'objectif)
CDr	Coûts disproportionnés (report d'objectif)
CN	Conditions naturelles
FTo	Faisabilité technique (objectif moins strict)
CDo	Coûts disproportionnés (objectif moins strict)
NM	Nouvelle modification (projet d'intérêt général)

Caractéristiques des masses d'eau du sous-bassin – source : sierm.eaurmc.fr

Résultats de l'état des eaux des cours d'eau sur les sites de surveillance du sous-bassin

Stations de mesures de la qualité			Etat écologique						Etat chimique					
Code et nom station	Masse d'eau	Prog. surv.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<a href="#">06581910 RUISSEAU DES POCHES A SAINT DENIS LES BOURG</a>	FRDR10037	Non			Ind	Ind								
<a href="#">06048770 MENTHON A ST-GENIS-SUR-MENTHON</a>	FRDR10343	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048775 MENTHON A ST-CYR-SUR-MENTHON 1</a>	FRDR10343	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048780 BIEF DE CHEVAL QUEUE A ST-GENIS-SUR-MENTHON</a>	FRDR10343	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048785 MENTHON A ST-CYR-SUR-MENTHON 2</a>	FRDR10343	Non				MOY	MOY	Ind						Ind
<a href="#">06048480 BIEF DE CONE A MONTRACOL</a>	FRDR10665	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06581920 BIEF DE RABAT A LE PLANTAY</a>	FRDR10672	Non			Ind	Ind								
<a href="#">06581880 BIEF BOURBON A BIZIAT 1</a>	FRDR10870	Non			Ind	Ind								
<a href="#">06048300 BIEF DE CROIX A ST-PAUL-DE-VARAX</a>	FRDR10925	Non			Ind	Ind								
<a href="#">06048620 VEYLE A ST-DENIS-LES-BOURG 2</a>	FRDR2010	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048640 VEYLE A POLLIAT</a>	FRDR2010	Oui	BE	BE	BE	MOY	MOY	MOY						Ind
<a href="#">06048670 BIEF DE CHAMAMBARD A BUELLAS</a>	FRDR2010	Non			Ind	Ind								
<a href="#">06049240 VEYLE A ST-DENIS-LES-BOURG 4</a>	FRDR2010	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06049010 PETITE VEYLE A GRIEGES 3</a>	FRDR580	Oui	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY		MAUV	MAUV	MAUV	MAUV	MAUV
<a href="#">06049060 PETITE VEYLE A GRIEGES 2</a>	FRDR580	Non							Ind					
<a href="#">06049080 PETITE VEYLE A GRIEGES 1</a>	FRDR580	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06047320 VEYLE A VONNAS 3</a>	FRDR581	Non				Ind	Ind	Ind						Ind
<a href="#">06047330 VEYLE A ST JEAN SUR VEYLE</a>	FRDR581	Non				BE	BE							
<a href="#">06047340 VEYLE A GRIEGES</a>	FRDR581	Non				Ind	Ind	Ind						Ind
<a href="#">06049000 VEYLE A GRIEGES</a>	FRDR581	Oui	MED	MED	MED	MOY	MOY	MED	BE	BE	MAUV	BE	MAUV	MAUV
<a href="#">06047290 RENON A ST GEORGES SUR RENON</a>	FRDR582	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048710 RENON A MARLIEUX</a>	FRDR582	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048720 RENON A ST-GERMAIN-SUR-RENON</a>	FRDR582	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048730 RENON A NEUVILLE-LES-DAMES 1</a>	FRDR582	Non				MOY	MOY	Ind				MAUV	MAUV	MAUV
<a href="#">06048745 RENON A SULIGNAT</a>	FRDR582	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048747 RENON A VONNAS 2</a>	FRDR582	Oui	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY		MAUV	MAUV	MAUV	MAUV	MAUV
<a href="#">06048750 RENON A VONNAS 1</a>	FRDR582	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06047310 VEYLE A MEZERIAT 3</a>	FRDR583	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048660 VEYLE A MEZERIAT 1</a>	FRDR583	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048680 VEYLE A MEZERIAT 2</a>	FRDR583	Non							Ind					
<a href="#">06048900 VEYLE A VONNAS 2</a>	FRDR583	Oui	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY		MAUV	MAUV	MAUV	MAUV	MAUV
<a href="#">06048280 VIEUX JONC A ST-PAUL-DE-VARAX 1</a>	FRDR584a	Oui	MED	MED	MOY	MOY	MOY	MOY		BE	BE	BE	BE	BE
<a href="#">06048350 VIEUX JONC A ST-PAUL-DE-VARAX 2</a>	FRDR584b	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048800 VIEUX JONC A ST-ANDRE-SUR-VIEUX-JONC 3</a>	FRDR584b	Oui	MAUV	MAUV	MOY	MOY	MOY	MOY		MAUV	MAUV	BE	MAUV	BE
<a href="#">06047280 IRANCE A NEUVILLE LES DAMES</a>	FRDR584c	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048420 VIEUX JONC A ST-ANDRE-SUR-VIEUX-JONC 2</a>	FRDR584c	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048460 VIEUX JONC A MONTRACOL 2</a>	FRDR584c	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048500 VIEUX JONC A MONTRACOL 1</a>	FRDR584c	Oui	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY		BE	BE	BE	MAUV	MAUV
<a href="#">06048520 IRANCE A CHAVEYRIAT 2</a>	FRDR584c	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048530 IRANCE A MONTCET 1</a>	FRDR584c	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048505 IRANCE A MONTCET 3</a>	FRDR584d	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06048540 IRANCE A MEZERIAT</a>	FRDR584d	Oui	MED	MED	MED	MOY	MOY	MED	BE	BE	MAUV	MAUV	MAUV	MAUV
<a href="#">06047300 VEYLE A DOMPIERRE SUR VEYLE 1</a>	FRDR587a	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06047370 VEYLE A LENT 3</a>	FRDR587a	Non				MOY	MOY	Ind						Ind
<a href="#">06048560 VEYLE A DOMPIERRE-SUR-VEYLE</a>	FRDR587a	Non				MOY	MOY							
<a href="#">06048570 VEYLE A LENT 1</a>	FRDR587a	Oui	BE	BE	BE	BE	BE	BE						Ind
<a href="#">06047400 VEYLE A ST REMY 1</a>	FRDR587b	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06047410 VEYLE A ST REMY 2</a>	FRDR587b	Non				Ind	Ind	Ind						Ind
<a href="#">06048590 VEYLE A PERONNAS</a>	FRDR587b	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06049230 VEYLE A ST-DENIS-LES-BOURG 3</a>	FRDR587b	Non				Ind	Ind							
<a href="#">06049550 VEYLE A SERVAS</a>	FRDR587b	Oui	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY	MOY		MAUV	MAUV	MAUV	MAUV	MAUV

État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
	Absence ou insuffisance de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	État mauvais
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence ou insuffisance de données

Résultats de l'état des eaux des cours d'eau sur les sites de surveillance du sous-bassin –  
source : sierm.eaurmc.fr

### État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2011	BE	TBE	BE	TBE	Ind							Ind		
2010	BE	TBE	BE	TBE	Ind							Ind		

(2) Voir *Nota* concernant l'élément de qualité "Poissons" à la rubrique évaluation de l'état.

### État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

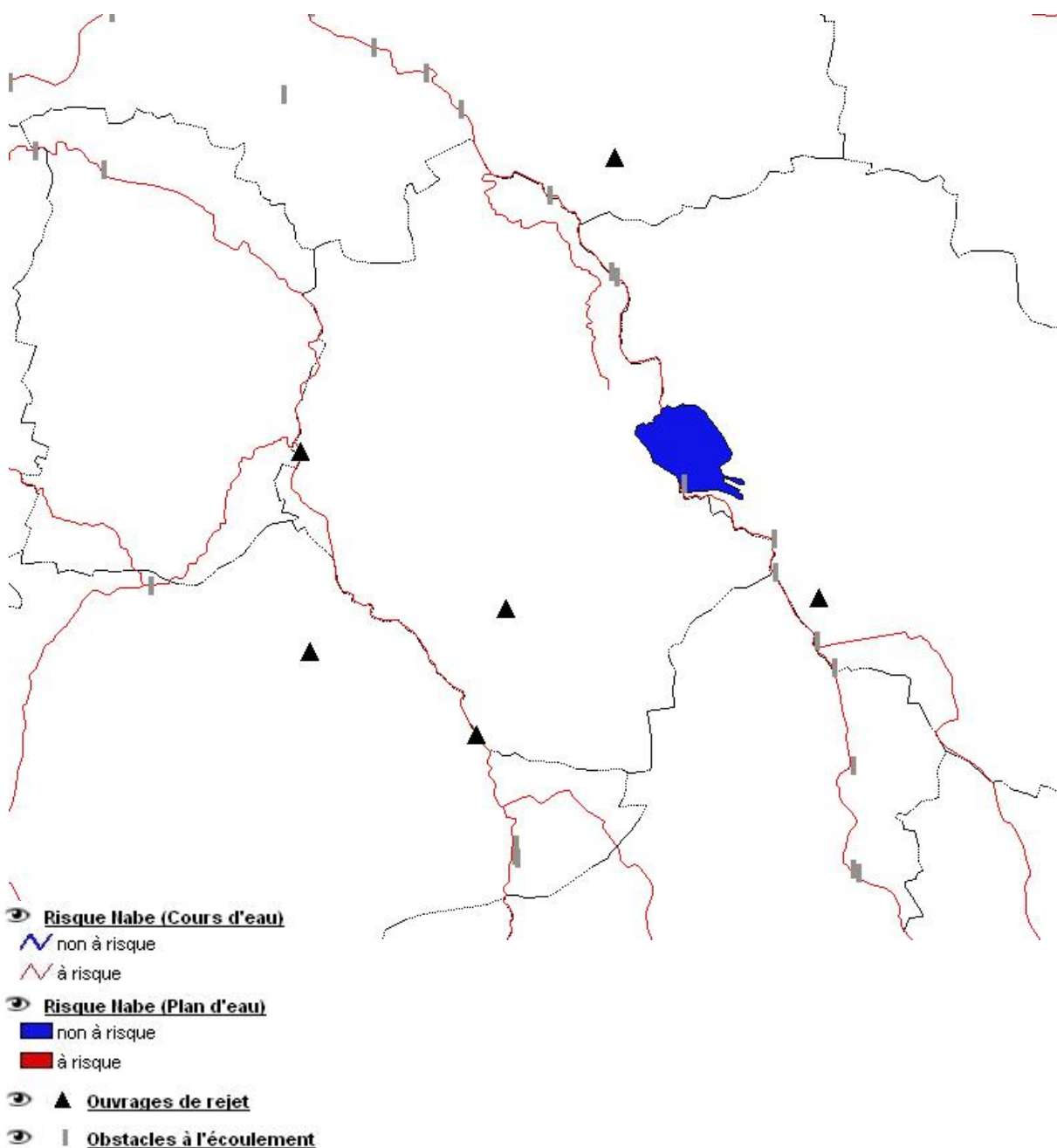
225

En outre, le SDAGE identifie les pressions à l'origine d'un risque de non atteinte du bon état des masses d'eau des cours d'eau concernés du sous-bassin (NABE). **Toutes les masses d'eau superficielles sont concernées par des pollutions ponctuelles et diffuses.**

Toutes sauf l'Irance à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc sont concernées par des prélèvements. Il en est de même pour les altérations hydromorphologiques.

L'aménagement des rivières concerne la Veyle de Lent au plan d'eau de St-Denis les Bourg et le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence.

En outre, sont présentées les données ONEMA du référentiel des obstacles à l'écoulement (barrages, seuils...).



*Pressions à l'origine d'un risque NABE – source : [sierm.eaurmc.fr](http://sierm.eaurmc.fr)*

Le SDAGE 2010-2015 fait état des problèmes qui affectent l'état des masses d'eau ainsi que le programme de mesures associé.

SA_04_06	Veyle
Problème à traiter :	Gestion locale à instaurer ou développer
Mesures :	3D16 Poursuivre ou mettre en œuvre un plan de gestion pluriannuel des zones humides
Problème à traiter :	Problème d'intégration de la problématique eau dans l'aménagement du territoire
Mesures :	2A17 Développer des démarches de maîtrise foncière
Problème à traiter :	Pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses
Mesures :	5B17 Mettre en place un traitement des rejets plus poussé
Problème à traiter :	Pollution agricole : azote, phosphore et matières organiques
Mesures :	5C02 Couvrir les sols en hiver 5C18 Réduire les apports d'azote organique et minéraux 5C19 Doter les exploitations de capacités de stockage des déjections animales suffisantes ainsi que de plans d'épandage 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes
Problème à traiter :	Substances dangereuses hors pesticides
Mesures :	5A50 Optimiser ou changer les processus de fabrication pour limiter la pollution, traiter ou améliorer le traitement de la pollution résiduelle
Problème à traiter :	Pollution par les pesticides
Mesures :	5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes 5D27 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones non agricoles 5D28 Sécuriser les différentes phases de manipulation des pesticides (stockage, remplissage, rinçage, lavage) et équiper le matériel de pulvérisation
Problème à traiter :	Dégradation morphologique
Mesures :	3A20 Assurer l'entretien et restaurer la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques 3C14 Restaurer les habitats aquatiques en lit mineur et milieux lagunaires 3C16 Reconnecter les annexes aquatiques et milieux humides du lit majeur et restaurer leur espace fonctionnel 3C43 Etablir un plan de restauration et de gestion physique du cours d'eau
Problème à traiter :	Perturbation du fonctionnement hydraulique
Mesures :	3A28 Gérer le fonctionnement des ouvrages hydrauliques (graus, vannes ...) de manière concertée
Problème à traiter :	Altération de la continuité biologique
Mesures :	3C10 Supprimer les ouvrages bloquant la circulation piscicole 3C11 Créer ou aménager un dispositif de franchissement pour la montaison 3C12 Créer ou aménager un dispositif de franchissement pour la dévalaison
Problème à traiter :	Menace sur le maintien de la biodiversité
Mesures :	3D02 Adopter des pratiques agricoles favorables aux zones humides
Problème à traiter :	Déséquilibre quantitatif
Mesures :	3A11 Etablir et adopter des protocoles de partage de l'eau

**Programme de mesures pour le sous-bassin versant de la Veyle –  
source : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr>**

## 6.2.2 Le plan d'eau : la gravière de Saint-Denis-les-Bourg

Cette masse d'eau artificielle concerne pour partie la commune de Buellas et pour l'autre la commune de Saint-Denis-les-Bourg.

Elle présente un état écologique et un état chimique en 2009 indéterminés. Les objectifs d'atteinte des bons états sont maintenus en 2015.

Les mesures associées résident dans le développement de démarches de maîtrises foncières (2A17) et dans la réduction des surfaces désherbées et l'utilisation de techniques alternatives au désherbage chimique en zones non agricoles (5D27).

La qualité et l'état du milieu sont définis plus précisément dans deux documents :

- Etude des plans d'eau du programme de surveillance des bassins Rhône-Méditerranée et Corse – Rapport des données brutes et interprétation – suivi annuel 2011 – Agence de l'eau (septembre 2012) ;
- Suivi des plans d'eau des bassins RMC en application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) – note synthétique d'interprétation des résultats - campagnes 2011 – ONEMA-MEDDE-Agence de l'eau (décembre 2012).

Sont ici présentés les résultats et interprétations issues de la note synthétique. Les documents complets sont téléchargeables sur le site <http://sierm.eaurmc.fr>.

La gravière de Saint-Denis-lès-Bourg est située dans le département de l'Ain (01) sur les communes de Saint-Denis-lès-Bourg et de Buellas à une altitude de 212 m. Elle présente une superficie de 64 ha et une profondeur maximale mesurée de 15 m en 2011. Elle est exploitée par la société Granulats Vicat depuis sa création en 1972. **Après avoir été principalement alimentée par les eaux de la Veyre, la gravière est aujourd'hui uniquement alimentée par les eaux de l'aquifère** (en dehors du bassin versant topographique strict très limité).

En raison de l'exploitation industrielle de ce plan d'eau, seule la pratique de la pêche depuis la berge est autorisée. Le bassin versant comprend une large zone de culture intensive.

La diagnose rapide indique que la qualité générale classe la gravière dans la catégorie des plans d'eau eutrophes. La chimie des eaux indique une **eutrophisation marquée** avec des flux de nutriments importants (nitrates), une production biologique élevée et une forte demande en oxygène pour dégrader la matière organique produite.

L'indice planctonique qualifie quant à lui le milieu d'oligo-mésotrophe, la composition du peuplement ne traduisant pas un degré de trophie élevé du milieu. La chimie du sédiment est en limite de classes mésotrophe/eutrophe : le stock de phosphore est important et le relargage constitue une source supplémentaire d'éléments nutritifs pour le plan d'eau.

L'annexe proposant les résultats de la diagnose rapide rappelle que **les apports nutritifs, notamment en nitrates, sont élevés en raison du caractère agricole du bassin versant.**

L'état écologique et chimique au sens de la DCE est défini. La gravière est classée en potentiel écologique moyen d'après les résultats obtenus en 2011. Le paramètre déclassant est la concentration maximale en azote minéral du fait de la forte concentration observée en nitrates lors de la campagne hivernale (et plus globalement tout au long du suivi annuel : de 8,5 à 14 mg/l de NO<sub>3</sub>).

La gravière est classée en bon état chimique puisqu'aucune des substances prises en compte pour évaluer l'état chimique ne dépasse les normes de qualité environnementales.

En outre concernant l'état chimique, l'annexe 5 présente les micropolluants quantifiés dans l'eau et dans les sédiments.

Enfin, la gravière n'a pas fait l'objet d'une étude piscicole dans le cadre de ce suivi, le plan d'eau n'étant pas intégré au réseau de contrôle de surveillance, ni au contrôle opérationnel.

#### **Enjeux identifiés concernant les masses d'eau superficielles :**

- Des masses d'eau touchées par des pollutions d'origine diverse, avec notamment pour conséquence leur eutrophisation (en particulier concernant la gravière où est observée une forte présence de nitrates, en lien avec l'activité agricole)

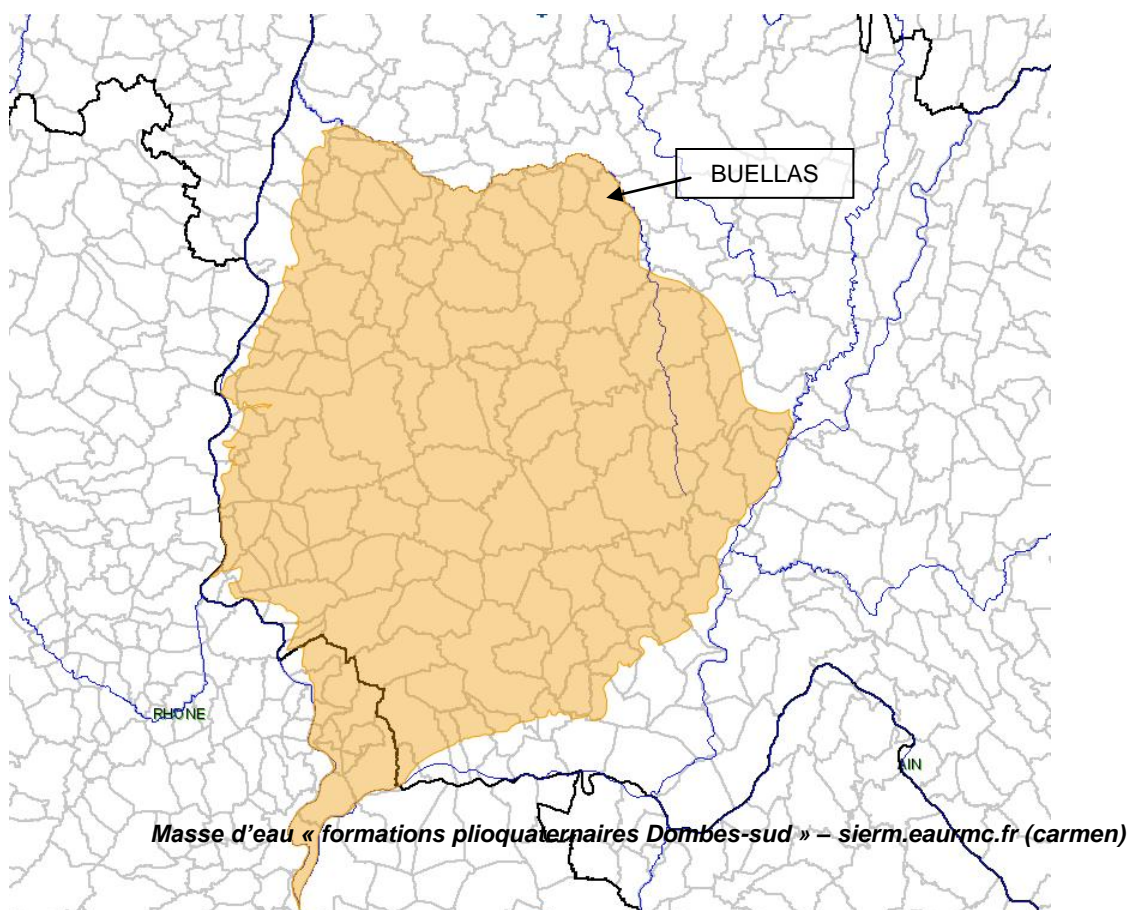
### 6.2.3 Les masses d'eau souterraines

#### **■ Caractéristique et état des masses d'eaux souterraines qui concernent Buellas**

Le territoire communal est concerné par trois masses d'eau souterraines :

- FRDG135 - Formations plioquaternaires Dombes – sud (masse d'eau à l'affleurement)
- FRDG212 - Miocène de Bresse (masse d'eau de profondeur)
- FRDG342 - Alluvions fluvio-glaciaires Couloir de Certines (masse d'eau à l'affleurement)

#### **• FRDG135 : Formations plioquaternaires Dombes-sud**



La synthèse réalisée ci-après utilise des informations de connaissance de cette masse d'eau souterraine issues de la fiche de caractérisation de la masse d'eau.

### **Principales caractéristiques :**

Cette masse d'eau à l'affleurement est à dominante sédimentaire. Elle représente une surface de 1518 km<sup>2</sup>.

Le magasin aquifère est constitué par des dépôts alluvionnaires plio-quaternaires et quaternaires d'origine glaciaire, fluvatile, fluvio-lacustre. Ces alluvions reposent sur un substratum mio-pliocène à dominante argileuse.

Parmi ces formations, on peut distinguer trois aquifères principaux :

- aquifère des alluvions modernes fluviales (alluvions argileuses) : localisé le long des cours d'eau actuels, son épaisseur moyenne est de quelques mètres. Les alluvions constituent très localement des magasins aquifères intéressants notamment au niveau de la Veyle ; nappe à vulnérabilité forte.
- aquifère des dépôts glaciaires (prédominance argileuse) ; dépôts constituant la couverture de l'ensemble de la Dombes, dont l'épaisseur varie de quelques mètres à une quarantaine de mètres ; c'est un aquifère très médiocre ; nappe à vulnérabilité faible.
- aquifère des alluvions plio-quaternaires (nappe des cailloutis de la Dombes) ; c'est l'aquifère le plus important de la Dombes par son extension et son épaisseur ; nappe à vulnérabilité faible.

**Notons que Buellas se localise à la limite de cette masse d'eau souterraine.** Il peut exister à cet endroit des principales relations avec d'autres masses d'eau :

- au dessous : molasse miocène avec alimentation possible ;
- latéralement au nord : formations plio-quaternaires Dombes – nord plus argileuse que celle de la Dombes-sud avec alimentation ;
- latéralement au nord-est : alluvions fluvio-glaciaires couloir de Certines avec drainage.

### **Alimentation de la nappe :**

Le type de recharge est pluvial.

L'aire d'alimentation de l'aquifère principal (nappe des cailloutis) n'est pas connue précisément. Les exutoires principaux sont les rivières de la côte-sud, les plaines de l'Ain, de la Saône et du Rhône.

On observe quatre principaux bassins versants hydrogéologiques dont celui de « Veyle Reyssouze » avec un écoulement vers le nord.

### **Etat quantitatif, prélèvements effectués et intérêt économique :**

La masse d'eau présente un bon état quantitatif en 2009. Il n'est pas observé de déséquilibre quantitatif de la nappe.

Cette masse d'eau souterraine fait l'objet de **prélèvements** (19 574 milliers de m<sup>3</sup> en 2001), dont 7 761.7 milliers de m<sup>3</sup> pour l'AEP.

Ils se répartissent ainsi :

- AEP : 40% (19 sources ou captages)
- Industriel : 33% (une trentaine de captages)
- Irrigation : 11% (environ 70 captages d'irrigation)

- Autres : 16%

La commune de Buellas et les communes voisines, ne sont pas concernées par un captage d'eau dans cette ressource. A proximité, seule la commune de Lent présente une source.

### **Etat qualitatif et pressions identifiées :**

La masse d'eau présente un mauvais état chimique en 2009. Les objectifs d'atteinte de bon état sont maintenus en 2015.

Les pollutions diffuses sont une pression à l'origine d'un risque de non atteinte des objectifs.

FR_D0_135	Formations plioquaternaires Dombes - sud
Problème à traiter :	Gestion locale à instaurer ou développer
Mesures :	1A05 Compléter le champ d'actions et/ou prolonger le contrat de milieu et/ou SAGE
Problème à traiter :	Pollution agricole : azote, phosphore et matières organiques
Mesures :	5C18 Réduire les apports d'azote organique et minéraux
Problème à traiter :	Risque pour la santé
Mesures :	5F10 Délimiter les ressources faisant l'objet d'objectifs plus stricts et/ou à préserver en vue de leur utilisation futur pour l'alimentation en eau potable
Problème à traiter :	Déséquilibre quantitatif
Mesures :	3A01 Déterminer et suivre l'état quantitatif des cours d'eau et des nappes

**Programme de mesures pour la masse d'eau FRDG135 –  
source : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr>**

En terme de pressions, on observe essentiellement dans la partie nord-est de la Dombes (vers Bourg-en-Bresse) la présence d'élevages intensifs de porcs, bovins et de volailles produisant une grande quantité de déjection azotées.

La fiche indique que les zones où l'élevage intensif et les cultures céréalières sont prédominants sont à surveiller et entre autres, la vallée du Vieux Jonc et de la Veyle, car on constate une **eutrophisation** des cours d'eau. Il est observé la présence de nitrates (notamment sur la bordure sud-est de la masse d'eau) et pesticides (sud-ouest et captage de Péronnas).

Plusieurs pollutions ponctuelles sont identifiées à l'échelle globale de la masse d'eau (d'origine industrielles, sites et sols pollués : BASOL et décharges). Il n'est pas identifié de site potentiellement polluant sur la commune de Buellas.

En terme de vitesse de propagation des polluants, la transmissivité est moyenne pour chacun des aquifère et la porosité est de 10%.

**L'aquifère des alluvions modernes fluviales possède une vulnérabilité forte, alors que les deux autres aquifères présentent une vulnérabilité faible.**

### **Relations avec les masses d'eau superficielles :**

L'ensemble des cours d'eau sont essentiellement alimentés par les émergences de la nappe des cailloutis de la Dombes et dans une moindre mesure par les exutoires des étangs.

Les masses d'eau superficielles de l'Irancel, du Vieux Jonc (584) et de la Veyle (587) sont en relation avec cette masse d'eau souterraine. Le plan d'eau de Saint-Denis-les-Bourg est également en relation avec la masse d'eau souterraine.

Seules trois zones humides, qui n'impactent pas le territoire de Buellas, sont en relation supposée avec la masse d'eau souterraine. Mais les informations sont imprécises.

Plusieurs sources sont alimentées par la nappe, mais aucune n'est identifiée sur Buellas.

**Les relations de la masse d'eau avec les milieux aquatiques associés ne semblent pas de nature à poser de problème écologique majeur.** Les apports aux cours d'eau en nitrates et phytosanitaires via le drainage de la masse d'eau ne sont cependant pas un point favorable pour les milieux associés.

#### **Intérêts de la nappe :**

Intérêt écologique du fait des milieux aquatiques associées (milieux aquatiques de La Dombes riches sur les plans ornithologique, entomologique et mammalogique).

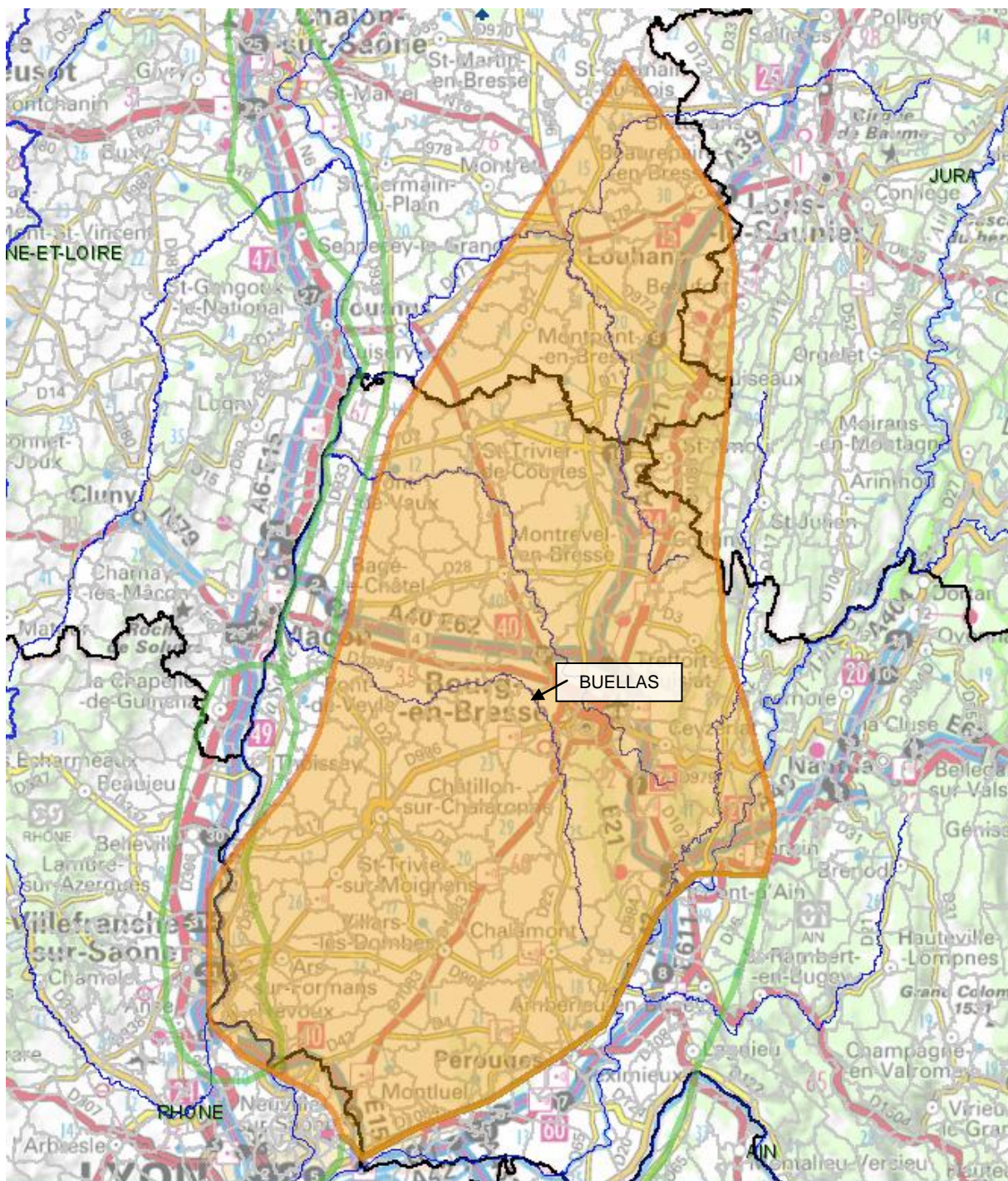
Intérêt économique au regard des prélèvements importants (AEP, agricoles, industriels) et du développement des loisirs (pêche, baignade).

Elle est considérée comme une ressource majeure d'enjeu départemental à régional à préserver pour l'alimentation en eau potable.

La disposition 5E-01 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) désigne **98 masses d'eau souterraines sur le bassin Rhône-Méditerranée-Corse (RMC)**, recelant des ressources d'enjeu départemental à régional pour la satisfaction des besoins en eau potable. Dans cette disposition, le SDAGE demande aux services de l'état et aux collectivités concernées d'identifier et de caractériser au sein de ces masses d'eau les **zones stratégiques à préserver pour la satisfaction des besoins actuels et futurs en eau potable**. Par ailleurs, la disposition 5E-03 du SDAGE préconise de « mobiliser les outils réglementaires pour protéger les ressources majeures à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ».

Enfin, la disposition 5E-05 précise que « lors de leur renouvellement ou de leur élaboration les plans locaux d'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale, les directives territoriales d'aménagement et les schémas départementaux des carrières prennent en compte les aires d'alimentation et les périmètres de protection des captages, et les ressources à préserver en vue de leur utilisation dans le futur pour des captages destinés à la consommation humaine ainsi que les enjeux qui leur sont attachés dans l'établissement des scénarios de développement et des zonages. »

- **FRDG212 : Miocène de Bresse**



*Masse d'eau « Miocène de Bresse » – [sierm.eaurmc.fr](http://sierm.eaurmc.fr) (carmen)*

La synthèse réalisée ci-après utilise des informations de connaissance de cette masse d'eau souterraine issues de la fiche de caractérisation de la masse d'eau.

### **Principales caractéristiques :**

Cette masse d'eau représente une surface de 3412 km<sup>2</sup> intégralement sous couverture.

La lithologie du réservoir correspond à des sables grossiers graveleux à sables fins argileux, plus ou moins cimentés, souvent limités à la base par un niveau conglomératique à galets calcaires. L'épaisseur est nulle sur la bordure ouest ; elle est de 30 à 50 m au centre, de 100 m au sud-est : fosse de Bourg-en-Bresse (épaisseur maximale : 240 m au forage de Saint-Rémy).

Le toit du réservoir est constitué des marnes de Bresse, formant une couverture pouvant atteindre 350 mètres d'épaisseur. Les marnes de Bresse sont composées d'alternance de niveaux marneux peu perméables et sableux (mio-pliocène).

Les épaisseurs importantes de marnes pliocènes empêchent toute alimentation directe des formations molassiques, excepté sur les bordures est et surtout ouest où les marnes renferment des corps sableux perméables pouvant participer, et même de façon notable, à la réalimentation de la nappe miocène.

L'écoulement est possible à probable en direction du sud vers le centre de la fosse de Bourg-en-Bresse.

Les marnes de Bresse recouvrant le réservoir aquifère sont épaisses de 100 à 350 m, à dominante argilo-marneuse, et **très faiblement perméables**.

### **Alimentation de la nappe :**

La nappe est alimentée par les eaux pluviales et la drainance.

### **Etat quantitatif, prélèvements effectués et intérêt économique :**

La masse d'eau présente un bon état quantitatif en 2009.

Mais il existe une forte carence d'information sur l'état quantitatif (potentialité de la ressource). Cette carence s'explique par la faible disponibilité du réservoir (recouvrement marneux important).

### **Etat qualitatif et pressions identifiées :**

La masse d'eau présente bon état chimique en 2009. Les objectifs d'atteinte de bon état sont maintenus en 2015.

Il n'existe pas de pression à l'origine d'un risque de non atteinte des objectifs pour cette masse d'eau.

FR_D0_212	Miocène de Bresse
Problème à traiter :	Autre problème
Mesures :	5G01 Acquérir des connaissances sur les pollutions et les pressions de pollution en général (nature, source, impact sur le milieu, qualité du milieu, ...)

**Programme de mesures pour la masse d'eau FRDG212 –  
source : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr>**

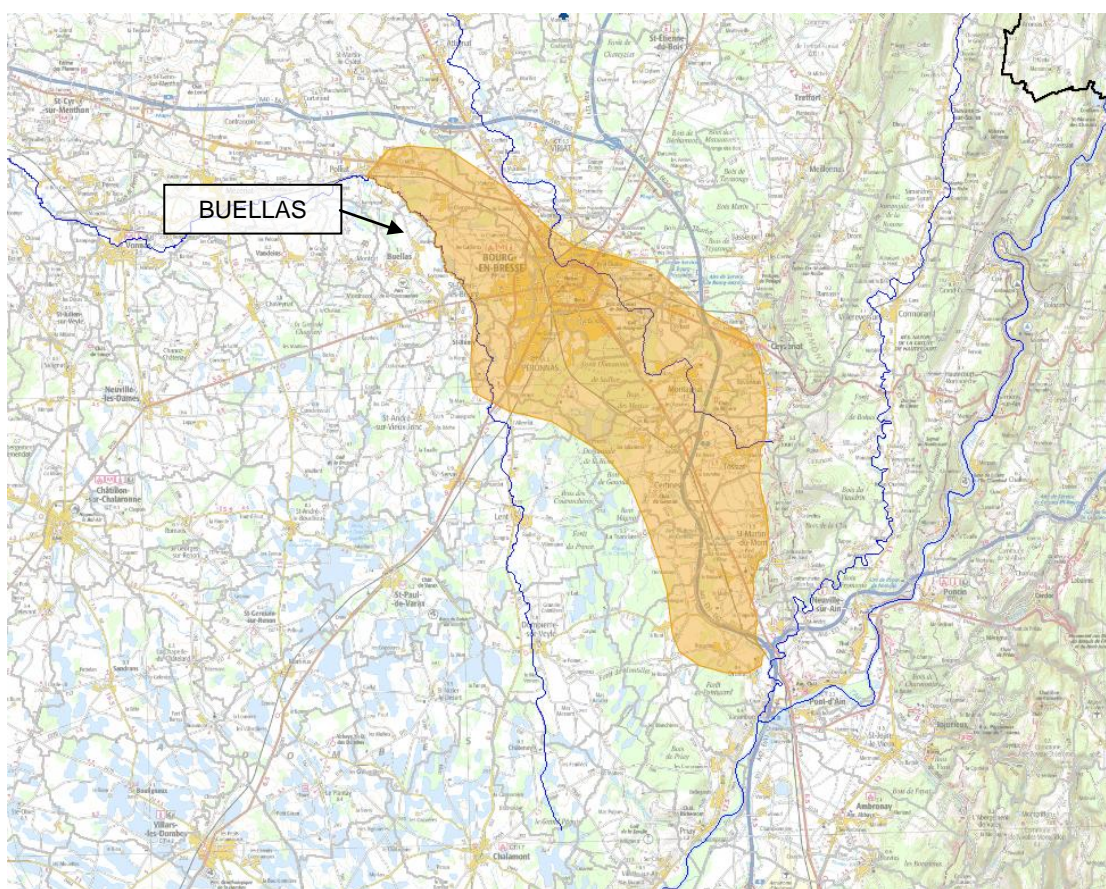
L'épaisseur et la perméabilité des marnes recouvrant le réservoir permettent une protection presque totale vis-à-vis de pollutions intervenant en surface. L'eau du miocène est à l'abri de toutes pollutions. Par conséquent, les pressions sont inexistantes.

Mais il existe une forte carence d'information sur l'état qualitatif (données locales, anciennes). Cette carence s'explique par la faible qualité de l'eau qui peut limiter certains usages (AEP notamment).

#### Relations avec les masses d'eau superficielles :

A priori, il n'existe pas de connections avec les cours d'eau et les zones humides.

- **FRDG342 : Alluvions fluvio-glaciaires Couloir de Certines**



**Masse d'eau « Alluvions fluvio-glaciaires Couloir de Certines » – sierm.eaurmc.fr (carmen)**

La synthèse réalisée ci-après utilise des informations de connaissance de cette masse d'eau souterraine issues de la fiche de caractérisation de la masse d'eau.

#### Principales caractéristiques :

Cette masse d'eau à l'affleurement est à **dominante sédimentaire**. Elle représente une surface de 136 km<sup>2</sup>.

Il s'agit d'alluvions à dominante sablo-graveleuse. En moyenne, ils présentent une épaisseur de 30 m. On remarque la présence d'alluvions modernes ne constituant que très localement des magasins aquifères intéressants (niveau de la Veyle, épaisseur maximale ; 20 m).

Concernant les dynamiques des limites de la masse d'eau, il faut noter à l'Ouest, les formations dites des marnes de Bresse composées d'alternances de niveaux marneux peu perméables et sableux.

#### **Alimentation de la nappe :**

L'alimentation se fait par les précipitations, le Revermont, le plateau de la Dombes et le substratum mio-pliocène localement (sous son faciès sableux).

Il existe un chenal central du couloir ainsi que des vallées piézométriques qui correspondent à des zones d'alimentation de l'aquifère par les versants.

#### **Etat quantitatif, prélèvements effectués et intérêt économique :**

La masse d'eau présente un bon état quantitatif en 2009.

La ressource fait l'objet de prélèvements (7 652.6 milliers de m<sup>3</sup> en 2001) dont 6 160.2 milliers de m<sup>3</sup> pour l'usage AEP.

Les prélèvements, en 2001, sont ainsi répartis :

- AEP : 80%
- Industriels : 17%
- Irrigation : 3%

**Les captages se localisent sur les communes de St-Rémy (puits de St-Rémy) et Polliat (puits de Polliat).** Notons que ces deux communes sont voisines de Buellas.

Cette masse d'eau représente pour la région de Bourg et de Pont d'Ain l'aquifère d'importance locale le plus important. Elle contribue en outre à l'alimentation d'autres aquifères connexes captés pour l'alimentation en eau potable avec des relations qui sont aujourd'hui peu connues.

#### **Etat qualitatif et pressions identifiées :**

La masse d'eau présente un bon état chimique en 2009. Les objectifs d'atteinte de bon état sont maintenus en 2015.

Les pollutions diffuses et ponctuelles sont à l'origine d'un risque de non atteinte des objectifs pour cette masse d'eau.

<b>FR_D0_342 Alluvions fluvio-glaciaires Couloir de Certines</b>	
Problème à traiter :	Pollution agricole : azote, phosphore et matières organiques
Mesures :	5C18 Réduire les apports d'azote organique et minéraux 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes
Problème à traiter :	Pollution par les pesticides
Mesures :	5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes
Problème à traiter :	Risque pour la santé
Mesures :	5F10 Délimiter les ressources faisant l'objet d'objectifs plus stricts et/ou à préserver en vue de leur utilisation futur pour l'alimentation en eau potable
<b>FR_D0_342A Couloir de Certines</b>	
Problème à traiter :	Pollution par les pesticides
Mesures :	5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes
<b>FR_D0_342B SO de Bourg</b>	
Problème à traiter :	Substances dangereuses hors pesticides
Mesures :	5A04 Rechercher les sources de pollution par les substances dangereuses 5A08 Traiter les sites pollués à l'origine de la dégradation des eaux
Problème à traiter :	Pollution par les pesticides
Mesures :	5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D03 Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes

**Programme de mesures pour la masse d'eau FRDG342 –  
source : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr>**

**L'absence de recouvrement rend l'axe de la vallée très vulnérable vis-à-vis des contaminations superficielles.** Les bordures sont relativement mieux protégées. Les cours d'eau sont déconnectés de la piézométrie de la nappe des alluvions fluvio-glaciaires.

Notons qu'il existe un suivi en continu des fluctuations de la nappe à Tossiat et Saint-Rémy.

**Les pressions sont essentiellement agricoles.** L'impact se traduit par des concentrations en nitrates et en produits phyto-sanitaires significatifs sur l'ensemble du couloir de Certines.

Il existe une démarche Qualité'eau sous le contrôle du syndicat Ain-Veyle-Revermont en partenariat avec la chambre d'agriculture de l'Ain qui semble porter ses fruits avec une stabilisation lente des teneurs en nitrates.

### **Intérêts de la nappe**

Elle est considérée comme une ressource majeure d'enjeu départemental à régional à préserver pour l'alimentation en eau potable.

#### **Enjeux identifiés concernant les masses d'eau souterraines :**

- Deux aquifères alluvionnaires vulnérables (nappes affleurantes) vis-à-vis des pollutions et particulièrement des nitrates (activités agricoles) dont un en relation avec La Veyle et L'rance. Pas de problème écologique majeur relevé mais à surveiller en particulier en cas de relation avec les milieux aquatiques des eaux superficielles.
- Ces deux aquifères sont considérées comme d'enjeu stratégique pour l'alimentation en eau potable (actuelle et future)

■ **Focus sur le contexte hydrogéologique de la zone d'extension potentielle de la carrière (étude hydrogéologique réalisée par CPGF Horizon pour Granulats Vicat - 08/2016)**

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une étude hydrogéologique.

Elle a été menée par CPGF-Horizon Centre Est et une première version a été rendue en août 2016.

Les objectifs de l'étude étaient de :

- *Déterminer le contexte hydrogéologique et hydrologique du secteur ;*
- *Identifier les impacts du projet sur les eaux souterraines du secteur ;*
- *Définir les mesures préventives à mettre en œuvre afin que l'exploitation projetée présente les meilleures garanties de protection des eaux souterraines.*

Dans le cadre du présent état initial de l'environnement du PLU, nous ne nous intéresserons qu'à la première partie du rapport qui concerne le contexte géologique, hydrogéologique, hydrologique et la vulnérabilité de la ressource en eau souterraine.

L'étude s'est appuyée sur des expertises antérieures :

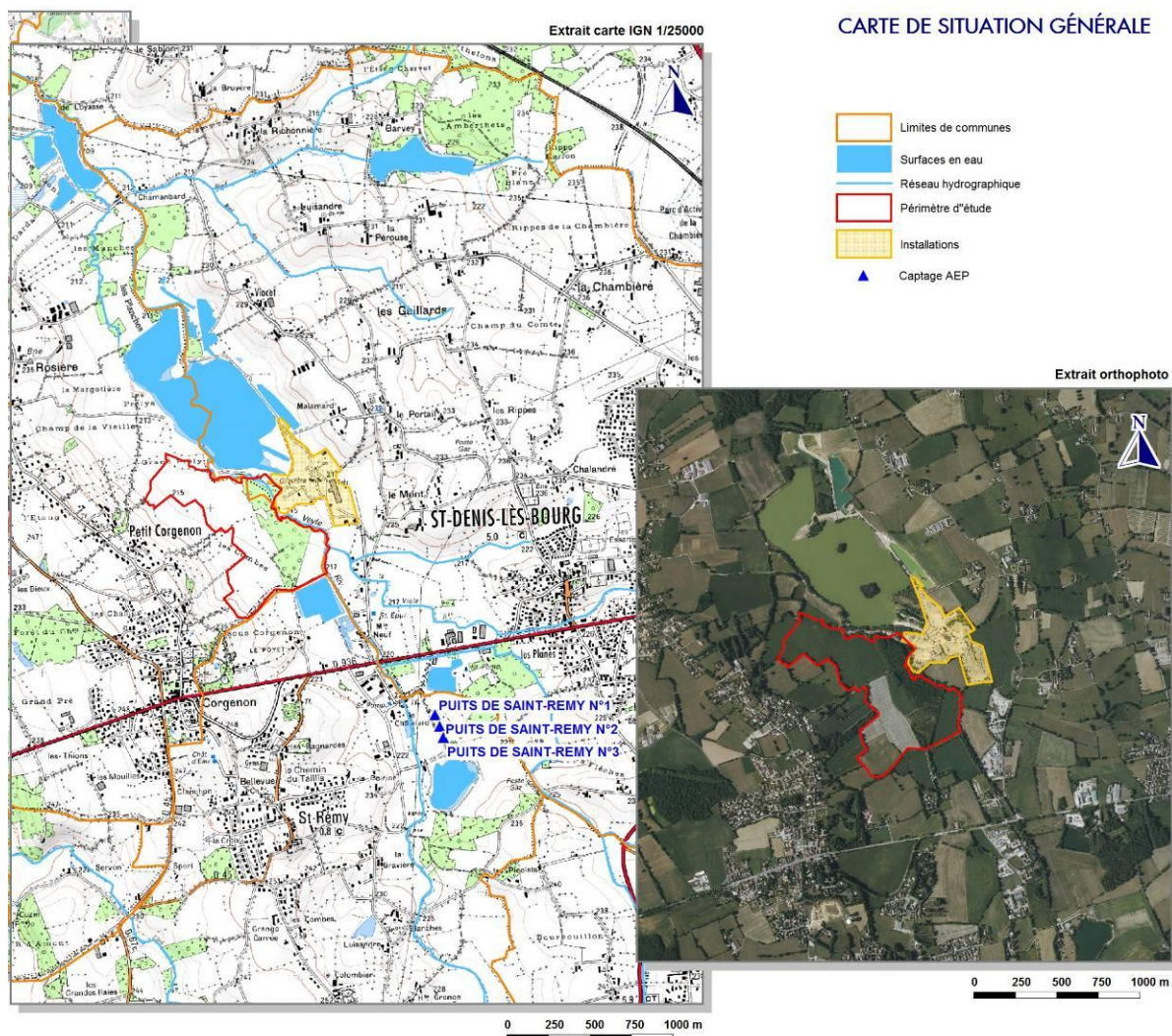
- « Dossier d'extension de la gravière de Saint-Denis-lès-Bourg. Etude hydrogéologique » réalisée par EnvHydro Consult nouvellement CPGF-HORIZON en 2004
- « Caractérisation géochimique des écoulements souterrains dans le secteur de la gravière de Saint-Denis-lès-Bourg » réalisée par EnvHydro Consult nouvellement CPGF-HORIZON en 2005 ;
- « Projet d'extension de la gravière de Saint-Denis-lès-Bourg. Modélisation hydrogéologique » réalisée par CPGF-HORIZON en 2006 ;
- « Modélisation complémentaire à Saint-Denis-lès-Bourg » réalisée par EnvHydro Consult nouvellement CPGF-HORIZON en 2006 ;
- « Etude hydrogéologique des eaux de captage sur le secteur de Bourg-en-Bresse » réalisée par CPGF-HORIZON et BURGEAP en 2008 ;
- Résultats des sondages de reconnaissance réalisés par la société GRANULATS VICAT en juillet 2014 ;
- Suivis quantitatif et qualitatif de la nappe réalisés par la société GRANULATS VICAT.

L'étude rappelle que le projet est situé en Classe 2<sup>1</sup> d'après la synthèse des contraintes du Schéma Départemental de l'Ain. Cette classe est liée à l'identification de la nappe alluviale présente entre les champs de captage de St-Rémy et de Polliat comme prioritaire pour le développement potentiel de l'Adduction en Eau Potable (nappe profonde du Plio-quatenaire/Pliocène). Par ailleurs le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage AEP.

---

<sup>1</sup> « Cette classe comprend les espaces présentant un intérêt et une fragilité environnementale majeurs, concernés par des mesures de protection, des inventaires scientifiques, ou autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Des ouvertures de carrières ne peuvent y être autorisées que sous réserve que l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien à la valeur patrimoniale du site : en particulier, des prescriptions particulières très strictes pourront y être demandées. »

Le périmètre d'études est reporté sur la cartographie ci-dessous. Il découle des différentes études précitées.



Carte de situation et du périmètre d'étude – Etude hydrogéologique  
CPGF Horizon – Août 2016

### Contexte géologique :

Le projet se situe sur les **alluvions récentes** de la Veyre.

Les investigations ont permis de mettre en évidence les points plus particuliers suivants sur la zone d'étude :

- présence d'une couverture argilo-limoneuse ;
- les alluvions se caractérisent par un matériel de cailloutis à galets bien arrondis et calibrés emballés dans une matrice sableuse ;
- le substratum est constitué par les marnes du Pliocène/Plio-quaternaire.

### Contexte hydrogéologique :

Le secteur d'étude se situe sur 3 aquifères :

- un aquifère superficiel composé de petits réservoirs morainiques
- un autre aquifère superficiel : l'aquifère fluvial de la vallée de la Veyre
- un aquifère profond : aquifère du pliocène-Plio-quaternaire

Les nappes superficielles et profondes ne communiquent pas car sont séparées par un niveau argileux ; le projet n'a donc d'impacts potentiels que sur la nappe alluviale.

La nappe alluviale (superficielle) est alimentée par (*voir carte ci-après*) :

- les eaux provenant des versants ;
- la nappe profonde lorsque ces dernières sont en communication avec la nappe alluviale, en particulier entre Polliat et Mézériat, à 5 km en aval du projet (d'extension de carrière)
- les précipitations qui tombent directement sur les zones d'affleurement des alluvions.

En outre, selon l'étude de 2004 dans le cadre d'une demande de création d'une gravière à Saint-Denis-les-Bourg, l'écoulement général des eaux suit le cours d'eau de la Veyre, soit du Sud vers le Nord.

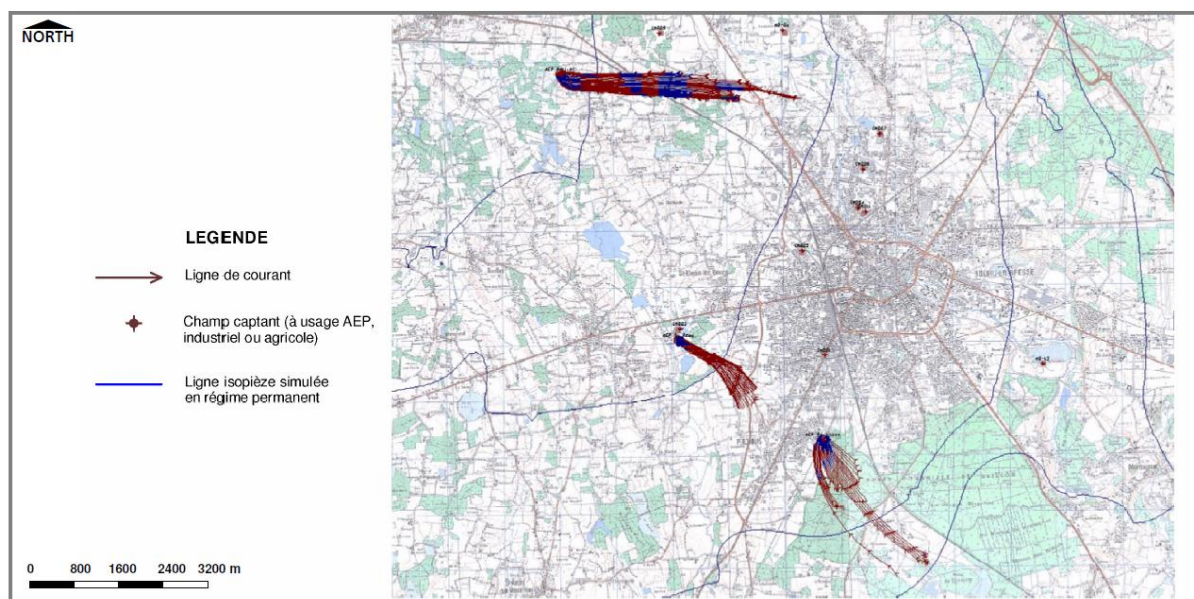
L'étude met en évidence une **faible exploitation de la ressource**. Des captages sollicitent l'aquifère :

- une prise d'eau d'un plan d'eau au niveau de l'installation de traitement de GRANULATS VICAT
- les captages AEP du SIE Veyre-Reyssouze-Vieux Jonc (champ captant de St-Rémy à 1.2 km au sud du projet et champ captant de Polliat à 3 km au nord du projet);

Le projet n'est pas situé dans les périmètres de protection des captages AEP de St-Rémy et de Polliat, ni dans leurs aires d'alimentation, respectivement tournées vers le Sud et vers l'Est.

#### ÉTUDE HYDROGÉOLOGIQUE DES EAUX DE CAPTAGE SUR LE SECTEUR DE BOURG-EN-BRESSE (01)

**FIGURE 17 - LIGNES DE COURANT ET AIRES D'ALIMENTATION DES CAPTAGES AEP DE POLLIAT, PÉRONNAS ET SAINT RÉMY**



**Lignes de courant et aires d'alimentation des captages AEP de Polliat, St-Rémy et Péronnas –  
Etude hydrogéologique - CPGF Horizon – Août 2016**

Les captages AEP de St-Rémy et de Polliat exploitent à la fois les alluvions récentes de la Veyle (nappe superficielle) et les formations du Pliocène/Plio-quaternaire (nappe profonde).

Deux ouvrages captant la nappe profonde sont situés en amont immédiat du projet :

- le forage de la pisciculture DANNANCIER (500 m en amont du projet)
- le forage de M. SAVOYE alimentant une pompe à chaleur (1 km en amont du projet).

### **Contexte hydrologique :**

Le réseau se compose, au niveau du secteur d'étude :

- de la rivière la Veyle (écoulement vers le Nord)
- des plans d'eau d'extraction, en rive droite de la Veyle
- de quelques fossés ou ruisseaux non pérennes (majoritairement écoulements d'eau en période pluvieuse).

Il existe des relations entre le réseau hydrologique et la nappe alluviale :

- des relations nappe/Veyle ; la Veyle constitue le niveau de base de la nappe ; la Veyle draine la nappe alluviale, et joue un rôle de barrière hydraulique par rapport aux eaux souterraines des deux rives ;
- les fossés sont parfois connectés à la nappe alluviale ;
- le niveau des plans d'eau correspond à celui de la nappe.

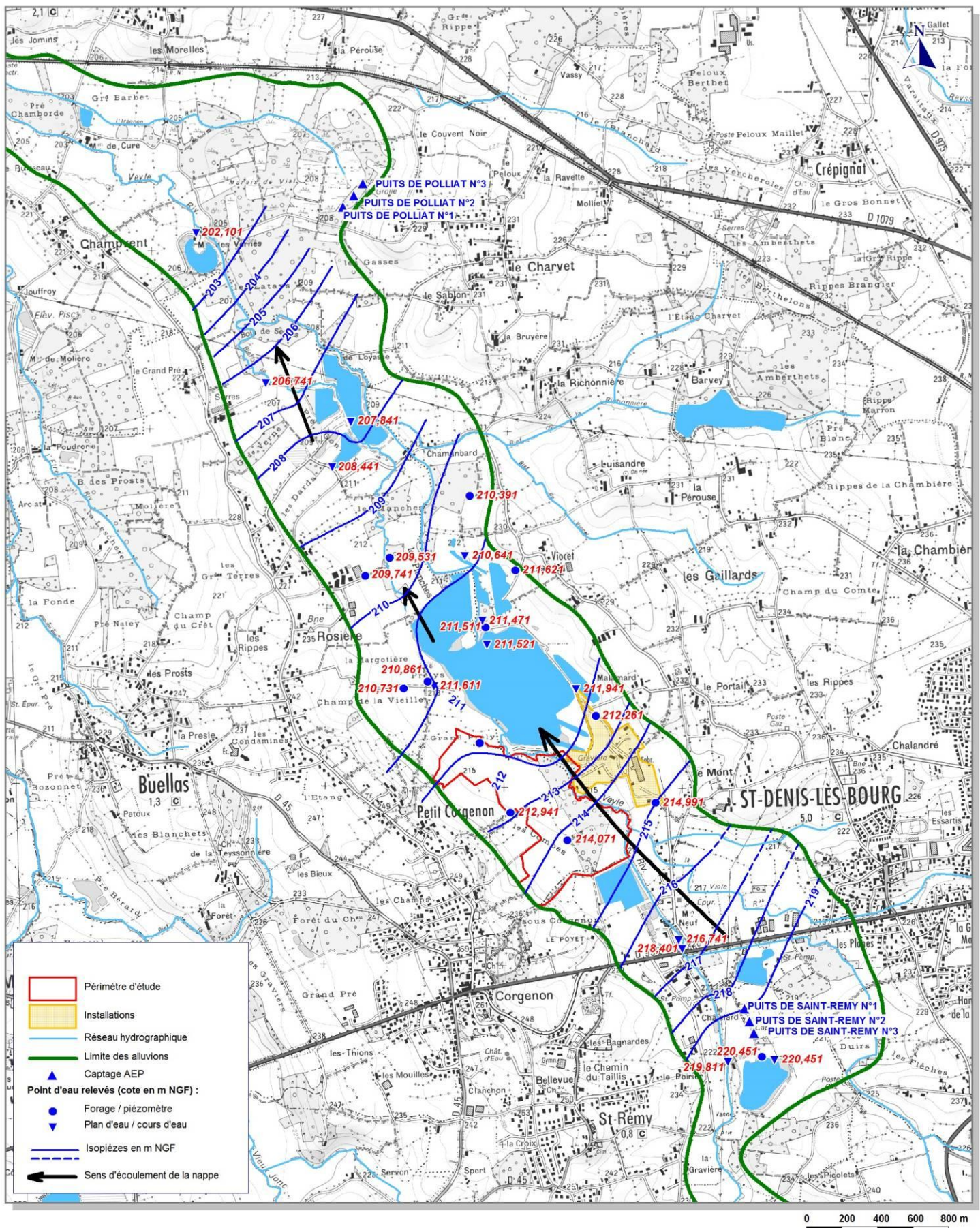
L'analyse de la qualité de la Veyle (station de Servas) établit un état écologique moyen et un état chimique mauvais due à une forte présence de nutriments.

### **Vulnérabilité de la ressource en eau :**

La vulnérabilité des eaux souterraines dans le secteur est essentiellement liée aux activités agricoles (pollutions chroniques) ainsi qu'aux voies de circulation (pollutions accidentelles).

#### **Enjeux identifiés du projet d'extension vis-à-vis de la ressource en eau :**

- Enjeu quantitatif sur la piézométrie de la nappe, selon le scénario de réaménagement (création d'un plan d'eau ou remblaiement)
- Enjeu qualitatif vis-à-vis de la ressource souterraine en eau potable
- Enjeu qualitatif vis-à-vis d'un éventuel futur plan d'eau



Esquisse piézométrique – Nappe superficielle en hautes eaux  
CPGF-Horizon Centre Est – 08/2016

## 6.3 Alimentation en eau potable

*Voir aussi le plan des réseaux en annexe du PLU*

### ■ Présentation générale du réseau d'eau potable et de sa gestion

La commune n'est pas concernée par un captage d'eau, ni par un périmètre de protection.

*Les données suivantes sont issues du Rapport Prix Qualité Service de 2013.*

La commune de Buellas fait partie des 22 communes adhérentes au syndicat Veyle Reyssouze Vieux Jonc pour son alimentation en eau potable. La population desservie par le syndicat représente 36 382 habitants (recensement de 2011).

La mission du syndicat est d'assurer la production et la distribution d'eau potable à l'ensemble des abonnés situés sur son territoire. Le Syndicat, propriétaire des installations, assure les investissements nécessaires à l'accomplissement de cette mission.

Un contrat d'affermage confié à ALTEAU le 1er octobre 2005 est arrivé à échéance le 30 septembre 2013. Une nouvelle procédure d'appel d'offres a été initiée fin 2012 et le 13 juin 2013, l'assemblée délibérante a approuvé le choix de la société ALTEAU comme délégataire du service public de production et de distribution d'eau potable à compter du 1er octobre 2013 pour une durée de 10 ans.

Le Syndicat est alimenté par deux zones de captage :

- ST REMY (lieu-dit le Châtelard) avec 3 puits de 3 m de diamètre intérieur et de 12 à 14 m de profondeur. Ces puits sont crépinés à leur base sur une hauteur de 3.40 m et équipés de dispositifs « anti sable ». Le débit d'exploitation par puits est de 150 m³/h.
- POLLIAT (lieu-dit Vial) avec 3 puits de 3 m de diamètre intérieur et de 10 m de profondeur. L'admission de l'eau se fait à la base des ouvrages à travers des massifs de gravier de 1.50 m d'épaisseur. Le débit d'exploitation maximum autorisé par puits est depuis la mise en place de la station de traitement (avril 2010) de 200 m³/h.

Le Syndicat dispose également :

- d'une station de traitement sur charbon actif pour l'élimination des solvants chlorés.
- d'un surpresseur sur la commune de SERVAS
- de châteaux d'eau et d'un réservoir
  - o 2 à St Remy, l'un de 1800 m³, l'autre de 3000 m³
  - o 1 à Polliat de 600 m³
  - o 1 à Viriat de 600 m³
  - o 1 à Attignat de 1000 m³
  - o 1 à Confrançon de 2000 m³
  - o 1 réservoir enterré à Vial de 1000 m³.

Une réserve de 800 m³ est maintenue sur l'ensemble des réservoirs.

Le réseau de distribution est séparé en deux services :

- le Haut service alimenté par la zone de captage de ST REMY, avec les réservoirs de St Rémy, alimente les **communes de Buellas**, Condeissiat, Mézériat, Montcet, Montracol, Saint André sur Vieux Jonc, une partie de Saint Denis les Bourg, Saint Rémy, Servas, Vandeins et une partie de Viriat.
- le Bas service alimenté par la zone de captage de POLLIAT avec les réservoirs d' ATTIGNAT, CONFRANCON, POLLIAT et VIRIAT, alimente les communes d'Attignat, Confrançon, Cras sur Reyssouze, Curtafond, Malafretaz, Marsonnas, Montrevel en Bresse, Polliat, St Didier d'Aussiat, St Martin le Châtel, St Sulpice et le reste de Viriat et St Denis les Bourg.

Le linéaire réseau est de 765 km.

L'ensemble du service comprend 17 663 abonnés (hausse de 1.98% par rapport à 2012) pour 2 347 516 m<sup>3</sup> consommés (-0.97%) en 2013.

	2010	2011	2012	2013
Nombre d'abonnés	16 642	17 105	17 320	17 663
Volumes produits sur St Rémy m <sup>3</sup>	1 645 105	1 620 332	1 644 740	1 589 954
Volumes produits sur Vial m <sup>3</sup>	1 523 215	1 436 586	1 423 729	1 515 808
TOTAL VOLUMES PRODUITS m <sup>3</sup>	3 168 320	3 056 918	3 068 469	3 105 762
Volumes introduits dans le réseau	3 147 549	3 036 146	3 047 697	3 084 990
Volumes consommés m <sup>3</sup> *	2 415 502	2 375 855	2 370 522	2 347 516
Volumes comptabilisés mais non facturés**	18 409	44 670	53 703	44 192
Volumes non comptabilisés estimés	10 000	10 000	10 000	10 000
Volumes du service (y/c défense incendie)	16 000	16 000	16 000	16 000
TOTAL VOLUMES CONSOMMES m <sup>3</sup>	2 459 911	2 446 525	2 450 225	2 417 708
Rendement brut du réseau	76.70%	78.30	77.80	76.10
Rendement net du réseau	78.20%	80.6	80.40	78.40
Indice linéaire de perte en réseau***	2.49m <sup>3</sup> /j/km	2.14m <sup>3</sup> /j/km	2.2m <sup>3</sup> /j/km	2.4m <sup>3</sup> /j/km

\*volume annuel consommé corrigé éventuellement selon les dates de relève

\*\* Dégrèvement pour fuite totalement exonéré

\*\*\*

Catégorie réseau		Rural	Semi-rural	Urbain
Ind linéaire de consommation	m <sup>3</sup> /j/km	<10	Entre 10 et 30	>30
Ind linéaire de perte très bon	m <sup>3</sup> /j/km	<1.5	<3	<7
Ind linéaire de perte bon	m <sup>3</sup> /j/km	<2.5	<5	<10
Ind linéaire de perte moyen	m <sup>3</sup> /j/km	<4	<8	<15
Ind linéaire de perte médiocre	m <sup>3</sup> /j/km	<6	<10	<20
Ind linéaire de perte mauvais	m <sup>3</sup> /j/km	>6	>10	>20

#### Répartition de la production et rendement – RPQS 2013 Syndicat VRVJ

	Besoin moyen	Besoin de pointe	Capacité de production	% de la mobilisatio
Captage de St Rémy	4 426	4 911	8 100	60.63
Captage de Vial	4 256	4 856	10 800	44.97

### Mobilisation de la ressource – RPQS 2013 Syndicat VRVJ

A l'échelle du syndicat, la répartition de la consommation montre que les consommateurs domestiques sont les principaux utilisateurs de la ressource en nombre (près de 96%). La part de la consommation en volume des consommateurs domestiques a augmenté entre 2012 et 2013 (81.93% contre 70.70%).

En contrepartie, la part liée à l'économie a diminué pour quasiment tous les types (agriculteurs, artisans, commerçants, industriels).

Type	Pourcentage en nombre		Pourcentage en volume	
	2012	2013	2012	2013
Agriculteurs	1.4	1.33	8.90	3.89
Communaux	1.6	1.54	2.00	0.97
Artisans	0.2	0.21	0.40	0.18
Commerçants	0.5	0.54	2.6	1.43
Etablissements publics	0.2	0.16	7.9	7.90
Industriels	0.3	0.23	7.1	3.49
Domestiques	95.9	95.98	70.70	81.93
Services publics (ville de Bourg)	0.02	0.02	0.40	0.21
TOTAL	100	100	100	100

### Répartition de la consommation par type de consommateurs – RPQS 2013

Pour ce qui est des volumes consommés par commune, on note que Buellas enregistre une stabilisation des volumes (3.3% en 2013).

Spectre de consommation	% en volume			% clients		
	2010	2012	2013	2011	2012	2013
de 0 à 100 m <sup>3</sup>	21.20	23.40	25.20	62.65	64.83	67.28
de 100 à 500 m <sup>3</sup>	41.70	41.40	39.20	35.34	33.24	31.00
de 500 à 1000 m <sup>3</sup>	4.90	5.20	4.50	0.97	0.97	0.77
de 1000 à 6000 m <sup>3</sup>	14.70	13.90	13.30	0.97	0.87	0.85
de 6000 à 10000 m <sup>3</sup>	1.30	2.50	2.60	0.02	0.40	0.04
plus de 10000 m <sup>3</sup>	16.20	13.60	15.10	0.10	0.04	0.05
Total	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

### Spectre de la consommation – RPQS 2013

L'eau distribuée est de bonne qualité bactériologique et physico-chimique.  
 Le rendement du réseau de distribution<sup>2</sup> est de 78.4 en 2013 contre 80.4 en 2012.  
 L'indice d'avancement de la protection de la ressource<sup>3</sup> est de 100%.

Une demande d'information adressée au syndicat VRVJ nous a indiqué qu'il réalisait actuellement une étude d'un schéma directeur sur l'ensemble du réseau. Les résultats sont attendus pour le début de l'année 2015.

#### Enjeux identifiés concernant le réseau d'adduction d'eau potable :

- Enjeu d'adéquation de la ressource disponible avec l'augmentation potentielle de la demande

### ■ La protection contre les incendies

Les dispositions du PLU relatives à l'accès, à la desserte par les réseaux, à l'implantation des bâtiments doivent permettre d'assurer une bonne défense contre l'incendie de toutes les constructions et en particulier celles recevant du public.

## 6.4 Assainissement

*Voir aussi le plan des réseaux en annexe du PLU*

### 6.4.1 Assainissement collectif

**La commune est compétente en matière d'assainissement collectif. Elle dispose de deux ouvrages de traitement des eaux usées :**

- **la station de Buellas-Montcet**, mise en service en 2001, d'une capacité nominale de 1800 Equivalents habitants et le débit de référence de 415 m<sup>3</sup>/j ; la filière de traitement est la suivante : boue activée/aération prolongée (très faible charge) et le milieu de rejet est le Vieux Jonc (eau douce de surface).
- **la station d'épuration de Corgenon**, mise en service en 1988, d'une capacité nominale de 600 équivalents habitants et un débit de référence de 105 m<sup>3</sup>/j ; la filière de traitement est le lagunage naturel et le milieu de rejet est le Bief de la Teyssonnière (eau douce de surface).

Le zonage d'assainissement date du 21/12/1998. La communauté d'agglomération porte la compétence assainissement non collectif sur 15 communes et souhaitait mettre en place ou à jour les zonages d'assainissement des eaux usées afin d'identifier clairement son périmètre de compétence. C'est ainsi que le zonage d'assainissement de Buellas est mis à jour en même temps que la révision du PLU.

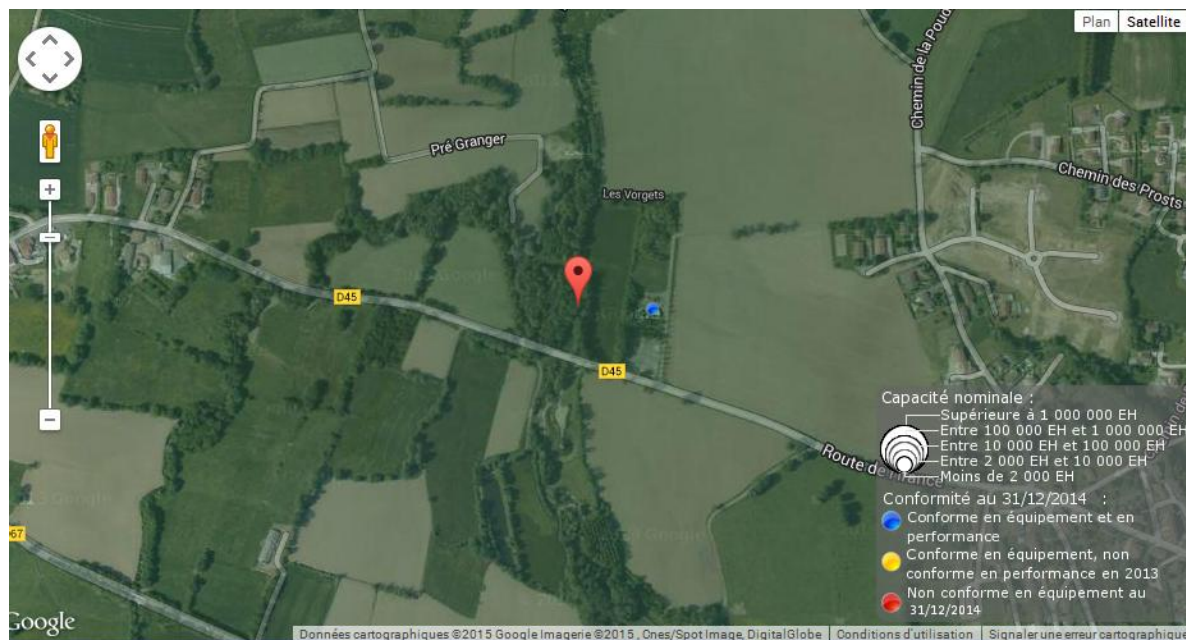
<sup>2</sup> volume comptabilisé + volume autorisé non compté + volume exporté / volume produit + volume importé

<sup>3</sup> indice d'avancement des démarches d'établissement des périmètres de protection

<b>Station</b>	STATION D'EPURATION DE BUELLAS - MONTCET
<b>Capacité</b>	1800 Equivalent Habitants
<b>Milieu récepteur</b>	Milieu récepteur non codé
<b>Masse d'eau</b>	

#### Chiffres-clés 2014 :

- charge maximale en entrée : 1.800 Equivalents habitants
- débit entrant moyen : 687 m3/jour
- production de boues : 15 tonnes de matière sèche/an, destinées à l'épandage



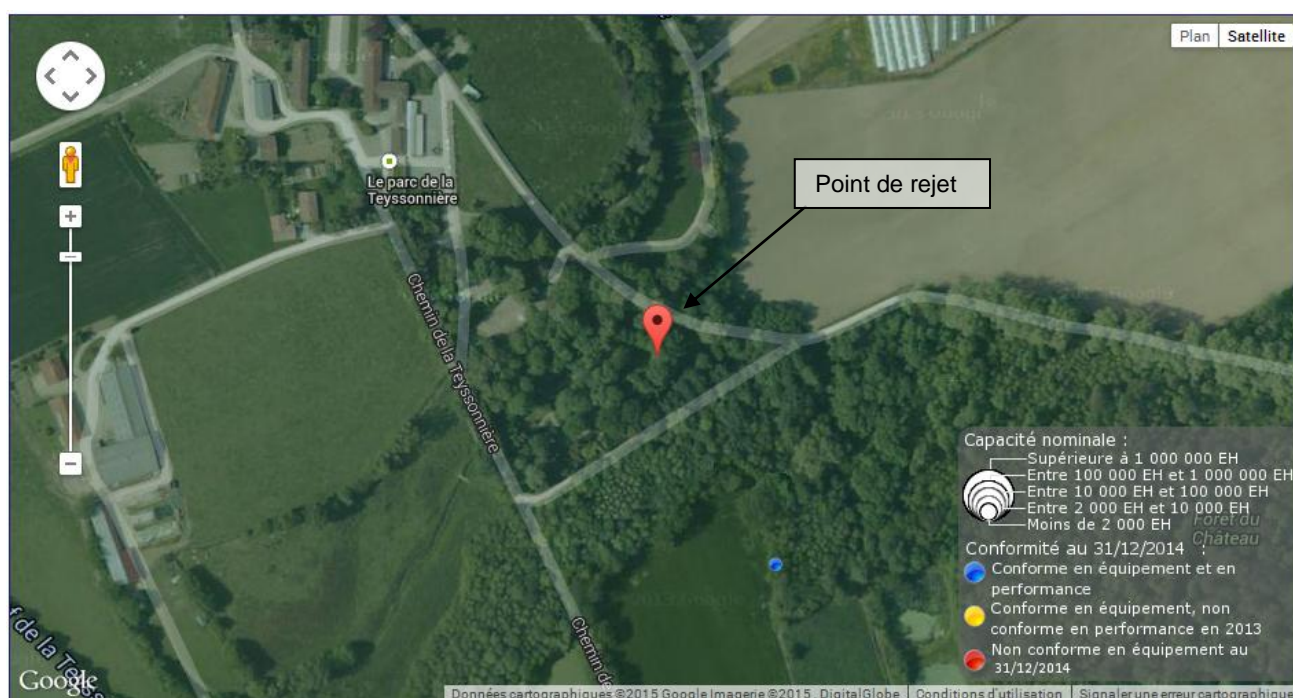
Informations générales sur la station de Buellas Montcet - <http://sierm.eaurmc.fr>

**La population raccordée au réseau sur la commune de Buellas était de 980 habitants en 2015** (source : dossier de mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Buellas – Bourg-en-Bresse Agglomération).

<b>Station</b>	STATION D'EPURATION DE BUELLAS - CORGENON
<b>Capacité</b>	600 Equivalent Habitants
<b>Milieu récepteur</b>	bief de la teyssonnrière
<b>Masse d'eau</b>	FRDR584c - Le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence

### Chiffres-clés 2014 :

- charge maximale en entrée : 485 Equivalents habitants
- débit entrant moyen : 65 m3/jour



**Informations générales sur la station de Corgenon - <http://sierm.eaurmc.fr>**

**La population raccordée au réseau était de 620 habitants en 2015** (source : dossier de mise à enquête publique du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Buellas – Bourg-en-Bresse Agglomération).

Le rapport du zonage d'assainissement rappelle l'état des systèmes d'assainissement, ainsi que les projets engagés.

Ainsi, la station d'épuration de Buellas-Montcet est proche de 100% en charge polluante et supérieure à 130% ces trois dernières années en charge hydraulique. Une étude diagnostique sera prochainement engagée, en commun avec Montcet, afin de limiter les apports d'eaux parasites. Le diagnostic réseaux est prévu courant 2016.

**Pour le cas de la station d'épuration de Corgenon**, la commune a récemment réalisé des travaux importants de réfection des réseaux d'assainissement. La lagune de Corgenon sera déplacée et remplacée par un filtre planté de roseaux vers 2019.

**La station d'épuration de Corgenon arrive à saturation** (620 habitants raccordés pour une capacité de 600 EH).

**Compte tenu de la densité d'habitations et des difficultés de mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif, la commune de Buellas a décidé d'étendre les réseaux d'assainissement.** En effet, la majeure partie est peu perméable. Par ailleurs, dans un souci d'amélioration de la qualité du milieu naturel, la collectivité souhaite assainir les hameaux et assurer un traitement complet des eaux usées.

## 6.4.2 Assainissement autonome

*Les données suivantes sont issues du Rapport Prix Qualité Service d'assainissement non collectif de 2013 (Service Public d'Assainissement Non Collectif) et de l'actualisation du zonage d'assainissement.*

**La communauté d'agglomération Bourg-en-Bresse Agglomération est compétente en matière d'assainissement autonome.**

Le territoire desservi regroupe les 15 communes. Le service public d'assainissement non collectif dessert 4351 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 74 317.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 6,3 % au 31/12/2013. On note une diminution du taux de couverture depuis 2000 (près de 10%) due à la baisse du nombre d'assainissement individuel.

L'actualisation du zonage d'assainissement indique que la commune de Buellas compte 36 installations d'assainissement non collectif. 10 installations sont conformes, 19 sont non conformes avec risque et 7 installations sont non conformes sans risque.

Le sol est plutôt imperméable et des traces d'hydromorphie ont été repérées à faibles profondeurs. La mise en œuvre d'un assainissement collectif sur les zones inondées de manière régulière est conseillée. La commune a déjà mis en place des réseaux sur une majeure partie de ces zones.

### **Enjeux identifiés concernant les réseaux d'assainissement (collectif et individuel) :**

- Enjeu de généralisation de l'assainissement collectif à toute la commune (hameaux compris)
- Enjeu d'anticiper la gestion de la station d'épuration de Buellas-Montcet vis-à-vis de l'urbanisation future
- Enjeu d'anticiper le renouvellement de la station d'épuration de Corgenon (secteur à développer)

## 6.5 Gestion des eaux pluviales

*Voir aussi le plan des réseaux en annexe du PLU*

L'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées prévoit un chapitre sur la gestion des eaux pluviales.

C'est la commune qui est compétente en assainissement collectif des eaux pluviales. Elle assure en régie directe l'exploitation, l'entretien et la gestion des réseaux de canalisations et des fossés d'eaux pluviales.

Au droit des zones urbanisées, les eaux de pluie sont collectées par l'intermédiaire d'un réseau d'eaux pluviales.

Des fossés permettent l'écoulement des eaux vers les différents cours d'eau de la commune.

Il est montré par l'étude initiale du zonage d'assainissement de 1998 que les sols sont peu favorables à l'infiltration des eaux pluviales (sols argileux avec traces d'hydromorphie à faible profondeur).

L'actualisation du zonage d'assainissement pose les principes à suivre et notamment privilégier la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

En outre, les zones urbanisables doivent tenir compte des corridors d'écoulement naturel des eaux. Le cheminement naturel des eaux doit être conservé. Dans le cas où le développement de l'urbanisation serait orienté au sein d'un axe d'écoulement, une étude hydraulique devra être menée afin de juger de l'inondabilité du secteur et faire en sorte que le projet ne modifie pas l'écoulement naturel des eaux.

Ces principes seront repris dans le règlement ou les OAP du PLU.

*La question des risques d'inondations et du champ d'expansion des crues est abordée dans la partie 7.1 concernant les risques d'inondation.*

### **Enjeux identifiés concernant la gestion des eaux pluviales :**

- Enjeu de quantification des eaux de ruissellement supplémentaires engendrées par l'urbanisation pour prévoir d'éventuelles installations
- Enjeu de limitation de l'imperméabilisation des sols et de préservation des zones humides (voir partie sur les milieux naturels) dans un contexte de sols peu perméables

## 7. RISQUES

---

On distingue deux catégories principales de risques majeurs : les risques naturels et les risques technologiques, d'origine humaine

Le risque majeur se caractérise par sa nature, par sa faible fréquence et par son énorme gravité : nombreuses victimes, coût important de dégâts matériels, impacts sur l'environnement humain ; la vulnérabilité mesure ces conséquences.

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs de l'Ain, réalisé en juin 2010, identifie les risques existants sur leur territoire pour chaque commune du département. Le DDRM indique que **la commune de Buellas est concernée par les risques suivants :**

- inondations (inondations de plaine) ; la commune est concernée par un risque de crue lente.
- mouvements de terrain (argiles) ; elle a par ailleurs fait l'objet de deux arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle « retrait-gonflement des argiles » à la suite d'épisodes de sécheresse.
- transports de Matières Dangereuses (gazoduc) ; elle apparaît dans la liste des communes pour lesquelles une étude a été élaborée dans le plan Transport de Matières Dangereuses.

En vertu de la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004, toute commune présentant au moins un risque naturel et/ou technologique, est dans l'obligation de réaliser un document d'information communal sur les risques majeurs.

**La commune a réalisé en 2008 son document d'information sur les risques majeurs.**

Afin de réduire les dommages lors des catastrophes naturelles ou technologiques, il est nécessaire de maîtriser l'aménagement du territoire :

- ne pas augmenter les enjeux dans les zones à risque
- diminuer la vulnérabilité des zones déjà urbanisées.

Cette prise en compte dans l'aménagement peut se faire notamment à travers le document d'urbanisme. En effet, le code de l'urbanisme impose la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme. Le PLU permet de planifier l'aménagement en tenant compte des risques.

En revanche, il n'existe pas sur la commune de Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels (PPRN) ni technologiques (PPRT).

## 7.1 Risques naturels

### 7.1.1 Risques d'inondation

#### ■ Les zones d'inondation potentielles de Buellas (étude de 2008)

**La commune de Buellas est concernée par des risques d'inondations mais n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI).** En outre, il n'y a pas de projet d'un tel document à venir.

**Ces risques ont été caractérisés par plusieurs études :**

- en 2003 par le cabinet BCEOM dans le cadre d'une étude du fonctionnement hydraulique de la Veyle et de ses affluents (Maîtrise d'Ouvrage : Syndicat Mixte Veyle Vivante) ; des incohérences ont été relevées dans cette étude.
- en 2008 par le cabinet GEO+ dans le cadre d'une étude pour l'élaboration des **cartes d'aléas et des enjeux** pour le PPRI (Plan de prévention du Risque Inondation) de la Veyle (Maîtrise d'Ouvrage : Direction Départementale des Territoires de l'Ain). Les objectifs de cette étude étaient d'élaborer les cartes d'aléas et les cartes des enjeux, ainsi que d'identifier les communes sur lesquelles la prescription d'un PPRI s'avérerait nécessaire.

**Il faut noter que cette étude, ainsi que les cartes produites n'intégraient pas les travaux de déviation de la Veyle**, dans la mesure où elles ont été réalisées avant. Une étude réalisée par Vicat dans le cadre de son projet d'extension permet de mettre à jour la carte du risque d'inondation, évaluant les risques à l'état actuel, c'est-à-dire après les travaux de contournement de la Veyle. Elle sera présentée dans la suite du rapport.

**Le secteur de Buellas est identifié dans les secteurs sans enjeux forts.** La caractérisation des zones inondables a été réalisée en mettant en œuvre la méthode hydrogéomorphologique. Sur les secteurs sur lesquels cette méthode a été appliquée, seule l'enveloppe de la zone inondable a ainsi été cartographiée (aléa non identifié). **S'agissant de secteurs sans enjeux forts, cette enveloppe correspond par ailleurs généralement au champ d'expansion des crues qu'il conviendra de préserver de toute urbanisation.**

L'étude Géo+ apporte des indications dans le secteur de Buellas :

#### - **sur la Veyle :**

Plusieurs entreprises de la ZA du moulin Neuf sont inondables, de même que la STEP. La Veyle pénètre ensuite sur le site de la gravière exploitée par GRA ; le plan d'eau de la gravière est susceptible d'être intercepté en crue. A l'aval, le champ d'expansion de crue de la Veyle s'étend sur plus de 500 m entre les pieds de versant de Rosière (Buellas) et de Viocet (St Denis). Au droit du moulin de Chamambard, la zone inondable s'élargit encore à plus de 800 m, et ce jusqu'au moulin de Loyasse (commune de Polliat).

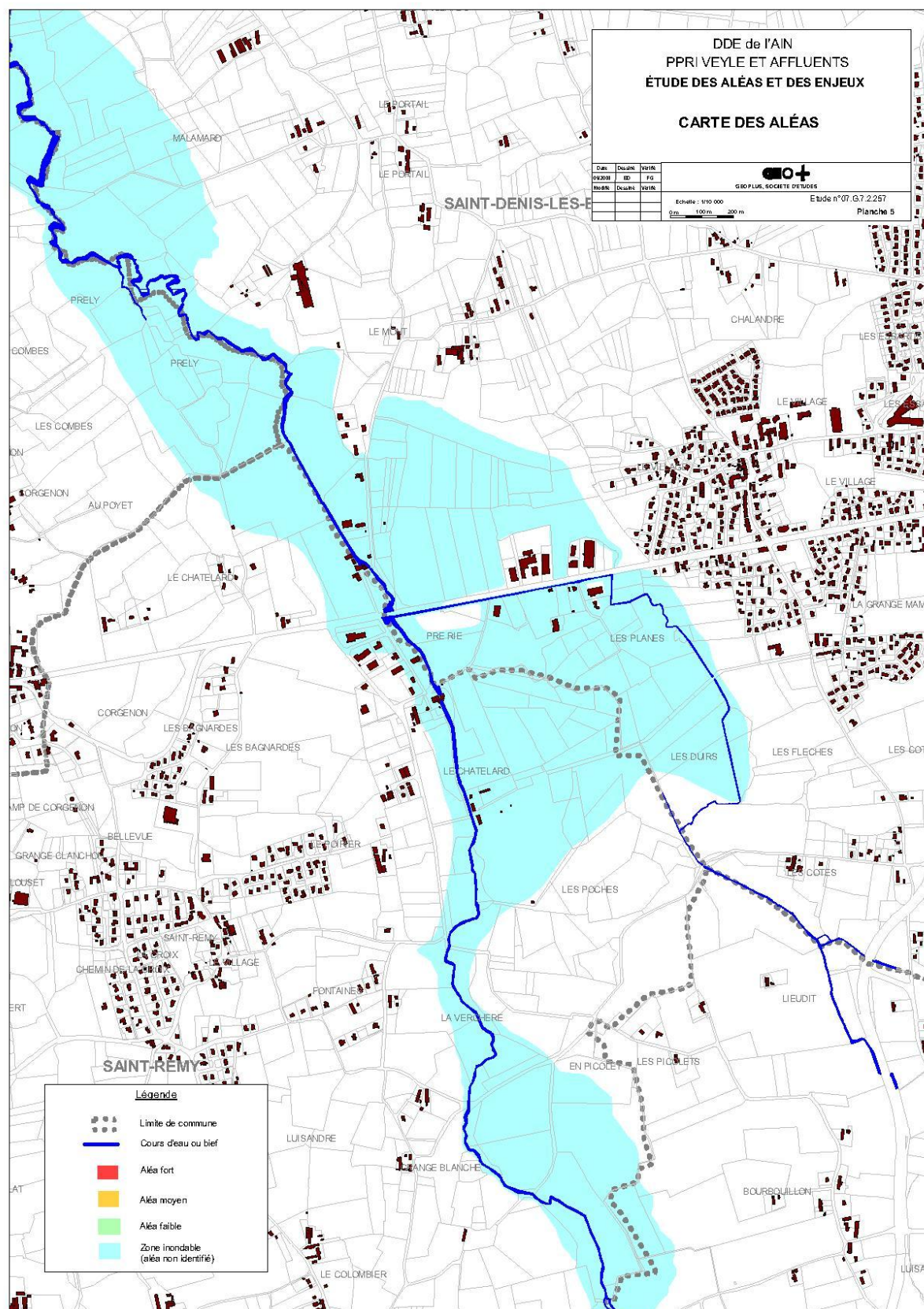
#### - **sur le Vieux Jonc :**

Au droit de son franchissement de la RD936 entre Montracol et Buellas), la zone inondable du Vieux-Jonc peut s'étendre sur plus de 300 m. A l'amont de sa confluence avec l'Irance, la vallée alluviale du Vieux Jonc s'élargit encore à près de 500 m après que celui-ci ait reçu les eaux du bief de Pré-Vieux (Montracol).

#### - **sur l'Irance :**

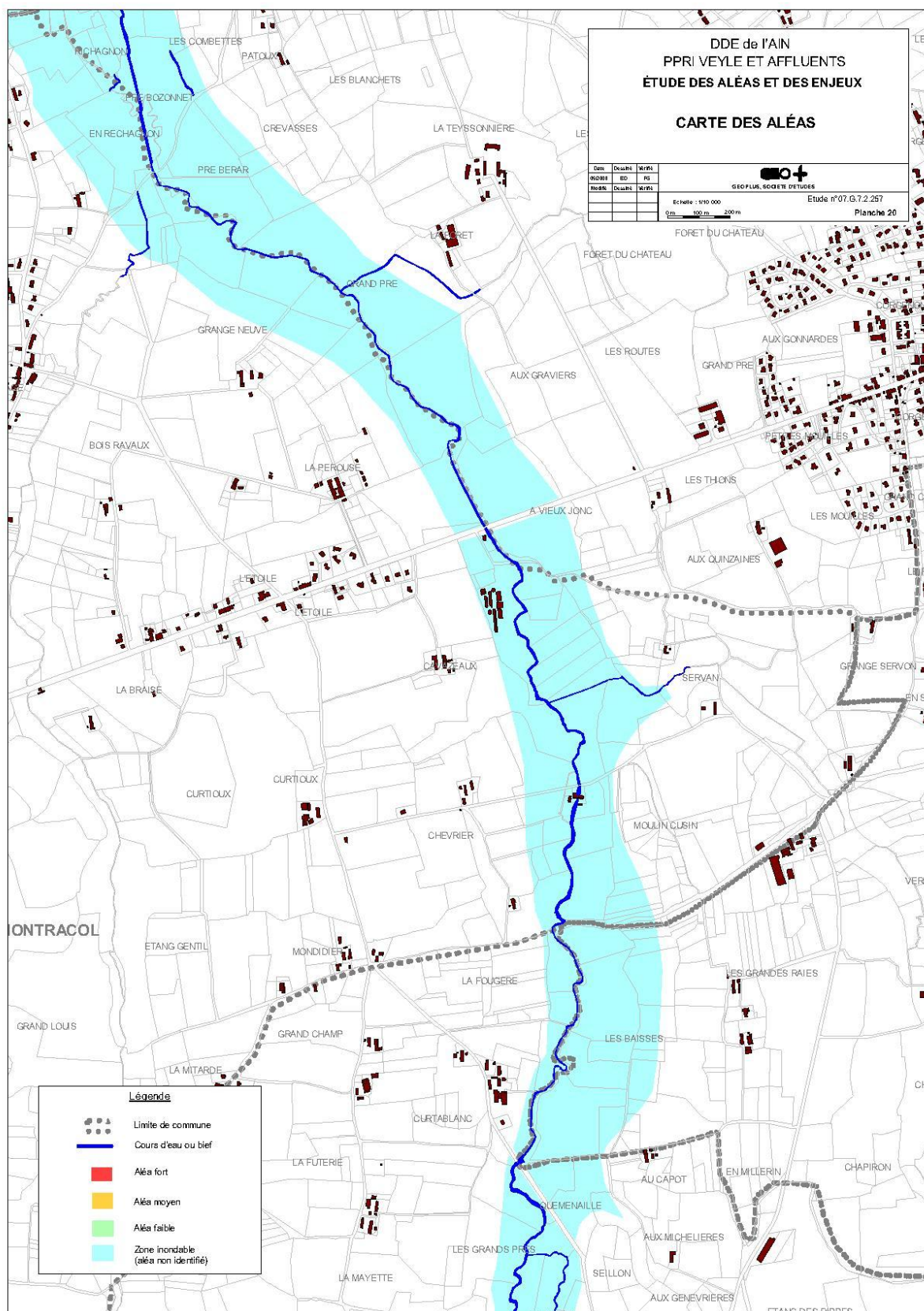
Au droit de leur confluence, le champ d'expansion des crues de l'Irance et du Vieux-Jonc s'étend sur plus de 800 m de large entre les coteaux des bourgs de Montcet et Buellas. À l'aval, ce champ d'expansion s'élargit encore successivement à 1, puis 1,3 et enfin à près de 2 km à l'entrée dans la vallée alluviale de la Veyle. La topographie peu marquée de la plaine inondable de l'Irance fait que les débordements de celle-ci (grossie du Vieux-Jonc à l'amont) sont susceptibles d'être captés par la vallée de l'Être en rive droite (petit bassin versant de 3,2 km<sup>2</sup>) pour rejoindre la plaine inondable de la Veyle.

## Zone inondable (Veyle amont Buellas)

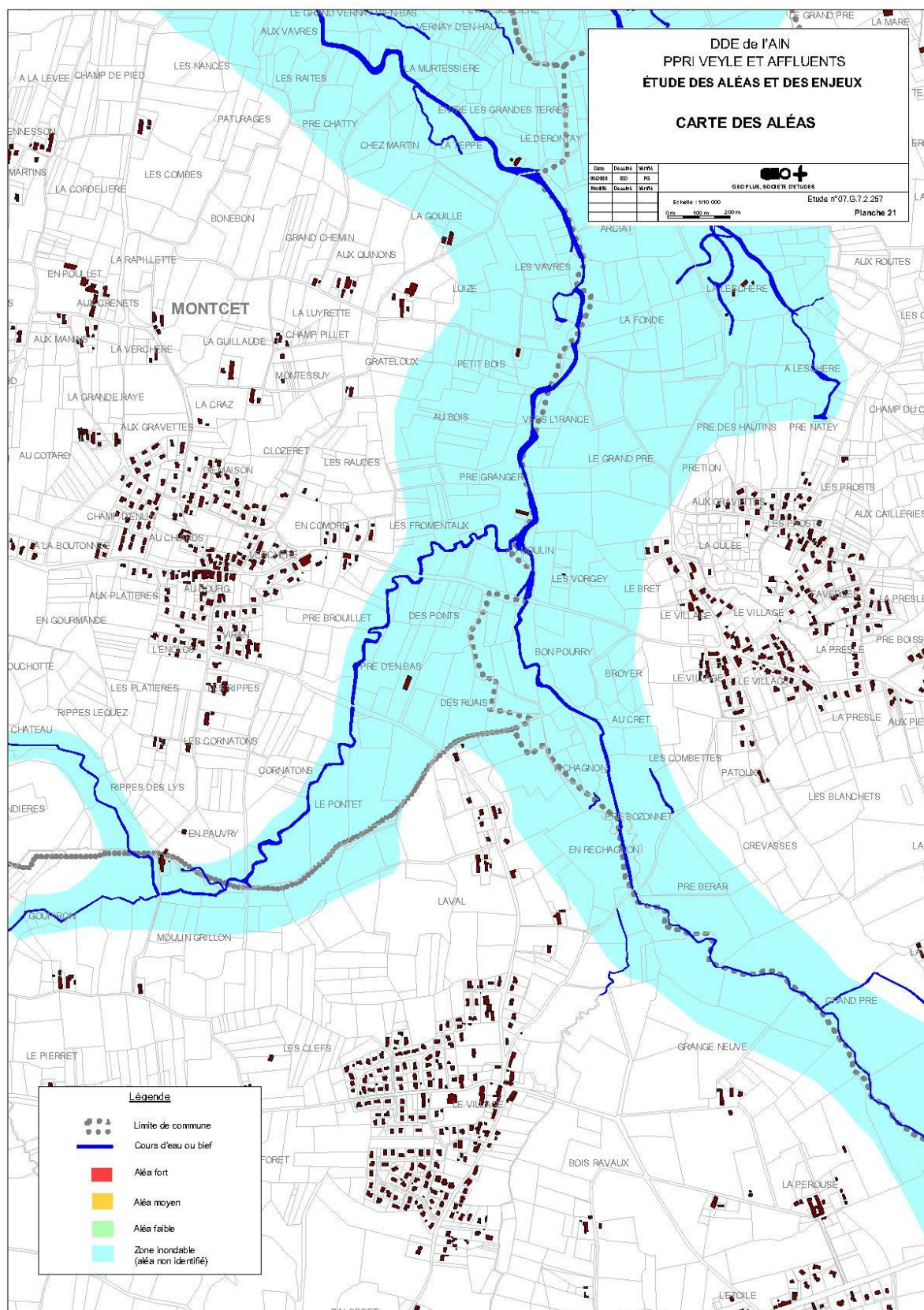




## Zone inondable (Vieux-Jonc amont Buellas)



## Zone inondable (Irance aval Buellas)



**L'étude propose une caractérisation des enjeux**, et en apporte une définition. Les enjeux regroupent les personnes, biens, activités, moyens, patrimoine, susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils concernent également les espaces, appelés zones d'expansion des crues, où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur. Le stockage momentané des eaux dans ces zones écrête la crue en étalant sa durée d'écoulement.

La vulnérabilité exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel sur ces enjeux, des dommages matériels aux préjudices humains.

Leur identification, leur qualification sont une étape indispensable de la démarche qui permet d'assurer la cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions qui seront retenues.

Ces objectifs consistent à :

- prévenir et limiter le risque humain, en n'accroissant pas la population dans les zones soumises à un risque grave et en y améliorant chaque fois qu'il sera possible la sécurité,
- favoriser les conditions de développement local en limitant les dégâts aux biens et en n'accroissant pas les aléas à l'aval.

La phase de détermination des enjeux a consisté en une identification des secteurs à enjeux sur les zones exposées aux inondations caractérisées dans la phase de détermination des aléas. Cette identification s'est faite sur la base de l'occupation du sol existante mais aussi sur les éventuels projets ou réserves foncières inscrites dans les documents d'urbanisme des communes.

La typologie des enjeux exposés correspond à la méthodologie générale d'élaboration des PPR, déclinée à l'échelon départemental dans le département de l'Ain :

- zone d'habitation : distinction entre le centre urbain et les autres secteurs habités relativement denses (lotissements par exemple, hameau suffisamment conséquent)
- habitat ou bâti isolé : identifié à part car assez présent dans le cas de la Veyle et de ses affluents (habitat dispersé sous forme de moulins ou de fermes par exemple). Les bâtiments agricoles voués à l'exploitation (élevage essentiellement) et non à l'habitation ont également été classés dans cette catégorie.
- Zone d'activité économique : zones industrielles, commerciales ou artisanales, usines
- Zone de loisirs : terrains de sport, étangs
- Zone urbanisable : prise en compte des projets communaux d'urbanisation
- Champ d'expansion des crues à préserver : zones inondables à conserver pour leur rôle dans la propagation des crues
- Établissement recevant du public (ERP) : mairies, écoles, maisons de retraite, etc.
- Équipement sensible : équipements des collectivités pour l'assainissement, l'eau potable, etc.
- Voiries : distinction entre voie ferrée, voirie principale (réseau départemental voire national) et voirie secondaire (locale)
- Digue de protection : identification des secteurs protégés par des digues pour leur prise en compte spécifique en matière de détermination ultérieure du risque.

## **BUELLAS**

### **Zones urbanisées (dont centre urbain et habitat isolé)**

- Habitat isolé par Être : les Lescheres, Arciat, la Poudrerie (gîte)

### **Zones d'activité économique**

- Exploitation agricole des Leschères (par Être)

### **Zones urbanisables**

- 

### **Zones de loisirs**

- Veyle : Plan d'eau de l'ancienne gravière (zone naturelle réservée)
- Vieux-Jonc : Plan d'eau de la Rousse (Pré Béar), Poype des Fées (Bon Pourry) (zones naturelles réservées)

### **Établissements recevant du public**

- 

### **Équipements sensibles**

- Vieux-Jonc : STEP (équipements surélevés), dépôt CG01

### **Voiries**

- Par Vieux-Jonc : RD936 (hors d'eau)
- Voies locales

### **Document d'urbanisme**

- PLU

**Fiche communale d'enjeux – Rapport de l'étude Geo + (2008)**

Comme l'indique le DICRIM de la commune, les inondations peuvent se traduire par :

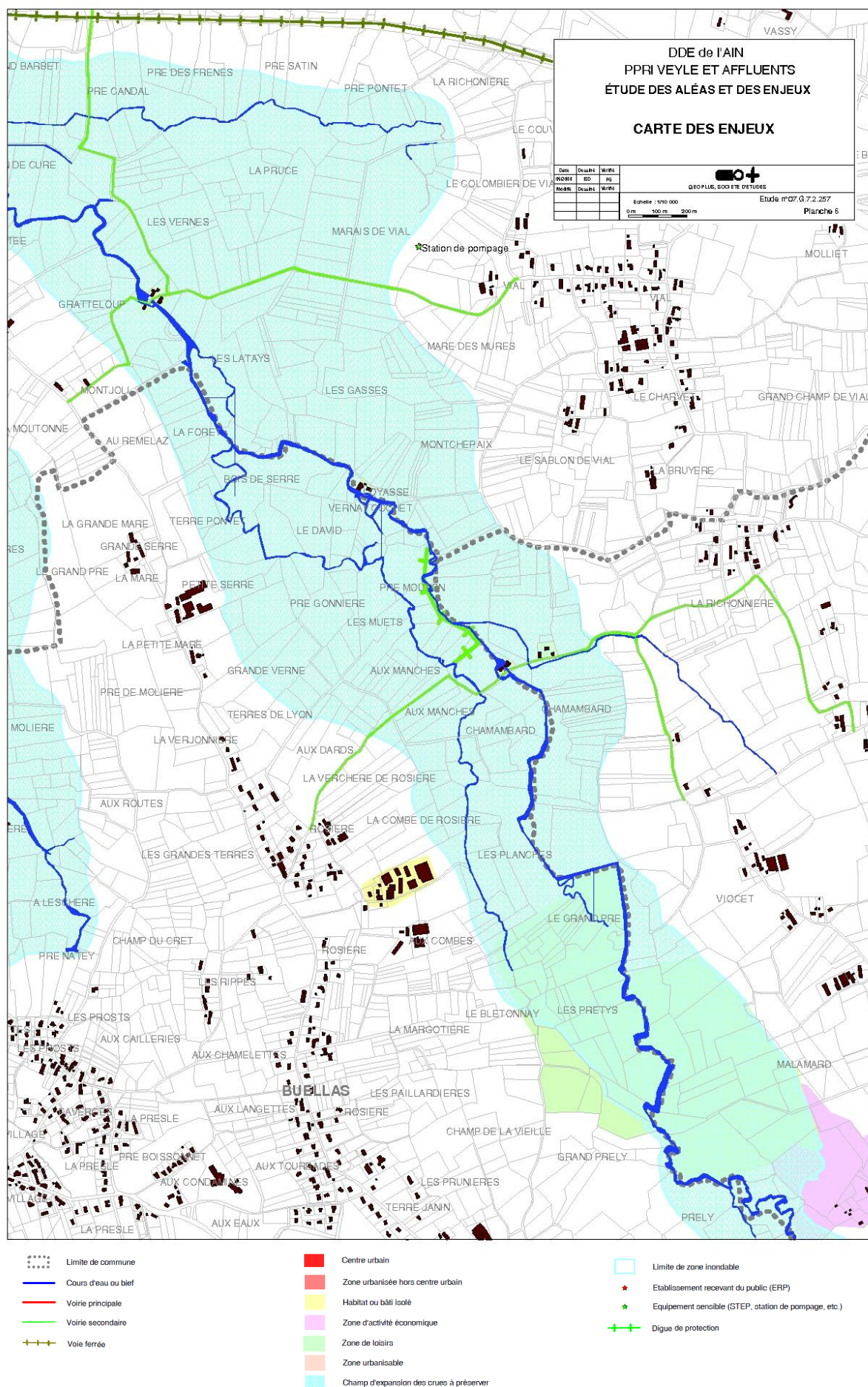
- des inondations de plaine : débordements de cours d'eau, remontée de nappes phréatiques, stagnation des eaux pluviales,
- des crues torrentielles,
- un ruissellement en secteur urbain.

L'ampleur de l'inondation est fonction de :

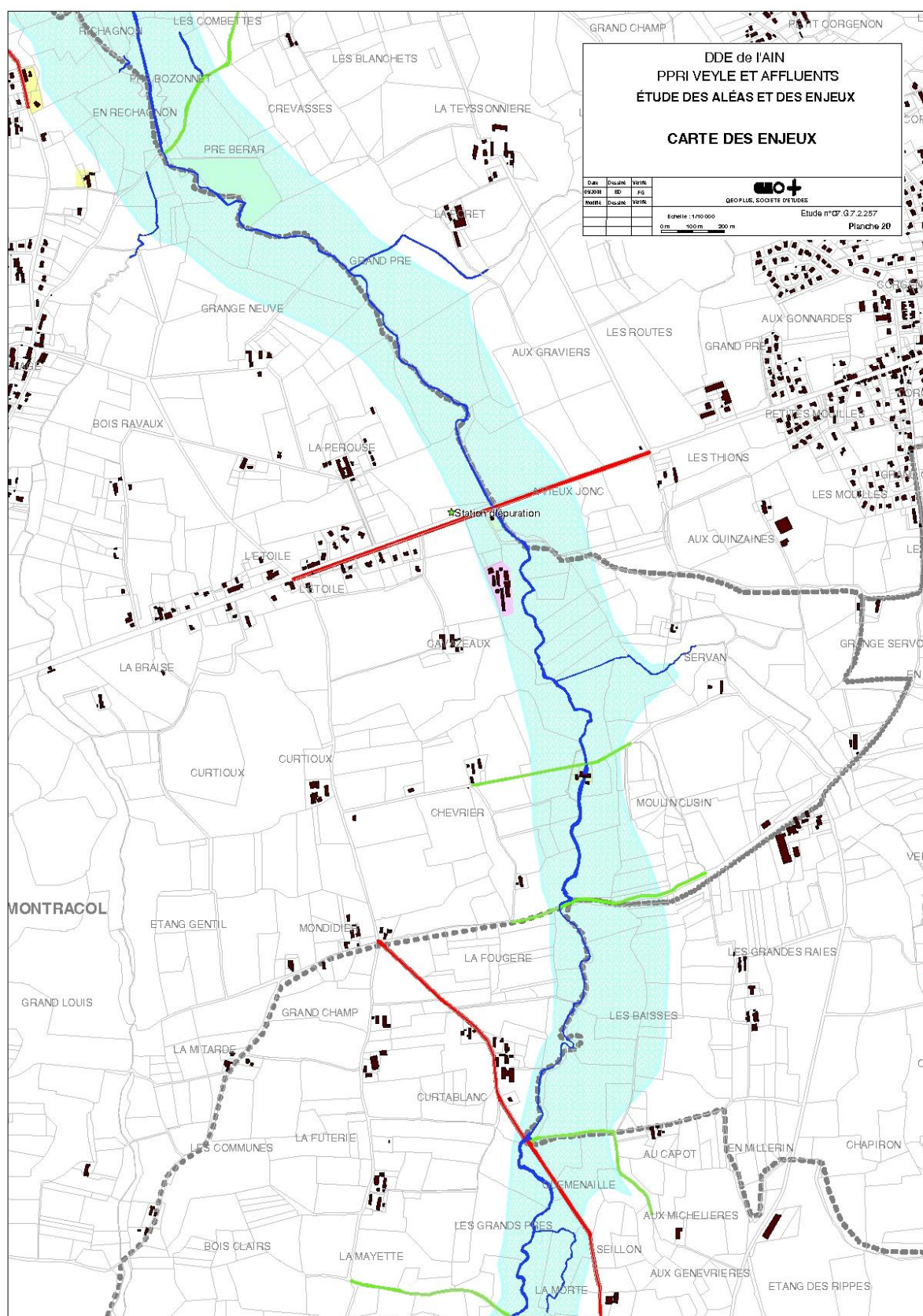
- l'intensité et la durée des précipitations,
- la surface et la pente du bassin versant,
- la couverture végétale et la capacité d'absorption du sol,
- la présence d'obstacles à la circulation des eaux.



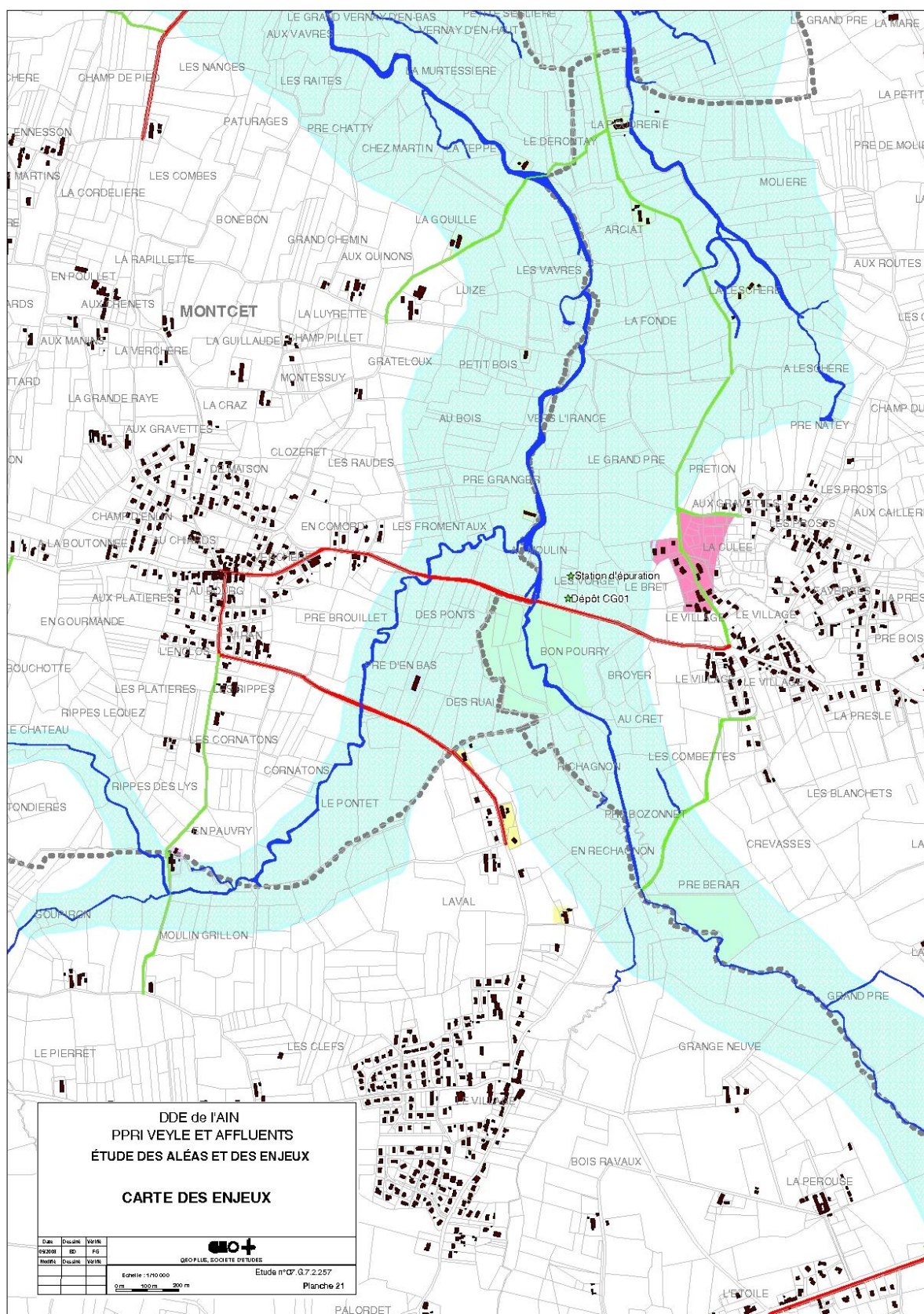
## Carte des enjeux (Veyle Aval Buellas)



## Carte des enjeux (Vieux Jonc)



## Carte des enjeux (Irance)



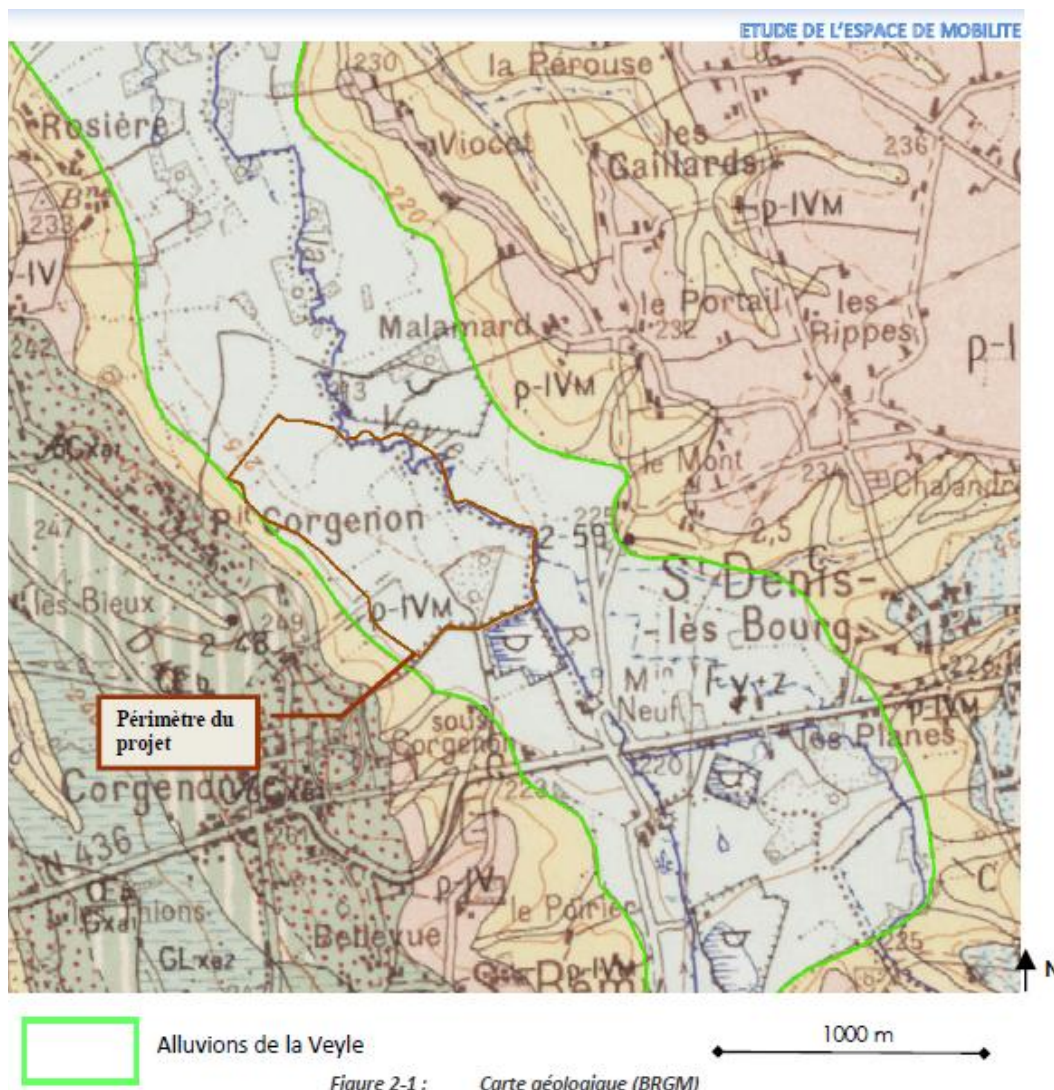
**Enjeux identifiés concernant les zones potentiellement inondables :**

- Des enjeux faibles mais enjeu de ne pas urbaniser des zones « à risques » (vulnérables) actuellement peu colonisées, qui correspondent dans le cas de Buellas à la zone d'expansion des crues

■ **Les risques d'inondations identifiés par l'étude hydraulique réalisée dans le cadre du projet d'extension de la carrière Granulats Vicat (juillet 2016)**

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une étude hydraulique. Elle a été menée par le cabinet HTV et a été rendue en octobre 2014, soit après les travaux de contournement de la Veyre réalisés en 2009.

Elle a été menée sur le périmètre d'étude suivant :



**Zone d'étude pour le projet d'extension de la carrière**  
Etude hydraulique – Cabinet HTV - 2016

Les objectifs sont les suivants :

- *étude de l'espace de mobilité*
- *analyse hydraulique (état actuel et état projet)*
- *dispositions constructives*

Dans le cadre du présent état initial de l'environnement du PLU, nous ne nous intéresserons qu'aux parties traitant du contexte initial et des enjeux du secteur étudié.

L'étude s'est appuyée sur des études antérieures :

- en 2003 par le cabinet BCEOM dans le cadre d'une étude du fonctionnement hydraulique de la Veyle et de ses affluents (Maîtrise d'Ouvrage : Syndicat Mixte Veyle Vivante) ;
- en 2008 par le cabinet GEO+ dans le cadre d'une étude pour l'élaboration des cartes d'aléas et des enjeux pour le PPRI (Plan de prévention du Risque Inondation) de la Veyle (Maîtrise d'Ouvrage : Direction Départementale des Territoires de l'Ain) ;
- en 2010 par le cabinet HTV dans le cadre d'une étude pour la protection contre les inondations du bourg de Mézeriat (Maîtrise d'Ouvrage : Syndicat Mixte Veyle Vivante et Direction Départementale des Territoires de l'Ain).

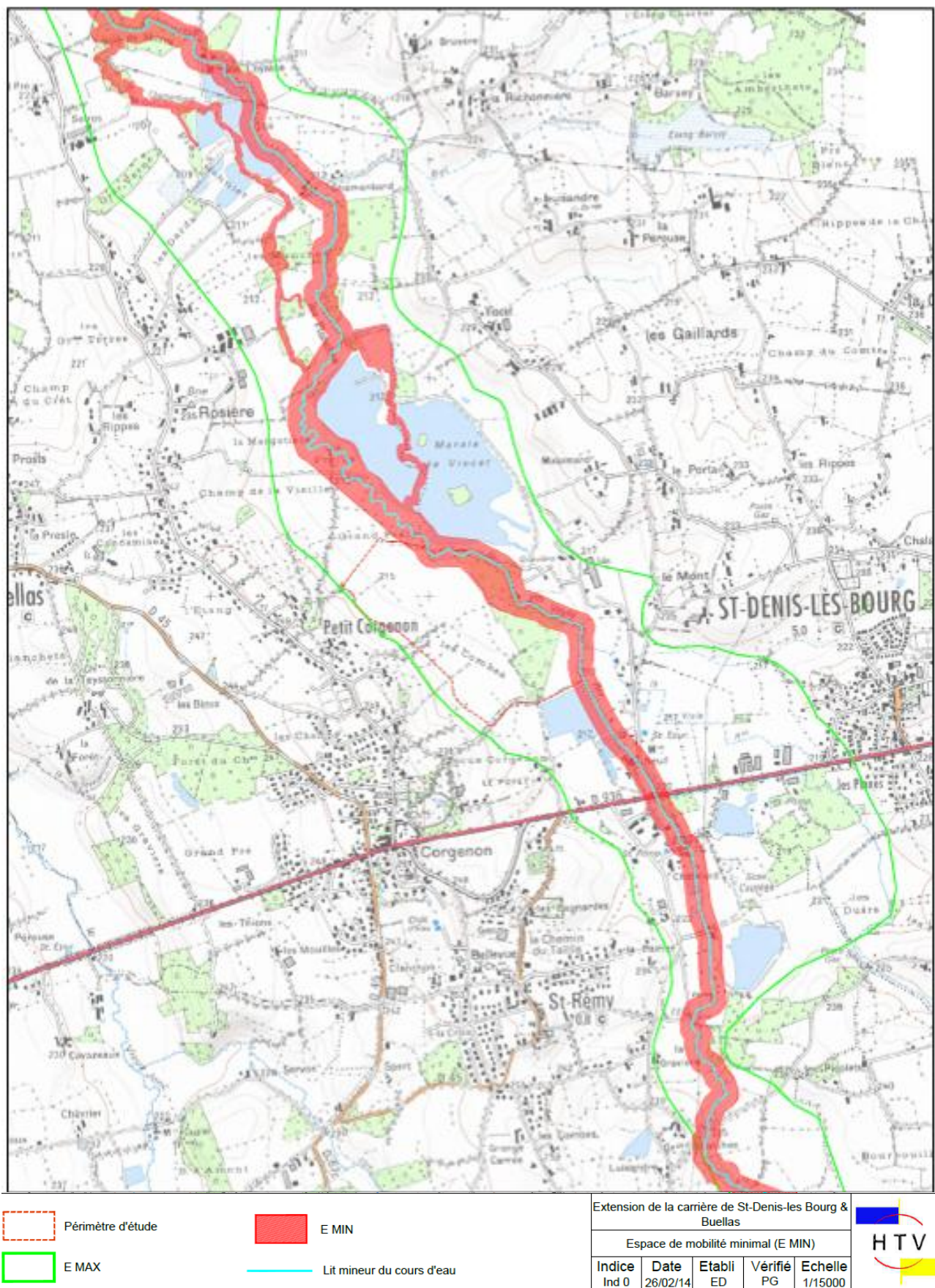
### **Etude de l'espace de mobilité :**

**L'étude mobilité a pour objet de définir la fonctionnalité de la rivière**, l'espace de mobilité correspondant à la zone de divagation du lit du cours d'eau.

Elle a permis de définir trois périmètres sur la base de la méthode du guide technique n°2 de l'agence de l'eau RMC :

- espace de mobilité maximale : EMAX ; il correspond à l'espace de mobilité maximal théorique basé sur l'amplitude du corps sédimentaire mobilisable en fond de vallée ; l'EMAX correspond à l'emprise des alluvions modernes ; il correspond à l'espace idéal mobilisable à l'échelle de temps géologique (la largeur de la vallée est de l'ordre de 900 m au droit du site étudié).
- espace de mobilité fonctionnel : EFONC ; il correspond au mieux à la définition de l'espace de mobilité : « *Espace du lit majeur à l'intérieur duquel le ou les chenaux fluviaux assurent des translations latérales pour permettre une mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement optimum des écosystèmes aquatiques et terrestres* » ; il combine notamment l'enveloppe d'évolution historique de la rivière et l'érodabilité des berges à 50 ans.
- espace de mobilité minimal : EMIN ; il correspond à l'EFONC auquel on ajoute les contraintes anthropiques ; tel que le définit l'étude, l'EMIN serait de 30 m de part et d'autre de la rivière, sauf au niveau des méandres d'un petit bois.

**Mais l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié par arrêté du 24/01/2001, impose une contrainte de distance réglementaire minimale, définie en fonction de la cartographie du lit de la rivière. Elle est ici pour la Veyle de 50 m, donc plus grande que l'EFONC. Elle s'impose donc à lui et l'EMIN devient 50 m.**



Carte de l'EMIN et de l'EMAX – HTV 2016 (étude Granulats Vicat)

L'analyse historique montre :

- une stabilité de la Veyre à l'amont du périmètre du projet dû à l'anthropisation du milieu
- une zone de divagation en amont de la gravière actuelle dans une zone boisée.

### **Analyse hydraulique :**

Cette étude a permis de modéliser les conditions d'écoulement en crue. La zone inondable en crue centennale avait été établie en 2008 par l'étude menée par le bureau Géo + (voir à ce sujet la partie précédente).

Mais compte tenu des variations de géométrie résultant des travaux sur la Veyre et sur le site de la carrière, la zone inondable en crue centennale a été redéfinie sur un linéaire de 2.5 km de part et d'autre du site VICAT.

La carte suivante présente la zone inondable PPRi en amont et en aval de la zone d'étude (bleu clair), la zone inondable HTV sur la zone d'étude (bleu foncé) et les principaux débordements en lit majeur.

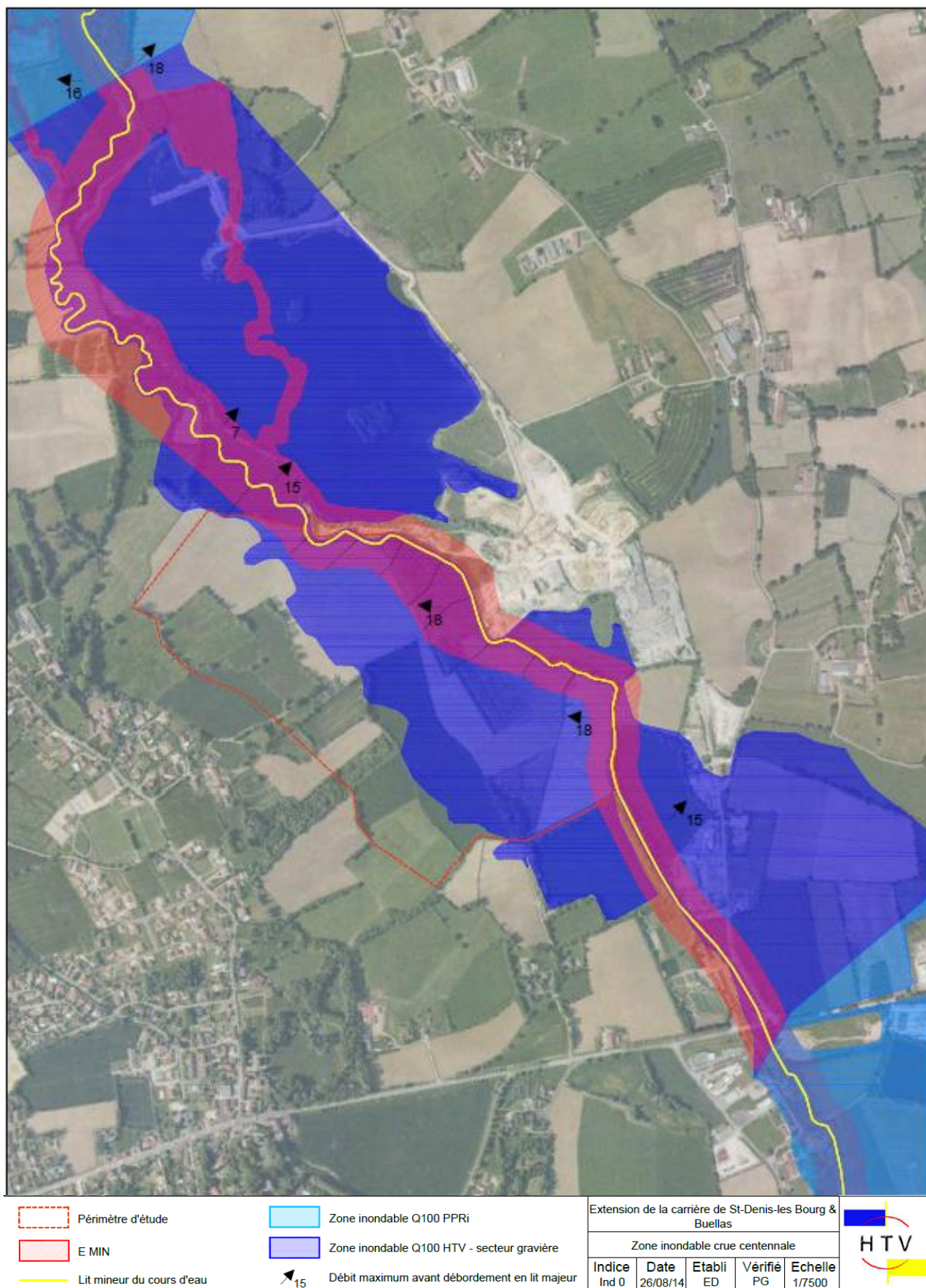
L'étude indique qu'au droit du périmètre du projet, le débit maximal admissible en lit mineur est de 15 m<sup>3</sup>/s. Au-delà, des débordements se produisent en lit majeur gauche dans le périmètre du projet. Pour une crue centennale, des débordements représentant un débit de 30 m<sup>3</sup>/s traversent le périmètre du projet pendant une période de 51 h.

L'étude identifie deux pincements (en amont du périmètre du projet entre la digue de l'étang et le site Vicat et en aval du périmètre du projet entre le talus naturel côté Ouest et la berge rive droite côté Est longeant la gravière actuelle).

Ils font office de verrou hydraulique en période de crue : les niveaux d'eau à l'amont de ces pincements ne sont pas influencés par les conditions aval.

#### **Enjeux identifiés du projet d'extension de carrière vis-à-vis des risques d'inondation :**

- Risque potentiellement amplifié si atteinte de l'espace de mobilité et modification de la géométrie de fond de vallée (modification de l'écoulement des eaux en crue) :
  - lors de l'exploitation
  - selon le scénario de remise en état.



**Zone inondable crue centennale à l'état actuel – HTV 07/2016 (étude Granulats Vicat)**

## 7.1.2 Les risques liés aux mouvements de terrains

### ■ Risques liés aux mouvements de terrain sur la commune

La base de données « mouvement de terrain » (Géorisques) n'identifie pas de mouvement de terrain, ni d'études réalisées.

La base de données « cavités souterraines » (Géorisques) n'identifie pas de cavité.

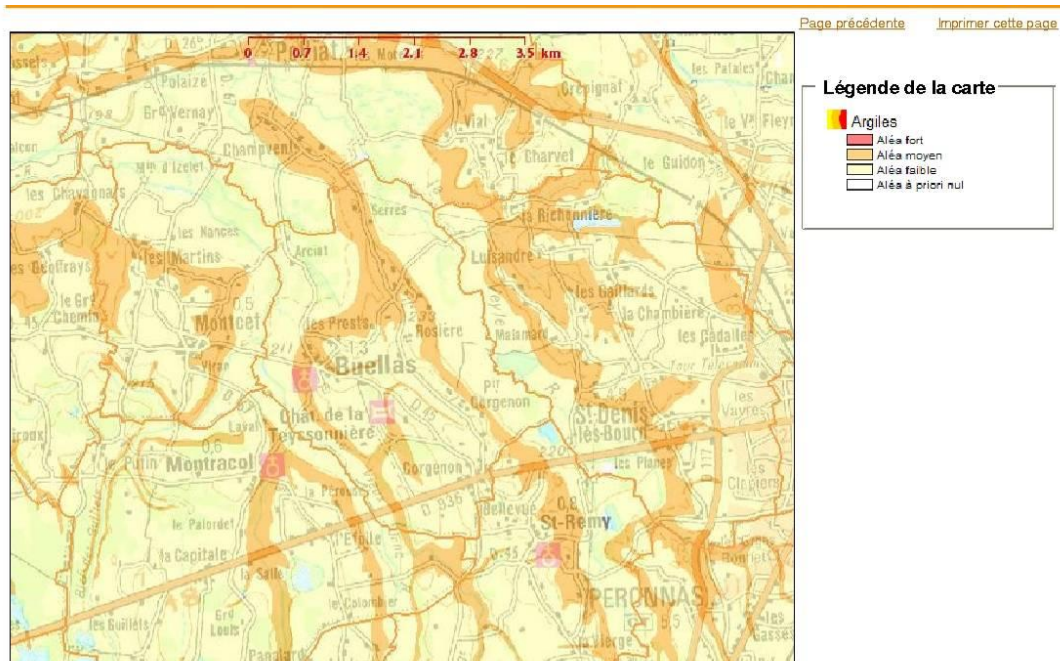
En revanche, **la commune est concernée par l'aléa de retrait-gonflement des argiles.**

Les sols argileux voient leur consistance se transformer en fonction de leur teneur en eau, ce qui se traduit par un phénomène de retrait et de gonflement du sol : en période sèche, le sol se rétracte, et en période pluvieuse, le sol gonfle, occasionnant des variations de volumes préjudiciables aux constructions.

D'une manière générale, la manifestation des dégâts peut être des fissurations en façade, des décollements entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), une distorsion des portes et fenêtres, une dislocation des dallages.

La cartographie a pour intérêt de délimiter les zones qui sont à priori sujettes au phénomène de retrait gonflement et de hiérarchiser ces zones selon un degré d'aléa croissant.

**La commune de Buellas se trouve dans un secteur d'aléa faible à moyen.** Dans les zones où l'aléa est faible, cela signifie que la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable). Les zones d'aléas moyens correspondent à des zones intermédiaires entre les situations extrêmes (zones d'aléas faibles et forts). La probabilité de survenance d'un sinistre y est plus élevée et l'intensité des phénomènes attendus plus forte. **Pour toute construction, une étude géotechnique est recommandée**, afin d'en définir les caractéristiques techniques.



Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles - BRGM

**Enjeu identifié :**

- Enjeu dans les zones d'aléas moyen (le bourg) : anticiper le risque en cas de construction (par une étude de sol)

■ **Focus sur la zone d'extension potentielle de la carrière (étude de stabilité réalisée par Equaterre pour la société Granulats Vicat – 07/2015)**

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une étude de stabilité. Elle a été menée par le bureau d'études Equaterre et a été rendue en juillet 2015.

Elle a été menée sur la zone d'étude suivante (ci-dessous en rouge).



**Zone d'étude - Etude de stabilité – Equaterre – 07/2015**

L'étude vise à vérifier les aléas géologiques suite de l'extension d'une carrière à matériaux :

- par une analyse morpho-topologique
- par une enquête géologique et hydrogéologique
- par une analyse spécifique de stabilité du coteau du petit Corgenon

Dans le cadre du présent état initial de l'environnement du PLU, nous ne nous intéresserons qu'aux deux premiers points précités.

**Analyse morpho-topologique :**

La future extension de la carrière à matériaux est située dans une morphologie de fond de vallée péri alpine, au pied d'un coteau dit du petit Corgenon.

Le coteau présente une pente douce (9-10%) et est traversé par un talweg principal (*en bleu sur la carte ci-dessus*) et par plusieurs petits talwegs (*en vert sur la carte ci-dessus*).

**Le coteau comme ses talwegs ne présentent pas de signe d'instabilités.**

### **Enquête géologique et hydrogéologique**

Un projet situé en **contexte géologique alluvionnaire** de fond de vallée (formation récente) reposant sur des formations plus anciennes.

D'après les sondages réalisés à ce jour au droit de la future extension de la carrière et les données du BRGM, la synthèse géologique fait état d'une homogénéité du site en plan et d'une constitution verticale composée ainsi :

- Horizon de couverture à dominante argilo-limoneuse sur 0.5 à 3.0 m d'épaisseur environ.
- Graves argilo-sableuses (alluvions de la Veyle) présentées uniquement au pied du coteau jusqu'à -12.0 m à -15.0 m de profondeur/TN
- Graves argileuses (marne de Bresse) présentent sur les pentes du coteau et sous les alluvions de la Veyle au-delà.

L'eau sur le site s'exprime par deux complexes différents :

- Des circulations de versant avec une vidange de la nappe de saturation présente sur le plateau des Dombes.
- Une nappe libre présente entre -1.5 et -2.2m/TN au droit de la future extension.

#### **Enjeu identifié :**

- Enjeu lié à la stabilité des sols du coteau du Petit Corgenon

### **7.1.3 L'aléa sismique**

Le séisme ou tremblement de terre provient de la fracturation brutale des roches en profondeur ; celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint.

Afin d'améliorer la prise en compte du risque sismique dans les constructions conformément à «l'Eurocode 8», le nouveau zonage sismique réglementaire est entré en vigueur en France le 1er mai 2011 (Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010).

Les nouvelles règles de construction parasismiques ainsi que le nouveau zonage sismique (qui modifient les articles 563-1 à 8 du Code de l'Environnement) sont entrés en vigueur à compter du 1er mai 2011. **La commune de Buellas est classée en aléa sismique faible (zone 2).** Elle est alors soumise aux règles de construction correspondantes.

Les nouvelles règles parasismiques sont applicables lors de la construction de bâti nouveau de catégories d'importance III et IV dans la zone de sismicité 2, et de catégories d'importance II, III et IV dans les zones de sismicité 3, 4 et 5. D'autre part, elles sont également applicables aux bâtiments existants dans certaines conditions, notamment à l'occasion de certains travaux importants. L'article 3

de l'Arrêté du 22 octobre 2010 précise les types de modification qui imposent des règles aux bâtiments existant modifiés. Les installations de type nucléaire, barrages, ponts, industries SEVESO font l'objet d'une réglementation parasismique particulière.

Catégories d'importance	Description	Exemples
<b>I</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée</li> </ul>	Hangars, bâtiments agricoles
<b>II</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Habitations individuelles</li> <li>Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5</li> <li>Habitations collectives de hauteur inférieure à 28m</li> <li>Bureaux ou bâtiments à usage commercial non ERP, h ≤ 28m, max. 300 personnes</li> <li>Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 pers.</li> <li>Parcs de stationnement ouverts au public</li> </ul>	Maisons individuelles, petits bâtiments
<b>III</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>ERP de catégories 1, 2 et 3</li> <li>Habitations collectives et bureaux, h &gt; 28m</li> <li>Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes</li> <li>Établissements sanitaires et sociaux</li> <li>Centres de production collective d'énergie</li> <li>Établissements scolaires</li> </ul>	Grands établissements, centres commerciaux, écoles
<b>IV</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public</li> <li>Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage de l'eau potable, la distribution publique de l'énergie</li> <li>Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne</li> <li>Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise</li> <li>Centres météorologiques</li> </ul>	Protection primordiale : hôpitaux, casernes...

**Extrait du nouveau corpus réglementaire parasismique, classification des bâtiments** (arrêté du 22/10/2010) – Source : Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, 29/06/2011, [www.planseisme.fr](http://www.planseisme.fr)

#### Enjeux identifiés :

- Pas d'enjeu sismique majeur
- Règles de constructions parasismiques qui concernent sur Buellas les grands équipements

### 7.1.3 Les arrêtés de catastrophe naturelle

La commune de Buellas a été reconnue en état de catastrophe naturelle pour les événements qui suivent :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
<b>Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse</b>	01/06/1989	31/12/1990	28/03/1991	17/04/1991
<b>Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols</b>	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004

## 7.2 Risques technologiques

### 7.2.1 Le transport de matières dangereuses

- *Voir également à ce sujet l'annexe des servitudes d'utilité publique.*

Une matière dangereuse est une substance qui peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou encore par la nature des réactions qu'elle est susceptible de provoquer. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.

On peut observer 4 types d'effets qui peuvent être associés :

- les effets thermiques, liés à une combustion d'un produit inflammable ou à une explosion ; il en résulte des brûlures plus ou moins graves ;
- les effets mécaniques, liés à une surpression, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion ; il en résulte des lésions aux tympans, poumons...
- les effets toxiques ; ils résultent de l'inhalation, de contact ou d'ingestion d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, acides, etc.), suite à une fuite sur une installation. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux ;
- les effets dus aux substances radioactives liés aux rayonnements ionisants qui peuvent atteindre tous organes ou organismes vivants.

**L'extrême Sud du territoire de Buellas est traversé par la canalisation de transport de gaz naturel BOURG-EN-BRESSE-CRECHES-SUR-SAONE**, antenne Bourg, de diamètre nominal 80 mm et de pression maximale en service 67,7 bar (d'est en ouest de la commune) **déclarée d'utilité publique** par arrêté du 02/12/1960. **Celle-ci fait l'objet de la servitude d'utilité publique I3** (voir carte ci-après). Le service gestionnaire est GRT gaz.

GRT gaz a fait savoir à la commune par courrier en date du 23/12/2016, que cet ouvrage, mis à l'arrêt définitif d'exploitation, impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'implantation et de passage.

Dans le cas général, est associée à cet ouvrage, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable de 4 mètres de largeur totale (2 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation)).

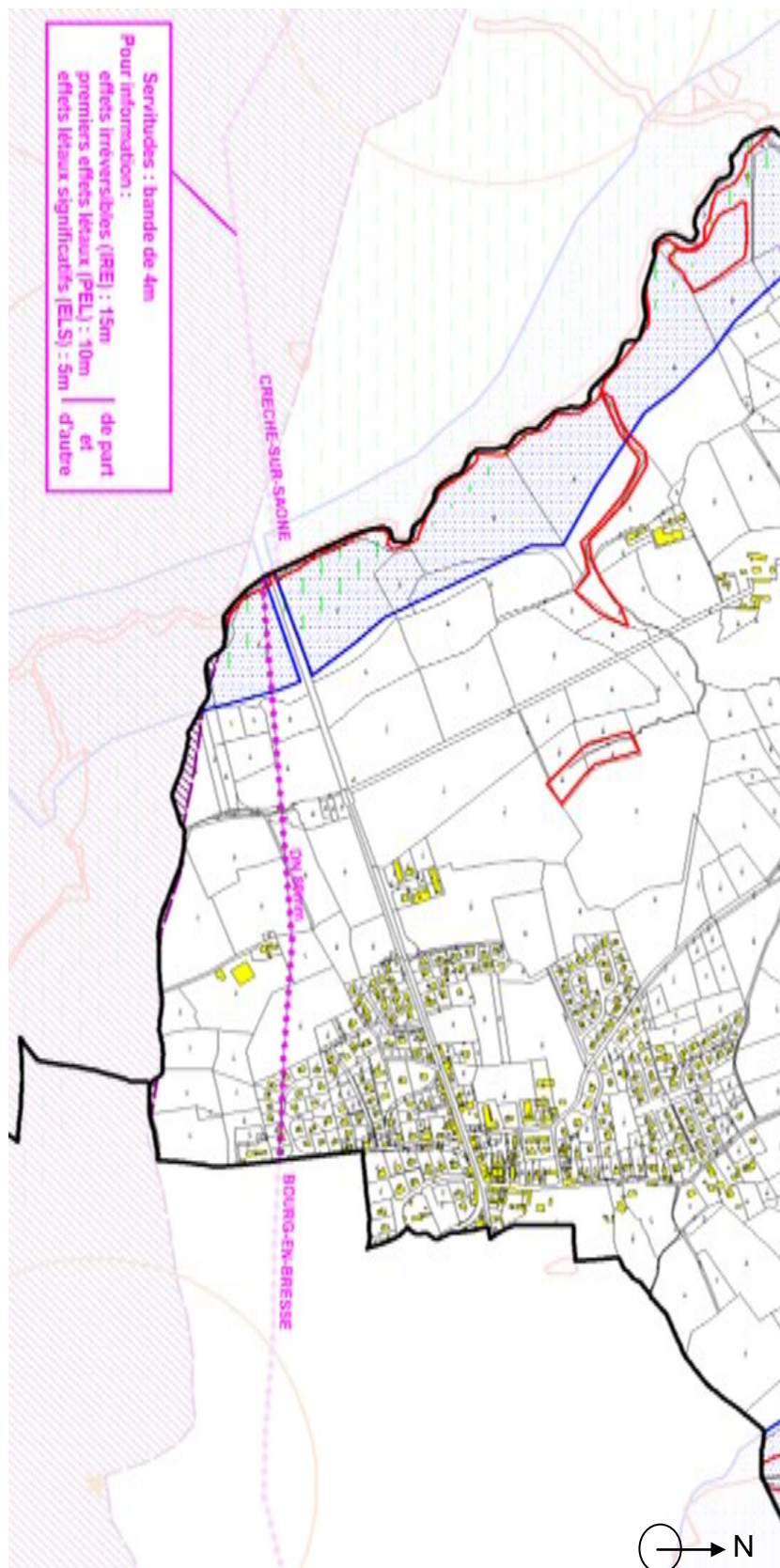
Dans une bande de servitudes faibles (ou bande large) GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations.

Par arrêté préfectoral en date du 14/11/2016, le préfet a porté à la connaissance de la commune de Buellas, des nouvelles servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Les contraintes d'urbanisme induites par ces SUP sont du même ordre que celles déjà préconisées dans le porter à connaissance relativement aux canalisations de transport de matières dangereuses et s'inscrivent dans leur continuité.

**Enjeux identifiés :**

- Interdiction de construction de certains équipements au titre de la SUP



Tracé de la canalisation de gaz - Extrait du plan des SUP – Préfecture de l'Ain - 09-2015

## 7.2.2 Les lignes électriques

Les lignes HTB (à haute et très haute tension) sont des ouvrages spécifiques soumis à des règles techniques propres (arrêté ministériel technique) et dont leurs abords doit faire l'objet d'un entretien particulier afin d'assurer la sécurité des tiers (élagage, abattage d'arbres). En cela leur accès doit être préservé.

La commune est également concernée par les risques technologiques liés à la **ligne électrique aérienne à haute tension 63 kV FLEYRIAT-POLIAT 1**. Elle fait l'objet d'une servitude d'utilité publique I4 (voir carte ci-après). Le service gestionnaire est RTE.

Au titre de cette servitude :

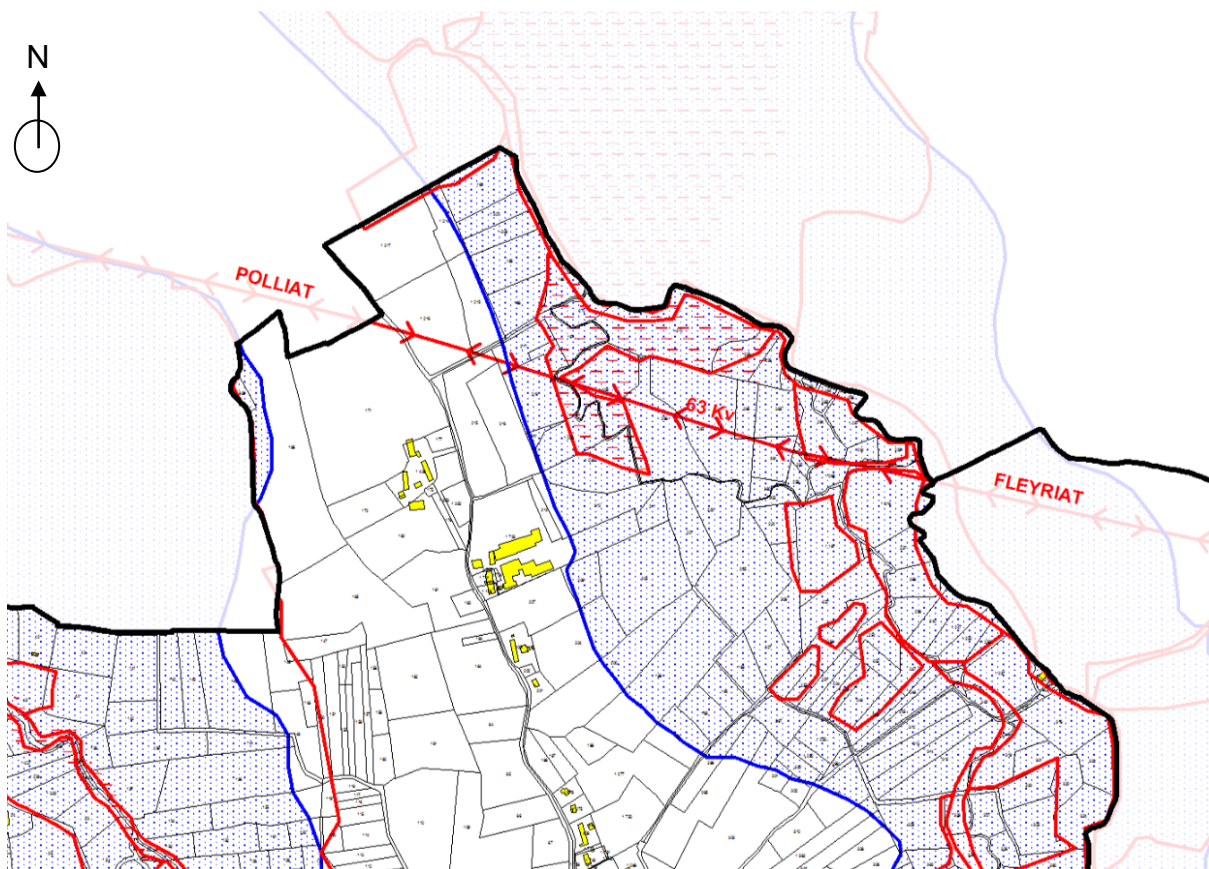
- RTE dispose de prérogatives pour divers interventions sur ligne (établir des supports et ancrages pour lignes aériennes en domaine public et privé, faire passer les conducteurs au-dessus des propriétés, procéder à l'élagage et abattage nécessaire...)
- L'accès aux agents pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations doit être laissé libre
- RTE doit être consulté pour toute demande d'autorisation d'urbanisme dans une bande de 100 mètre de part et d'autre de la ligne (pour vérifier de la compatibilité du projet avec les règles de l'arrêté ministériel technique)
- RTE doit être consulté avant l'élaboration d'un projet ou de travaux (sauf travaux agricoles de surface) à proximité de la ligne ; s'ils se trouvent dans la zone d'implantation de l'ouvrage, ils doivent faire l'objet d'une déclaration de projet de travaux et d'une déclaration d'intention de commencement de travaux par le maître d'ouvrage.
- RTE doit être consulté pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres et taillis
- Il n'est pas possible d'inscrire un espace boisé classé, incompatible avec la servitude. La largeur à déclasser sous les lignes est de 30 m de part et d'autre de l'axe de la ligne.

Par un courrier du 6 mai 2015 transmis à la DDT de l'Ain dans le cadre du porter à connaissance pour la révision du PLU, **RTE informe que Buellas est concernée par le projet Fleuriat-Polliat consistant en la reconstruction de la ligne aérienne en ligne souterraine.**

A noter, dans le cadre du projet de déplacement de l'activité de carrière, Granulats Vicat a demandé à EDF le déplacement d'une ligne électrique. Celle-ci ne fait pas l'objet d'une SUP.

### Enjeux identifiés :

- Mention doit être faite dans le règlement (cf courrier RTE)
- Interdiction de construction de certains équipements au titre de la SUP



**Tracé de la ligne électrique aérienne à haute tension - Extrait du plan des SUP –**  
Préfecture de l'Ain - 09-2015

### 7.2.3 Les installations classées pour la protection de l'environnement

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée.

**Le territoire communal présente une d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) :**

Etablissement	Activité	Date autorisation	Régime
Brevet Michel	Exploitant agricole - Elevage	-	Autorisation
GAEC de la Petite Serre	Exploitant agricole - Elevage	-	-
Blanc Jean-Claude	Exploitant agricole - Elevage	-	-
GAEC du petit Corgenon – C. Clerc	Exploitant agricole - Elevage	-	-
GAEC de la Combre de Rosière – D. Curt	Exploitant agricole - Elevage	-	-

Par ailleurs, M. Jean-Yves Loisy est soumis au règlement sanitaire départemental.

**Le territoire communal de Saint-Denis-les-Bourg en présente plusieurs**, à proximité du territoire communal de Buellas (chemin de la gravière).

Eu égard à leur emplacement, les enjeux pour la commune de Buellas peuvent concerner les nuisances pour les riverains de Corgenon.

Il s'agit des établissements suivants :

Etablissement	Activité	Date autorisation	Régime
Colas Rhône-Alpes Auvergne	Génie civil	18/10/1996	Autorisation
Granulats Vicat	Autres industries extractives	12/04/1999	Autorisation
Granulats Vicat	Autres industries extractives	05/07/2011	Autorisation
Groupeement des Enrobés Ain (GEA)	Fabrication autres produits minéraux non métalliques	08/05/1992	Autorisation

Granulats Vicat possède un projet d'extension de la carrière sur le territoire de Buellas. Le PLU fait l'objet en partie à ce sujet, d'une évaluation environnementale.

L'installation Granulats Vicat ayant eu son autorisation le 05/07/2011 a fait l'objet d'une visite approfondie en juillet 2015 et d'un rapport d'inspection qui ne fait pas état de risques graves pour l'environnement (n'a pas donné lieu à des suites immédiates ou propositions de sanctions).

La présente évaluation environnementale du PLU aborde notamment les points suivants :

- l'état d'avancement de la remise en état actuelle du site : voir à ce sujet la partie Sols et sous-sols
- les nuisances apportées à la population (bruit, poussières) : voir à ce sujet la partie dédiée aux nuisances.

Pour l'établissement GEA, il n'existe pas de fiche d'émissions polluantes. En outre, les activités consistent en procédés de chauffage, installations de combustion, dépôt de goudrons, matières bitumineuses, centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, dépôt de liquides inflammables.

On peut légitimement penser que ces activités, qui ont été autorisées, respectent la réglementation en matière de protection des populations.

#### **Enjeux identifiés :**

- **Aucun, le risque est « maîtrisé »**
- **A Buellas les pollutions et nuisances sont apportées par l'activité agricole.**  
Trois exploitations se localisent à proximité du tissu urbain existant : application de la réciprocité (GAEC du Petit Corgenon de M. Christian Clerc, EARL Brevet de M. Michel Brevet et GAEC de la Combe Rosière de M. Curt).

## 8. NUISANCES ET DECHETS

---

Voir aussi à ce sujet la partie précédente sur les ICPE.

### 8.1 Bruit

La loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992 stipule dans son article 1<sup>er</sup> :

*« Les dispositions de la présente loi ont pour objet, dans les domaines où il n'y est pas pourvu, de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions, des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement. »*

Les effets du bruit sur la santé sont multiples. Il empêche le repos, diminue les facultés de concentration, provoque la fatigue physique et le stress psychique et peuvent causer des effets irréversibles sur l'ouïe.

#### 8.1.1 Bruit lié aux infrastructures routières

La commune de Buellas est concernée par le **classement sonore des infrastructures de transports terrestres, pour la RD 936**.

*Dans chaque département, le préfet est chargé de recenser et de classer les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques acoustiques et du trafic (articles L 571-10 et R571-32 à R571-43 du code de l'environnement).*

*Les infrastructures de transports terrestres sont classées en 5 catégories, la catégorie 1 étant la plus bruyante. A chaque catégorie est associée une largeur de secteur affecté par le bruit et un niveau sonore à prendre en compte par les constructeurs pour les isollements de façade à mettre en œuvre.*

*Les infrastructures concernées sont :*

- *les voies routières recevant plus de 5000 véhicules par jour en moyenne annuelle,*
- *les voies ferrées interurbaines assurant un trafic de plus de 50 trains par jour en moyenne annuelle,*
- *les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines dont le trafic moyen journalier est supérieur à 100 autobus ou trains.*

*Le secteur affecté par le bruit est une zone qui s'étend de part et d'autre d'une infrastructure classée. La largeur maximale du secteur dépend de la catégorie de voie : de 10 m pour la catégorie 5 jusqu'à 300 m pour la catégorie 1.*

*La largeur du secteur se calcule à partir du bord de la chaussée de la voie routière ou du rail extérieur de la voie ferrée.*

*Dans cette zone, la construction des bâtiments sensibles est soumise à un isolement acoustique renforcé.*

Les bâtiments concernés sont les bâtiments nouveaux : bâtiments d'habitation, établissements d'enseignement, bâtiments de santé de soins et d'action sociale, bâtiments d'hébergement à caractère touristique.

Le classement n'engendre pas d'inconstructibilité. Il a pour effet d'affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction d'un bâtiment sensible érigé dans un secteur de nuisance sonore. En ce sens, l'isolement requis est une règle de construction à part entière, dont le non respect engage la responsabilité du titulaire du permis de construire.

Les prescriptions d'isolement acoustique à prendre en compte afin de prévenir de nouvelles nuisances, lors de la construction de bâtiments nouveaux à proximité des voies existantes sont définies par l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, et par les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement et de santé et les hôtels. Elles doivent être respectées par les constructeurs (maîtres d'œuvre, entreprises de construction, etc.) des bâtiments concernés (habitation, hôtel, établissement d'enseignement, établissement de soin et de santé) dans le cadre des contrats de construction.

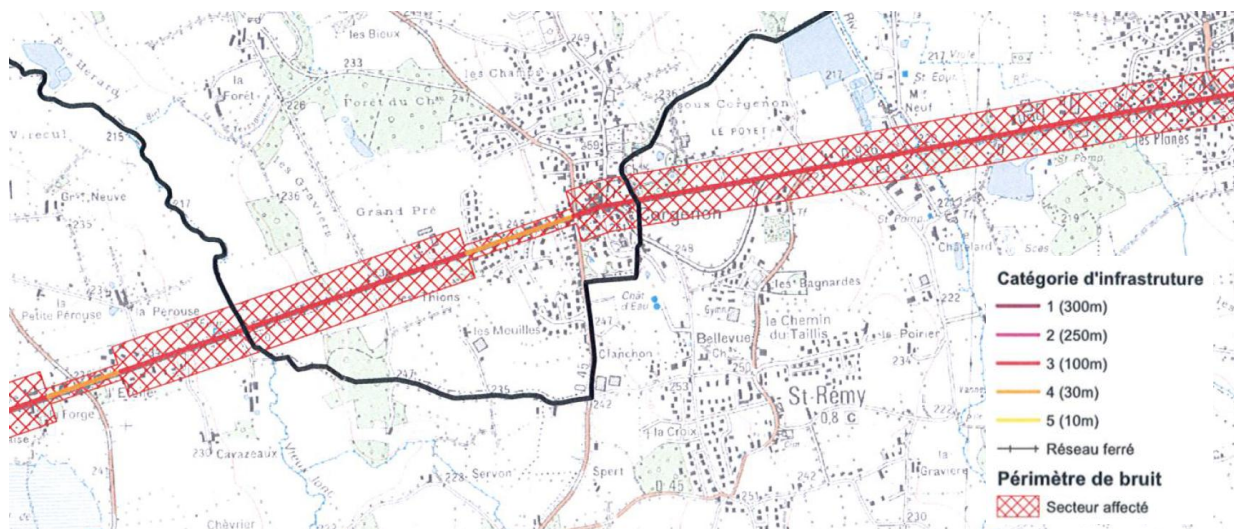
Le classement sonore des infrastructures routières et ferroviaires (de 1999) a été révisé pour tenir compte notamment des modifications sur les réseaux routier et ferroviaire et des évolutions de trafic.

La commune de Buellas est concerné par les tronçons 11, 12 et 13 de la RD 936, classés respectivement en catégories 3, 4 et 3 et générant des largeurs des secteurs affectés par le bruit de 100 m, 30 m et 100m.

Le secteur de Corgenon est concerné.

Voie	Nom du tronçon	Débutant	Finissant	Tissu	Catégorie	Largeur des secteurs Affectés par le bruit	Communes traversées par le classement
D936	7	PR 31+485	PR 39+629	Tissu ouvert	3	100	Chanoz-Châtenay, Neuville-les-Dames, Chanoz, Chaveyriat, Condeissiat, Montracol
	8	PR 39+629	PR 39+930		4	30	Montracol
	9	PR 39+930	PR 41+236		3	100	Montracol
	10	PR 41+236	PR 41+514		4	30	Montracol
	11	PR 41+514	PR 42+921		3	100	Montracol, Buellas
	12	PR 42+921	PR 43+375		4	30	Buellas
	13	PR 43+375	PR 45+874		3	100	Buellas, Saint-Rémy, Saint-Denis-lès-Bourg,
	14	Av Des Sports (PR 48+900)	Rue de la Croix Blanche (PR 50+390)		4	30	Bourg-en-Bresse
	15	Rue de la Croix Blanche (PR 50+390)	PR 55+137		3	100	Bourg-en-Bresse, Jasseron
	16	PR 55+137	PR 55+540		4	30	Jasseron

**Extrait du tableau de classement** (routes départementales) – annexe 3 de l'arrêté du 09/09/2016



**Extrait de la carte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres –**  
arrêté préfectoral du 09/09/2016

Il est rappelé que les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

A titre de prévention, l'éloignement des zones constructibles par rapport à cette voie est recommandé.

### 8.1.2 Bruit lié à l'activité de carrière actuelle (rapports de mesurage)

L'activité extractive actuelle engendre des nuisances sonores liées aux installations extractives, mais aucune sur Buellas du point de vue du transport routier car les matériaux extraits sont acheminés vers les installations par bandes transporteuses.

La société SATMA a établi pour Granulats Vicat plusieurs rapports de mesurage des niveaux sonores liés à l'activité de la carrière, dont le dernier a été produit le 11/05/2016 pour la partie extraction d'une partie, et la partie installation d'autre part.

En vertu de l'arrêté du 22 septembre 1994, « *un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture du site pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées* ».

La carrière de St-Denis mesure les émissions sonores tous les 3 ans (source : présentation de la carrière – 15 avril 2013).

Objectif de l'étude : *quantifier, en période diurne, le bruit résiduel et le bruit ambiant en zone à émergence réglementée (zone occupée par des riverains) et le bruit ambiant en limite de propriété du site.*

Les seuils sont fixés par deux arrêtés préfectoraux, issus de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, lui-même issu de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.

Ainsi, l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral autorisant l'extraction du 05/07/2011 rappelle que l'activité a lieu de 7h à 19h et stipule que les émissions sonores émises par la carrière ne doivent pas conduire à une émergence supérieure aux valeurs suivantes, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
<b>Supérieur à 45 dB (A)</b>	<b>5 dB (A)</b>

De plus, le niveau de bruit en limite de copropriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A).

Et l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral autorisant l'extraction du 12/04/1999 stipule que les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété et les émergences dans les zones réglementées durant les différentes périodes de la journée sont :

Période	Emergences admissibles	Niveaux limites admissibles
<b>Jour : 7h à 22h</b>	<b>+ 5 dB (A)</b>	<b>60 dB (A)</b>
Nuit : 22h à 7h Dimanches et jours fériés	+ 3 dB (A)	45 dB (A)

La méthode de mesure a été celle de l'expertise au sens de la norme NFS 31-010.

Les mesures ont été prises en mars 2016, dans des conditions de fonctionnement habituel du site (les mesures du bruit résiduel ont été réalisées après arrêt de la dragline).

Les conditions météorologiques étaient les suivantes :

- mesure du bruit ambiant : couvert, vent nul
- mesure du bruit de fond (ou bruit résiduel) : ensoleillé, vent nul.

Les points de mesures ont été localisés comme suit et donnent les résultats suivants.



Implantation des points de mesure du bruit relatif à l'activité d'extraction

➤ En limite de propriété :

Point	Indicateur retenu	Bruit ambiant mesuré en dBA	Bruit ambiant réglementaire en dBA	Dépassement du bruit ambiant réglementaire en dBA	Respect de la contrainte réglementaire
LP1	LAeq	47	70	0	Oui
LP2	LAeq	58	70	0	Oui

➤ En zone occupée par les riverains :

Point	Indicateur	Bruit ambiant mesuré en dBA	Bruit résiduel mesuré en dBA	Emergence mesurée en dBA	Emergence réglementaire en dBA	Respect de la contrainte réglementaire
ZER 3	LAeq	50.5	46	4.5	5	Oui
ZER 4	L50	36	35.5	0.5	6	Oui
ZER 5	L50	43	40.5	2.5	5	Oui



Implantation des points de mesure du bruit relatif aux installations

➤ En limite de propriété :

Point	Indicateur retenu	Bruit ambiant mesuré en dBA	Bruit ambiant réglementaire en dBA	Dépassement du bruit ambiant réglementaire en dBA	Respect de la contrainte réglementaire
Point 1	LAeq	50	60	0	Oui
Point 2	LAeq	50.5	60	0	Oui

➤ En zone occupée par les riverains :

Point	Indicateur	Bruit ambiant mesuré en dBA	Bruit résiduel mesuré en dBA	Emergence mesurée en dBA	Emergence réglementaire en dBA	Respect de la contrainte réglementaire
Point 2	LAeq	50.5	46	4.5	5	Oui

Le rapport conclut donc, pour la partie extractive comme pour la partie installation, que :

- les niveaux de bruit ambiant mesurés sont inférieurs aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral,
- les émergences mesurées sont inférieures aux émergences réglementaires.

**Enjeux identifiés concernant les nuisances liées au bruit :**

- Aucun enjeu supplémentaire concernant la RD 936
- Si l'activité de carrière actuelle respecte les réglementations, enjeu de l'extension de la carrière :
  - vulnérabilité du hameau du petit Corgenon par rapport à un projet d'extension plus proche que l'activité actuelle
  - émissions sonores liés aux engins si remblaiement

### 8.1.2 Vibrations liées à l'activité de carrière actuelle

La société Granulats Vicat n'utilise plus le tir de mines dans sa méthode d'extraction, auparavant source de vibrations pour les riverains.

Il n'existe donc aucun enjeu à ce sujet, pour le projet d'extension.

*A noter que les arrêtés préfectoraux autorisant l'installation et l'extraction rappellent les vitesses maximales autorisées et les mesures à mettre en œuvre pour limiter les vibrations (voir étude acoustique abordée précédemment).*

## 8.2 Retombées de poussières

### ■ Les risques sanitaires des retombées de poussières minérales (pour les riverains d'une carrière)

Sources :

*Document d'orientation sur les risques sanitaires liés aux carrières – BRGM / Ministère de l'Ecologie et du Développement durable – 2004*

*Carrières, poussière et environnement – UNICEM, UNPG – février 2011*

Au-delà de l'impact visuel, les retombées de poussières peuvent présenter des risques pour la santé publique du fait des émissions directes provenant des roches exploitées.

Leur teneur dans l'air et leur potentiel de danger pour la santé dépend de plusieurs facteurs :

- du mode d'exploitation de chaque carrière, de l'extraction à l'évacuation des matériaux (l'extraction alluvionnaire émet moins de poussières)
- des matériaux exploités (friabilité, niveau de toxicité potentiel)
- de la granulométrie des poussières (forme, diamètre, longueur)
- des exigences de qualité (dépoussièrément des matériaux)
- des conditions météorologiques

- de l'implantation du site

Si certaines substances présentent un danger avéré pour le personnel des carrières (existence de valeurs d'exposition professionnelles), les effets des poussières issues de l'exploitation de carrières ne sont pas clairement démontrés (les riverains ne font pas l'objet d'un suivi médical spécifique).

**Toutefois, certaines poussières peuvent avoir des effets respiratoires, cancérigènes, toxiques, causer des maladies fibrosantes**, selon les facteurs cités ci-dessus, la vulnérabilité des populations et la fréquence d'exposition.

Notons que les poussières peuvent aussi avoir des effets sur les milieux naturels tels que : altération de la synthèse chlorophyllienne, aspect poussiéreux des fruits, excès de poussières sur les milieux récepteurs des eaux de ruissellement.

### ■ Les émissions de polluants dans le BTP selon le SRCAE

Les activités de BTP et l'exploitation de carrière font l'objet d'une attention particulière au sein du SRCAE (Schéma régional climat air énergie) en raison de leurs émissions de polluants atmosphériques, et notamment les poussières.

Le SRCAE propose ainsi les orientations suivantes, en collaboration avec les filières professionnelles :

- affiner la connaissance des émissions diffuses et leur toxicité
- tester des méthodes d'abattement des particules et polluants et les quantifier.

Plus généralement, il s'agit d'identifier les bonnes pratiques de diminution des émissions à la source et de les développer.

### ■ Les mesures effectuées autour de la carrière de St-Denis-les-Bourg / Buellas

La société IGTA Prysm a établi pour Granulats Vicat un rapport d'essai et d'interprétation relatifs aux mesures de retombées de poussières réalisées du 16 février au 17 mars 2015.

Objectif de l'étude : *évaluer l'impact des retombées de poussières sur les zones avoisinantes.*

Un réseau de surveillance était existant, en vertu de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Cinq stations de mesures (plaquettes de dépôt) ont été disposées autour du site en fonction de la topographie, des vents dominants et du voisinage. Elles sont localisées sur la carte suivante.



### Plan de situation des plaquettes de dépôt de poussières du site de Saint-Denis-les-Bourg

Rapport d'interprétation – 04/2015 – ITGA Prysm

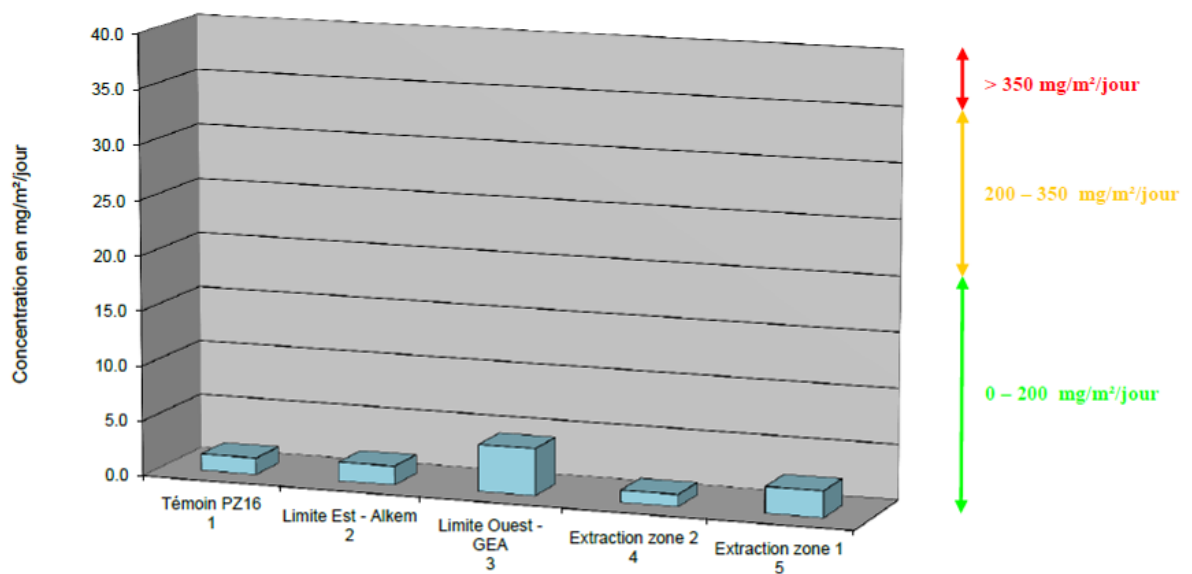
En absence de valeur limite réglementaire, un consensus s'établit autour de la valeur de référence de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour (en moyenne annuelle) fixée en Allemagne par le TA LUFT, complétée par une indication du niveau d'empoussièrément selon la règle suivante :

Classe	Valeur en mg/m <sup>2</sup> /jour	Code couleur
Empoussièrément faible	0 - 200	Vert
Empoussièrément moyen	200 - 350	Orange
Empoussièrément fort	> 350	Rouge

Les mesures ont été faites sur 29 jours à des conditions d'activité considérées comme « normales » et des conditions météorologiques plutôt humides.

Les résultats obtenus sur les cinq emplacements contrôlés varient entre 11,0 mg/m<sup>2</sup>/jour (station n°4 – Extraction zone 2) et 42,5 mg/m<sup>2</sup>/jour (station n°3 – Limite Ouest - GEA). Ils sont résumés dans la figure suivante.

A noter que l'emplacement témoin (station n°1 – PZ 16) est éloigné et n'est pas impacté par le site d'exploitation. Il sert de comparaison pour les 4 autres points de mesures.



**Résultats par station de mesure**  
Rapport d'interprétation – 04/2015 – ITGA Prysm

Les résultats montrent donc des retombées très inférieures :

- à la valeur de 350 mg/m²/jour considérée comme « valeur de référence »
- à la valeur de 200 mg/m²/jour correspondant à un empoussièrément faible.

#### Enjeux identifiés :

- Si l'activité de carrière actuelle respecte les réglementations, enjeu de l'extension de la carrière : vulnérabilité du hameau du petit Corgenon dont des équipements sportifs présents

## 8.3 Déchets

### 8.3.1 Déchets ménagers

Le **plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés** (PDEDMA) a été approuvé par arrêté préfectoral le 12 juillet 2002.

Il définit les modes de collecte et de traitement des déchets.

Avec les Lois Grenelle de 2010 et 2011, un plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux doit être établi par le Département.

La démarche de révision du PDEDMA en plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux a été lancée en 2012 avec l'installation de la nouvelle commission consultative.

Le projet de plan a été soumis à enquête publique du 23 novembre 2015 au 8 janvier 2016. L'ensemble des documents, rapports, compte-rendus et arrêtés sont consultables sur le site du département de l'Ain.

**La collecte et le traitement des ordures ménagères relèvent de la compétence de Bourg-en-Bresse Agglomération**, qui dispose de l'ensemble de la compétence « déchets » (collecte traditionnelle, sélective, déchèterie et traitement).

La collecte des déchets ménagers non recyclables est assurée le mardi matin à Buellas par un prestataire privé.

La collecte sélective (déchets ménagers recyclables) est faite par apport volontaire.

Le traitement des déchets ménagers et assimilés est assuré par le syndicat mixte ORGANOM. L'élimination des ordures ménagères s'effectue par leur acheminement vers le centre d'enfouissement technique de la commune de Viriat.

De plus, trois déchèteries existent sur l'agglomération (à Bourg-en-Bresse, à Polliat et à Péronnas) ainsi qu'une ressourcerie (à Bourg-en-Bresse).

*Le porter à connaissance mentionne la connaissance par la DREAL de « l'existence d'une ancienne décharge fermée et partiellement réhabilitée sur la commune de Buellas ».*

*La commune a informé le bureau d'études qu'elle a été remblayée et plantée de bois en compensation du déboisement d'ORGANOM.*

### 8.3.2 Les déchets inertes<sup>4</sup> et leur valorisation

*Remarque préalable : le Schéma départemental des carrières de l'Ain n'autorise le remblaiement de carrière qu'avec des déchets inertes*

#### ■ Le Plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP de l'Ain

##### Cadre et objectifs

Le Grenelle de l'Environnement a également souhaité initier une nouvelle génération de **plans de prévention et de gestion des déchets du BTP** plus encadrés et dont la responsabilité de l'élaboration et du suivi a été transférée de l'Etat aux départements aux termes de la loi du 12 juillet 2010.

Ce plan est en cours d'élaboration par le département de l'Ain. Il sera soumis à enquête publique du lundi 29 février 2016 au jeudi 31 mars 2016. L'ensemble des documents, rapports, compte-rendus et arrêtés sont consultables sur le site du département de l'Ain.

Le projet de plan comporte :

- un état des lieux de la gestion des déchets issus du BTP
- un programme de prévention de ces déchets
- une planification de la gestion des déchets (inventaire prospectif quantitatif à 6 et 12 ans, objectifs et indicateurs pour la mesure de la valorisation des déchets, priorité à retenir pour l'atteinte des objectifs, types et capacités des installations à créer pour gérer les déchets inertes non dangereux et atteindre les objectifs).

Ses **objectifs** sont :

- développer la réduction à la source et le réemploi sur chantiers aux horizons 2022 et 2028
- encourager la réduction de la nocivité des déchets par la promotion des produits alternatifs ;
- améliorer la séparation des déchets non dangereux et des déchets dangereux afin de faciliter le traitement des déchets dangereux ;
- améliorer la traçabilité des déchets dangereux grâce aux « bordereaux de suivi des déchets dangereux ».

##### Eléments de définition

**La majorité des déchets du BTP sont des déchets inertes<sup>5</sup> issus :**

- **des chantiers du BTP** (professionnels et particuliers)
- **des sédiments de dragage (dragage des cours d'eau, canaux, ports ;** lorsqu'ils sont inertes, ils doivent être intégrés dans les capacités des installations à créer)<sup>6</sup>.

<sup>4</sup>Les déchets inertes sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et en produisent aucune autre réaction physique ou chimique avec l'environnement. Ils ne sont pas biodégradables et ne se décomposent pas au contact d'autres matières. Ce sont essentiellement des déchets minéraux (déblais, gravats, terres...) et ils constituent la majorité des déchets du BTP. *Source : [www.sindra.org](http://www.sindra.org)*

<sup>5</sup> Les déchets du BTP sont composés de déchets inertes (94% des déchets en 2011) déchets non dangereux (6%) non inertes et déchets dangereux (0,02%) – *Source : Projet de plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP de l'Ain*

Le projet de plan évalue le gisement en sédiments de dragage et conclut que leurs « *volumes dans l'Ain ne représentent pas un enjeu et sont quasi exclusivement conservés dans le milieu naturel*<sup>6</sup>. Par ailleurs, dans le cas de sédiments non conformes, ces déchets concerneront la filière déchets dangereux et de ce fait, sont du ressort du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux ».

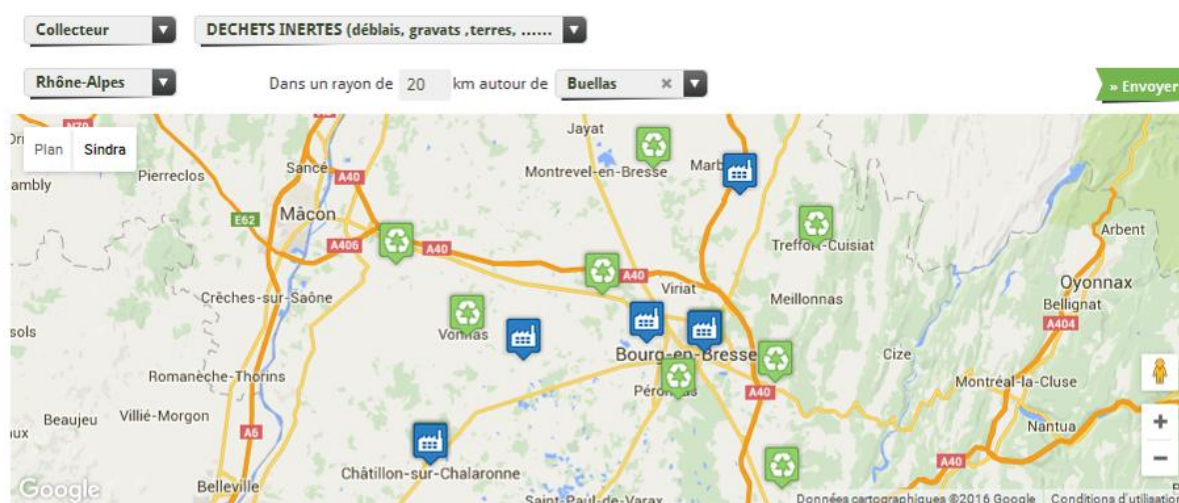
### Traitement et gestion des déchets inertes

Ces déchets peuvent être traités selon différents modes :

- **prévention** (réduction des déchets à la source et réemploi sur chantier)
- **réutilisation** (réemploi + réutilisation impliquant transformation du produit)
- **recyclage**
- **valorisation en remblaiement de carrières** (implique un tri préalable si les déchets viennent d'un apport extérieur)
- **élimination par stockage** en ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) ou en ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

Les installations de traitements de ces déchets se décomposent en :

- déchèteries acceptant les déchets de professionnels
- installations de transit, tri, recyclage
- installations de valorisation d'inertes en remblaiement de carrières
- installations de stockage



**Localisation des collecteurs et centre de traitement des déchets inertes autour de Buellas-**  
sindra.org (en bleu sont représentés les prestataires privés, en vert les déchèteries des collectivités)

<sup>6</sup> Seuls les sédiments concernés par la gestion terrestre sont à considérer comme des déchets et sont traités par le Plan

<sup>7</sup> Peu de gestion terrestre, déplacement des sédiments dans les cours d'eau

**Déchèteries :**

NUMERO	COMMUNES	EXPLOITANT
74	BOURG EN BRESSE	BOURG EN BRESSE AGGLOMERATION
75	CEYZERIAT	CC DE LA VALLIERE
76	ETREZ	CC MONTREVEL EN BRESSE
77	PERONNAS	BOURG EN BRESSE AGGLOMERATION
78	PIRAJOUX	CC DU CANTON DE COLIGNY
79	POLLIAT	BOURG EN BRESSE AGGLOMERATION
80	SAINT MARTIN DU MONT	CC BRESSE-DOBES SUD REVERMONT
81	SIMANDRE-SUR-SURAN	CC TREFFORT-EN-REVERMONT
82	TREFFORT CUISIAT	CC DE TREFFORT EN REVERMONT
83	VONNAS	CC DES BORDS DE VEYLE
181	SAINT TRIVIER DE COURTES	CC DU CANTON DE ST TRIVIER DE COURTES

**Plateformes de tri-recyclage associées à une carrière :**

NUMERO	COMMUNES	EXPLOITANT
45	SAINT-DENIS-LES-BOURG	FONTENAT
64	CERTINES	DANNENMULLER THIERRY
57	SAINT-DENIS-LES-BOURG	GRANULATS VICAT
73	RAMASSE	FAMY SAS

**Centrales d'enrobés :**

NUMERO	COMMUNES	EXPLOITANT
54	SAINT-DENIS-LES-BOURG	GROUPEMENT DES ENROBÉS DE L'AIN
71	SAINT-JUST	APRR

**Recensement des installations de traitement existantes sur le territoire du SCoT BBR en 2011**  
**Projet de Plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP de l'Ain –**  
01/2016

Leur gestion s'effectue selon le schéma ci-dessous :

- en 2011, date prise en référence pour l'établissement des objectifs, 42% des déchets inertes sont réemployés, réutilisés ou recyclés
- le reste est **valorisé par envoi vers des carrières pour concourir à la remise en état des sites (26%)** ou éliminé (installations de stockage de déchets inertes – ISDI)

## Filières de gestion des déchets issus des chantiers du BTP

## Destination des déchets inertes des chantiers du BTP



## Destination des déchets non dangereux des chantiers du BTP



## Destination des déchets dangereux des chantiers du BTP



Filières de gestion des déchets issus du BTP – Résumé du projet de Plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP de l'Ain – janvier 2016

### **Focus sur la valorisation des déchets inertes par remblaiement de carrières**

**Les carrières sont des ICPE qui, dans le cadre de leur autorisation d'exploiter, peuvent être autorisées à valoriser des déchets inertes pour leur remise en état.** Dans ce cas, la procédure d'acceptation préalable des déchets doit respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 modifié relatif aux installations de stockage de déchets inertes.

**Sur les 70 carrières que compte l'Ain en 2011, 10 sont autorisées à remblayer** (Ceyzériat et Courmangoux au sein du SCoT BBR). **8 projets de remblaiement** ont été recensés dans le cadre de l'état des lieux.

Le projet de plan rappelle plusieurs aspects à prendre en compte concernant la valorisation par remblaiement :

- l'exploitation et la remise en état de carrières par remblaiement dépend du contenu de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Les quantités nécessaires, et le rythme d'approvisionnement en matériaux de remblaiement dépendent du projet de réaménagement du site.
- les déchets inertes servant au remblaiement de carrières doivent respecter scrupuleusement les conditions d'admissions sur installations (traçabilité), en particulier pour les carrières alluvionnaires (en eau ou hors d'eau) au voisinage de nappes d'eau souterraines. La nature des déchets admis est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
- l'exploitant, le plus souvent privé, est en droit de réserver la capacité de remblaiement de son installation pour son propre usage ou de limiter la typologie des déchets entrants ;
- les besoins en carrières sont définis au niveau régional par le cadre régional des matériaux et carrières. Le Plan n'est donc pas habilité à prévoir la création de nouvelles capacités de remblaiement de carrières. Notons toutefois que le cadre régional des matériaux et carrières de 2013 privilégie le remblaiement permettant une remise en état des carrières au fur et à mesure de la progression de l'exploitation
- d'anciennes carrières, sorties du statut ICPE « carrières », sont devenues des installations de stockage de déchets inertes car l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière prévoyait une remise en état sans remblaiement.

Concernant le remblaiement de carrières, le projet de plan préconise :

- **d'exploiter au maximum les capacités de remblaiement de carrières**
- **de privilégier la valorisation des déchets inertes par le remblaiement de carrières plutôt que leur stockage en ISDI**, en recherchant le double fret (apport de matériaux – évacuation des déblais non réemployables)
- de réserver le stockage en ISDI aux territoires où les carrières sont absentes ou trop éloignées des sites de production de déchets et pour les catégories de déchets inertes résiduels non acceptés en remblaiement de carrière.

Le projet de plan a analysé les besoins prioritaires pour la création de capacités en remblaiement de carrières et en ISDI (installations de stockage de déchets inertes).

Il en ressort un maillage du département de l'Ain à horizon 2022 et 2028.

**Pour le territoire du SCoT Bourg-Bresse-Revermont, il prévoit, à horizon 2028 :**

- **la création d'ISDI à hauteur de 75.000 t/an**
- **une capacité de remblaiement de 150.000 t/an.**

## ■ Retours d'expériences : visite des sites Granulats Vicat de Villeurbanne et Nievroz

Le 24 Mars 2015, certains élus de Buellas et St-Denis-les-Bourg ainsi que le cabinet BLC ont pu visiter deux autres sites de la société Granulats Vicat.

### ➤ Installation de gestion des matériaux inertes entrants de Villeurbanne (69)

La plateforme de Villeurbanne développe, sur 3.5 ha, les activités de **recyclage, valorisation de déchets inertes, négoce** (mise à disposition de granulats pour l'ensemble des clients), **une centrale à béton qui alimente ses propres chantiers**. Son rayon est de 10 km (Est Lyonnais).

**Les déchets proviennent de chantiers voiries, terrassement, démolition, VRD** et sont de 2 types :

- **recyclables** (80 000 tonnes par an) par concassage (concasseurs mobiles). Le recyclage assure, selon Vicat, une préservation des ressources.
- **non recyclables** : terreux inertes (100 000 tonnes par an), plus chers (incitation par le prix au tri).

Il est, selon Vicat, impossible d'atteindre 100% de recyclage.

La société procède à une identification (contrôle visuel) puis oriente le client. La présence de goudron est identifiée en amont (chantier identifié).

Les lots pollués sont dirigés en cimenterie (incinérateur) à Montalieu (60 km).

**L'organisation est en double fret avec Nievroz.**

Il existe une **traçabilité** des déchets inertes jusqu'à l'enfouissement. On sait précisément où le camion déverse les matériaux de remblaiement.

Pour les petits chantiers, on procède à un stockage temporaire.

Le stockage se fait par lot (1 semaine).

Les analyses sont réalisées par Burgeap (un échantillon tous les 400 m<sup>3</sup>). Si un problème est identifié une nouvelle analyse est faite (un échantillon tous les 100 m<sup>3</sup>). Les éventuels problèmes identifiés de pollutions des déchets concernent le plus généralement le sulfate, la fraction soluble et l'antimoine.

**Le remblaiement d'une carrière en eau est considéré comme une valorisation** par opposition aux Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI).

**Sur Saint Denis, il existe déjà une plateforme** de tri-recyclage.

Une extension de l'activité pour l'accueil de déblais inertes non recyclables apparaît facile à St-Denis-les-Bourg car il y a plus d'espace que sur la plateforme de Villeurbanne.



Le concassage des matériaux recyclables



Un stockage temporaire

➤ **Activité de remise en état par remblaiement de matériaux inertes Nievroz (01)**

Le site se localise à proximité du Rhône, l'A432, la voie TGV, le canal de Miribel. L'accès à la carrière se fait par autoroute, sans traverser le village.

Le site constitue « un duo gagnant » avec Villeurbanne. Il représente une superficie de 46 ha.

**La production est de 300 000 tonnes de granulats par an avec une zone de chalandise de 20 à 30 km. Elle alimente des points fixes (centrales d'enrobés).** L'usage est noble (produits béton, route, préfa).

**La commune ne voulait pas de restitution de plans d'eau.** Une restitution agricole a été envisagée dès les années 1990. Une problématique de consommation agricole avait déjà affecté le site avec le viaduc de l'A432.

Sur ce site, le contrôle sur le diffus est le même qu'à Villeurbanne (plateforme temporaire avec contrôle Burgeap).

Le bulldozer dispose d'un GPS qui permet de savoir où il remblaye.

Des **contrôles piézométriques** sont faits pour vérifier la qualité de l'eau.

Entre 2007 et 2014, une expérimentation de la productivité du rendu agricole a été réalisée.

Un partenariat est fait avec l'ISARA de Lyon.

**Les matériaux de remblais ont une perméabilité différente des granulats.**

**Les premiers tests ont révélés un excès d'eau en surface** (mouillères). La première parcelle est d'ailleurs inutilisable.

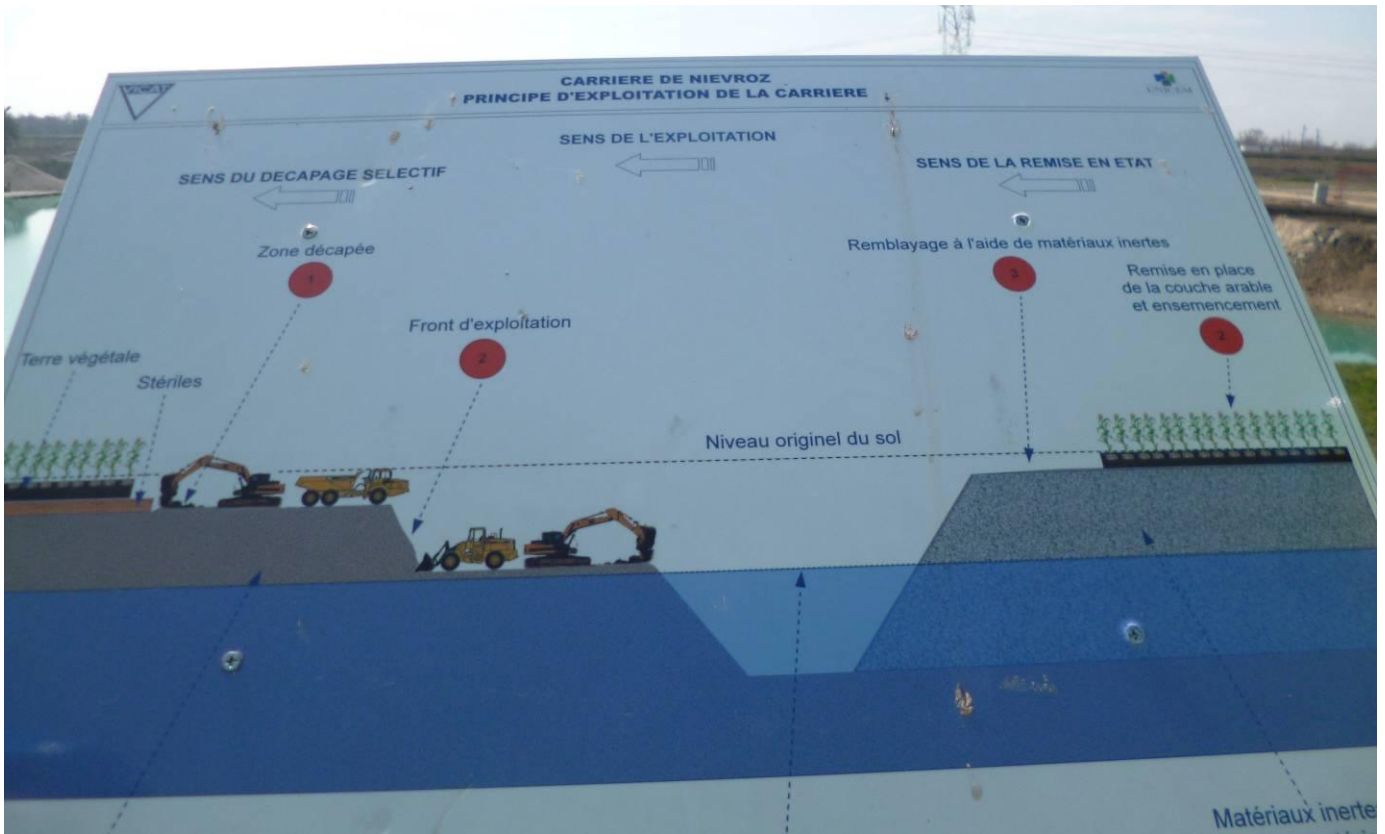
**Ces tests ont permis une amélioration successive du protocole** ; le travail a porté sur :

- la recréation d'une interface entre matériaux de remblais et terre végétale
- l'installation de drains artificiels sur la parcelle
- l'usage d'engrais verts.

Il faut noter qu'un meilleur rendement a été observé sur l'orge par rapport à une parcelle témoin à proximité.

**Enjeux identifiés relatifs aux déchets inertes :**

- Enjeu du scénario de remblaiement de carrières vis-à-vis des besoins importants au sein du SCoT BBR en capacités de remblaiement
- Une attention particulière doit être portée sur la qualité du remblai pour la préservation des écosystèmes (milieux naturels, agriculture) et de la ressource en eau



Le principe d'exploitation de la carrière



Le remblaiement



Le cycle de la remise en état agricole



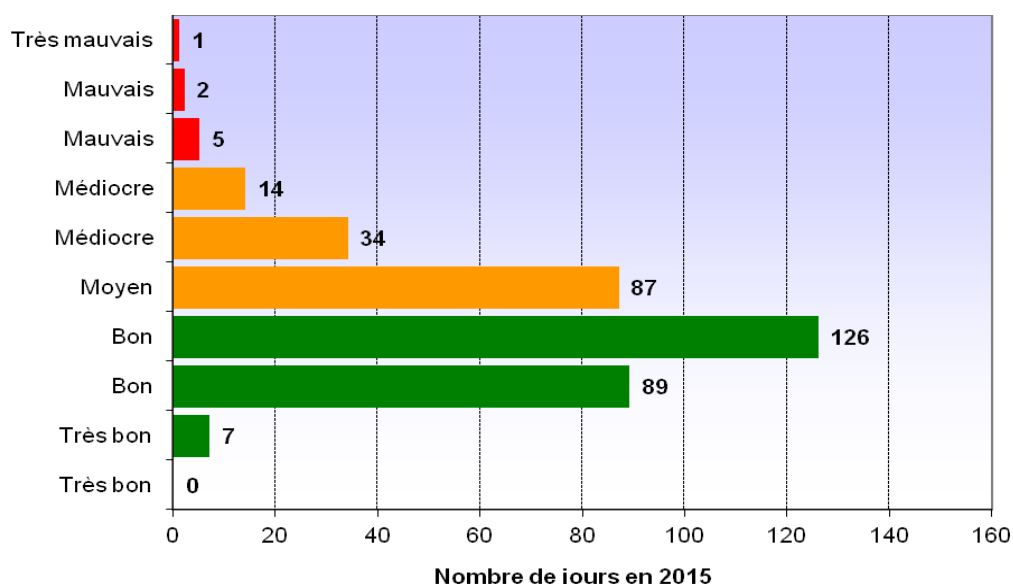
La nouvelle parcelle agricole cultivée

## 9. AIR, ENERGIE, CLIMAT

### 9.1 Qualité de l'air

La qualité de l'air de l'agglomération de Bourg-en-Bresse ne fait l'objet de mesures quotidiennes que depuis fin 2003. Celles-ci montrent une bonne qualité de l'air en hiver (indices oscillant de 2 à 4) et moins bonne en été (indices oscillant de 3 à 8) du fait d'une quinzaine de pics d'ozone.

Les facteurs de pollution endogènes sont, en premier lieu, les déplacements, ensuite, le chauffage (en hiver) et, dans une moindre mesure, l'activité économique. Le facteur exogène dominant étant la pollution de l'agglomération lyonnaise, lorsqu'elle est portée par le vent du Sud.

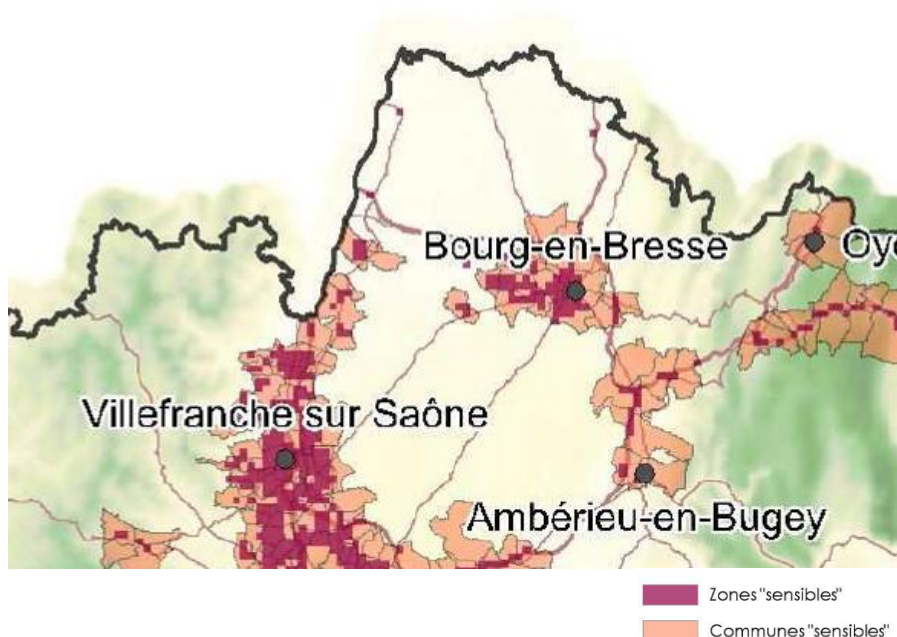


Sur l'année 2015, l'état de l'air a été mesuré comme étant « bon à très bon » sur 222 jours (soit 61%) et « moyen à médiocre » sur 135 jours (37%).

**Dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de la région Rhône-Alpes, Buellas fait partie des zones fléchées pour le développement d'actions prioritaires pour la préservation de la qualité de l'air en raison :**

- du dépassement des plafonds réglementaires en matière de qualité de l'air
- d'une plus grande vulnérabilité à la pollution atmosphérique du fait de la présence de récepteurs vulnérables (population et écosystèmes).

Sur ces territoires, les actions en faveur de la préservation de la qualité de l'air seront préférées à celles qui visent à lutter contre les changements climatiques, en cas d'antagonismes entre les deux types d'actions.



**Cartographie des zones sensibles pour la qualité de l'air**  
Rapport – Etat des lieux du SRCAE Rhône-Alpes – 04/2014

A Buellas, on peut toutefois raisonnablement penser que le fonctionnement urbain ne dégrade pas significativement la qualité de l'air ambiant, au regard du potentiel dépolluant de la végétalisation du site. Ce potentiel est à maintenir de façon à préserver la qualité de l'air.

## 9.2 Energies

### ■ Ce que dit le SRCAE sur la question des énergies

La commune est concernée par le projet de Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), approuvé par la région Rhône-Alpes en avril 2014.

Notamment, des objectifs chiffrés globaux ont été définis, ainsi que des moyens pour y parvenir, concernant :

- les économies d'énergie
- la réduction des émissions de GES
- la réduction des émissions de polluants atmosphériques
- l'amélioration de la qualité de l'air
- la production d'énergie renouvelable

Buellas est considérée comme une commune périurbaine et comme une commune appartenant à la couronne d'un grand pôle.

Plusieurs orientations et objectifs régionaux sont définis pour cette typologie de commune :

- volet bâtiment : un objectif global de 2% du parc réhabilité jusqu'à 2015 et 3% à partir de 2015
- volet transport : un objectif global de 85% de part modale de la voiture (domicile-travail) d'ici 2020 et 74% pour les autres trajets locaux ; notons que la part modale de la voiture, actuelle (en 2008) en

moyenne des communes des couronnes des pôles urbains est de 88% et de 77% pour les autres trajets locaux ;

- la stabilisation de la SAU ;
- le renforcement de la part des transports en communs (zone de chalandise TER)
- l'incitation à l'intégration du solaire thermique dans le neuf et la rénovation avec pour objectif global d'ici 2020 : 22% des maisons individuelles neuves équipées et 5% des maisons individuelles existantes
- urbanisme : réduire l'impact des aménagements urbains sur la qualité de l'air et l'exposition des populations (réduction du nombre de km parcourus par la densification et l'organisation des polarités)...

La production d'énergies renouvelables constitue un objectif du SRCAE ; sont attendues d'ici 2020 :

- éolien : 1200 MW dans les zones préférentielles productives
- hydroélectricité : 600 GWh supplémentaires
- Réseaux de chaleur : 65% de l'alimentation assurée par les énergies renouvelables et fatales

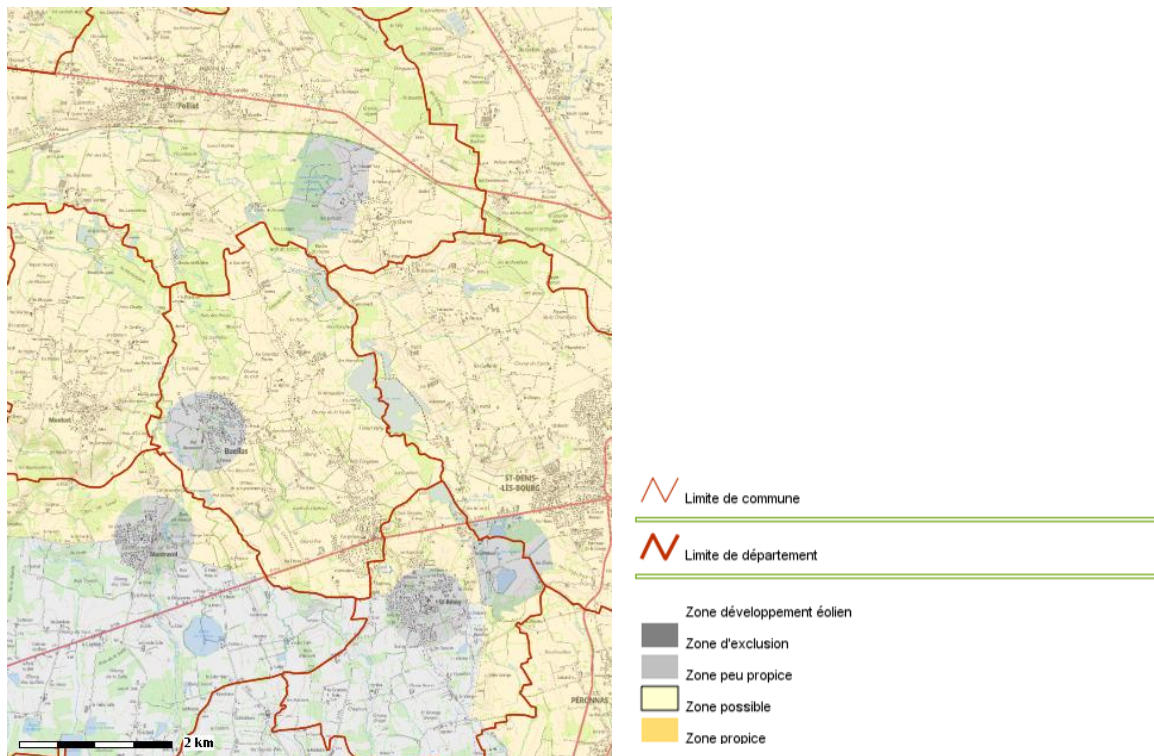
Toutefois la commune n'est pas identifiée dans un bassin versant avec potentiel de développement de l'hydroélectricité et ne comporte pas de réseau de chaleur.

Elle est en revanche identifiée dans le potentiel transport en commun (zone de chalandise TER).

Le SRCAE intègre en annexe le Schéma Régional Eolien approuvé le 26 octobre 2012 par le Préfet de Région. Selon le schéma, Buellas fait partie des communes situées en « zone favorable pour le développement éolien ».

Par ailleurs, le territoire de l'Ain fait l'objet d'un schéma éolien (approuvé en 2008) qui s'applique essentiellement aux parcs d'éoliennes de moyenne ou grande puissance, raccordées au réseau d'électricité et destinées à la vente d'électricité aux distributeurs.

A ce titre, la commune est située dans une zone propice.



**Carte des opportunités de développement de l'éolien dans le département de l'Ain**

Source : schéma éolien du département de l'Ain

### ■ Emissions de polluants et bilan énergétique de la carrière exploitée par Granulats VICAT

*Voir aussi la partie qui concerne les émissions de poussières dans la partie « Nuisances ».*

Il a été abordé dans le rapport (voir partie « diagnostic économique ») les points suivants :

- les produits extraits seront acheminés sur St-Denis-les-Bourg par bandes transporteuses (pas de trafic supplémentaire car pas d'augmentation d'activités, pas de nouveaux accès routiers depuis Buellas)
- les besoins en granulats sont concentrés sur l'agglomération de Bourg-en-Bresse (« bassin de consommation » proche).

De fait, le **projet d'extension ne présente pas d'enjeu particulier en ce qui concerne l'augmentation du trafic routier et donc aux rejets associés.**

## 9.3 Climat

Concernant la lutte contre les changements climatiques, Buellas est aussi concernée par les plans suivants :

- au niveau régional, le Plan Climat de la Région Rhône-Alpes, adopté en mars 2013
- au niveau départemental le Plan Climat Energie Territorial (PCET) du département de l'Ain, adopté en octobre 2013
- au niveau local, le Plan Climat Energie Territorial (PCET) de Bourg-en-Bresse Agglomération, adopté en 2012.

Le PCET de Bourg-en-Bresse Agglomération est composé d'un programme d'actions pour la période 2012-2014 qui s'articule autour de 3 enjeux :

1. la réduction des gaz à effet de serre,
2. la mobilisation et l'engagement de tous les acteurs du territoire,
3. l'adaptation aux changements climatiques.

Ces enjeux sont déclinés en 10 objectifs stratégiques et 88 actions regroupées en 6 thèmes : l'habitat et le bâti, les déchets, les déplacements, la nature et gestion de l'espace, l'énergie, la solidarité.

### **Enjeux identifiés :**

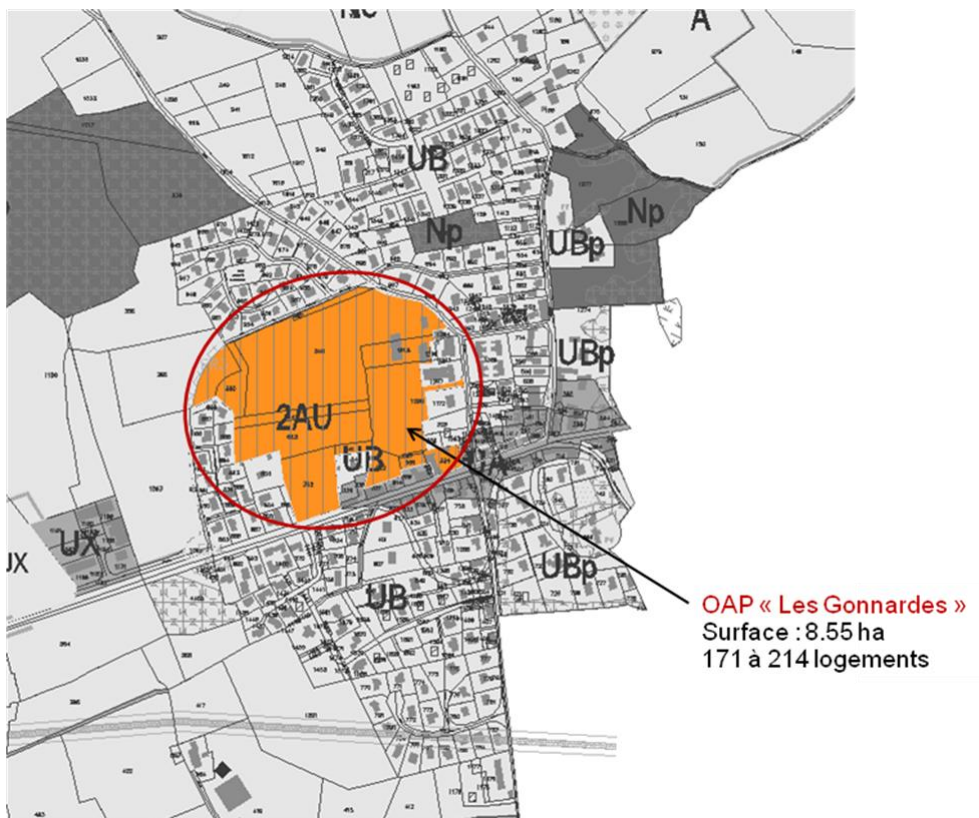
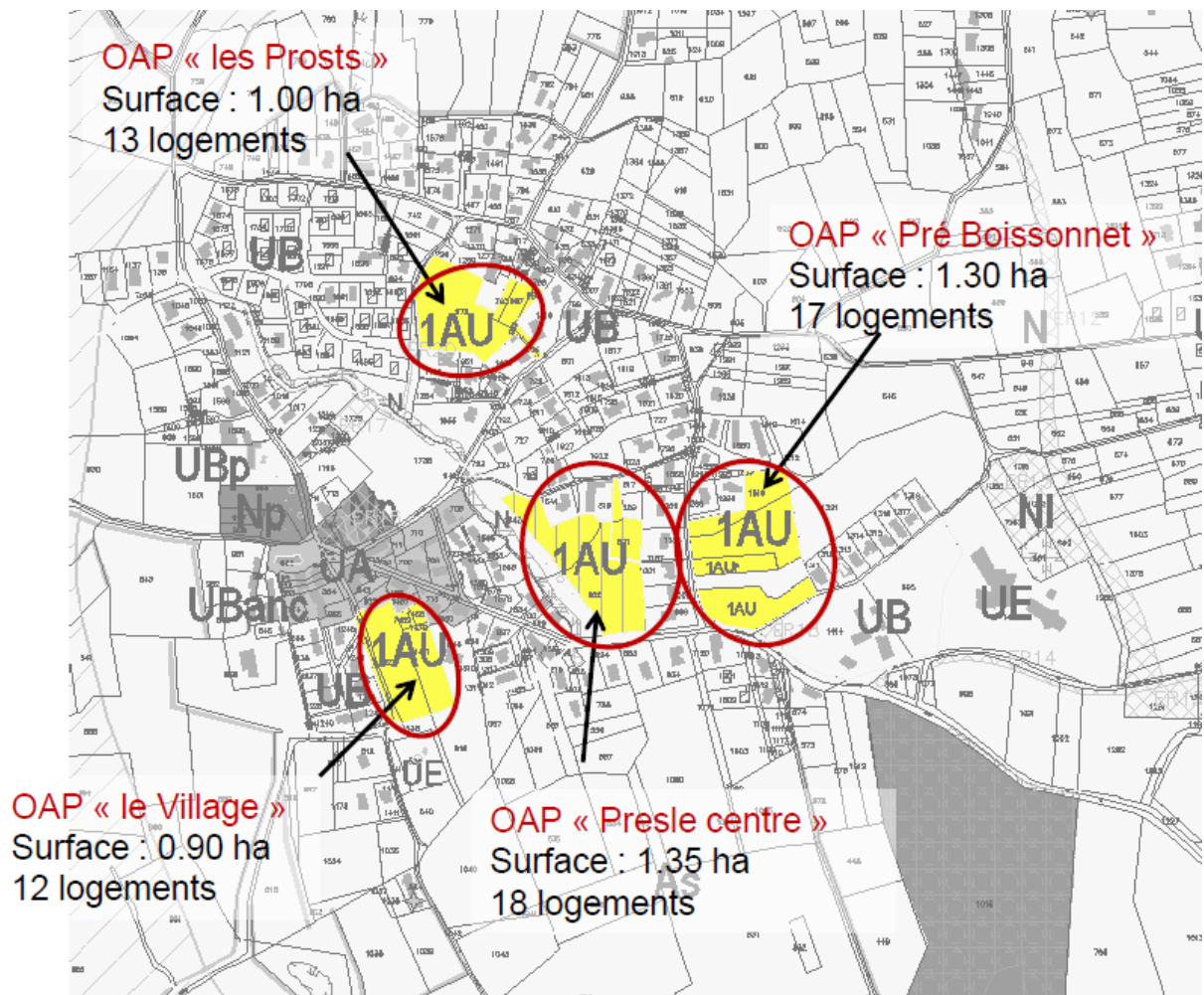
- Enjeu de préservation de la qualité de l'air (pollutions liées aux déplacements surtout)

**PROJETS DU PLU,  
CARACTERISTIQUES DES ZONES  
SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE  
MANIERE NOTABLE PAR CEUX-CI**

Dans le respect des dispositions et évolutions législatives et réglementaires et des orientations et objectifs du SCoT Bourg-Bresse-Revermont du PLH, du SDAGE et du SRCE vus ci-avant, la commune a exprimé un certain nombre de souhaits en matière de développement de l'habitat, des équipements et des activités économiques tout en intégrant le projet de développement de carrière.

Ces projets sont :

- localisés et schématisés sur les cartes ci-dessous
- détaillés dans le tableau suivant
- justifiés dans la partie concernant l'explicitation des choix retenus dans le PADD, zonage et règlement ; en particulier le modèle de croissance démographique.



Détail des zones à urbaniser projetées à destination habitat – Plan de zonage BLC 03/2017

Description de l'occupation du sol et des enjeux environnementaux des zones de projet du PLU			
Site étudié	Occupation du sol actuelle	Localisation	Enjeux environnementaux
<b>1AU Presle Centre</b>	Prairies permanentes	Le site se localise au sein de la tache urbaine Il est parcouru par le ru de la Presle	-Le passage du ru de la Presle présente un intérêt (enjeu de préservation des milieux et de prise en compte des risques d'instabilité et inondation)
<b>1AU Pré Boissonnet</b>	Cultures annuelles	Le site se localise en extension de la tache urbaine mais est enserré entre des constructions existantes Il est parcouru par le ru de la Presle	-Le passage du ru de la Presle au Sud présente un intérêt -Espace d'interface entre le milieu urbanisé et le milieu agricole
<b>1AU Les Prost</b>	Prairies permanentes	Le site se localise au sein de la tache urbaine et est enserré entre des constructions existantes	
<b>1AU Le Village</b>	Prairies permanentes	Le site se localise au sein de la tache urbaine	
<b>2AU Corgenon</b>	Cultures annuelles	Le site se localise en extension de la tache urbaine mais est enserré entre des constructions existantes	-Espace d'interface entre les milieux urbanisés et les milieux agricoles et naturels à l'Ouest -Proximité d'une exploitation classée ICPE
<b>1AUE extension d'équipement sportif</b>	Cultures annuelles	Le site se localise hors de la tache urbaine, en continuité des équipements sportifs existants	-Présence de haies. -Espace d'interface entre les milieux urbanisés et les milieux agricoles et naturels
<b>ER n°14 extension d'équipement socio-culturel</b>	Cultures annuelles	L'ER se localise hors de la tache urbaine, entre le groupe scolaire et l'ER n°11 (projet de voirie nouvelle)	
<b>2AUX extension de la zone artisanale</b>	Cultures annuelles	Le site se localise hors de la tache urbaine et est limitrophe de la ZA des Thions	-Espace d'interface entre la ZA et les milieux agricoles, et intégration paysagère
<b>ER n° 1 Nouvel ouvrage de traitement EU</b>	Cultures annuelles / prairies	L'ER se localise en-dehors de la tache urbaine, près du hameau de Corgenon	
<b>ER n° 11 et 12 Voirie nouvelle et abords</b>	Cultures annuelles	L'ER se localise entre le bourg (groupe scolaire) et le lieu-dit Aux Tourbades	-Intérêt en termes de coupure d'urbanisation entre hameaux
<b>Projet d'extension de la carrière</b>	Cultures annuelles	Le site se localise hors de la tache urbaine	-Modération de la consommation d'espace agricole et de la fonctionnalité des exploitations -Protection des habitats (milieux) et continuités écologiques (milieux boisés Est-Ouest, milieux ouverts) -Préservation de la ressource en eau -Préservation du fonctionnement hydraulique et hydrogéologique de la Veyle -Prise en compte du paysage -Prise en compte des nuisances pour les riverains

Ces projets sont parfois susceptibles d'affecter certaines zones de la commune de manière notables.

**Le tableau ci-après, résultant de l'état initial de l'environnement :**

- **fait la synthèse des zones ou cibles à enjeux au regard de la préservation de l'environnement** (au sens large : milieux naturels et écosystèmes, riverains)
- **dégage les zones susceptibles de subir des incidences notables prévisibles directes ou indirectes lors de la mise en œuvre des projets du PLU**

**Ces zones les plus vulnérables seront ensuite détaillées de manière plus approfondie dans la partie suivante qui concerne l'Analyse des incidences notables prévisibles du plan sur l'environnement.**

Synthèse des zones susceptibles de subir des incidences prévisibles directes ou indirectes lors de la mise en œuvre des projets du PLU				
Thème de l'EIE	Sous-thème	Enjeux territorialisés	Perspectives d'évolution de l'environnement du fait des projets d'habitat, d'équipements, d'activités et du projet d'extension de la carrière	
			Incidences prévisibles nulles ou faibles	Incidences prévisibles notables potentielles – risque de dégradation de l'environnement
Occupation du sol et consommation foncière	Habitat / tissu urbain	Consommation d'espaces agricoles en extension de la tache urbaine	<p><i>Voir objectifs de modération de consommation d'espace et justifications des potentialités du zonage</i></p> <p>-Les zones de projets se localisent dans le tissu urbain ou en contact avec lui et dans le respect des objectifs du SCoT. -La biodiversité de ces espaces agricoles est relativement faible (cultures annuelles).</p>	
	Activités artisanales et commerciales	Consommation d'espaces agricoles	<p>-Consommation modérée pour la ZA d'intérêt communautaire -La biodiversité de ces espaces agricoles est relativement faible (cultures annuelles)</p>	
	Projet d'extension de carrière	Consommation d'espaces agricoles  Impact sur les exploitations		<p>Consommation importante d'espaces agricoles de qualité potentiellement non restituée (environ 30 ha dans la demande initiale). Impact sur les exploitations agricoles (parcelles sur le site de projet, exploitation situées à proximité)</p>
Milieux naturels et biodiversité	Sites Natura 2000	Aucun sur la commune mais importance des zones humides du territoire communal pour l'entité de la Dombes et ses étangs (voir zones humides)	<p>Zones Natura 2000 de Montracol et St-Rémy relativement éloignées</p> <p><i>Voir zones humides</i></p>	
	Inventaires patrimoniaux	ZNIEFF de type I ZNIEFF de type II ZICO Zones humides	<p>La ZNIEFF II et ZICO concernent la commune à sa frange extrême Sud, soit à l'écart également des zones d'urbanisation projetée.</p> <p>Concernant la ZNIEFF I et les zones humides :</p> <p>-les zones de projets en sont tenues éloignées (sauf le projet d'extension de la carrière) -ne les jouxtent pas -ne se situent pas dans leur bassin d'alimentation présumé -les espèces faunistiques – avicoles - rencontrées au sein des ZNIEFF de type I et zones humides restent très dépendantes de ces milieux (martin pêcheur d'Europe par exemple).</p>	<p>La zone d'extension projetée de la carrière est concernée par la zone humide de la Peupleraie des Combes (inventaire départemental) et est entièrement humide (d'après étude diligentée par Granulats Vicat)</p>
	Autres inventaires faune-flore (Vicat)	Ecosystèmes présents sur le site d'extraction projeté	La biodiversité de ces espaces agricoles est relativement faible (cultures annuelles)	Impact potentiellement important du projet sur la faune et flore protégée, et leurs habitats (ripisylves, aulnaies-

				frênaies, prairies bocagères, haies)
	Trames Vertes et Bleues (TVB) du SRCE, Infrastructures Vertes et Bleues (IVB) du SCoT et leur déclinaison locale	SRCE (corridor biologique d'importance régionale, trame bleue) SCoT (IVB le long de la Veyle) Continuités écologiques à préserver sur la commune (réservoirs de biodiversité, cours d'eau, corridors biologiques)	Pas d'impacts des projets d'habitat, équipements et activités : -protection stricte du ru de la Presle et sa ripisylve et création d'un espace vert conséquent aux alentours (cf. zonage et OAP) -éloignement des sites -création de nouveaux corridors et notamment des haies en interface entre les futurs milieux urbanisés et le milieu agricole -maintien des continuités écologiques par des coupures d'urbanisation -protection des ripisylves et bois alluviaux par L.151-23 du code de l'urbanisme et EBC pour la fonctionnalité écologique -mise à jour des EBC	Impact potentiel du projet de carrière sur : -la continuité aquatique de la Veyle et de ses abords (axe Nord-Sud) -la continuité boisée Est-Ouest -la continuité des milieux agricoles ouverts
Cadre de vie, paysage et patrimoine	Paysage, patrimoine naturel et architectural	Paysage bocager / haies, arbres remarquables, patrimoine architectural	Pas d'impact par les projets d'habitat, équipements et activités : -maintien et création de nouvelles haies (L.151-23 du Code de l'urbanisme) -préservation des vallées -protection des arbres remarquables (L.151-23 du Code de l'urbanisme) -protection des ripisylves et bois alluviaux par L. 151-23 et EBC pour la préservation de la qualité paysagère -protection du patrimoine architectural -mise à jour des EBC -maintien des caractéristiques du tissu existant (CES, hauteurs de construction...) -prise en compte du périmètre délimité des abords (église) et des autres éléments architecturaux remarquables (L.151-19 du Code de l'urbanisme)	Impacts du projet de carrière sur le maillage des haies, caractéristiques du paysage de Buellas.
	Urbanisme	Coupures d'urbanisation entre hameaux	Les projets n'ont pas d'impact sur les coupures d'urbanisation identifiées ; maintien de la tache urbaine.  Le projet de voirie nouvelle : -comporte des enjeux environnementaux restreints (car localisé entre 2 taches urbaines), -ne constituera pas un obstacle au franchissement de la faune, du fait de son gabarit limité, et s'appuie sur les délimitations parcellaires et chemins existants, -ne sera pas le support d'une urbanisation nouvelle (linéaire), afin de préserver l'espace tampon.	
		Entrées de bourg	-Les entrées de bourg ne sont pas impactées L'entrée Est du bourg principal et Ouest de Corgenon devront accueillir des projets cohérents avec le milieu bâti et paysager environnant	
Ressource en eau	Eaux superficielles	Cours d'eau et plan d'eau	-L'Irance, l'Etre, le plan d'eau et les marais de la Veyle ne	La Veyle et ses abords sont potentiellement impactés

			<p>sont pas impactés par les projets du PLU.</p> <p>-Protection des ripisylves et bois alluviaux par L.151-23 du code de l'urbanisme et EBC pour la préservation de la qualité de l'eau et la fonctionnalité des cours d'eau.</p> <p>-Les pollutions par rejets domestiques sont maitrisables via les installations de traitement et le zonage d'assainissement (<i>cf partie Réseaux EU et stations de traitement</i>).</p>	<p>par le projet d'extension de la carrière (modification du fonctionnement, de sa mobilité – <i>cf partie Risques</i>).</p>
	Eaux souterraines	<p>3 nappes concernent Buellas dont 2 à intérêt stratégique pour l'alimentation en eau potable et vulnérables (affleurantes)</p> <p>+ Présence de la nappe alluviale de la Veyle à fort intérêt patrimonial</p> <p>+ Zone de développement potentiel de l'AEP (élargissement futur des captages)</p>	<p>Le règlement du PLU rappelle que pour tout rejet des activités générant une pollution des eaux, un prétraitement est requis.</p>	<p>Impact quantitatif (piézométrie) et qualitatif (pollutions) potentiel du projet d'extension sur les nappes qui la concernent du fait de la nature de l'activité (extraction).</p>
	Réseau d'Adduction en Eau Potable (AEP)		<p>L'équipement existant est suffisant au regard des besoins potentiels futurs (<i>cf. modèle de croissance dans les justifications</i>).</p> <p><b>Voir développement en-dessous du présent tableau*</b></p>	
	Réseau d'évacuations des eaux usées (EU) et stations de traitement	<p>2 stations de traitement des eaux usées qui arrivent à la limite de leur capacité</p>		<p>Les besoins induits par les projets d'habitat sur le bourg et le hameau de Corgenon (les 2 secteurs de développement choisis par la commune conformément au SCoT) doivent être anticipés.</p>
	Réseau d'eaux pluviales		<p>Pas d'impacts des projets sur le risque d'inondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-limitation de l'imperméabilisation</li> <li>-protection des cheminements naturels de l'eau dans les zones à aménager (fossés, zones humides – <i>cf. OAP</i>)</li> <li>-maintien et création de nouvelles haies (L.151-23 du Code de l'urbanisme)</li> <li>-protection stricte du ru de la Presle et sa ripisylve et création d'un espace vert conséquent aux alentours (<i>cf. zonage et OAP</i>)</li> <li>-la maîtrise des eaux pluviales est traduite dans le règlement (article 4)</li> </ul> <p>Si nécessaire, l'évacuation des eaux doit être assortie d'un prétraitement pour éviter les risques de pollution des milieux récepteurs.</p>	
<b>Risques</b>	Inondations	<p>Zones inondables (enjeux faibles)</p>	<p>-Les projets d'habitat, équipements et activités sont éloignés des zones inondables potentielles.</p> <p>Protection stricte des secteurs inondables (trame au plan de zonage en zones A, Ava et N, hors projet d'extension de carrière + règles de constructibilité limitée et réduction</p>	<p>Risque d'inondation potentiellement amplifié par le projet d'extension de carrière : par atteinte de l'espace de mobilité de la Veyle et modification de la géométrie de fond de vallée (modification de l'écoulement des eaux en crue) lors de l'exploitation et selon scénario de remise</p>

			de la vulnérabilité des biens et des personnes associées) -Protection des ripisylves et bois alluviaux par L.151-23 du code de l'urbanisme et EBC pour la régulation hydrologique et la lutte contre les risques d'inondation.	en état
	Mouvements de terrain, stabilité des sols, sismicité	Aléa moyen de retrait-gonflement des argiles sur le bourg	Risque connu. Etude de sol recommandée (cf. OAP zone 1AU Presle Centre).	Impact potentiel du projet d'extension de carrière sur la stabilité du coteau du Petit Corgenon
	Risque technologique lié au transport de matière dangereuse	Secteurs avoisinants des SUP canalisation de transport de gaz et ligne HT	Gaz : pas d'incidences (pas d'établissements « à risques » prévus au sein des périmètres de protection). Report au plan de zonage du tracé de la canalisation, de la bande servitude et des zones SUP (1/2/3) à titre indicatif. La présence de l'ouvrage et sa bande de servitude d'implantation ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé et/ou des haies ou autres végétaux protégés ; cette bande de servitude est une bande non aedificandi et non sylvandi. Certaines haies sont identifiées au titre de l'article L.151-23 au PLU ; le PLU exclu cette identification de la dite bande de servitude.  Ligne HT : pas d'incidences (zone non urbanisée) – Report au plan de zonage du tracé de la ligne ; absence d'EBC et de haies protégées dans une largeur de 30 m de l'axe de la ligne.  <i>Voir également le plan des servitudes</i>	
	ICPE	3 exploitations ICPE proches du tissu urbain à Buellas Granulats Vicat et GEA à St-Denis, proches de Corgenon	Identification des sites d'exploitations agricoles au plan de zonage pour alerter de leur présence. Respect de la réglementation ICPE (→risque maîtrisé) Respect des règles de distance et de réciprocité	Incidences potentielles du projet de carrière sur l'environnement – <i>Voir toutes les incidences notables qui le concernent.</i>
<b>Nuisances</b>	Bruit	Hameau de Corgenon : passage de la RD 936 Hameaux de Corgenon et du Petit Corgenon : proximité de l'exploitation de carrière	RD 936 : une étude acoustique pourra être réalisée dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Corgenon	Risque de nuisances sonores pour les hameaux de Corgenon et Petit Corgenon liées au projet d'extension de la carrière.
	Poussières	Hameaux de Corgenon et du Petit Corgenon : proximité de l'exploitation de carrière		Risque sur la santé humaine pour les hameaux de Corgenon et Petit Corgenon liées au projet d'extension de la carrière. Risque sur les milieux naturels et cultures alentours.
	Déchets	Déchets inertes et remblaiement potentiel de la carrière	Valorisation des déchets inertes par remblaiement de carrière	
<b>Air, énergie, climat</b>	Qualité de l'air et énergies, climat	La commune est située en zone sensible SRCAE	-Le projet d'extension de carrière ne devrait pas conduire à des rejets supplémentaires : transport par bandes transporteuses, proximité du bassin de consommation -Le règlement du PLU permet la mise en place de dispositifs utilisant des énergies renouvelables et non polluantes (énergie solaire en toiture par exemple), de façon à répondre aux orientations du PADD (gestion des	

			ressources). Prise en compte du périmètre délimité des abords (église)	
--	--	--	--	--

**\* Le projet de croissance de Buellas est en adéquation avec la ressource en eau dont dispose le Syndicat Veyle-Reyssouze-Vieux Jonc :**

L'ensemble des zones urbaines est desservi par l'eau potable. L'aménagement de nouvelles zones à urbaniser va entraîner une augmentation de la demande. Elles seront situées dans le prolongement des zones déjà urbanisées, facilitant ainsi l'extension et la connexion aux réseaux existants.

Des mesures de préservation de la qualité de l'eau potable sont traduites dans le règlement (article 4).

Le projet démographique du PLU va entraîner une augmentation de la demande. Le PLU établit un modèle de croissance de la population en adéquation avec les orientations du SCoT (*voir la partie sur les Justifications*), pour calculer les besoins en logements de la commune, et par là-même ses besoins fonciers. Le modèle de croissance estime à 2.389 habitants la population de Buellas en 2035.

*Pour rappel : le besoin « de pointe » du syndicat s'élève à 4.911 m<sup>3</sup>/jour en 2013 pour le captage de St-Rémy (qui alimente Buellas), pour une capacité de production de 8.100 m<sup>3</sup>/jour, soit une mobilisation de la ressource à hauteur de 60,6%.*

En 2013, la commune comptait 1.734 habitants (selon la population municipale légale donnée par l'Insee), soit un gain potentiel de 655 habitants entre 2013 et 2035.

En considérant une consommation journalière moyenne par habitant de 120 litres par jour, le modèle de croissance pris en compte dans l'élaboration du PLU permet de calculer l'augmentation de la consommation d'eau :

→ en 2035 (échéance du PLU confondue avec celle du SCoT) avec 655 habitants supplémentaires : + 79 m<sup>3</sup>/jour, soit environ +1.00% par jour pour le syndicat.

**Au regard des incidences notables pressenties relatives au site d'extension potentielle de la carrière, une OAP s'est avérée nécessaire.**



**ANALYSE DES INCIDENCES  
NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE  
EN ŒUVRE DU PLAN SUR  
L'ENVIRONNEMENT ET MESURES**

Pour rappel du propos introductif, le rapport de présentation du PLU, lorsque le document est soumis à évaluation environnementale, en vertu de l'article **R.123-2-1° du code de l'urbanisme** :

*« 3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ».*

Il s'agit de décrire les principaux impacts du futur PLU sur l'environnement, et en particulier sur les zones sensibles réglementées. Ceci afin d'exposer ensuite les précautions prises par le PLU, soit pour limiter l'impact de certaines de ses dispositions sur l'environnement, soit indépendamment de ses propres dispositions, pour préserver l'environnement et le mettre en valeur.

**Rappel :**

- **nous ne présentons dans cette partie que l'analyse des incidences notables prévisibles potentielles du plan sur l'environnement, ainsi que les mesures permettant de les éviter, réduire ou compenser en synthèse**

# 1. INCIDENCES SUR LES ECOSYSTEMES, MILIEUX, SITES ET PAYSAGES NATURELS OU URBAINS

---

## 1.1 Incidences sur les sites Natura 2000, inventaires patrimoniaux et zones humides

L'état initial de l'environnement et le tableau de synthèse présenté ci-avant montrent que seul le projet d'extension de carrière est susceptible d'affecter de façon notable un espace sensible : **le boisement humide de la Peupleraie des Combes**, inventoriée par la DREAL et le département de l'Ain.

Le projet de développement de la commune a été élaboré en cohérence avec les orientations du SDAGE, qui stipule d'inverser la tendance à la disparition et à la dégradation des zones humides en préconisant notamment une restitution à hauteur de 200% de la surface perdue.

Par la présentation de la première partie de **l'étude Acer Campestre pour Granulats Vicat (17/02/2016)** relativement à l'inventaire fin des zones humides sur le site d'exploitation potentiel, nous avons vu dans l'état initial de l'environnement qu'il existait sur le site une zone humide vaste.

L'étude rappelle les éléments de cadrage du SDAGE Rhône-Méditerranée (2016-2021) concernant la prise en compte des zones humides dans les projets et les mesures compensatoires devant intervenir en cas de destruction ou d'altération de telles zones.

Ainsi, elle rappelle que la compensation doit viser une valeur guide de recreation de 200% de la surface perdue selon les règles suivantes :

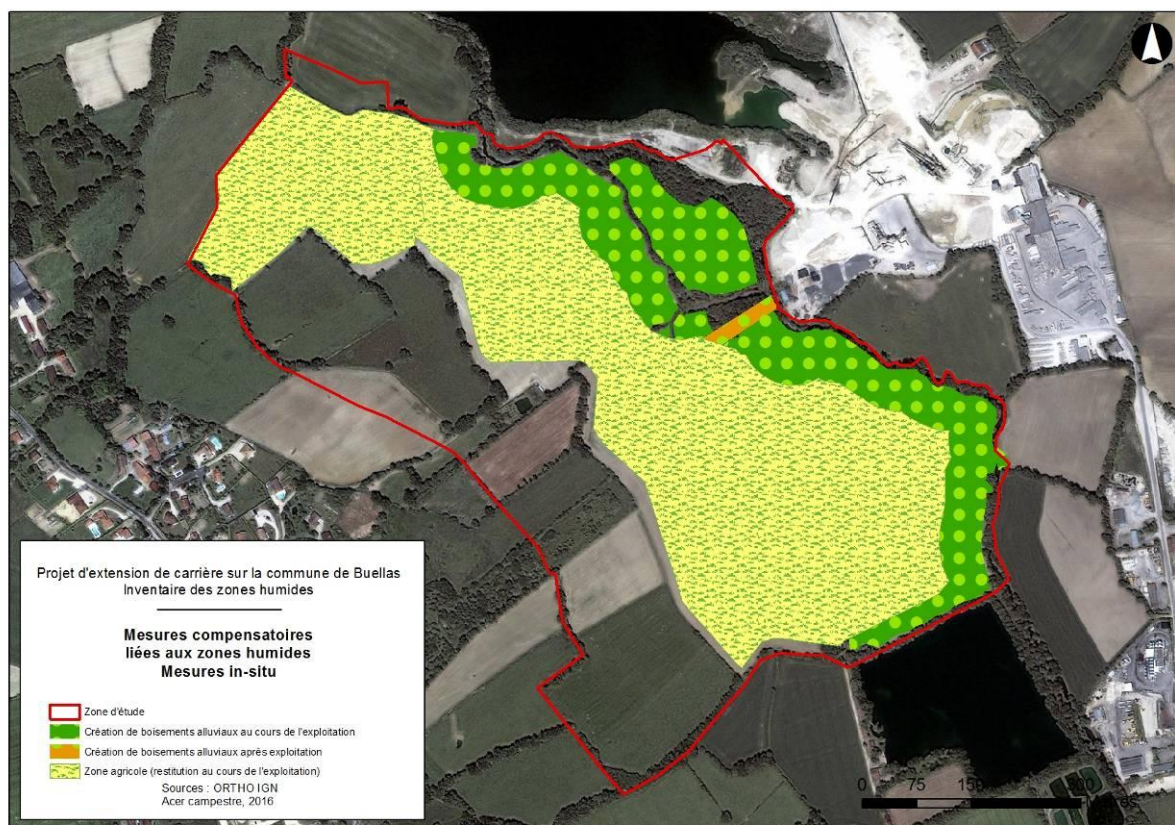
- une compensation minimale de 100% de la surface détruite par la création ou la restauration de zone humide fortement dégradée, en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, prioritairement sur le site impacté ou à proximité,
- une compensation complémentaire par l'amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées, situées prioritairement dans le même sous bassin ou dans un sous bassin adjacent et dans la limite de la même hydro-écorégion de niveau 1.

Au vu de la surface en zone humide de la zone d'étude, l'étude prévoit les compensations suivantes.

- Des **compensations *in situ***, différenciées selon l'intérêt des zones humides, lui-même fonction de la nature des milieux et de leur exploitation

Mesures compensatoires	Localisation	Echéance / Périodes
Création de boisements alluviaux	Le long de la rivière La Veyre	Dès l'autorisation de carrière
Restitution de milieux agricoles humides par remblaiement	Dans l'emprise de la carrière	De façon échelonnée, à l'avancement de l'exploitation et du remblaiement
Création de boisements alluviaux	Autour de l'emprise de la carrière	A la fin de l'exploitation de la carrière

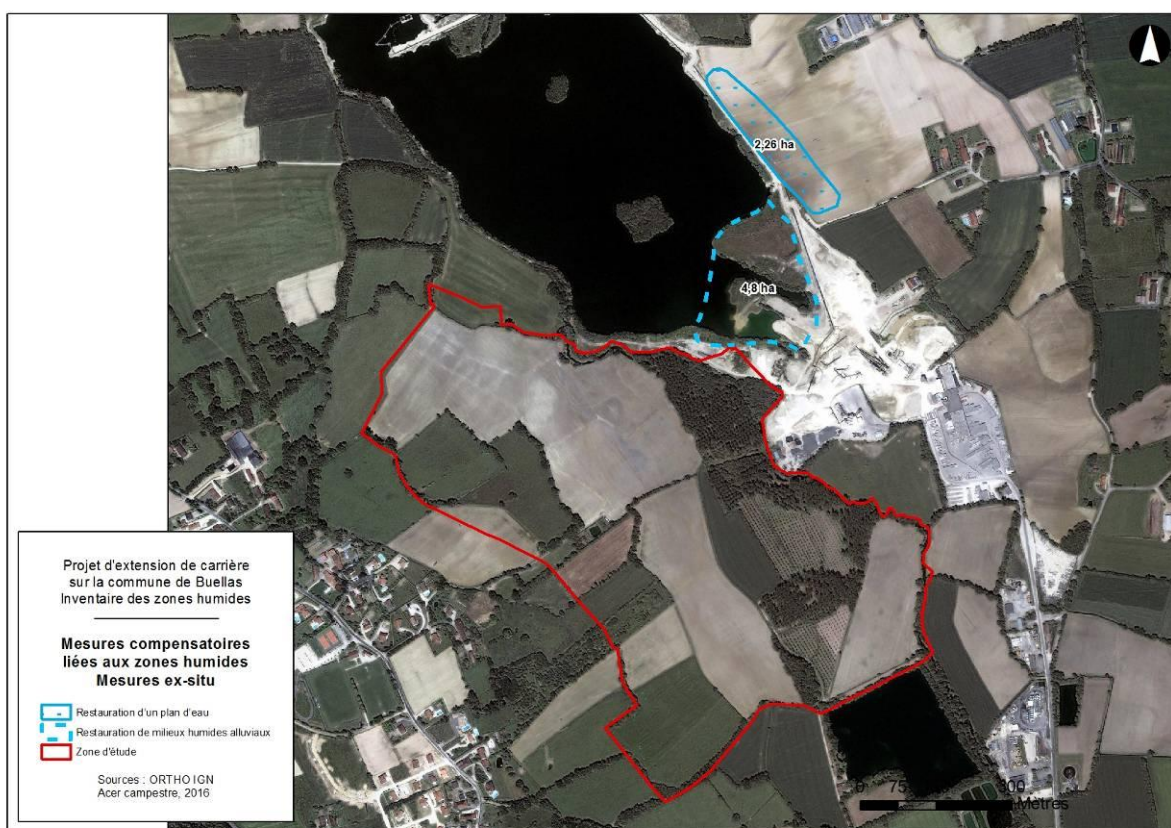
*Tableau 1 : Stratégie de compensation sur le site impacté*



**Eléments sur la compensation des zones humides** – Inventaire des zones humides dans le cadre d'une demande d'extension de la carrière de St-Denis-les-Bourg – Acer Campestre – 02/2016

- Des **compensations *ex situ***, si le ratio de 200% n'est pas atteint par les compensations *in situ*, et consistant en la restauration de zones humides existantes ; celles-ci sont envisagées sur la commune voisine de St-Denis-les-Bourg

Mesures compensatoires	Surfaces	Modes techniques
Restauration d'un plan d'eau sur la commune de Saint Denis les Bourg	2,26 ha	Remblaiement, modelage fin avec le niveau d'eau de la nappe
Restauration de milieux humides alluviaux en bordure du plan d'eau de Saint-Denis-lès-Bourg	4,8 ha	Modelage topographique pour recréation de milieux alluviaux (boisements, roselières)
Total	7,06 ha	



**Eléments sur la compensation des zones humides** – Inventaire des zones humides dans le cadre d'une demande d'extension de la carrière de St-Denis-les-Bourg – Acer Campestre – 02/2016

Conclusions de l'étude :

- Des impacts inévitables sur les zones humides (destruction) ;
- Des mesures compensatoires obligatoires qui peuvent être réalisées au fil de l'exploitation,
  - en grande partie sur site par remblaiement total du site afin d'obtenir un recouvrement des fonctionnalités des milieux agricoles humides,
  - et aux alentours du site par création de boisements alluviaux autour de la Veyle et du site d'exploitation.

Nos conclusions :

- Une réduction possible des impacts par limitation de la zone d'extraction et un phasage de l'ouverture à l'extraction
- Des mesures compensatoires qui ne peuvent être réalisées en partie sur site que par un remblaiement du site d'extraction,
- Une compensation à 200% des surfaces non atteinte mais qui respecte les règles fixées par le SDAGE Rhône-Méditerranée
- Des mesures compensatoires qui peuvent, sur site, pénaliser l'activité agricole (voir suite).

## 1.2 Incidences sur les milieux naturels et espaces agricoles

### ■ **Milieux naturels, faune et flore**

Dans le cadre de son projet d'extension, Granulats Vicat a mené une étude sur les milieux naturels (Acer Campestre, 30/06/2014).

L'état initial a permis d'exposer la première partie de l'étude concernant les enjeux liés à la présence d'espèces et d'habitats protégés.

Nous avons pu en conclure que, sur la zone d'étude-projet, l'enjeu portait essentiellement sur la **ripisylve de la Veyle (aulnaie, frênaie), le réseau bocager (haies) des espaces cultivés**, et les espaces boisés (chênaies-frênaie de transition).

L'étude s'est ensuite attachée à :

#### ➤ **Evaluer les impacts du projet sur les milieux naturels**

Ces impacts peuvent viser :

- les habitats : destruction, fragmentation, dégradation, création / régénération
- les espèces : destruction, fragmentation et isolation des populations, dérangement, destruction / création d'habitats.

Les impacts sur la flore et les habitats naturels sont :

- concernant la flore patrimoniale : considérés comme faibles (pas d'espèce floristique protégée)
- concernant la destruction et l'altération d'habitats naturels : les milieux les plus sensibles sont arborés
- concernant la dissémination des espèces végétales invasives : elle est liée au transport et au stockage de matériaux inertes et de terres végétales ; l'impact potentiel est considéré comme fort.

Les impacts sur la faune sont :

- forts car destruction d'espèces patrimoniales protégées (Grand Capricorne,...) ou non
- la destruction d'habitats sensibles
- la perturbation de la faune, notamment lors de la nidification ou des déplacements (corridors biologiques formés par les secteurs boisés, haies bocagères)
- les pollutions et poussières.

#### ➤ **Définir les mesures à mettre en œuvre afin de rendre le projet acceptable d'un point de vue écologique**

L'étude définit des **mesures d'évitement** d'impacts (secteurs exclus de toute opération d'extraction comme l'étang, des mares, boisements, haies, etc) et **de réduction d'impacts** (périodicité des activités, protection de certains milieux, etc) synthétisées dans le tableau ci-dessous (ME/MR) :

Mesures	Intitulés	Méthodes - Objets	Maîtrise d'ouvrage
<b>Mesures d'évitement</b>			
ME	Calage général du projet	Evitement partiel des espaces forestiers et bocagers localisés le long de la Veyle renaturée et à l'ouest de la zone d'étude, permettant de conserver de nombreuses stations d'espèces protégées (Fauvette grisette, Pie-grièche écorcheur, Lézard des murailles, Lézard vert, Grenouille agile, Cordulie à corps fin et Grand Capricorne).	Intégré au projet–VICAT
<b>Mesures de réduction</b>			
MR1	Adaptation de la période de défrichement et de décapage des sols	Les défrichements et le décapage des sols seront réalisés entre le 15/10 et le 15/02, hors période sensible pour la faune (période de reproduction)	Intégré au projet–VICAT
MR2	Adaptation de la période d'abattage des boisements et des haies	Les opérations de coupe des boisements et d'abattage des haies seront réalisées entre le 15/10 et le 15/12, hors période sensible pour la faune (période de reproduction)	Intégré au projet–VICAT
MR3	Mise en défens et balisage des zones sensibles et sensibilisation de l'exploitant	Les secteurs présentant des sensibilités particulières et évités (habitats et stations d'espèces) seront identifiés à l'aide d'un balisage et mis en protection à l'aide de grillage avertisseur. Une campagne d'information et de sensibilisation sera également menée auprès de l'exploitant.	VICAT accompagné par un écologue spécialisé
MR4	Prise en compte des espèces végétales envahissantes	Traitement spécifique des espèces invasives, ensemencement des zones de terre végétale mise à nue et veille spécifique	VICAT accompagné par un écologue spécialisé
MR5	Limitation des émanations de poussières	Lors de période de sécheresse prolongée, un arrosage des pistes permettra de limiter l'émanation de poussières par les véhicules	Intégré au projet – VICAT
MR6	Limitation des perturbations des déplacements de la faune	Conservation d'un maximum de linéaire de haies et de boisements aux abords de la zone exploitée en phase exploitation Mise en place de clôtures transparentes pour la faune en phase exploitation et après la remise en état	Intégré au projet – VICAT accompagné par un écologue spécialisé

Les mesures précitées répondent toutes aux impacts potentiels pré identifiés. L'étude ne met donc pas en avant d'éventuels impacts résiduels et donc de mesures compensatoires permettant de les résorber.

A noter que les mesures compensatoires prévues du fait de la dégradation de zones humides permettront de protéger ou de recréer les habitats les plus sensibles, en bord de Veyle (boisements alluviaux).

Conclusions de l'étude :

- Des impacts inévitables sur la faune, la flore et leurs habitats
- Un évitement possible de ces impacts dans les zones à enjeux écologiques les plus importants (limiter l'étendue de la zone d'extraction aux milieux de culture intensive actuelle)
- Une réduction possible par des méthodes d'extraction « raisonnées » (en fonction des saisons etc), et limitant au maximum ses impacts (protection des espaces les plus sensibles par leur délimitation, limitation de la réduction des supports et zones de déplacement de la faune, contrôle de la revégétalisation du site, ...)

Nos conclusions :

- Un évitement possible de ces impacts en limitant l'étendue de la zone d'extraction
- Une réduction possible « renforcée » par un phasage de l'ouverture à l'extraction permettant d'organiser la protection des milieux et espèces sensibles, et de suivre la remise en état progressive du site par remblaiement total (prairies humides).

## ■ **Milieus et espaces agricoles**

Dans le cadre de son projet d'extension, nous avons vu que la Chambre d'agriculture a mené une étude pour Granulats Vicat sur les milieux naturels (12/2014).

Nous avons pu présenter dans le diagnostic agricole les principales caractéristiques des 3 exploitations « impactées » directement par le périmètre d'extension (24 ha) selon l'étude : EARL Brevet basée à Buellas, EARL de Verillat et exploitation Pierre Gonnet basées à St-Rémy mais exploitant des terres sur Buellas.

Il s'agit ici de présenter la suite de l'étude à savoir :

- les effets du projet sur les 3 exploitations
- les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet et les mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire.

D'après l'étude, **les 3 exploitations sont impactées directement en termes de surfaces** : prélèvement de terres labourables essentiellement (cf. tableau ci-dessous).

Les surfaces impactées sont louées ou en propriété.

Aucun siège ne se situe ou n'a de bâtiments agricoles dans le périmètre d'étude mais 2 sont à proximité.

Nom Exploitation	Nombre d'exploitants	Année de naissance	Type d'exploitation	SAU totale	Production principale	% de SAU impactée
EARL BREVET	2	1961-1965	Professionnelle	200 ha	Céréales	10 %
EARL DE VERILLAT	1	1958	Professionnelle	103 ha	Lait	8,35 %
PIERRE GONNET	1	1964	Professionnelle	60 ha	Pension bovins/vente foin	6,50 %

**Tableau récapitulatif des exploitations impactées par l'extension - Etude d'impact agricole du projet d'extension de la carrière – Chambre d'Agriculture de l'Ain 12/2014**

L'impact sur les surfaces prélevées est élevé du fait qu'elles se situent :

- sur des secteurs agricoles stratégiques (bonne qualité agronomique, grands tènements fonciers, parcelles irriguées et drainées, proximité d'un bâtiment d'élevage)
- en secteur périurbain soumis à forte pression du fait de la proximité à l'agglomération burgienne (importance du fermage, difficulté à trouver de nouveaux terrains pour compenser les pertes).

Ces impacts directs sont synthétisés dans le tableau et sur la carte suivante :

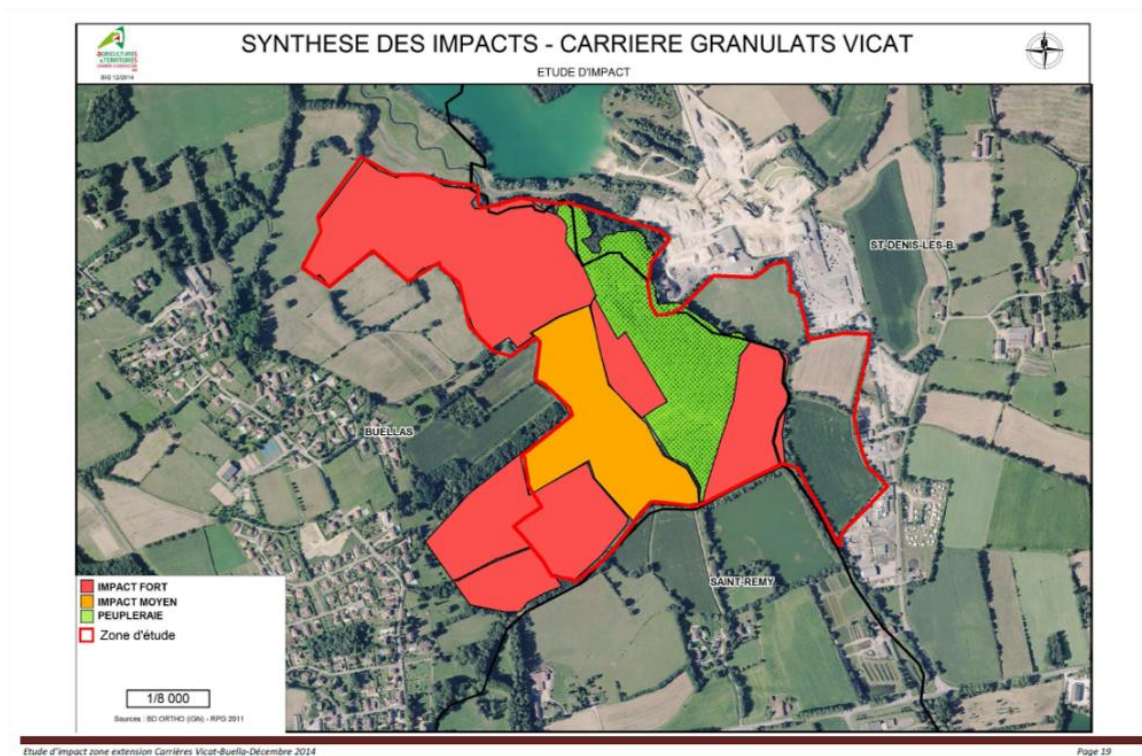
## SYNTHESE DES IMPACTS PAR EXPLOITATION

Nom Exploitation	Système de production	Parcelles de proximité	Parcelles irriguées/ drainées	Exploitation ayant déjà perdu des terrains du fait de l'urbanisation depuis 5 ans	Impact foncier de plus de 5 % de la SAU totale	Contraintes d'épandage	Impact de la zone d'extension sur l'exploitation
EARL BREVET	CEREALES		+++	+	+++		+++
EARL DE VERILLAT	LAIT			+	++	+	+
PIERRE GONNET	PENSION BOVINS-VENTE FOIN	+++		+	++		+++

Impact agricole faible à moyen

Impact agricole moyen à fort

Impact agricole fort à très fort



**Les mesures compensatoires** envisagées dans l'étude sont :

- pour l'impact direct sur le foncier : compensations foncières (terrains à proximité et de qualité équivalente) et/ou financières (selon préjudices subits – détaillés dans l'étude)
- pour les impacts indirects sur l'environnement : la mise en place d'espaces de compensations environnementales pour les zones humides et boisées touchées (*voir parties précédentes*) risque potentiellement d'impacter des parcelles agricoles dépendant d'autres exploitations ; des compensations agricoles de nature collective devront dans ce cas être proposées, en concertation avec le monde agricole.

**A noter qu'à la date de l'étude, le scénario du remblaiement total n'avait pas été envisagé.**

## Conclusions de l'étude :

- Des impacts directs inévitables sur le foncier agricole, pouvant être compensés foncièrement et/ou financièrement selon les cas
- Des impacts indirects potentiels liés à la mise en place de compensations environnementales sur des terres agricoles proches, qui peuvent être compensés sous forme agricole et collective.

## Nos conclusions :

- Des impacts directs pouvant être réduits en limitant l'étendue de la zone d'extraction, et seulement temporaires si le réaménagement se fait par remblaiement cultural du site
- Des impacts potentiels par la mise en place des mesures compensatoires de zones humides à l'intérieur de la zone de projet (impact direct : bois alluviaux sur des parcelles aujourd'hui cultivées) et en-dehors (impacts indirects potentiels sur un autre exploitant pour la création de zones humides) ; des compensations agricoles seront à prévoir par le porteur de projet (non géré dans le PLU) ;
- Des mesures qui permettront de concilier deux intérêts économiques forts : la protection de l'activité agricole (enjeu économique communal) et la poursuite de l'activité de carrière (enjeu économique intercommunal).

### 1.3 Incidences sur les trames vertes et bleues

Le projet de développement de la commune a été élaboré en cohérence avec les composantes de la trame verte et bleue identifiées par le SRCE, déclinées à l'échelle du SCoT puis au niveau communal dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

Concernant la continuité aquatique formée par la Veyle, le projet d'extension de la carrière n'empiètera pas sur le lit mineur de la Veyle et sur une bande de part et d'autre de 50 mètres; ses fonctionnalités n'en seront donc pas atteintes (*voir aussi partie sur les incidences notables en termes de risques*).

Concernant le corridor biologique « à remettre en état » le long de la Veyle, le projet d'extension prévoit d'éviter l'extraction à ses abords (*voir partie sur les milieux naturels*).

Concernant la continuité boisée centrale d'Est en Ouest, sa remise en état est prévue dans le projet (*voir partie sur les milieux naturels*).

Enfin, la continuité des milieux agricoles sera impactée car « réduite en largeur » mais sa remise en état sera assurée par le remblaiement total du site (*voir partie sur les milieux agricoles*).

### 1.4 Incidences sur les paysages et entrées de ville

Le projet d'extension de la carrière ne prévoit pas d'infrastructures supplémentaires hormis des infrastructures de transport de matériaux. Les installations n'auront donc pas d'impact sur le paysage bocager caractéristique de Buellas, en particulier sur cette zone.

#### Nos conclusions :

- Un « évitement » possible des impacts directs sur le paysage bocager par une remise en état des haies et boisements détruits (*voir étude sur les milieux naturels*) et le remblaiement total du site.
- Une réduction possible des impacts directs par limitation de l'étendue de la zone d'extraction et le maintien des haies autour du futur site d'exploitation

## 2. INCIDENCES SUR LA RESSOURCE EN EAU

---

### 2.1 Incidences sur les ressources en eau souterraines et superficielles

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une **étude hydrogéologique**, réalisée par CPGF Horizon (08/2016).

L'état initial de l'environnement a permis de présenter le contexte hydrogéologique et hydrologique du secteur tel que décrit dans l'étude.

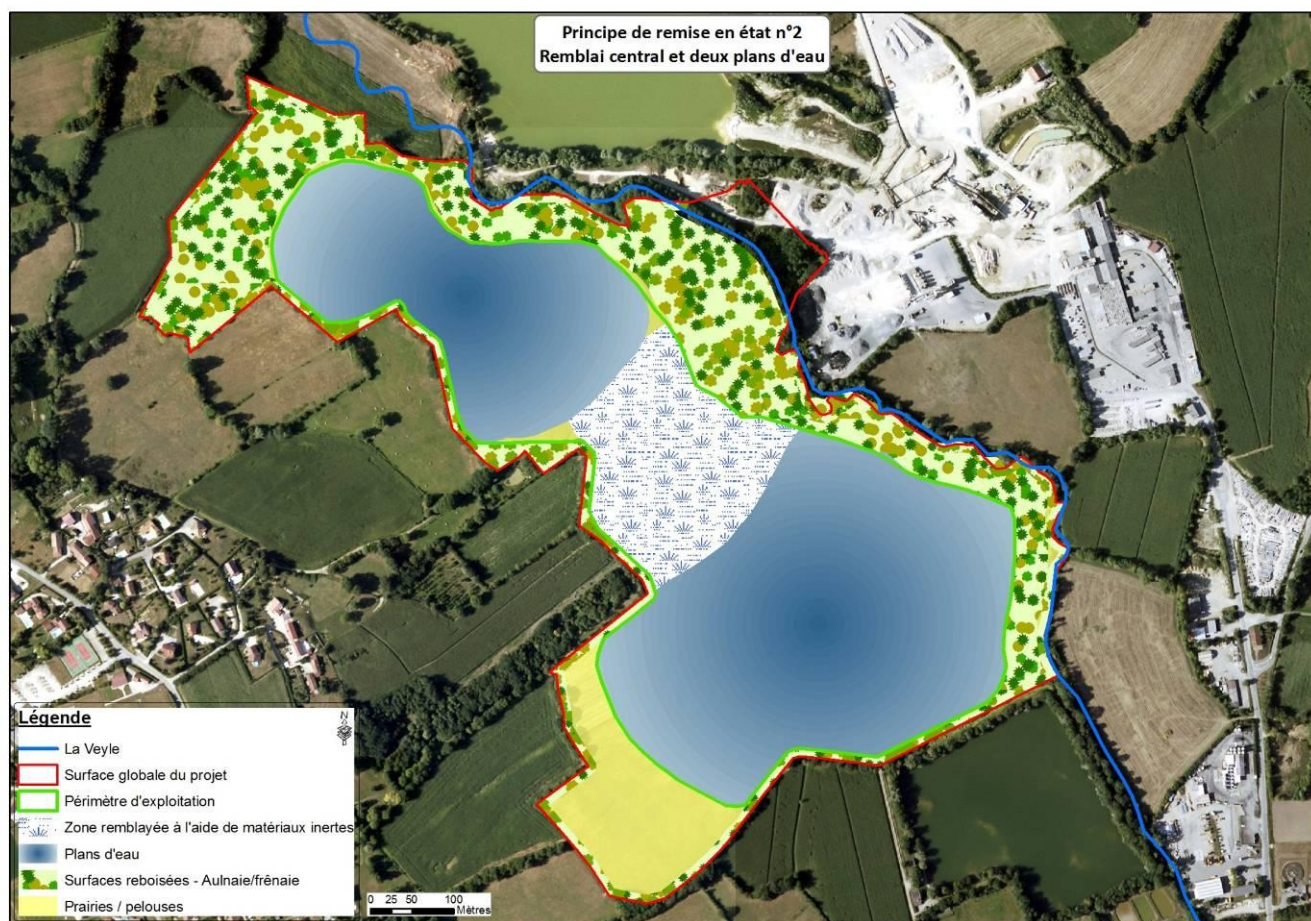
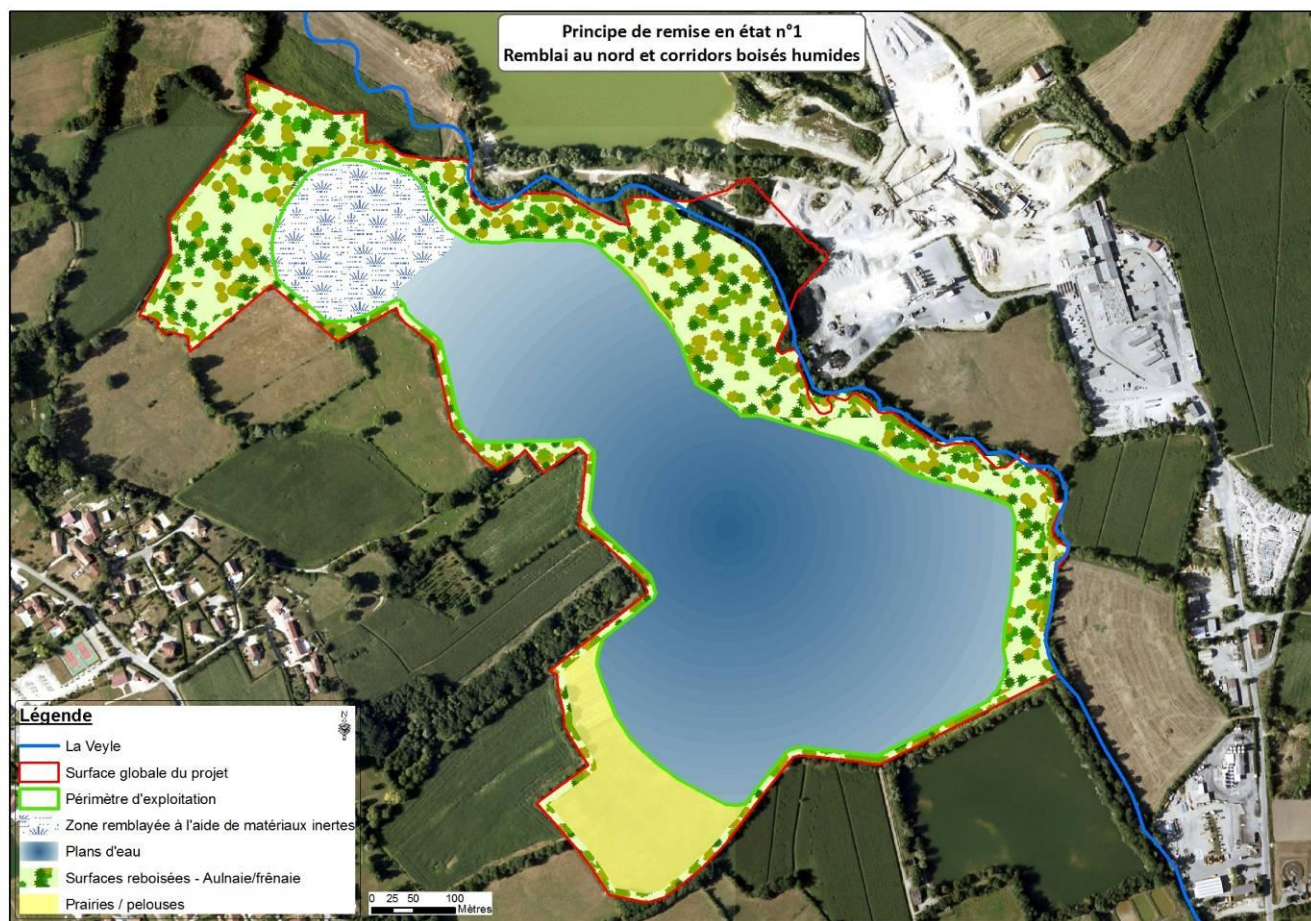
Cette partie a permis de montrer :

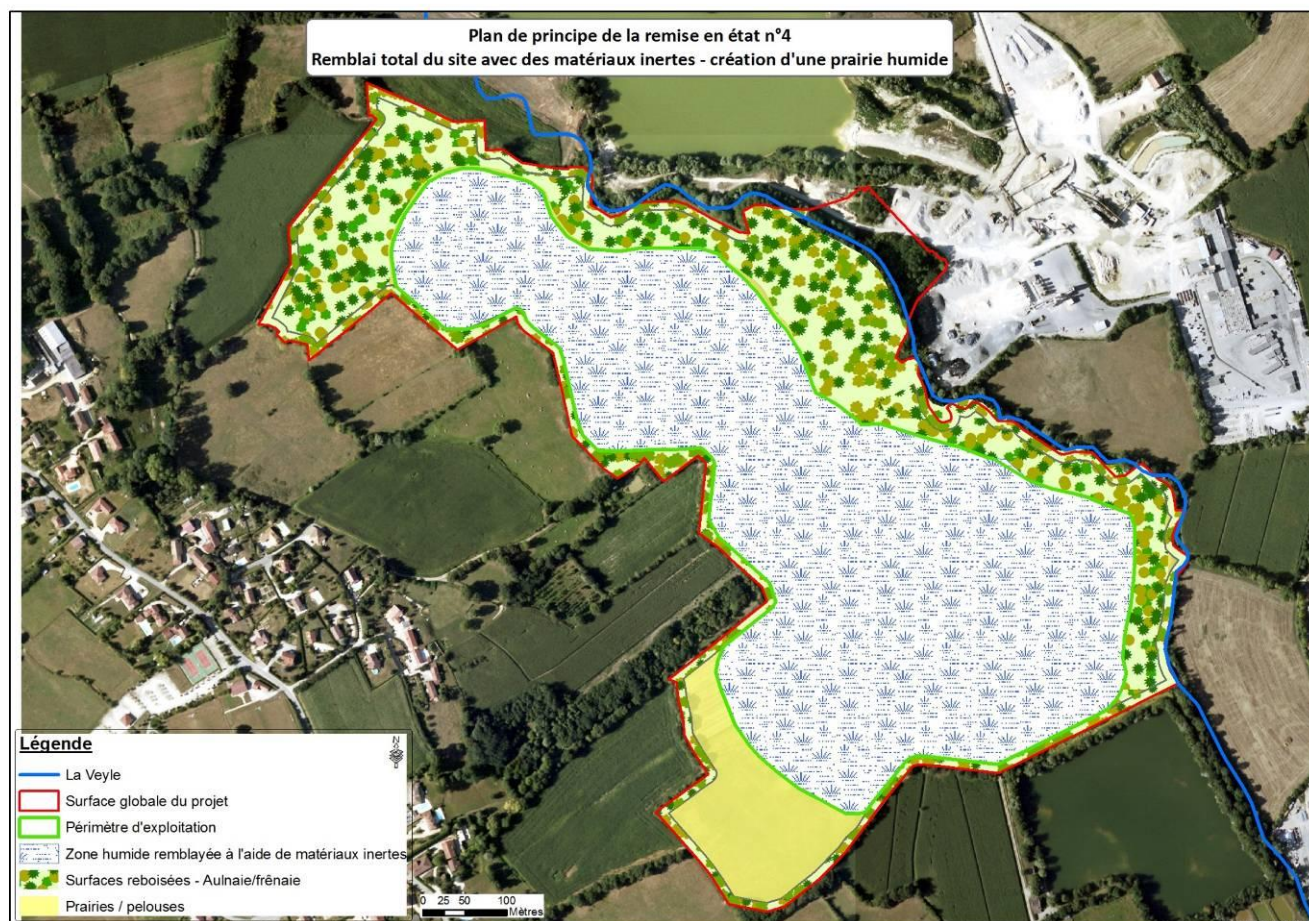
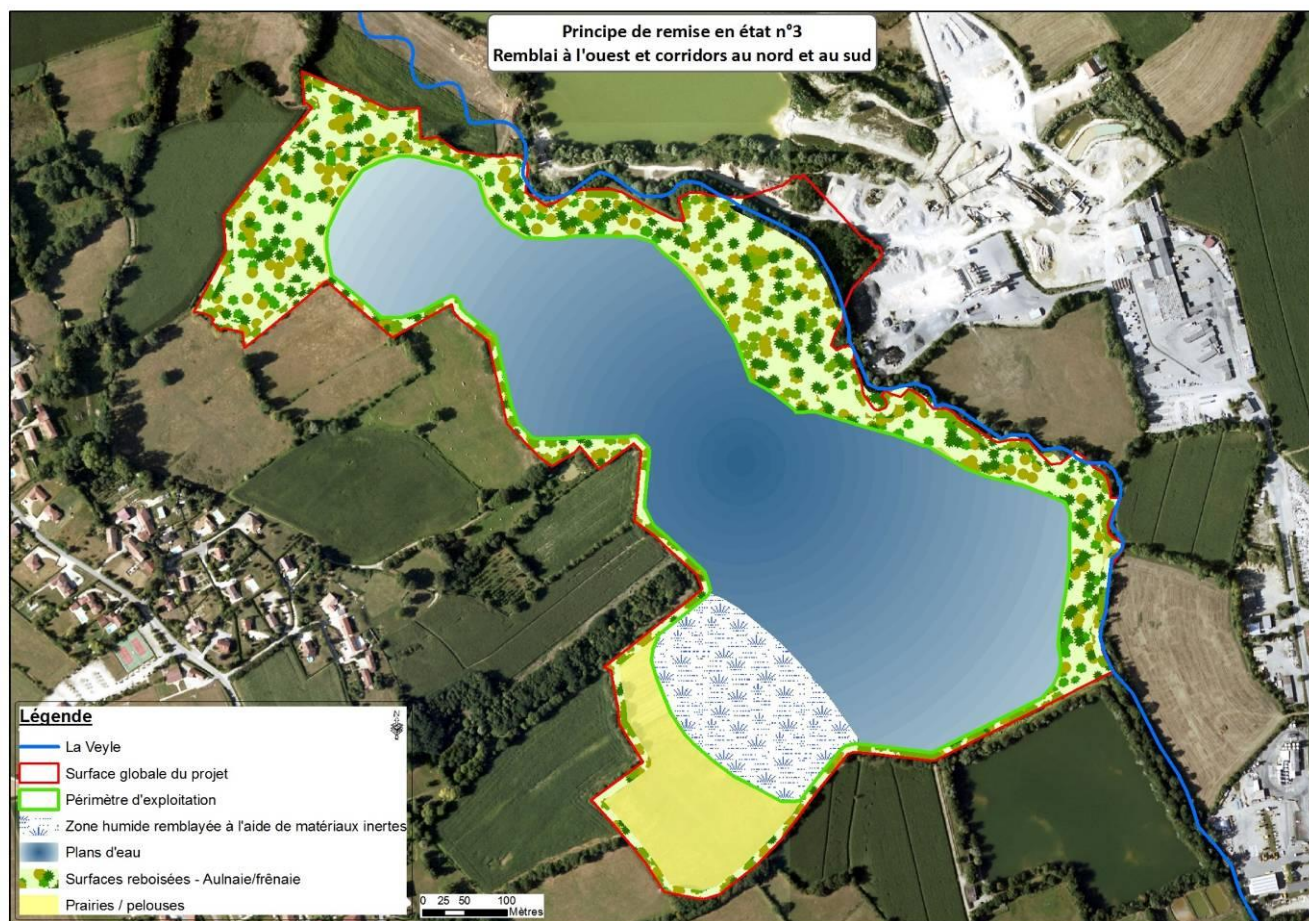
- que l'enjeu portait essentiellement sur les aquifères superficiels (nappe alluviale de la Veyre)
- que la vulnérabilité de la ressource était essentiellement liée à l'activité agricole et voies de circulation
- que la ressource est faiblement exploitée à Buellas.

La suite de l'étude s'attache à :

- *Identifier les impacts du projet de réaménagement sur les eaux souterraines du secteur (voir schéma ci-dessous) ;*
- *définir les mesures préventives à mettre en œuvre afin que l'exploitation projetée présente les meilleures garanties de protection des eaux souterraines.*

Les 4 scénarios de réaménagement y sont présentés de façon schématique (*voir ci-dessous*).





**Cette étude apporte les conclusions suivantes :**

- **Impacts quantitatifs :**

- les 4 scénarii ont un impact géographiquement limité ; les remises en état avec remblai central et total sont les moins impactantes
- des remontées de nappes ayant de faible conséquence (aucun risque d'inondation des parcelles situées à proximité du site) ; le projet d'une remise en état avec un remblaiement central est le moins impactant par rapport aux critères de remontée de nappe
- aucun impact sur les captages exploités du secteur dans la mesure où aucun ouvrage n'est situé dans la zone potentiellement impactée
- un impact sur le plan d'eau situé en amont du projet au sud (rabattement de la nappe) ; mais négligeable voire nul pour les projets de remise en état avec un remblai central et total
- pas de modification du sens d'écoulement de la nappe
- seule la remise en état avec remblai au Sud-Ouest aurait un impact observable sur le débit de la Veyle.

- **Impacts qualitatifs :** le seul risque de pollution des eaux souterraines et superficielles est lié au déversement accidentel d'hydrocarbures des engins.

Afin d'éviter et de réduire ce risque, l'étude met en avant la mise en place de mesures compensatoires :

- mesures de prévention (contrôle des engins, bacs de rétention en cas d'intervention exceptionnelle sur les engins, réaménagement coordonné à l'exploitation...)
- mesures de protection (programme d'urgence en cas de fuite).

L'étude propose également des simulations de pollution. Elle indique que **l'utilisation de matériaux inertes pour le remblaiement de l'exploitation en eau aura un effet négligeable sur la qualité des eaux souterraines.**

**L'étude conclut que la remise en état la moins impactante d'un point de vue hydrogéologique est la remise en état avec un remblaiement total par des matériaux inertes** car, parmi les points précités, il est celui dont l'impact géographique est le plus limité. En outre, ce scénario favoriserait la création de zones humides.

**Conclusions de l'étude :**

- Les impacts quantitatifs (effets de gonflement / rabattement de la nappe) du projet de réaménagement ne peuvent être évités mais sont relativement limités et peuvent être réduits en fonction du scénario retenu, sachant que le scénario du remblaiement central ou total sont les moins impactants
- Les impacts qualitatifs du projet de réaménagement :
  - sont très limités concernant les engins et peuvent être compensés par la mise en place de 2 niveaux de mesures
  - sont négligeables concernant les matériaux de remblai (déchets inertes).

## 2.2 Incidences sur le réseau d'assainissement collectif

La commune envisage le développement urbain du bourg et du hameau de Corgenon. Elle souhaite par ailleurs étendre son réseau d'assainissement collectif à l'ensemble de la commune par la mise à jour de son zonage d'assainissement concomitamment à la révision du PLU.

L'état initial de l'environnement a permis de mettre en évidence :

- que la station d'épuration de Buellas-Montcet arrive aux limites de ses capacités en charge polluante comme en charge hydraulique du fait de l'apport d'eaux parasites.
- que la station de Corgenon arrive déjà à saturation (620 habitants raccordés pour une capacité de 600 EH).

Par ailleurs, **le projet de croissance de Buellas n'est pas en adéquation avec la capacité des installations existantes**. Le PLU établit un modèle de croissance de la population en adéquation avec les orientations du SCoT (*voir la partie sur les Justifications*), pour calculer les besoins en logements de la commune, et par là-même ses besoins fonciers. Le modèle de croissance estime à 2.389 habitants la population de Buellas en 2035, soit 655 habitants de plus qu'en 2013.

Les charges supplémentaires à traiter sont ainsi estimées à :  
655 Equivalents habitants (population supplémentaire) + 55 EH<sup>1</sup> (correspondant aux capacités d'extension de la ZA des Thions sur 3.3 ha) = 710 EH supplémentaires.

- Concernant la station de Buellas-Montcet, sont attendus la réalisation du diagnostic-réseau et de travaux en cours de programmation dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement
- L'extension du tissu urbain sur Corgenon n'est possible qu'à condition de la mise en place d'une nouvelle installation de traitement.  
**D'où le projet de zone 2AU sur Corgenon et de mise en place d'un emplacement réservé dédié à la nouvelle installation de traitement (ER n° 1).**

<sup>1</sup> On estime dans ces prévisions :

- une charge de 1kg DBO5 par ha pour la pollution domestique d'une zone industrielle et commerciale (hors processus industriel qui nécessiterait un traitement indépendant de la station)
- et sur la base d'un EH pour 0.06 kg/hab/jour

D'où l'estimation :  $(3.3 \text{ ha} * 1 \text{ kg}) / 0,06 = 55 \text{ EH}$ .

### 3. INCIDENCES EN TERMES DE RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

#### 3.1 Les incidences en termes de risques

##### 3.1.1. Les risques d'inondations

*Voir aussi les conclusions de l'étude hydrogéologique ci-dessus*

L'étude hydraulique menée par le cabinet HTV pour Granulats Vicat (07/2016) a été présentée dans l'état initial de l'environnement (éléments de définition et de caractérisation de l'espace de mobilité et analyse hydraulique quant à l'exploitation actuelle).

La suite de l'étude présente :

- *l'analyse hydraulique à l'état projet (selon scénario de réaménagement)*
- *les dispositions constructives à suivre durant l'exploitation*

Elle établit les conclusions suivantes :

- la zone d'influence du projet d'extension se limite entre les verrous hydrauliques, quelque soit le scénario de remise en état retenu
- **le projet d'extension n'aura pas d'influence sur le débordement dans la gravière à l'aval ni sur les écoulements en amont** (*voir carte ci-dessous*)
- **le risque d'érosion des berges est important avec les scénarios 1 et 3 (remblai nord ou ouest), limité avec le scénario 2, nul avec le scénario 4 de remblaiement total à - 0.5 m sous le terrain naturel.**

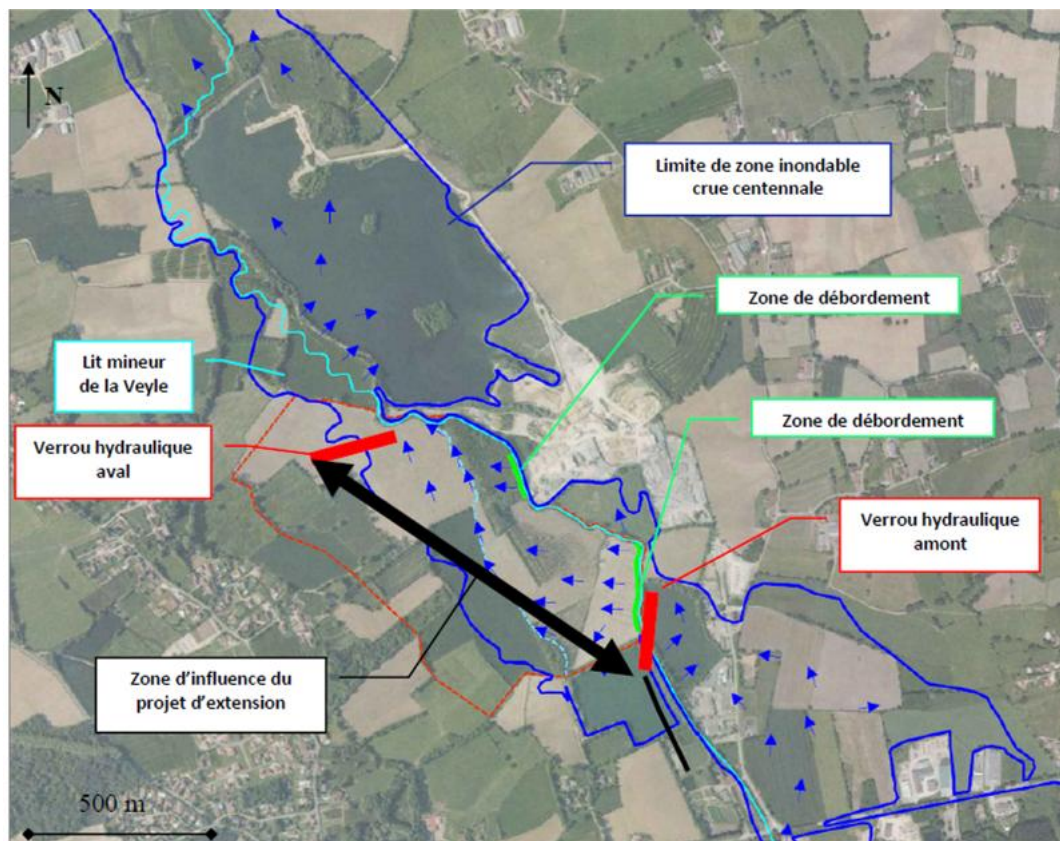


Figure 3-9 : Zone d'influence du projet d'extension sur les écoulements en crue

L'étude ajoute qu'en crue centennale, le scénario 4 aura pour impact :

- un abaissement de la ligne d'eau de 0.17 m à 0.48 m en crue centennale
- la création de 13 400 m<sup>2</sup> supplémentaires de zone inondable
- un ralentissement de l'onde de crue de 5 minutes et une diminution du débit de pointe de 0.04 m<sup>3</sup>/s (inférieure à 1%).

Etant donnés les risques de crues de la Veyre existants, l'étude émet des dispositions constructives à suivre durant la phase d'exploitation, afin de se prémunir au mieux de ces risques ; elles consistent en :

- **un phasage de l'exploitation de l'aval vers l'amont**
- **le transport des matériaux** pour leur stockage en zone non inondable, **au moyen d'un convoyeur à bande** ; cet ouvrage sera installé en rive gauche de la Veyre, ainsi qu'en franchissement du cours d'eau, au milieu de la zone d'exploitation (soit en amont d'une zone de débordement), avec des fondations hors lit mineur
- **le suivi de l'état des berges et leur entretien.**

#### Conclusions de l'étude :

- L'exploitation n'a pas d'impact sur le débordement dans la gravière ni sur l'écoulement des eaux en amont si elle respecte une distance de 50 mètres minimum au lit mineur
- Des précautions doivent être prises en cas de crue de la Veyre (phasage de l'exploitation de l'aval vers l'amont du fait du risque « naturellement présent » de crue de la Veyre, transport des matériaux par convoyeurs à bande)
- Le réaménagement du site n'a pas non plus d'impacts mais il peut toutefois en exister avec les scénarios 1, 2 et 3 (création de plans d'eau) si l'aménagement et le suivi des berges n'est pas correctement assuré. Ces impacts peuvent être évités avec le scénario 4 (remblaiement total) ou réduits par la mise en place de règles d'aménagement et d'entretien des berges.

### 3.1.2 Les risques en termes de stabilité

L'analyse morpho-topologique et l'enquête géologique et hydrogéologique de **l'étude de stabilité** réalisée par Equaterre pour la société Granulats Vicat (07/2015) relatées dans l'état initial de l'environnement ont permis de montrer un contexte relativement stable sur le site d'extension potentielle de la carrière.

La suite de l'étude se focalise plus spécifiquement sur le coteau du Petit Corgenon au pied duquel le terrassement est rendu nécessaire pour le projet.

Les résultats sont les suivants (logiciel TALREN) :

La stabilité globale du versant et locale du talus est justifiée lorsque le coefficient de sécurité est supérieur ou égale à 1.5.

Or ce coefficient, sous combinaison fondamentale (ELS) :

- est compris entre 4.46 et 5.36 selon le cercle de glissement étudié (pour une rupture du sol au-delà du coin de Coulomb)
- est de 3.34 avec un talus de 30° en périphérie de l'exploitation.

De ce fait, **l'étude conclut que la future exploitation du site ne remettra pas en cause la stabilité générale du coteau du Petit Corgenon.**

## 3.2 Les incidences en termes de pollutions et nuisances

### 3.2.1 Les nuisances liées au bruit

Au-delà de l'étude acoustique environnementale présentée dans l'état initial de l'environnement, et dans le cadre du projet d'extension de la carrière, Granulats Vicat a demandé la réalisation d'une **étude acoustique** pour évaluer l'impact sonore de l'exploitation étendue. Elle a été menée par le bureau AD ingénierie et a été rendue le 13/07/2016.

*L'objectif de l'étude était d'évaluer l'impact sonore de l'activité d'extraction et de remblaiement sur la future extension pour voir si elle respecte les seuils réglementaires.*

L'étude a suivi les étapes suivantes.

- **Mesures environnementales du bruit de fond – ou bruit résiduel – généré par la partie installation afin de déterminer les « contributions maximales réglementaires »**

On rappelle que le projet ne prévoit pas le déplacement des installations actuelles (traitement + activités liées aux clients), ni l'implantation de nouvelles installations.

Selon les mêmes méthodes que l'étude acoustique présentée pour l'exploitation actuelle, le bruit résiduel des installations a été mesuré sur 4 points, 2 en limite de propriété du site et 2 en zone d'émergence réglementée (c'est-à-dire en zone occupée par les riverains).

Les conditions étaient les suivantes :

- fonctionnement habituel des installations, activité extractive à l'arrêt
- ciel dégagé, vent nul.

Les points de mesure sont les suivants :



Implantation des points de mesure en limite de propriété



Implantation des points de mesure en zone d'émergence réglementée

A partir de ces points de mesures du bruit résiduel dans son état initial, et de la réglementation en vigueur, les « **contributions maximales réglementaires** » à respecter dans le cadre du futur projet ont été calculées. Elles sont indiquées dans le tableau suivant.

Niveau de bruit en dBA	LP 1	LP 2	ZER 1	ZER 2
Bruit résiduel (état initial)	56.5	50.5	48	52
Bruit ambiant réglementaire	70	70	53	57
<b>Contribution maximale réglementaire</b>	<b>69.5</b>	<b>69.5</b>	<b>51</b>	<b>55</b>

#### ➤ Mesures sur site des sources de bruit pour la partie extraction

Plusieurs mesures ont été prises au niveau des 3 sources de bruit principales dans le cadre de l'extraction : la drague flottante, le convoyeur à bande, et les deux associés.

Le bruit a été mesuré à des distances plus ou moins éloignées.

*A noter : le matériau est aujourd'hui extrait avec une dragline et non une drague flottante.*

Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Sources	Niveau sonore en dBA
Drague flottante + convoyeur – 15 m au sud de la drague flottante	70,5
Drague flottante + convoyeur – 30 m au sud de la drague flottante	62
Drague flottante + convoyeur – 50 m au sud de la drague flottante	60,5
Drague flottante – 50 m à l'est de la drague flottante	59,5
Drague flottante – 30 m au sud-est de la drague flottante	61,5
Drague flottante – 25 m au sud de la drague flottante	59,5
Convoyeur – 2 m	74
Convoyeur – 2 m	68,5
Convoyeur – 4 m	64,5

➤ **Etude de l'impact sonore à partir d'hypothèses de calculs de modélisation, et comparaison aux mesures environnementales et sur sites**

Les hypothèses suivantes d'extraction et de convoyage de matériaux et remblai sont posées :

	Option 1 – Acheminement des matériaux de remblai par convoyeur	Option 2 – Acheminement des matériaux de remblai par camions
Cas A	Extraction par drague flottante Marinage par convoyeurs Bulldozer pour le remblai	Extraction par drague flottante Marinage par convoyeurs Bulldozer pour le remblai
Cas B	Extraction par dragline Chargeur Marinage par convoyeurs Bulldozer pour le remblai	Extraction par dragline Chargeur Marinage par convoyeurs Bulldozer pour le remblai

Les valeurs suivantes sont retenues par ailleurs :

- bulldozer : 69 dBA à 10 m
- chargeuse : 65 dBA à 10 m

Ces 4 hypothèses sont éprouvées sur 2 zones d'implantation distinctes, afin d'étudier les impacts sonores potentiels en début d'exploitation, et en fin d'exploitation (*l'exploitation étant prévue de l'aval vers l'amont – voir étude hydraulique*). Ces zones sont réparties comme suit :



Après présentation détaillée de tous les résultats, l'étude conclut qu'en période diurne, les contributions maximales réglementaires ne sont dépassées sur aucun des points de mesure, pour chacune des 8 configurations étudiées, incluant l'extraction et le remblai.

On rappelle toutefois que le projet ne prévoit aucun transport de matériaux par camions sur la zone.

**Les nuisances sonores existeront donc pour les riverains, mais respecteront les seuils réglementaires autorisés.**

### 3.2.2 Les nuisances liées aux retombées de poussières

Nous avons vu dans l'état initial que, d'après l'étude sur les retombées de poussières établies par IGTA Prysm pour Granulats Vicat, l'activité extractive actuelle génère un empoussièrement faible (mesures inférieures à la valeur « de référence ») et ce, à immédiate proximité du site d'exploitation.

On rappelle que le projet d'extension consiste en un déplacement de l'activité vers le Sud-Est de la commune, et non à un surplus d'activité. En l'absence d'étude complémentaire sur l'empoussièrement « à l'état projet », **on peut donc considérer que l'empoussièrement généré ne sera pas plus important à immédiate proximité du site d'exploitation, ni dans les zones d'habitations**, bien que le site du projet en soit plus proche que le site d'exploitation actuel.

On rappelle aussi que l'extraction future potentielle sera effectuée selon les mêmes méthodes qu'actuellement - en eau - ce qui limite l'empoussièrement (matériaux humides).

Par ailleurs, la société Granulats Vicat utilise des méthodes permettant d'éviter ou limiter les retombées de poussières :

- transfert des matériaux par convoyeurs ne générant pas de poussière,
- bardage des installations de traitement, permettant le confinement des poussières et donc peu d'émissions,
- arrosage des pistes près des installations par temps sec, limitant les émissions de poussières lors de la circulation des engins.

## 4. SYNTHESE CONCERNANT LE PROJET D'EXTENSION DE CARRIERE

---

### 4.1 Choix du scénario de remise en état

L'analyse des incidences présentée ci-avant a permis d'établir, par thématique, les impacts des différents scénarios.

En conclusion, **le scénario de réaménagement par remblaiement total du site avec des matériaux inertes reste le moins impactant :**

- pour les zones humides (permet une compensation minimale de 100% des surfaces impactées en majeure partie sur le site lui-même, ou à proximité)
- pour les milieux naturels, la flore et la faune (remise en état initial, maintien des déplacements de la faune)
- pour les espaces agricoles et les exploitations (restitution et remise en état culturale)
- pour les continuités boisées et les milieux agricoles ouverts
- pour la modification du paysage (remise en état initiale)
- pour la ressource en eau potable (quantité et qualité maintenues)
- pour l'espace de mobilité de la Veyre et la modification de son écoulement en cas de crue (inexistence d'un plan d'eau et de berges, remise en état initiale).

Par ailleurs le scénario permet de ne pas créer un plan d'eau supplémentaire, non souhaité par la commune, et dont la gestion serait délicate (conversion en zone de loisirs, intérêt communautaire...).

Enfin, la société Granulats Vicat sait procéder au remblaiement de sites d'exploitation et assurer le traitement et la valorisation des déchets (vus lors de la visite des sites de Nievroz et Villeurbanne).

Ainsi, la commune s'est montrée favorable à la remise en état par remblaiement total du site d'extraction.

*Remarques :*

*Il avait été vu avec le Conseil Général de l'Ain que les besoins en stockage de déchets inertes sur le SCoT BBR pouvaient trouver une sortie sur le site projeté de Buellas mais que cela restait à quantifier en fonction du volume à remblayer.*

*Par ailleurs le projet de révision du SCoT BBR prévoirait des prescriptions quant à la valorisation (et l'enfouissement) des déchets inertes sur son territoire.*

### 4.2 Mesures et traduction réglementaire des incidences notables

Le tableau ci-dessous présente les différentes incidences potentielles induites par le projet d'extension de la carrière et le scénario de remblaiement total, bien qu'étant le scénario de remise en état le moins impactant pour l'environnement.

Incidences	Traduction réglementaire	
	Au sein du plan de zonage et/ou du règlement	Au sein de l'OAP « carrière »
<p>Destruction de zones humides</p> <p>Destruction de milieux naturels, faune et flore</p> <p>Destruction de continuités écologiques : continuité boisée Est / Ouest</p> <p>Réduction de continuités écologiques : continuité des milieux ouverts agricoles</p> <p>Atteinte des fonctionnalités de la continuité aquatique et du corridor biologique de la Veyle</p> <p>Consommation d'espaces agricoles de qualité et impact économique sur les exploitations</p> <p>Modification du paysage</p> <p>Atteinte de l'espace de mobilité de la Veyle et modification de la géométrie de fond de vallée (modification de l'écoulement des eaux en crue, risque d'inondation)</p> <p>Nuisances pour les riverains (bruit, poussières)</p>	<p><b>1. Eviter des incidences par la limitation de la zone d'exploitation par la protection maximale des éléments naturels existants :</b></p> <p>→zonage N très strict, inconstructible et sans extraction possible autour du site (protection des zones humides existantes...) ;</p> <p>→protection des haies, ripisylves, bois alluviaux au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, voire EBC au Nord du site</p> <p>→application d'une distance minimale de 50 mètres au lit mineur de la Veyle</p> <p>→ 60 mètres retenus</p> <p>→application d'une distance minimale de 300 mètres aux premières habitations pour la définition du zonage d'exploitation autorisée</p> <p><b>2. Réduire des incidences par la définition de la zone d'exploitation en 2 trames :</b></p> <p>→zonage Nc2 (fermée à l'exploitation) : sont autorisées les installations nécessaires à l'activité de carrière et l'extraction sous condition d'une procédure adaptée (révision allégée ou déclaration de projet ultérieure)</p> <p>→zonage NCx : seules sont autorisées les installations nécessaires à l'activité de carrière, mais pas l'extraction (traversée de la Veyle)</p> <p><b>3. Compenser des incidences par :</b></p> <p>→trame de protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, sur le pourtour du site susceptible d'accueillir des mesures compensatoires, en zone N (au Nord du site, sur les abords de la Veyle) et en zone NCx : seuls sont autorisés les exhaussements et affouillements et plantations liés à la mise en place de mesures compensatoires liées à la suppression de zones humides (le reméandrage de la rivière est par exemple autorisé - hors des EBC où l'occupation du sol est figée)</p>	<p><b>2. Réduire des incidences par un phasage de l'exploitation :</b></p> <p>→4 ouvertures de zone de 5-6 ha environ chacune, selon le principe d'un phasage de l'exploitation du Nord au Sud* (nécessite une modification du PLU) : Nc2A, Nc2B, Nc2C, Nc2D.</p> <p><i>*phasage de l'exploitation de l'aval vers l'amont du fait du risque « naturellement présent » de crue de la Veyle</i></p> <p><b>3. Compenser des incidences par une remise en état progressive du site exploité</b></p> <p>→une remise en état naturelle et agricole par <u>remblaiement total par matériaux inertes</u> au fil de l'exploitation et en fin d'exploitation (milieux agricoles humides, boisements alluviaux ...)</p> <p>→chaque ouverture de zone est conditionnée à la remise en état de 40% à minima de la surface de la zone d'extraction précédente (niveau fini), et de 100% de la zone d'extraction encore antérieure</p> <p>→rétablissement du corridor boisé central (après exploitation complète de la zone Nc2A)</p> <p><i>Voir détails OAP</i></p>

# JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD, LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET LE REGLEMENT

# 1. LA RECHERCHE D'EQUITE SOCIALE

---

## 1.1 Poursuivre un développement urbain maîtrisé et cohérent

### **PREAMBULE**

#### ***Perspectives d'évolution démographique, et besoins en logements : maîtriser la croissance démographique.***

L'évolution démographique de Buellas a connu entre 2008 et 2013, une croissance importante, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,4%, du au solde migratoire, mais aussi au solde naturel, qui a toujours été positif à Buellas. Ce taux est relativement soutenu, mais bien inférieur au taux enregistré sur la période précédente (2,6% entre 1999 et 2008), où la part due au solde migratoire était particulièrement forte.

#### **Etat zéro du PLU au 01/09/2016 :**

Un état 0 du PLU est proposé au 01/09/2016 ; il s'appuie sur les dernières données INSEE complètes connues (2013), ainsi que sur les données du registre des permis de construire.

La population des ménages, c'est-à-dire des résidences principales, s'élève à **1734 habitants au 01/01/2013**. Le parc de résidences principales s'élève à **693 unités**. Le taux d'occupation est donc de **2.5 habitants par logement**.

Entre le 01/01/2013 et le 01/09/2016, les données du registre des permis font état de **77 nouveaux logements réalisés ou à venir très prochainement** (y compris 38 logements sur Corgenon). Le parc de résidences principales à court terme en projetant les opérations autorisées et réalisées s'établit donc à **770 logements<sup>2</sup> au 01/09/2016**.

Nous pouvons donc estimer le gain de la population entre le 01/01/2013 et le 01/09/2016 à environ 189 habitants (en retenant un taux d'occupation de 2.45 habitants/logement<sup>3</sup>).

**La population actuelle au 01/09/2016 est donc estimée à 1923 habitants<sup>4</sup>.**

La commune souhaite poursuivre son développement à un rythme toutefois soutenable, en retenant un taux de croissance annuel moyen d'environ 1.19%, et stabiliser sa population des ménages (c'est-à-dire des résidences principales), à l'horizon 2035, aux alentours de 2389 habitants<sup>5</sup>. **Cet objectif apparait en cohérence avec l'évolution annuelle démographique du SCoT, en demeurant inférieur au taux dernièrement enregistré, tout en soutenant l'indéniable attrait pour la commune.**

<sup>2</sup> Calcul du parc de résidences principales au 01/09/2016 :  $693 \text{ logs } 2013 + 77 \text{ logs } 01/01/2013-01/09/2016 = 770 \text{ logs } 01/09/2016$

<sup>3</sup> Calcul du taux d'occupation : Entre 1999 et 2013, la perte est de 0.2 point ; linéairement, la perte entre le 01/01/2013 et le 01/09/2016 peut être estimée à 0.05 point (d'où le taux de 2.45 retenu entre les deux dates :  $2.5 - 0.05 = 2.45$ )

<sup>4</sup> Calcul de la population actuelle :  $1734 \text{ hab } 2013 + (77 \text{ logs } 01/01/2013-01/09/2016 \times 2.45 \text{ hab/log}) = 1923 \text{ hab } 01/09/2016$

<sup>5</sup> Calcul de la population à l'horizon du PLU (2035) :  $1923 \text{ hab état } 0 \times (1 + 1.19\%)^{18.33\text{ans}} = 2389 \text{ hab } 2035$

L'analyse des données statistiques de l'INSEE, entre 1999 et 2010, a mis en lumière l'amorce du vieillissement de la population. Ce phénomène, conjugué avec celui de la décohabitation, génère une légère diminution du nombre de personnes par logement sur l'ensemble du parc.

Pour pallier cette tendance, **la commune souhaite, à l'avenir, encourager la mixité intergénérationnelle.**

Ainsi, elle ambitionne d'**accueillir, sur les années à venir, principalement des familles avec enfants**, en recentrant les futures zones constructibles dans le bourg de Buellas, à proximité des équipements scolaires et sportifs. Dans ce cadre, c'est au sein de programmes d'habitat variés, que les jeunes familles devraient se fixer, et ainsi, pallier au vieillissement démographique.

Afin de répondre aux besoins de développement, la production d'environ 269<sup>6</sup> nouveaux logements entre le 01/09/2016 et 2035 peut être envisagée, avec un taux d'occupation retenu de 2.3 à l'échéance du PLU (2035), intégrant une légère décohabitation, puis une stabilisation du taux.

Le parc de résidences principales serait donc porté, en 2035, à 1039 unités<sup>5</sup>.

**Avec un taux de croissance démographique moyen retenu de 1.19% par an :**

- **le gain de population sur Buellas est estimé à environ 466 habitants entre le 01/01/2016 et 2035**
- **soit un besoin de 269 nouveaux logements environ sur la période**

Cette prospective permettra à la commune de conforter son statut au sein de la seconde couronne bourgienne, tout en maîtrisant et régulant son développement futur, comme ses équipements.

<sup>6</sup> Calcul du parc de logements en 2035 :  $2389_{\text{hab } 2035} / 2.3 = 1039 \text{ logements}$

Calcul du besoin en logements entre le 01/09/2016 et 2035 :  $1039 - 770_{\text{logs } 01/09/2016} = 269 \text{ logements } 2016-2035$

### Compatibilité des calculs démographiques avec le SCoT

Nous pouvons retenir que le PADD du SCoT établit un taux de croissance annuel moyen entre 2015 et 2035 de + 0.9% pour les communes rurales.

Par ailleurs, le DOO du SCoT, dans ses méthodes de calcul de répartition de la production de logements, retient un desserrement des ménages estimés à -0.3 personne par ménage à horizon 2035 par rapport à 2015.

Pour le cas de Buellas, cela porterait la population de Buellas à 2266 habitants en 2035 (avec un taux de 0.9%) et le besoin en logements à 284 unités entre le 01/09/2016 et 2035, avec un taux d'occupation de 2.15 ( $2.45_{\text{en 2016}} - 0.3$ ) ; le parc de logements serait de 1054 unités de logements en 2035, soit en cohérence avec les chiffres annoncés précédemment.

Ainsi, la commune de Buellas a choisi dans son PLU, un taux de croissance légèrement supérieur au taux du SCoT, mais également un taux d'occupation par logement supérieur par rapport à celui du SCoT.

La démonstration montre que la divergence de calculs n'a pas d'impact sur le besoin en logements et donc le besoin foncier.

## 1.2 Accroître et diversifier l'offre en logements

### 1.2.1 Choix retenus dans le PADD

L'offre de logement doit permettre de satisfaire les demandes les plus variées. Cette diversité porte autant sur la taille des logements que sur leur statut (locatif ou accession, privé ou social), à des prix accessibles à toutes les catégories de population (personnes âgées, jeunes ménages, personnes handicapées, personnes aux revenus modestes ...).

L'objectif de densité fixé sur la commune est, au minimum, de **13 logements par hectare** (prescription du SCoT pour les communes rurales) ; les logements nécessaires au développement communal :

- viendront **combler les derniers terrains libres**, encore présents, à l'intérieur du tissu urbain.
- pourront s'insérer au sein d'une « **valeur cible** » de **18 ha** (octroyée par le SCoT entre 2008 et 2035).

Rappelons que la commune est actuellement couverte par un Programme Local de l'Habitat (PLH), adopté en février 2008 ; ce document supra communal prévoit la création de 48 à 71 logements à Buellas à l'horizon 2016, et de 16 logements locatifs sociaux publics.

La commune compte **84 logements locatifs sociaux publics** au 1<sup>er</sup> janvier 2015 selon les données RPLS.

Nous avons vu dans le diagnostic :

- que ce parc constituait, à titre indicatif, près de 12% du parc des résidences principales de la commune<sup>7</sup>
- que la commune a fourni un effort important, en particulier depuis les années 2000,
- qu'elle a largement atteint l'objectif du PLH puisque 28 logements locatifs sociaux publics ont été construits depuis 2010 selon les données RPLS au 01/01/2015.

Toutefois, le SCoT demande aux communes rurales de plus de 1000 habitants de viser à l'horizon 2035, 15% de logements locatifs sociaux.

La part de logements aidés est plus probablement estimée aux alentours de 14% en 2017 par la commune de Buellas (soit environ 110 unités), en considérant les nouvelles opérations.

Aussi, avec un modèle de croissance prévoyant un parc de 1039 unités de logements à l'horizon 2035, il faudrait 156 logements locatifs aidés dans le parc. Le besoin effectif serait donc de l'ordre d'une quarantaine d'unités.

## 1.2.2 Traduction réglementaire des choix

Afin de répondre à la demande de diversité de l'habitat sur la commune, il est prévu de favoriser, dans les nouvelles opérations une typologie variée de logements, accompagnée d'un traitement architectural de qualité, encadré par les dispositions du règlement du PLU.

Les zones 1AU, localisées au bourg, font donc l'objet d'orientations d'aménagement, au même titre qu'une petite zone UB adjacente.

Ces orientations d'aménagement précisent le type de logement à développer dans chaque zone, en cohérence avec :

- cet objectif de mixité des typologies de logement (individuels diffus, jumelés, petits collectifs)
- le tissu urbain environnant
- les contraintes des sites (contraintes physiques, contraintes d'accès).

De plus, les objectifs d'aménagement, traduits dans le plan de zonage, et le règlement, reflètent la diversité des types d'habitat, en permettant :

- la possibilité de réaliser des logements intermédiaires et collectifs résidentiels dans les quartiers centraux (UA, UB) et les zones à urbaniser (1AU) ;
- le maintien de l'habitat individuel dans les secteurs homogènes, à dominante d'habitat pavillonnaire (UB, secteurs UBa et UBp) par l'application d'un coefficient d'emprise au sol différencié (plus important en zone UB sur le village et Corgenon ; moins important en zone UBa et UBp, en tissu urbain plus lâche).

<sup>7</sup> Rapport des 84 logements sociaux publics sur le parc de résidences principales de la commune en 2012 selon l'Insee (695 résidences principales) augmenté du nombre de logements commencés sur l'année 2013 et 2014 selon les données Sitadel (23 logements). Soit :  $84 / 718 = 11,7\%$ .



Éco-quartier Saint Jean des Vignes – Chalon-sur-Saône (71)  
[www.ecoquartiers.developpement-durable.gouv.fr](http://www.ecoquartiers.developpement-durable.gouv.fr)

Le PLU identifie deux secteurs dédiés à la mixité sociale, introduite par l'article L.151-15 du code de l'urbanisme :

- la zone 1AU de la Presle centre qui pourra accueillir à minima 20 % de logements locatifs aidés ; avec la prévision de 18 logements au total sur ce secteur, 4 logements aidés pourraient trouver place ;
- la zone 2AU à Corgenon, qui pourra accueillir à minima 17% de logements locatifs aidés ; avec la prévision de 171 à 214 logements au total sur ce secteur, 29 à 37 logements aidés pourraient trouver place ;

Cet outil permet de flécher la réalisation de 33 à 41 logements aidés, en cohérence avec le besoin estimé.

## 1.3 Développer les pôles urbains du bourg de Buellas et du hameau de Corgenon

### 1.3.1 Choix retenus dans le PADD

Le développement urbain s'est effectué, au fil des ans, autour des bourgs, que sont le village de Buellas et le hameau principal de Corgenon, ainsi que l'axe de la route dite « des Crêtes ».

La commune de Buellas est, donc composée de 3 pôles urbanisés : les deux bourgs, et le quartier diffus des crêtes.

L'urbanisation connue, jusqu'aux années 2000, était surtout orientée vers de l'habitat individuel, de type pavillonnaire, au sein de programmes de lotissements ou de permis de construire diffus.

Depuis, la typologie des constructions a évolué, laissant de plus en plus place, aux logements de type collectifs ou groupés.

Parmi les objectifs municipaux affichés figurent la **lutte contre l'urbanisation linéaire et la modération de la consommation d'espace**.

Ceci vise notamment à répondre aux exigences du SCoT en terme de modération de la consommation d'espace, en particulier par l'habitat.

Le SCoT attribue une **valeur cible de 18 ha** à la commune (hors rétention autorisée) pour le développement de l'habitat en extension de la tache urbaine, entre 2008 (« état zéro ») et 2035 (échéance du SCoT et du PLU).

Le SCoT définit par ailleurs un objectif de densité moyenne minimale pour le développement résidentiel de **13 logements/ha** pour les communes rurales.

La plupart des nouveaux logements engagés sur la commune se sont construits au sein du tissu urbain.

Ainsi, la valeur-cible du SCoT n'a été que peu impactée (voir cartographies dans la partie diagnostic – consommation foncière) : **Buellas possède encore des possibilités en extension à hauteur de 15,5 ha** (au sens du SCoT).

- **Des potentialités importantes en extension** (valeur-cible du SCoT : 18 ha)
- **L'engagement de la commune** pour la modération de la consommation d'espaces :
  - **estimation des possibilités existantes dans la tache urbaine (complements ponctuels de dents creuses et grands tènements encore libres au sein du tissu urbain) ;**
  - **respecter une densité minimale de 13 logements/ha** au sein des nouvelles opérations

Afin d'atteindre ces objectifs, la municipalité se donne les orientations suivantes :

- estimer les possibilités de constructions au sein de la tache urbaine (potentialités en comblement de dents creuses, peu de logements vacants et peu de réhabilitation)
  - 3.4 ha au maximum sont identifiés pour la réalisation probables d'une quinzaine de logements sur Buellas, Corgenon et les hameaux ;

- 5.51 ha au total sur les plus grands tènements encore libres au sein du tissu urbain à Buellas ; une OAP sur ces espaces mettra en œuvre la densité minimale du SCoT ;
- Estimer le besoin de logements en extension de la tache urbaine (au sens du SCoT), au regard du besoin identifié dans le modèle de croissance (182 unités en extension de la tache urbaine) ;
- Localiser et dimensionner les secteurs en extension de la tache urbaine
  - secteurs où les réseaux ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter à court terme : une petite zone U en extension sur Buellas pour un logement ;
  - surfaces en continuité de la tache urbaine existante dans des environnements déjà urbanisés (seul le développement du bourg et de Corgenon est autorisé par le SCoT)
    - un développement du bourg à court terme (une zone 1AU au secteur du Pré Boissonnet d'une surface de l'ordre de 1.30 ha et 17 logements, avec une densité de 13 logements par ha)
    - un développement privilégié en terme de surface sur Corgenon au « caractère plus urbain » (commerces, desserte bus, proximité Bourg-en-Bresse), mais temporisé (urbanisable à long terme) avec la mise à niveau de la station d'épuration (une zone 2AU d'une surface de 8.55 ha et 171 à 214 logements, avec une densité de 20 à 25 logements par ha).
- densifier le tissu urbain en prônant des formes d'habitat plus denses (notamment indiquées dans les OAP)
- protéger les coupures d'urbanisation, franches, identifiées entre les secteurs des crêtes et les bourgs de Buellas et Corgenon.

Le projet vise ainsi à conforter chacun des pôles bâtis, afin de conserver les caractéristiques du territoire communal.

Les surfaces agricoles de la commune ont été impactées par la création de plans d'eau, dans le cadre de l'exploitation de carrière. D'où l'étude d'un scénario de remblaiement total du site exploité, dans le cadre de l'extension de carrière. Les traductions réglementaires mises en œuvre sont développées dans le tableau d'incidences liées au projet.

### 1.3.2 Traduction réglementaire des choix

#### *Rappels :*

- *les potentialités du zonage sont évaluées à partir de l'état zéro du PLU établi au 01/09/2016 ;*
- *les possibilités accordées à Buellas sont de 18 ha en extension de la tache urbaine entre 2008 et 2035 ; il reste pour l'heure à Buellas, les possibilités d'environ 15.5 ha en extension de la tache urbaine à partir du 01/09/2016 et des potentialités encore existantes dans la tache urbaine ;*
- *le SCoT demande aux communes de concevoir des OAP au sein des zones 1AU, dents creuses et zones U considérées comme « stratégiques » (en raison de leur localisation plus ou moins centrale, de leur taille, du nombre de logements prévu).*

## **A. Le potentiel en zone U**

Pour permettre le renforcement de la centralité, autour des pôles principaux que constituent le bourg et Corgenon, les zones urbaines (U), sur le solde du territoire communal, ont été délimitées de manière à ne pas étendre la tache urbaine.

De ce fait, les secteurs U de la commune, et notamment UB et UBa, viendront fermer la tache urbaine existante, dans le cadre de ses limites actuelles.

La distinction du zonage prend en compte les caractéristiques du territoire.

Le secteur UA correspond au tissu ancien de la commune, sur le bourg de Buellas comme à Corgenon.

Le secteur UB correspond aux secteurs mixtes pavillonnaires et collectifs de la commune.

Ce zonage comprend le secteur UBa (secteur pavillonnaire lâche des Crêtes et du Petit Corgenon). Il sera strictement limité à sa morphologie actuelle, afin de ne pas endommager les perceptions paysagères globales de la commune.

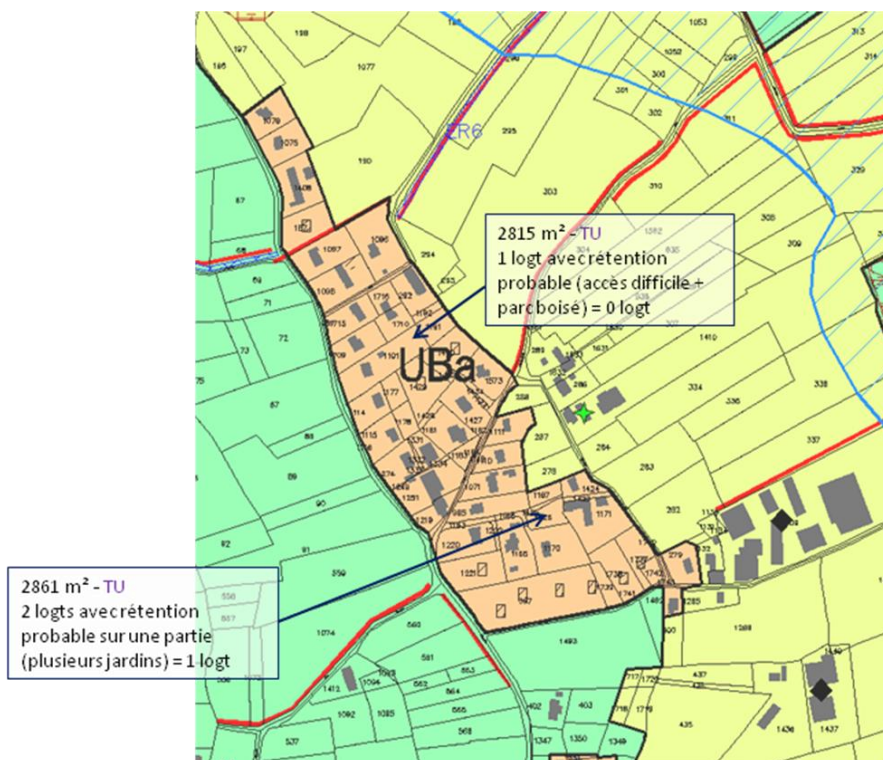
Le zonage UBp à L'ouest du Centre-bourg et surtout à l'Est de Corgenon correspond à des secteurs de parcs habités où des règles de surfaces minimum en espaces verts sont requises. Les espaces verts ou espaces libres concourants à la qualité des sites sont protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ou par des EBC parfois déjà prévus au POS et complétés.

Il complète le zonage Np, correspondant aux zones naturelles de parcs où seuls les extensions mesurées des bâtiments existants, la création d'annexes, le changement de destination identifié, les affouillements liés aux occupations du sol, sont autorisés.

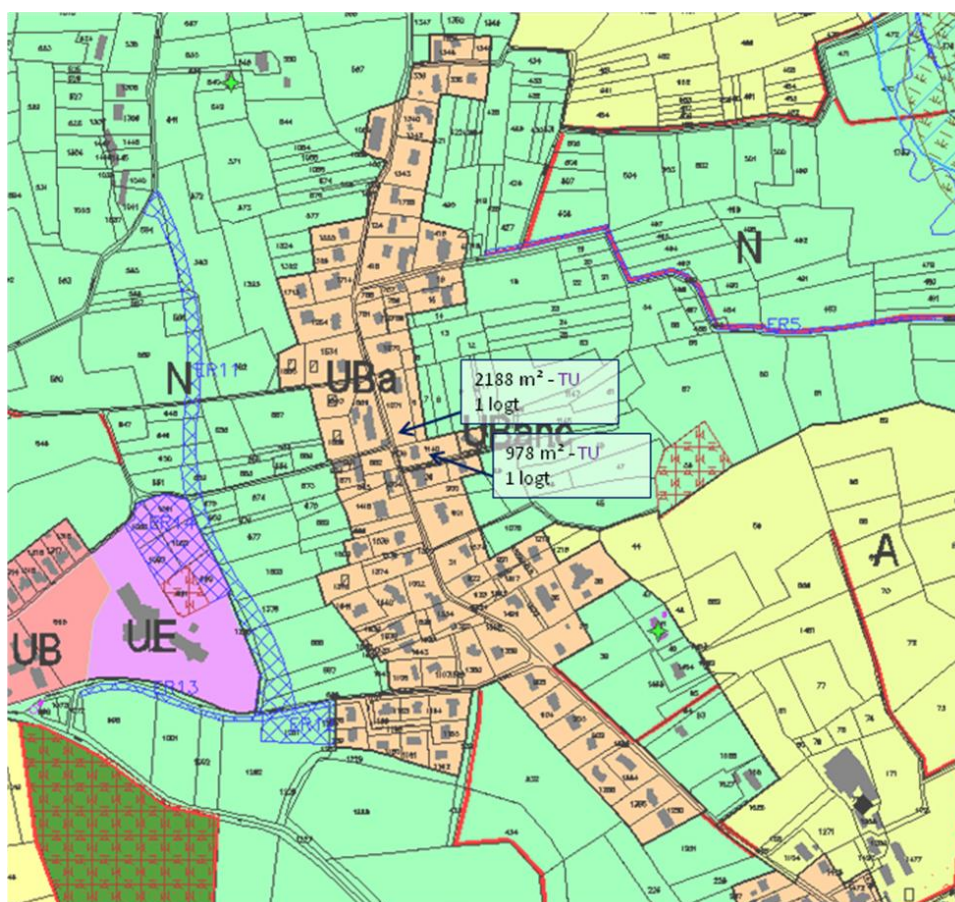
Ces deux secteurs permettent de préserver des espaces lâches, des qualités paysagères et visuelles au sein du bourg et de Corgenon, Ainsi par exemple le projet d'écoquartier en cours de réalisation au sein du bourg bénéficie, par ces deux secteurs, d'un écrin végétal et d'un cadre qualitatif préservés.



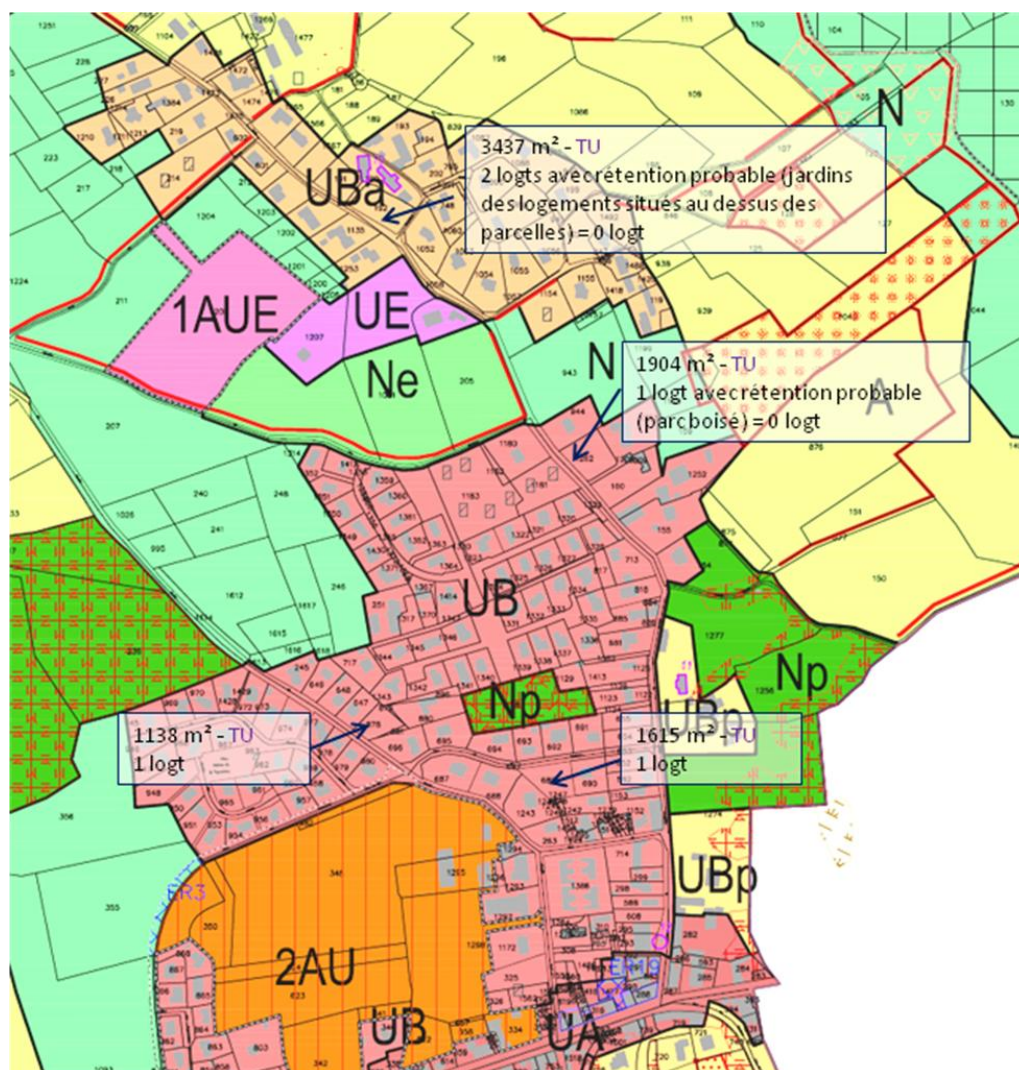
## AU HAMEAU LE LONG DU CHEMIN DE SERRE



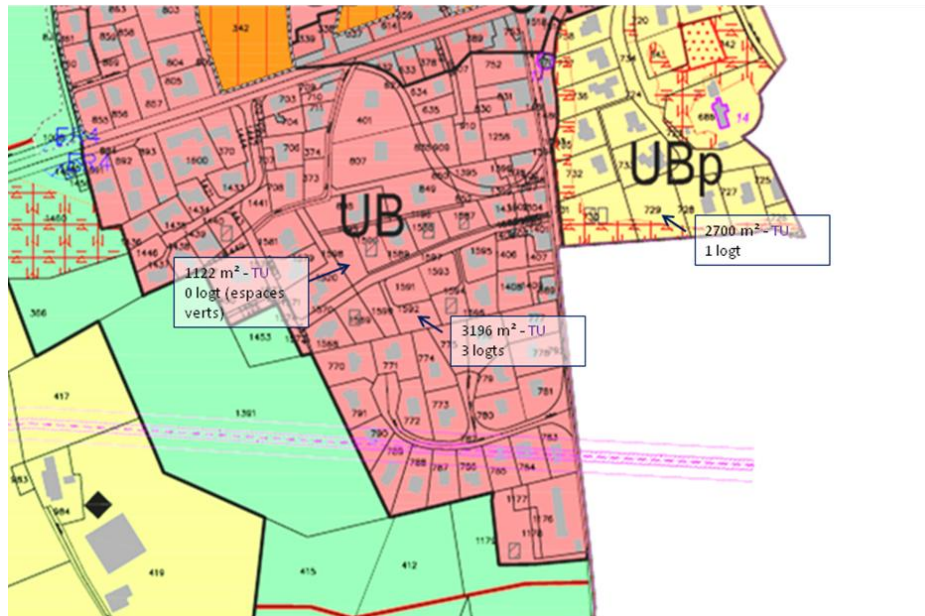
## AU HAMEAU LE LONG DU CHEMIN DE ROSIERE



## PETIT CORGENON ET CORGENON NORD RD 936



## **CORGENON SUD RD 936**



Toutefois ce potentiel de 5,73 ha est à distinguer en 3 types.

- **Le potentiel en dents creuses**

Ce potentiel comprend :

- le potentiel au sein des dents creuses identifiées par le SCoT (NB : certaines dents creuses bénéficient d'un classement en zone 1AU)
- les autres potentialités en dents creuses que nous avons identifiées au sein de la tache urbaine du SCoT

Au final, ce potentiel représente une **surface cumulée de 5,73 ha et 43 logements potentiels**, répartis sur l'ensemble des secteurs de la commune présentés ci-dessus.

Parmi ce potentiel, la commune a choisi de prévoir une opération d'ensemble sur la **zone UB dite « des Condamines »** via la définition d'une OAP.

Localisé en entrée Est du bourg de Buellas, entre la route de la Buesle et le groupe scolaire, le site occupe une situation stratégique.

Le site est en partie bâti et totalise une surface de 2,1 ha.

Afin de ne pas dénaturer la qualité paysagère de l'entrée de village, la zone est destinée à recevoir 27 logements, exclusivement sous forme d'habitat individuel. La densité est ainsi portée à 13 logements/ha.

La zone UB des Condamines fait l'objet (comme les autres OAP à vocation d'habitat, en zones 1AU), d'une opération d'aménagement d'ensemble. L'urbanisation doit donc porter sur la totalité des terrains concernés pour en garantir la cohérence.

Une étude acoustique sera nécessaire pour justifier la possibilité d'une urbanisation proche de la salle des fêtes.

Le trafic induit augmentera le trafic à l'intersection avec la RD 45, sans générer à priori, de problèmes de sécurité routière (situation en agglomération, et à proximité d'un plateau traversant qui ralentit les véhicules). La commune devra tout de même s'assurer que les usagers débouchant des voies communales aient une visibilité suffisante. Notons que le PLU prévoit un emplacement réservé n°17 pour la sécurisation du carrefour du chemin des Tourbades avec la route de Buesle.

Le potentiel en logements au sein des autres dents creuses a été estimé en cohérence avec le tissu bâti environnant et les aspirations des potentiels nouveaux arrivants à Buellas.

- **Les possibilités en réhabilitation / renouvellement urbain et remise sur le marché de logements vacants**

La commune présente peu de bâti dégradé pouvant constituer un potentiel en renouvellement urbain.

Toutefois **un projet (dépôt d'un permis d'aménager en 2016) est en cours au sein de la zone UA de Corgenon**, au bord de la RD 936.

Le projet est prévu sur 4 parcelles totalisant une surface de 0,16 ha et prévoit la réalisation de 44 logements après démolition de 8 logements, soit un delta de 36 logements.

*NB : au regard du PADD, ce projet a déjà été intégré dans les logements à venir prochainement, et inclus dans le parc de résidences principales au 01/09/2016.*



**Plan masse du projet de renouvellement urbain sur le hameau de Corgenon**

Floriot Immobilier Promotion, Jacquet et Associés – Novembre 2015 – Transmis par la commune

En 2010, la commune compte 27 logements vacants (selon les données de l'Insee), représentant une faible part du parc de logements (4%). Le phénomène de vacance des logements est donc contenu sur Buellas.

Par ailleurs, une part de ces logements peut potentiellement être mobilisée pour la rotation des populations dans le parc de logements.

- **Le potentiel de construction en zones U en épaissement**

Nous avons pu par ailleurs identifier un site constituant une potentialité intéressante en zone U, en continuité du tissu bâti existant, mais situé en-dehors de la tache urbaine du SCoT.

Le site se localise à l'Ouest du Bourg, en zone UB, et présente une surface de 0,27 ha. Compte tenu de la rétention probable, il pourrait accueillir 1 logement.

Cette surface entre en compte dans la consommation de la valeur-cible de 18 ha attribuée par le SCoT.

## **B. Les zones 1AU**

Rappel : l'article R. 123-6 du Code de l'Urbanisme distingue deux types de zone à urbaniser selon l'état des équipements :

- *les zones AU dont « les voies publiques et réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone »*
- *les zones AU dont « les voies publiques et réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone ».*

La première catégorie est urbanisable à court terme et doit faire l'objet d'une OAP: il s'agit des zones dites « 1AU ».

La seconde catégorie est urbanisable à long terme et après une procédure adaptée : il s'agit des zones dites « 2AU ».

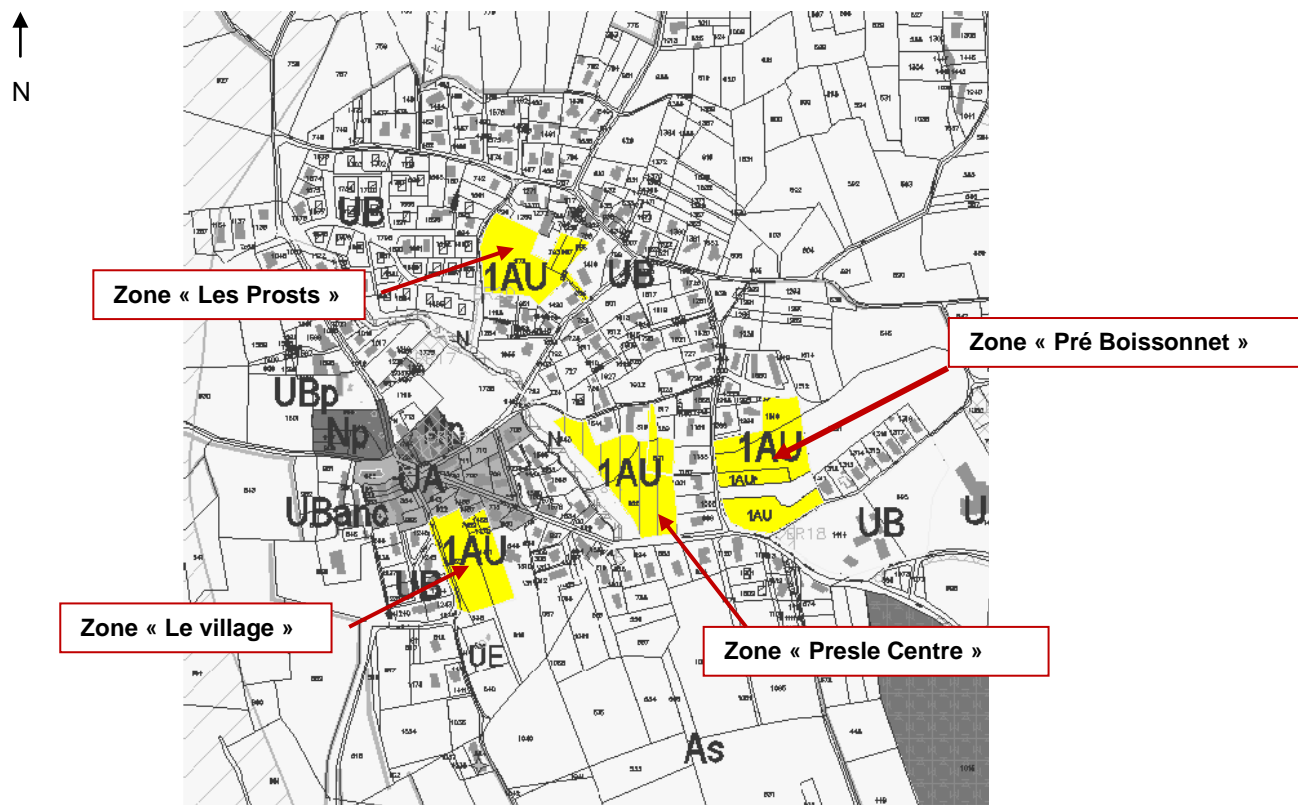
Afin de satisfaire les objectifs du SCoT, et la volonté d'économie foncière de la commune, les zones 1AU se limitent à 4.66 ha environ (graphique).

Au nombre de quatre, ces zones, sont localisées au bourg de Buellas, site prioritaire du développement communal (pour trois des secteurs, en comblement de grands tènements encore libre au sein du tissu urbain et pour un, en extension de la tache urbaine dans un environnement urbanisé).

Notons que le SCoT prévoit un phasage de l'urbanisation : l'allocation de l'extension est débloquée en 4 tranches d'urbanisation.

Le PLU de Buellas prévoit une unique zone 1AU en extension, donc urbanisable à court-moyen terme. Une zone 2AU est également prévue en extension sur Corgenon (voir ci-après).

Toutes les zones 1AU font l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble. L'urbanisation doit donc porter sur la totalité des terrains concernés pour en garantir la cohérence.



- **Un premier secteur, au lieu dit « Pré Boissonnet »** qui totalise une surface de 1.81 ha (dont 1.30 ha réellement constructible), profite de la proximité du pôle d'équipement scolaire et culturel de Buellas. Il se situe en extension de la tache urbaine définie par le SCoT.

Il est délimité :

- à l'Ouest par le noyau urbain de la Presle et le Chemin de la Presle vers le Sud ;
- à l'extrême Sud par la Route de Buesle (RD 45) ;
- au Sud-Est, par le Chemin des Tourbades, le long duquel se sont implantés des pavillons en ordre continu ;
- au Nord, par le bâti de l'allée des Moissons/chemin de la ferme et du chemin de la Presle ;
- à l'Est, par des espaces agricoles (sans limite particulière).

Notons que l'extrême Sud des terrains longe la Route de Buesle RD 45, où se trouve l'arrêt de bus scolaire.

Pour rappel, le point bas est marqué par le passage du ru de la Presle.

Cet espace stratégique permettra d'accueillir 17 logements, et respectera une densité moyenne de l'ordre de 13 logements à l'hectare.

Les densités les plus fortes, composées de logements individuels groupés ou collectifs, seront positionnées au Sud, structurant la traversée urbaine du village.

Le trafic induit augmentera le trafic à l'intersection avec la RD 45, sans générer à priori, de problèmes de sécurité routière (situation en agglomération, et à proximité d'un plateau traversant qui ralentit les véhicules). La commune devra tout de même s'assurer que les usagers débouchant des voies communales aient une visibilité suffisante.

Aucun nouvel accès ne sera réalisé sur la RD (concernant les modalités de desserte de la partie réservée aux logements collectifs située en front de RD). L'accès peut se faire au Sud-Est par le chemin des Tourbades.

*Un permis d'aménager a été accepté en mai 2016 sur le secteur, sur la base du POS, sur un tènement plus vaste que celui proposé au PLU (30 lots ou 48 logements).*

*Les droits sont cristallisés par le PA et demeurent durant la durée légale et les PC peuvent être acceptés 5 ans après la fin des travaux du lotissement.*

- **Un second secteur, dit « La Presle Centre »,** d'une superficie de 1,35 ha, est implantée au cœur du bourg, derrière la Mairie. Elle occupe ainsi une situation stratégique.

Elle est bordée au Sud, par la route de Buesle, et au Nord par le chemin de l'Alambic et deux constructions individuelles. Le ru de la Presle borde la zone à l'Ouest.

Son positionnement stratégique induit un aménagement ambitieux, très qualitatif, et d'assez forte densité sur sa moitié Sud (habitat individuel jumelé, petit collectif), en front de la route de Buesle. La moitié Nord est, elle, destinée au développement de logements individuels diffus.

Identifiée comme dent creuse par le SCoT, la commune a choisi de la classer en zone 1AU et d'y prévoir une opération d'ensemble.

Ce secteur central bénéficie également d'une mixité sociale établie au titre de l'article L.151-15 du code de l'urbanisme, imposant la réalisation d'au minimum 20% de logements locatifs aidés.

La zone accueillera au total 18 logements, avec une densité de 13 logements/ha, dont 4 logements aidés.

*Rappels généraux du conseil départemental : pour chaque aménagement en interface avec le réseau routier départemental (espace public contigu, accès de voie nouvelle), le Département doit être sollicité pour avis. Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental ou délaissés départementaux, le Département doit être associé à toute réflexion amont. Il définira les prescriptions techniques nécessaires à la préservation du patrimoine routier ou des délaissés, et rédigera la convention rappelant les obligations des deux collectivités en matière d'entretien ultérieur.*

La zone débouche directement sur une section de la RD 45, située en agglomération, sans souci majeur pour la sécurité des usagers, selon le conseil départemental. Lors de la délivrance de l'autorisation de l'accès sur la RD 45, le Département s'assurera que la visibilité sera bonne pour les usagers sortant de la zone.

Le Département indique que les accès seront positionnés de façon à garantir de part et d'autre une visibilité minimale de 85 mètres.

- **Un troisième secteur, dit « Les Prosts »**, d'une superficie de 1.00 ha est implanté dans la tache urbaine du bourg dans un environnement urbanisé.

Il est délimité :

- à l'Ouest par l'allée de la Culée et sa végétation dense, qui le sépare des maisons pavillonnaires du chemin des érables ;
- au Nord par le noyau bâti ancien des Prosts ;
- à l'Est et au Sud par du bâti pavillonnaire desservi par la voie communale n°4 dite chemin de Bonafou.

L'enjeu majeur de cet aménagement est la desserte qui nécessitera à l'Est de l'opération, un élargissement sur les parcelles A 1419 et/ou 1420.

Par ailleurs, il est mis en exergue :

- un besoin de renforcement et/ou d'extension du réseau EDF (renforcement et extension nécessaires si alimentation par le poste « Les Prosts », renforcement nécessaire si alimentation par le poste « Les Erables » - d'après étude EDF.
- un raccordement à établir aux réseaux EU-EP-AEP (eaux usées, eaux pluviales, adduction en eau potable).

Une connexion douce est prévue entre le chemin des Prosts et en direction du lavoir.

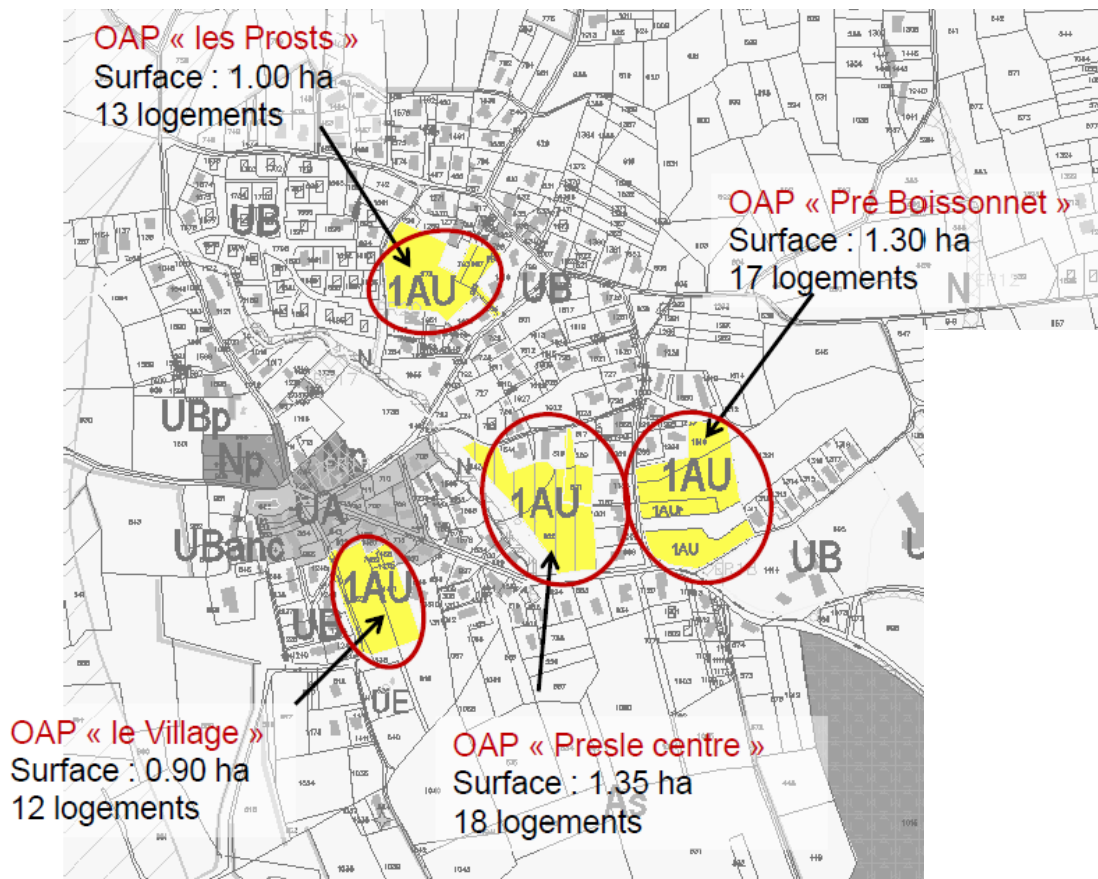
Avec une densité de 13 logements par ha, le secteur doit accueillir 13 logements purs ou groupés.

- **Un quatrième secteur, dit « le Village »**, d'une superficie de 0.90 ha (1.0 ha graphique) se localise au sein de la tache urbaine définie par le SCoT, en continuité Nord du cimetière, ce qui permettra une fermeture du paysage bâti.

Elle est bordée à l'Ouest par la rue des Anciens Combattants.

Cette zone nécessite un raccordement de la zone aux réseaux EU-EP-AEP, et une intersection à réaménager avec un carrefour en croix.

Elle autorisera l'accueil de 12 logements individuels purs ou groupés, avec une densité de 13 logements par ha.



Synthèse des zones 1AU faisant l'objet d'une OAP, surfaces et nombre de logements associés – BLC 03/2017

### C. La zone 2AU à CORGENON

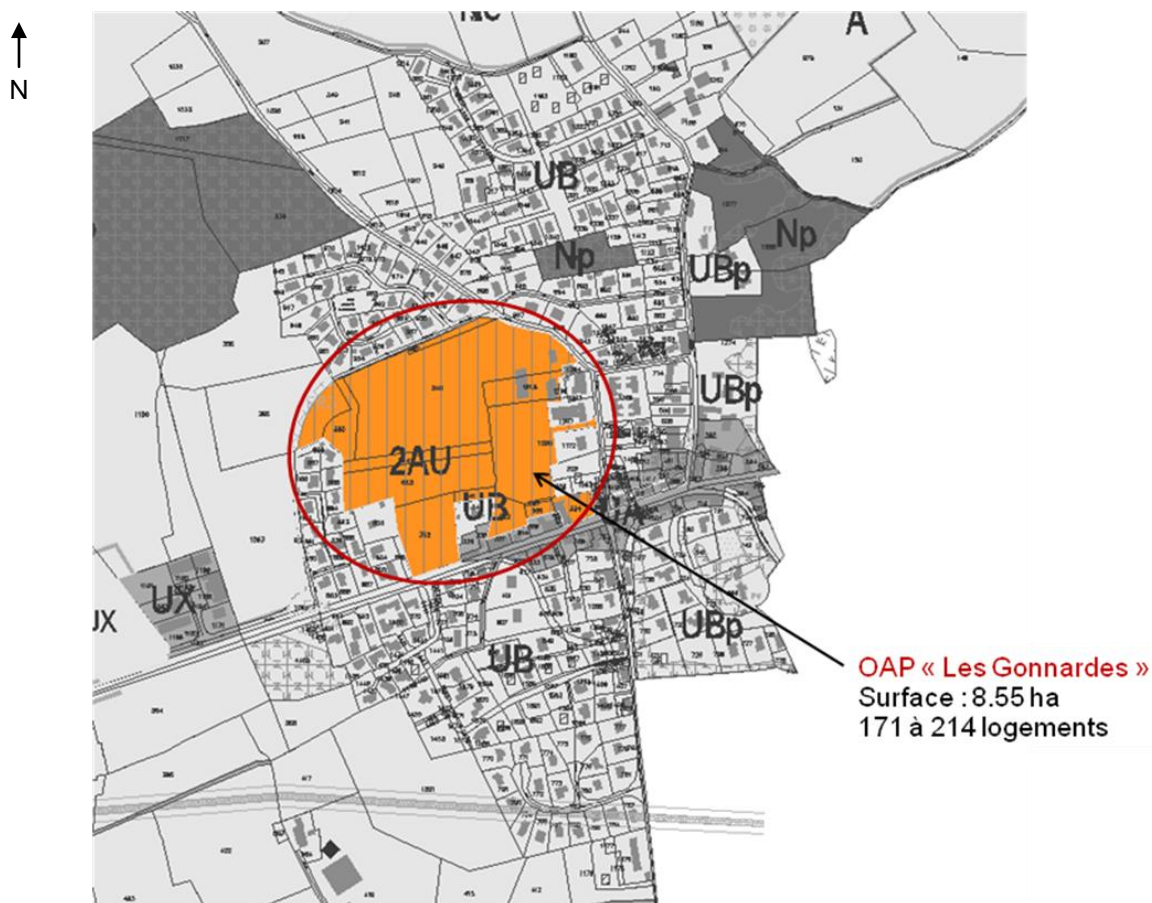
Le plan de zonage affiche une zone 2AU, au secteur de Corgenon, destinée à l'urbanisation à moyen ou long terme, d'une superficie d'environ 8.55 ha.

Le secteur de Corgenon a été privilégié en terme de développement urbain en raison du « caractère plus urbain » conféré à Corgenon (commerces, desserte bus, proximité de Bourg-en-Bresse).

Toutefois, la zone est temporisée avec la mise à niveau de la station d'épuration. En effet, l'actuelle station d'épuration de Corgenon arrive à saturation. Cette installation nouvelle est prévue par l'emplacement réservé n°1. Notons que les stations de traitement des eaux usées ne peuvent être implantées ni en zone inondable, ni en zone humide.

Une zone 2AU peut être ouverte à l'urbanisation par le biais d'une modification de PLU. Son ouverture pourra bénéficier d'un phasage (comme le recommande le SCOT pour l'allocation en extension).

*La densité moyenne retenue est de l'ordre de 20 à 25 logements à l'hectare ; la capacité totale de cette zone est donc d'environ 171 à 214 logements.*



Bien qu'étant située en extension de la tache urbaine définie par le SCoT, elle est enserrée au sein du tissu urbain existant. Elle est bordée à l'Ouest par une zone classée en N, interdisant le développement urbain à l'Ouest de la future voie contournante.

La situation de la zone, sa taille et le caractère urbain du hameau permettront une opération d'envergure avec une diversité de formes urbaines et une mixité sociale ; 17% de logements locatifs aidés sont imposés sur ce secteur au titre de l'article L.151-15 du code de l'urbanisme, la création d'espaces publics et espaces verts.

La commune a aussi défini un emplacement réservé (n°3) afin d'assurer le bouclage des voiries existantes, comme préconisé par le SCoT.

Un parking relais sera créé sur la RD 936.

Un emplacement réservé est prévu pour un aménagement et une sécurisation des accès sur la RD396. Une concertation avec les services du Département sera nécessaire pour définir l'aménagement adéquat.

*Rappels généraux du conseil départemental : pour chaque aménagement en interface avec le réseau routier départemental (espace public contigu, accès de voie nouvelle), le Département doit être sollicité pour avis. Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental ou délaissés départementaux, le Département doit être associé à toute réflexion amont. Il définira les prescriptions techniques nécessaires à la préservation du patrimoine routier ou des délaissés, et rédigera la convention rappelant les obligations des deux collectivités en matière d'entretien ultérieur.*

La zone est affectée par le bruit le long de la RD936 ; une étude acoustique serait à mener lors du projet d'ouverture de cette zone à l'urbanisation. L'organisation des parkings, aire de covoiturage, habitations, commerces, etc, pourra être adaptée pour tenir compte de cette étude.

### **Programmation de la zone 2AU**

Un bilan des surfaces concernées par la cristallisation des droits est établi.

Cette étude montre que nombre de droits cristallisés sont acquis en zones U ou 1AU. Le nombre de lots concernant les CU ou PA classés en zone N du PLU est modéré : il concerne le solde de la zone de la Presle (une vingtaine de lots individuels) et 1 logement envisagé parcelle B943.

Le nombre total de lots avec droits cristallisés (toutes zones) est d'environ 85 lots (dont 38 logements à Corgenon du projet Floriot, et 30 lots ou 48 logements au secteur de la Presle).

Les derniers droits acquis s'établissent aux alentours de 2022. La zone 2AU doit être programmée à 2022.

A noter : les CU sur la zone des Gonnardes n'ont pas été délivrés, et la zone 2AU fait l'objet d'un périmètre d'études préalables figeant toute possibilité d'urbanisation immédiate.

## **Conclusion : les potentialités du zonage en habitat**

Au final, le PLU affiche un potentiel de 274 à 317 logements probables, pour un besoin de 270 logements sur la durée de vie du PLU (2017-2035), non compris le changement de destination en zones A et N.

Parmi ces potentialités, **103 logements peuvent être développés à court terme** :

- 103 logements en zone U (avec et sans OAP) et 1AU sur une surface de 10,29 ha dont :
  - 85 logements sur 8,72 ha au sein de la tache urbaine existante
  - 18 logements sur 1,57 ha en extension de la tache urbaine existante

Parmi ces potentialités, **le développement de 171 à 214 logements est prévu à long terme** (zone 2AU), intégralement en extension de la tache urbaine existante.

Le PLU respecte donc les orientations du SCoT sur la période 2017-2035 :

- en termes de consommation d'espaces par l'habitat : il devrait conduire à une **consommation d'espaces totale de 10,12 ha en extension** de la tache urbaine existante (zones U/1AU/2AU) ; cette surface est compatible avec la surface restante accordée à Buellas : 15,5 ha de valeur-cible encore disponible sur les 18 ha octroyés entre 2008 et 2035, hors rétention)
- en termes de densité minimale : fixée à 13 ha par le SCoT, la commune affiche une **densité moyenne globale comprise entre 14,5 et 16.8 logements par ha** (densité à ajuster sur la zone 2AU des Gonnardes à Corgenon).

Le zonage permet donc à la commune de répondre à ses objectifs de développement et d'anticiper l'évolution future, par une régulation sur la zone 2AU de Corgenon.

Selon le rythme de constructions des zones 1AU, et le comblement des dents creuses, la zone 2AU pourra être ouverte à l'urbanisation progressivement, avec des formes urbaines adaptées aux besoins de développement affichés. Elle a une fonction de régulation du développement démographique et des logements.

L'offre en logements développée devra répondre à des besoins diversifiés. Les OAP établies pour les zones 1AU et la zone UB « des Condamines » contribueront à développer une typologie variée de logements.

Les opérateurs pourront contribuer à la variété des statuts d'occupation et de tailles de logements afin de répondre au souhait de la commune d'accueillir des populations jeunes, des familles et de poursuivre les efforts faits par la commune en matière de logements aidés.

ZONE/SECTEUR	Localisation (TU ou extension)	SURFACE	DENSITE	NOMBRE DE LOGEMENTS PROBABLES
<b>Zones U sans OAP</b>				
Buellas (TU)	TU	0.96		6
Buellas (extension)	Extension	0.27		1
Chemin de Serre	TU	0.57		1
Rosière	TU	0.32		2
Petit Corgenon	TU	0.34		0
Corgenon Nord RD	TU	0.47		2
Corgenon Sud RD	TU	0.70		4
<b>SOUS-TOTAL CT zones U sans OAP</b>		<b>3.63</b>		<b>16</b>
<b>Zones U avec OAP</b>				
UB CONDAMINES	TU	2.1	13	27
<b>Zones 1AU avec OAP</b>				
1AU PRE BOISSONNET	Extension	1.30	13	17
1AU PRESLE CENTRE	TU	1.35	13	18
1AU DES PROSTS	TU	1.01	13	13
1AU LE VILLAGE (proche cimetière)	TU	0.90 (1.00 graphique)	13	12
<b>SOUS-TOTAL CT avec OAP</b>		<b>6.66</b>	<b>13.1 en moyenne</b>	<b>87</b>
<b>Zones 2AU avec OAP</b>				
2AU CORGENON (Gonnardes)	Extension	8.55	20 à 25	171 à 214
<b>SOUS-TOTAL LT</b>		<b>8.55</b>		<b>171 à 214</b>
<b>TOTAL</b>		<b>18.84</b>	<b>14.5 à 16.8 en moyenne</b>	<b>274 à 317</b>

### Synthèse des potentialités constructibles du plan de zonage

Avec un total d'environ 18,84 hectares classés hypothétiquement constructibles (zones U, 1AU, 2AU), le PLU offre un potentiel total compris entre 274 et 317 logements théoriques, à terme avec une densité minimale de 14,5 logements à l'hectare.

## 1.4 Equipements : conforter l'offre de services

### 1.4.1 Choix retenus dans le PADD

Les travaux de développement du très haut débit ont commencé sur l'agglomération de Bourg-en-Bresse, qui se dote progressivement de la fibre optique amenée par l'opérateur ORANGE (secteur conventionné).

La commune compte **deux secteurs d'équipements** :

- l'un au « Petit Corgenon » à Corgenon, qui concentre les équipements sportifs (zone Naturelle Ne dédiée aux terrains de sports, et zone UE correspondant aux autres équipements publics sportifs constructible) ;
- l'autre « aux Condamines », au bourg de Buellas, qui concentre les équipements scolaires et culturels (école, bibliothèque, salle des fêtes).

Afin de conforter les services à sa population, la commune envisage de renforcer les deux pôles, notamment en termes d'équipements dédiés aux **séniors**.

Comme vu précédemment, la commune prévoit aussi de développer l'offre en logements sur le hameau de Corgenon. Toutefois, la zone 2AU de développement projetée ne peut être immédiatement urbanisable en particulier du fait d'une **capacité insuffisante de la station d'épuration de Corgenon**.

### 1.4.2 Traduction réglementaire des choix

Buellas n'est pas encore desservie dans le cadre des travaux de développement de la fibre optique, mais prescrit un raccordement des télécommunications en souterrain (article 4 du règlement).

Concernant le développement des équipements sur les deux pôles :

- **Au bourg, au contact du pôle scolaire : un emplacement réservé (n°14)** est formalisé afin de répondre aux besoins futurs. Il devrait pouvoir accueillir un nouvel équipement de loisirs. Le choix est fait par la commune d'une **zone UE** dédiée aux équipements d'intérêt collectif.

Sur le bourg, la commune a également souhaité maintenir deux emplacements réservés (n°15 et n°16), à vocation d'équipements publics (place et voirie).

L'Emplacement Réservé n°15 a pour vocation d'aménager une place publique qualitative, propice aux manifestations communales. Cette place permettra de sécuriser la traversée de cette partie du bourg, et bénéficiera d'un traitement de qualité (matériaux, végétalisation des abords, etc).

L'ER n°16 a vocation à permettre la création d'aménagement d'espace public dont une voirie nouvelle, qui pourra connecter l'éco-quartier, à une parcelle communale et à des locaux municipaux.

- **A Corgenon, au contact des équipements sportifs : une zone 1AUE** est définie en vue d'y développer un équipement de loisirs et/ou dédié aux seniors.  
Il s'agit d'une zone à caractère naturel destinée aux équipements publics dont le principe est similaire aux zones 1AU à vocation habitat.  
Conformément à la législation et en vue de prévoir l'aménagement de la future zone, une OAP a été établie pour cette zone de 2,26 ha. La commune devra préciser son projet.  
L'accès se fait soit au Sud par le parking existant, soit au Nord avec la reprise du chemin rural. Ce chemin rural se raccorde soit sur le chemin du Petit Corgenon, soit sur la RD 45. Le Département souhaite que la Commune privilégie l'accès par le parking ou le chemin rural, avec un débouché sur le chemin du Petit Corgenon.

La commune inscrit **un emplacement réservé (ER1) destiné à accueillir une nouvelle installation de traitement des eaux usées** sur Corgenon, afin d'être en mesure d'ouvrir à l'urbanisation, à terme, la zone projetée (classée aujourd'hui en 2AU).

**L'ER n°2** vise la sécurisation de l'accès à la STEP, allée des sapins (aujourd'hui un droit de passage).

## 2. L'AMBITION D'EFFICACITE ECONOMIQUE

### 2.1 Conforter la zone artisanale

#### 2.1.1 Choix retenus dans le PADD

En seconde couronne de l'agglomération burgienne, idéalement desservie par l'axe de la RD 936, la zone d'activités de Buellas mérite d'être confortée.

Le SCoT prévoit les extensions de zones d'activités locales avec recommandation de l'établissement d'un schéma d'aménagement économique pour la répartition par commune des objectifs fonciers. Dans le cadre de la révision du SCoT, la zone d'activités de Buellas a d'ailleurs été identifiée comme « prioritaire » et « d'intérêt communautaire » (comme Polliat et Servas, toutes trois situées sur des « axes pénétrants » de Bourg-en-Bresse).

Située à l'entrée Sud-Ouest de la commune, en venant de Neuville les Dames, la ZA des Thions accueille des petites entreprises locales artisanales et de services. Elle n'offre aujourd'hui plus aucune capacité d'accueil.

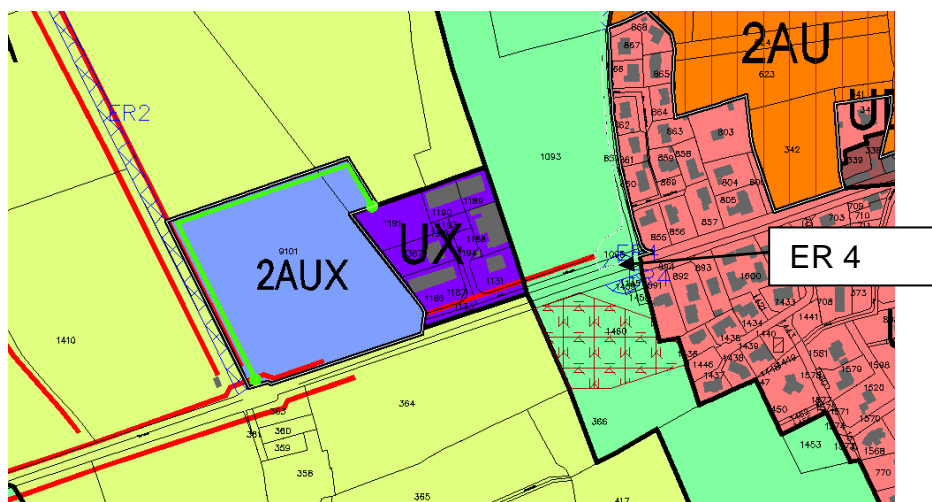
La dynamique économique locale de Buellas est également animée par les commerces, pour la plupart situés sur Corgenon. Leur maintien constitue donc aussi une priorité pour la commune.

#### 2.1.2 Traduction règlementaire des choix

La zone UX des Thions, seule zone dédiée aux activités sur la commune, sera confortée, conformément aux orientations données par le SCoT.

**Une zone 2AUX** est ainsi définie en continuité de la zone UX existante, afin de recevoir des activités à moyen long terme.

En vue de prévoir l'aménagement de la future zone, une OAP a été établie à titre indicatif pour cette zone de 3,29 ha. L'accès se fera par le prolongement de la contre-allée existante desservant la zone d'activités actuelle (le règlement stipulant par ailleurs qu'aucun accès direct n'est autorisé sur la RD 936).



L'extension de la zone d'activité est intégrée dans une zone 2AUX (R.151-20), car aucun projet n'est à ce jour en prévision, et que les voies ouvertes au public, les réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement existant à la périphérie immédiate de la zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Une extension future sera prévue dès que le **schéma de développement économique** à l'échelle de la nouvelle agglomération sera adopté. L'ouverture à l'urbanisation de cette zone 2AUX est subordonnée à une modification ou une révision du PLU comportant notamment les OAP de la zone.

*Rappels généraux du conseil départemental : pour chaque aménagement en interface avec le réseau routier départemental (espace public contigu, accès de voie nouvelle), le Département doit être sollicité pour avis. Pour tout aménagement sur le réseau routier départemental ou délaissés départementaux, le Département doit être associé à toute réflexion amont. Il définira les prescriptions techniques nécessaires à la préservation du patrimoine routier ou des délaissés, et rédigera la convention rappelant les obligations des deux collectivités en matière d'entretien ultérieur.*

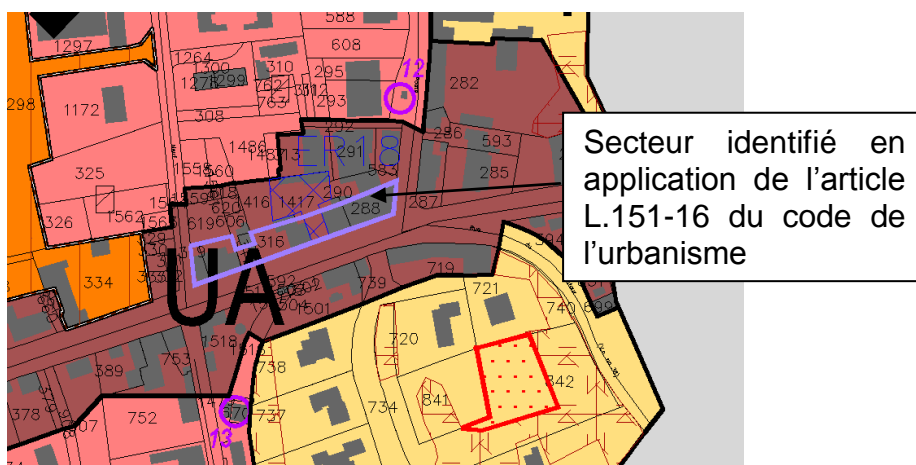
Le Département indique que les accès seront positionnés de façon à garantir de part et d'autre une visibilité minimale de 85 mètres.

La commune a, par ailleurs, définit un **emplacement réservé** (n°4) pour « l'aménagement et la sécurisation des accès sur la RD 936 (à définir avec les services du Département) » permettant de fluidifier et sécuriser l'accès à la ZA étendue.

Afin d'atténuer l'impact paysager de la future zone d'activités et de ses abords, des écrans végétaux, à réaliser, sont formalisés sur le plan de zonage. Ils permettront d'améliorer l'image de cet ensemble bâti depuis la RD 936, en venant de Neuville-les-Dames.

Le règlement autorise l'implantation de commerces aux centres-bourgs (zone UA) et plus largement dans les zones UB (et sous-secteurs) et 1AU de la commune.

Il identifie plus spécifiquement un secteur, sur Corgenon au bord de la RD 936, où la diversité commerciale doit être protégée et développée au titre de l'article L.151-16° du code de l'urbanisme. Dans ce secteur, seule la fonction de commerce est autorisée en rez-de-chaussée.



## 2.2 Protéger l'activité agricole

### 2.2.1 Choix retenus dans le PADD

Les exploitations agricoles, comme les terrains nécessaires à leur développement, ainsi que ceux à forte valeur agronomique, ont été identifiés par le PLU, comme des secteurs strictement réservés et protégés.

Plusieurs cas de proximité entre des habitations et des exploitations sont identifiés sur la commune.

Cette protection est, également, garantie par la **délimitation stricte de l'enveloppe actuelle des hameaux**, le traitement de l'interface entre urbanisation et activité agricole étant un enjeu majeur.

Enfin le PLU veille à une **consommation modérée des espaces agricoles**.

*On rappelle que :*

- *le développement de l'habitat se fait en premier lieu au détriment des espaces agricoles ;*
- *la commune est tenue à une valeur-cible de 18 ha en consommation d'espaces en extension pour le développement de l'habitat ;*
- *le PLU respecte cet objectif.*

## 2.2.2 Traduction règlementaire des choix

**Un sigle identifiant les sites d'exploitation est porté sur le zonage. Il permet d'attirer l'attention sur la présence d'une exploitation, ainsi que sa possible extension.**

Le principe de réciprocité doit être appliqué. Les périmètres d'inconstructibilité applicables autour des exploitations agricoles (de bâtiment à bâtiment), sauf dérogations :

- Moins de 50 vaches adultes : application du RSD avec un périmètre de 50 m autour des bâtiments d'élevage et annexes (non compris bâtiment de stockage de matériel ni habitation)
- ICPE : périmètre de 100 mètres autour de tous les bâtiments d'exploitation (application sur tous les sites de l'exploitation).

Des dérogations sont possibles : dans ce cas, un avis est à demander à la chambre d'agriculture et aux services de l'état (Direction Départementale de la Protection des Populations ou Direction des Services Vétérinaires).

La zone agricole, d'une superficie de 280 ha environ, se répartit entre :

- une zone agricole (A), proprement dite, de 250 ha,
- une zone agricole « stricte » (As) de 24 ha environ,
- et une zone Ava protégée pour le secteur de la Cressonnière de 3 ha environ.

Une partie des zones agricoles du document d'urbanisme précédent sont mutées en zones naturelles (N).

Les distinctions opérées dans le zonage sont les suivantes :

- **la zone agricole (A)** est, exclusivement, destinée à l'activité agricole. Elle permet la pérennisation des sièges d'exploitations agricoles existants, ainsi que l'extension, ou l'implantation de nouveaux sièges. Deux secteurs répondant à ce cadre ont été identifiés sur le territoire communal :
  - l'un est situé majoritairement à l'Est du territoire, entre les lieux-dits « les Serres » et « la Margotière ».
  - l'autre se localise dans la partie Ouest de la commune, entre les bourgs de Corgenon et de Buellas.

En zone A, le règlement précise également que toute construction nouvelle liée à un nouveau siège d'exploitation, ne peut se situer à moins de 100 mètres de la limite de zone constructible (zones U ou AU) ; en outre, toute nouvelle construction de bâtiment agricole ne peut se situer à moins de 100 mètres d'un bâtiment identifié comme pouvant changer de destination au plan de zonage (pastille verte en zones A, As ou N).

- **la zone Agricole dite « stricte » (As)**, matérialisée au Sud du bourg de Buellas, a pour finalité, la préservation des zones agricoles présentant un caractère paysager, à proximité des zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU).

- Quant aux zones agricoles mutées en **zones naturelles (N)** elles autorisent la poursuite de l'activité agricole, mais interdisent toutes nouvelles constructions ou implantations de sièges.

C'est ainsi, que de larges secteurs, voués à la production agricole, demeurent classés en zones Naturelles (N). Ce choix s'inscrit dans la continuité du précédent document d'urbanisme communal ; il est de renforcer la protection, à court et moyen terme :

- du milieu naturel reconnu pour sa valeur environnementale aux abords des cours d'eau (présences de plusieurs ZNIEFF), et dont certains sont sujets à des débordements comme la Veyle ou l'Irancelle,
- du paysage semi-bocager caractéristique de la Bresse, à forte valeur patrimoniale, et présentant un aspect sensible, notamment aux abords des bourgs et dans les zones à vocation agricole.

Enfin, les habitations isolées et réparties sur l'ensemble du territoire sont intégrées dans le zonage A, As ou N. Seule une évolution des habitations existantes est permise (**extensions mesurées et construction d'annexes sous certaines conditions, rénovations, réhabilitation sans changement de destination**) afin de stopper et limiter l'impact du mitage au détriment de l'activité agricole.

**Le PLU identifie également les bâtiments existants pouvant faire l'objet d'un changement de destination, en zones A et N après avis conforme** de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en zones A, ou de la Commission Départementale de la Nature, des paysages et des sites (CDNPS) en zones N.

En ce qui concerne la consommation d'espaces agricoles par le projet d'extension de carrière, on rappelle que la commune a fait le choix de la **remise en état par remblaiement total et remise en état culturel** (voir l'Analyse des Incidences et l'OAP).

## 2.3 Développer l'attractivité touristique

### 2.3.1 Choix retenus dans le PADD

C'est par la **promotion de la richesse patrimoniale** de la région, que le déploiement touristique sera possible à Buellas.

Buellas dispose notamment d'un patrimoine architectural intéressant :

- Une motte castrale à l'entrée du bourg en venant de Montcet (Poype des Fées),
- L'église du 12<sup>e</sup> siècle, dont le clocher est inscrit aux Monuments Historiques,
- Des châteaux (de la Teyssonière, du village, du Parc, de Corgenon)
- Des fermes (du village et son annexe, du Petit Corgenon, de la Teyssonière...)
- Des calvaires (de l'église, du cimetière, du village, des Condamines...)
- Le lavoir
- La gare
- La bascule

Notons que de nombreux jardins de la commune ont fait l'objet d'un pré-inventaire général du patrimoine (Jardin dit Le Calvaire, Parc de la Teyssonière, etc).

La commune souhaite aussi développer son attractivité touristique au niveau du plan d'eau de la Gravière.

Cette promotion du patrimoine s'appuie notamment au niveau local sur le **développement de l'offre en hébergement, la mise en valeur des éléments de patrimoine, et l'identification des itinéraires de randonnées**.

### 2.3.2 Traduction réglementaire des choix

Le secteur du **château de la Teyssonière** bénéficie d'un classement en zone N assurant une protection maximale de ce secteur ; une identification au zonage assure une possibilité de changement de destination (à usage d'habitation, gîtes ruraux, chambres d'hôtes ou équipements publics) ; ce zonage permet de concilier le cadre de qualité et l'éventuelle évolution des activités touristiques et de loisirs qui s'y réalisent déjà (banquets, mariages, etc).

Le parc du Château, comme de nombreux secteurs boisés, est en majeure partie identifié comme Espace Boisé Classé au PLU, et bénéficie également d'un secteur Np (Naturel dédié Parcs). Il bénéficie également d'une protection réglementaire définie pour la protection des sites au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme interdisant toute construction dans le règlement associé (article 1 de la zone Np).

Le règlement précise que les travaux sur le petit patrimoine et bâtiments remarquables repérés au titre de l'article L.151-19° doivent être conçus en préservant les caractéristiques conférant leur intérêt au bâti (article 11 du règlement).

De plus, le PLU identifie un site spécifique à l'installation d'activités liées au tourisme et aux loisirs : le **site de la Gravière**. Située à l'extrême Est du territoire communal, cet espace pourra devenir un lieu pour le développement de loisirs. Toutefois, le projet n'étant pas suffisamment avancé, le PLU ne prévoit pas de traductions réglementaires. Un zonage N est prévu afin de préserver cet espace. Par ailleurs, il n'est pas desservi par le réseau d'eau potable.

La commune souhaite plutôt orienter le site vers le développement de loisirs « doux » (en particulier activités en lien avec la pêche) afin de préserver les milieux naturels et notamment la nouvelle Veyle. La protection de l'eau est une volonté forte de la commune. En outre, un secteur correspond à des zones de compensation de la carrière (réponse à un appel à projet de l'agence de l'eau pour la restauration de la trame verte et bleue).

Enfin, les cheminements doux et les itinéraires de randonnées seront strictement protégés, par leur localisation au sein des zones agricoles et naturelles, permettant en outre leur mise en valeur.

De plus, la volonté de **créer des cheminements doux** est affichée, notamment entre le bourg de Buellas et Corgenon, et en direction du site de loisirs (ER n°5 et 13).

Pour l'ER n°5 à destination d'un cheminement piétonnier, le chemin existant est utilisé pour la desserte agricole. La chambre d'agriculture attire l'attention sur la nécessité de bien prendre en compte la cohabitation des usages dans le futur aménagement afin que celle-ci se déroule sans encombre.

L'offre en hébergement peut être développée en zones UA et UB et par changement de destination en zones A/N si la possibilité est identifiée au zonage (après avis conforme de la Commission départementale – voir partie concernant les justifications des zones A). Le règlement de zone A autorise également les installations nécessaires au prolongement de l'exploitation dont l'activité touristique rurale d'accueil dans le volume du bâti existant.

## 2.4 Anticiper l'extension de la gravière

### 2.4.1 Choix retenus dans le PADD

Le projet d'extension de la carrière, pour rappel, figure parmi les raisons de l'élaboration du PLU de la commune.

Le diagnostic a permis de montrer que :

- **la pérennisation de l'activité existante à Buellas-St-Denis les Bourg est nécessaire** pour la réponse en besoins de granulats à l'échelle de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse ;
- le projet semble **compatible avec les orientations du cadrage régional « Matériaux et Carrières »** qui propose la définition d'orientations pour la gestion durable des granulats et des matériaux de carrières (assurer un approvisionnement sur le long terme et selon un principe de proximité) ;

- s'il est visé la réduction des extractions en eau, **le département de l'Ain compte essentiellement des carrières alluvionnaires dont la réduction serait dommageable à l'approvisionnement local et de proximité** à l'arrondissement de Bourg-en-Bresse

La commune a souhaité anticiper le projet afin de maîtriser au mieux les enjeux de l'exploitation potentielle future et la remise en état du site pour l'environnement (milieux, espaces, espèces, ressources) et les populations.

## 2.4.2 Traduction réglementaire des choix

***L'ensemble des règles établies relativement au projet d'extension de la carrière ont été abordées dans le tableau de synthèse des incidences, auquel nous renvoyons.***

*Ces dispositions réglementaires se résument en trois « thématiques » :*

- *la définition d'un zonage limité et différencié en 2 secteurs (Ncx et Nc2)*
- *le principe d'un phasage de l'exploitation et de remise en état en 5 phases, détaillé dans l'OAP*
- *les règles relatives à la protection ou remise en état des éléments naturels et paysagers sensibles et caractéristiques.*

### 3. LE SOUCI DE QUALITE ENVIRONNEMENTALE

---

*Sur cette partie, nous renvoyons également au tableau de synthèse des zones susceptibles de subir des incidences prévisibles directes ou indirectes lors de la mise en œuvre des projets du PLU (partie « Incidences »).*

#### 3.1 Déplacements et circulations

##### 3.1.1 Choix retenus dans le PADD

**Afin de fluidifier et garantir la fluidité des déplacements**, la commune a engagé une réflexion sur la **hiérarchisation de ses voiries** en particulier dans l'objectif de sécuriser les circulations sur la commune, qui plus est avec le développement de nouveaux équipements.

La RD 936 traverse le Sud de la commune, et le bourg de Corgenon, en générant d'importants flux de circulation, et donc de nuisances. Ce tracé est soumis à un arrêté préfectoral portant révision du classement sonore des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain.

La RD 45, reliant les bourgs, connaît, quant à elle, un trafic local plus modéré, qui ne constitue pas, en soit, une contrainte majeure. Toutefois, la circulation sur le bourg, notamment autour du bourg scolaire, y est difficile.

Notons que le tracé de la RD 45 est presque intégralement doublé d'un cheminement doux, sécurisé et planté.

La route dite des Crêtes, reliant Polliat à St-Rémy, supporte un trafic automobile non négligeable, et peu compatible avec l'urbanisation linéaire qui la borde. La collectivité a de ce fait, réalisé des aménagements de sécurité, contraignants pour les véhicules.

Le reste des voiries communales supporte un trafic de proximité, résidentiel, ne posant pas de problème majeur.

**La commune souhaite également promouvoir les modes alternatifs à la voiture.**

Pour ce faire, elle souhaite élargir son réseau piétonnier et cycliste. La priorité est donnée à la connexion entre les pôles d'équipements, correspondant aux deux bourgs.

L'idée maîtresse est de permettre la connexion, par des modes de déplacements alternatifs, des secteurs d'équipements, depuis tous les points des hameaux.

Ceci permettra par ailleurs de répondre à l'objectif de sécurisation des déplacements.

Enfin la commune souhaite conserver la possibilité la création d'un parking-relais ou de covoiturage sur le secteur de Corgenon afin de favoriser l'usage des transports en commun de l'agglomération.

### 3.1.2 Traduction réglementaire des choix

En vue d'atténuer les circulations sur le bourg de Buellas et sur la route des Crêtes, la collectivité a souhaité préserver un espace (**emplacements réservés n° 11 et 12**) pour accueillir une nouvelle voie à long terme. Avant d'acter la création et le choix définitif de tracé, il sera nécessaire d'en évaluer les impacts sur l'activité agricole (prélèvements fonciers, effets de coupure sur les îlots et les circulations...).

Celui-ci s'insère **dans un secteur classé N**, constituant une coupure d'urbanisation entre le bourg de Buellas et le hameau des Crêtes, la volonté de la municipalité étant de préserver cet espace tampon. Ce classement garantit que cette future voie **ne sera pas le support d'une urbanisation linéaire**. De plus, à terme la voie viendra contenir les équipements à l'Ouest (école...).

De plus, afin de sécuriser les circulations sur le bourg de Buellas, la commune a également définit un **emplacement réservé (n° 17)** au niveau du carrefour formé par la RD 45 et le chemin des Tourbades.

Le règlement vise également la sécurisation des déplacements en limitant (zones UA, UB) ou en interdisant (zones 1AU, 2AUx) les accès nouveaux le long de la RD 936 (et RD 45).

Déjà bien dotée en cheminements doux inter-quartiers, l'ambition de la municipalité est de permettre la poursuite du **cheminement sécurisé entre Corgenon et Buellas** ; un **Emplacement Réservé (N° 13)** figure sur le plan à cet effet, afin de clore le tronçon.

Il garantit une liaison sécurisée pour les modes de déplacements doux, à proximité de la zone d'équipement UE (école). La commune ambitionne que tous les usagers puissent venir à l'école, à pied. Ainsi, il est nécessaire de créer une jonction, pour l'instant inexistante, entre le hameau des Crêtes et le bourg de Buellas.

Les emplacements réservés destinés à améliorer les circulations serviront à l'acquisition des terrains dans le but d'opérer, et de mettre en œuvre les projets affichés (traitement de carrefours, création de cheminements doux...).

**Le renforcement des voies piétonnes permettra de sécuriser les déplacements, et confortera les liens entre Buellas et Corgenon.**

En outre, tous les plans de composition des nouveaux quartiers, au travers **des orientations d'aménagement, préconisent systématiquement l'aménagement de cheminements doux**, venant alimenter le réseau existant. L'emplacement réservé n°19 permet notamment de relier le hameau des Prosts en direction du lavoir, par l'allée de la Culée.

**Le règlement du PLU stipule, dans les zones U et AU, que chacune des voies nouvelles devra être doublées de cheminements piétons, et se poursuivre par un tracé doux si la voie se termine en impasse.** L'emprise de ces voiries devra donc être assez importante pour permettre la cohabitation des différents modes de déplacements.

Les problématiques liées aux transports et aux déplacements, ainsi que la production des logements futurs, particulièrement en zones A Urbaniser (AU) du PLU doivent être envisagées dans le respect de

la loi du 11 février 2005, dite « Loi sur l'égalité des chances », plus spécifiquement l'article 45 du chapitre III qui indique que :

*« La chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transports et leur intermodalité, est organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite ».*

Les aménagements futurs qui s'implanteront à Buellas s'adapteront à cette loi.

L'aménagement de la zone d'activité 2AUX participera enfin de la sécurisation des déplacements (accès par la contre-allée existante – voir OAP).

## 3.2 Environnement : promouvoir une ville éco-responsable

### 3.2.1 Choix retenus dans le PADD

***Le diagnostic communal a fait ressortir la présence d'un patrimoine naturel riche, marqué par :***

- des ZNIEFF de type I et II (zones d'intérêt écologique floristique et faunistique) recensées en marge du territoire communal, notamment au Nord-Est et au Sud-Ouest, le long des cours d'eau.
- la présence de zones humides, dont la préservation comporte de multiples enjeux pour l'environnement comme pour les populations.
- une trame verte et bleue riche et diversifiée, identifiée à échelle régionale le long de la Veyle et déclinée au niveau local sur toute la commune (grands espaces agricoles, espace de perméabilité entre Buellas et Corgenon, cours d'eau et notamment la Veyle, zones humides, corridor biologique de la Veyle, corridors boisés).

Ces périmètres et linéaires seront strictement protégés dans le PLU.

***En matière de paysages***, le diagnostic a montré qu'il se compose essentiellement de deux entités paysagères distinctes : un paysage bâti et un paysage semi-bocager.

Face à un paysage dont la tendance actuelle est à la perte de lisibilité et d'identité, provoquée par l'étalement urbain ou par la simplification du bocage bressan, la commune a émis la volonté très forte de le protéger.

A cette fin, les mesures suivantes ont été prises :

- la poursuite de la préservation du réseau bocager, déjà actée dans le précédent document d'urbanisme, afin de permettre la pérennité de ce patrimoine local, naturel et nécessitant une

gestion inscrite dans la durée ; dans un même registre, le document incite la plantation ou la replantation de nouvelles haies.

- la préservation des coupures vertes entre les différents hameaux et le maintien de limites franches à l'urbanisation, suite à un étalement urbain diffus, amorcé en direction du secteur dit des « Crêtes » et de Rosière, entre 2000 et 2008, et réalisé au détriment des terres agricoles.

La municipalité souhaite donc, désormais, contenir l'urbanisation au sein de ses limites existantes (tache urbaine), et maintenir des limites franches entre les hameaux, afin d'en préserver le caractère et le cadre de vie. Le PLU ne doit pas, par ailleurs, engendrer de nouveaux obstacles à la circulation des espèces.

Le paysage de Buellas est également marqué par plusieurs **parcs et secteurs boisés** qui méritent d'être sauvegardés en raison de leur qualité paysagère (entrée de bourg) que pour le maintien d'un cadre de vie qualitatif (Parc de la Teyssonnière, forêt du Château, abords du Château sur la route de Montcet, cœur et Parc de Corgenon...).

S'ajoutent plusieurs arbres remarquables repérés sur la commune.

Toutes les entrées de bourg doivent faire l'objet d'une attention particulière, et plus spécifiquement l'entrée Ouest de Corgenon et l'entrée Est de Buellas.

La commune est concernée par des cartes d'aléas et d'enjeux quant au **risque d'inondation** de la Veyre. La zone inondable localisée à l'Est préserve de fait la vallée de la Veyre de toute urbanisation ; il en est de même, pour les vallées de l'Irance et du Vieux Jonc, qui délimitent la commune à l'Ouest.

Il convient de ne pas amplifier le risque.

### 3.2.2 Traduction réglementaire des choix

En premier lieu, la traduction réglementaire s'effectue au travers d'un **zonage, volontairement dominé par les zones naturelles (N), naturelles de parcs (Np), agricoles (A), agricoles strictes (As), agricoles préservée (Ava)** afin de préserver l'environnement et les paysages de Buellas (espaces tampons, vallées).

En effet, les secteurs, considérés comme naturels, au sens large, car vierges de toute urbanisation, représentent environ 80% de la surface communale.

Les secteurs de parcs bénéficient d'une protection par un zonage spécifique (**Np et UBp** – vus dans la présentation des potentialités des zones U). Le parc de la Teyssonnière bénéficie également d'une protection réglementaire définie pour la protection des sites au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme interdisant toute construction dans le règlement associé (article 1 de la zone Np).

**A l'Est**, à proximité du marais de Polliat, des secteurs en zones N (naturelle) et As (agricole strict) sont créés, en vue de :

- gérer les risques d'inondation induits par le cours de la Veyle,
- protéger les ressources en eaux (puits de captage d'eau potable...),
- préserver les paysages bocagers encore présents.

Le secteur Est de la commune, est donc considéré comme un secteur sensible, sur un plan environnemental et paysager, qu'il convient de préserver intégralement.

Pour cela, le recours, en majorité, à des zones N (naturelles) a été privilégié.

**A l'Ouest**, les vallées de l'Irance et du Vieux Jonc délimitent la commune. Le ruisseau de l'Etre sillonne le Nord-Ouest du territoire.

Dans ces secteurs, un classement majoritaire en zone N (Naturelle) a, également, été mis en place, avec le souci de préserver, essentiellement, les ressources en eaux.

En second lieu, les choix émis dans le PADD, se traduisent par les diverses autres mesures suivantes :

- **le maintien des zones boisées en EBC** (Espace Boisé Classé), telles que déjà définies dans le précédant document d'urbanisme. Les espaces boisés classés représentent au PLU, une surface de 107,57 ha.

Au cœur de la zone urbanisée du bourg ancien de Buellas, les deux petites zones classées en EBC, bordant un ruisseau drainant les eaux de ruissellement du bourg (ru de la Presle) ont été renforcées par l'extension de la zone N (naturelle).

Cette dernière permettra, en parallèle à la préservation du corridor végétal déjà existant, de conserver une bande non construite utile dans le cadre de la prévention des débordements du ruisseau (lors d'épisodes orageux) ; mais elle est également destinée à recevoir l'aménagement d'un cheminement doux.

- **la poursuite de la protection des haies champêtres**, caractéristiques du paysage semi-bocager de la Bresse.

Les haies champêtres déjà répertoriées sont maintenues ; quelques nouvelles haies ont été recensées et protégées **au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme**. Les haies nouvellement recensées, sont situées, principalement, au Nord, et en entrée Ouest de la commune en venant de Montcet, ainsi que dans le secteur dit des Crêtes.

A cette protection s'ajoutent la définition de **5 emplacements réservés** (n° 7 à 11) destinés à la plantation de haies, au Nord du Bourg.

A ce titre, sont également protégés quelques arbres isolés implantés dans le bourg de Buellas.

Cette politique, en faveur de la préservation de l'environnement et du patrimoine paysager, est complétée par l'obligation de créer un écran végétal aux abords des zones à vocation d'activités 2AUX.

Enfin, un **cahier de prescriptions paysagères** est annexé au règlement du PLU. Ce dernier aura pour vocation de guider la plantation des haies champêtres en zone agricole et en milieu urbain.

***L'ensemble des règles établies relativement au projet d'extension de la carrière ont été abordées dans le tableau de synthèse des incidences, auquel nous renvoyons.***

Pour une commune éco-responsable, le règlement permet la construction de bâtiments d'habitat sous des formes plus denses et plus groupées, formes également promues au sein des OAP.

En matière de risques enfin, le plan de zonage et le règlement visent une protection stricte des secteurs concernés par la trame aléas inondation, les constructions et remblais étant interdits (sauf exceptions pour les bâtiments d'exploitations agricoles de type stockage et constructions ne créant pas de logement). Ceci permet, indirectement, de préserver certaines trames vertes et bleues.

### 3.3 La compatibilité du PLU avec le SDAGE et le SRCE

Le PLU se doit de respecter :

- le SDAGE dans un rapport de compatibilité
- le SRCE dans un rapport de prise en compte

Le PLU de Buellas est compatible avec les préoccupations du SDAGE Rhône-Méditerranée (entré en vigueur le 21/12/2015 pour les années 2016 à 2021) et du SRCE de la Région Rhône-Alpes (approuvé le 19/06/2014), par un certain nombre de choix visant à préserver les ressources en eau (objectif général de bon état des eaux) et la trame verte et bleue.

Dispositions	Mesures prises dans le PLU (choix, traduction réglementaire)
Préserver les milieux aquatiques (ripisylves, rives de cours d'eau, plans d'eau, forêts alluviales, zones humides et espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mesures de protection des zones humides (zonage N strict, EBC, limitation de la zone future d'exploitation de carrière, trame zone humide et règles associées)</li> <li>-Mesures de compensation du prélèvement des surfaces par le projet d'extension de carrière (trame de protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, remise en état avec remblaiement total, création de boisements alluviaux, restauration de plan d'eau)</li> <li>-Mesures de protection des haies, ripisylves, bois alluviaux au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, distance minimale de l'extraction de carrière au lit mineur de la Veyle)</li> </ul>
Assurer la disponibilité et la préservation de la ressource en eau potable actuelle et future	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mesures de protection (prétraitement requis pour toute activité générant une pollution des eaux)</li> <li>-<i>Le projet de carrière n'a pas d'incidences sur la qualité des eaux souterraines</i></li> <li>-Les impacts quantitatifs du projet de carrière sont limités, d'autant dans le cas d'une remise en état du site d'extraction par remblaiement total</li> <li>-Mesures de suivi (suivi de la qualité des eaux)</li> </ul>
Lutter contre les rejets ponctuels et diffus dans le milieu (assainissement et pluvial)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mesures de prévention et suivi (maîtrise des pollutions par les installations de traitement et le zonage d'assainissement ; limitation de l'imperméabilisation des sols)</li> <li>-Mesures de protection (l'évacuation des eaux pluviales doit être assortie d'un prétraitement pour éviter les risques de pollution des milieux récepteurs, si nécessaire)</li> </ul>
Gérer les risques inondation	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mesures de prévention (trame « inondation » et règles de constructibilité limitée associées ; maîtrise des eaux pluviales ; limitation de l'imperméabilisation des sols)</li> <li>-Le projet de carrière n'a que des impacts quantitatifs limités sur les nappes souterraines et aucun impact sur le débordement de la gravière si l'on respecte la distance minimale de l'extraction de carrière au lit mineur de la Veyle (pas de modification de la géométrie de fond de vallée et de l'espace de mobilité du cours d'eau)</li> </ul>
Contribuer à la préservation et à la restauration des trames vertes et bleue (TVB)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Affirmation dans le PADD de l'intérêt de la préservation des TVB (continuités écologiques) et déclinaison locale des TVB à échelle communale</li> <li>-Mesures de protection (limitation des zones à urbaniser et de la zone future d'exploitation de carrière, zonage N strict, EBC, distance minimale de l'extraction de carrière au lit mineur de la</li> </ul>

	<p>Veyle, protection des haies, ripisylves, bois alluviaux au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, maintien des coupures d'urbanisation par un zonage non constructible)</p> <p>-Mesures de compensation du prélèvement des surfaces par le projet d'extension de carrière (trame de protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, remise en état avec remblaiement total, recréation de boisements)</p>
--	---

Enfin, le PLU vise à limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols :

- en étudiant les possibilités de réalisation de constructions au sein de la tache urbaine existante (remise sur le marché de logements vacants peu nombreux à Buellas, possibilités de réhabilitation par changement de destination par exemple, comblements des dents creuses et tènements encore libres dans les espaces urbanisés, limitant ainsi la création de nouvelles voiries par exemple),
- en visant une densité moyenne des constructions pour réduire l'impact foncier,
- en visant à la protection des espaces verts existants (EBC, règles concernant les espaces verts dans les nouvelles opérations...).

**L'ensemble des dispositions réglementaires présentées ci-avant traduisent les choix établis par la commune en matière de préservation de l'environnement et d'évitement / réduction / compensation des impacts notables potentiels.**

**Ces choix et leur traduction ont été faits dans le souci de compatibilité ou de cohérence avec les documents supra-communaux et en réponse à de nombreux enjeux environnementaux.**

## 4. SYNTHÈSE : UN ZONAGE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PAYSAGE

---

Dans le POS de Buellas environ 190 hectares étaient destinés à l'urbanisation (zones U et NA) ; en outre une partie des zones « naturelles » pouvaient être considérées comme constructibles : les zones NB (environ 2 hectares) qui autorisaient l'habitat diffus.

Les superficies consacrées à l'agriculture (zone NC) avoisinaient les 600 hectares, et environ 30 hectares étaient classés en zone naturelle non constructible, liés aux activités de loisirs (zone IND).

Les superficies consacrées à l'agriculture (zone A) avoisinent les 280 hectares dans le PLU.

Plus de 500 hectares se retrouvent ainsi classés en zone naturelle (zone N) très stricte.

Le zonage du PLU est plus respectueux de l'environnement et du paysage.

En effet, à terme, la tache urbaine sera moins importante que celle définie précédemment par le POS. Elle atteindra environ 145 hectares (zones U et AU), y compris les secteurs dédiés aux équipements (zones UE et 1AUE) et activités (UX, 2AUX), contre 189 ha avant la révision générale.

De plus, les zones agricoles et naturelles, qui représentaient moins de 800 ha au POS, couvrent, au PLU, près de 850 ha, soit plus de 80% du territoire communal.

La surface dédiée à l'activité de carrière ne sera « dénaturée » que temporairement avant d'être reconstituée par remblaiement total et cultural du site d'extraction.

ZONES	SURFACES POS			SURFACES PLU	
1. Zones destinées à l'urbanisation		Modification 2003	Modification 2006		PLU 2017
1.A) Zones urbaines (constructibles)	UA dont UAa	6 ha 3 ha	6 ha 3 ha	UA	5.49 ha
	UB Dont UBa Dont UBaa Dont UBb Dont UBc Dont UBI Dont UBp.u.	111 ha 28 ha 0 ha 35 ha 0 ha 9 ha 12 ha	138 ha 28 ha 8 ha 45 ha 0 ha 9 ha 12 ha	UB UBa UBanc UBp	69.46 ha 35.63 ha 1.07 ha 6.91 ha
<b>Sous-total zones urbaines</b>		<b>117 ha</b>	<b>144 ha</b>		<b>118.56 ha</b>
1.B) Zones d'urbanisation future	INA Dont INAa	41 ha 19 ha	24 ha 11 ha	1AU Dont 1AUr	4.96 ha 0.20 ha
	IINA	15 ha	15 ha	2AU	8.55 ha
<b>Sous-total zones d'urbanisation future</b>		<b>56 ha</b>	<b>39 ha</b>		<b>13.51 ha</b>
<b>Sous-total zones destinées à l'urbanisation</b>		<b>173 ha Soit 17.0 %</b>	<b>183 ha Soit 17.9 %</b>		<b>132.07 ha Soit 12.9%</b>
2. Zones d'activités et d'équipement					
2.A) Zones urbaines (Constructibles)	UX	1 ha	1 ha	UX	1.50 ha
	UE	0 ha	0 ha	UE	5.76 ha
<b>Sous-total zones urbaines</b>		<b>1 ha</b>	<b>1 ha</b>		<b>7.26 ha</b>
2.B) Zones d'urbanisation future	INAX	5 ha	5 ha	2AUX	3.29 ha
				1AUE	2.26 ha
<b>Sous-total zones d'urbanisation future</b>		<b>5 ha</b>	<b>5 ha</b>		<b>5.55 ha</b>

Sous-total zones destinées aux activités et équipements		6 ha Soit 0.6 %	6 ha Soit 0.6 %		12.81 ha Soit 1.25 %
<b><u>TOTAL TACHE URBAINE A TERME (1+2)</u></b>		<b><u>179 ha</u></b> <b><u>Soit 17.5%</u></b>	<b><u>189 ha</u></b> <b><u>Soit 18.5%</u></b>		<b><u>144.88 ha</u></b> <b><u>Soit 14.1%</u></b>
<b>3. Zones naturelles et agricoles</b>					
3.A) Zones de constructions diffuses	NB	12 ha	2 ha		
3.B) Zones spécifiques équipements loisirs	NDI	31 ha	31 ha		
3.C) Zones spécifiques équipements sportifs				Ne	6.01 ha
3.D) Zones dédiées à l'exploitation de carrière				Nc2 Ncx	21.22 ha 1.18 ha
<b>Sous-total zones de constructions diffuses et spécifiques</b>		<b>43 ha</b>	<b>33 ha</b>		<b>28.41 ha</b>
<b><u>TOTAL « dénaturé » (1+2+3A+3B+3C+3D)</u></b>		<b><u>222 ha</u></b> <b><u>Soit 21.8%</u></b>	<b><u>222 ha</u></b> <b><u>Soit 21.8%</u></b>		<b><u>173.29 ha</u></b> <b><u>Soit 16.9%</u></b>
3.E) Zones agricoles	NC Dont NCc	608 ha 22 ha	608 ha 22 ha	A	249.97 ha
				As	23.95 ha
				Ava	2.96 ha
3.F) Zones naturelles	ND (hors NDI)	190 ha	190 ha	N	537.63 ha
				Np	37.04 ha
<b>Sous-total zones agricoles et naturelles</b>		<b>798 ha</b>	<b>798 ha</b>		<b>851.55 ha</b>
<b><u>TOTAL « agricole et naturel » (3E+3F)</u></b>		<b><u>798 ha</u></b> <b><u>Soit 78.2%</u></b>	<b><u>798 ha</u></b> <b><u>Soit 78.2%</u></b>		<b><u>851.55 ha</u></b> <b><u>Soit 83.1%</u></b>
Sous-total zones agricoles et naturelles		841 ha Soit 82.4 %	831 ha Soit 81.5 %		879.96 ha Soit 85.9 %
<b>TOTAL SURFACES</b>		<b>1020 ha</b>	<b>1020 ha</b>		<b>1024.84 ha *</b>

\* Surface Autocad, non compensée au regard de la superficie INSEE

# INDICATEURS POUR L'EVALUATION DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

En vertu de l'article R.123-2-1 6° du code de l'urbanisme, le rapport de présentation « *définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées* ».

# 1. INDICATEURS DE SUIVI DE LA SATISFACTION DES BESOINS EN LOGEMENTS

---

## 1.1 Evaluation des résultats de l'application des objectifs

### Rappel des perspectives de développement à l'horizon 2035 :

- une population portée à 2.389 habitants (taux de croissance retenu de 1,19% par an en moyenne entre le 01/01/2016 et 2035)
- un taux d'occupation des résidences principales de 2,3 personnes / logements en moyenne en 2035
- soit un besoin de 269 nouveaux logements sur la période 2016-2035

L'évaluation des résultats portera sur la réalisation des objectifs du PLU à plus ou moins long terme, c'est-à-dire :

- la prévision de constructions de 103 logements à court terme, dont 43 en zones U (avec et sans OAP) et 60 en zones 1AU (avec OAP)
- la prévision de construction de 171 à 214 logements à long terme (zones 2AU)
- la réalisation des objectifs de densité (14,5 à 16,8 logements à l'hectare en moyenne – densité à ajuster sur la zone 2AU des Gonnardes à Corgenon) et de modération de consommation d'espace (urbanisation d'une surface d'au maximum 10,12 ha en extension dont 8,55 ha en 2AU donc non encore ouverts à l'urbanisation)
- la typologie variée de logements pour satisfaire à tous les types de population

## 1.2 Indicateurs à suivre

Pour évaluer la satisfaction des objectifs du PADD en termes de production de logements, il sera élaboré une fiche pour chaque logement créé renseignant :

- la localisation cadastrale et le nom du quartier
- la zone du PLU dans laquelle se localise le logement (UA, UB...)
- le type de réalisation : par construction neuve ou réhabilitation (logement vacant, changement de destination...)
- la surface de terrain associée (notamment pour les nouvelles constructions)
- la déduction de la densité relative (pour les nouvelles constructions)
- la typologie du logement en terme de formes urbaines (collectif, individuel pur, individuel groupé...), de taille, et de statut (locatif, en accession, privé, social)

### 1.3 Conclusion du bilan

Au regard de la satisfaction ou non des objectifs de construction à court terme, dans la tache urbaine, il sera évalué pour atteindre les objectifs fixés par le PADD :

- l'opportunité de la mise en œuvre d'outils réglementaires sur des secteurs à identifier
- l'opportunité d'effectuer une procédure adaptée en vue de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU
- les prescriptions attendues sur cette zone 2AU en terme de mixité sociale et urbaine, et en termes de densité
- la mise en œuvre effective d'une nouvelle installation de traitement des eaux usées sur Corgenon ainsi que le diagnostic-réseau et les travaux sur l'installation de Buellas-Montcet
- le cas échéant, l'évaluation des autres besoins en équipement associés.

## 2. INDICATEURS DE SUIVI DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Des enjeux environnementaux avaient été définis par l'état initial de l'environnement :

- consommation foncière
- protection des milieux naturels et de la biodiversité
- préservation du cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et architectural
- préservation de la ressource en eau
- prise en compte des risques et nuisances
- assainissement et approvisionnement en eau potable

L'évaluation environnementale avait permis de projeter les incidences et de définir un projet de territoire cohérent qui tentait de répondre à la fois aux besoins de développement de la commune tout en intégrant les enjeux environnementaux. Il convient de voir si ces objectifs sont atteints.

Enjeux environnementaux	Indicateur
Consommation foncière, préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers	<p><i>Voir également ci-dessus 1.2</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour chaque artificialisation du sol (demande de permis de construire ou permis d'aménager) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface impactée (parcelle et/ou subdivision fiscale)</li> <li>- Occupation du sol initiale (prairie, terre arable, culture permanente, espaces verts urbains et jardins, vergers, zone humide, mare, forêts, équipements sportifs et de loisirs, friche)</li> <li>- Evolution de l'occupation du sol : destinée à l'habitat, aux activités économiques (artisanale, agricole...), aux équipements publics</li> <li>- Densité (nombre de logements à l'hectare)</li> <li>- Emprise au sol (rapport de la surface du bâtiment sur la surface de la parcelle)</li> </ul> </li> <li>➤ Réalisation effective du remblaiement cultural et naturel total du site futur d'exploitation de carrière (surface, qualités agronomiques, espèces en présence...) qui sera précisé dans l'étude d'impact préalable à l'autorisation d'exploiter</li> </ul>
Protection des milieux naturels, de la biodiversité, des paysages et du patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour chaque déclaration préalable avant suppression d'une haie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Linéaire de haie supprimée (mètres)*</li> <li>- Mesures compensatoires mises en œuvre (replantation d'essences similaires à proximité du site...)</li> <li>- Linéaire de haie replantée (mètres)*</li> </ul> </li> </ul> <p><i>*identifié au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation effective des mesures compensatoires qui seront précisées dans l'étude d'impact préalable à l'autorisation d'exploiter : <ul style="list-style-type: none"> <li>- zones humides : surfaces réellement impactées / surfaces réellement</li> </ul> </li> </ul>

	<p>compensées (restitution / création) par phase d'exploitation</p> <p>- boisements et haies champêtres : linéaire supprimé / linéaire replanté (mètres)</p> <p>➤ Futur suivi écologique de la carrière</p>
Protection du patrimoine architectural	<p>➤ Nombre d'éléments protégés au regard de l'état initial</p>
Protection de la ressource en eau	<p>➤ Etat de la qualité des eaux superficielles (états écologique et chimique)</p> <p>➤ Etat de la qualité des eaux souterraines (états quantitatif et chimique)</p> <p>➤ Nombre d'installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>➤ Nombre d'abonnés à l'assainissement collectif</p> <p>➤ Mise en œuvre effective d'une nouvelle installation de traitement des eaux usées sur Corgenon</p> <p>➤ Engagement du diagnostic-réseau et des travaux sur l'installation de Buellas-Montcet</p>
Nuisances	<p>➤ Futurs suivis des émissions sonores et de poussières émises par la carrière dans le cadre du réseau de surveillance</p>

## RESUME NON TECHNIQUE

- Rappel du contexte réglementaire :

Le PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale (décision de l'autorité environnementale en date du 10/02/2017) conformément aux articles L.104-1 à 3 et R.121-14-1 du code de l'urbanisme.

Toutefois, comme le dossier de PLU avait été monté entre 2014 et mai 2016 sur la base de la première décision de l'autorité environnementale, selon le contenu de l'évaluation environnementale, la commune a décidé de maintenir la présentation du rapport de présentation sous la forme de l'évaluation environnementale. En effet, cette forme intègre notamment les études concernant l'extension de la carrière.

Le contenu du rapport de présentation est notamment précisé par l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme.

- Articulation du plan avec les normes de niveau supérieur :

Actuellement, la commune n'est pas concernée par un PDU.

En revanche, elle est concernée par la révision approuvée le 14/12/2016 du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Bourg Bresse Revermont**.

Il identifie la commune comme une commune rurale accessible et fixe une valeur cible constructible pour l'habitat de **18 ha** entre 2008 et 2035, en extension de la tache urbaine.

Le SCoT favorise la densification des zones déjà urbanisées notamment avec le comblement des dents creuses, et n'autorise le développement que sur les pôles du bourg et du hameau de Corgenon.

L'objectif de densité moyenne minimale pour le développement résidentiel est de 13 logements par a pour les communes rurales.

En outre, d'autres prescriptions générales sont imposées :

- la protection des espaces et des sites naturels et urbains,
- la préservation des espaces agricoles,
- des objectifs liés aux déplacements : le maillage du territoire doit favoriser toutes les mobilités et notamment les mobilités douces (piétons et cycles)
- l'identification et la protection des haies et zones humides...

En terme économique, le SCoT autorise sous certaines conditions l'extension des zones d'activités locales, et l'extension des carrières existantes. Il vise le maintien de l'agriculture et le développement de l'économie touristique.

La commune est également tenue :

- de ne pas compromettre l'atteinte des objectifs de bon état des eaux, définis par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée
- de prendre en compte les continuités écologiques identifiées au sein du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

La commune est également concernée par le **Plan Local de l'Habitat de Bourg-en-Bresse Agglomération**. Approuvé en février 2008, il définit, pour la période 2008-2016, pour chaque commune, le nombre de logements à produire, dont le nombre de logements locatifs sociaux publics.

Le document sera prochainement révisé.

Le SCoT vise à l'horizon 2035, 15% de logements sociaux pour les communes rurales de plus de 1000 habitants (cas de la commune de Buellas).

- **Les éléments importants de l'état initial de l'environnement :**

La commune de Buellas est marquée par la présence d'une diversité d'habitats (ripisylves, prairies humides, boisements) support d'une faune et d'une flore riches et d'échanges écologiques (écosystème).

Aucun site Natura 2000 n'est identifié sur la commune.

En revanche, le territoire communal est concerné par des inventaires patrimoniaux :

- **une Zone d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2** : « Ensemble formé par La Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière » ; la ZNIEFF de type 2 constitue de vastes ensembles naturels, dont les équilibres généraux doivent être préservés.
- **deux ZNIEFF de type 1** : « Le Ruisseau de l'Etre » et « Le Marais de Vial » ; la ZNIEFF de type 1 correspond à un secteur de superficie généralement limitée, caractérisé par son intérêt biologique remarquable (présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares ou remarquables)
- **une ZICO** : « La Dombes » ; la ZICO est un site d'intérêt majeur fait d'habitats variés accueillant des espèces d'oiseaux sauvages d'importance communautaire ou européenne
- des **zones humides** au niveau de l'Etre et de la Veyle (en particulier la « Gravière », « Peupleraie des Combes ») ; les zones humides comportent de nombreux enjeux (protection de la biodiversité, de la ressource en eau).

Au niveau de la Veyle, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a également identifié un **corridor écologique** ainsi qu'une **trame bleue**, tous deux « à remettre en état ».

Il existe aussi des enjeux de préservation :

- des continuités écologiques du milieu ouvert à semi-ouvert et des milieux forestiers participant de la préservation des espèces, de leur circulation et du maintien des coupures d'urbanisation
- des haies champêtres participant de la préservation des espèces, des milieux et d'un paysage caractéristique.

Enfin, la **zone d'extension potentielle du projet de carrière** a fait l'objet d'une attention particulière du point de vue :

- des habitats et espèces qui s'y trouvent
- du fonctionnement hydrologique de la Veyle, de son espace de mobilité, et des éventuels risques d'inondation
- de la préservation de la ressource en eau (présence de nappes au niveau de la zone)
- de la consommation d'espaces agricoles et naturels

- de la prise en compte des paysages et vues
- des nuisances pour les riverains

- *Le résumé des autres enjeux du PLU :*

Outre, les objectifs généraux du développement durable définis par les articles L.101-1 et 2 du Code de l'urbanisme, le diagnostic territorial a permis de mettre en exergue les enjeux et objectifs sur le territoire communal :

- permettre une croissance démographique modérée et diversifier la typologie des nouvelles constructions
- promouvoir un développement équilibré du territoire et lutter contre l'étalement urbain
- permettre le maintien et le développement des équipements communaux sportifs et culturels
- protéger l'activité agricole et favoriser la pérennité des exploitations
- permettre le projet d'extension de carrière (déplacement de l'activité au Sud de la Gravière) et garantir sa remise en état
- permettre le maintien et le développement des commerces en centre-bourg
- permettre le maintien et le développement des autres activités industrielles et de services en valorisant la zone artisanale des Thions
- mettre en valeur les sites d'intérêt touristique, le patrimoine naturel et architectural
- répondre aux exigences liées à l'assainissement
- préserver les espaces naturels et agricoles, les sites et les paysages et les continuités écologiques
- proposer des alternatives à l'automobile, fluidifier et sécuriser les circulations et développer les cheminements doux

- *L'évaluation des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement*

Dans le cadre de son PLU, la commune a souhaité assurer une croissance démographique raisonnée, en modérant son développement urbain, pérenniser l'activité agricole du territoire et protéger ses espaces naturels tout en permettant une poursuite de l'exploitation de carrière qui présente un intérêt économique réel pour l'agglomération burgienne.

Le développement de la commune devrait entraîner notamment une extension des zones urbaines, qui empiètera sur des espaces agricoles. Toutefois, ces extensions ont été :

- localisées dans un objectif de cohérence avec l'urbanisation existante, en continuité de l'enveloppe déjà urbanisée de la commune,
- dimensionnées selon les besoins démographiques exprimés,
- tenues éloignées des zones « sensibles » et « d'intérêt écologique » (inventaires patrimoniaux) et des zones soumises à des risques (aléa inondation).

Au terme de l'étude des incidences des projets du PLU sur ces zones et plus généralement sur les milieux naturels, espaces agricoles et paysage, il apparaît que la mise en œuvre du PLU de Buellas, n'aura d'incidences notables sur l'environnement qu'au niveau du projet d'extension de carrière.

Cette analyse, appuyée sur les études commanditées par la société Granulats Vicat, a permis de montrer que plusieurs incidences étaient inévitables en termes de : consommation d'espaces, destruction de zones humides et d'écosystèmes, de ripisylves, boisements et haies.

Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation de ces impacts sont avancées :

- au sein du zonage, du règlement et des OAP du PLU (zonage limité et adapté, phasage exploitation-remblaiement, reconstitution de boisements...)
- au sein des études de la société Granulats Vicat, préalables à l'étude d'impact plus complète requise dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exploiter (pas d'exploitation sur les zones les plus « sensibles », recréation de zones humides, remblaiement du site...).

Les autres projets du PLU (zones AU, zones destinées au développement d'équipements, nouvelles voiries) n'auront que des incidences mineures sur l'environnement. Pour cela, un certain nombre de mesures sont prises afin de préserver au maximum l'environnement : zonage adapté (classement en N, maintien de la tache urbaine dans ses limites et des coupures d'urbanisation, protection des exploitations agricoles etc), mise en place de périmètres pour favoriser la protection des haies et ripisylves, mesures favorisant leur recréation, protection des espaces boisés classés, etc.

- *Description de la manière dont l'évaluation a été effectuée*

En premier lieu, du point de vue de la méthode, l'évaluation environnementale a été élaborée par la mise en œuvre concomitante de plusieurs étapes.

Le diagnostic a notamment permis d'établir un modèle de croissance en vue d'évaluer les besoins de développement et les besoins fonciers associés, en compatibilité avec les objectifs du SCoT et du PLH, dans une logique de développement durable.

L'état initial de l'environnement a permis d'analyser l'importance des secteurs protégés sur lesquels le PLU pouvait éventuellement avoir un impact.

Le zonage a été établi en cohérence avec l'occupation du sol en place, en tenant compte des différents objectifs exprimés dans le PADD et de l'état initial de l'environnement.

Des secteurs ont été identifiés pour l'extension de l'urbanisation, le projet d'extension de la carrière et les autres projets du PLU en cohérence avec l'état initial de l'environnement, et après une évaluation des potentialités de construction en « renouvellement urbain » (réhabilitation de logements vacants et comblement de dents creuses).

Une visualisation de l'occupation du sol et de l'intérêt de chaque site dédié à l'urbanisation a été faite, permettant d'évaluer les incidences.

Etant donnés les enjeux et impacts pressentis et mis en avant par l'autorité environnementale, la municipalité, les personnes publiques associées et les habitants de Buellas, l'évaluation environnementale (état initial de l'environnement et analyse des incidences) a porté plus particulièrement sur le projet de poursuite de l'exploitation de la carrière. Elle a pu s'appuyer sur de nombreuses données apportées par les études demandées à la société Granulats Vicat.

Deuxièmement, la présente révision du PLU est un projet concerté associant, dans le cadre de l'évaluation environnementale :

- le conseil municipal, et plus particulièrement la Commission Urbanisme qui a effectué un rôle préparatoire dans les décisions ;
- un certain nombre de personnes publiques associées variées, et en particulier la DREAL et la Chambre d'Agriculture, en raison du conflit d'intérêt qui préexistait entre le projet de carrière et l'activité agricole ;
- un conseil consultatif extra-municipal qui a permis, par des réflexions plus approfondies sur les enjeux du projet de carrière, d'asseoir les décisions municipales ;
- les habitants de Buellas, qui ont pu avoir la parole en réunions publiques et par le biais du conseil consultatif ;
- la société Granulats Vicat, qui a pu être guidée dans le choix des études à mener pour l'étude du projet d'extension de carrière dans le PLU et dans les scénarios d'exploitation et de remise en état à envisager ;
- le cabinet Berthet-Liogier-Caulfuty qui a piloté le projet et donc l'évaluation environnementale.

La commune a par ailleurs bénéficié des conseils juridiques d'un cabinet d'avocats spécialisé en droit de l'urbanisme pour l'aider dans ses décisions.

Le projet ne remet pas en cause foncièrement le projet communal : il s'agissait de l'adapter aux évolutions législatives récentes et d'étudier l'opportunité et « l'acceptabilité » du projet d'extension de carrière en termes économiques, sociaux et environnementaux.

Il s'est construit selon un processus itératif entre les différentes instances de manière :

- à respecter au mieux les exigences des documents supra-communaux ;
- à permettre la mise en œuvre du projet d'extension de carrière ;
- à prendre en compte l'ensemble des enjeux environnementaux des projets du PLU.

Le PLU donne un cadre au projet d'extension de carrière : les règles qui y sont inscrites ont été élaborées avec la société Granulats Vicat dans le souci de leur possibilité technique et financière.

Le PLU fonctionne ainsi comme un « premier niveau » à l'autorisation d'exploitation du carrier qui sera tenu à ses engagements au sein d'un « deuxième niveau » (étude d'impact et demande d'autorisation d'exploiter).

***En conclusion, la synthèse des données existantes et la confrontation avec les projets de développement communaux voire communautaires, ont permis d'élaborer une évaluation des incidences des projets du PLU sur les espaces sensibles (extension de l'urbanisation, développement projeté d'une zone d'activités, projet d'extension de la carrière...).***

***Ils auront effectivement des incidences sur l'environnement mais non susceptibles d'affecter de manière significative ces espaces ou même les espaces à enjeux identifiés, puisque des mesures sont prises pour les éviter, les réduire ou les compenser.***